

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

**ARCHIVES
DIPLOMATIQUES**

1909

JX
3
A6

49^e Année. — Tome 109. 3^e SÉRIE. N^{os} 1-2-3. — Vol. I. — 1909

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

IL^e ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

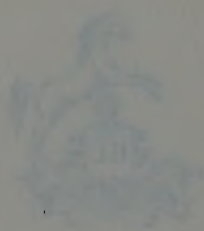
TOME CENT NEUF



PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library



Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

TOME 109

N^{os} 1-2-3

Vol. I. — 1909.

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ALLEMAGNE — FRANCE

Accord relatif au Maroc.

(8 février 1908.)

Déclaration.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement impérial allemand, animés d'un égal désir de faciliter l'exécution de l'acte d'Algésiras, sont convenus de préciser la portée qu'ils attachent à ses clauses, en vue d'éviter toute cause de malentendus entre eux dans l'avenir (1).

En conséquence,

Le gouvernement de la République française, entièrement attaché au maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'empire chérifien, résolu à y sauvegarder l'égalité économique, et par suite à ne pas y entraver les intérêts commerciaux et industriels allemands,

(1) La négociation qui a abouti à la conclusion de cet accord a duré exactement trente-deux jours.

Elle a été conduite et terminée à Berlin du côté français par M. Jules Cambon, ambassadeur de France, du côté allemand par le chancelier de l'empire, prince de Bülow, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, baron de Schoen, et aussi par M. de Kiderlen et M. de Langwerth, conseiller d'ambassade, Wachter, ministre d'Allemagne à Bucarest.

C'est M. de Schoen qui, le 6 janvier, a fait les premières ouvertures au cours d'une conversation avec M. Jules Cambon. Le secrétaire d'Etat, après avoir entretenu l'ambassadeur des événements d'Orient, lui exprima le désir qu'une entente franco-allemande intervint au sujet du Maroc. M. Pichon répondit aussitôt qu'il était prêt à

Et le gouvernement impérial allemand, ne poursuivant que des intérêts économiques au Maroc, reconnaissant d'autre part que les intérêts politiques particuliers de la France y sont étroitement liés à la considération de l'ordre et de la paix intérieure, et décidé à ne pas entraver ces intérêts,

Déclarent qu'ils ne poursuivront et n'encourageront aucune mesure de nature à créer en leur faveur ou en faveur d'une puissance quelconque un privilège économique, et qu'ils chercheront à associer leurs nationaux dans les affaires dont ceux-ci pourront obtenir l'entreprise.

Propriété littéraire et artistique.

(13 novembre 1908.)

Par une lettre du 13 novembre 1908, l'office impérial des affaires étrangères a fait connaître à l'ambassadeur de la République à Berlin que, d'après une déclaration faite par la délégation allemande à la conférence de Berlin pour la révision de la convention de Berne du 9 septembre 1886, concernant la création d'une union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, et conformément à l'article 19 de la dite convention, l'empire allemand adhère, en ce qui concerne ses possessions, à la convention de Berne, et cela à partir du 1^{er} janvier 1909 sous réserve des dispositions transitoires.

L'office impérial ajoutait à cette communication que le gouvernement allemand était d'avis que ladite accession comprendrait *ipso jure* l'adhésion des possessions allemandes à la convention spéciale franco-allemande du 8 avril 1907 (1), qui, selon son article 2, n'est qu'un complément de la convention de Berne. Il demandait, en même temps, si le Gouvernement de la République partageait cette manière de voir et appliquerait également la convention spéciale susindiquée aux colonies françaises, après avoir accédé déjà, en 1886, pour ces colonies, à la convention de Berne.

En réponse à cette demande, l'ambassadeur de la République à Berlin a fait connaître à l'office impérial que le Gouvernement français, par-

y travailler, à condition, bien entendu, qu'elle fût conforme à l'acte d'Algésiras.

L'entretien, ainsi engagé, se poursuivit sans interruption. M. Jules Cambon, tandis qu'il se développait, vint par deux fois passer quarante-huit heures à Paris pour rendre compte verbalement au ministre des affaires étrangères. Le baron de Berckheim, conseiller de notre ambassade, y vint également une fois.

Le texte, approuvé par les deux chancelleries, a été signé à Berlin par M. de Schœn et M. Jules Cambon.

Il a été porté par la France à la connaissance de l'Espagne, de la Russie et de l'Angleterre, et par l'Allemagne à la connaissance de l'Autriche et de l'Italie.

Les représentants de la France et de l'Allemagne à Tanger l'ont communiqué immédiatement au ministre des affaires étrangères du sultan Moulaï Hafid.

(1) Arch. dipl. 1908, tome 107, p. 182.

tageant l'opinion du gouvernement allemand à ce sujet, l'avait autorisé à déclarer que ladite convention spéciale est applicable aux colonies françaises.

Comme l'indiquait en outre l'ambassadeur de la République dans sa communication, il est entendu que la lettre de l'office impérial du 13 novembre 1908 et la lettre de l'ambassadeur de France contenant la réponse précitée, en date du 14 novembre, tiennent lieu d'échange de notes entre les deux gouvernements, pour constater l'accord en question.

ALLEMAGNE — GRANDE-BRETAGNE

Convention de délimitation.

(Signée à Berlin, le 30 janvier 1909.)

*Declaration with regard to the
Walfish Bay Boundary Arbitration.*

Whereas on the 1st of July 1890, an Agreement was signed respecting questions affecting the Colonial interests of Great Britain and Germany,

And whereas the third article of this Agreement dealt with the limits of the sphere in South West Africa in which the exercise of influence was reserved to Germany, and provided *inter alia*, that "the delimitation of the Southern Boundary of the British Territory of Walfish Bay is reserved for arbitration, unless it shall be settled by the consent of the two Powers within two years from the date of the conclusion of this Agreement,"

And whereas the period of two years specified in the Agreement elapsed without any settlement of the question of the Southern Boundary having been reached,

*Erklärung in Bezug auf das
Schiedsgerichtsverfahren hinsichtlich
der Walfischbai-Grenze.*

In Erwägung, dass am 1. Juli 1890 ein Abkommen bezüglich gewisser, die kolonialen Interessen von Deutschland und Grossbritannien berührenden Fragen unterzeichnet worden ist, und der dritte Artikel dieses Abkommens die Grenzen des Gebietes in Südwestafrika betraf, innerhalb deren Deutschland die Ausübung seines Einflusses vorbehalten wurde, welcher Artikel unter anderem vorsieht, dass die Festsetzung der Südgrenze des Britischen Walfischbaigebiets der Entscheidung durch einen Schiedsspruch vorbehalten wird, falls nicht innerhalb zweier Jahre von der Unterzeichnung dieses Übereinkommens eine Vereinbarung der beiden Mächte über die Grenze getroffen ist,

Und in Erwägung, dass die Frist von zwei Jahren, wie sie in dem Abkommen vereinbart war, verstrichen ist, ohne dass eine Einigung über die Frage der Südgrenze erzielt worden wäre,

And whereas in 1904 the question was referred to two local Commissioners, one appointed by the Government of the Colony of the Cape of Good Hope, and the other by the German Government,

And whereas the two Commissioners presented a Joint Report from which it appeared that they were unable to agree in regard to the question in dispute,

Now therefore the Government of His Britannic Majesty and the Imperial German Government have accordingly decided in pursuance of the provisions of the said third article of the Agreement of the 1st of July 1890, to have recourse to the Arbitration of His Majesty the King of Spain in the manner provided in the following Articles :

ARTICLE 1.

His Majesty the King of Spain shall be asked to select from among his subjects a jurist of repute to decide as Arbitrator in the matter of the delimitation of the Southern Boundary of the British Territory of Walfisch Bay.

ARTICLE 2.

Within a period of ten months from the date of signing of the present Declaration each of the two Parties shall present to His Majesty the King of Spain for communication to the Arbitrator, a Memorandum on the question at issue between them.

In fernerer Erwägung, dass im Jahre 1904 die Prüfung der Frage zwei örtlichen Kommissaren übertragen wurde, von denen der eine von der Deutschen Regierung, der andere von der Regierung der Kolonie des Kaps der Guten Hoffnung ernannt war und die beiden Kommissare einen gemeinsamen Bericht vorlegten, aus dem hervorging, dass sie sich in der Streitfrage nicht einigen konnten, haben nunmehr die Kaiserlich Deutsche Regierung und die Regierung Seiner Britischen Majestät in Verfolg der Bestimmungen des vorgedachten dritten Artikels des Abkommens vom 1. Juli 1890 beschlossen, den Schiedsspruch Seiner Majestät des Königs von Spanien anzurufen und zwar auf Grund der in den folgenden Artikeln niedergelegten Bedingungen :

ARTIKEL 1.

Seine Majestät der König von Spanien soll angegangen werden, unter seinen Untertanen einen Juristen von Ruf zu wählen, der als Schiedsrichter in der Angelegenheit der Festsetzung der Südgrenze des Britischen Walfischbais Gebietes entscheiden soll.

ARTIKEL 2.

Innerhalb eines Zeitraumes von zehn Monaten von dem Datum der Unterzeichnung der gegenwärtigen Erklärung wird jede der beiden Mächte Seiner Majestät dem König von Spanien eine Denkschrift über den schwebenden Streitfall behufs Übermittlung an den Schiedsrichter überreichen.

ARTICLE 3.

After the period fixed in Article 2 each of the Parties shall have a further period of eight months within which to furnish the Arbitrator, if it is considered necessary, with a reply to the Memorandum presented by the other Party.

ARTIKEL 3.

Nach der in Artikel 2 festgesetzten Frist hat jede der Parteien eine weitere Frist von acht Monaten, innerhalb deren sie den Schiedsrichter, falls es nötig erscheint, mit einer Antwort auf die von der Gegenpartei gelieferte Denkschrift versehen kann.

ARTICLE 4.

The Memorandum and the Reply and any documents annexed to them, shall be printed and shall be delivered in duplicate to His Majesty the King of Spain and simultaneously to the other party. The Memorandum and the reply of each party shall be in the language of that party and in shall not be necessary for them to be accompanied by a translation.

ARTIKEL 4.

Die Denkschrift und die Antwort auf dieselbe sowie alle etwaigen beigelegten Dokumente sind im Druck niederzulegen und in doppelter Ausfertigung Seiner Majestät dem König von Spanien und gleichzeitig der Gegenpartei zu übermitteln. Die Denkschrift und die Antwort jeder Partei sind in der betreffenden Landessprache abzufassen. Die Beifügung von Übersetzungen ist nicht nötig.

ARTICLE 5.

The Arbitrator shall have the right to ask for such explanations from the Parties as he may deem necessary and shall decide any question of procedure not foreseen by the Declaration and any incidental points which may arise.

ARTIKEL 5.

Dem Schiedsrichter soll das Recht zustehen, von den Parteien jede ihm erforderlich erscheinende Erläuterung zu verlangen und ihm soll die Entscheidung über die Art und Weise des Verfahrens, soweit es nicht durch die gegenwärtige Erklärung bestimmt ist, sowie über alle etwaigen im Laufe der Verhandlungen auftauchenden Zwischenfragen zustehen.

ARTICLE 6.

The Arbitrator may employ any necessary help and in particular, if he thinks fit, either with or without the previous request of one of the Parties he may appoint an expert officer to proceed to the spot and make any survey or examination or receive

ARTIKEL 6.

Der Schiedsrichter ist berechtigt, alle ihm nötig erscheinenden Hilfsmittel in Anwendung zu bringen. Insbesondere kann er, wenn es ihm angezeigt erscheint, entweder mit oder ohne das vorherige Ersuchen einer der Parteien, einen erfahrenen Offizier /Beam-

any oral evidence which he may consider necessary to enable him to arrive at a decision.

ARTICLE 7.

On the application of either Party the Arbitrator may, if he thinks fit, grant an extension of time for the delivery of the Memorandum or the reply.

ARTICLE 8.

Each of the Parties shall bear their own expenses of the Arbitration and the common expenses of the Arbitration such as the honorarium to be paid to the Arbitrator, and, if necessary, his travelling or any other expenses, shall be shared equally between the two Parties to the Arbitration.

ARTICLE 9.

The decision of the Arbitrator when communicated to the Parties by His Majesty the King of Spain, shall be accepted as final.

Berlin, 30th January 1909.

(L.S.)

(L.S.)

ten/ auswählen, damit sich dieser an Ort und Stelle begibt und durch alle ihm erforderlich erscheinenden Aufnahmen oder Nachprüfungen oder mündliche Vernehmungen sich die Unterlagen zu einer Entscheidung zu verschaffen in die Lage versetzt wird.

ARTIKEL 7.

Auf das Ansuchen jeder Partei kann der Schiedsrichter, wenn er es für zweckmässig erachtet, eine Fristverlängerung für die Ablieferung der Denkschrift oder der Antwort gewähren.

ARTIKEL 8.

Jede der Parteien hat ihre eigenen Kosten des Schiedsverfahrens zu tragen. Die gemeinsamen Kosten des Schiedsverfahrens, wie z. B. die dem Schiedsrichter zu gewährende Vergütung und, wenn nötig, seine Reisekosten und alle sonstigen Ausgaben sind von beiden, sich dem Schiedsspruch unterwerfenden Parteien zu gleichen Teilen zu übernehmen.

ARTIKEL 9.

Das Urteil des Schiedsrichters ist, nachdem es den Parteien durch Seine Majestät den König von Spanien mitgeteilt ist, als endgültig von diesen anzunehmen.

Berlin, den 30. Januar 1909.

W. E. GOSCHEN.

V. SCHOEN.

ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE — FRANCE — GRANDE-BRETAGNE — ITALIE — RUSSIE — TURQUIE

Protocole concernant les droits de douane (1).

(Signé à Constantinople, le 25 avril 1907.)

Le Gouvernement Impérial Ottoman ayant manifesté le désir que les droits de douane perçus à l'entrée sur le territoire Ottoman et fixés uniformément à 8 pour cent *ad valorem* soient portés à 11 pour cent, et les Gouvernements de Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France, d'Italie, et de Russie ayant d'autre part le désir d'assurer des ressources correspondantes aux besoins financiers des trois vilayets de Roumélie, ont examiné les conditions auxquelles devrait être subordonnée cette augmentation du Tarif Douanier actuellement en vigueur, et l'accord s'étant établi entre eux sur ces conditions, ont convenu ce qui suit avec le Gouvernement Impérial Ottoman : —

1. Toutes les marchandises importées, par voie de terre ou par voie de mer, dans l'Empire Ottoman et actuellement soumises à la taxe de 8 pour cent *ad valorem*, acquitteront à partir de la mise en vigueur du présent Accord et pendant une durée de sept années un droit de 11 pour cent *ad valorem*.

2. La Loi des Mines, la Loi sur les Analyses en douane, ainsi que les Règlements sur l'emmagasiner du pétrole et l'amélioration du service des douanes, seront appliqués aux intérêts existants de même qu'aux intérêts qui se créeront dans l'avenir, conformément aux textes modifiés de ces Lois et Règlements qui ont été communiqués officiellement aux Ambassades par le Gouvernement Ottoman et qui sont annexés au présent accord (2).

3. Le Gouvernement Ottoman affectera une somme de £ T. 100,000 à la construction et à l'amélioration des locaux des douanes.

4. Les droits de hamalage seront dorénavant perçus dans les ports Ottomans suivant les nouveaux Tarifs communiqués aux Ambassades par le Gouvernement Ottoman et annexés au présent accord (2).

5. Les Gouvernements qui consentent à la surtaxe de leurs produits subordonnent le maintien de ce consentement pour la période précitée à la stricte et complète exécution par le Gouvernement Impérial

(1) Cf. Correspondance précédant cet protocole : Livre bleu anglais, Turkey, 2, 1907.

(2) Voir annexes ci-dessous.

Ottoman des engagements assumés par lui et se réservent en cas contraire d'en délibérer à nouveau.

6. La part qui, en vertu des lois existantes, restera à la disposition du Gouvernement Impérial Ottoman sur les sommes encaissées du chef de la majoration douanière sera exclusivement consacrée aux besoins financiers des trois vilayets de Roumélie.

Conformément à l'engagement pris par le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane par lettre du 4 (17) Décembre, 1906, adressée au Commissaire Impérial près la Dette Publique, les sommes dont il est question au paragraphe précédent seront versées annuellement au crédit du Budget des trois vilayets de Roumélie par l'Administration de la dette Publique Ottomane.

La perception et le paiement de ces sommes seront faits conformément aux accords intervenus entre la Sublime Porte et l'Administration de la Dette Publique.

7. Conformément à l'engagement pris par la même lettre du 4 (17) Décembre, l'Administration de la Dette Publique Ottomane couvrira annuellement le déficit éventuel du Budget des trois vilayets de Roumélie jusqu'à concurrence de £ T. 250,000.

8. Le Gouvernement Impérial Ottoman étant résolu à observer la totalité des prescriptions du Règlement fixant les attributions de la Commission Financière, il est bien entendu que dans le cas où la dite Commission, agissant en vertu des dispositions de l'Article 6 du Règlement précité, aura à rectifier dans les chapitres des recettes et des dépenses les dispositions qui ne seraient pas conformes aux lois existantes ou ne répondraient pas aux besoins économiques et financiers du pays, ou que, à raison de l'insuffisance du dit Budget relativement aux prévisions voulues pour le besoin de l'Administration Civile, y compris la gendarmerie et la police, elle y apportera les rectifications nécessaires, la Sublime Porte se conformera entièrement aux rectifications introduites par la Commission.

9. Il est de même bien entendu que, dans le cas où du fait des mesures prises sans l'assentiment de la Commission Financière par le Gouvernement Impérial Ottoman, les dépenses des trois vilayets de Roumélie viendraient à être augmentées et par suite les revenus affectés à leur Budget se trouveraient insuffisants pour combler le nouveau déficit ainsi créé, le Gouvernement Impérial Ottoman, conformément aux dispositions de l'Article 2 de la note collective qui lui a été adressée par les Représentants des six Puissances le 28 Mai, 1906, sera obligé de fournir des garanties supplémentaires pour assurer l'accomplissement de l'engagement contenu dans l'Article 12 du Règlement intervenu entre lui et la Banque Impériale Ottomane.

10. Le Gouvernement Impérial Ottoman s'engage formellement à ne point frapper les opérations douanières de nouvelles taxes incer-

taines et imprévues sous la forme de droit de timbre ou de toute autre manière.

11. Le Gouvernement Impérial Ottoman s'engage formellement à prendre et à faire appliquer les mesures nécessaires pour l'exécution de ses engagements antérieurs relativement au port d'armes, au recrutement, et à l'armement de la gendarmerie dans les trois vilayets de Roumélie, pour l'application de l'Article 61 du Règlement qui consacre l'intervention de la gendarmerie en cas de délits et de crimes, et, notamment, pour que les autorités civiles et militaires prêtent leur concours aux officiers de gendarmerie afin d'assurer la stricte application des Articles 61 et suivants du Règlement de cette arme.

12. Le Gouvernement Impérial Ottoman s'engage à former le contingent intégral des recrues pour la gendarmerie, et à compléter, en cas de nécessité, le dit contingent par des hommes pris parmi les soldats de l'armée régulière, en pleine conformité des demandes présentées par le général réorganisateur.

13. Les arrangements qui précèdent et qui lient le Gouvernement Impérial Ottoman aux Puissances qui les signent ne sauraient en aucun cas dispenser la Sublime Porte de demander l'assentiment des autres Puissances à la majoration des droits qui fait l'objet du présent acte.

14. Le présent accord entrera en vigueur deux mois après sa signature, toutefois sous cette réserve que la surtaxe de 3 pour cent ne pourra être perçue qu'après que les Parlements dont l'intervention est nécessaire auront donné leur adhésion.

15. L'Article 1 du Procès-verbal de signature du Traité de Commerce conclu entre l'Allemagne et la Turquie le 26 Août, 1890, portant que « jusqu'à la date à laquelle le dit Traité entrera en vigueur, conformément à son Article 25, le régime actuel sera maintenu, » l'Ambassadeur d'Allemagne se réserve de conclure avec la Sublime Porte une Convention Spéciale pour modifier cet Article. La surtaxe de 3 pour cent ne pourra être perçue qu'après la ratification de cette Convention.

Fait en double original.

(Signé)

N. R. O'CONOR.

TEWFIK.

MARSCHALL.

PALLAVICINI.

CONSTANS.

C. SFORZA.

J. ZINOVIEV.

Constantinople, le 25 Avril, 1907.

ANNEXES

LOI SUR LES ANALYSES EN DOUANES, PROMULGUÉE LE 20 MAI 1907.

Dispositions Générales.

ARTICLE 1^{er}. Les marchandises énumérées ci-dessous sont soumises dans les douanes à une visite sanitaire : —

1. Les produits chimiques et pharmaceutiques et les spécialités.
2. Les beurres, huiles, et farines.
3. Les cafés et les thés.
4. Les boissons énumérées à l'Article 23.

ART. 2. Pour les visites sanitaires il y aura à l'Administration Générale des Contributions Indirectes, à Constantinople, un laboratoire où seront employés un chimiste en chef, trois chimistes, et un bactériologue. Ce laboratoire aura, à la douane des marchandises étrangères à Galata, une succursale à laquelle trois chimistes seront attachés. En outre, il y aura un chimiste aux douanes des ports de Smyrne, Salonique, Trébizonde, Scutari d'Albanie, Beyrouth, Alexandrette, Bassorah, et Tripoli d'Afrique.

Les chimistes seront rétribués et relèveront exclusivement, à Constantinople, de l'Administration Générale des Contributions Indirectes, et, dans les vilayets, de la Direction des Douanes. Dans les endroits où il n'y a pas de chimiste, c'est le médecin municipal qui sera chargé de la visite sanitaire. Si le médecin municipal déclare, par un rapport à la Direction de la Douane, qu'il est absolument impossible d'autoriser l'entrée de la marchandise sans analyse chimique, un échantillon en sera envoyé à la direction douanière la plus proche où se trouve un chimiste pour y être soumis à l'analyse.

ART. 3. Les chimistes devront être des sujets Ottomans et posséder un diplôme de chimiste. Ils sont nommés par l'Administration Générale des Contributions Indirectes après avoir prouvé leurs aptitudes par un examen passé en présence d'un fonctionnaire de la dite Administration et devant un jury composé du chimiste de la douane et de deux professeurs de chimie délégués par l'Ecole Impériale de Médecine.

ART. 4. La visite et, au besoin, l'analyse des articles soumis dans les douanes à l'examen sanitaire, sera faite aussi promptement que possible par les chimistes de la douane. Les premières visites et analyses seront gratuites.

ART. 5. Les marchandises énumérées à l'Article 1^{er}, et débarquées en douane, seront d'abord soumises par les douanes à la visite d'usage et inscrites dans les registres spéciaux. Puis on en prendra, en présence

du propriétaire, des échantillons, qui seront divisés par la direction douanière et par le propriétaire en trois lots et mis, en présence du propriétaire, dans des vases ou bouteilles en verre dont l'orifice sera soigneusement fermé avec leurs propres couvercles et scellés conjointement au-dessus par la direction et par le propriétaire. Un de ces échantillons sera remis à la Commission Technique de la Douane, le second sera gardé à la direction douanière, et le troisième sera remis au propriétaire.

Les chimistes examineront immédiatement les échantillons par numéro d'ordre et conformément aux règles techniques. S'ils ne voient aucun inconvénient dans l'admission de la marchandise, les formalités de leur importation seront accomplies. Si, au contraire, à ce premier examen, ils conçoivent des doutes quant à la pureté des marchandises, ils procéderont, après en avoir avisé la direction douanière, à l'analyse de l'échantillon, analyse qui sera faite avec toute la promptitude possible et dans un délai maximum de trois jours. Si, à la suite de cette opération, ils arrivent à cette conclusion que l'entrée de la marchandise peut être autorisée, ils certifieront le fait au bas du registre et retourneront scellé l'échantillon. Ces marchandises seront alors admises à l'importation après paiement des droits douaniers.

ART. 6. Dans le cas où il serait constaté que les marchandises visitées sont mélangées, détériorées, ou nuisibles à la santé, les chimistes déclareront le fait sous leur signature dans le registre en regard de la marchandise inscrite. Ils garderont ensuite les échantillons, scellés et datés, pendant environ trente jours. Copie de la note de cette analyse sera donnée, contre récépissé, au propriétaire de la marchandise.

ART. 7. Si les intéressés n'acceptent pas le résultat de l'analyse, ils pourront, en s'adressant à la direction douanière, demander une nouvelle analyse dans le délai de trente jours, à partir de la date de la copie de la note d'analyse énoncée à l'Article 6. Passé ce délai, la demande ne sera pas admise.

ART. 8. — Dans le cas où il serait demandé dans le délai légal une nouvelle analyse de ces échantillons, les intéressés en paieront d'abord, d'avance, les frais. La seconde analyse des échantillons sera faite en toute diligence et conjointement : à Constantinople, en présence d'un délégué de l'Administration Générale des Contributions Indirectes, par le chimiste en chef de la Douane, par les chimistes qui ont fait la première analyse, et par un autre chimiste désigné par l'intéressé. Dans les vilayets, également en présence d'un délégué de la direction douanière, par les chimistes de la Douane, par le chimiste désigné par l'intéressé, et par un troisième chimiste de la Direction de la Douane.

Dans cette seconde analyse l'avis de deux des chimistes sera considéré comme définitif.

Si, dans les endroits où il est impossible de trouver un troisième chimiste, l'intéressé n'accepte pas le résultat de l'analyse effectuée en douane, il a la faculté de demander que l'analyse soit faite à Constantinople.

ART. 9. La Direction de la Douane ne laissera pas entrer les marchandises reconnues inadmissibles, après examen. Après en avoir avisé le propriétaire, elles les fera réexpédier, selon la règle, au lieu de provenance, ou bien à un autre pays étranger du choix du propriétaire. Dans ce cas, ce dernier est tenu à remettre à la direction douanière le second connaissement constatant que la marchandise a été réexpédiée.

ART. 10. Dans le cas où la seconde analyse donnerait raison au propriétaire, les frais d'analyse, perçus d'avance par les directions douanières, lui seront restitués. Dans le cas contraire, le propriétaire n'aura pas le droit de demander la restitution de ces frais. Les marchandises restées dans les entrepôts douaniers durant les formalités des analyses ne paient pas de droit d'ardé.

ART. 11. Les frais de la seconde analyse sont 100 piastres. Les frais d'analyse réglementaire ne sont réclamés que pour un seul des échantillons d'une même espèce appartenant à un même commerçant dans le cas même où les récipients de ces échantillons seraient multiples. Ces frais seront, par contre, perçus de chaque échantillon séparément si ceux-ci sont d'espèces différentes.

ART. 12. A la fin de chaque mois le chimiste en chef dressera des tableaux indiquant, avec désignation de l'espèce et de la marque de fabrique, les produits industriels qui, à la suite des analyses faites à Constantinople, peuvent être introduits sans être assujettis à l'analyse chimique. Ces tableaux seront, après examen, envoyés au fur et à mesure par l'Administration Générale des Contributions Indirectes aux directions douanières des vilayets. Les douanes locales laisseront entrer les produits y indiqués sans qu'il y ait besoin de les soumettre à l'analyse. Afin d'éviter une nouvelle visite sanitaire aux marchandises qui l'auront déjà subie à la capitale et qui seront expédiées en province, il sera porté sur le tezkéré, ou certificat douanier, délivré gratuitement une annotation disant qu'elles ont été déjà visitées à Constantinople.

ART. 13. Des poursuites légales seront exercées par l'Administration des Contributions Indirectes contre les chimistes qui commettraient des abus dans l'exercice de leurs fonctions ou qui susciteraient des difficultés aux opérations commerciales.

Préparations Chimiques et Pharmaceutiques et Spécialités.

ART. 14. Ne sont pas autorisés à entrer les médicaments dont la composition est inconnue ou dont la pureté est au-dessous des conditions énoncées dans le Code Pharmaceutique adopté par le Gouvernement Impérial. Toutefois, les produits médicaux de composition inconnue peuvent être admis, s'ils ont été adoptés par une Académie, Administration, ou corps technique ayant un caractère officiel, à la condition que le certificat y relatif, accompagné d'un échantillon et d'une

liste indiquant, sans préciser la quantité, les éléments seuls qui les composent, en soient remis à la direction douanière et que les chimistes, examen fait, aient déclaré que la préparation est exempte de toute matière prohibée. Toutefois, les certificats devront être légalisés par les Consulats Ottomans.

En ce qui concerne les médicaments et préparations qui n'ont pas de certificat, on agira à leur égard d'après le résultat de la visite sanitaire ou, s'il y a lieu, de l'analyse chimique, à la condition qu'un échantillon et une liste qualitative de leurs éléments constitutifs soient préalablement remis à la Douane.

ART. 15. Si la qualité propre des préparations chimiques et pharmaceutiques et des spécialités dont l'entrée a été autorisée conformément à l'Article 14 est garantie par une marque de fabrique notoire, l'entrée en est facilitée et activée sans qu'il soit nécessaire de les soumettre, chaque fois, à une analyse.

ART. 16. Est interdite l'entrée des spécialités préparées avec les drogues suivantes, dont l'usage a été reconnu nuisible : cocaïne, les composés sulfiteux, le sérum anti-tuberculeux de Koch, la coque du Levant, la picROTOXINE, la *canabis Indica* (préparation avec du hashish). Celles-ci sont réexpédiées conformément à l'Article 9.

ART. 17. Est interdite l'entrée des matières chimiques pouvant servir à la préparation de matières explosives, telles que chlorate de potasse, chlorate de soude, nitrate de soude, nitrate de potasse, les picrates, la nitroglycérine, et le fulmicoton. A leur arrivée en douane ces matières sont confisquées conformément à la loi et à la règle qui régissent la matière.

ART. 18. Parmi les matières prohibées énumérées à l'Article précédent, celles dont l'emploi est indispensable en médecine, telles que chlorate de potasse, chlorate de soude, nitrate de soude, nitrate de potasse, et les picrates, seront fournies sur garantie à chaque pharmacie et droguerie, par l'entremise de la Grande Maîtrise de l'Artillerie, aux prix originaux et en quantité fixée par la Direction de l'Ecole Impériale de Médecine. Celles employées dans les industries et l'agriculture seront livrées dans les mêmes conditions en quantité désignée par les départements compétents.

Toutefois, l'entrée est autorisée pour les drogues, telles que pastilles de chlorate de potasse, etc., qui, par leur transformation en spécialités, sont devenues impropres à la fabrication de matières explosives.

Aliments, Liqueurs, et Boissons soumis à la visite sanitaire.

ART. 19. Les huiles et beurres reconnus, par la visite en douane, impropres à l'alimentation, comme étant mélangés de substances nuisibles à la santé, ou rances et détériorés, ne seront pas admis à l'importation. L'huile de coton destinée aux usages industriels est admise après

coloration. Les graisses et huiles végétales destinées également aux industries ne seront pas colorées, à condition toutefois qu'elles ne soient pas mélangées et qu'on les importe sous leurs vrais noms.

Toutes sortes de beurres et d'huiles dont l'entrée ne saurait être permise, dans leur état actuel, peuvent, néanmoins, être admis sur le désir de leurs propriétaires, après avoir été colorés dans les conditions techniques.

ART. 20. Les farines qui seront trouvées après examen en douane être mélangées du plâtre, du sulfate de baryte, de la craie, du talc, de l'alum, et de la magnésie brute, ou qui ne contiendraient pas 6 pour cent de gluten au minimum, ne seront pas admises à l'importation.

ART. 21. Les cafés teints avec des matières minérales toxiques, telles que le vert de chrome, etc., et les thés artificiels ou falsifiés, ne seront pas admis à l'importation, et seront réexpédiés.

ART. 22. Pour les saucissons, boudins, jambons, et autres produits de charcuterie qui seront importés d'un pays où séviraient des épizooties, on ne se bornera pas seulement à la visite sanitaire, mais on demandera aussi la présentation d'un certificat délivré par les autorités du lieu d'origine et constatant que ces produits sont indemnes.

ART. 23. Est également interdite l'entrée en Turquie des liqueurs et boissons alcooliques qu'on aurait, pour leur conservation, mélangé d'acide salicylique, ou qu'on aurait, pour les rendre plus fortes, colorées ou falsifiées, en y ajoutant des matières nuisibles à un degré pouvant compromettre la santé. Les formalités pour les boissons alcooliques, telles que champagne, vins, cognacs, liqueurs de grand prix, provenant de fabriques généralement connues, et dont la qualité est constatée par les étiquettes des bouteilles, seront directement accomplies par les préposés de la Douane.

ART. 24. Parmi les marchandises soumises à la visite sanitaire celles dont l'examen au point de vue de leur coloration constaterait la présence de substances minérales toxiques, telles que des composés de plomb, chrome, mercure, cuivre, antimoine, et arsenic, ne seront pas admises en Turquie.

ART. 25. Le système en vigueur dans les douanes pour la visite et les formalités nécessaires des marchandises et articles qui y arrivent est maintenu, les dispositions de la présente loi concernant exclusivement les marchandises et articles qui comportent ou qui exigent une visite scientifique et une analyse chimique.

ART. 26. Les dispositions du Règlement en date du 6 Mai, 1300 (6 Chaban, 1301), concernant les attributions des Inspecteurs des substances médicinales et celles des instructions datées du 25 Juin, 1301 (24 Ramazan, 1302), relatives aux attributions de la Commission de l'Hygiène Publique qui ont pour but de déterminer les règles de l'inspection sanitaire dans l'intérieur de l'Empire sont maintenues. Toutes

les autres dispositions du dit Règlement et des susdites instructions relatives aux formalités en douane ainsi que le Règlement en date du 14 Février, 1315 (26 Chewal, 1317), sur la visite sanitaire en douane sont abrogées par le présent Règlement.

ART. 27. L'Administration des contributions indirectes est chargée de l'exécution du présent Règlement.

LOI SUR L'EMMAGASINAGE DU PÉTROLE.

ARTICLE 1^{er}. Des dépôts destinés à l'emmagasinement des matières inflammables, telles que pétrole et benzine, seront établis par les municipalités hors des villes et des bourgs.

Il ne sera pas permis aux marchands et aux négociants de mettre dans leurs boutiques et magasins toute quantité de ces articles dépassant leurs besoins.

ART. 2. Deux piastres seront perçues par caisse de pétrole à mettre dans les dits dépôts pour le premier mois et cinq paras pour chacun des mois suivants.

ART. 3. Les propriétaires des dépôts particuliers établis par des commerçants avant la date de ce Règlement pour l'emmagasinement de leur marchandise pourront s'en servir comme par le passé à la condition de n'y mettre que leur propre marchandise.

Aucune atteinte ne sera portée aux conditions de concession des dépôts établis en vertu d'autorisations spéciales.

ART. 4. Les commerçants pourront établir des dépôts particuliers pour l'emmagasinement exclusif de leur propre marchandise. Ils devront obtenir une autorisation en ce qui concerne leur emplacement et leur mode de construction. Ces dépôts seront soumis à la surveillance des autorités municipales.

ART. 5. Le paiement du prix du pétrole et d'autres articles qui se seraient répandus ou cassés, soit dans les dépôts, soit lors de leur transport par les employés de ces établissements, incombe aux Municipalités.

En cas d'incendie, les Municipalités devront également payer les caisses de pétrole et autres articles qui auraient brûlé. Elles feront assurer les dits articles emmagasinés. Toutefois, les propriétaires pourront, s'ils le veulent, faire assurer eux-mêmes leurs marchandises et déduire le montant de la prime du droit d'emmagasinement.

ART. 6. Le Ministère de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Règlement.

RÈGLEMENT DES MINES SANCTIONNÉ PAR IRADÉ IMPÉRIAL.

CHAPITRE I^{er}. — *Classification des Substances Minérales.*

ARTICLE I^{er}. Les substances minérales se trouvant au-dessous du sol ou à la surface sont classées, suivant les règles de leur exploitation, en trois catégories. La première est appelée mines ; la seconde, minières ; et la troisième, carrières. Les dispositions de ce Règlement ne concernent que les deux premières classes, les carrières étant régies par un Règlement spécial.

ART. 2. Sont considérées comme mines celles qui contiennent en filons, couches, ou amas, existant dans la profondeur de la terre, des matières minérales telles que l'or, l'argent, le platine, le mercure, le plomb, le fer, le cuivre, l'étain, le zinc, le bismuth, le cobalt, le nickel, l'arsenic, le manganèse, l'antimoine, l'aluminium, et d'autres substances analogues, ainsi que l'ambre, le soufre, l'alun, le graphite, le charbon de terre de toute espèce, le bitume, le naphte, l'asphalte, le pétrole, et d'autres substances minières analogues, les pierres précieuses de toute sorte, l'émeri, l'écume de mer, les différentes substances contenant des matières boratées, le sel gemme, les eaux salées, eaux naturelles salées et cuivreuses, et enfin les eaux minérales chaudes et froides.

ART. 3. Les minières comprennent les substances minérales qui se trouvent d'une manière irrégulière à la surface du sol et qui peuvent être exploitées par des travaux superficiels telles que les minerais de fer, les terres pyriteuses qui peuvent être transformées en sulfate de fer, les terres minières, sablonneuses, et alumineuses, les scories et la tourbe.

CHAPITRE II. — *Dispositions Générales.*

ART. 4. Les mines et les minières ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un Iradé Impérial.

ART. 5. L'exploitation des mines est accordée à leurs concessionnaires pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans. Néanmoins, le chrome, l'émeri, les matières boratées, et d'autres substances minérales analogues, qui ne se trouvent pas à l'état de filon, mais exclusivement en amas, peuvent être concédées, suivant l'appréciation de l'Administration des Mines, pour un autre terme qui ne doit pas dépasser quatre-vingt-dix-neuf ans ni être moindre de quarante ans. Pendant le délai de la Concession, les mines peuvent être vendues à des tiers. Elles peuvent aussi être transférées par héritage.

Les formalités de ce transfert sont faites à l'Administration des Mines en présence des deux parties ; le transfert est consigné dans un registre spécial et un Ilmu Khaber constatant ces formalités est délivré. Toutefois, les formalités de transfert ne peuvent pas retarder l'exécution des conditions stipulées dans le présent Règlement.

ART. 6. Sont regardés comme immeubles : les machines, édifices, puits, galeries, et autres constructions qui, pour l'exploitation des mines, sont établies de manière à rester sur la même place, les chevaux dont on se sert dans les galeries, tous les outils et appareils employés pour l'exploitation, le transport, le nettoyage, et l'épuration des minerais, ainsi que les approvisionnements nécessaires pour une année. Ces immeubles ne peuvent être saisis ni vendus pour dettes.

ART. 7. Sont regardés comme meubles : les autres objets employés pour l'exploitation, les substances minérales extraites, les actions, et les dividendes.

ART. 8. La Concession des mines découvertes dans des terrains privés ou des terrains Vakouf réels (Arazii Mevkouféi Sahiha) a lieu en conformité des dispositions du présent Règlement. Seulement le cinquième de la redevance proportionnelle qui sera perçue reviendra à l'Administration des Mines et le restant au propriétaire du terrain ou au Vakouf.

CHAPITRE III. — *De la Recherche des Mines.*

ART. 9. Les recherches que le propriétaire d'une terre voudra y effectuer sont subordonnées à l'obtention d'un certificat (Ilmu Khaber). Dans les terres dont le propriétaire n'aurait pas donné son consentement, ainsi que dans les terres domaniales « Khaliés » ces recherches ne pourront être entreprises que sur un permis spécialement délivré à cet effet.

ART. 10. Pour obtenir un Ilmu Khaber ou un permis de recherches, on doit s'adresser par requête au Gouverneur-Général de la province où les recherches doivent être effectuées ou au Mutessarif, si elles doivent avoir lieu dans les sandjiaks non dépendants. Cette requête sera, à sa remise, inscrite sur un registre spécial et un récépissé sera délivré immédiatement au requérant afin d'établir son droit de priorité. Si après les constatations nécessaires, il est établi qu'il n'existe aucun des empêchements mentionnés dans l'Article 13, l'Ilmu Khaber ou le permis nécessaire sera délivré et avis en sera donné immédiatement au Département de l'Agriculture et des Mines et Forêts par télégramme et ensuite par un Rapport portant la même date. Ce Département examinera le permis et, s'il le trouve conforme au Règlement, il fera aux autorités locales, dans un délai de quatre mois, les communications nécessaires pour les informer qu'il l'approuve et le confirme. Dans le cas où il le trouverait contraire aux dispositions du présent Règlement, il le fera connaître à la Sublime Porte dans le même délai en lui exposant les motifs et lui transmettant les Rapports des autorités locales relatifs à l'affaire. La personne ou la Société sollicitant le permis pourra également s'adresser à la Sublime Porte, où une décision sera prise par le Conseil d'Etat ou le Conseil des Ministres dans le délai de quatre mois; le Palais Impérial en sera également informé.

Toutes ces formalités et décisions seront accomplies dans le délai de huit mois et le permis délivré par les autorités locales aura, conformément à l'Article 22, tout son effet dans le cas où aucune communication ne leur serait faite pour la communication ou l'annulation du dit permis et les recherches seront entreprises. Ces deux délais commencent à courir à partir de la date du télégramme et du rapport communiqués au Département des Mines. Aussi, ce Département sera-t-il avisé télégraphiquement par le Gouverneur-Général ou le Mutessarif du sandjak non dépendant du jour où le dit Rapport aura été consigné à la poste.

ART. 11. Sur le registre mentionné dans l'Article précédent, seront indiqués le nom du pétitionnaire, la date à laquelle la requête a été remise, un résumé de son contenu et la teneur de l'Ilmu Khaber ou du permis, si ces actes sont délivrés. Si ces actes ne sont pas délivrés, ou si, après leur délivrance, ils sont annulés par suite de la non-observation des conditions réglementaires par le pétitionnaire ainsi déchu de son droit de recherches, les motifs en seront mentionnés dans le dit registre. Ce registre, qui contiendra les inscriptions précitées et qui devra être partout uniforme, sera confectionné et paginé par le Département des Mines, qui en fera parvenir les exemplaires aux vilayets et aux sandjaks non dépendants.

ART. 12. Aucun Ilmu Khaber ni permis ne sera délivré pour des recherches à effectuer soit sur les terres privées, soit sur les terres domaniales « Khaliés », situées à Constantinople et dans la banlieue ou dans les parties des deux côtés des détroits comprises dans la zone militaire, et enfin sur les frontières de l'Empire.

ART. 13. Les recherches sont interdites dans les villes et les bourgs ainsi que dans les lieux publics, tels que marchés, jardins, et places appartenant à un ou à plusieurs villages ou bourgs.

L'Ilmu Khaber ou permis de recherches ne sera pas délivré non plus pour les pâturages, forêts, et autres parties du domaine public, si l'expertise effectuée à ce sujet établit que les fouilles et travaux d'exploitation restreindraient ou gêneraient les besoins des habitants des villages ou bourgs où ils doivent être effectués. De même l'autorisation ne sera pas accordée s'il est constaté qu'il se trouve dans le terrain où ces recherches doivent être effectuées ou dans son voisinage des édifices Impériaux, des constructions gouvernementales publiques ou religieuses, des forteresses, des fortifications et autres constructions militaires auxquels les travaux de recherches pourraient causer préjudice.

ART. 14. Il est défendu de pratiquer des sondages, de forer des puits, d'élever des fourneaux et de construire des dépôts, pour y installer des instruments miniers dans les endroits entourés de quatre côtés par un mur d'enclos, dans les cours et jardins ainsi qu'à une distance de 500 archines à la ronde, sans obtenir au préalable le consentement du propriétaire de ces endroits.

ART. 15. La Pétition qui sera présentée pour l'obtention d'un permis

de recherches doit contenir les noms et prénoms, la nationalité, et le domicile du pétitionnaire et de son ou de ses associés, s'il en a, la situation et les limites du terrain où les recherches seront effectuées, avec indication du sandjiak et district dont il dépend, de la nature du minerai à rechercher, de la catégorie à laquelle appartient le terrain et, si celui-ci est une propriété privée, les noms et prénoms des propriétaires, ainsi que l'engagement d'indemniser les propriétaires des dommages qui pourraient leur résulter à la suite des travaux de recherches et d'exploitation et dont le paiement incombe au chercheur. Elle contiendra en outre la déclaration de ne réclamer aucune dépense ni de dommages-intérêts dans le cas où l'Ilmu Khaber ou le permis de recherches ne serait pas accordé pour les causes d'empêchement mentionnées à l'Article 13 ; la Pétition sera accompagnée d'un croquis représentant les limites du terrain qui devront être tracées par des lignes droites reliant les points fixes.

Si l'autorisation est demandée au nom d'une Société anonyme, la Pétition devra être accompagnée des actes constatant que cette Société est reconnue par le Gouvernement Impérial.

ART. 16. L'étendue du terrain à fixer par un permis à la recherche d'une mine sera déterminée suivant la nature et l'espèce du minerai à rechercher et les nécessités techniques ; le croquis y relatif sera dressé en conséquence.

ART. 17. L'expertise à effectuer par le vilayet ou le sandjiak non dépendant à la suite des requêtes présentées en vue de l'obtention d'un permis de recherches sera complétée et une décision prise dans un délai de six mois à partir de la date de cette requête. Cette expertise sera effectuée sur place et en présence du pétitionnaire, ou de son fondé de pouvoirs dûment constitué, par une Commission composée d'un délégué du Conseil d'Administration du caza ou du sandjiak où les recherches seront effectuées et d'un membre du Conseil des Anciens de la localité ou le Moukhtar, ainsi que de l'Ingénieur des Mines du vilayet.

Le Rapport relatif à l'expertise de cette Commission sera examiné par le Conseil Administratif du caza ou du sandjiak, et le Mazbata contenant le résultat de cet examen sera envoyé au Gouverneur-Général ou au Mutessarif dans les sandjiaks non dépendants. Le Conseil d'Administration du vilayet ou du sandjiak non dépendant examinera le dossier, et s'il n'existe aucun des empêchements indiqués à l'Article 13, l'Ilmu Khaber ou le permis de recherches nécessaire sera délivré au pétitionnaire après qu'il aura fourni un garant.

ART. 18. Il sera stipulé dans l'Ilmu Khaber ou le permis de recherches que le chercheur est obligé d'indiquer préalablement aux autorités la nature et la quantité des articles, tels que poudre et mèches nécessaires pour les travaux, et d'en obtenir une autorisation spéciale en leur fournissant des garanties comme quoi ces articles serviront exclusivement à l'usage précité, et que les recherches ne seront pas poussées jusqu'à proximité des fortifications et forteresses.

L'étendue et les limites de la mine telles qu'elles sont fixées y seront aussi inscrites.

ART. 19. Un droit de £ T. 3 à £ T. 5 sera perçu sur les Ilmu Khaber de recherches. Les permis de recherches seront, suivant l'étendue du terrain à rechercher, assujettis à une taxe de £ T. 5 au minimum, de £ T. 10 en moyenne, et de £ T. 15 au maximum.

ART. 20. Les permis de recherches sont délivrés pour une période ne dépassant pas un an à partir de la date où ils seront valables conformément à l'Article 10. Toutefois, s'il est constaté que, pendant cette période, le permissionnaire a pris des dispositions sérieuses pour l'exécution des travaux, le dit délai sera, pour une seule fois, prolongé encore d'un an avec renouvellement des mêmes conditions.

ART. 21. Les Pétitions présentées en vue de l'obtention de permis de recherches seront considérées comme nulles si les pétitionnaires ne les poursuivent pas dans le délai de six mois à partir du jour de leur réception, et il n'y aura pas besoin d'en aviser ces derniers.

Les pétitionnaires qui, après l'accomplissement de toutes les formalités, ne s'adressent pas aux autorités Impériales pour obtenir le permis de recherches dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification qui leur aura été faite par l'entremise du notariat, ou, en cas que leur domicile ne serait pas connu, ou qu'on ne pourrait le découvrir, à partir de celle de l'avis qui sera publié dans les journaux de Constantinople et dans les Gazettes Officielles des vilayets ou des sandjiaks non dépendants, seront déchus de leurs droits, et mention en sera faite sur le registre spécial.

Tout différend surgi entre les autorités du vilayet ou du sandjak et le pétitionnaire à propos des permis de recherches sera examiné en première instance par le Département de l'Agriculture et des Mines et Forêts, et en second ressort par le Conseil d'Etat.

ART. 22. Dans le cas où, à la suite des renseignements fournis par les fonctionnaires de police du vilayet, il serait légalement prouvé que la personne qui a obtenu un permis de recherches, et qui se trouve, suivant la règle, sous la surveillance constante des autorités, se livre, sous prétexte de recherches, à des actes de nature à troubler l'ordre et la sécurité publics, ou si le chercheur n'a pas présenté dans le délai fixé premièrement ou prolongé dans la suite la Pétition, avec annexes, pour demander la Concession conformément aux dispositions du Chapitre 4, relatif à la Concession et à l'exploitation des mines, le permis sera annulé, annotation en sera faite dans le registre spécial, et avis, à ce sujet, sera publié dans les journaux. Un nouveau permis est délivré à un pétitionnaire, et le chercheur précédent n'aura le droit de réclamer aucuns dommages-intérêts ni frais du fait de l'annulation de son permis.

ART. 23. La personne ou la Société permissionnaire pourra céder ou transférer son permis à des tiers en conformité d'un ordre qui sera transmis par la Sublime Porte à la base d'une décision du Conseil des

Ministres rendue sur le Mazbata que le Département des Mines lui soumettra dans un délai de quatre mois après études nécessaires faites par le Conseil Administratif du vilayet ou sandjak non dépendant. Si la Sublime Porte ne transmet aucun ordre à ce sujet dans le délai de quatre mois, le Département des Mines procédera à la formalité du transfert.

La personne au nom de laquelle le transfert aura lieu doit réunir toutes les conditions qui avaient été requises du premier permissionnaire. Un droit équivalent à la moitié de celui payé pour la première fois sera perçu lors du transfert. Le délai de huit mois fixé pour l'accomplissement de la formalité du transfert sera considéré pour une seule fois comme ayant été ajouté à celui indiqué sur le permis à céder.

ART. 24. Si le permissionnaire, renonçant aux recherches, abandonne la mine, il sera autorisé à transporter et à vendre les substances minérales extraites pendant les travaux d'exploration après avoir payé le maximum de la redevance proportionnelle spécifiée dans l'Article 50 suivant l'espèce du minerai.

ART. 25. Aucune autorisation ne pourra être accordée à d'autres personnes pour effectuer des recherches pour la même substance minérale dans les limites et pendant la durée indiquées sur un permis déjà délivré.

ART. 26. Dans le cas où le permissionnaire désirerait envoyer en Europe un spécimen de la substance recherchée pour en connaître le prix, il sera autorisé à en exporter jusqu'à 100 tonnes après avoir payé la redevance proportionnelle y afférente suivant l'espèce du minerai. Cette quantité pourra, sur la demande du permissionnaire, être portée jusqu'à 2,000 tonnes après perception du maximum du droit proportionnel auquel la substance est assujettie.

ART. 27. La valeur de la substance extraite sera déterminée d'après les cours en Europe, défalcation faite du fret entre le port d'exportation et le lieu de destination et des frais de traitement.

ART. 28. Les permissionnaires qui contreviendront aux Articles 24, 26 et 27 seront passibles d'une amende de £ T. 25 à £ T. 100 et leurs permis leur seront retirés. S'ils ont vendu, sans autorisation, des substances minérales, ils payeront, en outre, le double de la redevance y afférente sur le produit de la vente.

ART. 29. Les autorités locales veilleront à ce que les matières telles que poudre et mèches dont l'emploi dans les travaux de recherches aurait été autorisé par le Gouvernement ne soient point détournées de leur destination et que pendant les recherches aucun empiètement ne soit commis sur les droits de la population. Elles exerceront aussi une stricte surveillance pour qu'aucun fait ni procédé contraire à la haute volonté Impériale ne puisse se produire. Les permissionnaires qui y contreviendront en seront tenus responsables.

CHAPITRE IV. — *Conditions relatives à la Concession et à l'Exploitation des Mines.*

ART. 30. Des permis pour l'exploitation des mines peuvent être délivrés aux sujets Ottomans ou aux sujets des Puissances étrangères qui ont adhéré à la Loi de 1293, concédant aux étrangers le droit de procéder dans l'Empire, s'ils en font la demande soit isolément, soit en Société, à condition de se conformer aux lois actuelles et à venir de l'Empire.

Les fonctionnaires du Gouvernement Impérial et ceux des Puissances étrangères, à quelques classes qu'ils appartiennent, ainsi que leurs parents, ne peuvent obtenir la Concession de l'exploitation d'une mine dans les limites de leurs circonscriptions. Cette défense s'étend également à ceux qui, tout en étant fonctionnaires, sont autorisés à exercer un commerce ou une industrie.

ART. 31. Toute autorisation pour l'exploitation d'une mine sera précédée d'une enquête pour constater si : 1^o l'exploitation de la mine découverte est possible; 2^o cette exploitation ne causerait pas la cessation des travaux d'exploitation d'une autre mine qui serait située dans le voisinage; 3^o cette exploitation ne causerait pas de dommages aux forteresses et aux fortifications, si de pareils ouvrages se trouvent dans les limites des travaux.

ART. 32. S'il est décidé d'accorder la Concession d'une mine à un autre qu'à celui qui l'a découverte, soit parce que celui-ci n'a pu remplir les prescriptions du Règlement, soit parce qu'il a causé des dégâts à une autre mine située à proximité de celle qu'il avait découverte, soit enfin qu'il n'a pas prouvé sa capacité de poursuivre sa Pétition, une indemnité lui sera accordée pour son droit de découverte. Cette indemnité, qui sera équivalente au total des dépenses effectuées pour les recherches, de la somme à payer par jour au chercheur suivant ses conditions et ne dépassant pas une demi-livre Turque, et d'une récompense de 5 pour cent tout au plus des revenus nets de la mine, sera déterminée par le Département des Mines et inscrite dans le Firman Impérial, pour être payée par le concessionnaire; jusqu'au paiement de la dite indemnité la mine concédée est considérée comme vendue par vente à réméré en faveur des créanciers. En cas de divergence d'opinion sur le montant de l'indemnité fixée par l'Administration des Mines, la question sera examinée et décidée en appel par le Conseil d'Etat. Mais cet examen ne peut retarder la formalité de la Concession.

ART. 33. Ceux qui, ayant obtenu le droit de recherches, demanderont la Concession de la mine qu'ils ont découverte, s'adresseront tout d'abord par requête à l'Administration des Mines. Dans cette Pétition seront indiqués le nom et le prénom, profession, nationalité, et domicile du requérant, s'il s'agit d'une seule personne, et les noms et prénoms des associés, leurs domiciles légaux, s'il s'agit d'une Société. Dans le cas où

la requête aurait été présentée au nom d'une Société anonyme, il faut y spécifier que c'est une Société Ottomane constituée conformément à la loi. Il y sera également indiqué la position de la mine, les limites du terrain où l'exploitation aura lieu, la nature du minerai à extraire, la façon dont les produits seront vendus, la manière dont le bois, le charbon, et les autres combustibles nécessaires seront procurés, conformément au Règlement sur les Forêts, et, dans le cas où il y aurait des propriétaires du terrain, le paiement de l'indemnité qui leur a été proposé de payer, et enfin l'engagement d'exploiter la mine suivant les règles techniques.

ART. 34. A la Pétition mentionnée dans l'Article précédent, sera joint, en triple, le croquis du terrain où la mine sera exploitée à l'échelle de 1 à 5,000. Sur cette carte, seront indiquées les limites de la mine au moyen des lignes reliant les points fixes dans la mesure du possible sur le sol ainsi que la position des minerais à extraire. Les croquis, le Rapport de l'ingénieur qui a exécuté les travaux de recherches, et les échantillons en quantité suffisante des substances minérales extraites lors des travaux pour être analysés et gardés seront envoyés par les autorités locales dans une boîte cachetée.

ART. 35. Les chercheurs adresseront leur demande en Concession d'une mine au Département des Mines, qui, après avoir vérifié, tout en se référant à ses archives où seront inscrits les renseignements fournis au commencement des recherches par le Vali de la province et l'ingénieur, que la demande est conforme aux dispositions des Articles précédents, la fera inscrire sur le registre spécial. Dans le cas contraire, la demande est retournée au requérant pour être complétée et corrigée, et la formalité d'enregistrement ne sera pas remplie tant que la requête ne sera pas conforme aux prescriptions du présent Règlement.

L'acceptation, l'enregistrement, ou la restitution des Pétitions de la part de l'Administration des Mines doivent se faire avec toute la célérité possible.

ART. 36. Après l'acceptation et l'enregistrement de la demande, des avis relatifs à la Concession seront publiés aux frais du pétitionnaire pendant deux mois dans deux journaux Turcs et Français paraissant à Constantinople et, en outre, par des annonces spéciales et dans la Gazette du vilayet. Les copies imprimées des annonces seront affichées dans des endroits convenables au chef-lieu du vilayet, dans les sandjiaks et les districts, ainsi que dans tous les villages du district où la mine est située. Dans ces annonces seront indiqués l'endroit, les limites, la nature et l'espèce de la mine, le nom du concessionnaire et la durée de la Concession.

ART 37. A l'expiration du terme des publications, l'Administration des Mines sera informée, dans un délai de deux mois, s'il y a ou non une opposition quelconque, et s'il y en a eu, elle recevra communication des actes d'oppositions, du takrir contenant les observations de l'ingénieur des mines ainsi que de l'avis et des réflexions du vilayet. Toutes

oppositions formulées après l'expiration du terme des publications ne seront pas admises.

ART. 38. Les pièces communiquées, conformément à l'Article précédent, à l'Administration des Mines seront référées au Bureau Technique des Mines, qui, après les avoir examinées, les restituera à l'Administration des Mines avec son Rapport contenant ses observations et ses réflexions. L'Administration des Mines, après examen nécessaire, hâtera l'accomplissement des formalités relatives à la délivrance du Firman Impérial dans un délai de six mois à partir de la date d'enregistrement de la Pétition.

ART. 39. Le cahier des charges et la convention relatifs à la Concession d'une mine seront préparés par le Département des Mines et envoyés à la Sublime Porte par l'entremise du Ministère dont elle relève. Après avoir été examinés au Conseil d'Etat, ils seront soumis à Sa Majesté Impériale le Sultan et la Concession sera accordée par Iradé Impérial. Toutes les conditions et formalités énoncées dans le présent Article seront remplies et le Firman Impérial sera octroyé dans le délai d'un an.

ART. 40. Après la délivrance du Firman Impérial de Concession, la teneur en sera publiée une seule fois dans les endroits désignés dans l'Article 36. Les frais de publication seront à la charge du concessionnaire détenteur du Firman Impérial.

ART. 41. Les concessionnaires autorisés en vertu de Firmans Impériaux à exploiter les mines n'auront pas le droit, sans en avoir obtenu, au préalable, l'autorisation du Gouvernement Impérial, d'unir les mines qu'ils sont autorisés à exploiter en Société ou autrement avec d'autres mines de la même espèce. Dans le cas contraire, la convention et la Concession seront annulées.

ART. 42. Si dans les limites d'une mine à exploiter en vertu d'un Firman Impérial une autre espèce de minerai non mélangé avec ceux spécifiés dans le Firman Impérial vient à être découvert, on doit, pour son exploitation, obtenir un autre Firman Impérial en accomplissant les formalités indiquées dans les Articles précédents. Quand une pareille mine est découverte et la permission est demandée pour son exploitation, le concessionnaire qui est déjà autorisé par Firman Impérial à exploiter la mine dans le même endroit aura, s'il fait sa demande dans le délai des publications, la préférence aux conditions égales sur la personne qui a fait la découverte. Il sera toutefois soumis aux prescriptions des Articles du présent Règlement garantissant le droit de découverte.

ART. 43. Ceux qui exploitent une mine avant d'avoir obtenu le Firman Impérial conformément aux conditions mentionnées dans les Articles précédents ou qui ne possèdent pas de permis de recherches ainsi que ceux qui, tout en étant munis dudit permis, ont extrait une quantité de minerai plus grande que celle indiquée dans l'Article 26,

seront, suivant l'étendue des travaux et l'importance de la mine, passibles d'une amende de £ T. 100 à £ T. 1,000 et les matières minérales extraites seront en outre confisquées. Ils seront obligés d'indemniser les dommages qu'ils auraient occasionnés à des particuliers.

ART. 44. L'exportation des mines appartenant à l'Etat sera également soumise aux prescriptions des Articles de ce Règlement concernant les limites, les indemnités, les conditions de l'exploitation, et les autres matières de même nature.

ART. 45. L'Administration des Mines publie officiellement la nomenclature des mines déjà découvertes ou abandonnées, qui sont connues du Gouvernement Impérial et enregistrées, ainsi que celle des mines dont la Concession est annulée. Elle met, s'il y a lieu, en adjudication l'exploitation de ces mines pendant une année et la concède au demandeur qui offre annuellement la redevance proportionnelle la plus élevée. On procédera, quant aux autres redevances et charges, conformément aux prescriptions du présent Règlement à l'instar des autres mines.

ART. 46. Les mines déjà découvertes qui ne sont pas connues et enregistrées par le Gouvernement ou celles qui restent inexploitées depuis quatre-vingt-dix-neuf ans avant la promulgation de ce Règlement, seront considérées comme mines non découvertes et les chercheurs en obtiennent le droit de découverte.

CHAPITRE V. — *Droits et obligations des Concessionnaires.*

ART. 47. A l'émanation du Firman Impérial pour l'exploitation d'une mine, un droit de £ T. 50 à £ T. 200 est perçu pour une seule fois, suivant la richesse et l'importance de la mine.

ART. 48. Les exploitants des mines doivent payer deux espèces de redevances. L'une est payable annuellement sous le titre de redevance fixe pour chaque djérib (un djérib équivaut à 10,000 mètres carrés) du terrain qui se trouve dans les limites indiquées par le Firman Impérial. L'autre est prélevée sur le produit de la mine à titre de redevance proportionnelle.

ART. 49. La redevance fixe est de 10 piastres par an et par djérib de la superficie plane et horizontale de la mine exploitée en vertu du Firman Impérial et est payable au commencement du mois de Mars de chaque année. Dans le cas même où les travaux auraient été suspendus, le paiement annuel de cette redevance sera obligatoire jusqu'au jour où la Concession serait annulée ou le concessionnaire l'aurait abandonnée officiellement et se serait retiré. La redevance fixe des terrains Mulks ou Vakoufs réels revient au propriétaire des terrains domaniaux et des terrains Vakoufs de la catégorie de Tahsissat à l'Etat.

ART. 50. La redevance proportionnelle est de 1 à 5 pour cent perçus sur les produits bruts des mines exploitées par des puits et galeries, tels

que cuivre, plomb argentifère, charbon, et de 10 à 20 pour cent perçus également sur les produits bruts des minerais qui ne se trouvent pas en état de filon, mais bien en amas, tels qu'émeri, chrome, substances boratées, écume de mer, eaux minérales chaudes et froides, pétrole, asphalte, et naphte. Cette redevance sera perçue sur les minerais qui sont préparés pour être envoyés en Europe ou qui sont cassés, triés, et, suivant leur nature, lavés pour être traités en Turquie. La redevance proportionnelle est perçue sur la valeur du métal contenu dans le minerai après défalcation des frais de transport de l'échelle jusqu'en Europe et de ceux du traitement.

ART. 51. Le recouvrement des redevances d'une mine concédée ainsi que les autres formalités sont effectués par le Département des Mines. Le concessionnaire est tenu d'inscrire sur un registre journalier la qualité, quantité, espèce, et valeur de la matière extraite de la mine ou traitée dans les ateliers qui en dépendent, d'en remettre tous les trois mois un relevé à l'autorité conformément aux modèles qui lui seront donnés, de fournir dans le premier mois de chaque année au Vali de la province un tableau de la production de l'année écoulée et de montrer au Vali de la province les comptes réels, d'après ses registres, toutes les fois que celui-ci voudra faire des vérifications et des constatations au sujet des dits comptes et autres frais.

ART. 52. Les redevances proportionnelles sont perçues suivant un tableau indiquant la moyenne des cours de chaque espèce de minerai à l'étranger, ainsi que les frais de transport et de traitement qui doivent être déduits. Ces tableaux seront corrigés tous les six mois suivant les différences des prix et des frais.

ART. 53. Les redevances proportionnelles sont fixées par l'Administration des Mines suivant la richesse et l'étendue des mines, leur distance de l'échelle, la facilité ou la difficulté de l'exploitation et le bas prix du combustible, ainsi que l'espèce de la mine en conformité de l'Article 50 sont insérées dans le Firman Impérial.

ART. 54. Les substances minérales destinées à être expédiées à l'étranger sont, avant d'être chargées sur le bateau, pesées à l'échelle et les redevances proportionnelles y afférentes sont perçues par des préposés de l'Administration des Mines ou par des employés de la Douane qui en sont chargés de sa part. Cependant dans le cas où elles seraient traitées en Turquie, elles seront pesées avant le traitement par des préposés des mines et la redevance est perçue sur les lieux en conformité de l'Article 50.

ART. 55. Les concessionnaires des mines dresseront dans le courant du mois de Mars de chaque année et conformément au modèle donné par l'Administration des Mines, deux relevés détaillés indiquant les quantités et qualités des minerais exploités pendant l'année écoulée et en remettront l'un à l'Administration des Mines et l'autre à l'Administration des Mines de la localité ou au Vali, et en échange il leur sera

délivré une quittance (Ilmu Khaber). Ils seront tenus de montrer leurs registres et de rendre compte à l'Administration des Mines toutes les fois qu'elle voudra faire un contrôle ou une vérification.

ART. 56. Si les concessionnaires de mines ne remettent pas dans le délai fixé les registres de compte mentionnés dans l'Article précédent ils seront passibles d'une amende de £ T. 5 à £ T. 25, et si le montant de la production indiquée dans ces relevés de compte est inférieur à la quantité réelle, ou s'il est constaté que des actes de fraude ont été commis, le double de la différence de la redevance revenant au Gouvernement sera perçu. Les Tribunaux Correctionnels auront en outre à statuer sur l'action publique qui sera intentée contre les dits concessionnaires.

ART. 57. Un délai ne dépassant pas deux mois est fixé par le Vali au concessionnaire d'une mine pour le payement des impôts ainsi que des amendes et indemnités et il en est avisé officiellement et par écrit. S'il n'acquitte pas sa dette dans ce délai les biens meubles énumérés dans l'Article 7 seront saisis et vendus par les soins des Tribunaux et la dette est recouvrée sur le produit de la vente. Si les biens meubles ne suffisent pas, on a, conformément à la loi, recours à ses biens immeubles pour le recouvrement de sa dette.

ART. 58. A la promulgation du Firman Impérial les limites indiquées dans la carte de la mine sont désignées au concessionnaire par les soins de l'ingénieur des mines, ou, à défaut, en présence de l'ingénieur de la municipalité. Procès-verbal est dressé en trois exemplaires, qui sont revêtus de cachets par le fonctionnaire délégué du vilayet, de l'ingénieur, et du concessionnaire ou de son fondé de pouvoirs, et l'un est conservé dans les archives de l'autorité locale, l'autre envoyé à l'Administration des Mines, et le troisième remis au concessionnaire.

Le registre journalier qui sera tenu pour indiquer la quantité de minerais extrait chaque jour sera conforme aux livres tenus par les commerçants et portera à chaque page un numéro d'ordre. Le Conseil Administratif du vilayet indiquera le nombre des pages sur le registre et apposera son sceau sur la première et la dernière pages.

ART. 59. Le concessionnaire est tenu de commencer les travaux d'exploitation de la mine dans le courant de deux ans à dater de la remise de celle-ci. Si l'exploitation n'est pas entreprise dans le délai fixé, les raisons en sont demandées par écrit au concessionnaire, et dans le cas où les motifs qu'il indiquera sont admis, l'Administration des Mines lui accordera un nouveau délai de six mois, qui ne pourra pas être prolongé, et l'invitera par écrit à commencer immédiatement les travaux. Elle se fera délivrer un récépissé constatant cette communication.

ART. 60. Si à la fin du délai de six mois mentionné dans l'Article précédent le concessionnaire n'a pas commencé les travaux, il sera informé par écrit que la Concession sera annulée ; et si les motifs qu'il

invoquera de nouveau ne sont pas légalement admissibles, l'Administration des Mines proposera, par Mazbata, à la Sublime Porte, d'annuler la Concession tout en invitant officiellement et par écrit le concessionnaire à présenter ses observations éventuelles au Conseil d'Etat dans le délai de trois mois. On lui prend un reçu concernant la remise de cette communication.

Si dans le délai fixé le concessionnaire ne fait aucune démarche ou si ses excuses ne sont pas acceptées, le Conseil d'Etat décide l'annulation de la Concession ; l'annulation s'accomplit sur un Iradé Impérial émané à cet effet. Elle est publiée à trois reprises par les journaux tant à Constantinople que dans la localité où la mine est située.

ART. 61. Les concessionnaires qui se sont chargés d'exploiter et d'administrer une mine pour leur compte ou pour un compte social devront prouver leur capacité d'exploiter conformément aux règles techniques et désigneront un Directeur responsable vis-à-vis du Gouvernement Impérial et de l'Administration des Mines.

Le Directeur responsable est, dans les affaires concernant l'administration de la mine, considéré comme le fondé de pouvoirs du concessionnaire.

ART. 62. — Le concessionnaire devra faire dresser deux plans des travaux exécutés dans la mine à l'échelle de 1 à 500 et en remettre un exemplaire à l'Administration des Mines. Au commencement du mois de Mars de chaque année, les travaux exécutés pendant l'année écoulée seront indiqués sur le plan se trouvant auprès de lui et qui sera échangé contre celui se trouvant à l'Administration des Mines.

ART. 63. Si le concessionnaire ne remet pas ce plan au terme fixé ou si ce plan n'est pas exact ou est incomplet, il sera passible d'une amende de £ T. 5 à £ T. 25 et l'Administration des Mines fera, aux frais du concessionnaire, dresser un nouveau plan ou rectifier celui qui existe.

ART. 64. Outre les registres et les plans mentionnés dans les Articles 55 et 62, les concessionnaires feront dresser un plan et un relief à l'échelle de 1 à 500 indiquant les travaux souterrains, un tableau indiquant le progrès journalier des travaux, le prolongement et l'épaisseur des filons, l'état du minerai extrait ainsi que du toit et des parois des filons et la quantité d'eau qui coule à la mine, et un autre registre journalier concernant la quantité de minerai extraite par jour.

ART. 65. Le concessionnaire est obligé de montrer le plan et le relief ainsi que ces tableaux à l'ingénieur nommé par l'Administration des Mines toutes les fois qu'il le demandera. Si ces cartes et tableaux ne sont pas tenus d'une manière régulière, le concessionnaire sera passible d'une amende de £ T. 10 à £ T. 25, et un fonctionnaire sera désigné et envoyé par l'Administration des Mines aux frais du concessionnaire pour les tenir dans un état régulier.

ART. 66. Les concessionnaires ou les Directeurs des mines devront procurer aux ingénieurs les facilités nécessaires pour l'inspection des

travaux, leur montrer les registres et cartes requis et leur fournir tous les détails nécessaires relativement aux travaux. S'ils s'y refusent ou s'y opposent, ils seront passibles d'une amende de £ T. 10 à £ T. 25, et les autorités locales prêteront aux ingénieurs leur assistance à cet effet. Si le même cas se répète, le double de l'amende sera perçu.

ART. 67. S'il y a probabilité que le défaut d'unité dans le système d'exploitation de plusieurs mines contiguës ou rapprochées concédées en vertu de différents Firmans puisse causer des dommages à l'une de ces mines ou aux ouvriers ou aux établissements situés aux environs, les concessionnaires devront, pour y parer, adopter entre eux un système unique ; et si un accord ne s'établit pas entre eux l'Administration des Mines, en présence des deux parties, leur indiquera à cet effet un système unique auquel les concessionnaires sont obligés de se soumettre.

ART. 68. Si lors du creusement ou de l'exploitation d'une mine, c'est-à-dire pendant l'exécution des travaux pour l'écoulement des eaux ou pour l'aérage de la mine, des dommages sont occasionnés à l'exploitation d'une autre mine, le concessionnaire paye une indemnité à l'autre concessionnaire en dommage, et s'ils ne peuvent tomber d'accord sur le montant de cette indemnité celle-ci est fixée après expertise par l'Administration des Mines.

ART. 69. Si pour l'exploitation d'une mine il est jugé nécessaire d'utiliser provisoirement un terrain sis dans les limites fixées par le Firman Impérial et appartenant à des particuliers, mais que le propriétaire n'y donne pas son consentement bien qu'il soit possible de lui restituer ce terrain jusqu'à un an dans son état primitif, il lui sera payé par le concessionnaire le double du revenu qu'il pourrait en retirer dans l'espace d'une année.

ART. 70. Les concessionnaires achèteront avec le consentement des propriétaires les terrains dont ils feront usage pour les travaux des mines tels que puits et galeries. Si cependant un accord ne s'établit pas entre eux, le double des valeurs qui seront déterminées par le Gouvernement sera payé aux propriétaires des terrains.

ART. 71. En dehors de l'ingénieur et du chef ouvrier, les autres employés de la mine ainsi que les ouvriers doivent être des sujets Ottomans et pris parmi les habitants de la localité où la mine se trouve. Si les concessionnaires y contreviennent, un avertissement leur est donné par l'Administration des Mines, et ils seront, pour la première fois, passibles d'une amende de £ T. 100, et, en cas de récidive, il sera procédé à l'annulation de la Concession conformément aux prescriptions de l'Article 60.

CHAPITRE VI. — *Police des Mines.*

ART. 72. Un ingénieur des mines désigné par l'Administration des Mines se trouvera au chef-lieu de chaque vilayet.

Les ingénieurs conformément aux instructions qui leur seront données par l'Administration des Mines exerceront une surveillance active afin de préserver de démolition les bâtisses sises sur les lieux de l'exploitation et de garantir la sûreté du sol.

Le Vali du valayet et les ingénieurs veilleront constamment à ce que les ouvriers des mines soient employés contre payement du prix de leur travail et de leur bon gré, et que personne ne subisse aucune pression ni dommage de ce chef.

ART. 73. Les ingénieurs aviseront les concessionnaires des inconvénients qu'ils auraient constatés dans les travaux d'exploitation d'une mine ainsi que des améliorations qui seraient nécessaires et informeront les autorités locales et l'Administration des Mines des dangers constatés et des actes qui se seraient produits contrairement au Règlement.

ART. 74. Si l'exploitation d'une mine est abandonnée ou si les besoins industriels d'une Corporation travaillant les matières minérales sont compromis, les observations du Vali de la province et de l'ingénieur à ce sujet sont immédiatement communiquées à l'Administration des Mines.

ART. 75. Si un accident est à craindre dans une mine l'ingénieur, pour prendre les mesures voulues et sous sa propre responsabilité, demandera à l'autorité locale les objets qu'il jugerait nécessaires et l'autorité les lui fournira immédiatement.

ART. 76. Dans le cas où un accident se serait produit dans la mine, les concessionnaires ou leurs employés sont obligés d'en aviser immédiatement les autorités locales. S'il n'y a pas d'ingénieur des mines on fera vérifier les causes de l'accident par les soins de l'ingénieur qui se trouve au service du concessionnaire et les mesures nécessaires seront prises pour prévenir les inconvénients qui en résultent. Si on a besoin d'instruments, outils, animaux, et ouvriers, ils seront procurés aux frais des concessionnaires. Avis de l'accident sera donné par télégramme à l'Administration des Mines.

ART. 77. Les concessionnaires sont obligés d'entretenir dans leur mine une pharmacie et un médecin diplômé.

ART. 78. Les concessionnaires seront obligés de payer les indemnités adjugées par les Tribunaux aux victimes d'un accident surgi lors de l'exploitation d'une mine et à leurs familles, et si l'accident a eu lieu à cause de la mauvaise administration de la mine ou du manque des objets dont la présence était nécessaire au point de vue technique, ils seront, en outre, passibles d'une amende de £ T. 50 à £ T. 100.

CHAPITRE VII. — *Prescriptions concernant l'Abandon des Mines.*

ART. 79. Aucune partie des travaux souterrains ne pourra être abandonnée sans que la permission en ait été obtenue de l'Administration

des Mines. Le concessionnaire devra d'abord lever et transmettre au Vali de la province une carte de la partie de la mine qu'il veut abandonner et un rapport contenant des détails sur le genre des travaux, et le Vali avisera au nécessaire suivant la décision qui sera prise par l'ingénieur des mines de la localité ou par l'Administration des Mines conformément aux règles techniques.

ART. 80. Si le concessionnaire veut, pour un autre motif que des cas de force majeure, abandonner la mine avant l'expiration de la durée de la Concession, il doit, six mois d'avance, en aviser par une déclaration l'Administration des Mines. Il remettra avec cette déclaration les plans des galeries, puits, édifices, usines, et autres constructions qui existent sous le sol ou à la surface de la mine, ainsi que le Rapport, le tableau, et les registres indiquant les quantités et les qualités des minerais extraits jusqu'à ce jour. Aucune condition ni aucune charge ne sera insérée dans cette déclaration.

ART. 81. Si, excepté les cas de force majeure, l'exploitation est délaissée pendant une année, l'Administration des Mines peut, après avoir fait les constatations nécessaires, fixer un délai pour recommencer les travaux, et si, à l'expiration de ce délai, la mine n'est pas de nouveau exploitée et reste abandonnée, on procède à la formalité de l'annulation conformément à l'Article 60.

ART. 82. Si, pour des raisons mentionnées dans les différents Articles du présent Règlement une mine est abandonnée, ou si à la suite de l'annulation de la Concession le Firman Impérial est retiré, ou bien si le terme de la Concession a expiré, les galeries, puits, et les objets nécessaires pour la conservation de la mine reviendront à l'Etat ou au nouveau concessionnaire sans qu'une indemnité soit payée à l'ancien concessionnaire. Seulement les machines fixes et mobiles, les instruments et outils, les minerais extraits, et les animaux appartiennent à celui-ci. Néanmoins le Gouvernement ou le nouveau concessionnaire peuvent acheter ces objets en totalité ou en partie d'après le prix qui sera fixé par des experts.

ART. 83. Au cas de l'abandon ou de retrait, ou de l'expiration du terme de la Concession, les concessionnaires doivent s'acquitter des indemnités et des autres impôts et charges. On a recours aux objets appartenant à l'ancien concessionnaire, tels qu'instruments et outils, mentionnés dans l'Article précédent, pour le recouvrement des droits, impôts, et autres créances.

ART. 84. Si l'abandon d'une mine a été décidé, des publications seront faites à ce sujet conformément à l'Article 60.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions concernant les Concessions antérieures au présent Règlement.*

ART. 85. Les dispositions du présent Règlement en ce qui concerne les formalités à accomplir sont appliquées également aux mines con-

cédées conformément à l'ancien Règlement. Cependant la durée de la Concession de pareilles mines n'est prolongée ni abrégée.

ART. 86. Les permis de recherches délivrés avant la promulgation de ce Règlement continueront à être soumis aux dispositions réglementaires en vigueur à la date de leur délivrance.

CHAPITRE IX. — *Minières.*

ART. 87. Les propriétaires de terres sont libres d'exploiter toujours les minières, après en avoir obtenu la permission par un Firman Impérial. Un droit de £ T 4 est perçu pour ce Firman Impérial.

ART. 88. Si les propriétaires de terrains n'exploitent pas une minière ou s'ils l'abandonnent après l'avoir exploitée pendant un court laps de temps, elle sera concédée à un autre qui en ferait la demande. Toutefois, le double du prix du terrain estimé par des experts ainsi que le prix réel des édifices et autres constructions qui existeraient sont payés d'avance par les nouveaux concessionnaires aux propriétaires des terrains.

ART. 89. Ceux des terrains où des minières sont en exploitation qui ne rentrent pas dans la catégorie des terrains Mulks et Vakouf réel sont soumis aux dispositions légales régissant les terrains domaniaux. Seulement, les terres où l'exploitation d'une minière a lieu ou dont on se sert pour les minières ne payent, en dehors des droits proportionnels perçus sur les produits de la minière, ni dîmes, ni autres redevances.

ART. 90. Dans la Pétition remise en vue de l'obtention de la permission de l'exploitation d'une minière seront indiqués les nom et prénom, la profession, et le domicile du requérant, la position et l'espèce de la minière, et la manière d'après laquelle elle sera exploitée. A cette Pétition seront jointes trois cartes à l'échelle de 1 à 500 du terrain où la minière a été découverte.

ART. 91. Dans le permis délivré pour l'exploitation d'une minière seront indiqués les conditions et détails des travaux, la nécessité de veiller à la santé publique, à la conservation en état des voies, des édifices, des sources et conduites d'eau, et le montant de l'indemnité à payer du chef des dommages qui auraient été occasionnés.

ART. 92. Seront indiqués sur les permis relatifs à l'exploitation des minières les sources des eaux dont on se servira pour le lavage des terres minérales et des sables ainsi que l'endroit par lequel elles s'écouleront après avoir été employées.

ART. 93. L'exploitation des minières se fait sous la surveillance des ingénieurs et fonctionnaires désignés par l'Administration des Mines à l'instar de ce qui se pratique pour les mines.

ART. 94. Les exploitants de minières dresseront chaque année, en deux exemplaires, un état détaillé indiquant la situation des travaux,

ainsi que la quantité et la qualité de la production de l'année. Un de ces exemplaires sera remis au Vali de la province et l'autre à l'Administration des Mines.

ART. 95. Dans le cas où une minière est transformée, pendant l'exploitation, en mine proprement dite, par suite de nécessité de travaux souterrains et d'ouverture de puits et galeries, il est défendu d'exploiter de pareilles mines sans avoir obtenu un Firman de Concession conformément aux conditions stipulées pour les mines.

ART. 96. Dans le cas où les exploitants de minières contreviendraient aux prescriptions de l'Article 94, ils seront passibles d'une amende de £ T. 10 à £ T. 100 ; et s'ils agissent contrairement aux dispositions de l'Article 95, on leur appliquera les peines déterminées dans le présent Règlement à l'égard de ceux qui exploitent les mines sans permis.

ART. 97. Les exploitants construisent, installent, et utilisent les usines, instruments, outils, et machines nécessaires pour l'exploitation de leur minière et pour le traitement des minerais extraits en se conformant aux dispositions des Règlements Municipaux. Ils sont obligés de remettre à l'Administration des Mines le dessin et la description de l'usine, des fours de grillage, des machines et autres accessoires à établir.

CHAPITRE X. — *Divers.*

ART. 98. Les différends surgis à propos de la possession des mines sont jugés par voie administrative et les autres procès par les Tribunaux Ordinaires. Les procès qui auraient surgi à propos des mines concédées à des sujets étrangers conformément à l'Article 30 seront examinés par les Tribunaux Ordinaires conformément à la règle observée dans le jugement de ceux provenant de leurs droits de propriété immobilière.

ART. 99. Les amendes qui doivent, conformément aux dispositions du présent Règlement, être perçues des chercheurs et concessionnaires des mines seront arrêtées par les Conseils Administratifs des vilayets et sandjiaks non dépendants.

ART. 100. La recherche d'une mine ou son exploitation en vertu d'une Concession ne peuvent avoir aucun effet sur les droits de propriété afférents à la terre sur laquelle elle s'effectue. Le chercheur et le concessionnaire n'y ont aucun titre ni droit autre que celui d'effectuer des travaux de recherches et d'exploitation dans les délais fixés à cet effet. Ils ne peuvent cultiver la surface, ni y planter des arbres, ni y construire des bâtisses autres que celles qui sont spécifiées dans le présent Règlement, et destinées exclusivement aux travaux de recherches ou d'exploitation sans le consentement du Gouvernement Impérial si le terrain appartient à l'Etat (Arazié Haliéi Emirié) et celui de son propriétaire, s'il est une propriété privée. Dans le cas où ils en feraient cultiver les parties dépourvues de gisements, profiteraient des arbres

fruitiers et non-fruitiers, et feraient paître des troupeaux dans les pâturages s'il y en a, les bénéfices qui seront réalisés de ce chef reviendraient au Gouvernement Impérial ou au propriétaire.

Ils ne pourront non plus intervenir en aucune façon dans les droits du propriétaire du sol sur les cours d'eau qui y coulent et les lacs qui y existent, ni dans les droits de puisage et d'irrigation dont d'autres personnes jouissent d'après la loi.

ART. 101. Le Règlement sur les Mines du 18 Zilhidjé, 1304, et les dispositions réglementaires publiées pour le modifier et comme appendices sont abolis à partir de la date du présent Règlement.

ART. 102. Le Ministère de l'Agriculture et des Mines et Forêts est chargé de l'exécution de ce Règlement.

ORGANISATION DU SERVICE DES DOUANES.

Règlement.

I

ARTICLE 1^{er}. Le nombre des hamals et des arrimeurs qui doivent se trouver constamment à la disposition du service douanier dans les différentes douanes de Constantinople, ainsi que le nombre des brouettes servant au transport des marchandises dans les douanes mêmes, sont fixés ainsi qu'il suit :—

	NOMBRE de Hamals	NOMBRE d'Arrimeurs	NOMBRE de Brouettes
Douane d'importation de Stamboul ..	300	30	25
Douane d'exportation de Stamboul ..	253	10	3
Douane des fruits	173	4	..
Douane d'importation de Galata ..	258	20	16
Douane d'exportation de Galata ..	9	..	1
Douane des céréales et des spiritueux ..	9	..	1

Dans le cas où la nécessité d'engager de nouveaux hamals et d'augmenter le nombre des brouettes se ferait sentir, l'Administration Générale des Contributions Indirectes, sur le Rapport des Directeurs des Douanes, transmettra des ordres en conséquence au représentant du Kehya, qui fera d'urgence le nécessaire.

ART. 2. Les arrimeurs devront être à même de lire les marques et les numéros des marchandises. Ils seront choisis et nommés par le représentant du Kehya, avec l'assentiment des Directeurs des Douanes. En cas de contravention ou d'abus de confiance de la part de ces arri-

meurs, les Directeurs des Douanes leur infligeront une réprimande ou un blâme et, le cas échéant, les congédieront en avisant le représentant du Kehya pour qu'il ait à les remplacer par des arrimeurs réunissant les conditions requises.

ART. 3. Sur les lieux de vérification devra se trouver aussi un corps de hamals placés sous la conduite d'un Col-bachi, pour transporter immédiatement, sur l'avis des vérificateurs, à l'endroit où ils doivent être conservés jusqu'à l'achèvement des formalités, les colis visités, enregistrés, et portant le cachet de vérification. Tous les hamals employés dans les douanes, y compris les Col-bachis (« Chefs ») et les Késsédars (« Caissiers des hamals »), porteront une marque distinctive avec numéro d'ordre, et on n'utilisera dans les locaux douaniers les services d'aucun portefaix non revêtu de cette marque. Afin que les Douanes soient en mesure de connaître le nombre et l'identité des portefaix qui sont actuellement ou qui entreraient à l'avenir au service, des registres, légalisés par le représentant du Kehya, contenant les noms, les numéros, et le signalement des portefaix, leur seront remis. S'il se trouve parmi ces derniers des noms dont l'inconduite serait constatée ou bien auxquels les Directeurs des Douanes ne pourraient plus accorder confiance, ceux-ci en aviseront le représentant du Kehya, qui les fera exclure immédiatement du service et les remplacera par d'autres portefaix possédant les qualités requises. Au fur et à mesure de changements effectués, suivant la nécessité, le représentant du Kehya en informera la Douane par écrit et présentera en même temps les feuilles d'identité des nouveaux portefaix en vue de l'accomplissement des formalités suivant le paragraphe précédent.

A l'avenir les portefaix de la Douane seront choisis parmi les gens bien portants et forts, et les Col-bachis (« Chefs ») ainsi que les Késsédars (« Caissiers des portefaix ») parmi les plus méritants pour leur moralité et leur bonne conduite.

Afin de faciliter le recours des commerçants et de tous ceux qui auraient à faire avec le service de hamalage, les représentants du Kehya se tiendront dans des places spécialement désignées à cet effet dans l'intérieur des douanes.

ART. 4. Les portefaix, ainsi que les ouvreurs et ceux chargés de coudre les toiles d'emballage, qui figurent dans le nombre des portefaix, ne pourront demander ni accepter des commerçants ou de ceux qui ont des affaires à la douane, aucune somme sous forme de frais d'arrimage ou de pourboire, en dehors des frais de hamalage fixés d'avance; ceux qui en exigent seront immédiatement renvoyés du service.

En cas de conflit ou de litige entre les commerçants ou ceux qui ont des affaires à la douane, et les Késsédars ou Col-bachis, les portefaix seront tenus de se conformer aux ordres des Directeurs des Douanes. Les portefaix, ainsi que les Col-bachis et les Késsédars qui y feraient opposition, ou dont les écarts de conduite seraient constatés par la Douane, ainsi que ceux qui useraient envers les commerçants ou ceux

qui ont des affaires à la douane de procédés violents ou injurieux, seront immédiatement et provisoirement suspendus de leur service, suivant la gravité de leur faute, par les Directeurs des Douanes qui, en cas de récidive, les congédieront, en invitant le représentant du Kehya à procéder à leur remplacement.

ART. 5. Les frais de hamalage et de toutes sortes de manutentions dans l'intérieur des douanes de Galata et de Stamboul, ainsi que de transport des marchandises aux magasins des commerçants, étant fixés par les tarifs ci-après, il est expressément interdit aux portefaix de demander et de recevoir, en dehors de ces tarifs, de l'argent à titre de frais d'arrimage ou à quelque titre ou prétexte que ce soit. Le dernier paragraphe de l'Article 4 sera appliqué aux Késsédars, Col-bachis, et portefaix qui contreviendraient aux prescriptions les concernant.

Les balles de tapis débarquées à la douane d'importation étant de très grandes dimensions, il sera perçu, comme par le passé, une taxe de 3 piastres 1/2 pour chacune d'elles à titre de frais de manutention intérieure. Pour les balles qui, sans être transportées aux magasins des commerçants, seraient transportées par ceux-ci à l'entrepôt spécial, en vue de transit, on percevra les frais de transport indiqués dans le dernier paragraphe de l'Article 7 du Tarif.

Ainsi qu'il est dit à l'Article 1^{er}, les frais de hamalage perçus d'après ces tarifs seront partagés, suivant l'usage de la Corporation, par le représentant du Kehya entre tous les arrimeurs et portefaix préposés aux douanes.

ART. 6. Pour le transport des marchandises à toutes les localités comprises dans la zone s'étendant entre la douane de Galata et —

1. Tophané;
 2. Les portes de Galata; et
 3. Le Han de Saint-Pierre, servant autrefois de local à la Banque Impériale Ottomane, et jusqu'à Perchembé Bazar,
- les frais de hamalage seront payés de la manière suivante : —

Pour la charge d'un portefaix ne dépassant pas 60 ocques, c'est-à-dire, 77 kilog.					Ps. p. 1 15	
Pour la charge portée —						
En	1 sirik	..	..	..	Par 2 hommes	4 0
	2 siriks	..	..	..	4 »	8 0
	3 »	..	..	..	6 »	12 0
	4 »	..	..	..	8 »	16 0
	5 »	..	..	..	10 »	20 0
	6 »	..	..	..	12 »	24 0
	7 »	..	..	..	14 »	28 0
	8 »	..	..	..	16 »	32 0
	9 »	..	..	..	18 »	36 0
	10 »	..	..	..	20 »	40 0
	11 »	..	..	..	22 »	44 0
	12 »	..	..	..	24 »	48 0

Pour le transport des marchandises de la douane de Galata —

1. A Pera jusqu'à Agha-Djami et à Baluk Bazar de Pera ;

2. A Stamboul, jusqu'aux portes du Grand Bazar, c'est-à-dire, jusqu'à la porte de Merdjan et à la porte d'Aynadjilar située à Mahmoud Pacha Yokouchu, ainsi qu'à la porte de Kalpakdjilar située en face de la mosquée Nour-i-Osmanié,

les frais de hamalage sont tarifés ainsi qu'il suit : —

Pour la charge d'un portefaix ne dépassant pas 60 ocques, c'est-à-dire, 77 kilog.					Ps. p. 5 0	
Pour la charge portée —						
En 1 sirik .. .. .	..	..	..	..	Par 2 hommes	12 20
2 siriks .. .. .	..	..	..	..	4 »	25 0
3 » .. .. .	..	..	..	..	6 »	37 20
4 » .. .. .	..	..	..	..	8 »	50 0
5 » .. .. .	..	..	..	..	10 »	62 20
6 » .. .. .	..	..	..	..	12 »	75 0
7 » .. .. .	..	..	..	..	14 »	87 20
8 » .. .. .	..	..	..	..	16 »	100 0
9 » .. .. .	..	..	..	..	18 »	112 20
10 » .. .. .	..	..	..	..	20 »	125 0
11 » .. .. .	..	..	..	..	22 »	137 20
12 » .. .. .	..	..	..	..	24 »	150 0

ART. 7. Les endroits où, après avoir quitté les douanes de Stamboul, les marchandises seront dirigées pour être transportées dans les magasins des négociants sont classés en trois zones : —

La première zone comprend les magasins se trouvant entre les douanes de Stamboul et Tchorabdji Han, sis à Mahmoud Pacha Yokoushu ; la deuxième zone renferme ceux situés à Futé-Bachi d'Asma-Alti ; et la troisième zone comprend tous les magasins situés dans les environs de Hamidié Turbessi, Mohsin Oglou Han et Zédjrié Han.

Les frais de hamalage des marchandises transportées dans les dits magasins sont indiqués ci-dessous : —

Pour une charge de portefaix ne dépassant pas 70 ocques, c'est-à-dire, 90 kilog.					Ps. p. 1 15	
Pour la charge de —					Porté	
1 sirik .. .. .	..	..	..	..	par 2 hommes	4 0
2 siriks .. .. .	..	..	..	..	4 »	8 0
3 » .. .. .	..	..	..	..	6 »	12 0
4 » .. .. .	..	..	..	..	8 »	16 0
5 » .. .. .	..	..	..	..	10 »	20 0
6 » .. .. .	..	..	..	..	12 »	24 0
7 » .. .. .	..	..	..	..	14 »	28 0
8 » .. .. .	..	..	..	..	16 »	32 0
9 » .. .. .	..	..	..	..	18 »	36 0
10 » .. .. .	..	..	..	..	20 »	40 0
11 » .. .. .	..	..	..	..	22 »	44 0
12 » .. .. .	..	..	..	..	24 »	48 0

La deuxième zone est celle qui s'étend au delà de la première, et dans laquelle sont situés les magasins se trouvant —

1. Jusqu'à la porte de Merdjan.
2. Jusqu'à la porte d'Aynadjilar à Mahmoud Pacha Yokoushu.
3. Jusqu'à la porte de Kalpakdjilar, près de la mosquée Nour-i-Osmanié.

Le hamalage des fardeaux destinés à ces magasins est le suivant : —

Fardeau porté sur le dos et ne dépassant pas					Ps. p.	
70 ocques ou 90 kilog.	..	..	..	..	2	10
Fardeau porté sur —						
1 sirik	..	..	..	..	Par 2 hommes	5 25
2 siriks	..	..	..	..	4 »	11 10
3 »	..	..	..	..	6 »	16 35
4 »	..	..	..	..	8 »	22 20
5 »	..	..	..	..	10 »	28 5
6 »	..	..	..	..	12 »	33 30
7 »	..	..	..	..	14 »	39 15
8 »	..	..	..	..	16 »	45 0
9 »	..	..	..	..	18 »	50 25
10 »	..	..	..	..	20 »	56 10
11 »	..	..	..	..	22 »	61 35
12 »	..	..	..	..	24 »	62 20

La troisième zone s'étend au delà de la seconde, et comprend les magasins du Grand Bazar et des autres localités considérées comme centres du commerce.

Le hamalage des marchandises pour ces magasins est le suivant : —

Fardeau porté sur le dos et ne dépassant pas					Piastres.	
70 ocques, soit 90 kilog.	..	..	..	..	4	
Fardeau porté sur —						
1 sirik	..	..	..	..	Par 2 hommes	10
2 siriks	..	..	..	..	4 »	20
3 »	..	..	..	..	6 »	30
4 »	..	..	..	..	8 »	40
5 »	..	..	..	..	10 »	50
6 »	..	..	..	..	12 »	60
7 »	..	..	..	..	14 »	70
8 »	..	..	..	..	16 »	80
9 »	..	..	..	..	18 »	90
10 »	..	..	..	..	20 »	100
11 »	..	..	..	..	22 »	110
12 »	..	..	..	..	24 »	120

Excepté les balles Persanes, le poids de chaque fardeau de portefaix des marchandises étrangères ne pourra pas dépasser 60 ocques ou 77 kilog., à la douane de Galata, et 70 ocques ou 90 kilog. à celle de Stamboul.

De même, le poids des balles Persanes portées sur le dos ne pourra dépasser 70 ocques ou 90 kilog.

Les portefaix qui doivent transporter des fardeaux dépassant les poids susindiqués auront le droit de se faire payer suivant le tarif des siriks ci-dessus.

ART. 8. Quant aux marchandises transportées par des portefaix intérieurs aux succursales d'expédition pour être embarquées sur les navires, il sera perçu d'elles pour toutes les manutentions effectuées dans la douane, un droit de hamalage fixé d'après le tarif suivant : —

	Ps.	p.
Pour chaque baril de beurre de Sibérie ou de caviare.	5	0
Pour chaque baril de sucre pesant 2 1/2 cantars ..	1	0
» » » de 6 à 7 cantars	2	0
Pour chaque sac de café »	20	
Pour chaque caisse d'acier »	10	
Pour chaque caisse de vitres	10	
Pour chaque sac de farine »	10	
Pour toutes les balles Persanes	1	0

Pour tous les colis ayant un poids au-dessous de 60 ocques ou 77 kilog., on devra acquitter un droit de 20 paras et pour ceux qui auront un poids dépassant ceux indiqués plus haut, il sera perçu pour chaque 60 ocques ou 77 kilog. d'excédent 20 paras en plus.

Si les marchandises sont transportées à la douane en chariots pour leur transport depuis la porte de la douane jusqu'à la succursale d'expédition par les portefaix de la douane, il sera perçu 3 piastres pour la charge d'un camion attelé d'un cheval, et 5 piastres pour celle d'un chariot attelé de deux chevaux.

ART. 9. Pour toutes les marchandises arrivant de l'étranger ou de l'intérieur de l'Empire, et destinées à être débarquées provisoirement à la douane afin d'être rembarquées sur des navires en transit ou en transbordement, les frais de hamalage du quai à l'intérieur de la douane et de l'intérieur de la douane au quai sont réglementés de la façon suivante : —

Charge d'un portefaix ne dépassant pas		Ps.	p.
70 ocques ou 90 kilog. .. ..	.. ..	1	15
Charge de —	Porté		
1 sirik	par 2 hommes	4	0
2 siriks	4 »	8	0

ART. 10. Lorsque le hamalage par sirik ne sera plus nécessaire dans l'intérieur des douanes par le fait de nouvelles constructions douanières, le tarif actuel ne sera pas appliqué aux marchandises qui seront délivrées aux commerçants à la porte de la douane. Au lieu de ce hamalage, il sera perçu uniformément 50 paras pour chaque 100 kilog. et fractions de 100 kilog., comme il a été prévu au dernier paragraphe de l'Article 15.

Les portefaix de la douane recevront les frais de manutention pour le transport jusqu'au quai des marchandises arrivées de l'intérieur et des-

tinées à être embarquées après l'accomplissement des formalités douanières. D'après son tarif, la Société des Quais percevant pour ces sortes de marchandises les frais d'embarquement sur des mahones, c'est à la dite Société qu'il incombe de payer les portefaix employés à cette opération. Les portefaix n'auront donc pas le droit de réclamer d'autres frais d'embarquement aux commerçants.

ART. 11. Si le transport des marchandises encombrantes, telles que voitures, meules, chaudières, coffres-forts, etc., nécessite l'emploi de plus de douze siriks, les frais de hamalage ne seront pas réglés suivant les tarifs précédents, mais il sera perçu 3 piastres $1/2$ pour chaque portefaix si le lieu de destination se trouve dans la première zone de Galata et de Stamboul, 5 piastres si le magasin est situé dans la deuxième zone de Stamboul, et 9 piastres pour les magasins de la troisième zone. Tout transport de Galata jusqu'à Pera ou à un point quelconque de Stamboul sera payé à raison de 11 piastres. Toute charge au-dessus de 77 kilog. pour les douanes de Galata, et au-dessus de 90 kilog. pour celles de Stamboul, sera considérée comme charge de sirik. Chaque fardeau de sirik sera calculé à raison de 154 kilog.; et comme le poids porté par vingt-quatre portefaix et douze siriks peut atteindre 1,854 kilog. au maximum, il sera compté deux portefaix et un sirik pour chaque 154 kilog., dépassant le maximum en question. Les frais de transport seront perçus ainsi qu'il est énoncé ci-dessus en proportion des hamals employés.

ART. 12. Les poids ci-dessus indiqués s'appliquant également aux marchandises transportées par brouettes en dehors des douanes, le nombre des portefaix conduisant ces brouettes ainsi que les frais de hamalage seront calculés en conséquence, c'est-à-dire d'après le tarif.

Les marchandises pesantes de même nature, telles que sucre, café, riz, articles d'épicerie, papier d'emballage, clous, ciment, aromate, boîtes d'allumettes, et dont, par un usage consacré de longue date, la vérification et les formalités douanières se font sur mer et qui, après avoir été pesées et soumises aux formalités douanières dans les mahones ou sur les quais, sont de nouveau transportées par mahones, paieront 10 piastres par « Salapouria » (petites mahones) et 20 piastres par mahone.

Les balles de papier à lettre et d'imprimerie, de carton et de toile d'emballage, les caisses et tonneaux de clous de chaussures, de fers à sabots, de serrure, de zinc, et d'huile destinée à l'industrie, ainsi que les lots de cuivre et de seaux et d'autres marchandises qui, avant la construction des quais, étaient débarquées aux douanes, mais qui, après la construction des quais, sont transportées devant les douanes, avec l'assentiment desquelles elles sont pesées sur le quai, soit en totalité, soit en partie, pour être soumises à la vérification et aux formalités douanières et replacées ensuite dans les mahones pour être dirigées vers les échelles auxquelles elles sont destinées, paieront seulement le 10 pour cent des frais de hamalage qui devait être perçu d'après le tarif de la première zone.

ART. 13. Les portefaix qui recevaient jusqu'à présent à titre de frais de pesage 10 paras pour chaque colis d'articles coloniaux pesés en vue de la perception des droits de douane ou sur la demande de commerçants, continueront également à percevoir les mêmes frais à l'avenir, mais ils ne pourront réclamer aucuns frais de ce genre pour les marchandises qui, n'étant pas soumises à cette formalité, sont simplement pesées pour assurer la régularité du service douanier, établir le montant de l'Ardié à percevoir ou bien encore pour une seconde vérification douanière.

Pour chaque mahone ou Salapouria d'articles coloniaux dont la vérification et les formalités douanières se feraient sur mer, les portefaix ne pourront, suivant l'usage, exiger que le paiement de 5 piastres et rien de plus.

ART. 14. Pour les marchandises contenues dans de petits colis, telles que bougies, couleurs en boîtes, boissons en bouteilles, ainsi que celles non renfermées dans des colis comme poêles en tôles, ardoises, et qui peuvent être attachées ensemble de manière à former la charge d'un hamal ne dépassant pas le poids réglementaire, elles pourront être transportées de cette façon par leurs propriétaires.

ART. 15. Les négociants auront la faculté de faire transporter leurs marchandises à tels lieux qu'ils désirent, c'est-à-dire que s'ils ne veulent pas les faire transporter à leurs magasins situés dans la deuxième zone ou la troisième zone, mais à celui qui se trouve dans la première, on ne pourra y apporter aucune opposition. Dans ce cas, les frais de transport seront naturellement réglés d'après le tarif de la première zone.

Les négociants qui prendraient livraison de leurs marchandises à la porte de la douane, et qui désireraient les transporter à leurs magasins sur leurs propres camions, paieront, y compris les frais de chargement, les frais de hamalage, d'après le tarif de la première zone.

ART. 16. A la douane des marchandises étrangères de Stamboul, les ouvriers de balles recevront comme frais de dépliage pour chaque balle inscrite sur les ordres de livraison 2 piastres pour celles contenant des tapis importés de Russie et de Perse, 1 ps. 10 p. pour celles arrivant de Trébizonde, et 4 piastres pour chaque balle de tapis provenant de l'intérieur de l'Empire à destination de l'étranger. Mais dans le cas où les propriétaires les feraient de nouveau déplier et replier afin de mesurer les tapis et d'y mettre des étiquettes, il sera perçu un surplus de 3 piastres 1/2, qui ne pourra être naturellement exigé si l'acheteur ne réclame pas un nouveau dépliage. Pour l'ouverture et la fermeture de chaque colis de marchandises ou autres, résultant du fait des opérations de vérification, les ouvriers des caisses continueront à percevoir, comme par le passé, 40 paras pour chaque grande caisse, 30 paras pour celles de dimensions inférieures, et 20 paras sur chaque caisse ou colis contenant de la quincaillerie et des articles coloniaux. Néanmoins, pour l'ouverture et la fermeture des caisses et colis renfermant des articles de même nature en quantité considérable, tels que caoutchouc, amidon, et

céruse, les propriétaires de ces marchandises paieront les 10 pour cent sur le minimum des frais généraux.

Les chargements consistant en marchandises en caisses ou barils dont la vérification et les opérations douanières auraient été effectuées sur mer, paieront pour chaque mahone et pour chaque Salapouria, 10 piastres à titre de frais d'ouvriers, en dehors desquels il ne pourra être rien réclamé.

ART. 17. Les hommes chargés de mettre en balles les tapis venant de Batoum et de Trébizonde à destination de l'étranger, de les coudre dans les grosses toiles fournies par les propriétaires et de les ficeler, recevront 5 piastres pour chaque balle. Mais lorsqu'il s'agira d'ouvrir et de recoudre les balles pour la vérification de leurs contenus, il sera payé, comme cela se pratique actuellement, 20 paras pour chaque grande balle de toile Américaine de drap et de divers articles manufacturés. Quant aux balles de fil et aux petites balles de toile Américaine n'excédant pas le poids de 200 kilog. et à celles contenant des marchandises similaires, ainsi qu'aux ballots, les hommes chargés de les coudre n'auront droit qu'à 10 paras pour chaque pièce à titre de frais sans pouvoir réclamer davantage.

ART. 18. Dans le cas où, lors du transport par les hamals, les marchandises éprouveraient des dégâts et viendraient à verser, à se briser, à être déchirées ou perdues, les propriétaires pourront s'adresser aux Directeurs des Douanes, qui devront procéder aux dispositions nécessaires. Si l'enquête constate que le dommage causé provient réellement de la faute des hamals, l'indemnité à payer de ce chef sera avancée par l'Administration Générale des Contributions Indirectes. Après quoi, sommation d'acquitter le montant de cette indemnité sera faite au représentant du Kehya, lequel, sans pouvoir élever aucune objection, sera obligé de rembourser immédiatement la somme avancée en la prélevant sur les fonds affectés au hamalage.

Les dispositions du dernier paragraphe de l'Article 3 seront appliquées aux hamals, qui seraient convaincus d'avoir plus d'une fois fait preuve d'inattention ou de négligence dans le transport et la bonne conservation des marchandises.

ART. 19. Il est du devoir des Directeurs des Douanes de veiller avec une extrême attention à l'observation des présentes instructions et de prévenir tout cas de contravention.

ART. 20. Les hamals sont tenus, comme par le passé, d'assurer, dans l'intérieur des douanes, le service de pompiers, et de gardiens pendant la nuit, de s'occuper du transport des marchandises reçues à titre de droits en nature, de veiller à la propreté des locaux et de remplir exactement les autres services analogues.

ART. 21. Le Directeur Général des Contributions Indirectes est chargé de l'exécution des présentes instructions.

II

ARTICLE 1^{er}. — Pour toutes sortes de manutentions faites dans l'intérieur des douanes de Smyrne, ainsi que pour le chargement des marchandises devant la porte de la douane sur les chariots des commerçants, ou bien encore pour les transports de ces marchandises aux magasins se trouvant dans les zones du marché (« tcharchi ») et du quartier franc, ainsi qu'à d'autres lieux, des frais de hamalage seront perçus conformément aux tarifs ci-annexés ; il ne sera rien exigé en dehors des tarifs précités au nom des portefaix intérieurs ou extérieurs sous quelque prétexte ou dénomination que ce soit.

ART. 2. Le hamalage sera remis par les commerçants aux caisses des douanes et les mudiriets des douanes remettront contre reçu au représentant du Kehya de la Corporation la part revenant aux portefaix extérieurs. Les sommes représentant la part revenant aux portefaix intérieurs seront affectées aux mensualités des portefaix susmentionnés employés par la Douane, aux frais résultant du hamalage et aux pompiers de la douane, ainsi qu'à l'augmentation et au perfectionnement des moyens de manutention et, au besoin, à l'augmentation des nombres de portefaix.

Si, après le paiement des dites dépenses, il reste un excédent provenant des revenus du hamalage, cet excédent ne sera pas passé à l'actif, mais sera inscrit dans le registre *ad hoc* et conservé en caisse pour être également affecté aux besoins des services susmentionnés.

ART. 3. Le tarif du hamalage intérieur restera en vigueur pendant trois années, à partir de la date des présentes instructions. A l'expiration de ce laps de temps, le dit tarif sera examiné et étudié par la Direction Générale des Contributions Indirectes, qui, selon les besoins reconnus par l'expérience, y apportera les modifications et réductions jugées nécessaires.

Lors de l'étude de ces modifications, l'on devra prendre l'avis des commerçants indigènes et étrangers. Le tarif ainsi modifié sera examiné et étudié de la même manière tous les cinq ans et remanié s'il y a nécessité.

ART. 4. La Direction de la Douane de Smyrne veillera à ce qu'il ne soit perçu en dehors du tarif aucun frais de hamalage pour les comptes des portefaix extérieurs.

En cas de contestation entre les dits portefaix et les commerçants, ceux-ci s'adresseront directement au Directeur de la Douane, dont la décision, après enquête, sera définitive. Les portefaix ne pourront faire aucune opposition à cette décision.

Les Directeurs des Douanes admonesteront les portefaix, qui feraient preuve d'opposition ou d'impéritie dans l'accomplissement de leur devoir. Le cas échéant, ils les congédieront et inviteront le représen-

tant du Kehya à les remplacer par d'autres réunissant les conditions requises.

ART. 5. Si les commerçants dont les magasins se trouvent hors de la première zone indiquée dans le tarif désirent le transport de leurs marchandises à un endroit situé dans la dite zone, il ne sera perçu comme frais de hamalage extérieur que la somme prévue par le tarif pour la zone où la marchandise est transportée sur la demande du commerçant, et rien de plus.

De même, des commerçants qui, après avoir reçu leurs marchandises à la porte de la douane, désireraient les faire transporter à leurs magasins par leurs propres moyens de transport, les portefaix extérieurs qui en auront effectué le chargement sur les chariots des commerçants, ne pourront réclamer comme frais de hamalage que la moitié du montant porté sur le tarif pour la première zone.

ART. 6. La Direction Générale des Contributions Indirectes est chargée de l'exécution de ces instructions.

III

(Traduction).

ARTICLE 1^{er}. L'horaire pour la vérification des marchandises dans les douanes étant fixé : du 1^{er} Avril jusqu'à la fin d'Août de 2 h. 1/2 à 10 h. 1/2 ; en Septembre, de 3 heures à 11 heures ; en Octobre, de 3 h. 1/2 à 11 heures ; du 1^{er} Novembre jusqu'à la fin de Janvier, de 4 heures à 11 heures ; en Février, de 3 h. 1/2 à 11 heures ; et en Mars, de 3 heures à 10 h. 1/2 à la Turquie, et tous les employés étant obligés de se trouver à leurs postes aux heures indiquées, les employés qui seraient absents aux heures réglementaires, ainsi que ceux qui quitteraient leurs postes avant les heures fixées, seront considérés comme absents. Pour ce jour-là, une retenue équivalente à une journée d'appointements sera opérée sur leur traitement.

Les employés qui s'absenteraient trois fois dans un mois sans excuse légitime recevront un blâme et, en cas de récidive, outre le blâme, l'absence sera inscrite dans le bulletin de service. A leur troisième absence, ils seront congédiés.

ART. 2. Pour ne point occasionner de retards à la sortie des marchandises par suite de leur mauvais arrimage dans les hangars douaniers, ni donner lieu à des plaintes de la part des commerçants, les employés des hangars devront exercer une surveillance sur les arrimeurs se trouvant dans chaque hangar et qui doivent, conformément aux dispositions spéciales des instructions concernant les portefaix de la douane, être à même de lire les marques et numéros des marchandises.

Les employés des hangars veilleront à ce que les marchandises soient introduites et placées dans les hangars de telle façon qu'elles puissent être trouvées facilement ; que les numéros d'ordre des ordres de livraison soient observés jusqu'à un certain point lors du transport des marchan-

cises aux lieux de vérification et que les arrimeurs ne puissent rien demander contrairement aux instructions y relatives. La Direction des Contributions Indirectes nommera un Inspecteur à chacune des douanes de Galata et de Stamboul pour que les hangars de ces douanes soient assujettis à un contrôle spécial et permanent. Ces Inspecteurs porteront à la connaissance des Directeurs des Douanes et à celle de l'Administration des Contributions Indirectes les fautes et les négligences commises par les employés des hangars et par les arrimeurs.

ART. 3. D'après le Règlement y relatif, les marchandises qui seraient retirées de la douane par les commerçants dans le délai d'une semaine et celles dont les formalités Douanières n'ont pu être accomplies par le fait des autorités Douanières étant exemptes du droit d'Ardié, et, d'autre part, les marchandises de transbordement reçues dans les hangars ne payant pas non plus ce droit pendant le premier mois de leur entrée dans les dits hangars, ces délais d'exemption ainsi que les jours de Baïram seront défalqués lors du règlement des comptes d'Ardié.

Pour pouvoir constater aisément si la cause du retard apporté au dédouanement des marchandises qui n'ont pas été retirées dans le délai réglementaire provient des autorités Douanières ou du commerçant, il sera procédé de la manière suivante : —

Dans le cas où un commerçant se serait présenté à la Douane muni d'un ordre de livraison et qu'après l'ordonnancement de cet ordre par le Nazir ou le Mudir ses marchandises n'auraient pas été transportées au lieu de vérification pour une cause quelconque invoquée par la Douane, ou bien encore si ces marchandises sont retenues à la douane par suite du non-accomplissement des formalités Douanières, ces circonstances seront, en vue de faciliter la marche des affaires mentionnées dans l'ordre de livraison signé par les employés compétents, sans que le commerçant ait à le demander par requête. De cette manière l'Administration Douanière aura reconnu que le propriétaire de la marchandise n'est pour rien dans le retard apporté à l'accomplissement des formalités.

Mais les commerçants dont les ordres de livraison auraient été ainsi annotés ne seront pas exemptés du droit d'Ardié pour les jours qu'ils auraient laissé passer sans s'adresser à la Douane afin de retirer leurs marchandises.

ART. 4. Pour l'accomplissement des formalités Douanières les intéressés devront s'adresser dans l'ordre suivant : —

1. Aux employés de manifeste pour la collation de l'ordre de livraison avec le manifeste, ainsi que pour la traduction du même ordre de livraison.

2. Au Bach-Kiatib ou à son adjoint pour l'ordonnancement aux employés de vérification et l'inscription avec le numéro d'ordre des ordres de livraison.

3. Aux employés et préposés (kiatibs) des hangars pour l'inscription

de sortie afin que les marchandises puissent être retirées des hangars en présence des employés de vérification.

4. Aux employés de vérification, pour la vérification et l'enregistrement.

5. Aux estimateurs pour l'évaluation de la valeur.

6. Au Directeur pour l'examen des prix de l'estimation et pour l'ordonnancement aux préposés comptables.

7. Au Bureau de Comptabilité pour faire les comptes nécessaires, ainsi que pour la rédaction et le cachetage des bulletins et des reçus.

8. Au caissier pour le paiement des droits en espèces, ou au préposé aux marchandises laissées en paiement des droits pour les paiements effectués en nature.

9. A l'employé et au Secrétaire qui se tiennent à la porte de la douane pour la sortie des marchandises.

Les employés de manifeste sont tenus d'accomplir les formalités de traduction et de contrôle d'après un numéro d'ordre : de même les vérificateurs et estimateurs doivent vérifier et estimer les marchandises, dont les propriétaires sont présents, d'après leurs numéros d'ordre. Les employés douaniers qui auront, sans cause plausible, avancé ou retardé les formalités seront blâmés et punis, suivant le cas, par les Directeurs des Douanes.

Personne, en dehors des intéressés, ne sera admis à l'intérieur des Douanes.

Les bulletins de sortie seront revêtus seulement du cachet personnel du rédacteur des dits bulletins et du sceau officiel de la Direction ; lors de la sortie des marchandises, les formalités d'enregistrement seront accomplies promptement et sans donner lieu à des retards.

ART. 5. Comme l'ouverture et le sondage des bouteilles et boîtes fermées contenant des comestibles et des liqueurs entraîneraient la détérioration de ces marchandises, ainsi que leur dépréciation, et comme la nature de ces sortes de marchandises peut être connue par leurs marques et étiquettes, l'examen et la vérification de quelques pièces d'entre elles, choisies au hasard, suffiront pour l'accomplissement des formalités Douanières. Dans le cas où il serait nécessaire d'ouvrir et de percer, en vue de leur vérification, de colis en plus de la proportion de 1 pour cent et pour fractions de cent, ces pièces qui seraient ainsi ouvertes en plus devront être acceptées pour le paiement en nature du droit de douane.

ART. 6. Comme il est nécessaire d'assurer la prompte exécution des formalités concernant les colis postaux et leur livraison immédiate à la demande des destinataires, l'Administration des Contributions Indirectes, vu l'exiguïté des locaux actuels, trouvera un autre emplacement d'une étendue convenable pour la section des colis postaux et procédera à l'agrandissement de la section établie au Bureau Central des postes à Constantinople.

Pour accélérer les formalités des colis postaux, l'Administration Générale des Contributions Indirectes élaborera des instructions détaillées et les communiquera à qui de droit pour être mises en vigueur. Ces instructions devront tenir exactement compte des points suivants : réception des colis postaux et livraison de ces colis aux destinataires à des heures différentes ; fixation et publication par les journaux des heures pendant lesquelles les propriétaires pourront s'adresser aux sections des colis postaux ; refus de tout recours des destinataires en dehors des heures fixées, ainsi que défense aux employés douaniers de s'occuper d'autres formalités pendant ces heures ; défense aux destinataires d'entrer au dépôt et de s'adresser directement au préposé ; distribution d'un numéro d'ordre aux destinataires de colis quand ils se présenteront à la section, munis de leurs ordres de livraison et après annotation de ce même numéro sur l'ordre de livraison, et traduction immédiate par l'employé des manifestes de l'ordre de livraison, dans le cas où celui-ci serait rédigé en langue étrangère, ce document étant donné à l'employé du dépôt ; appel du propriétaire par son numéro d'ordre lors de l'arrivée du colis au lieu de vérification ; vérification des marchandises par le vérificateur accompagné de l'estimateur et en présence du propriétaire ; enregistrement en une seule partie des articles d'une même nature et d'une même valeur, et, en différentes parties, des articles de diverses espèces, et en même temps évaluation de leur valeur par l'estimateur ; approbation ou modification immédiate de l'évaluation par le Directeur de la section, celui-ci ne pouvant s'occuper d'autres affaires pendant la distribution des colis et devant contrôler le service des vérificateurs et des estimateurs ; livraison de la marchandise au propriétaire après perception du droit de douane en espèces ou en nature et contre sa signature mise sur le registre du vérificateur ; suppression ; du bulletin de sortie, attendu que les colis ne peuvent être délivrés avant l'achèvement de ces formalités ; livraison immédiate des objets sans valeur, ceux-ci n'étant soumis à aucune autre formalité que celle d'une simple vérification ; fixation des formalités, nécessaires pour assurer la perception des droits de douane des colis destinés à être expédiés dans l'intérieur de l'Empire et, enfin, prompt exécution de toutes les formalités tout en sauvegardant les intérêts de la Douane.

ART. 7. Les échantillons de marchandises seront soumis au traitement douanier, conformément aux prescriptions des instructions ci-annexées.

ART. 8. Lors des formalités d'estimation, les estimateurs, les Nazirs et les Bach-Kiatibs, sans prendre en considération si le paiement des droits sera effectué en nature ou en espèces, devront porter toute leur attention à l'estimation de la valeur réelle des marchandises. Il ne sera porté aucune modification à cette estimation, après que le négociant l'aura, par un engagement signé, accepté ou aura déclaré qu'il payera le droit en nature. Mais une fois que le négociant aura accepté l'estima-

tion pour le règlement des droits en espèces, il ne pourra plus changer d'avis ni payer les dits droits en nature.

ART. 9. Les négociants pourront, sans paiement de droits de douane, déposer dans les dépôts à double clef se trouvant sous la surveillance permanente des directions douanières, les charbons de terre étrangers apportés en Turquie. Les charbons pris dans ces dépôts et livrés à la consommation locale ou bien destinés à l'usage des bateaux faisant le petit cabotage exclusivement dans les eaux intérieures Ottomanes payeront le droit d'entrée.

Les bateaux dont le lieu de départ ou celui de destination ou dont le lieu de départ aussi bien que celui de destination se trouvent en pays étranger ; les paquebots postaux desservant les ports Ottomans et transportant gratuitement les valises postales Ottomanes ; les bâtiments de guerre étrangers et tous les bateaux desservant les ports Ottomans qui naviguent en dehors des eaux intérieures et qui transportent gratuitement les valises postales Ottomanes, ne seront soumis au paiement d'aucun droit de douane pour les charbons pris dans les dits dépôts. Sous aucun prétexte et pour quelque motif que ce soit, les droits de douane perçus sur les charbons de terre qui, n'étant pas placés dans les dépôts à double clef, sont livrés à la consommation locale, ne seront restitués ni en totalité, ni en partie.

ART. 10. Lorsque, pour des articles tels que outils ou instruments de fabrication étrangère et autres marchandises dont le prix ne peut être vérifié sur le marché local ou dont l'évaluation serait difficile par suite de leur trop grande diversité, on se trouvera dans la nécessité de recourir aux factures originales en vue de leur estimation, les prix indiqués dans ces factures seront calculés au cours sur place des monnaies étrangères et à raison de 19 piastres le medjidié. Ces prix seront majorés de 15 pour cent à titre de frais d'emballage, de nolis d'assurance et autres ou de 10 pour cent seulement si le nolis se trouve compris dans la facture et les droits de douane seront perçus sur la somme ainsi obtenue avec la réduction réglementaire de 10 pour cent.

IV

Les objets qui seraient apportés par les commis-voyageurs des fabriques Européennes non dans un but de commerce, mais bien pour servir d'échantillon, seront considérés comme articles de transit s'ils sont réexpédiés, en tout ou en partie, dans l'espace de six mois, à leurs lieux de provenance ou exportés pour un autre pays étranger. Dans ce cas, les droits perçus à leur entrée seront restitués.

Cette formalité sera accomplie non pas à la première douane d'importation, comme cela se pratique pour les marchandises de transit, mais bien à la dernière douane d'exportation.

Afin que les propriétaires de ces articles puissent bénéficier de ce

traitement, ils devront se conformer, à l'entrée et à la sortie des dites marchandises, aux instructions suivantes : —

1. Le commis-voyageur n'aura le droit d'importer qu'un seul échantillon de chaque espèce d'objets en remettant à la Douane deux exemplaires des feuillets de déclaration à souche, qui seront spécialement imprimés et délivrés à cet effet par les Douanes. Ces feuillets, libellés en langue Turque et avec une encre indélébile, devront être dûment signés par les intéressés et spécifier la qualité et la quantité des échantillons, ainsi que le nombre des colis, avec leurs marques, numéros et autres objets y contenus. Après avoir confronté ces feuillets de déclaration, la Douane accomplira les formalités nécessaires et procédera à leur légalisation. L'un de ces actes restera à la Douane et l'autre sera remis au propriétaire des échantillons. Ils seront revêtus du grand sceau de la Direction de la Douane, ainsi que des cachets des employés responsables.

2. Les dits feuillets de déclaration, après vérification de leur exactitude, seront enregistrés dans les livres spéciaux pour les échantillons qui devront être tenus par les Douanes en plus de ceux relatifs aux visites douanières. Après estimation en détail de ces articles, les droits y afférents seront perçus, et il sera délivré au propriétaire un reçu indiquant le numéro et la date des déclarations. Ces échantillons ne seront livrés par la Douane qu'après avoir été plombés séparément ou ensemble, suivant qu'ils pourraient être classifiés et réunis ou non.

S'il s'agit d'articles se composant de pièces multiples, comme les machines à coudre, c'est sur la pièce essentielle de l'article que le plomb sera apposé.

3. Pour chaque plombage, il sera perçu un droit de 10 paras ; toutefois, il ne sera exigé aucun droit de ce chef dans le cas où le plomb serait fourni par l'intéressé.

4. Dans le cas où le commis-voyageur qui aurait déjà accompli ces formalités se rendrait dans une autre localité de l'Empire durant les six mois plus haut indiqués, il devra produire à la Douane son feuillet de déclaration, ainsi que le récépissé à lui délivré par la première Douane d'importation.

La Douane aura à vérifier l'exactitude de la déclaration et à examiner les plombs, et si elle n'y voit aucune irrégularité, elle devra autoriser la remise de la marchandise. Les marchandises ne figurant point sur la déclaration ou n'étant pas plombées seront naturellement soumises au paiement des droits y afférents.

5. A l'arrivée à une douane quelconque de l'Empire de marchandises destinées à être réexpédiées à leur lieu de provenance ou à un autre pays étranger avant l'expiration dudit délai de six mois, l'intéressé doit exhiber à cette Douane la déclaration et le récépissé dont il est porteur. Après vérification du contenu des feuillets de déclaration, la Douane devra restituer à l'intéressé le montant des droits afférents aux articles à réexpédier en faisant les annotations nécessaires à ce

sujet sur le verso des récépissés et en portant la contrevaletur dans les registres au chapitre des dépenses. Ces récépissés et feuillets de déclaration seront retenus et envoyés à l'Administration Générale des Contributions Indirectes pour l'accomplissement des formalités requises en ce qui concerne les Douanes qui les ont délivrés.

6. Si les dates des déclarations et des récépissés sont grattées ou changées, les droits afférents à la totalité des marchandises mentionnées dans les déclarations ainsi falsifiées ne seront point restituées. Toutefois, si des inexactitudes sont relevées dans les inscriptions touchant les chiffres ou quantités des marchandises, la Douane n'aura à en retenir que la différence.

7. Les échantillons sans valeur ou impropres à être employés isolément seront, conformément à la Circulaire en date du 14 Janvier, 1321, exemptés de tous droits et dispensés de toutes formalités de dépôt, tout en bénéficiant des facilités nécessaires.

Ces instructions ne sont point applicables aux articles de bijouterie ou objets d'or et d'argent qui sont soumis à un tarif spécial ni aux échantillons arrivant des provinces privilégiées à destination de l'étranger et *vice versa*.

AUTRICHE-HONGRIE — TURQUIE

Convention concernant la Bosnie et l'Herzégovine.

(26 février 1909.)

Le gouvernement impérial ottoman et le gouvernement impérial et royal commun d'Autriche-Hongrie désirant donner, d'un commun accord, une solution à certaines questions pendantes entre eux, les soussignés Husséin Hilmi pacha, grand vizir, Gabriel effendi Nordounghian, ministre des affaires étrangères impérial ottoman *ad interim*, et Jean marquis Pallavicini, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus des stipulations suivantes :

ARTICLE 1^{er}. — L'Autriche-Hongrie déclare renoncer d'une façon expresse à tous les droits qui lui ont été conférés par rapport à l'ancien sandjak de Novi-Bazar par le traité de Berlin et la convention de Constantinople du 21 avril 1879.

ART. 2. — La convention du 21 avril 1879, ainsi que la protestation de la Sublime Porte contre la décision du gouvernement commun d'Autriche-Hongrie, concernant la Bosnie et l'Herzégovine et toutes les autres dispositions ou stipulations existantes entre les hautes parties contractantes et contraires à cette décision, sont abrogées et remplacées par le présent protocole qui constate que toute divergence au sujet de

ces deux provinces est aplanie entre elles et que le gouvernement ottoman reconnaît d'une façon expresse le nouvel état de choses en Bosnie-Herzégovine créé par ladite décision.

ART. 3. — Les originaires de la Bosnie et de l'Herzégovine qui se trouvent actuellement en Turquie (à l'exception des personnes indiquées dans les notes qui seront échangées entre les parties contractantes lors de la ratification du présent protocole) ainsi que les sujets ottomans originaires des différentes parties de l'Empire ottoman de passage ou en résidence fixe en Bosnie-Herzégovine, continueront à conserver leur nationalité ottomane comme par le passé.

Les habitants de la Bosnie et de l'Herzégovine domiciliés dans ces provinces seront libres d'émigrer dans l'Empire ottoman en se conformant, comme auparavant, aux lois de la Bosnie et de l'Herzégovine et ils seront admis en Turquie comme ottomans. Ceux-ci, de même que les originaires de la Bosnie et de l'Herzégovine qui se trouvent actuellement en Turquie, auront toujours le droit de disposer pleinement de leurs immeubles sis en Bosnie et en Herzégovine, de les affermer ou de les administrer directement par eux-mêmes ou par des tiers.

Il est entendu que les originaires de la Bosnie et de l'Herzégovine qui, sans esprit d'émigration, se rendraient désormais en Turquie, y seront traités sur le même pied que les sujets autrichiens ou hongrois.

ART. 4. — La liberté et la pratique extérieure du culte musulman seront assurées, comme par le passé, aux personnes habitant ou séjournant en Bosnie et en Herzégovine.

Les musulmans continueront à jouir des mêmes droits civils et politiques que tous les habitants de la Bosnie et de l'Herzégovine appartenant à d'autres cultes.

Le nom de S. M. I. le Sultan comme Kalife continuera d'être prononcé dans les prières publiques des musulmans.

Les droits des fondations pieuses (vacoufs) seront respectés, comme par le passé, et aucune entrave ne sera apportée aux rapports des musulmans avec leurs chefs spirituels qui dépendront comme toujours du Chéikh-ul-Islamat à Constantinople, lequel donnera l'investiture au Reïs-ul-Uléma.

ART. 5. — Une décision arbitrale ayant constaté de plus que, d'après le code foncier ottoman, l'Etat ottoman possédait en Bosnie-Herzégovine des biens immeubles de diverses natures, le gouvernement commun d'Autriche-Hongrie s'engage à payer à Constantinople, dans un délai de quinze jours, qui suivront la ratification du présent protocole, au gouvernement ottoman, une somme de deux et demi millions de livres turques en or, comme contrevaletur de ces biens immeubles.

ART. 6. — L'Autriche-Hongrie s'engage à conclure avec la Turquie, dans un délai de deux ans, à compter de la date de la ratification du présent protocole sur la base du droit public européen, un traité de commerce qui sera mis en vigueur, en tant que les autres traités de

commerce de la Sublime Porte seront conclus et mis en vigueur sur la même base.

En attendant, l'Autriche-Hongrie consent, après un délai de quinze jours à partir de la ratification du présent acte, à l'élévation de 11 à 15 o/o des droits de douane *ad valorem* en Turquie, ainsi qu'à l'établissement de nouveaux monopoles ou au prélèvement de surtaxes de consommations sur les cinq articles suivants : pétrole, papiers à cigarettes, allumettes, alcools, cartes à jouer, tout cela à condition qu'un même traitement soit appliqué simultanément et sans distinction aux importations des autres pays.

En tant qu'il s'agit de l'importation d'articles, faisant l'objet d'un monopole, l'administration de ces monopoles est tenue de se fournir d'articles de provenance autrichienne ou hongroise suivant le pourcentage établi sur la base de l'importation annuelle de ces mêmes articles, pourvu que les prix à offrir pour la livraison des articles de monopole se conforment à la situation du marché au moment de l'achat, tout en prenant en considération les qualités des marchandises à fournir et la moyenne des prix, qui ont été notés dans les trois dernières années pour lesdites qualités. Il est en outre entendu que si la Turquie, au lieu d'établir de nouveaux monopoles sur les cinq articles susmentionnés, se décidait à les frapper de surtaxes de consommation, ces surtaxes seraient imposées dans la même hauteur aux produits similaires de la Turquie et de toute autre nation.

ART. 7. — Reconnaisant le droit régalien du gouvernement ottoman sur le service des postes, le gouvernement commun d'Autriche-Hongrie s'engage à supprimer, dès la ratification du présent acte, les offices postaux impériaux et royaux fonctionnant actuellement en Turquie, dans des localités où il n'existe pas d'autres bureaux de postes étrangères. Il s'engage, en outre, à supprimer également les autres offices postaux impériaux et royaux dans l'Empire ottoman au fur et à mesure que les puissances ayant des bureaux de poste en Turquie auront supprimé les leurs.

ART. 8. — La Sublime Porte se proposant d'ouvrir, en conférence européenne ou autrement avec les grandes puissances intéressées, des négociations en vue de faire cesser le régime capitulaire en Turquie en le remplaçant par le régime du droit international, l'Autriche-Hongrie, en reconnaissant le bien-fondé de ces intentions de la Sublime Porte, déclare dès maintenant vouloir lui prêter à cet effet son plein et sincère appui.

ART. 9. — Le présent protocole sera ratifié et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications, les ratifications seront échangées à Constantinople aussitôt que faire se pourra et au plus tard dans deux mois.

Fait en double expédition à Constantinople le 16 février 1909.

HUSSÉIN HILMI.

GABRIEL NORADOUNGHIAN.

PALLAVICINI.

Convention sanitaire internationale.

Signée à Paris, le 3 décembre 1903.

Dépôt des ratifications à Paris, le 6 avril 1907.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand ; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie ; Sa Majesté le Roi des Belges ; le Président de la République des Etats-Unis du Brésil ; Sa Majesté le Roi d'Espagne ; le Président des Etats-Unis d'Amérique ; le Président de la République Française ; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes ; Sa Majesté le Roi des Hellènes ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Son Altesse Royale le Grand Duc de Luxembourg ; Son Altesse Royale le Prince de Monténégro ; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ; Sa Majesté le Schah de Perse ; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves ; Sa Majesté le Roi de Roumanie ; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ; Sa Majesté le Roi de Serbie ; le Conseil Fédéral Suisse, et Son Altesse le Khédive d'Egypte, agissant dans les limites des pouvoirs à lui conférés par les Firmans Impériaux,

Ayant jugé utile d'arrêter, dans un même arrangement, les mesures propres à sauvegarder la santé publique contre l'invasion et la propagation de la peste et du choléra et désirant reviser, en les complétant, les Conventions sanitaires internationales actuellement en vigueur, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

M. le Comte de Groeben, Conseiller de Légation et Premier Secrétaire à l'Ambassade Impériale d'Allemagne à Paris ;

M. Bumm, Conseiller intime supérieur de Régence, Membre du Conseil sanitaire de l'Empire ;

M. le Docteur Gaffky, Conseiller intime de Médecine Grand-ducal Hessois et Professeur à l'Université de Giessen, Membre du Conseil sanitaire de l'Empire ;

M. le Docteur Nocht, Médecin du port de Hambourg, Membre du Conseil sanitaire de l'Empire ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie,

M. le Chevalier Alexandre de Suzzara, Chef de Section au Ministère Impérial et Royal des Affaires étrangères, Commandeur de l'Ordre de François-Joseph, Chevalier de troisième classe de l'Ordre de la Couronne de Fer ;

M. Noël Ebenr d'Ebenthall, Président de l'Administration maritime

Impériale et Royale à Trieste, Chevalier des Ordres de Léopold et de François-Joseph ;

M. Joseph Daimer, Conseiller au Ministère Impérial et Royal de l'Intérieur, Chevalier de troisième classe de l'Ordre de la Couronne de Fer, Chevalier de l'Ordre de François-Joseph ;

M. Kornel Chyzer, Conseiller au Ministère Royal Hongrois de l'Intérieur, Chevalier des Ordres de Léopold et de François-Joseph ;

M. Ernest Roediger, Conseiller de Section ;

Sa Majesté le Roi des Belges,

M. Beco, Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture chargé de la Direction générale du Service de Santé et de l'Hygiène Publique, Commandeur de l'Ordre de Léopold, décoré de la Croix civique de 1^{re} classe ;

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil,

M. G. de Piza, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne,

M. Fernand Jordan de Urries y Ruiz de Arana, Marquis de Novallas, Chambellan de Sa Majesté, Premier Secrétaire de l'Ambassade Royale d'Espagne à Paris, Commandeur de l'Ordre de Charles III ;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique,

M. le Docteur H. D. Geddings, Chirurgien général adjoint du Service de la Santé et de l'Hôpital de la Marine ;

M. Frank Anderson, Inspecteur médical de la Marine ;

Le Président de la République Française,

M. Camille Barrère, Ambassadeur de la République Française près S. M. le Roi d'Italie, Grand Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur ;

M. Georges Louis, Ministre Plénipotentiaire de 1^{re} classe, Directeur des Consuls et des Affaires commerciales au Ministère des Affaires Etrangères, Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur ;

M. le Professeur Brouardel, Doyen honoraire de la Faculté de médecine de Paris, Président du Comité consultatif d'Hygiène publique de France, Membre de l'Institut et de l'Académie de médecine, Grand Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur ;

M. Henri Monod, Conseiller d'Etat, Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques au Ministère de l'Intérieur, Membre de l'Académie de médecine, Commandeur de l'Ordre national de la Légion d'honneur ;

M. le Docteur Emile Roux, Sous-Directeur de l'Institut Pasteur, Vice-Président du Comité consultatif d'Hygiène publique de France, Membre de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine, Commandeur de l'Ordre national de la Légion d'honneur ;

M. Jacques de Cazotte, Sous-Directeur des Affaires Consulaires au Ministère des Affaires Etrangères, Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur ;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes,

M. Maurice Willian Ernest de Bunsen, Ministre Plénipotentiaire, faisant fonctions de Premier Secrétaire à l'Ambassade Royale britannique à Paris, Commandeur de l'Ordre Royal de Victoria, Compagnon de l'Ordre du Bain ;

M. le Docteur Théodore Thomson, du « Local Government Board » ;

M. le Docteur Frank Gerard Clemow, Délégué de la Grande-Bretagne au Conseil supérieur de santé de Constantinople ;

M. Arthur David Alban, Consul de S. M. Britannique au Caire ;

Sa Majesté le Roi des Hellènes,

M. Delyanni, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française, Grand Commandeur de l'Ordre Royal du Sauveur ;

M. le Docteur S. Clado, Médecin de la Légation Royale Hellénique, à Paris ;

Sa Majesté le Roi d'Italie,

M. le Commandeur Rocco Santoliquido, Directeur général de la Santé publique d'Italie ;

M. le Marquis Paulucci de'Calboli, Conseiller à l'Ambassade Royale d'Italie à Paris ;

M. le Chevalier Adolphe Cotta, Chef du bureau des Affaires générales à la Direction générale de la Santé publique d'Italie ;

Son Altesse Royale le Grand Duc de Luxembourg,

M. Vannerus, Chargé d'Affaires de Luxembourg à Paris ;

Son Altesse Royale le Prince de Monténégro,

M. le Chevalier Alexandre de Suzzara, Chef de Section au Ministère Impérial et Royal des Affaires Etrangères d'Autriche-Hongrie, Commandeur de l'Ordre de François-Joseph, Chevalier de troisième classe de l'Ordre de la Couronne de Fer ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

M. le Baron W. B. R. de Welderen Rengers, Conseiller de la Légation Royale des Pays-Bas à Paris ;

M. le Docteur W. P. Ruijsch, Inspecteur général du Service sanitaire dans la Hollande méridionale et la Zélande, Membre du Conseil supérieur d'Hygiène ;

M. le Docteur C. Stékoulis, Délégué des Pays-Bas au Conseil supérieur de santé de Constantinople ;

M. A. Plate, Président de la Chambre de Commerce de Rotterdam, Membre extraordinaire du Conseil supérieur d'Hygiène ;

Sa Majesté le Schah de Perse,

M. le Général Nazare Aga Yémin-es-Saltané, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française, titulaire du portrait du Schah en diamants, Grand Cordon de l'Ordre du Lion et du Soleil en diamants ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,

M. le Docteur José Joaquim da Silva Amado, du Conseil de S. M. Très-Fidèle, Professeur à l'Institut d'Hygiène de Lisbonne, Vice-Président de l'Académie royale des Sciences, Commandeur de l'Ordre de Saint-Jacques ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie,

M. Grégoire G. Ghika, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française, Grand Officier de l'Ordre de l'Etoile de Roumanie, Grand Officier de l'Ordre de la Couronne de Roumanie ;

M. le Docteur Jean Cantacuzène, Membre du Conseil sanitaire supérieur de Roumanie ;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies,

M. Platon de Waxel, Conseiller d'Etat actuel, Grand Cordon de l'Ordre de Saint-Stanislas ;

Sa Majesté le Roi de Serbie,

M. le Docteur Michel Popovitch, Chargé d'Affaires de Serbie à Paris ;
Le Conseil Fédéral Suisse,

M. Charles Edouard Lardy, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse près le Président de la République Française ;

M. le Docteur F. Schmid, Directeur du Bureau sanitaire Fédéral ;

Et Son Altesse le Khédive d'Egypte,

Mohamed Chérif Pacha, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères, Grand Cordon de l'Ordre du Medjidié, Grand Officier de l'Ordre de l'Osmanié ;

M. le Docteur Marc Armand Ruffer, Président du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte, Grand Officier des Ordres de l'Osmanié et du Medjidié ;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :—

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

CHAPITRE I.

Prescriptions à observer par les pays signataires de la Convention dès que la peste ou le choléra apparaît sur leur territoire.

Section I. — *Notification et communications ultérieures aux autres pays.*

ARTICLE 1^{er}. Chaque Gouvernement doit notifier immédiatement aux autres Gouvernements la première apparition sur son territoire de cas avérés de peste ou de choléra.

ART. 2. Cette notification est accompagnée ou très promptement suivie de renseignements circonstanciés sur :

- 1° l'endroit où la maladie est apparue ;
- 2° la date de son apparition, son origine et sa forme ;
- 3° le nombre des cas constatés et celui des décès ;
- 4° pour la peste : l'existence, parmi les rats ou les souris, de la peste ou d'une mortalité insolite ;
- 5° les mesures immédiatement prises à la suite de cette première apparition.

ART 3. La notification et les renseignements prévus aux articles 1 et 2 sont adressés aux agences diplomatiques ou consulaires dans la capitale du pays contaminé.

Pour les pays qui n'y sont pas représentés, ils sont transmis directement par télégraphe aux Gouvernements de ces pays.

ART. 4. La notification et les renseignements prévus aux articles 1 et 2 sont suivis de communications ultérieures données d'une façon régulière, de manière à tenir les Gouvernements au courant de la marche de l'épidémie.

Ces communications, qui se font au moins une fois par semaine et qui sont aussi complètes que possible, indiquent plus particulièrement les précautions prises en vue de combattre l'extension de la maladie.

Elles doivent préciser : 1° les mesures prophylactiques appliquées relativement à l'inspection sanitaire ou à la visite médicale, à l'isolement et à la désinfection ; 2° les mesures exécutées au départ des navires pour empêcher l'exportation du mal et spécialement, dans le

cas prévu par le 4^o de l'article 2 ci-dessus, les mesures prises contre les rats.

ART. 5. Le prompt et sincère accomplissement des prescriptions qui précèdent est d'une importance primordiale.

Les notifications n'ont de valeur réelle que si chaque Gouvernement est prévenu lui-même, à temps, des cas de peste, de choléra et des cas douteux survenus sur son territoire. On ne saurait donc trop recommander aux divers Gouvernements de rendre obligatoire la déclaration des cas de peste et des cas de choléra, et de se tenir renseignés sur toute mortalité insolite des rats ou des souris, notamment dans les ports.

ART. 6. Il est entendu que les pays voisins se réservent de faire des arrangements spéciaux en vue d'organiser un service d'informations directes entre les chefs des administrations des frontières.

Section II. — *Conditions qui permettent de considérer une circonscription territoriale comme contaminée ou redevenue saine.*

ART. 7. La notification d'un premier cas de peste ou de choléra n'entraîne pas contre la circonscription territoriale où il s'est produit, l'application des mesures prévues au chapitre II ci-après.

Mais, lorsque plusieurs cas de peste non importés se sont manifestés ou que les cas de choléra forment foyer, la circonscription est déclarée contaminée.

ART. 8. Pour restreindre les mesures aux seules régions atteintes, les Gouvernements ne doivent les appliquer qu'aux provenances des circonscriptions contaminées.

On entend par le mot *circonscription* une partie de territoire bien déterminée dans les renseignements qui accompagnent ou suivent la notification, ainsi : une province, un « gouvernement, » un district, un département, un canton, une île, une commune, une ville, un quartier de ville, un village, un port, un polder, une agglomération, etc., quelles que soient l'étendue et la population de ces portions de territoire.

Mais cette restriction limitée à la circonscription contaminée ne doit être acceptée qu'à la condition formelle que le Gouvernement du pays contaminé prenne les mesures nécessaires : 1^o pour prévenir, à moins de désinfection préalable, l'exportation des objets visés aux 1^o et 2^o de l'article 12, provenant de la circonscription contaminée, et 2^o pour combattre l'extension de l'épidémie.

Quand une circonscription est contaminée, aucune mesure restrictive n'est prise contre les provenances de cette circonscription, si ces provenances l'ont quittée cinq jours au moins avant le début de l'épidémie.

ART. 9. Pour qu'une circonscription ne soit plus considérée comme contaminée il faut la constatation officielle :

1° qu'il n'y a eu ni décès ni cas nouveau de peste ou de choléra depuis cinq jours soit après l'isolement (1), soit après la mort ou la guérison du dernier pesteux ou cholérique ;

2° que toutes les mesures de désinfection ont été appliquées, et, s'il s'agit de cas de peste, que les mesures contre les rats ont été exécutées.

CHAPITRE II.

Mesures de défense par les autres pays contre les territoires déclarés contaminés.

—

Section I. — *Publication des mesures prescrites.*

ART. 10. Le Gouvernement de chaque pays est tenu de publier immédiatement les mesures qu'il croit devoir prescrire au sujet des provenances d'un pays ou d'une circonscription territoriale contaminés.

Il communique aussitôt cette publication à l'agent diplomatique ou consulaire du pays contaminé, résidant dans sa capitale, ainsi qu'aux Conseils sanitaires internationaux.

Il est également tenu de faire connaître, par les mêmes voies, le retrait de ces mesures ou les modifications dont elles seraient l'objet.

A défaut d'agence diplomatique ou consulaire dans la capitale, les communications sont faites directement au Gouvernement du pays intéressé.

Section II. — *Marchandises. — Désinfection. — Importation et transit. — Bagages.*

ART. 11. Il n'existe pas de marchandises qui soient par elles-mêmes capables de transmettre la peste ou le choléra. Elles ne deviennent dangereuses qu'au cas où elles ont été souillées par des produits pesteux ou cholériques.

ART. 12. La désinfection ne peut être appliquée qu'aux marchandises et objets que l'autorité sanitaire locale considère comme contaminés.

Toutefois, les marchandises ou objets énumérés ci-après peuvent être

(1) Le mot « isolement » signifie : isolement du malade, des personnes qui lui donnent des soins d'une façon permanente et interdiction des visites de toute autre personne.

soumis à la désinfection ou même prohibés à l'entrée, indépendamment de toute constatation qu'ils seraient ou non contaminés :

1° Les linges de corps, hardes et vêtements portés (effets à usage), les literies ayant servi.

Lorsque ces objets sont transportés comme bagages ou à la suite d'un changement de domicile (effets d'installation), ils ne peuvent être prohibés et sont soumis au régime de l'article 19.

Les paquets laissés par les soldats et les matelots et renvoyés dans leur patrie après décès, sont assimilés aux objets compris dans le premier alinéa du 1°.

2° Les chiffons et drilles, à l'exception, quant au choléra, des chiffons comprimés qui sont transportés comme marchandises en gros par ballots cerclés.

Ne peuvent être interdits les déchets neufs provenant directement d'ateliers de filature, de tissage, de confection ou de blanchiment ; les laines artificielles (Kunstwolle, Shoddy) et les rognures de papier neuf.

ART. 13. Il n'y a pas lieu d'interdire le transit des marchandises et objets spécifiés aux 1° et 2° de l'article qui précède, s'ils sont emballés de telle sorte qu'ils ne puissent être manipulés en route.

De même, lorsque les marchandises ou objets sont transportés de telle façon qu'en cours de route ils n'aient pu être en contact avec les objets souillés, leur transit à travers une circonscription territoriale contaminée ne doit pas être un obstacle à leur entrée dans le pays de destination.

ART. 14. Les marchandises et objets spécifiés aux 1° et 2° de l'article 12 ne tombent pas sous l'application des mesures de prohibition à l'entrée, s'il est démontré à l'autorité du pays de destination qu'ils ont été expédiés cinq jours au moins avant le début de l'épidémie.

ART. 15. Le mode et l'endroit de la désinfection, ainsi que les procédés à employer pour assurer la destruction des rats, sont fixés par l'autorité du pays de destination. Ces opérations doivent être faites de manière à ne détériorer les objets que le moins possible.

Il appartient à chaque Etat de régler la question relative au paiement éventuel de dommages-intérêts résultant de la désinfection ou de la destruction des rats.

Si, à l'occasion des mesures prises pour assurer la destruction des rats à bord des navires, des taxes sont perçues par l'autorité sanitaire, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société ou d'un particulier, le taux de ces taxes doit être fixé par un tarif publié d'avance et établi de façon à ce qu'il ne puisse résulter de l'ensemble de son application une source de bénéfice pour l'Etat ou pour l'Administration sanitaire.

ART. 16. Les lettres et correspondances, imprimés, livres, journaux,

papiers d'affaires, etc. (non compris les colis postaux), ne sont soumis à aucune restriction ni désinfection.

ART. 17. Les marchandises, arrivant par terre ou par mer, ne peuvent être retenues aux frontières ou dans les ports.

Les seules mesures qu'il soit permis de prescrire à leur égard sont spécifiées dans l'article 12 ci-dessus.

Toutefois, si des marchandises, arrivant par mer en vrac ou dans des emballages défectueux, ont été, pendant la traversée, contaminées par des rats reconnus pesteux et si elles ne peuvent être désinfectées, la destruction des germes peut être assurée par leur mise en dépôt pendant une durée maxima de deux semaines.

Il est entendu que l'application de cette dernière mesure ne doit entraîner aucun délai pour le navire ni des frais extraordinaires résultant du défaut d'entrepôts dans les ports.

ART. 18. Lorsque des marchandises ont été désinfectées, par application des prescriptions de l'article 12, ou mises en dépôt temporaire, en vertu du 3^e alinéa de l'article 17, le propriétaire ou son représentant a le droit de réclamer, de l'autorité sanitaire qui a ordonné la désinfection ou le dépôt, un certificat indiquant les mesures prises.

ART. 19. *Bagages.* — La désinfection du linge sale, des hardes, vêtements et objets qui font partie de bagages ou de mobiliers (effets d'installation) provenant d'une circonscription territoriale déclarée contaminée, n'est effectuée que dans les cas où l'autorité sanitaire les considère comme contaminés.

Section III. — Mesures dans les ports et aux frontières de mer.

ART. 20. *Classification des navires.* — Est considéré comme *infecté* le navire qui a la peste ou le choléra à bord ou qui a présenté un ou plusieurs cas de peste ou de choléra depuis sept jours.

Est considéré comme *suspect* le navire à bord duquel il y a eu des cas de peste ou de choléra au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis sept jours.

Est considéré comme *indemne*, bien que venant d'un port contaminé, le navire qui n'a eu ni décès ni cas de peste ou de choléra à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée.

ART. 21. Les navires *infectés de peste* sont soumis au régime suivant :

- 1^o visite médicale;
- 2^o les malades sont immédiatement débarqués et isolés;
- 3^o les autres personnes doivent être également débarquées, si possible, et soumises, à dater de l'arrivée, soit à une observation (1) qui ne

(1) Le mot « observation » signifie : isolement des voyageurs soit à bord d'un navire, soit dans une station sanitaire, avant qu'ils n'obtiennent la libre pratique.

dépassera pas cinq jours et pourra être suivie ou non d'une surveillance (1) de cinq jours au plus, soit simplement à une surveillance qui ne pourra excéder dix jours.

Il appartient à l'autorité sanitaire du port d'appliquer celle de ces mesures qui lui paraît préférable selon la date du dernier cas, l'état du navire et les possibilités locales ;

4° le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage (2) et des passagers qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme contaminés seront désinfectés ;

5° les parties du navire qui ont été habitées par des pesteux ou qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées, doivent être désinfectées ;

6° la destruction des rats du navire doit être effectuée avant ou après le déchargement de la cargaison, le plus rapidement possible et, en tout cas, dans un délai maximum de quarante-huit heures, en évitant de détériorer les marchandises, les tôles et les machines.

Pour les navires sur lest, cette opération doit se faire le plus tôt possible avant le chargement.

ART. 22. Les navires *suspects de peste* sont soumis aux mesures qui sont indiquées sous les n^{os} 1, 4 et 5 de l'article 21.

En outre, l'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas cinq jours à dater de l'arrivée du navire. On peut, pendant le même temps, empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

Il est recommandé de détruire les rats du navire. Cette destruction est effectuée, avant ou après le déchargement de la cargaison le plus rapidement possible et, en tout cas, dans un délai maximum de quarante-huit heures, en évitant de détériorer les marchandises, les tôles et les machines.

Pour les navires sur lest, cette opération se fera, s'il y a lieu, le plus tôt possible, et en tout cas, avant le chargement.

ART. 23. Les navires *indemnes de peste* sont admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que peut prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures suivantes :

1° visite médicale ;

(1) Le mot « surveillance » signifie que les voyageurs ne sont pas isolés, qu'ils obtiennent tout de suite la libre pratique, mais sont signalés à l'autorité dans les diverses localités où ils se rendent et soumis à un examen médical constatant leur état de santé.

(2) Le mot « équipage » s'applique aux personnes qui font ou ont fait partie de l'équipage ou du personnel de service du bord, y compris les maîtres d'hôtel, garçons, cafedji, etc. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre ce mot chaque fois qu'il est employé dans la présente Convention.

2° désinfection du linge sale, des effets à usage et des autres objets de l'équipage et des passagers, mais seulement dans les cas exceptionnels, lorsque l'autorité sanitaire a des raisons spéciales de croire à leur contamination ;

3° sans que la mesure puisse être érigée en règle générale, l'autorité sanitaire peut soumettre les navires venant d'un port contaminé à une opération destinée à détruire les rats à bord, avant ou après le déchargement de la cargaison. Cette opération doit être faite aussitôt que possible et, en tout cas, ne doit pas durer plus de vingt-quatre heures en évitant de détériorer les marchandises, les tôles et les machines et d'entraver la circulation des passagers et de l'équipage entre le navire et la terre ferme. Pour les navires sur lest il sera procédé, s'il y a lieu, à cette opération le plus tôt possible et en tout cas avant le chargement.

Lorsqu'un navire venant d'un port contaminé a été soumis à la destruction des rats, celle-ci ne peut être renouvelée que si le navire a fait relâche dans un port contaminé en s'y amarrant à quai, ou si la présence de rats morts ou malades est constatée à bord.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé. On peut également, pendant le même temps, empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

L'autorité compétente du port d'arrivée peut toujours réclamer sous serment un certificat du médecin du bord, ou, à son défaut, du capitaine, attestant qu'il n'y a pas eu de cas de peste sur le navire depuis le départ et qu'une mortalité insolite des rats n'a pas été constatée.

ART. 24. Lorsque, sur un navire *indemne*, des rats ont été reconnus pesteux après examen bactériologique, ou bien que l'on constate parmi ces rongeurs une mortalité insolite, il y a lieu de faire application des mesures suivantes :

I. Navires avec rats pesteux :

(a) visite médicale ;

(b) les rats doivent être détruits, avant ou après le déchargement de la cargaison, le plus rapidement possible et, en tout cas, dans un délai maximum de quarante-huit heures, en évitant de détériorer les marchandises, les tôles et les machines. Les navires sur lest subissent cette opération le plus tôt possible et, en tout cas, avant le chargement ;

(c) les parties du navire et les objets que l'autorité sanitaire locale juge être contaminés sont désinfectés ;

(d) les passagers et l'équipage peuvent être soumis à une surveillance dont la durée ne doit pas dépasser cinq jours comptés à partir de la date d'arrivée, sauf des cas exceptionnels où l'autorité sanitaire peut prolonger la surveillance jusqu'à un maximum de dix jours.

II. Navires où est constatée une mortalité insolite des rats :

(a) visite médicale ;

(b) l'examen des rats au point de vue de la peste sera fait autant et aussi vite que possible ;

(c) si la destruction des rats est jugée nécessaire, elle aura lieu, dans les conditions indiquées ci-dessus relativement aux navires avec rats pesteux ;

(d) jusqu'à ce que tout soupçon soit écarté, les passagers et l'équipage peuvent être soumis à une surveillance dont la durée ne dépassera pas cinq jours comptés à partir de la date d'arrivée, sauf dans des cas exceptionnels, où l'autorité sanitaire peut prolonger la surveillance jusqu'à un maximum de dix jours.

ART. 25. L'autorité sanitaire du port délivre au capitaine, à l'armateur ou à son agent, toutes les fois que la demande en est faite, un certificat constatant que les mesures de destruction des rats ont été effectuées et indiquant les raisons pour lesquelles ces mesures ont été appliquées.

ART. 26. Les navires *infectés* de choléra sont soumis au régime suivant :

1° visite médicale ;

2° les malades sont immédiatement débarqués et isolés ;

3° les autres personnes doivent être également débarquées, si possible, et soumises à dater de l'arrivée du navire à une observation ou à une surveillance dont la durée variera, selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser cinq jours ;

4° le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers qui, de l'avis de l'autorité sanitaire du port, sont considérés comme contaminés, sont désinfectés ;

5° les parties du navire qui ont été habitées par les malades atteints de choléra ou qui sont considérées par l'autorité sanitaire comme contaminées, sont désinfectées ;

6° l'eau de la cale est évacuée après désinfection.

L'autorité sanitaire peut ordonner la substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord.

Il peut être interdit de laisser s'écouler ou de jeter dans les eaux du port des déjections humaines, à moins de désinfection préalable.

ART. 27. Les navires *suspects de choléra* sont soumis aux mesures qui sont prescrites sous les numéros 1°, 4°, 5° et 6° de l'article 26.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne doit pas dépasser cinq jours à dater de l'arrivée du navire. Il est recommandé d'empêcher, pendant le même temps, le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

ART. 28. Les navires *indemnes de choléra* sont admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que puisse prescrire à leur sujet l'autorité du port

d'arrivée consiste dans les mesures prévues aux numéros 1°, 4° et 6° de l'article 26.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance qui ne doit pas dépasser cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé.

Il est recommandé d'empêcher, pendant le même temps, le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

L'autorité compétente du port d'arrivée peut toujours réclamer sous serment un certificat du médecin du bord ou, à son défaut, du capitaine, attestant qu'il n'y a pas eu de cas de choléra sur le navire depuis le départ.

ART. 29. L'autorité compétente tiendra compte, pour l'application des mesures indiquées dans les articles 21 à 28, de la présence d'un médecin et d'appareils de désinfection (étuves) à bord des navires des trois catégories susmentionnées.

En ce qui concerne la peste, elle aura égard également à l'installation à bord d'appareils de destruction des rats.

Les autorités sanitaires des Etats auxquels il conviendrait de s'entendre sur ce point, pourront dispenser de la visite médicale et d'autres mesures les navires indemnes qui auraient à bord un médecin spécialement commissionné par leur pays.

ART. 30. Des mesures spéciales peuvent être prescrites à l'égard des navires encombrés, notamment des navires d'émigrants ou de tout autre navire offrant de mauvaises conditions d'hygiène.

ART. 31. Tout navire qui ne veut pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port en vertu des stipulations de la présente Convention est libre de reprendre la mer.

Il peut être autorisé à débarquer ses marchandises après que les précautions nécessaires auront été prises, à savoir :

1° isolement du navire, de l'équipage et des passagers ;

2° en ce qui concerne la peste, demande de renseignements relatifs à l'existence d'une mortalité insolite parmi les rats ;

3° en ce qui concerne le choléra, évacuation de l'eau de cale après désinfection et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord.

Il peut également être autorisé à débarquer des passagers qui en font la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité locale.

ART. 32. Les navires d'une provenance contaminée qui ont été désinfectés et ont été l'objet de mesures sanitaires appliquées d'une façon suffisante, ne subiront pas une seconde fois ces mesures à leur arrivée dans un port nouveau, à la condition qu'il ne se soit produit aucun cas depuis que la désinfection a été pratiquée, et qu'ils n'aient pas fait escale dans un port contaminé.

Quand un navire débarque seulement des passagers et leurs bagages ou la malle postale, sans avoir été en communication avec la terre ferme, il n'est pas considéré comme ayant touché le port.

ART. 33. Les passagers arrivés par un navire infecté ont la faculté de réclamer de l'autorité sanitaire du port un certificat indiquant la date de leur arrivée et les mesures auxquelles ils ont été soumis, ainsi que leurs bagages.

ART. 34. Les bateaux de cabotage feront l'objet d'un régime spécial à établir d'un commun accord entre les pays intéressés.

ART. 35. Sans préjudice du droit qu'ont les Gouvernements de se mettre d'accord pour organiser des stations sanitaires communes, chaque pays doit pourvoir au moins un des ports du littoral de chacune de ses mers d'une organisation et d'un outillage suffisants pour recevoir un navire, quel que soit son état sanitaire.

Lorsqu'un navire indemne, venant d'un port contaminé, arrive dans un grand port de navigation maritime, il est recommandé de ne pas le renvoyer à un autre port en vue de l'exécution des mesures sanitaires prescrites.

Dans chaque pays, les ports ouverts aux provenances de ports contaminés de peste ou de choléra doivent être outillés de telle façon que les navires indemnes puissent y subir, dès leur arrivée, les mesures prescrites, et ne soient pas envoyés, à cet effet, dans un autre port.

Les Gouvernements feront connaître les ports qui sont ouverts chez eux aux provenances de ports contaminés de peste ou de choléra.

ART. 36. Il est recommandé que, dans les grands ports de navigation maritime, il soit établi :

(a) un service médical régulier du port et une surveillance médicale permanente de l'état sanitaire des équipages et de la population du port ;

(b) des locaux appropriés à l'isolement des malades et à l'observation des personnes suspectes ;

(c) les installations nécessaires à une désinfection efficace et des laboratoires bactériologiques ;

(d) un service d'eau potable non suspecte à l'usage du port et l'application d'un système présentant toute la sécurité possible pour l'enlèvement des déchets et ordures.

Section IV. — *Mesures aux frontières de terre. — Voyageurs. — Chemins de fer. — Zones frontières. — Voies fluviales.*

ART. 37. Il ne doit plus être établi de quarantaines terrestres.

Seules, les personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra peuvent être retenues aux frontières.

Ce principe n'exclut pas le droit, pour chaque Etat, de fermer au besoin une partie de ses frontières.

ART. 38. Il importe que les voyageurs soient soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance de la part du personnel des chemins de fer.

ART. 39. L'intervention médicale se borne à une visite des voyageurs et aux soins à donner aux malades. Si cette visite se fait, elle est combinée, autant que possible, avec la visite douanière, de manière que les voyageurs soient retenus le moins longtemps possible. Les personnes visiblement indisposées sont seules soumises à un examen médical approfondi.

ART. 40. Dès que les voyageurs venant d'un endroit contaminé seront arrivés à destination, il serait de la plus haute utilité de les soumettre à une surveillance qui ne devrait pas dépasser dix ou cinq jours à compter de la date du départ, suivant qu'il s'agit respectivement de peste ou de choléra.

ART. 41. Les Gouvernements se réservent le droit de prendre des mesures particulières à l'égard de certaines catégories de personnes, notamment des bohémiens et des vagabonds, des émigrants et des personnes voyageant ou passant la frontière par troupes.

ART. 42. Les voitures affectées au transport des voyageurs, de la poste et des bagages ne peuvent être retenues aux frontières.

S'il arrive qu'une de ces voitures soit contaminée ou ait été occupée par un malade atteint de peste ou de choléra, elle sera détachée du train pour être désinfectée le plus tôt possible.

Il en sera de même pour les wagons à marchandises.

ART. 43. Les mesures concernant le passage aux frontières du personnel des chemins de fer et de la poste sont du ressort des administrations intéressées. Elles sont combinées de façon à ne pas entraver le service.

ART. 44. Le règlement du trafic-frontière et des questions inhérentes à ce trafic, ainsi que l'adoption des mesures exceptionnelles de surveillance, doivent être laissés à des arrangements spéciaux entre les Etats limitrophes.

ART. 45. Il appartient aux Gouvernements des Etats riverains de régler, par des arrangements spéciaux, le régime sanitaire des voies fluviales.

TITRE II

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX PAYS SITUÉS HORS D'EUROPE.

CHAPITRE I.

*Provenances par mer.*Section I. — *Mesures dans les ports contaminés au départ des navires.*

ART. 46. L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces pour empêcher l'embarquement des personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra.

Toute personne prenant passage à bord d'un navire doit être, au moment de l'embarquement, examinée individuellement, de jour, à terre, pendant le temps nécessaire, par un médecin délégué de l'autorité publique. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette visite.

Par dérogation à cette stipulation, à Alexandrie et à Port-Saïd, la visite médicale peut avoir lieu à bord, quand l'autorité sanitaire locale le juge utile, sous la réserve que les passagers de 3^e classe ne seront plus ensuite autorisés à quitter le bord. Cette visite médicale peut être faite de nuit pour les passagers de 1^{re} et de 2^e classes, mais non pour les passagers de 3^e classe.

ART. 47. L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces :

1^o pour empêcher l'exportation de marchandises ou objets quelconques qu'elle considérerait comme contaminés et qui n'auraient pas été préalablement désinfectés à terre sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique ;

2^o en cas de peste, pour empêcher l'embarquement des rats ;

3^o en cas de choléra, pour veiller à ce que l'eau potable embarquée soit saine.

Section II. — *Mesures à l'égard des navires ordinaires venant des ports du Nord contaminés et se présentant à l'entrée du canal de Suez ou dans les ports égyptiens.*

ART. 48. Les navires ordinaires indemnes venant d'un port, contaminé de peste ou de choléra, d'Europe ou du bassin de la Méditerranée, et se présentant pour passer le canal de Suez, obtiennent le passage en quarantaine. Ils continuent leur trajet en observation de cinq jours.

ART. 49. Les navires ordinaires indemnes, qui veulent aborder en Egypte, peuvent s'arrêter à Alexandrie ou à Port-Saïd, où les passagers achèveront le temps de l'observation de cinq jours, soit à bord, soit dans une station sanitaire, selon la décision de l'autorité sanitaire locale.

ART. 50. Les mesures auxquelles seront soumis les navires *infectés* et *suspects*, venant d'un port contaminé de peste ou de choléra d'Europe ou des rives de la Méditerranée, et désirant aborder dans un des ports d'Egypte ou passer le canal de Suez, seront déterminées par le Conseil sanitaire d'Egypte, conformément aux stipulations de la présente Convention.

Les règlements contenant ces mesures devront, pour devenir exécutoires, être acceptés par les diverses Puissances représentées au Conseil ; ils fixeront le régime imposé aux navires, aux passagers et aux marchandises et devront être présentés dans le plus bref délai possible.

Section III. — Mesures dans la Mer Rouge.

A. Mesures à l'égard des navires ordinaires venant du Sud se présentant dans les ports de la Mer Rouge ou allant vers la Méditerranée.

ART. 51. Indépendamment des dispositions générales qui font l'objet de la section III du chapitre 2 du titre I, concernant la classification et le régime des navires infectés, suspects ou indemnes, les prescriptions spéciales, contenues dans les articles ci-après, sont applicables aux navires ordinaires venant du Sud et entrant dans la Mer Rouge.

ART. 52. Les navires *indemnes* devront avoir complété ou auront à compléter, en observation, cinq jours pleins à partir du moment de leur départ du dernier port contaminé.

Ils auront la faculté de passer le canal de Suez en quarantaine et entreranno dans la Méditerranée en continuant l'observation susdite de cinq jours. Les navires ayant un médecin et une étuve ne subiront pas la désinfection avant le transit en quarantaine.

ART. 53. Les navires *suspects* sont traités d'une façon différente suivant qu'ils ont ou qu'ils n'ont pas à bord un médecin et un appareil à désinfection (étuve).

(a.) Les navires, ayant un médecin et un appareil de désinfection (étuve), remplissant les conditions voulues, sont admis à passer le canal de Suez en quarantaine dans les conditions du règlement pour le transit.

(b.) Les autres navires suspects, n'ayant ni médecin ni appareil de désinfection (étuve), sont, avant d'être admis à transiter en quarantaine, retenus à Suez ou aux Sources de Moïse pendant le temps nécessaire pour exécuter les mesures de désinfection prescrites et s'assurer de l'état sanitaire du navire.

S'il s'agit de navires postaux ou de paquebots spécialement affectés au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord, si l'autorité locale a l'assurance, par une constatation officielle, que les mesures d'assainissement et de désinfection ont été convenablement pratiquées, soit au point de départ, soit pendant la traversée, le passage en quarantaine est accordé.

S'il s'agit de navires postaux ou de paquebots spécialement affectés au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord, si le dernier cas de peste ou de choléra remonte à plus de sept jours et si l'état sanitaire du navire est satisfaisant, la libre pratique peut être donnée à Suez, lorsque les opérations réglementaires sont terminées.

Lorsqu'un bateau a un trajet indemne de moins de sept jours, les passagers à destination d'Egypte sont débarqués dans un établissement désigné par le Conseil d'Alexandrie et isolés pendant le temps nécessaire pour compléter l'observation de cinq jours. Leur linge sale et leurs effets à usage sont désinfectés. Ils reçoivent alors la libre pratique.

Les bateaux ayant un trajet indemne de moins de sept jours et demandant à obtenir la libre pratique en Egypte sont retenus dans un établissement désigné par le Conseil d'Alexandrie le temps nécessaire pour compléter l'observation de cinq jours; ils subissent les mesures réglementaires concernant les navires suspects.

Lorsque la peste ou le choléra s'est montré exclusivement dans l'équipage, la désinfection ne porte que sur le linge sale de celui-ci, mais sur tout ce linge sale, et s'étend également aux postes d'habitation de l'équipage.

ART. 54. Les navires infectés se divisent en navires avec médecin et appareil de désinfection (étuve) et navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve).

(a.) Les navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve) sont arrêtés aux Sources de Moïse⁽¹⁾; les personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées dans un hôpital. La désinfection est pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier si la peste ou le choléra venait à se développer. Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers sont désinfectés ainsi que le navire.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas du déchargement des marchandises, mais seulement de la désinfection de la partie du navire qui a été infectée.

(1) Les malades sont autant que possible débarqués aux Sources de Moïse; les autres personnes peuvent subir l'observation dans une station sanitaire désignée par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte (lazaret des pilotes).

Les passagers resteront pendant cinq jours dans un établissement désigné par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Égypte. Lorsque les cas de peste ou de choléra remonteront à plusieurs jours, la durée de l'isolement sera diminuée. Cette durée variera selon l'époque de la guérison, de la mort ou de l'isolement du dernier malade. Ainsi lorsque le dernier cas de peste ou de choléra se sera terminé depuis six jours par la guérison ou la mort, ou que le dernier malade aura été isolé depuis six jours, l'observation durera un jour; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de cinq jours, l'observation sera de deux jours; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de quatre jours, l'observation sera de trois jours; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de trois jours, l'observation sera de quatre jours; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de deux jours ou d'un jour, l'observation sera de cinq jours.

(b.) Les navires avec médecin et appareil de désinfection (étuve) sont arrêtés aux Sources de Moïse. Le médecin du bord doit déclarer, sous serment, quelles sont les personnes à bord présentant des symptômes de peste, de choléra. Ces malades sont débarqués et isolés.

Après le débarquement de ces malades, le linge sale du reste des passagers, que l'autorité sanitaire considérera comme dangereux, et de l'équipage subira la désinfection à bord.

Lorsque la peste ou le choléra se sera montré exclusivement dans l'équipage, la désinfection du linge ne portera que sur le linge sale de l'équipage et le linge des postes de l'équipage.

Le médecin du bord doit indiquer aussi, sous serment, la partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades ont été transportés. Il doit déclarer également, sous serment, quelles sont les personnes qui ont été en rapport avec le pestiféré ou le cholérique depuis la première manifestation de la maladie, soit par des contacts directs, soit par des contacts avec des objets qui pourraient être contaminés. Ces seules personnes seront considérées comme suspectes.

La partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades auront été transportés, seront complètement désinfectés. On entend par « partie du navire » la cabine du malade, les cabines attenantes, le couloir de ces cabines, le pont, les parties du pont sur lesquelles le ou les malades auraient séjourné.

S'il est impossible de désinfecter la partie ou le compartiment du navire qui a été occupé par les personnes atteintes de peste ou de choléra, sans débarquer les personnes déclarées suspectes, ces personnes seront ou placées sur un autre navire spécialement affecté à cet usage, ou débarquées et logées dans l'établissement sanitaire, sans contact avec les malades, lesquels doivent être placés dans l'hôpital.

La durée de ce séjour sur le navire ou à terre pour la désinfection sera aussi courte que possible et n'excédera pas vingt-quatre heures.

Les suspects subiront, soit sur leur bâtiment, soit sur le navire

affecté à cet usage, une observation dont la durée variera suivant les cas et dans les termes prévus au 3^e alinéa du paragraphe (a).

Le temps pris par les opérations réglementaires est compris dans la durée de l'observation.

Le passage en quarantaine peut être accordé avant l'expiration des délais indiqués ci-dessus, si l'autorité sanitaire le juge possible. Il sera, en tout cas, accordé lorsque la désinfection aura été accomplie, si le navire abandonne, outre ses malades, les personnes indiquées ci-dessus comme « suspects ».

Une étuve placée sur un ponton peut venir accoster le navire pour rendre plus rapides les opérations de désinfection.

Les navires infectés demandant à obtenir la libre pratique en Egypte sont retenus aux Sources de Moïse cinq jours; ils subissent, en outre, les mêmes mesures que celles adoptées pour les navires infectés arrivant en Europe.

B. Mesures à l'égard des navires ordinaires venant de ports contaminés du Hedjaz, en temps de pèlerinage.

ART. 55. A l'époque du pèlerinage de la Mecque, si la peste ou le choléra sevit au Hedjaz, les navires provenant du Hedjaz ou de toute autre partie de la côte arabique de la Mer Rouge, sans y avoir embarqué des pèlerins ou masses analogues et qui n'ont pas eu à bord, durant la traversée, d'accident suspect, sont placés dans la catégorie des navires ordinaires suspects. Ils sont soumis aux mesures préventives et au traitement imposés à ces navires.

S'ils sont à destination de l'Egypte, ils subissent, dans un établissement sanitaire désigné par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire, une observation de cinq jours, à compter de la date du départ, pour le choléra comme pour la peste. Ils sont soumis en outre à toutes les mesures prescrites pour les bateaux suspects (désinfection, etc.) et ne sont admis à la libre pratique qu'après visite médicale favorable.

Il est entendu que si les navires, durant la traversée, ont eu des accidents suspects, l'observation sera subie aux Sources de Moïse et sera de cinq jours, qu'il s'agisse de peste ou de choléra.

Section IV. — *Organisation de la surveillance et de la désinfection à Suez et aux Sources de Moïse.*

ART 56. La visite médicale prévue par les règlements est faite pour chaque navire arrivant à Suez par un ou plusieurs médecins de la station; elle est faite de jour pour les provenances des ports contaminés de peste ou de choléra. Elle peut avoir lieu même de nuit sur ces navires qui se présentent pour transiter le canal s'ils sont éclairés à la lumière électrique et toutes les fois que l'autorité sanitaire locale a l'assurance que les conditions d'éclairage sont suffisantes.

ART. 57. Les médecins de la station de Suez sont au nombre de sept au moins, un médecin en chef, six titulaires. Ils doivent être pourvus d'un diplôme régulier et choisis de préférence parmi les médecins ayant fait des études spéciales pratiques d'épidémiologie et de bactériologie. Ils sont nommés par le Ministre de l'Intérieur, sur la présentation du Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte. Ils reçoivent un traitement qui, de huit mille francs, peut s'élever progressivement à douze mille francs pour les six médecins et de douze mille à quinze mille francs pour le médecin en chef.

Si le service médical était encore insuffisant, on aurait recours aux médecins de la marine des différents Etats : ces médecins seraient placés sous l'autorité du médecin en chef de la station sanitaire.

ART. 58. Un corps de gardes sanitaires est chargé d'assurer la surveillance et l'exécution des mesures de prophylaxie appliquées dans le canal de Suez, à l'établissement des Sources de Moïse et à Tor.

ART. 59. Ce corps comprend dix gardes.

Il est recruté parmi les anciens sous-officiers des armées et marines européennes et égyptiennes.

Les gardes sont nommés, après que leur compétence a été constatée par le Conseil, dans les formes prévues à l'article 14 du décret khédivial du 19 Juin 1893.

ART. 60. Les gardes sont divisés en deux classes :

la 1^{re} classe comprend quatre gardes ;

la 2^e comprend six gardes.

ART. 61. La solde annuelle allouée aux gardes est pour :

la 1^{re} classe, de 160 l. ég. à 200 l. ég. ;

la 2^e classe, de 120 l. ég. à 168 l. ég. ;

avec augmentation progressive jusqu'à ce que le maximum soit atteint.

ART. 62. Les gardes sont investis du caractère d'agents de la force publique, avec droit de réquisition en cas d'infraction aux règlements sanitaires.

Ils sont placés sous les ordres immédiats du directeur de l'office de Suez ou de Tor.

Ils doivent être initiés à toutes les pratiques et à toutes les opérations de désinfection usitées, et connaître la manipulation des substances et instruments employés à cet effet.

ART. 63. La station de désinfection et d'isolement des Sources de Moïse est placée sous l'autorité du médecin en chef de Suez.

Si des malades y sont débarqués, deux des médecins de Suez y seront internés, l'un pour soigner les pesteux ou les cholériques, l'autre pour soigner les personnes non atteintes de peste ou de choléra.

Dans le cas où il y aurait à la fois des pesteux, des cholériques et

d'autres malades, le nombre des médecins internés sera porté à trois : un pour les pesteux, un pour les cholériques et le troisième pour les autres malades.

ART. 64. La station de désinfection et d'isolement des Sources de Moïse doit comprendre :

1° trois étuves à désinfection au moins, dont une placée sur un ponton, et l'outillage nécessaire pour la destruction des rats ;

2° deux hôpitaux d'isolement, chacun de douze lits, l'un pour les pesteux et les suspects de peste, l'autre pour les personnes atteintes ou suspectes de choléra. Ces hôpitaux doivent être disposés de façon à ce que, dans chacun d'eux, les malades, les suspects, les hommes et les femmes soient isolés les uns des autres ;

3° des baraquements, des tentes-hôpital et des tentes ordinaires pour les personnes débarquées ;

4° des baignoires et des douches-lavages en nombre suffisant ;

5° les bâtiments nécessaires pour les services communs, le personnel médical, les gardes, etc. ; un magasin, une buanderie ;

6° un réservoir d'eau ;

7° les divers bâtiments doivent être disposés de telle façon qu'il n'y ait pas de contact possible entre les malades, les objets infectés ou suspects et les autres personnes.

ART. 65. Un mécanicien est spécialement chargé de l'entretien des étuves placées aux Sources de Moïse.

Section V. — *Passage en quarantaine du canal de Suez.*

ART. 66. L'autorité sanitaire de Suez accorde le passage en quarantaine. Le Conseil en est immédiatement informé.

Dans les cas douteux, la décision est prise par le Conseil.

ART. 67. Dès que l'autorisation prévue à l'article précédent est accordée, un télégramme est expédié à l'autorité désignée par chaque Puissance. L'expédition du télégramme est faite au frais du navire.

ART. 68. Chaque Puissance édictera des dispositions pénales contre les bâtiments qui, abandonnant le parcours indiqué par le capitaine, aborderaient indûment un des ports du territoire de cette Puissance. Seront exceptés les cas de force majeure et de relâche forcée.

ART. 69. Lors de l'arraisonnement, le capitaine est tenu de déclarer s'il a à son bord des équipes de chauffeurs indigènes ou de serviteurs à gages quelconques, non inscrits sur le rôle d'équipage ou le registre à cet usage.

Les questions suivantes sont notamment posées aux capitaines de tous les navires se présentant à Suez, venant du Sud. Ils y répondent sous serment :

« Avez-vous des auxiliaires : chauffeurs ou autres gens de service, non inscrits sur le rôle de l'équipage ou sur le registre spécial ? Quelle est leur nationalité ? Où les avez-vous embarqués ? »

Les médecins sanitaires doivent s'assurer de la présence de ces auxiliaires et s'ils constatent qu'il y a des manquants parmi eux, chercher avec soin les causes de l'absence.

ART. 70. Un officier sanitaire et deux gardes sanitaires montent à bord. Ils doivent accompagner le navire jusqu'à Port-Saïd. Ils ont pour mission d'empêcher les communications et de veiller à l'exécution des mesures prescrites pendant la traversée du canal.

ART. 71. Tout embarquement ou débarquement et tout transbordement de passagers ou de marchandises sont interdits pendant le parcours du canal de Suez à Port-Saïd.

Toutefois, les voyageurs peuvent s'embarquer à Port-Saïd en quarantaine.

ART. 72. Les navires transitant en quarantaine doivent effectuer le parcours de Suez à Port-Saïd sans garage.

En cas d'échouage ou de garage indispensable, les opérations nécessaires sont effectuées par le personnel du bord, en évitant toute communication avec le personnel de la Compagnie du canal de Suez.

ART. 73. Les transports de troupes par bateaux suspects ou infectés transitant en quarantaine sont tenus de traverser le canal seulement de jour. S'ils doivent séjourner de nuit dans le canal, ils prennent leur mouillage au lac Timsah ou dans le grand lac.

ART. 74. Le stationnement des navires transitant en quarantaine est interdit dans le port de Port-Saïd, sauf dans les cas prévus aux articles 71, alinéa 2, et 75.

Les opérations de ravitaillement doivent être pratiquées avec les moyens du bord.

Les chargeurs ou toutes autres personnes qui seraient montés à bord, sont isolés sur le ponton quarantenaire. Leurs vêtements y subissent la désinfection réglementaire.

ART. 75. Lorsqu'il est indispensable, pour les navires transitant en quarantaine de prendre du charbon à Port-Saïd, ces navires doivent exécuter cette opération dans un endroit offrant les garanties nécessaires d'isolement et de surveillance sanitaire, qui sera indiqué par le Conseil sanitaire. Pour les navires à bord desquels une surveillance efficace de cette opération est possible et où tout contact avec les gens du bord peut être évité, le charbonnage par les ouvriers du port est autorisé. La nuit, le lieu de l'opération doit être éclairé à la lumière électrique.

ART. 76. Les pilotes, les électriciens, les agents de la Compagnie et les gardes sanitaires sont déposés à Port-Saïd, hors du port, entre les

jetées, et de là, conduits directement au ponton de quarantaine, où leurs vêtements subissent la désinfection lorsqu'elle est jugée nécessaire.

ART. 77. Les navires de guerre ci-après déterminés bénéficient, pour le passage du canal de Suez, des dispositions suivantes :

Ils seront reconnus indemnes par l'autorité quarantenaire sur la production d'un certificat émanant des médecins du bord, contresigné par le Commandant et affirmant sous serment :

(a) qu'il n'y a eu à bord, soit au moment du départ, soit pendant la traversée, aucun cas de peste ou de choléra ;

(b) qu'une visite minutieuse de toutes les personnes existant à bord, sans exception, a été passée moins de douze heures avant l'arrivée dans le port égyptien et qu'elle n'a révélé aucun cas de ces maladies.

Ces navires sont exempts de la visite médicale et reçoivent immédiatement libre pratique, à la condition qu'ils aient complété, à partir de leur départ du dernier port contaminé, une période de cinq jours pleins.

Ceux de ces navires qui n'ont pas complété la période exigée, peuvent transiter le canal en quarantaine sans subir la visite médicale, pourvu qu'ils produisent le susdit certificat à l'autorité quarantenaire.

L'autorité quarantenaire a néanmoins le droit de faire pratiquer, par ses agents, la visite médicale à bord des navires de guerre toutes les fois qu'elle le juge nécessaire.

Les navires de guerre, suspects ou infectés, seront soumis aux règlements en vigueur.

Ne sont considérées comme navires de guerre que les unités de combat. Les bateaux-transports, les navires-hôpitaux entrent dans la catégorie des navires ordinaires.

ART. 78. Le Conseil maritime et quarantenaire d'Egypte est autorisé à organiser le transit du territoire égyptien, par voie ferrée, des malles postales et des passagers ordinaires venant de pays contaminés dans des trains quarantenaires, sous les conditions déterminées dans l'annexe n° I.

Section VI. — *Régime sanitaire applicable au Golfe Persique.*

ART. 79. Les navires, avant de pénétrer dans le Golfe Persique, sont arraisonnés à l'établissement sanitaire de l'île d'Ormuz. Ils sont, d'après l'état sanitaire du bord et d'après leur provenance, soumis au régime prévu par la section III du chapitre II du titre I.

Toutefois, les navires qui doivent remonter le Chat-el-Arab seront autorisés, si la durée de l'observation n'est pas terminée, à continuer leur route, à la condition de passer le Golfe Persique et le Chat-el-Arab en quarantaine. Un gardien-chef et deux gardes sanitaires pris à Ormuz surveilleront le bateau jusqu'à Bassorah, où une seconde visite médicale sera pratiquée et où se feront les désinfections nécessaires.

En attendant que la station sanitaire d'Ormuz soit organisée, ce seront des gardes sanitaires pris dans le poste provisoire établi en vertu de l'article 82 ci-après, alinéa 2, qui accompagneront les navires passant en quarantaine jusque dans le Chat-el-Arab, dans l'établissement placé aux environs de Bassorah.

Les bateaux qui doivent toucher aux ports de la Perse pour y débarquer des passagers ou des marchandises pourront faire ces opérations à Bender-Bouchir.

Il est bien entendu qu'un navire qui reste indemne à l'expiration des cinq jours à compter de la date à laquelle il a quitté le dernier port contaminé de peste ou de choléra, recevra la libre pratique dans les ports du Golfe après constatation, à l'arrivée, de son état indemne.

ART. 80. Les articles 20 à 28 de la présente Convention sont applicables, en ce qui concerne la classification des navires ainsi que le régime à leur faire subir dans le Golfe Persique, sous les trois réserves suivantes :

1° la surveillance des passagers et de l'équipage sera toujours remplacée par une observation de même durée ;

2° les navires indemnes ne pourront y recevoir libre pratique qu'à la condition d'avoir complété cinq jours pleins à partir du moment de leur départ du dernier port contaminé ;

3° en ce qui concerne les navires suspects le délai de cinq jours pour l'observation de l'équipage et des passagers comptera à partir du moment où il n'existe plus de cas de peste ou de choléra à bord.

Section VII. — *Etablissements sanitaires du Golfe Persique.*

ART. 81. Des établissements sanitaires doivent être construits sous la direction du Conseil de santé de Constantinople et à ses frais, l'un à l'île d'Ormuz, l'autre aux environs de Bassorah, dans un lieu à déterminer.

Il y aura à la station sanitaire de l'île d'Ormuz deux médecins au moins, des agents sanitaires, des gardes sanitaires et tout un outillage de désinfection et de destruction des rats. Un petit hôpital sera construit.

A la station des environs de Bassorah seront construits un grand lazaret comportant un service médical composé de plusieurs médecins et des installations pour la désinfection des marchandises.

ART. 82. Le Conseil supérieur de santé de Constantinople, qui a sous sa dépendance l'établissement sanitaire de Bassorah, exercera le même pouvoir en ce qui concerne celui d'Ormuz.

En attendant que l'établissement sanitaire d'Ormuz soit construit, un poste sanitaire y sera établi par les soins du Conseil supérieur de santé de Constantinople.

CHAPITRE II.

*Provenances par terre.*Section I. — *Règles générales.*

ART. 83. Les mesures prises sur la voie de terre contre les provenances des régions contaminées de peste ou de choléra doivent être conformes aux principes sanitaires formulés par la présente Convention.

Les pratiques modernes de la désinfection doivent être substituées aux quarantaines de terre. Dans ce but, des étuves et d'autres outillages de désinfection seront disposés dans des points bien choisis sur les routes suivies par les voyageurs.

Les mêmes moyens seront employés sur les lignes de chemins de fer créées ou à créer.

Les marchandises seront désinfectées suivant les principes de la présente Convention.

ART. 84. Chaque Gouvernement est libre de fermer au besoin une partie de ses frontières aux passagers et aux marchandises, dans les endroits où l'organisation d'un contrôle sanitaire rencontre des difficultés.

Section II. — *Frontières terrestres turques.*

ART. 85. Le Conseil supérieur de santé de Constantinople devra organiser sans délai les établissements sanitaires de Hanikin et de Kisil Dizié, près de Bayazid, sur les frontières turco-persane et turco-russe.

TITRE III

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX PÈLERINAGES.

CHAPITRE PREMIER.

Prescriptions générales.

ART. 86. Les dispositions des articles 46 et 47 du titre II sont applicables aux personnes et objets devant être embarqués à bord d'un navire à pèlerins partant d'un port de l'Océan Indien et de l'Océanie, alors même que le port ne serait pas contaminé de peste ou de choléra.

ART. 87. Lorsqu'il existe des cas de peste ou de choléra dans le port,

l'embarquement ne se fait à bord des navires à pèlerins qu'après que les personnes réunies en groupes ont été soumises à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte de la peste ou du choléra.

Il est entendu que, pour exécuter cette mesure, chaque Gouvernement peut tenir compte des circonstances et possibilités locales.

ART. 88. Les pèlerins sont tenus, si les circonstances locales le permettent, de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pèlerinage, spécialement du billet d'aller et retour.

ART. 89. Les navires à vapeur sont seuls admis à faire le transport des pèlerins au long cours. Ce transport est interdit aux autres bateaux.

ART. 90. Les navires à pèlerins faisant le cabotage destinés aux transports de courte durée dits « voyages au cabotage » sont soumis aux prescriptions contenues dans le règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz qui sera publié par le Conseil de santé de Constantinople, conformément aux principes édictés dans la présente Convention.

ART. 91. N'est pas considéré comme navire à pèlerins celui qui, outre ses passagers ordinaires, parmi lesquels peuvent être compris les pèlerins des classes supérieures, embarque des pèlerins de la dernière classe, en proportion moindre d'un pèlerin par cent tonneaux de jauge brute.

ART. 92. Tout navire à pèlerins, à l'entrée de la Mer Rouge et du Golfe Persique, doit se conformer aux prescriptions contenues dans le règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz qui sera publié par le Conseil de santé de Constantinople, conformément aux principes édictés dans la présente Convention.

ART. 93. Le capitaine est tenu de payer la totalité des taxes sanitaires exigibles des pèlerins. Elles doivent être comprises dans le prix du billet.

ART. 94. Autant que faire se peut, les pèlerins qui débarquent ou embarquent dans les stations sanitaires ne doivent avoir entre eux aucun contact sur les points de débarquement.

Les navires, après avoir débarqué leurs pèlerins, doivent changer de mouillage pour opérer le rembarquement.

Les pèlerins débarqués doivent être répartis au campement en groupes aussi peu nombreux que possible.

Il est nécessaire de leur fournir une bonne eau potable, soit qu'on la trouve sur place, soit qu'on l'obtienne par distillation.

ART. 95. Lorsqu'il y a de la peste ou du choléra au Hedjaz, les vivres emportés par les pèlerins sont détruits si l'autorité sanitaire le juge nécessaire.

CHAPITRE II.

*Navires à pèlerins. — Installations sanitaires.*Section I. — *Conditionnement général des navires.*

ART. 96. Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

En dehors de l'équipage, le navire doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, une surface de 1 m. 50 carrés, c'est-à-dire 16 pieds carrés anglais, avec une hauteur d'entrepont d'environ 1 m. 80.

Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace d'au moins 2 mètres de largeur dans le long des plats-bords du navire.

ART. 97. De chaque côté du navire, sur le pont, doit être réservé un endroit dérobé à la vue et pourvu d'une pompe à main, de manière à fournir de l'eau de mer pour les besoins des pèlerins. Un local de cette nature doit être exclusivement affecté aux femmes.

ART. 98. Le navire doit être pourvu, outre les lieux d'aisances, à l'usage de l'équipage, de latrines à effet d'eau ou pourvues d'un robinet dans la proportion d'au moins une latrine pour chaque centaine de personnes embarquées.

Des latrines doivent être affectées exclusivement aux femmes.

Des lieux d'aisances ne doivent pas exister dans les entreponts ni dans la cale.

ART. 99. Le navire doit être muni de deux locaux affectés à la cuisine personnelle des pèlerins. Il est interdit aux pèlerins de faire du feu ailleurs, notamment sur le pont.

ART. 100. Une infirmerie régulièrement installée et offrant de bonnes conditions de sécurité et de salubrité doit être réservée aux logements des malades.

Elle doit pouvoir recevoir au moins 5 p. o/o des pèlerins embarqués à raison de 3 mètres carrés par tête.

ART. 101. Le navire doit être pourvu des moyens d'isoler les personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra.

ART. 102. Chaque navire doit avoir à bord les médicaments, les désinfectants et les objets nécessaires aux soins des malades. Les règlements faits pour ce genre de navires par chaque Gouvernement doivent déterminer la nature et la quantité des médicaments (1). Les soins et les remèdes sont fournis gratuitement aux pèlerins.

(1) Il est désirable que chaque navire soit muni des principaux agents d'immunisation (sérum antipesteux, vaccin de Hafkine, etc.).

ART. 103. Chaque navire embarquant des pèlerins doit avoir à bord un médecin régulièrement diplômé et commissionné par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient ou par le Gouvernement du port où le navire prend des pèlerins. Un second médecin doit être embarqué dès que le nombre des pèlerins portés par le navire dépasse mille.

ART. 104. Le capitaine est tenu de faire apposer à bord, dans un endroit apparent et accessible aux intéressés, des affiches rédigées dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, et indiquant :

- 1° la destination du navire ;
- 2° le prix des billets ;
- 3° la ration journalière en eau et en vivres allouée à chaque pèlerin ;
- 4° le tarif des vivres non compris dans la ration journalière et devant être payés à part.

ART. 105. Les gros bagages des pèlerins sont enregistrés, numérotés et placés dans la cale. Les pèlerins ne peuvent garder avec eux que les objets strictement nécessaires. Les règlements faits pour ses navires par chaque Gouvernement en déterminent la nature, la quantité et les dimensions.

ART. 106. Les prescriptions du chapitre I, du chapitre II (sections I, II et III), ainsi que du chapitre III du présent titre, seront affichées, sous la forme d'un règlement, dans la langue de la nationalité du navire ainsi que dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, en un endroit apparent et accessible, sur chaque pont et entrepont de tout navire transportant des pèlerins.

Section II. — *Mesures à prendre avant le départ.*

ART. 107. Le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de déclarer à l'autorité compétente du port de départ son intention d'embarquer des pèlerins, au moins trois jours avant le départ. Dans les ports d'escale, le capitaine ou, à défaut de capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de faire cette même déclaration douze heures avant le départ du navire. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour le départ et la destination du navire.

ART. 108. A la suite de la déclaration prescrite par l'article précédent, l'autorité compétente fait procéder, aux frais du capitaine, à l'inspection et au mesurage du navire. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette inspection.

Il est procédé seulement à l'inspection, si le capitaine est déjà pourvu d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité compétente de son

pays, à moins qu'il n'y ait soupçon que le document ne réponde plus à l'état actuel du navire (1).

ART. 109. L'autorité compétente ne permet le départ d'un navire à pèlerins qu'après s'être assurée :

(a) que le navire a été mis en état de propreté parfaite et, au besoin, désinfecté ;

(b) que le navire est en état d'entreprendre le voyage sans danger, qu'il est bien équipé, bien aménagé, bien aéré, pourvu d'un nombre suffisant d'embarcations, qu'il ne contient rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santé ou à la sécurité des passagers, que le pont est en bois ou en fer recouvert de bois ;

(c) qu'il existe à bord, en sus de l'approvisionnement de l'équipage et convenablement arrimés, des vivres ainsi que du combustible, le tout de bonne qualité et en quantité suffisante pour tous les pèlerins et pour toute la durée déclarée du voyage ;

(d) que l'eau potable embarquée est de bonne qualité et a une origine à l'abri de toute contamination ; qu'elle existe en quantité suffisante ; qu'à bord les réservoirs d'eau potable sont à l'abri de toute souillure et fermés de sorte que la distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes. Les appareils de distribution dits « suçoirs » sont absolument interdits ;

(e) que le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité d'eau de 5 litres au moins, par tête et par jour, pour toute personne embarquée, y compris l'équipage ;

(f) que le navire possède une étuve à désinfection dont la sécurité et l'efficacité auront été constatées par l'autorité sanitaire du port d'embarquement des pèlerins ;

(g) que l'équipage comprend un médecin diplômé et commissionné (2), soit par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient, soit par le Gouvernement du port où le navire prend des pèlerins, et que le navire possède des médicaments, le tout conformément aux articles 102 et 103 ;

(h) que le pont du navire est dégagé de toutes marchandises et objets encombrants ;

(i) que les dispositions du navire sont telles que les mesures prescrites par la Section III ci-après peuvent être exécutées.

ART. 110. Le capitaine ne peut partir qu'autant qu'il a en mains :

(1) L'autorité compétente est actuellement : dans les Indes anglaises, un fonctionnaire (*officer*) désigné à cet effet par le Gouvernement local (*Native Passenger Ships Act*, 1887. art. 7) ; dans les Indes néerlandaises, le maître du port ; en Turquie, l'autorité sanitaire ; en Autriche-Hongrie, l'autorité du port ; en Italie, le capitaine de port ; en France, en Tunisie et en Espagne, l'autorité sanitaire ; en Egypte, l'autorité sanitaire quarantenaire, etc.

(2) Exception est faite pour les Gouvernements qui n'ont pas de médecins commissionnés.

1° une liste visée par l'autorité compétente et indiquant le nom, le sexe et le nombre total des pèlerins qu'il est autorisé à embarquer ;

2° une patente de santé constatant le nom, la nationalité et le tonnage du navire, le nom du capitaine, celui du médecin, le nombre exact des personnes embarquées ; équipage, pèlerins et autres passagers, la nature de la cargaison, le lieu du départ ;

L'autorité compétente indique sur la patente si le chiffre réglementaire des pèlerins est atteint ou non, et, dans le cas où il ne le serait pas, le nombre complémentaire des passagers que le navire est autorisé à embarquer dans les escales subséquentes.

Section III. — *Mesures à prendre pendant la traversée.*

ART. 111. Le pont doit, pendant la traversée, rester dégagé des objets encombrants ; il doit être réservé jour et nuit aux personnes embarquées et mis gratuitement à leur disposition.

ART. 112. Chaque jour, les entreponts doivent être nettoyés avec soin et frottés au sable sec, avec lequel on mélange des désinfectants, pendant que les pèlerins sont sur le pont.

ART. 113. Les latrines destinées aux passagers, aussi bien que celles de l'équipage, doivent être tenues proprement, nettoyées et désinfectées trois fois par jour.

ART. 114. Les excréments et déjections des personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra doivent être recueillis dans des vases contenant une solution désinfectante. Ces vases sont vidés dans les latrines, qui doivent être rigoureusement désinfectées après chaque projection de matières.

ART. 115. Les objets de literie, les tapis, les vêtements qui ont été en contact avec les malades visés dans l'article précédent, doivent être immédiatement désinfectés. L'observation de cette règle est spécialement recommandée pour les vêtements des personnes qui approchent ces malades, et qui ont pu être souillés.

Ceux des objets ci-dessus qui n'ont pas de valeur doivent être, soit jetés à la mer, si le navire n'est pas dans un port ni dans un canal, soit détruits par le feu. Les autres doivent être portés à l'étuve dans des sacs imperméables lavés avec une solution désinfectante.

ART. 116. Les locaux occupés par les malades, visés dans l'article 100, doivent être rigoureusement désinfectés.

ART. 117. Les navires à pèlerins sont obligatoirement soumis à des opérations de désinfection conformes aux règlements en vigueur sur la matière dans le pays dont ils portent le pavillon.

ART. 118. La quantité d'eau potable mise chaque jour gratuitement

à la disposition de chaque pèlerin, quel que soit son âge, doit être d'au moins 5 litres.

ART. 119. S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable ou sur la possibilité de sa contamination, soit à son origine, soit au cours du trajet, l'eau doit être bouillie ou stérilisée autrement et le capitaine est tenu de la rejeter à la mer au premier port de relâche où il lui est possible de s'en procurer de meilleure.

ART. 120. Le médecin visite les pèlerins, soigne les malades et veille à ce que, à bord, les règles de l'hygiène soient observées. Il doit notamment :

1° s'assurer que les vivres distribués aux pèlerins sont de bonne qualité, que leur quantité est conforme aux engagements pris, qu'ils sont convenablement préparés ;

2° s'assurer que les prescriptions de l'article 118 relatif à la distribution de l'eau sont observées ;

3° s'il y a doute sur la qualité de l'eau potable, rappeler par écrit au capitaine les prescriptions de l'article 119 ;

4° s'assurer que le navire est maintenu en état constant de propreté, et spécialement que les latrines sont nettoyées conformément aux prescriptions de l'article 113 ;

5° s'assurer que les logements des pèlerins sont maintenus salubres, et que, en cas de maladie transmissible, la désinfection est faite conformément aux articles 116 et 117 ;

6° tenir un journal de tous les incidents sanitaires survenus au cours du voyage et présenter ce journal à l'autorité compétente du port d'arrivée.

ART. 121. Les personnes chargées de soigner les malades atteints de peste ou de choléra peuvent seules pénétrer auprès d'eux et ne doivent avoir aucun contact avec les autres personnes embarquées.

ART. 122. En cas de décès survenu pendant la traversée, le capitaine doit mentionner le décès en face du nom sur la liste visée par l'autorité du port de départ, et, en outre, inscrire sur son livre de bord le nom de la personne décédée, son âge, sa provenance, la cause présumée de la mort d'après le certificat du médecin et la date du décès.

En cas de décès par maladie transmissible, le cadavre, préalablement enveloppé d'un suaire imprégné d'une solution désinfectante, doit être jeté à la mer.

ART. 123. Le capitaine doit veiller à ce que toutes les opérations prophylactiques exécutées pendant le voyage soient inscrites sur le livre de bord. Ce livre est présenté par lui à l'autorité compétente du port d'arrivée.

Dans chaque port de relâche, le capitaine doit faire viser par l'autorité compétente la liste dressée en exécution de l'article 110.

Dans le cas où un pèlerin est débarqué en cours de voyage, le capi-

taine doit mentionner sur cette liste le débarquement en face du nom du pèlerin.

En cas d'embarquement, les personnes embarquées doivent être mentionnées sur cette liste conformément à l'article 110 précité et préalablement au visa nouveau que doit apposer l'autorité compétente.

ART. 124. La patente délivrée au port de départ ne doit pas être changée au cours du voyage.

Elle est visée par l'autorité sanitaire de chaque port de relâche. Celle-ci y inscrit :

- 1° le nombre des passagers débarqués ou embarqués dans ce port ;
- 2° les incidents survenus en mer et touchant à la santé ou à la vie des personnes embarquées ;
- 3° l'état sanitaire du port de relâche.

Section IV. — *Mesures à prendre à l'arrivée des pèlerins dans la Mer Rouge.*

A. Régime sanitaire applicable aux navires à pèlerins musulmans venant d'un port contaminé et allant du Sud vers le Hedjaz.

ART. 125. Les navires à pèlerins venant du Sud et se rendant au Hedjaz doivent, au préalable, faire escale à la station sanitaire de Camaran, et sont soumis au régime fixé par les articles 126 à 128.

ART. 126. Les navires reconnus *indemnes* après visite médicale reçoivent libre pratique, lorsque les opérations suivantes sont terminées :

Les pèlerins sont débarqués ; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés ; la durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne doit pas dépasser quarante-huit heures.

Si aucun cas avéré ou suspect de peste ou de choléra n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront réembarqués immédiatement et le navire se dirigera vers le Hedjaz.

Pour la peste, les prescriptions de l'article 23 et de l'article 24 sont appliquées en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord des navires.

ART. 127. Les navires *suspects*, à bord desquels il y a eu des cas de peste ou de choléra au moment du départ, mais aucun cas nouveau de peste ou de choléra depuis sept jours sont traités de la manière suivante :

Les pèlerins sont débarqués ; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs

bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, seront désinfectés.

En temps de choléra, l'eau de la cale est changée.

Les parties du navire habitées par les malades sont désinfectées. La durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne doit pas dépasser quarante-huit heures.

Si aucun cas avéré ou suspect de peste ou de choléra n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins sont réembarqués immédiatement, et le navire est dirigé sur Djeddah, où une seconde visite médicale a lieu à bord. Si son résultat est favorable, et sur le vu de la déclaration écrite des médecins du bord certifiant, sous serment, qu'il n'y a pas eu de cas de peste ou de choléra, pendant la traversée, les pèlerins sont immédiatement débarqués.

Si, au contraire, un ou plusieurs cas avérés ou suspects de peste ou de choléra ont été constatés pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire est renvoyé à Camaran, où il subit de nouveau le régime des navires infectés.

Pour la peste, les prescriptions de l'article 22, troisième aliéna, sont appliquées en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord des navires.

ART. 128. *Les navires infectés*, c'est-à-dire ayant à bord des cas de peste ou de choléra, ou bien ayant présenté des cas de peste ou de choléra depuis sept jours, subissent le régime suivant :

Les personnes atteintes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées à l'hôpital. Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier si la peste ou le choléra venait à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers sont désinfectés ainsi que le navire. La désinfection est pratiquée d'une façon complète.

Toutefois, l'autorité sanitaire locale peut décider que le déchargement des gros bagages et des marchandises n'est pas nécessaire, et qu'une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Les passagers restent à l'établissement de Camaran sept ou cinq jours, suivant qu'il s'agit de peste ou de choléra. Lorsque les cas de peste ou de choléra remontent à plusieurs jours, la durée de l'isolement peut être diminuée. Cette durée peut varier selon l'époque de l'apparition du dernier cas et d'après la décision de l'autorité sanitaire.

Le navire est dirigé ensuite sur Djeddah, où est faite une visite médicale individuelle et rigoureuse. Si son résultat est favorable, le navire reçoit la libre pratique. Si au contraire, des cas avérés de peste ou de choléra se sont montrés à bord pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire est renvoyé à Camaran, où il subit de nouveau le régime des navires infectés.

Pour la peste, le régime prévu par l'article 21 est appliqué en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord des navires.

1° Station de Camaran.

ART. 129. La station de Camaran doit répondre aux conditions ci-après :

l'île sera évacuée complètement par ses habitants.

Pour assurer la sécurité et faciliter le mouvement de la navigation dans la baie de l'île de Camaran, il doit être :

- 1° installé des bouées et des balises en nombre suffisant ;
- 2° construit un môle ou quai principal pour débarquer les passagers et les colis ;
- 3° disposé un appontement différent pour l'embarquement séparé des pèlerins de chaque campement ;
- 4° acquis des chalands en nombre suffisant, avec un remorqueur à vapeur, pour assurer le service de débarquement et d'embarquement des pèlerins.

ART. 130. Le débarquement des pèlerins des navires infectés est opéré par les moyens du bord. Si ces moyens sont insuffisants, les personnes et les chalands qui ont aidé au débarquement subissent le régime des pèlerins et du navire infecté.

ART. 131. La station sanitaire comprendra les installations et l'outillage ci-après : *

1° un réseau de voies ferrées reliant les débarcadères aux locaux de l'Administration et de désinfection ainsi qu'aux locaux des divers services et aux campements ;

2° des locaux pour l'Administration et pour le personnel des services sanitaires et autres ;

3° des bâtiments pour la désinfection et le lavage des effets à usage et autres objets ;

4° des bâtiments où les pèlerins seront soumis à des bains-douches ou à des bains de mer pendant que l'on désinfectera les vêtements en usage ;

5° des hôpitaux séparés pour les deux sexes et complètement isolés :

(a) pour l'observation des suspects,

(b) pour les pesteux,

(c) pour les cholériques,

(d) pour les malades atteints d'autres affections contagieuses,

(e) pour les malades ordinaires ;

6° des campements séparés les uns des autres d'une manière efficace la distance entre eux doit être la plus grande possible ; les logements

destinés aux pèlerins doivent être construits dans les meilleures conditions hygiéniques et ne doivent contenir que vingt-cinq personnes :

7° un cimetière bien situé et éloigné de toute habitation, sans contact avec une nappe d'eau souterraine, et drainé à 0 m. 50 au-dessous du plan des fosses ;

8° des étuves à vapeur en nombre suffisant et présentant toutes les conditions de sécurité, d'efficacité et de rapidité ; des appareils pour la destruction des rats ;

9° des pulvérisateurs, étuves à désinfection et moyens nécessaires pour une désinfection chimique ;

10° des machines à distiller l'eau ; des appareils destinés à la stérilisation de l'eau par la chaleur ; des machines à fabriquer la glace. Pour la distribution de l'eau potable : des canalisations et réservoirs fermés, étanches, et ne pouvant se vider que par des robinets ou des pompes ;

11° un laboratoire bactériologique avec le personnel nécessaire ;

12° une installation de tinettes mobiles pour recueillir les matières fécales préalablement désinfectées et l'épandage de ces matières sur une des parties de l'île les plus éloignées des campements, en tenant compte des conditions nécessaires pour le bon fonctionnement de ces champs d'épandage au point de vue de l'hygiène.

13° Les eaux sales doivent être éloignées des campements sans pouvoir stagner ni servir à l'alimentation. Les eaux-vannes qui sortent des hôpitaux doivent être désinfectées.

ART. 132. L'autorité sanitaire assure, dans chaque campement, un établissement pour les comestibles, un pour le combustible.

Le tarif des prix fixés par l'autorité compétente est affiché en plusieurs endroits du campement et dans les principales langues des pays habités par les pèlerins.

Le contrôle de la qualité des vivres et d'un approvisionnement suffisant est fait chaque jour par le médecin du campement.

L'eau est fournie gratuitement.

2° Stations d'Abou-Ali, Abou-Saad, Djeddah, Vasta et Yambo.

ART. 133. Les stations sanitaires d'Abou-Ali, d'Abou-Saad, de Vasta, ainsi que celles de Djeddah et de Yambo, doivent répondre aux conditions ci-après :

1° création à Abou-Ali, de quatre hôpitaux, deux pour pesteux, hommes et femmes, deux pour cholériques, hommes et femmes ;

2° création à Vasta d'un hôpital pour malades ordinaires ;

3° installation à Abou-Saad et à Vasta de logements en pierre capables de contenir cinquante personnes par logement ;

4° trois étuves de désinfection placées à Abou-Ali, Abou-Saad et

Vasta, avec buanderies, accessoires et appareils pour la destruction des rats ;

5° établissement de douches-lavages à Abou-Saad et à Vasta ;

6° dans chacune des îles d'Abou-Saad et de Vasta, établissement de machines à distiller pouvant fournir ensemble 15 tonnes d'eau par jour ;

7° pour les matières fécales et les eaux sales, le régime sera réglé d'après les principes admis pour Camaran ;

8° un cimetière sera établi dans une des îles ;

9° installations sanitaires de Djeddah et Yambo prévues dans l'article 150, et notamment des étuves et autres moyens de désinfection pour les pèlerins quittant le Hedjaz.

ART. 134. Les règles prescrites pour Camaran, en ce qui concerne les vivres et l'eau, sont applicables aux campements d'Abou-Ali, d'Abou-Saad et de Vasta.

B. Régime sanitaire applicable aux navires à pèlerins musulmans venant du Nord et allant vers le Hedjaz.

ART. 135. Si la présence de la peste ou du choléra n'est pas constatée dans le port de départ ni dans ses environs, et qu'aucun cas de peste ou de choléra ne se soit produit pendant la traversée, le navire est immédiatement admis à la libre pratique.

ART. 136. Si la présence de la peste ou du choléra est constatée dans le port de départ ou dans ses environs, ou si un cas de peste ou de choléra s'est produit pendant la traversée, le navire est soumis, à El-Tor, aux règles instituées pour les navires qui viennent du Sud et qui s'arrêtent à Camaran. Les navires sont ensuite reçus en libre pratique.

Section V. — Mesures à prendre au retour des pèlerins.

A. Navires à pèlerins retournant vers le Nord.

ART. 137. Tout navire à destination de Suez ou d'un port de la Méditerranée, ayant à bord des pèlerins ou masses analogues, et provenant d'un port du Hedjaz ou de tout autre port de la côte arabique de la mer Rouge, est tenu de se rendre à El-Tor pour y subir l'observation et les mesures sanitaires indiquées dans les articles 141 et 143.

ART. 138. Les navires ramenant les pèlerins musulmans vers la Méditerranée ne traversent le canal qu'en quarantaine.

ART. 139. Les agents des compagnies de navigation et les capitaines sont prévenus qu'après avoir fini leur observation à la station sanitaire de El-Tor, les pèlerins égyptiens seront seuls autorisés à quitter définitivement le navire pour rentrer ensuite dans leurs foyers.

Ne seront reconnus comme Égyptiens ou résidant en Égypte que les pèlerins porteurs d'une carte de résidence émanant d'une autorité égyptienne et conforme au modèle établi. Des exemplaires de cette carte seront déposés auprès des autorités consulaires et sanitaires de Djeddah et de Yambo, où les agents et capitaines de navires pourront les examiner.

Les pèlerins non égyptiens, tels que les Turcs, les Russes, les Persans, les Tunisiens, les Algériens, les Marocains, etc., ne peuvent, après avoir quitté El-Tor, être débarqués dans un port égyptien. En conséquence, les agents de navigation et les capitaines sont prévenus que le transbordement des pèlerins étrangers à l'Égypte soit à Tor, soit à Suez, à Port-Saïd ou à Alexandrie, est interdit.

Les bateaux qui auraient à leur bord des pèlerins appartenant aux nationalités dénommées dans l'alinéa précédent suivront la condition de ces pèlerins et ne seront reçus dans aucun port égyptien de la Méditerranée.

ART. 140. Les pèlerins égyptiens subissent soit à El-Tor, soit à Souakim, ou dans toute autre station désignée par le Conseil sanitaire d'Égypte, une observation de trois jours et une visite médicale, avant d'être admis en libre pratique.

ART. 141. Si la présence de la peste ou du choléra est constatée au Hedjaz ou dans le port d'où provient le navire, ou l'a été au Hedjaz au cours du pèlerinage, le navire est soumis, à El-Tor, aux règles instituées à Camaran pour les navires infectés.

Les personnes atteintes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées à l'hôpital. Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si la peste ou le choléra venait à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers, les bagages et les marchandises suspectes d'être contaminées sont débarqués pour être désinfectés. Leur désinfection et celle du navire sont pratiquées d'une façon complète.

Toutefois, l'autorité sanitaire locale peut décider que le déchargement des gros bagages et des marchandises n'est pas nécessaire, et qu'une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Le régime prévu par les articles 21 et 24 est appliqué en ce qui concerne les rats qui pourraient se trouver à bord.

Tous les pèlerins sont soumis à partir du jour où ont été terminées les opérations de désinfection à une observation de sept jours pleins, qu'il s'agisse de peste ou de choléra. Si un cas de peste ou de choléra s'est produit dans une section, la période de sept jours ne commence pour cette section qu'à partir du jour où le dernier cas a été constaté.

ART. 142. Dans le cas prévu par l'article précédent, les pèlerins égyptiens subissent en outre une observation supplémentaire de trois jours.

ART. 143. Si la présence de la peste ou du choléra n'est constatée ni au Hedjaz, ni au port d'où provient le navire, et ne l'a pas été au Hedjaz au cours du pèlerinage, le navire est soumis à El-Tor aux règles instituées à Camaran pour les navires indemnes.

Les pèlerins sont débarqués; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale ou la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés. La durée de ces opérations, y compris le débarquement et l'embarquement, ne doit pas dépasser soixante-douze heures.

Toutefois, un navire à pèlerins, appartenant à une des nations ayant adhéré aux stipulations de la présente Convention et des conventions antérieures, s'il n'a pas eu de malades atteints de peste ou de choléra en cours de route de Djeddah à Yambo et à El-Tor, et si la visite médicale individuelle, faite à El-Tor après débarquement, permet de constater qu'il ne contient pas de tels malades, peut être autorisé, par le Conseil sanitaire d'Egypte, à traverser en quarantaine le canal de Suez, même la nuit, lorsque sont réunies les quatre conditions suivantes :

1° le service médical est assuré à bord par un ou plusieurs médecins commissionnés par le Gouvernement auquel appartient le navire;

2° le navire est pourvu d'étuves à désinfection, et il est constaté que le linge sale a été désinfecté en cours de route;

3° il est établi que le nombre des pèlerins n'est pas supérieur à celui autorisé par les règlements du pèlerinage;

4° le capitaine s'engage à se rendre directement dans un des ports du pays auquel appartient le navire.

La visite médicale après débarquement à El-Tor doit être faite dans le moindre délai possible.

La taxe sanitaire payée à l'Administration quarantenaire est la même que celle qu'auraient payée les pèlerins s'ils étaient restés trois jours en quarantaine.

ART. 144. Le navire qui, pendant la traversée de El-Tor à Suez, aurait eu un cas suspect à bord, sera repoussé à El-Tor.

ART. 145. Le transbordement des pèlerins est strictement interdit dans les ports égyptiens.

ART. 146. Les navires partant du Hedjaz et ayant à leur bord des pèlerins à destination d'un port de la côte africaine de la Mer Rouge sont autorisés à se rendre directement à Souakim, ou en tel autre endroit que le Conseil sanitaire d'Alexandrie décidera, pour y subir le même régime quarantenaire qu'à El-Tor.

ART. 147. Les navires venant du Hedjaz ou d'un port de la côte arabe de la mer Rouge avec patente nette, n'ayant pas à bord des pèlerins ou masses analogues et qui n'ont pas eu d'accident suspect

durant la traversée, sont admis en libre pratique à Suez, après visite médicale favorable.

ART. 148. Lorsque la peste ou le choléra aura été constaté au Hedjaz :

1° les caravanes composées de pèlerins égyptiens doivent, avant de se rendre en Egypte, subir une quarantaine de rigueur à El-Tor, de sept jours en cas de choléra ou de peste ; elles doivent ensuite subir à El-Tor une observation de trois jours, après laquelle elles ne sont admises en libre pratique qu'après visite médicale favorable et désinfection des effets ;

3° les caravanes composées de pèlerins étrangers devant se rendre dans leurs foyers par la voie de terre sont soumises aux mêmes mesures que les caravanes égyptiennes et doivent être accompagnées par les gardes sanitaires jusqu'aux limites du désert.

ART. 149. Lorsque la peste ou le choléra n'a pas été signalé au Hedjaz, les caravanes de pèlerins venant du Hedjaz par la route de Akaba ou de Moila sont soumises, à leur arrivée au canal ou à Nakhel, à la visite médicale et à la désinfection du linge sale et des effets à usage.

B. Pèlerins retournant vers le sud.

ART. 150. Il y aura dans les ports d'embarquement du Hedjaz des installations sanitaires assez complètes pour qu'on puisse appliquer aux pèlerins qui doivent se diriger vers le Sud pour rentrer dans leur pays les mesures qui sont obligatoires, en vertu des articles 46 et 47, au moment du départ de ces pèlerins dans les ports situés au-delà du détroit de Bab-el-Mandeb.

L'application de ces mesures est facultative, c'est-à-dire qu'elles ne sont appliquées que dans les cas où l'autorité consulaire du pays auquel appartient le pèlerin, ou le médecin du navire à bord duquel il va s'embarquer, les juge nécessaires.

CHAPITRE III.

Pénalités.

ART. 151. Tout capitaine convaincu de ne pas s'être conformé pour la distribution de l'eau, des vivres ou du combustible, aux engagements pris par lui, est passible d'une amende de 2 livres turques (1). Cette amende est perçue au profit du pèlerin qui aurait été victime du manquement et qui établirait qu'il a en vain réclamé l'exécution de l'engagement pris.

(1) La livre turque vaut 22 fr. 50.

ART. 152. Toute infraction à l'article 104 est punie d'une amende de 30 livres turques.

ART. 153. Tout capitaine qui a commis ou qui a sciemment laissé commettre une fraude quelconque concernant la liste des pèlerins ou la patente sanitaire, prévues à l'Article 110, est passible d'une amende de 50 livres turques.

ART. 154. Tout capitaine de navire arrivant sans patente sanitaire du port de départ, ou sans visa des ports de relâche, ou non muni de la liste réglementaire et régulièrement tenue suivant les articles 110, 123 et 124, est passible, dans chaque cas, d'une amende de 12 livres turques.

ART. 155. Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à bord plus de cent pèlerins sans la présence d'un médecin commissionné, conformément aux prescriptions de l'article 103, est passible d'une amende de 300 livres turques.

ART. 156. Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à son bord un nombre de pèlerins supérieur à celui qu'il est autorisé à embarquer, conformément aux prescriptions de l'article 110, est passible d'une amende de 5 livres turques par chaque pèlerin en surplus.

Le débarquement des pèlerins dépassant le nombre régulier est effectué à la première station où réside une autorité compétente, et le capitaine est tenu de fournir aux pèlerins débarqués l'argent nécessaire pour poursuivre leur voyage jusqu'à destination.

ART. 157. Tout capitaine convaincu d'avoir débarqué des pèlerins dans un endroit autre que celui de leur destination, sauf leur consentement ou hors le cas de force majeure, est passible d'une amende de 20 livres turques par chaque pèlerin débarqué à tort.

ART. 158. Toutes autres infractions aux prescriptions relatives aux navires à pèlerins sont punies d'une amende de 10 à 100 livres turques.

ART. 159. Toute contravention constatée en cours de voyage est annotée sur la patente de santé, ainsi que sur la liste des pèlerins. L'autorité compétente en dresse procès-verbal pour le remettre à qui de droit.

ART. 160. Dans les ports ottomans, la contravention aux dispositions concernant les navires à pèlerins est constatée, et l'amende imposée par l'autorité compétente conformément aux articles 173 et 174.

ART. 161. Tous les agents appelés à concourir à l'exécution des prescriptions de la présente Convention en ce qui concerne les navires à pèlerins sont passibles de punitions conformément aux lois de leurs pays respectifs en cas de fautes commises par eux dans l'application desdites prescriptions.

TITRE IV

SURVEILLANCE ET EXÉCUTION.

i. — *Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte.*

ART. 162. Sont confirmées les stipulations de l'annexe III de la Convention sanitaire de Venise du 30 janvier 1892, concernant la composition, les attributions et le fonctionnement du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte, telles qu'elles résultent des décrets de S. A. le Khédive en date du 19 juin 1893 et 25 décembre 1894, ainsi que de l'arrêté ministériel du 19 juin 1893.

Lesdits décrets et arrêté demeurent annexés à la présente Convention.

ART. 163. Les dépenses ordinaires résultant des dispositions de la présente Convention relatives notamment à l'augmentation du personnel relevant du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte, seront couvertes à l'aide d'un versement annuel complémentaire par le Gouvernement égyptien, d'une somme de quatre mille livres égyptiennes, qui pourrait être prélevée sur l'excédent du service des phares resté à la disposition de ce Gouvernement.

Toutefois il sera déduit de cette somme le produit d'une taxe quarantenaire supplémentaire de 10 P. T. (piastres tarif) par pèlerin, à prélever à El-Tor.

Au cas où le Gouvernement égyptien verrait des difficultés à supporter cette part dans les dépenses, les Puissances représentées au Conseil sanitaire s'entendraient avec le Gouvernement khédivial pour assurer la participation de ce dernier aux dépenses prévues.

ART. 164. Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte est chargé de mettre en concordance avec les dispositions de la présente Convention les règlements actuellement appliqués par lui concernant la peste, le choléra et la fièvre jaune, ainsi que le règlement relatif aux provenances des ports arabiques de la mer Rouge, à l'époque du pèlerinage.

Il revisera, s'il y a lieu, dans le même but, le règlement général de police sanitaire, maritime et quarantenaire présentement en vigueur.

Ces règlements, pour devenir exécutoires, doivent être acceptés par les diverses puissances représentées au Conseil.

II. — *Conseil supérieur de santé de Constantinople.*

ART. 165. Le Conseil supérieur de santé de Constantinople est chargé d'arrêter les mesures à prendre pour prévenir l'introduction

dans l'Empire ottoman et la transmission à l'étranger des maladies épidémiques.

ART. 166. Le nombre des Délégués ottomans au Conseil supérieur de santé qui prendront part aux votes est fixé à quatre membres, savoir :

le Président du Conseil, ou, en son absence, le Président effectif de la séance. Ils ne prendront part au vote qu'en cas de partage des voix ;

l'Inspecteur général des Services sanitaires ;

l'Inspecteur de service ;

le Délégué intermédiaire entre le Conseil et la Sublime Porte, dit *Mouhassébedgi*.

ART. 167. La nomination de l'Inspecteur général, de l'Inspecteur de service et du Délégué précité, désignés par le Conseil, sera ratifiée par le Gouvernement ottoman.

ART. 168. Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent à la Roumanie le droit, comme Puissance maritime, d'être représentée au sein du Conseil par un Délégué.

ART. 169. Les Délégués des divers Etats doivent être des médecins régulièrement diplômés par une faculté de médecine européenne, nationaux des pays qu'ils représentent, ou des fonctionnaires consulaires, du grade de Vice-Consul au moins ou d'un grade équivalent.

Les Délégués ne doivent avoir d'attache d'aucun genre avec l'autorité locale ni avec une compagnie maritime.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux titulaires actuellement en fonctions.

ART. 170. Les décisions du Conseil supérieur de santé, prises à la majorité des membres qui le composent, ont un caractère exécutoire, sans autre recours.

Les Gouvernements signataires conviennent que leurs Représentants à Constantinople seront chargés de notifier au Gouvernement ottoman la présente Convention et d'intervenir auprès de lui pour obtenir son accession.

ART. 171. La mise en pratique et la surveillance des dispositions de la présente Convention, en ce qui concerne les pèlerinages et les mesures contre l'invasion et la propagation de la peste et du choléra, sont confiées, dans l'étendue de la compétence du Conseil supérieur de santé de Constantinople, à un Comité pris exclusivement dans le sein de ce Conseil, et composé de représentants des diverses Puissances qui auront adhéré à la présente Convention.

Les représentants de la Turquie dans ce Comité sont au nombre de trois ; l'un d'eux a la présidence du Comité. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

ART. 172. Un corps de médecins diplômés, de désinfecteurs et de mécaniciens bien exercés, ainsi que de gardes sanitaires recrutés parmi

les personnes ayant fait le service militaire, comme officiers ou sous-officiers, est créé et aura pour mission d'assurer, dans le ressort du Conseil supérieur de santé de Constantinople, le bon fonctionnement des divers établissements sanitaires énumérés et institués par la présente Convention.

ART. 173. L'autorité sanitaire du port ottoman de relâche ou d'arrivée, qui constate une contravention, en dresse un procès-verbal, sur lequel le capitaine peut inscrire ses observations. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal est transmise, au port de relâche ou d'arrivée, à l'autorité consulaire du pays dont le navire porte le pavillon. Cette autorité assure le dépôt de l'amende entre ses mains. En l'absence d'un consul, l'autorité sanitaire reçoit cette amende en dépôt. L'amende n'est définitivement acquise au Conseil supérieur de santé de Constantinople que lorsque la Commission consulaire indiquée à l'article suivant a prononcé sur la validité de l'amende.

Un deuxième exemplaire du procès-verbal certifié conforme doit être adressé par l'autorité sanitaire qui a constaté la contravention au Président du Conseil de santé de Constantinople, qui communique cette pièce à la Commission consulaire.

Une annotation est inscrite sur la patente par l'autorité sanitaire ou consulaire, indiquant la contravention relevée et le dépôt de l'amende.

ART. 174. Il est créé à Constantinople une Commission consulaire pour juger les déclarations contradictoires de l'agent sanitaire et du capitaine inculpé. Elle est désignée chaque année par le corps consulaire. L'Administration sanitaire peut être représentée par un agent remplissant les fonctions de ministère public. Le Consul de la nation intéressée est toujours convoqué; il a droit de vote.

ART. 175. Les dépenses d'établissement, dans le ressort du Conseil supérieur de santé de Constantinople, des postes sanitaires définitifs et provisoires prévus par la présente Convention sont, quant à la construction des bâtiments, à la charge du Gouvernement ottoman. Le Conseil supérieur de santé de Constantinople est autorisé, si besoin est et vu l'urgence, à faire l'avance des sommes nécessaires sur le fonds de réserve, ces sommes lui seront fournies, sur sa demande, par la « Commission mixte chargée de la revision du tarif sanitaire ». Il devra, dans ce cas, veiller à la construction de ces établissements.

Le Conseil supérieur de santé de Constantinople devra organiser sans délai les établissements sanitaires de Hanikin et de Kisil-Dizié, près de Bayazid, sur les frontières turco-persane et turco-russe, au moyen des fonds qui sont dès maintenant mis à sa disposition.

Les autres frais occasionnés, dans le ressort dudit Conseil, par le régime établi par la présente Convention, sont répartis entre le Gouvernement Ottoman et le Conseil supérieur de santé de Constantinople, conformément à l'entente intervenue entre le Gouvernement et les Puissances représentées dans ce Conseil.

III. — Conseil sanitaire international de Tanger.

ART. 176. Dans l'intérêt de la santé publique, les Hautes Parties Contractantes conviennent que leurs Représentants au Maroc appelleront de nouveau l'attention du Conseil sanitaire international de Tanger sur la nécessité d'appliquer les stipulations des Conventions sanitaires.

IV. — Dispositions diverses.

ART. 177. Chaque Gouvernement déterminera les moyens à employer pour opérer la désinfection et la destruction des rats (1).

ART. 178. Le produit des taxes et des amendes sanitaires ne peut, en aucun cas, être employé à des objets autres que ceux relevant des Conseils sanitaires.

(1) Les moyens de désinfection suivants sont donnés à titre d'indication :

Les hardes, vieux chiffons, pansements infectés, les papiers et autres objets sans valeur doivent être détruits par le feu.

Les effets à usage individuel, les objets de literie, les matelas souillés par le bacille pesteux sont sûrement désinfectés :

Par le passage à l'étuve à vapeur sous pression ou à l'étuve à vapeur fluente à 100 degrés ;

Par l'exposition aux vapeurs de formol.

Les objets qui peuvent, sans détérioration, être trempés dans des solutions antiseptiques (couvertures, linges, draps de lit) peuvent être désinfectés au moyen des solutions de sublimé à 1 p. 1,000, d'acide phénique à 3 p. 100, de lysol et de crésyl commercial à 3 p. 100, de formol à 1 p. 100 (une partie de la solution commerciale de formaldéhyde à 40 p. 100), ou au moyen des hypochlorites alcalins (de soude, de potasse) à 1 p. 100, c'est-à-dire 1 partie de la solution usuelle d'hypochlorite commercial.)

Il va sans dire que le temps de contact doit être assez long pour que les germes desséchés soient bien pénétrés par les solutions antiseptiques. Quatre à six heures suffisent.

Pour la destruction des rats, trois procédés sont actuellement mis en pratique :

1^o Celui à l'acide sulfureux mélangé d'une petite quantité d'anhydride sulfurique, propulsé sous pression dans les cales, avec brassage de l'air, qui fait périr les rats et les insectes et détruirait en même temps les bacilles pesteux lorsque la teneur en anhydride sulfureux-sulfurique est assez élevée.

2^o Le procédé qui envoie dans les cales un mélange non combustible de protoxyde et de dioxyde de carbone.

3^o Le procédé qui utilise l'acide carbonique de façon que la teneur de ce gaz dans l'air du navire soit de 30 p. 100 environ.

Ces deux derniers procédés font périr les rongeurs sans avoir la prétention de tuer les insectes et les bacilles de la peste.

La Commission technique de la Conférence sanitaire de Paris (1903) a indiqué les trois procédés ci-après :

mélange d'anhydrides sulfureux-sulfurique,
mélange d'oxyde de carbone et d'acide carbonique,
acide carbonique,

parmi ceux auxquels les Gouvernements pourraient avoir recours, et elle a été d'avis que, dans le cas où ils ne seraient pas mis en œuvre par l'administration sanitaire elle-même, celle-ci devrait contrôler chaque opération et constater que la destruction des rats a été réalisée.

ART. 179. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faire rédiger par leurs Administrations sanitaires une instruction destinée à mettre les capitaines des navires, surtout lorsqu'il n'y a pas de médecin à bord, en mesure d'appliquer les prescriptions contenues dans la présente Convention en ce qui concerne la peste et le choléra, ainsi que les règlements relatifs à la fièvre jaune.

V. — *Golfe Persique.*

ART. 180. Les frais de construction et d'entretien de la station sanitaire, dont la création à l'île d'Ormuz est prescrite par l'article 81 de la présente Convention, sont mis à la charge du Conseil supérieur de santé de Constantinople. La Commission mixte de revision du dit Conseil devra se réunir le plus tôt possible pour lui fournir, sur sa demande, les ressources nécessaires prises sur les réserves disponibles.

VI. — *D'un Office international de santé.*

ART. 181. La Conférence ayant pris acte des conclusions ci-annexées de sa Commission des voies et moyens sur la création d'un Office sanitaire international à Paris, le Gouvernement français saisira, quand il le jugera opportun, de propositions à cet effet, par la voie diplomatique, les Etats représentés à la Conférence.

TITRE V

FIÈVRE JAUNE.

ART. 182. Il est recommandé aux pays intéressés de modifier leurs règlements sanitaires de manière à les mettre en rapport avec les données actuelles de la science sur le mode de transmission de la fièvre jaune, et surtout sur le rôle des moustiques comme véhicules des germes de la maladie.

TITRE VI

ADHÉSIONS ET RATIFICATIONS.

ART. 183. Les Gouvernements qui n'ont pas signé la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République française et, par celui-ci, aux autres Gouvernements signataires.

ART. 184. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Elle sera mise à exécution dès que la publication en aura été faite conformément à la législation des Etats signataires. Elle remplacera, dans les rapports respectifs des Puissances qui l'auront ratifiée ou y auront accédé, les Conventions sanitaires internationales signées les 30 janvier 1892, 15 avril 1893, 3 avril 1894 et 19 mars 1897.

Les arrangements antérieurs énumérés ci-dessus demeureront en vigueur à l'égard des Puissances qui, les ayant signés ou y ayant adhéré, ne ratifieraient pas le présent acte ou n'y accéderaient pas.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le trois décembre mil neuf cent trois, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les Archives du Gouvernement de la République Française et dont les copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

(L.S.)	MAURICE DE BUNSEN.
(L.S.)	THÉODORE THOMSON.
(L.S.)	FRANK G. CLEMOW.
(L.S.)	ARTHUR D. ALBAN.
(L.S.)	GROEBEN.
(L.S.)	BUMM.
(L.S.)	GAFFKY.
(L.S.)	NOCHT.
(L.S.)	SUZZARA.
(L.S.)	EBNER.
(L.S.)	D ^r DAIMER.
(L.S.)	CHYZER.
(L.S.)	ROEDIGER.
(L.S.)	E. BECO.
(L.S.)	GABRIEL DE PIZA.
(L.S.)	Marquis de NOVALLAS.
(L.S.)	H. D. GEDDINGS.
(L.S.)	FRANK ANDERSON.
(L.S.)	CAMILLE BARRÈRE.
(L.S.)	GEORGES LOUIS.
(L.S.)	P. BROUARDEL.
(L.S.)	HENRI MONOD.
(L.S.)	D ^r ROUX.
(L.S.)	J. DE CAZOTTE.
(L.S.)	N. DELYANNI.
(L.S.)	S. CLADO.
(L.S.)	ROCCO SANTOLIVIDO.
(L.S.)	PAULUCCI DE' CALBOLI.
(L.S.)	ADOLFO COTTA.
(L.S.)	VANNERUS.

(L.S.)	SUZZARA.
(L.S.)	W. WELDEREN RENGERS.
(L.S.)	W. RUIJSCH.
(L.S.)	D ^r C. STÉKOULIS.
(L.S.)	A. PLATE.
(L.S.)	NAZARE AGA.
(L.S.)	J. J. DA SILVA AMADO.
(L.S.)	G. G. GHKA.
(L.S.)	D ^r J. CANTACUZENE.
(L.Sr)	PLATON DE WAXEL.
(L.S.)	D ^r MICHEL POPOVITCH.
(L.S.)	LARDY.
(L.S.)	D ^r SCHMID.
(L.S.)	M. CHÉRIF.
(L.S.)	MARC ARMAND RUFFER.

ANNEXE I.

(Voir art. 78.)

Règlement relatif au transit, en train quarantenaire, par le territoire égyptien, des voyageurs et des malles postales provenant des pays contaminés.

ARTICLE PREMEIR.

L'Administration des Chemins de fer Egyptiens désirant un train quarantenaire en correspondance avec l'arrivée des navires provenant de ports contaminés devra en aviser l'autorité quarantenaire locale au moins deux heures avant le départ.

ART. 2.

Les passagers débarqueront à l'endroit indiqué par l'autorité quarantenaire d'accord avec l'Administration des Chemins de fer et le Gouvernement égyptien, et passeront directement, sans aucune communication, du bateau au train, sous la surveillance d'un officier du transit et de deux ou plusieurs gardes sanitaires.

ART. 3.

Le transport des effets, bagages, etc., des passagers sera effectué en quarantenaire par les moyens du bord.

ART. 4.

Les agents du chemin de fer sont tenus de se conformer, en ce qui concerne les mesures quaranténaires, aux ordres de l'officier du transit.

ART. 5.

Les wagons affectés à ce service seront des wagons à couloir. Un garde sanitaire sera placé dans chaque wagon et sera chargé de la surveillance des passagers. Les agents du chemin de fer n'auront aucune communication avec les passagers.

Un médecin du service quarantenaire accompagnera le train.

ART. 6.

Les gros bagages des passagers seront placés dans un wagon spécial, qui sera scellé au départ du train par l'officier du transit. A l'arrivée, les scellés seront retirés par l'officier du transit.

Tout transbordement ou embarquement sur le parcours est interdit.

ART. 7.

Les cabinets seront munis de tinettes contenant une certaine quantité d'antiseptique pour recevoir les déjections des passagers.

ART. 8.

Le quai des gares où le train sera obligé de s'arrêter sera complètement évacué sauf par les agents de service absolument indispensables.

ART. 9.

Chaque train pourra avoir un wagon-restaurant. La desserte de la table sera détruite. Les employés de ce wagon et les autres employés du chemin de fer qui, pour une raison quelconque, ont été en contact avec les passagers, seront assujettis au même traitement que les pilotes et les électriciens à Port-Saïd ou à Suez ou à telles mesures que le Conseil jugera nécessaires.

ART. 10.

Il est absolument défendu aux passagers de jeter quoi que ce soit par les fenêtres, portières, etc.

ART. 11

Dans chaque train un compartiment-infirmerie restera vide pour y isoler les malades si le cas se présente. Ce compartiment sera installé d'après les indications du Conseil quarantenaire.

Si un cas de peste ou de choléra se déclarait parmi les passagers, le malade serait immédiatement isolé dans le compartiment spécial. Ce malade, à l'arrivée du train, sera immédiatement transféré au lazaret quarantenaire. Les autres passagers continueront leur voyage en quarantaine.

ART. 12.

Si un cas de peste ou de choléra se déclarait pendant le parcours, le train serait désinfecté par l'autorité quarantenaire.

Dans tous les cas, les fourgons ayant contenu les bagages et la malle seront désinfectés immédiatement après l'arrivée du train.

ART. 13.

Le transbordement du train au bateau sera fait de la même façon qu'à l'arrivée. Le bateau recevant les passagers sera immédiatement mis en quarantaine et mention sera faite sur la patente des accidents qui auraient pu survenir en cours de route, avec désignation spéciale des personnes qui auraient été en contact avec les malades.

ART. 14.

Les frais encourus par l'Administration quarantenaire sont à la charge de qui aura fait la demande du train quarantenaire.

ART. 15.

Le Président du Conseil, ou son remplaçant, aura le droit de surveiller ce train pendant tout son parcours.

Le Président pourra, en plus, charger un employé supérieur (outre l'officier du transit et les gardes) de la surveillance dudit train.

Cet employé aura accès dans le train sur la simple présentation d'un ordre signé par le Président.

ANNEXE II.

(Voir art. 162.)

Décret Khédivial du 19 juin 1893.

NOUS, KHÉDIVE D'EGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres,

Considérant qu'il a été nécessaire d'introduire diverses modifications dans notre Décret du 3 janvier 1881 (2 Safer 1298),

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire est chargé d'arrêter les mesures à prendre pour prévenir l'introduction en Egypte, ou la transmission à l'étranger, des maladies épidémiques et des épizooties.

ART. 2.

Le nombre des Délégués égyptiens sera réduit à quatre membres :

1° Le Président du Conseil, nommé par le Gouvernement Egyptien, et qui ne votera qu'en cas de partage de voix ;

2° Un Docteur en médecine européen, Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire ;

3° L'Inspecteur sanitaire de la ville d'Alexandrie, ou celui qui remplit ses fonctions ;

4° L'Inspecteur vétérinaire de l'Administration des services sanitaires et de l'hygiène publique.

Tous les Délégués doivent être médecins régulièrement diplômés, soit par une Faculté de médecine européenne, soit par l'Etat, ou être fonctionnaires effectifs de carrière, du grade de vice-consul au moins, ou d'un grade équivalent. Cette disposition ne s'applique pas aux titulaires actuellement en fonctions.

ART. 3.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire exerce une surveillance permanente sur l'état sanitaire de l'Egypte et sur les provenances des pays étrangers.

ART. 4.

En ce qui concerne l'Egypte, le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire recevra chaque semaine du Conseil de santé et d'hygiène publique, les bulletins sanitaires des villes du Caire et d'Alexandrie, et, chaque mois, les bulletins sanitaires des provinces. Ces bulletins devront être transmis à des intervalles plus rapprochés lorsque, à raison de circonstances spéciales, le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire en fera la demande.

De son côté, le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire communiquera au Conseil de santé et d'hygiène publique les décisions qu'il aura prises et les renseignements qu'il aura reçus de l'étranger.

Les Gouvernements adressent au Conseil, s'ils le jugent à propos, le bulletin sanitaire de leur pays et lui signalent, dès leur apparition, les épidémies et les épizooties.

ART. 5.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire s'assure de l'état sanitaire du pays et envoie des commissions d'inspection partout où il le juge nécessaire.

Le Conseil de santé et d'hygiène publique sera avisé de l'envoi de ces commissions et devra s'employer à faciliter l'accomplissement de leur mandat.

ART. 6.

Le Conseil arrête les mesures préventives ayant pour objet d'empêcher l'introduction en Egypte, par les frontières maritimes ou les fron-

tières du désert, des maladies épidémiques ou des épizooties, et détermine les points où devront être installés les campements provisoires et les établissements permanents quaranténaires.

ART. 7.

Il formule l'annotation à inscrire sur la patente délivrée par les offices sanitaires aux navires en partance.

ART. 8.

En cas d'apparition de maladies épidémiques ou d'épizooties en Egypte, il arrête les mesures préventives ayant pour objet d'empêcher la transmission de ces maladies à l'étranger.

ART. 9.

Le Conseil surveille et contrôle l'exécution des mesures sanitaires quaranténaires qu'il a arrêtées.

Il formule tous les règlements relatifs au service quarantenaire, veille à leur stricte exécution, tant en ce qui concerne la protection du pays que le maintien des garanties stipulées par les conventions sanitaires internationales.

ART. 10.

Il règle, au point de vue sanitaire, les conditions dans lesquelles doit s'effectuer le transport des pèlerins à l'aller et au retour du Hedjaz, et surveille leur état de santé en temps de pèlerinage.

ART. 11.

Les décisions prises par le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire sont communiquées au Ministère de l'Intérieur ; il en sera également donné connaissance au Ministère des Affaires étrangères, qui les notifiera, s'il y a lieu, aux agences et aux consulats généraux.

Toutefois, le Président du Conseil est autorisé à correspondre directement avec les Autorités consulaires des villes maritimes pour les affaires courantes du service.

ART. 12.

Le Président, et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, est chargé d'assurer l'exécution des décisions du Conseil.

A cet effet, il correspond directement avec tous les agents du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, et avec les diverses Autorités du pays. Il dirige, d'après les avis du Conseil, la police sanitaire des ports, les établissements maritimes quaranténaires et les stations quaranténaires du désert.

Enfin il expédie les affaires courantes.

ART. 13.

L'Inspecteur général sanitaire, les directeurs des offices sanitaires, les médecins des stations sanitaires, et campements quaranténaires doivent être choisis parmi les médecins régulièrement diplômés, soit par une faculté de médecine européenne, soit par l'Etat.

Le délégué du Conseil à Djeddah pourra être médecin diplômé du Caire.

ART. 14.

Pour tous les fonctions et emplois relevant du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, le Conseil, par l'entremise de son Président, désigne ses candidats au Ministre de l'Intérieur, qui seul aura le droit de les nommer.

Il sera procédé de même pour les révocations, mutations et avancements.

Toutefois le Président aura la nomination directe de tous les agents subalternes, hommes de peine, gens de service, etc.

La nomination des gardes de santé est réservée au Conseil.

ART. 15.

Les directeurs des offices sanitaires sont au nombre de sept, ayant leur résidence à Alexandrie, Damiette, Port-Saïd, Suez, Tor, Souakim et Kosseir.

L'office sanitaire de Tor pourra ne fonctionner que pendant la durée du pèlerinage ou en temps d'épidémie.

ART. 16.

Les directeurs des offices sanitaires ont sous leurs ordres tous les employés sanitaires de leur circonscription. Ils sont responsables de la bonne exécution du service.

ART. 17.

Le chef de l'agence sanitaire d'El Ariche a les mêmes attributions que celles confiées aux directeurs par l'article qui précède.

ART. 18.

Les directeurs des stations sanitaires et campements quaranténaires ont sous leurs ordres tous les employés du service médical et du service administratif des établissements qu'ils dirigent.

ART. 19.

L'Inspecteur général Sanitaire est chargé de la surveillance de tous les services dépendant du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

ART. 20.

Le délégué du Conseil sanitaire, Maritime et Quarantenaire à

Djeddah a pour mission de fournir au Conseil des informations sur l'état sanitaire du Hedjaz, spécialement en temps de pèlerinage.

ART. 21.

Un Comité de discipline, composé du Président, de l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire et de trois Délégués élus par le Conseil, est chargé d'examiner les plaintes portées contre les agents relevant du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Il dresse sur chaque affaire un rapport et le soumet à l'appréciation du Conseil, réuni en assemblée générale. Les Délégués seront renouvelés tous les ans. Ils sont rééligibles.

La décision du Conseil est, par les soins de son Président, soumise à la sanction du Ministre de l'Intérieur.

Le Comité de discipline peut infliger, sans consulter le Conseil : 1° le blâme ; 2° la suspension du traitement jusqu'à un mois.

ART. 22.

Les peines disciplinaires sont :

- 1° Le blâme ;
- 2° La suspension de traitement depuis huit jours jusqu'à trois mois ;
- 3° Le déplacement sans indemnité ;
- 4° La révocation.

Le tout sans préjudice des poursuites à exercer pour les crimes ou délits de droit commun.

ART. 23.

Les droits sanitaires et quarantentaires sont perçus par les agents qui relèvent du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Ceux-ci se conforment, en ce qui concerne la comptabilité et la tenue des livres, aux règlements généraux établis par le Ministère des Finances.

Les agents comptables adressent leur comptabilité et le produit de leurs perceptions à la Présidence du Conseil.

L'agent comptable, chef du bureau central de la comptabilité, leur en donne décharge sur le visa du Président du Conseil.

ART. 24.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire dispose de ses finances.

L'administration des recettes et des dépenses est confiée à un Comité composé du Président, de l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire et de trois Délégués des Puissances élus par le Conseil. Il prend le titre de « Comité des Finances ». Les trois Délégués des Puissances sont renouvelés tous les ans. Ils sont rééligibles.

Ce Comité fixe, sauf ratification par le Conseil, le traitement des

employés de tout grade ; il décide les dépenses fixes et les dépenses imprévues. Tous les trois mois, dans une séance spéciale, il fait au Conseil un rapport détaillé de sa gestion. Dans les trois mois qui suivront l'expiration de l'année budgétaire, le Conseil, sur la proposition du Comité, arrête le bilan définitif et le transmet, par l'entremise de son Président, au Ministère de l'Intérieur.

Le Conseil prépare le budget de ses recettes et celui de ses dépenses. Ce budget sera arrêté par le Conseil des Ministres, en même temps que le budget général de l'État, à titre de budget annexe. — Dans le cas où le chiffre des dépenses excéderait le chiffre des recettes, le déficit sera comblé par les ressources générales de l'État. Toutefois, le Conseil devra étudier sans retard les moyens d'équilibrer les recettes et les dépenses. Ses propositions seront, par les soins du Président, transmises au Ministre de l'Intérieur. L'excédent des recettes, s'il en existe, restera à la caisse du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire ; il sera, après décision du Conseil Sanitaire ratifiée par le Conseil des Ministres, affecté exclusivement à la création d'un fonds de réserve destiné à faire face aux besoins imprévus.

ART. 25.

Le Président est tenu d'ordonner que le vote aura lieu au scrutin secret, toutes les fois que trois membres du Conseil en font la demande. Le vote au scrutin est obligatoire toutes les fois qu'il s'agit du choix des Délégués des Puissances pour faire partie du Comité de discipline ou du Comité des Finances et lorsqu'il s'agit de nomination, révocation, mutation ou avancement dans le personnel.

ART. 26.

Les Gouverneurs, Préfets de police et Moudirs sont responsables, en ce qui les concerne, de l'exécution des règlements sanitaires. Ils doivent, ainsi que toutes les autorités civiles et militaires, donner leur concours lorsqu'ils en sont légalement requis par les agents du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, pour assurer la prompte exécution des mesures prises dans l'intérêt de la santé publique.

ART. 27.

Tous décrets et règlements antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions qui précèdent.

ART. 28.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui ne deviendra exécutoire qu'à partir du 1^{er} Novembre 1893.

Fait au palais de Ramleh, le 19 juin 1893.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur,

RIAZ.

Décret Khédivial du 25 décembre 1894.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Vu l'avis conforme de MM. les Commissaires-Directeurs de la Caisse de la dette publique en ce qui concerne l'article 7 ;

Avec l'assentiment des Puissances,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

A partir de l'exercice financier 1894, il sera prélevé annuellement sur les recettes actuelles des droits de phare une somme de 40,000 L. E., qui sera employée comme il est expliqué dans les articles suivants.

ART. 2.

La somme prélevée en 1894 sera affectée : 1^o à combler le déficit éventuel de l'exercice financier 1894 du Conseil quarantenaire, au cas où ce déficit n'aurait pas pu être entièrement couvert avec les ressources provenant du fonds de réserve dudit Conseil, ainsi qu'il sera dit à l'article qui suit ; 2^o à faire face aux dépenses extraordinaires nécessitées par l'aménagement des établissements sanitaires d'El-Tor, de Suez et des Sources de Moïse.

ART. 3.

Le fonds de réserve actuel du Conseil quarantenaire sera employé à combler le déficit de l'exercice 1894, sans que ce fonds puisse être réduit à une somme inférieure à 10,000 L. E.

Si le déficit ne se trouve pas entièrement couvert, il y sera fait face, pour le reste, avec les ressources créées à l'article premier.

ART. 4.

Sur la somme de L. E. 80,000, provenant des exercices 1895 et 1896, il sera prélevé : 1^o une somme égale à celle qui aura été payée en 1894 sur les mêmes recettes, à valoir sur le déficit de ladite année 1894, de manière à porter à L. E. 40,000 le montant des sommes affectées aux travaux extraordinaires prévus à l'article 1^{er} pour El-Tor, Suez et les Sources de Moïse ; 2^o les sommes nécessaires pour combler le déficit du budget du Conseil quarantenaire, pour les exercices financiers 1895 et 1896.

Le surplus, après le prélèvement ci-dessus, sera affecté à la construction de nouveaux phares dans la mer Rouge.

ART. 5.

A partir de l'exercice financier 1897, cette somme annuelle de L. E. 40,000 sera affectée à combler les déficits éventuels du Conseil quarantenaire. Le montant de la somme nécessaire à cet effet sera arrêté définitivement en prenant pour base les résultats financiers des exercices 1894 et 1895 du Conseil.

Le surplus sera affecté à une réduction des droits de phares : il est entendu que ces droits seront réduits dans la même proportion dans la mer Rouge et dans la Méditerranée.

ART. 6.

Moyennant les prélèvements et affectations ci-dessus, le Gouvernement est, à partir de l'année 1894, déchargé de toute obligation quelconque en ce qui concerne les dépenses soit ordinaires, soit extraordinaires du Conseil quarantenaire.

Il est entendu, toutefois, que les dépenses supportées jusqu'à ce jour par le Gouvernement Égyptien continueront à rester à sa charge.

ART. 7.

A partir de l'exercice 1894, lors du règlement de compte des excédents avec la Caisse de la Dette publique, la part de ces excédents revenant au Gouvernement sera majorée d'une somme annuelle de 20,000 L. E.

ART. 8.

Il a été convenu entre le Gouvernement Égyptien et les Gouvernements d'Allemagne, de Belgique, de Grande-Bretagne et d'Italie que la somme affectée à la réduction des droits de phares, aux termes de l'article 5 du présent décret, viendra en déduction de celle de 40,000 L. E. prévue dans les lettres annexées aux Conventions Commerciales intervenues entre l'Égypte et lesdits Gouvernements.

ART. 9.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Koubbeh, le 25 décembre 1894.

ABBAS HILMI.

Par le Khédivé :

Le Président du Conseil des Ministres,

N. NUBAR.

Le Ministre des Finances,

AHMER MAZLOUM.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

BOUTROS GHALI.

*Arrêté ministériel du 19 juin 1893 concernant le fonctionnement
du Service Sanitaire, Maritime, et Quarantenaire.*

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le Décret en date du 19 juin 1893,

ARRÊTE :

TITRE I

DU CONSEIL SANITAIRE, MARITIME ET QUARANTENAIRE

ARTICLE PREMIER

Le Président est tenu de convoquer le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, en séance ordinaire, le premier mardi de chaque mois.

Il est également tenu de le convoquer lorsque trois membres en font la demande.

Il doit enfin réunir le Conseil, en séance extraordinaire, toutes les fois que les circonstances exigent l'adoption immédiate d'une mesure grave.

ART. 2.

La lettre de convocation indique les questions portées à l'ordre du jour. A moins d'urgence, il ne pourra être pris de décisions définitives que sur les questions mentionnées dans la lettre de convocation.

ART. 3.

Le Secrétaire du Conseil rédige les procès-verbaux des séances.

Ces procès-verbaux doivent être présentés à la signature de tous les membres qui assistaient à la séance.

Ils sont intégralement copiés sur un registre qui est conservé dans les archives concurremment avec les originaux des procès-verbaux.

Une copie provisoire des procès-verbaux sera délivrée à tout membre du Conseil qui en fera la demande.

ART. 4.

Une Commission permanente composée du Président, de l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, et de deux Délégués des Puissances élus par le Conseil, est chargée de prendre les décisions et mesures urgentes.

Le Délégué de la nation intéressée est toujours convoqué. Il a droit de vote.

Le Président ne vote qu'en cas de partage.

Les décisions sont immédiatement communiquées par lettres à tous les membres du Conseil.

Cette Commission sera renouvelée tous les trois mois.

ART. 5.

Le Président ou, en son absence, l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, dirige les délibérations du Conseil. Il ne vote qu'en cas de partage.

Le Président a la direction générale du Service. Il est chargé de faire exécuter les décisions du Conseil.

SECRÉTARIAT.

ART. 6.

Le secrétariat, placé sous la direction du Président, centralise la correspondance tant avec le Ministère de l'Intérieur qu'avec les divers agents du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Il est chargé de la statistique et des archives. Il lui sera adjoint des commis et interprètes en nombre suffisant pour assurer l'expédition des affaires.

ART. 7.

Le Secrétaire du Conseil, chef du secrétariat, assiste aux séances du Conseil et rédige les procès-verbaux.

Il a sous ses ordres les employés et gens du service du secrétariat.

Il dirige et surveille leur travail, sous l'autorité du Président.

Il a la garde et la responsabilité des archives.

BUREAU DE COMPTABILITÉ.

ART. 8.

Le chef du bureau central de la comptabilité est « agent comptable. »

Il ne pourra entrer en fonctions avant d'avoir fourni un cautionnement, dont le quantum sera fixé par le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Il contrôle, sous la direction du Comité des finances, les opérations des préposés à la recette des droits sanitaires et quaranténaires.

Il dresse les états et comptes qui doivent être transmis au Ministère de l'Intérieur après avoir été arrêtés par le Comité des finances et approuvés par le Conseil.

DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL SANITAIRE.

ART. 9.

L'Inspecteur général sanitaire a la surveillance de tous les services dépendant du Conseil. Il exerce cette surveillance dans les conditions prévues par l'article 19 du Décret en date du 19 juin 1893.

Il inspecte, au moins une fois par an, chacun des offices, agences ou postes sanitaires.

En outre, le Président détermine, sur la proposition du Conseil et selon les besoins du service, les inspections auxquelles l'Inspecteur général devra procéder.

En cas d'empêchement de l'Inspecteur général, le Président désignera, d'accord avec le Conseil, le fonctionnaire appelé à le suppléer.

Chaque fois que l'Inspecteur général a visité un office, une agence, un poste sanitaire, une station sanitaire ou un campement quarantenaire, il doit rendre compte à la Présidence du Conseil, par un rapport spécial, des résultats de sa vérification.

Dans l'intervalle de ses tournées, l'Inspecteur général prend part, sous l'autorité du Président, à la direction du service général. Il supplée le Président en cas d'absence ou d'empêchement.

TITRE II

SERVICE DES PORTS, STATIONS QUARANTENAIRES, STATIONS
SANITAIRES.

ART. 10.

La police sanitaire, maritime et quarantenaire, le long du littoral égyptien de la Méditerranée et de la mer Rouge, aussi bien que sur les frontières de terre du côté du désert, est confiée aux directeurs des offices de santé, directeurs des stations sanitaires ou campements quarantentaires, chefs des agences sanitaires ou chefs des postes sanitaires et aux employés placés sous leurs ordres.

ART. 11.

Les directeurs des offices de santé ont la direction et la responsabilité du service, tant de l'office à la tête duquel ils sont placés que des postes sanitaires qui en dépendent.

Ils doivent veiller à la stricte exécution des règlements de police sanitaire, maritime et quarantenaire. Ils se conforment aux instructions qu'ils reçoivent de la Présidence du Conseil et donnent à tous les

employés de leur office, aussi bien qu'aux employés des postes sanitaires qui y sont rattachés, les ordres et les instructions nécessaires.

Ils sont chargés de la reconnaissance et de l'arraisonnement des navires, de l'application des mesures quaranténaires, et ils procèdent, dans les cas prévus par les règlements, à la visite médicale, ainsi qu'aux enquêtes sur les contraventions quaranténaires.

Ils correspondent seuls pour les affaires administratives avec la Présidence, à laquelle ils transmettent tous les renseignements sanitaires qu'ils ont recueillis dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 12.

Les directeurs des offices de santé sont, au point de vue du traitement, divisés en deux classes :

Les offices de première classe, qui sont au nombre de quatre :

Alexandrie :

Port-Saïd ;

Bassin de Suez et campement aux Sources de Moïse ;

Tor.

Les offices de deuxième classe, qui sont au nombre de trois :

Damiette ;

Souakim ;

Kosseir.

ART. 13.

Les chefs des agences sanitaires ont les mêmes attributions, en ce qui concerne l'agence, que les directeurs en ce qui concerne leur office.

ART. 14.

Il y a une seule agence sanitaire à El Ariche.

ART. 15.

Les chefs de postes sanitaires ont sous leurs ordres les employés du poste qu'ils dirigent. Ils sont placés sous les ordres du directeur d'un des offices de santé.

Ils sont chargés de l'exécution des mesures sanitaires et quaranténaires indiquées par les règlements.

Ils ne peuvent délivrer aucune patente et ne sont autorisés à viser que les patentes des bâtiments partant en libre pratique.

Ils obligent les navires qui arrivent à leur échelle avec une patente brute ou dans des conditions irrégulières à se rendre dans un port où existe un office sanitaire.

Ils ne peuvent eux-mêmes procéder aux enquêtes sanitaires, mais ils doivent appeler à cet effet le directeur de l'office dont ils relèvent.

En dehors des cas d'urgence absolue, ils ne correspondent qu'avec ce directeur pour toutes les affaires administratives. Pour les affaires

sanitaires et quarantenaires urgentes, telles que les mesures à prendre au sujet d'un navire arrivant, ou l'annotation à inscrire sur la patente d'un navire en partance, ils correspondent directement avec la Présidence du Conseil ; mais ils doivent donner sans retard communication de cette correspondance au directeur dont ils dépendent.

Ils sont tenus d'aviser, par les voies les plus rapides, la Présidence du Conseil des naufrages dont ils auront connaissance.

ART. 16.

Les postes sanitaires sont au nombre de six, énumérés ci-après :

Postes du Port-Neuf, d'Aboukir, Brullos et Rosette, relevant de l'office d'Alexandrie.

Postes de Kantara et du port intérieur d'Ismailia, relevant de l'office de Port-Saïd.

Le Conseil pourra, suivant les nécessités du service, et suivant ses ressources, créer de nouveaux postes sanitaires.

ART. 17.

Le service permanent ou provisoire des stations sanitaires et des campements quarantenaires est confié à des directeurs qui ont sous leurs ordres des employés sanitaires, des gardiens, des portefaix et des gens de service.

ART. 18.

Les directeurs sont chargés de faire subir la quarantaine aux personnes envoyées à la station sanitaire ou au campement. Ils veillent, de concert avec les médecins, à l'isolement des différentes catégories de quarantenaires et empêchent toute compromission. A l'expiration du délai fixé, ils donnent la libre pratique ou la suspendent conformément aux règlements, font pratiquer la désinfection des marchandises et des effets à usage, et appliquent la quarantaine aux gens employés à cette opération.

ART. 19.

Ils exercent une surveillance constante sur l'exécution des mesures prescrites, ainsi que sur l'état de santé des quarantenaires et du personnel de l'établissement.

ART. 20.

Ils sont responsables de la marche du service et en rendent compte, dans un rapport journalier, à la Présidence du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

ART. 21.

Les médecins attachés aux stations sanitaires et aux campements quarantenaires relèvent des directeurs de ces établissements. Ils ont sous leurs ordres le pharmacien et les infirmiers.

Ils surveillent l'état de santé des quarantenaires et du personnel, et dirigent l'infirmerie de la station sanitaire ou du campement.

La libre pratique ne peut être donnée aux personnes en quarantaine qu'après visite et rapport favorable du médecin.

ART. 22.

Dans chaque office sanitaire, station sanitaire ou campement quarantenaire, le directeur est aussi « agent comptable ».

Il désigne, sous sa responsabilité personnelle effective, l'employé préposé à l'encaissement des droits sanitaires et quarantenaires.

Les chefs d'agences ou postes sanitaires sont également agents comptables ; ils sont chargés personnellement d'effectuer la perception des droits.

Les agents chargés du recouvrement des droits doivent se conformer, pour les garanties à présenter, la tenue des écritures, l'époque des versements, et généralement tout ce qui concerne la partie financière de leur service, aux règlements émanant du Ministère des Finances.

ART. 23.

Les dépenses du Service sanitaire, maritime et quarantenaire seront acquittées par les moyens propres du Conseil, ou d'accord avec le Ministère des Finances, par le service des caisses qu'il désignera.

Le Caire, le 19 juin 1893.

RIAZ.

ANNEXE III.

(Voir art. 181.)

Résolutions de la Commission des Voies et Moyens de la Conférence sanitaire de Paris relatives à un Office international de Santé.

I. Il est créé un Office international de Santé d'après les principes qui ont présidé à la formation et au fonctionnement du Bureau international des Poids et Mesures. Ce bureau aura son siège à Paris.

II. L'Office international aura pour mission de recueillir les renseignements sur la marche des maladies infectieuses. Il recevra à cet effet les informations qui lui seront communiquées par les autorités supérieures d'hygiène des Etats participants.

III. L'Office exposera périodiquement les résultats de ces travaux dans des rapports officiels qui seront communiqués aux Gouvernements contractants. Ces rapports devront être rendus publics.

IV. L'Office sera alimenté par les contributions des Gouvernements contractants.

V. Le Gouvernement, sur le territoire duquel sera établi l'Office international de Santé, sera chargé, dans un délai de trois mois après la

signature des actes de la Conférence, de soumettre à l'approbation des Etats contractants un Règlement pour l'installation et le fonctionnement de cette institution.

En conformité du § VI du procès-verbal de dépôt des ratifications concernant la Convention sanitaire internationale du 3 décembre 1903, procès-verbal signé le 6 avril 1907, l'ambassadeur d'Espagne en France a effectué le 9 février 1909, au Ministère des Affaires Etrangères à Paris, le dépôt des ratifications de S. M. le Roi d'Espagne sur le dit acte international.

Convention internationale concernant la création de l'Office international d'hygiène.

(Signée à Rome, le 9 décembre 1907.)

(Procès-verbal du dépôt des ratifications à Rome, 15 novembre 1908) (1).

Arrangement.

Les Gouvernements de la Grande Bretagne et d'Irlande, de la Belgique, du Brésil, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la République française, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suisse et le Gouvernement de Son Altesse le Khédive d'Egypte ayant jugé utile d'organiser l'Office International d'Hygiène Publique visé dans la Convention sanitaire de Paris, en date du 3 décembre 1903, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet et sont convenus de ce qui suit :

ART. 1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et à entretenir un Office International d'Hygiène Publique dont le siège est à Paris.

ART. 2. L'Office fonctionne sous l'autorité et le contrôle d'un Comité formé de délégués des Gouvernements contractants. La composition et les attributions de ce Comité, ainsi que l'organisation et les pouvoirs du dit Office, sont déterminés par les statuts organiques qui sont annexés au présent arrangement et sont considérés comme en faisant partie intégrante.

ART. 3. Les frais d'installation ainsi que les dépenses annuelles de fonctionnement et d'entretien de l'Office sont couverts par les contributions des Etats contractants établies dans les conditions prévues par les statuts organiques visés à l'article 2.

ART. 4. Les sommes représentant la part contributive de chacun des Etats contractants sont versées par ces derniers au commencement de

(1) Décret portant promulgation de ladite Convention en France, après approbation des Chambres, 10 décembre 1908.

chaque année, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères de la République française, à la Caisse des dépôts et consignations à Paris, d'où elles seront retirées au fur et à mesure des besoins, sur mandats du Directeur de l'Office.

ART. 5. Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter, d'un commun accord, au présent arrangement les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

ART. 6. Les Gouvernements qui n'ont pas signé le présent arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement Royal d'Italie, et par celui-ci aux autres Gouvernements contractants; elle comportera l'engagement de participer par une contribution aux frais de l'Office, dans les conditions visées à l'Article 3.

ART. 7. Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Rome aussitôt que faire se pourra; il sera mis à exécution à partir de la date à laquelle le dépôt des ratifications aura été effectué.

ART. 8. Le présent arrangement est conclu pour une période de sept années. A l'expiration de ce terme, il continuera à demeurer exécutoire pour de nouvelles périodes de sept ans entre les Etats qui n'auront pas notifié, une année avant l'échéance de chaque période, l'intention d'en faire cesser les effets, en ce qui les concerne.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés, ont arrêté le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Rome, le neuf Décembre mille neuf cent sept, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement Royal d'Italie et dont les copies certifiées conformes seront remises, par la voie diplomatique, aux Parties contractantes.

Pour la Grande-Bretagne :

(L.S.) THÉODORE THOMSON.
(L.S.) B. FRANKLIN.

Pour la Belgique :

(L.S.) E. BECO.
(L.S.) O. VELGHE.

Pour le Brésil :

(L.S.) DR. EGYDIO DE SALLES GUERRA.
(L.S.) DR. HENRIQUE DE ROCHA LIMA.

Pour l'Espagne :

(L.S.) MANUEL DE TOLOSA LATOUR.
(L.S.) PABLO SOLER.

Pour les Etats-Unis :

(L.S.) A. M. LAUGHLIN.
(L.S.) R. S. REYNOLDS HITT.

Pour la France :

(L.S.) CAMILLE BARRÈRE..
 (L.S.) J. DE CAZOTTE.
 (L.S.) ER. RONSSIN.

Pour l'Italie :

(L.S.) ROCCO SANTOLIVIDO.
 (L.S.) ADOLFO COTTA.

Pour les Pays-Bas :

(L.S.) H. DE WEEDE.

Pour le Portugal :

(L.S.) M. DE CARVALHO E. VASCONCELLOS.

Pour la Russie :

(L.S.) BARON KORFF.

Pour la Suisse :

(L.S.) J. B. PIODA.

Pour l'Egypte :

(L.S.) IBRAHIM NEGUIB.
 (L.S.) MARC ARMAND RUFFER.

ANNEXE.

Statuts organiques de l'Office International d'Hygiène Publique.

ART. 1. Il est institué à Paris un Office International d'Hygiène Publique relevant des Etats qui acceptent de prendre part à son fonctionnement.

ART. 2. L'Office ne peut s'immiscer en aucune façon dans l'administration des différents Etats.

Il est indépendant des autorités du pays dans lequel il est placé.

Il correspond directement avec les autorités supérieures d'hygiène des divers pays et avec les Conseils sanitaires (1).

ART. 3 Le gouvernement de la République française prendra, sur la demande du Comité international visé à l'art. 6, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Office comme établissement d'utilité publique.

ART. 4. L'Office a pour objet principal de recueillir et de porter à la

(1) Il est entendu que le terme « Conseils sanitaires » s'applique aux Conseils d'Alexandrie, de Constantinople, de Tanger, de Téhéran et à tous autres Conseils qui pourraient être chargés de l'application de conventions sanitaires internationales.

connaissance des Etats participants les faits et documents d'un caractère général qui intéressent la santé publique, et spécialement en ce qui concerne les maladies infectieuses, notamment le choléra, la peste et la fièvre jaune, ainsi que les mesures prises pour combattre ces maladies.

ART. 5. Les gouvernements font part à l'Office des mesures qu'ils prennent en vue d'assurer l'application des conventions sanitaires internationales. L'Office suggère les modifications qu'il pourrait être avantageux d'apporter aux dispositions de ces conventions.

ART. 6. L'Office est placé sous l'autorité et le contrôle d'un Comité international qui est composé de représentants techniques, désignés par les Etats participants, à raison d'un représentant pour chaque Etat.

Il est attribué à chaque Etat un nombre de voix inversement proportionnel au numéro de la catégorie à laquelle il appartient en ce qui concerne sa participation aux dépenses de l'Office (Voir article 11).

ART 7. Le Comité de l'Office se réunit périodiquement au moins une fois par an; la durée de ses sessions n'est pas limitée.

Les membres du Comité élisent, par scrutin secret, un Président dont le mandat a une durée de trois ans.

ART. 8. Le fonctionnement de l'Office est assuré par un personnel rétribué comprenant :

un Directeur,
un Secrétaire général,
les agents nécessaires à la marche de l'Office.

Le personnel de l'Office ne pourra remplir aucune autre fonction rétribuée.

Le Directeur et le Secrétaire général sont nommés par le Comité.

Le Directeur assiste aux séances du Comité avec voix consultative.

La nomination et la révocation des employés de toute catégorie appartiennent au Directeur qui en rend compte au Comité.

ART. 9. Les renseignements recueillis par l'Office sont portés à la connaissance des Etats participants par la voie d'un Bulletin ou par des communications spéciales qui leur sont adressées soit d'office, soit sur leur demande.

L'Office expose, en outre, périodiquement, les résultats de son activité dans des rapports officiels qui sont communiqués aux gouvernements participants.

ART. 10. Le Bulletin, qui paraît au moins une fois par mois, comprend notamment :

- (1.) Les lois et règlements généraux ou locaux promulgués dans les différents pays concernant les maladies transmissibles.
- (2.) Les renseignements concernant la marche des maladies infectieuses;

- (3.) Les renseignements concernant les travaux exécutés ou les mesures prises pour l'assainissement des localités;
- (4.) Les statistiques intéressant la santé publique ;
- (5.) Des indications bibliographiques.

La langue officielle de l'Office et du Bulletin est la langue française. Le Comité pourra décider que des parties du Bulletin seront publiées en d'autres langues.

ART. 11. Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Office, évaluées à 150,000 francs par an, sont couvertes par les Etats signataires de la Convention dont la contribution est établie suivant les catégories ci-après :

Première catégorie : Brésil, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Indes britanniques, Italie, Russie, à raison de 25 unités ;

Deuxième catégorie : à raison de 20 unités ;

Troisième catégorie : Belgique, Egypte, Pays-Bas, à raison de 15 unités ;

Quatrième catégorie : Suisse, à raison de 10 unités ;

Cinquième catégorie : à raison de 5 unités ;

Sixième catégorie : à raison de 3 unités.

Cette somme de 150,000 francs ne pourra être dépassée sans le consentement des Puissances signataires.

Il est loisible à tout Etat de s'inscrire ultérieurement dans une catégorie supérieure.

Les Etats qui adhéreront ultérieurement à la Convention choisiront la catégorie dans laquelle ils désirent s'inscrire.

ART. 12. Il est prélevé sur les ressources annuelles une somme destinée à la constitution d'un fonds de réserve. Le total de cette réserve, qui ne peut excéder le montant du budget annuel, est placé en fonds d'Etat de premier ordre.

ART. 13. Les membres du Comité reçoivent sur les fonds affectés au fonctionnement de l'Office une indemnité de frais de déplacement. Ils reçoivent, en outre, un jeton de présence pour chacune des séances auxquelles ils assistent.

ART. 14. Le Comité fixe la somme à prélever annuellement sur son budget pour contribuer à assurer une pension de retraite au personnel de l'Office.

ART. 15. Le Comité établit son budget annuel et approuve le compte rendu des dépenses. Il arrête le règlement organique du personnel, ainsi que toutes dispositions nécessaires au fonctionnement de l'Office.

Ce règlement ainsi que ces dispositions sont communiqués par le Comité aux Etats participants et ne pourront pas être modifiés sans leur assentiment.

ART. 16. Un exposé de la gestion des fonds de l'Office est présenté annuellement aux États participants après la clôture de l'exercice.

Pour la Grande-Bretagne.

THEODORE THOMSON.

B. FRANKLIN.

Pour la Belgique :

E. BECO.

O. VELGHE.

Pour le Brésil :

DR. EGYDIO DE SALLES GUERRA.

DR. HENRIQUE DE ROCHA LIMA.

Pour l'Espagne :

MANUEL DE TOLOSA LATOUR.

PABLO SOLER.

Pour les Etats-Unis :

A. M. LAUGHLIN.

R. S. REYNOLDS HITT.

Pour la France :

CAMILLE BARRÈRE.

J. DE CAZOTTE.

ER. RONSSIN.

Pour l'Italie :

ROCCO SANTOLIVIDO.

ADOLFO COTTA.

Pour les Pays-Bas :

H. DE WEEDE.

Pour le Portugal :

M. DE CARVALHO E. VASCONCELLOS.

Pour la Russie :

BARON KORFF.

Pour la Suisse :

J. B. PIODA.

Pour l'Egypte :

IBRAHIM NEGUIB.

MARC ARMAND RUFFER.

Procès-Verbal.

L'ARTICLE 7 de l'Arrangement signé à Rome le 9 décembre 1907, pour la création d'un Office International d'Hygiène Publique, portant que les ratifications du dit Arrangement seront échangées moyennant dépôt auprès du Gouvernement italien, le présent Procès-verbal a été ouvert, à cet effet, au Ministère Royal des affaires étrangères d'Italie.

Ont été présentées au dépôt :

ALBERT LEGRAND, le 28 juillet 1908, la ratification du Président de la République française ;

Baron KORFF, le 28 juillet 1908, la ratification de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ;

WILLIAM ERSKINE, le 28 juillet 1908, la ratification de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande ;

GARRETT, le 1^{er} août 1908, la ratification du Président des Etats-Unis d'Amérique ;

CARLOS GASSEND, le 7 août 1908, la ratification de Sa Majesté le Roi d'Espagne ;

van GROOTVEN, le 8 août 1908, la ratification de Sa Majesté le Roi des Belges ;

R. SANTOLIVIDO, le 20 octobre 1908, la ratification de Sa Majesté le Roi d'Italie ;

J. B. PIODA, le 24 octobre 1908, la ratification du Président de la Confédération suisse ;

ALBERT FIALHO, le 28 octobre 1908, la ratification du Président des Etats-Unis du Brésil.

A la suite d'une entente intervenue entre tous les Gouvernements signataires de l'Arrangement susmentionné du 9 décembre 1907 le présent Procès-verbal a été clos ce jour d'aujourd'hui 15 novembre 1908 avec réserve pour les Pays-Bas, le Portugal et l'Egypte de la faculté de déposer les ratifications ultérieurement et dans le plus court délai possible. Le Gouvernement du Roi prendra acte de ces ratifications et donnera connaissance aux autres Puissances ratifiantes du dépôt des ratifications des trois Puissances susvisées.

Une copie certifiée du présent Procès-verbal sera remise, par les soins du Gouvernement Royal d'Italie, à chacune des autres puissances ayant ratifié l'Arrangement du 9 décembre 1907.

Rome, le 15 novembre 1908.

Le Ministre des affaires étrangères d'Italie,

(Signé) TITTONI.

Adhésions : Serbie, 3 avril 1908 ; Tunis, 3 novembre 1908 ; Pérou, 2 décembre 1908.

Le gouvernement italien a notifié au Gouvernement de la République française que, conformément aux dispositions du procès-verbal de dépôt des ratifications sur l'arrangement international, signé à Rome le 9 décembre 1907, portant création à Paris d'un office international d'hygiène publique, le gouvernement égyptien a effectué le dépôt de ses ratifications sur ledit arrangement.

Le gouvernement italien a également notifié au Gouvernement de la République que, conformément aux dispositions de l'article 5 de cet arrangement, le Pérou, la Serbie et l'Inde britannique ont adhéré à cet acte international.

BELGIQUE — RÉPUBLIQUE DU PÉROU

Convention consulaire.

(Conclue le 18 juillet 1906 entre la Belgique et la République du Pérou et ratifiée le 27 février 1909.)

Sa Majesté le Roi des Belges et Son Excellence le Président de la République du Pérou, également animés du désir de déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les droits, privilèges et immunités réciproques des agents consulaires respectifs ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une Convention consulaire et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Léon Guislain, chevalier de l'Ordre de Léopold, officier de l'Ordre d'Orange-Nassau, chevalier de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, Chargé d'affaires de Belgique près le Gouvernement du Pérou ;

Son Excellence le Président de la République du Pérou :

M. le docteur Javier Prado y Ugarteche, Ministre d'Etat au département des Relations Extérieures ;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Chacune des Hautes Parties contractantes consent à admettre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de l'autre Partie en tout point de son territoire, sauf dans les localités où, par exception, l'on ne pourrait admettre de tels agents.

Cette réserve toutefois ne sera pas appliquée à l'une des Hautes Parties contractantes sans l'être également à toute autre Puissance.

ART. 2. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consu-

lares, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et avant de jouir des immunités qui y sont attachées, devront produire une commission dans la forme établie par les lois de leurs pays respectifs. Le Gouvernement territorial de chacune des deux nations leur délivrera, sans aucun frais, l'exequatur nécessaire à l'exercice de leurs fonctions. Dès lors, les dits agents du service consulaire de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement dans les Etats de l'autre de tous les droits, privilèges, exemptions et immunités que détermine cette Convention, ainsi que des immunités personnelles dont jouissent les agents de même rang et de la même qualité de la nation la plus favorisée.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes se réserve le droit de refuser ou de retirer l'exequatur à l'un quelconque des agents de l'autre, après avoir fait connaître à celle-ci les causes qui pourraient motiver cette mesure.

ART. 3. Les consuls généraux et consuls pourront, pour autant que les lois de leur pays le leur permettront, nommer, avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, des vice-consuls et agents consulaires dans les villes, ports et places compris dans leurs arrondissements consulaires. Ces agents pourront être choisis indistinctement parmi les Belges, les Péruviens ou les citoyens d'autres pays. Ils seront munis d'une commission régulière qui sera présentée lors de la demande de l'exequatur respectif, et ils jouiront des privilèges stipulés dans cette Convention en faveur des agents du service consulaire en se soumettant aux exceptions spécifiées dans les articles 7 et 8.

ART. 4. En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chanceliers ou secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié au ministère des affaires étrangères en Belgique ou au ministère des relations extérieures du Pérou, seront, de plein droit, admis à gérer, par intérim, les affaires des postes respectifs; ils jouiront, pendant toute la durée de cette gestion temporaire, de tous les droits, prérogatives et immunités accordés aux titulaires. En cas de décès de l'agent du service consulaire, s'il n'y a sur place ni remplaçant autorisé, ni légation de l'Etat auquel appartenait l'agent, les autorités locales s'adresseront au consul le plus proche pour faire apposer les scellés sur les archives du poste. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, elles feront procéder à cette formalité en présence de deux témoins désignés à cette fin; la levée des scellés aura lieu en présence, si faire se peut, des mêmes témoins et de la personne dûment autorisée à prendre possession des archives délaissées par le défunt.

ART. 5. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries un écusson aux armes de leur nation avec une inscription portant ces mots : Consulat général, Consulat, Vice-Consulat ou Agence consulaire de Belgique ou du Pérou.

Ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur nation, excepté dans la capitale du pays s'il s'y trouve une légation.

Ils pourront de même arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

ART. 6. Les chancelleries consulaires des agents citoyens du pays qui les a nommés et n'exerçant aucun commerce ni industrie seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront les envahir sous aucun prétexte, ni visiter ou saisir les documents qui y seront enfermés. Les chancelleries consulaires ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieu d'asile. Si un agent du service consulaire est engagé dans des affaires étrangères au dit service, les papiers se rapportant au consulat seront tenus séparément, et ces papiers seront en tout temps inviolables.

ART. 7. Quand la justice de l'un des deux pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'un consul général, d'un consul, d'un vice-consul ou d'un agent consulaire, citoyen de l'Etat qui l'a nommé et n'exerçant aucun commerce, elle l'invitera, par écrit, à se présenter devant elle et, en cas d'empêchement, elle lui demandera son témoignage par écrit, le dit agent devra satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible, ou bien elle se transportera à sa demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

ART. 8. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les a nommés, seront exempts du logement militaire, de tout service, tant dans l'armée régulière de terre ou de mer que dans la garde nationale ou civique ou milice; ils seront de même exempts de toutes les contributions directes au profit de l'Etat, des provinces ou des communes et dont la perception se fait sur des listes nominatives, à moins qu'elles ne soient imposées à raison de la possession de biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital employé dans l'Etat où les dits agents exercent leurs fonctions. Cette exemption ne pourra cependant pas s'appliquer aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires qui exerceraient une profession, une industrie ou un commerce quelconque, les dits agents devant, en ce cas, être soumis au paiement des taxes dues par tout autre étranger dans les mêmes conditions. Les agents du service consulaire, citoyens du pays qui les a nommés et n'exerçant aucun commerce, industrie ou profession, ne pourront être arrêtés préventivement que dans le cas de crime qualifié et puni comme tel par la législation locale.

ART. 9. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités administratives ou judiciaires, soit de l'Etat, de la province ou de la commune des pays respectifs dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour protéger les droits et intérêts de leurs nationaux et pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre la Belgique et le Pérou.

S'il n'était pas fait droit à leur réclamation par les dites autorités, les

aits agents, en l'absence d'un agent diplomatique de leur pays, pourront recourir directement au Gouvernement du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

ART. 10. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord ou de tout autre citoyen de leur nation.

Les dits agents auront en outre le droit de dresser, conformément aux lois et règlements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, les actes de naissance, de reconnaissance d'enfant naturel, de mariage, de divorce et de décès concernant les citoyens du pays qui les a nommés. Ils pourront également dresser, conformément aux lois et règlements de leur pays, tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leur pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils résident, et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions, copies ou traductions des actes dressés et des déclarations reçues en vertu des dispositions du présent article feront foi en justice comme le feraient les originaux eux-mêmes dans les tribunaux de Belgique et du Pérou, pourvu qu'elles soient dûment certifiées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans l'exercice de leurs fonctions, munies de leur cachet officiel et revêtues des légalisations nécessaires.

ART. 11. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous les différends qui se seront élevés en mer ou s'élèveront dans les ports entre les capitaines, les officiers et les hommes de l'équipage, à quelque titre que ce soit, particulièrement pour le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité de l'ordre public à terre ou dans le port ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle d'équipage chaque fois que, pour un motif quelconque, les dits agents le jugeront convenable. Cette arrestation ne pourra excéder le temps où elle est autorisée par les dispositions légales du pays où elle a lieu.

ART. 12. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consu-

lares pourront faire arrêter les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation, qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté les dits bâtiments, pour les renvoyer à bord ou les transporter dans leur pays. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes des pays respectifs et leur feront, par écrit, la demande de ces déserteurs, en justifiant par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels que les hommes qu'ils réclament faisaient partie du dit équipage.

Sur cette seule demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée au moment de leur inscription sur le rôle.

Il leur sera donné toute aide et protection pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de dix jours à partir du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition serait différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

ART. 13. A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs, assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des pays respectifs.

Si cependant des bâtiments du pays ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans les dites avaries et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

ART. 14. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés sur les côtes du Pérou et des navires péruviens sur les côtes de la Belgique seront respectivement dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique au Pérou, et par les consuls généraux, consuls et vice-consuls du Pérou en Belgique, et, jusqu'à leur arrivée, par les agents consulaires respectifs, là où il existera une agence ; dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du consul, dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu et qui devrait être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les autorités locales n'auront à intervenir que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages

naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Il est entendu que ces marchandises ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être livrées à la consommation dans le pays où le naufrage aurait eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera des frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneraient lieu les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

Les habitants du pays qui se trouveraient intéressés dans les objets sauvés pourront avoir recours à l'autorité locale compétente pour toutes les questions concernant la revendication, la remise ou la vente des dits objets, ainsi que pour les dépenses de sauvetage et de conservation.

ART. 15. En cas de décès d'un Belge au Pérou ou d'un Péruvien en Belgique, les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient ; ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils en seront informés les premiers.

L'autorité locale compétente complètera le dit avis par la remise d'une expédition en due forme et sans frais de l'acte de décès.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire auront le droit de réclamer des autorités locales tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment l'apposition et la levée des scellés, la formation de l'inventaire, l'administration et la liquidation de la succession. Ils pourront assister à toutes ces opérations.

Si dans le cours de la liquidation d'une succession il se produisait des contestations, celles-ci devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

ART. 16. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Etats auront seuls qualité pour former les inventaires et pratiquer les autres opérations nécessaires à la sauvegarde des biens laissés par les marins ou passagers de leur nation décédés à terre ou à bord des navires de leur pays, soit pendant la traversée, soit dans le port d'arrivée.

Cependant, si les susdits passagers sont décédés à terre, et s'ils laissent des héritiers ou des créanciers dans le pays où le décès s'est produit, les agents consulaires connaîtront seuls des biens laissés à bord par ces passagers et ils se conformeront, pour le reste, aux prescriptions de l'article 15 de la présente Convention.

ART. 17. Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que les controverses qui pourraient surgir par suite de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention, ainsi que des effets de son application, devront être soumises à la décision d'un arbitre lorsque tous les moyens d'arriver directement à un règlement à l'amiable seront épuisés.

ART. 18. La présente convention restera en vigueur pendant dix ans à partir de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 19. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signée en double original, et y ont apposé leurs cachets, à Lima, le 18 juillet 1906.

(L. S.) L. GUISLAIN.

(L. S.) J. PRADO Y UGARTECHE.

L'échange des ratifications a eu lieu à Lima, le 27 février 1909.

Certifié par le Secrétaire général
du Ministère des affaires étrangères,

Chev^r VAN DER ELST.

JAPON — PAYS-BAS

Convention consulaire.

(27 avril 1908) (1).

Art. 1^{er}.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Japon seront admis dans tous les ports des possessions d'outre-mer ou colonies des Pays-Bas où résident ou résideront des agents de la même catégorie de toute autre nation étrangère.

Art. 2.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Japon seront considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce de leurs nationaux dans leur arrondissement consulaire.

Ils résideront dans les ports des possessions d'outre-mer ou colonies des Pays-Bas indiqués dans leur commission et seront soumis aux lois tant civiles que pénales de ces possessions ou colonies, sauf les exceptions que la présente convention établit en leur faveur.

(1) Echange de ratifications à Tokio, le 31 juillet 1908.

Art. 3.

Avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir de tous les pouvoirs, privilèges, exemptions et immunités qui y sont attachés, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires doivent présenter au Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas une commission, indiquant leur arrondissement consulaire et le lieu de leur résidence.

Le Gouvernement de la possession ou de la colonie leur délivrera, sans aucun frais, l'exéquatur, dûment contresigné, nécessaire à l'exercice de leurs fonctions ; et sur l'exhibition de cette pièce, les dits fonctionnaires consulaires de tout grade auront droit à la protection du Gouvernement et à l'assistance des autorités locales pour assurer le libre exercice de leurs fonctions.

Le Gouvernement de la Reine se réserve la faculté de retirer l'exéquatur ou de le faire retirer par le Gouverneur de la possession ou de la colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, leurs Elèves-Consuls, Chanceliers ou Secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié à et approuvé par l'autorité compétente, seront de plein droit admis à gérer, par intérim, les affaires des postes respectifs : ils jouiront, pendant toute la durée de cette gestion temporaire, pour autant que leur position comme étrangers non-commerçants y donne lieu, conformément à l'article 15, de tous les droits, pouvoirs, privilèges, exemptions et immunités accordés aux titulaires.

Art. 4.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur demeure un écusson aux armes de leur Gouvernement, avec la légende : Consulat général, Consulat, Vice-Consulat ou Agence Consulaire du Japon.

Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être considérées comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Art. 5.

Il est entendu que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra les visiter, les saisir ou s'en enquérir d'une manière quelconque et sous aucun prétexte.

Art. 6.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique.

Aucune demande ne pourra être adressée au Gouvernement Néer-

landais que par l'entremise de l'Agent diplomatique accrédité à La Haye.

En cas d'urgence, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires, pourront recourir directement au Gouverneur de la possession ou de la colonie prouvant l'urgence et exposant les motifs pour lesquels la demande ne pourrait être adressée aux autorités subalternes, ou en démontrant que les demandes antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Art. 7.

Les Conseils Généraux et Consuls pourront nommer des Agents Consulaires dans les ports mentionnés à l'article 1^{er}.

Ces Agents Consulaires pourront être indistinctement des sujets Japonais, des Néerlandais, ou des nationaux de tout autre pays, résidant ou pouvant, aux termes des lois locales, être admis à fixer leur résidence dans le port où l'Agent Consulaire sera nommé. Ces Agents Consulaires, dont la nomination sera soumise à l'approbation du Gouverneur de la possession ou colonie, seront munis d'un brevet délivré par le Consul, sous les ordres duquel ils exerceront leurs fonctions.

Le Gouverneur de la possession ou de la colonie peut, en tout cas, retirer aux Agents Consulaires, en communiquant au Consul Général ou Consul les motifs d'une telle mesure, l'approbation dont il vient d'être parlé.

Art. 8.

Le passeport délivré ou visé par les fonctionnaires consulaires ne dispense nullement le porteur de l'obligation de se munir de tous les actes, requis par les lois ou règlements locaux pour voyager ou s'établir dans les possessions ou colonies, et ne porte aucun préjudice à l'exercice du droit que possède le Gouvernement de la possession ou colonie, d'y interdire le séjour ou d'en ordonner l'éloignement de tout individu muni d'un passeport.

Art. 9.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires japonais naufragés sur les côtes d'une des possessions ou colonies des Pays-Bas seront dirigées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires du Japon.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues

à aucun droit de douane à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 10.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires peuvent requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires japonais, marchands ou de guerre. A cet effet, ils adresseront par écrit aux autorités compétentes la demande de ces déserteurs, et si la preuve est rapportée par les registres du navire, les rôles d'équipage ou par tout autre document authentique, que les hommes réclamés faisaient partie de l'équipage, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins que l'individu dont il s'agit ne soit sujet Néerlandais.

Les autorités locales seront tenues d'exercer toute leur autorité pour faire arrêter les déserteurs. Après leur arrestation, ceux-ci seront mis à la disposition des dits fonctionnaires consulaires et pourront être détenus à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être ensuite renvoyés à bord des navires auxquels ils appartiennent, ou d'un autre navire de la même nation. Néanmoins, si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les quatre mois à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés du même chef.

Il est entendu, toutefois, que la remise du déserteur qui aurait commis quelque crime, délit ou contravention sera renvoyée jusqu'à ce que le tribunal des possessions, des colonies, ou de la mère-patrie, saisi de l'affaire, ait rendu la sentence et que celle-ci ait été exécutée.

Art. 11.

A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires japonais, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglés par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires du Japon.

Si, cependant, le fonctionnaire consulaire a quelque intérêt dans le navire ou la cargaison, ou s'il en est agent, ou si des sujets des Pays-Bas ou des sujets ou citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans les dites avaries et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

Art. 12.

Lorsqu'un sujet japonais vient à décéder dans les possessions ou dans les colonies des Pays-Bas sans héritiers ni exécuteurs testamentaires connus, les autorités néerlandaises chargées d'après les lois ou ordonnances de la possession ou de la colonie de l'administration de la succession, en donneront immédiatement avis aux fonctionnaires consulaires du Japon afin de transmettre aux intéressés les informations

nécessaires ; ceux-ci, de leur côté, devront donner les mêmes informations aux dites autorités lorsqu'ils seront informés les premiers.

L'autorité locale compétente complètera le dit avis par la remise d'une expédition, en due forme et sans frais, de l'acte de décès.

Art. 13.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Japon auront le droit de recevoir, dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des sujets intéressés de leur pays ou à bord des bâtiments de leur pays, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord, et de tout autre sujet de leur pays.

Art. 14.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires du Japon seront exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation.

Ils connaîtront seuls de tous les différends, qui se seront élevés en mer ou qui s'élèveront dans les ports entre le capitaine, les officiers et les hommes de l'équipage, y compris ceux qui concernent le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les tribunaux ou les autres autorités de la possession ou de la colonie ne pourront à aucun titre s'immiscer dans ces différends à moins que ceux-ci ne soient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, que des personnes étrangères à l'équipage ne s'y trouvent mêlées, ou que les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires ne requièrent l'assistance des dites autorités pour mettre leurs décisions à exécution ou en maintenir l'autorité.

Art. 15.

Pour autant qu'au Japon les mêmes faveurs seront accordées réciproquement aux Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires des Pays-Bas, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Japon, qui n'exercent pas le commerce ni aucune fonction ou profession autre que leurs fonctions consulaires, seront exempts de tous les services militaires, réquisitions ou logements militaires, impositions pécuniaires au lieu du service militaire ou de l'impôt personnel, ainsi que de toutes les impositions générales ou municipales ayant un caractère personnel, à moins qu'ils ne soient sujets néerlandais. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires qui ne sont pas sujets néerlandais, sont, même s'ils ne tombent sous les stipulations du premier alinéa de cet article, exempts de tous les services militaires, de réquisitions militaires et de toutes impositions pécuniaires, au lieu du service militaire, en tant qu'au Japon le même privilège est accordé aux Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires des Pays-Bas.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, sujets des Pays-Bas, mais auxquels il a été accordé d'exercer des fonctions consulaires, conférées par le Gouvernement Japonais, sont obligés d'acquitter toutes les impositions ou contributions de quelque nature qu'elles puissent être.

Art. 16.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, de même que les Elèves-Consuls, les Chanceliers et les Secrétaires du Japon jouiront de tous les autres pouvoirs, privilèges, exemptions et immunités dans les possessions ou colonies des Pays-Bas, qui sont ou seront accordés par la suite aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. 17.

La présente Convention est conclue pour un terme de cinq ans, et sera mise en vigueur à partir du dixième jour après l'échange des ratifications, lequel aura lieu à Tokio dans le délai de quatre mois après la signature de la Convention ou plus tôt si faire se peut.

A moins qu'une des deux Hautes Parties contractantes n'ait notifié à l'autre, au moins un an avant ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation faite par l'une des Hautes Parties contractantes.

Fait à La Haye, le vingt-septième jour du quatrième mois de la quarante et unième année de Meiji, correspondant au vingt-septième jour du mois d'avril 1908.

ITALIE — SUISSE

Arrangement relatif aux travaux militaires dans le tunnel du Simplon.

(Echange de notes 17 novembre-26 décembre 1908.)

Par un échange de notes identiques, l'arrangement ci-après est intervenu entre la Suisse et l'Italie au sujet des travaux militaires qu'il pourrait y avoir lieu d'exécuter dans le tunnel du Simplon, savoir :

Art. 1^{er}.

Le personnel de l'administration civile et militaire que le Gouvernement italien chargera de l'étude, de la préparation et de l'exécution des travaux de défense militaire est autorisé, pour un temps illimité, à entrer librement et à séjourner dans la partie du tunnel du Simplon située sur territoire italien jusqu'à la frontière politique, ainsi qu'à

l'entrée sud de ce tunnel. L'autorisation est aussi donnée de déposer, dans la partie italienne du tunnel, les outils, les matériaux, etc., dont on pourrait avoir besoin pour les études et travaux en question ; les dépôts de cette nature devront y être placés de manière à n'entraver en aucune façon l'exploitation du chemin de fer.

Art. 2.

Le personnel italien mentionné à l'article premier sera muni d'une carte spéciale de légitimation par le Gouvernement italien ; cette carte sera signée par le Ministre de la Guerre ou, sur son ordre, par le chef de l'Etat-major de l'armée, ou par le commandant du I^{er} corps d'armée.

Cette carte de légitimation sera *individuelle* pour le personnel chargé de l'étude, de la direction, de la surveillance et de la comptabilité des travaux ; elle pourra être collective pour les ouvriers occupés à ces travaux. Les ouvriers se rendant dans le tunnel devront toutefois toujours être accompagnés par un chef d'équipe responsable, porteur d'une carte personnelle.

Les cartes de légitimation sont valables pour l'année courante ; elles sont renouvelables.

Ces cartes seront présentées aux agents préposés à l'exploitation du chemin de fer à chaque réquisition de leur part.

En vertu du droit réservé au Gouvernement italien par l'article 6 de la convention du 16 mai 1803, concernant la garantie du secret notamment sur la nature des travaux en question, les agents suisses ne pourront sous aucun prétexte accompagner ou suivre le personnel italien dans ses tournées ou dans ses opérations à l'intérieur du tunnel, sauf toutefois s'ils en étaient expressément requis par le personnel italien même.

Art. 3.

Le Gouvernement suisse et l'administration des chemins de fer fédéraux sont exonérés de toute responsabilité, en cas d'accident, envers toute personne qui, munie d'une carte de légitimation établie conformément aux prescriptions qui précèdent, se serait introduite ou arrêtée dans le tunnel, exception faite pour le cas où il y aurait dol ou faute de la part des agents suisses.

Art. 4.

Les travaux militaires exécutés par l'Italie devront se concilier avec les exigences de l'exploitation et de sa sécurité et ne pas entraver le service régulier de surveillance et d'entretien du tunnel. Sauf ces restrictions, le Gouvernement italien conserve la plus grande liberté quant au temps, au mode d'exécution, à l'extension et à la situation des travaux de défense à l'intérieur du tunnel et à son entrée sud.

L'Etat italien est responsable envers le Gouvernement suisse et l'administration des chemins de fer fédéraux de tous les accidents et

dommages que ces travaux pourraient occasionner pendant et après leur construction.

Berne, le 31 décembre 1908.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.

ITALIE — MEXIQUE

Traité général d'arbitrage.

(16 octobre 1907) (1).

Sua Maestà il Re d'Italia e il Presidente degli Stati Uniti del Messico mossi dal desiderio di stringere sempre più i vincoli di amicizia che esistono tra i due paesi, ispirandosi ai principi della Convenzione per il regolamento pacifico dei conflitti internazionali, firmato all'Aja il 29 luglio 1899, e desiderando, conformemente allo spirito dell'art. 19 della detta Convenzione, di consacrare, mediante un accordo generale, il principio dell'arbitrato obbligatorio nei loro rapporti reciproci, hanno stabilito di concludere una Convenzione a questo fine, ed hanno per ciò nominati loro plenipotenziari i loro delegati plenipotenziari alla seconda Conferenza della pace, cioè

Sua Maestà il Re d'Italia: Sua Eccellenza il conte Giuseppe Tornielli Brusati di Vergano, senatore del Regno, suo ambasciatore presso il Presidente della Repubblica francese, membro della Corte permanente d'arbitrato ;

Sua Eccellenza l'on. Guido Pompilj, deputato al Parlamento nazionale, suo sottosegretario di Stato per gli affari esteri ;

L'onorevole Guido Fusinato, deputato al Parlamento nazionale, consigliere di Stato.

Il Presidente degli Stati Uniti del Messico: Il sig. Gonzalo A. Esteva, inviato straordinario e Ministro plenipotenziario presso Sua Maestà il Re d'Italia ;

Il signor Sebastiano B. di Mier, inviato straordinario e ministro plenipotenziario presso il Presidente della Repubblica francese ;

Il signor Francisco R. de la Barra, inviato straordinario e ministro plenipotenziario presso Sua Maestà il Re del Belgio e presso Sua Maestà la Regina dei Paesi Bassi ; i quali, dopo essersi comunicati i rispettivi loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

(1) Echange des ratifications à Rome le 7 mars 1908, décret royal de promulgation en Italie, 7 janvier 1909, *Gazetta Ufficiale* du 13 mars 1909, n° 61.

ART. 1. — Le alte parti si obbligano di sottoporre a giudizio arbitrale tutte le controversie che potessero sorgere tra di loro e che non fosse stato possibile risolvere per le vie diplomatiche.

Ciascuno dei due Stati ha per altro la facoltà di non sottoporre all'arbitrato quelle controversie le quali, secondo il suo apprezzamento, mettono in questione l'indipendenza e l'onore nazionale.

Nelle controversie che fossero di competenza dell'autorità giudiziaria secondo la legge territoriale, le parti contraenti avranno il diritto di non sottoporre la lite al giudizio arbitrale fino a che la giurisdizione nazionale non si sia pronunciata definitivamente.

ART. 2. — Saranno in ogni caso sottoposte al giudizio arbitrale, senza la riserva di cui all'alinea secondo dell'art. 1°, le controversie relative alle seguenti questioni:

1° Reclami pecuniari per perdite di danni sofferti da uno degli Stati contraenti o dai suoi nazionali, per effetto di atti illeciti od omissioni dell'altro Stato contraente, delle autorità pubbliche e dei loro funzionari;

2° Interpretazione e applicazione delle stipulazioni concernenti materie d'indole esclusivamente giuridica, amministrativa, economica, di commercio e di navigazione;

3° Diniego di giustizia.

La questione, se una data controversia costituisca o no una di quelle espressamente prevedute nei numeri 1, 2, e 3, sarà del pari sottoposta all'arbitrato.

ART. 3. — Caso per caso le alte parti contraenti firmeranno un compromesso speciale che determinerà l'oggetto della contesa, e, se ne è il caso, la sede del tribunale, la lingua di cui esso si servirà e quelle delle quali sarà consentito l'uso davanti al medesimo, la somma che ciascuna parte dovrà depositare come anticipazione di spese, la forma e i termini per la costituzione del tribunale e per lo scambio delle memorie e degli atti, e, in generale, tutte le condizioni fra di loro concordate.

In mancanza di compromesso, gli arbitri, nominati secondo le regole di cui agli articoli 4 e 5 del presente trattato, giudicheranno in base alle pretese che saranno loro sottoposte.

Per tutto il rimanente e in mancanza d'accordo speciale, si osserveranno le disposizioni stabilite dalla Convenzione per il regolamento pacifico dei conflitti internazionali, firmata all'Aja il 29 luglio 1899, con le modificazioni e le aggiunte contenute nei seguenti articoli.

ART. 4. — Salvo stipulazione in contrario, il tribunale sarà composto di tre membri. Le due parti ne nomineranno uno per ciascuna, e si accorderanno per la scelta del terzo arbitro. Se l'accordo su questo punto non è possibile, le parti si rivolgeranno a una terza potenza perchè ne faccia la designazione, e, in mancanza d'accordo anche su di ciò, richiesta sarà fatta a Sua Maestà la Regina dei Paesi Bassi o ai suoi successori.

Il terzo arbitro sarà scelto nell'elenco dei membri della Corte permanente d'arbitrato stabilita dalla Convenzione dell'Aja. Nessuno degli arbitri potrà essere cittadino di una delle parti, nè aver domicilio o residenza nel loro territorio.

La stessa persona non potrà funzionare come terzo arbitro in due vertenze successive.

ART. 5. — Quando le parti non si accordassero per la costituzione del tribunale, le funzioni arbitrali saranno conferite ad un arbitro unico, che, salvo stipulazione in contrario, sarà nominato secondo le regole stabilite nell'articolo precedente per la nomina del terzo arbitro.

Salvo stipulazione in contrario, la questione preveduta nell'ultimo allinea dell'articolo 2 sarà parimente decisa da un arbitro unico, da nominarsi secondo le stesse regole, e che, quando ne sia il caso, continuerà a funzionare, come arbitro unico o come terzo arbitro per la decisione del merito della contesa.

ART. 6. — La sentenza arbitrale è pronunciata a maggioranza di voti ; è esclusa ogni menzione del dissenso eventuale di un arbitro.

La sentenza è sottoscritta dal presidente e dal cancelliere, o dall'arbitro unico.

ART. 7. — La sentenza arbitrale decide definitivamente e senza appello la contestazione.

E'tuttavia ammessa una domanda di revisione, davanti lo stesso tribunale o lo stesso arbitro che pronuncio la sentenza, e prima che questa sia eseguita, nei casi seguenti :

1° Se è stato scoperto un fatto nuovo, tale che avrebbe potuto esercitare una influenza decisiva sulla sentenza, e che, al momento della chiusura del dibattimento, era ignoto alla parte che chiede la revisione, e al tribunale o all'arbitro ;

2° Se sia stato giudicato sopra documenti falsi od errati ;

3° Se la sentenza sia, in tutto o in parte, viziata da un errore di fatto risultante dagli atti o documenti della causa.

ART. 8. — Qualunque controversia potesse sorgere fra le parti circa l'interpretazione o l'esecuzione della sentenza, sarà sottoposta al giudizio dello stesso tribunale o dello stesso arbitro che la pronunzio.

ART. 9. — Il presente trattato è redatto in lingua italiana, spagnuola e francese.

Le alte parti contraenti dichiarano di considerare, in caso di dubbio, il testo francese come facente fede.

ART. 10. Il presente trattato sarà ratificato, e le ratifiche saranno scambiate a Roma il più presto possibile.

Avrà la durata di dieci anni a datare dallo scambio delle ratifiche. Se non sarà denunciato sei mesi prima della scadenza, lo si intenderà rinnovato per un nuovo periodo di dieci anni, e così di seguito.

In fede di che i plenipotenziari hanno sottoscritto il presente trattato e lo hanno munito dei loro sigilli.

Fatto e sottoscritto all'Aja, in doppio esemplare, il 16 ottobre mille-novecentosette.

(L. S.) G. TORNIELLI ; G. POMPIJ G. FUSINATO.

(L. S.) G. A. ESTEVA ; S. B. DE MIER ; F. L. DE LA BARRA.

FRANCE — ETHIOPIE

Traité d'amitié et de commerce (1).

Le Gouvernement de la République française et S. M. Ménélik II, voulant se donner une nouvelle preuve de l'amitié qui les unit et faciliter les relations commerciales existant d'ancienne date entre les ressortissants des deux Etats, sont convenus de conclure un traité qui devra les lier eux-mêmes et leurs successeurs.

En conséquence, le Gouvernement de la République française, représenté par M. Antony Klobukowski, ministre plénipotentiaire de la République, en mission spéciale, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre impérial de l'Etoile d'Ethiopie, et dont les pouvoirs ont été trouvés en bonne et due forme,

Et S. M. l'empereur Ménélik II, agissant en son propre nom, comme roi des rois d'Ethiopie, sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. — Le gouvernement éthiopien facilitera, dans la mesure de son pouvoir, à tous les négociants de l'empire, les moyens de prendre la route du port de Djibouti. Les deux gouvernements contractants prendront les mesures utiles pour que les négociants soient préservés de tout dommage sur la route.

ART. 2. — Les ressortissants et les protégés des deux Etats jouiront de la pleine liberté de pénétrer sur toute l'étendue du territoire de l'autre Etat, d'y circuler, d'y séjourner, d'y posséder suivant les usages du pays et de s'y livrer au commerce, à l'industrie et à l'agriculture en toute sécurité pour leur personne et leurs biens.

Cette liberté ne pourra être entravée par aucun monopole ou privilège exclusif de vente ou d'achat, réserve faite pour les monopoles d'Etat déjà existants et ceux que le gouvernement éthiopien voudrait établir en conformité du régime en vigueur en France.

(1) Signé le 10 janvier 1908, approuvé par les Chambres et promulgué par décret du 30 janvier 1909, publié au *Journal Officiel* le 10 mars 1909. Entrée en vigueur : 5 avril 1909.

ART. 3. — Les marchandises françaises importées dans l'empire éthiopien sont frappées d'un droit de 10 p. 100 sur leur valeur marchande au lieu de leur destination.

Toutefois les vins, champagnes, bières et les boissons non alcooliques ne payeront que 8 p. 100.

Lorsque l'état du mouvement commercial en Ethiopie le permettra, sans qu'il puisse en résulter une perte pour le Trésor impérial, l'établissement de la valeur marchande sera déterminé par la déclaration en douane, du prix au lieu d'origine ou de fabrication augmenté des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation, jusqu'au lieu d'introduction.

ART. 4. — Le gouvernement éthiopien s'engage à faire bénéficier les ressortissants et protégés français de tous les droits, avantages et privilèges qu'il a pu accorder ou qu'il accordera dans l'avenir aux ressortissants et protégés d'une tierce puissance, et notamment en ce qui concerne les douanes, les impôts intérieurs et la juridiction.

ART. 5. — Le transit des armes et des munitions destinées au gouvernement éthiopien est autorisé sur l'étendue des territoires dépendant du Gouvernement de la République, dans les conditions prescrites par l'acte général de Bruxelles en date du 2 juillet 1890.

Il est entendu que les marchandises destinées au gouvernement de l'Etat éthiopien peuvent, sur une déclaration officielle de S. M. l'empereur, pénétrer en Ethiopie, en franchise de droits, par les ports de la côte française des Somalis.

ART. 6. — Les ressortissants et protégés du Gouvernement de la République française sont autorisés à se servir des télégraphes, des postes et de tous autres moyens de communication et de transport existant déjà ou à créer dans l'empire éthiopien, aux mêmes conditions et aux mêmes taxes que les sujets de l'empereur ou les ressortissants de la puissance la plus favorisée.

ART. 7. — Toutes les affaires de quelque nature qu'elles soient, criminelles ou autres, entre les ressortissants ou protégés français, relèveront désormais de la juridiction française, jusqu'à ce que la législation de l'empire d'Ethiopie soit en concordance avec les législations d'Europe.

Toutes les affaires de quelque nature qu'elles soient, criminelles ou autres, entre les ressortissants et les protégés français et les sujets de l'empereur, seront portées devant un magistrat abyssin siégeant dans un local spécial et qui jugera, assisté du consul de France ou de son délégué.

Si le sujet abyssin est défendeur, il sera jugé suivant la loi éthiopienne.

Si le ressortissant ou protégé français est défendeur, il sera jugé suivant la loi française.

En cas de désaccord entre les juges, il sera statué en dernier ressort par le tribunal de S. M. le roi des rois d'Éthiopie.

En cas de crimes ou délits commis par les ressortissants ou protégés français, l'autorité territoriale usera de son droit de police pour la recherche et l'arrestation des coupables, à charge par elle d'en informer immédiatement le consul de France et de les remettre entre ses mains.

ART. 8. — Chacune des deux parties contractantes accordera à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'établissement de représentants accrédités en France et en Abyssinie.

ART. 9. — Sont abrogées toutes les clauses d'actes ou de conventions antérieures qui seraient contraires au présent traité.

Le présent traité entrera en vigueur un mois après que sa ratification par le Gouvernement de la République française aura été notifiée à S. M. l'empereur d'Éthiopie.

Il subsistera pendant dix ans après sa mise en vigueur ; cette période expirée, le traité subsistera tant qu'une des parties contractantes n'aura pas fait connaître son intention d'y mettre fin.

La dénonciation ne produira effet qu'un an après le moment où elle aura été notifiée.

En foi de quoi, S. M. Ménélyk II, roi des rois d'Éthiopie, au nom de son empire, et M. Antony Klobukowski, ministre plénipotentiaire de la République française, en mission spéciale.

Ont signé le présent traité en deux exemplaires entièrement conformes en langue française et amharique, restant aux mains, l'un du Gouvernement éthiopien et l'autre du Gouvernement de la République française, et y ont apposé leur sceau.

Fait à Addis-Abbeba, le 10 janvier 1908, 1^{er} jour de l'an de grâce 1900.

(L. S.) Signé : A. KLOBUKOWSKI.

(L. S.) — MÉNÉLIK.

GRANDE-BRETAGNE — ETHIOPIE

Traité de délimitation.

(Signé à Addis-Ababa, le 6 décembre 1907.)

(The Amharic text of this Agreement bears the Seal of the Emperor Menelek II.)

The frontier between British East Africa, Uganda, and Ethiopia, agreed on between the two Governments, shall be—

The line which is marked in red on the maps annexed to this Treaty in duplicate, which line, starting from the junction of the

River Dawa with the River Ganale, follows the thalweg of the River Dawa to Ursulli, and from that point follows the tribal limits between the Gurré and the Borana to Gebel Kuffolé; from Gebel Kuffolé the line passes through the summits of the following hills: Roka, Churré Moyele, Burrolé, El Dimtu, Furroli, Dugga Kakulla, Burrchuma, Afur. From there the line goes to the creek at the south end of Lake Stefanie, thence due west to Lake Rudolf, thence north-west across Lake Rudolf to the point of the peninsula east of Sander-son Gulf, thence along the west shore of that peninsula to the mouth, or marshes at the mouth, of the River Kibish (River Sacchi), thence along the thalweg of this river to latitude $5^{\circ} 25'$ north; from there due west to a point $35^{\circ} 15'$ longitude east of Greenwich, thence the line follows this degree of longitude to its intersection with latitude $5^{\circ} 40'$ north, and runs from there to the intersection of the 6° north latitude with the 35° of longitude east of Greenwich.

The tribes occupying either side of the line shall have the right to use the grazing grounds on the other side as in the past, but during their migrations it is understood that they shall be subject to the jurisdiction of the territorial authority. Free access to the nearest wells is equally accorded to the tribes occupying either side of the line.

Both Governments shall send Commissioners, who shall, in concert, delimit the exact line of the frontier which is above described, and which is marked, pending such delimitation, with a red line upon the accompanying maps.

While they are there they shall settle the frontier of the Borana with the Gurré in concert with the heads of those tribes and in accordance with their customs.

The above Treaty is written in duplicate, one copy being in the hands of the British Government and the other copy being in the hands of the Ethiopian Government.

(Signed) T. B. HOHLER,

His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires.

Adis Ababa; December 16, 1907.

CHINE — GRANDE-BRETAGNE — THIBET

Convention concernant les règlements commerciaux.

(Signée en anglais, chinois, thibétain, à Calcutta, le 20 avril 1908.)
(Echange des ratifications à Pékin, le 14 octobre 1908.)

TEXTE ORIGINAL (1).

TIBET TRADE REGULATIONS

Preamble.

Whereas by Article 1 of the Convention between Great Britain and China on the 27th April 1906, that is the 4th day of the 4th moon of the 32nd year of Kwang Hsü, it was provided that both the High Contracting Parties should engage to take at all times such steps as might be necessary to secure the due fulfilment of the terms specified in the Lhasa Convention of 7th September 1904 between Great Britain and Tibet, the text of which in English and Chinese was attached as an Annexe to the above-mentioned Convention ;

And whereas it was stipulated in Article 3 of the said Lhasa Convention that the question of the amendment of the Tibet Trade Regulations which were signed by the British and Chinese Commissioners on the 5th day of December 1893 should be reserved for separate consideration, and whereas the amendment of these Regulations is now necessary ;

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the Emperor of the Chinese Empire have for this purpose named as their Plenipotentiaries, that is to say :

His Majesty the King of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, — Mr. E. C. Wilton, C. M. G. ;

His Majesty the Emperor of the Chinese Empire — His Majesty's Special Commissioner Chang Yin Tang ;

And the High Authorities of Tibet have named as their fully authorised Representative to act under the directions of Chang Tachen and take part in the negotiations — The Tsarong Shape, Wang-Chuk Gyalpo.

And whereas Mr. E. C. Wilton and Chang Tachen have communicated to each other since their respective full powers and have

(1) Cf. traduction française résumée dans *Archives diplomatiques*, 1908, tome CVII, p. 245.

found them to be in good and true form and have found the authorisation of the Tibetan Delegate to be also in good and true form, the following amended Regulations have been agreed upon :—

1. The Trade Regulations of 1893 shall remain in force in so far as they are not inconsistent with these Regulations.

2. The following places shall form, and be included within, the boundaries of the Gyantse mart :—

(a.) The line begins at the Chumig Dangsang (Chhu-Mig-Dangsangs) north-east of the Gyantse Fort, and thence it runs in a curved line, passing behind the Pekor-C ode (Dpal-Hkhor-Choos-Sde), down to Chag-Dong-Gang (Phyag-Gdong-Sgang); thence, passing straight over the Nyan Chu, it reaches the Zamsa (Zam-Srag). (b.) From the Zamsa the line continues to run, in a south-eastern direction, round to Lachi-To (Gla-Dkyii-Stod), embracing all the farms on its way, viz., The Lahong; The Hogtso (Hog - Mtsho); the Tong-Chung-Shi (Grong-Chhung-Gshis); and the Rabgang (Rab-Sgang), etc. (c.) From Lachi-To the line runs to the Yutog (Gyu-Thog), and thence runs straight, passing through the whole area of Gamkar-Shi (Ragal-Mkhar-Gshis), to Chumig Dangsang.

As difficulty is experienced in obtaining suitable houses and godowns at some of the marts, it is agreed that British subjects may also lease lands for the building of houses and godowns at the marts, the locality for such building sites to be marked out specially at each mart by the Chinese and Tibetan authorities in consultation with the British Trade Agent. The British Trade Agents and British subjects shall not build houses and godowns except in such localities, and this arrangement shall not be held to prejudice in any way the administration of the Chinese and Tibetan Local Authorities over such localities, or the right of British subjects to rent houses and godowns outside such localities for their own accommodation and the storage of their goods.

British subjects desiring to lease building sites shall apply through the British Trade Agent to the Municipal Office at the mart for a permit to lease. The amount of rent, or the period or conditions of the lease, shall then be settled in a friendly way by the lessee and the owner themselves. In the event of a disagreement between the owner and lessee as to the amount of rent or the period or conditions of the lease, the case will be settled by the Chinese and Tibetan Authorities, in consultation with the British Trade Agent. After the lease is settled, the sites shall be verified by the Chinese and Tibetan Officers of the Municipal Office conjointly with the British Trade Agent. No building is to be commenced by the lessee on a site before the Municipal Office has issued him a permit to build, but it is agreed that there shall be no vexatious delays in the issue of such permit.

3. The administration of the trade marts shall remain with the Tibetan Officers, under the Chinese Officers' supervision and directions.

The Trade Agents at the marts and Frontier Officers shall be of suitable rank, and shall hold personal intercourse and correspondence one with another on terms of mutual respect and friendly treatment.

Questions which cannot be decided by agreement between the Trade Agents and the Local Authorities shall be referred for settlement to the Government of India and the Tibetan High Authorities at Lhasa. The purport of a reference by the Government of India will be communicated to the Chinese Imperial Resident at Lhasa. Questions which cannot be decided by agreement between the Government of India and the Tibetan High Authorities at Lhasa shall, in accordance with the terms of Article 1 of the Peking Convention of 1906, be referred for settlement to the Governments of Great Britain and China.

4. In the event of disputes arising at the marts between British subjects and persons of Chinese and Tibetan nationalities, they shall be enquired into and settled in personal conference between the British Trade Agent at the nearest mart and the Chinese and Tibetan Authorities of the Judicial Court at the mart, the object of personal conference being to ascertain facts and to do justice. Where there is a divergence of view the law of the country to which the defendant belongs shall guide. In any of such mixed cases, the Officer, or Officers of the defendant's nationality shall preside at the trial; the Officer, or Officers of the plaintiff's country merely attending to watch the course of the trial.

All questions in regard to rights, whether of property or person, arising between British subjects, shall be subject to the jurisdiction of the British Authorities.

British subjects, who may commit any crime at the marts or on the routes to the marts, shall be handed over by the local authorities to the British Trade Agent at the mart nearest to the scene of offence, to be tried and punished according to the laws of India, but such British subjects shall not be subjected by the local authorities to any ill-usage in excess of necessary restraint.

Chinese and Tibetan subjects, who may be guilty of any criminal act towards British subjects at the marts or on the routes thereto, shall be arrested and punished by the Chinese and Tibetan Authorities according to law.

Justice shall be equitably and impartially administered on both sides.

Should it happen that Chinese or Tibetan subjects bring a criminal complaint against a British subject before the British Trade Agent, the Chinese or Tibetan Authorities shall have the right to send a representative, or representatives, to watch the course of trial in the British Trade Agent's Court. Similarly, in cases in which a British subject has reason to complain of a Chinese or Tibetan subject in the Judicial Court at the mart, the British Trade Agent shall have the right to send a representative to the Judicial Court to watch the course of trial.

5. The Tibetan Authorities, in obedience to the instructions of the

Peking Government, having a strong desire to reform the judicial system of Tibet, and to bring it into accord with that of Western nations, Great Britain agrees to relinquish her rights of extra-territoriality in Tibet, whenever such rights are relinquished in China, and when she is satisfied that the state of the Tibetan laws and the arrangements for their administration and other considerations warrant her in so doing.

6. After the withdrawal of the British troops, all the resthouses, eleven in number, built by Great Britain upon the routes leading from the Indian frontier to Gyantse, shall be taken over at original cost by China and rented to the Government of India at a fair rate. One-half of each rest-house will be reserved for the use of the British officials employed on the inspection and maintenance of the telegraph lines from the marts to the Indian frontier and for the storage of their materials, but the rest-houses shall otherwise be available for occupation by British, Chinese and Tibetan officers of respectability who may proceed to and from the marts.

Great Britain is prepared to consider the transfer to China of the telegraph lines from the Indian frontier to Gyantse when the telegraph lines from China reach that mart and in the meantime Chinese and Tibetan messages will be duly received and transmitted by the line constructed by the Government of India.

In the meantime China shall be responsible for the due protection of the telegraph lines from the marts to the Indian frontier and it is agreed that all persons damaging the lines or interfering in any way with them or with the officials engaged in the inspection or maintenance thereof shall at once be severely punished by the local authorities.

7. In law suits involving cases of debt on account of loans, commercial failure, and bankruptcy, the authorities concerned shall grant a hearing and take steps necessary to enforce payment ; but, if the debtor plead poverty and be without means, the authorities concerned shall not be held responsible for the said debts, nor shall any public or official property be distrained upon in order to satisfy these debts.

8. The British Trade Agents at the various trade marts now or hereafter to be established in Tibet may make arrangements for the carriage and transmission of their posts to and from the frontier of India. The couriers employed in conveying these posts shall receive all possible assistance from the local authorities whose districts they traverse and shall be accorded the same protection as the persons employed in carrying the despatches of the Tibetan Authorities. When efficient arrangements have been made by China in Tibet for a Postal Service, the question of the abolition of the Trade Agents' couriers will be taken into consideration by Great Britain and China. No restrictions whatever shall be placed on the employment by British officers and traders of Chinese and Tibetan subjects in any lawful capacity. The persons so employed shall not be exposed to any kind of molestation or suffer any loss of civil rights to which they may be entitled as Tibetan

subjects, but they shall not be exempted from all lawful taxation. If they be guilty of any criminal act, they shall be dealt with by the local authorities according to law without any attempt on the part of their employer to screen or conceal them.

9. British officers and subjects, as well as goods, proceeding to the trade marts, must adhere to the trade routes from the frontier of India. They shall not, without permission, proceed beyond the marts, or to Gartok from Yatung and Gyantse, or from Gartok to Yatung and Gyantse, by any route through the interior of Tibet, but natives of the Indian frontier, who have already by usage traded and resided in Tibet, elsewhere than at the marts shall be at liberty to continue their trade, in accordance with the existing practice, but when so trading or residing they shall remain, as heretofore, amenable to the local jurisdiction.

10. In cases where officials or traders, *en route* to and from India or Tibet are robbed of treasure or merchandise, public or private, they shall forthwith report to the Police officers, who shall take immediate measures to arrest the robbers, and hand them to the Local Authorities. The Local Authorities shall bring them to instant trial, and shall also recover and restore the stolen property. But, if the robbers flee to places out of the jurisdiction and influence of Tibet, and cannot be arrested, the Police and the Local Authorities shall not be held responsible for such losses.

11. For public safety tanks or stores of kerosene oil or any other combustible or dangerous articles in bulk must be placed far away from inhabited places at the marts.

British or Indian merchants, wishing to build such tanks or stores, may not do so until, as provided in Regulation 2, they have made application for a suitable site.

12. British subjects shall be at liberty to deal in kind or in money, to sell their goods to whomsoever they please, to purchase native commodities from whomsoever they please, to hire transport of any kind, and to conduct in general their business transactions in conformity with local usage and without any vexatious restrictions or oppressive exactions whatever.

It being the duty of the Police and Local Authorities to afford efficient protection at all times to the persons and property of the British subjects at the marts, and along the routes to the marts China engages to arrange effective police measures at the marts and along the routes to the marts. On due fulfilment of these arrangements, Great Britain undertakes to withdraw the Trade Agents' guards at the marts and to station no troops in Tibet so as to remove all cause for suspicion and disturbance among the inhabitants. The Chinese Authorities will not prevent the British Trade Agents holding personal intercourse and correspondence with the Tibetan officers and people.

Tibetan subjects trading, travelling or residing in India shall receive

equal advantages to those accorded by this Regulation to British subjects in Tibet.

13. The present Regulations shall be in force for a period of ten years reckoned from the date of signature by the two Plenipotentiaries as well as by the Tibetan Delegate; but if no demand for revision be made on either side within six months after the end of the first ten years, then the Regulations shall remain in force for another ten years, from the end of the first ten years; and so it shall be at the end of each successive ten years.

14. The English, Chinese and Tibetan texts of the present Regulations have been carefully compared, and, in the event of any question arising as to the interpretation of these Regulations, the sense as expressed in the English text shall be held to be the correct sense.

15. The Ratifications of the present Regulations under the hand of His Majesty the King of Great Britain and Ireland, and of His Majesty the Emperor of the Chinese Empire, respectively, shall be exchanged at London and Peking within six months from the date of signature.

In witness whereof the two Plenipotentiaries and the Tibetan Delegate have signed and sealed the present Regulations.

Done in quadruplicate at Calcutta, this twentieth day of April, in the year of our Lord nineteen hundred and eight, corresponding with the Chinese date, the twentieth day of the third moon of the thirty-fourth year of Kuang Hsü.

(L.S.) E. C. WILTON,
British Commissioner.

Signature of
(L.S.) CHANG YIN TANG,
Chinese Special Commissioner.

Signature of
(L.S.) WANG CHUK GYALPO,
Tibetan Delegate.

GRANDE-BRETAGNE — ETATS-UNIS

Convention d'arbitrage.

(4 avril 1908.) (1)

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of

(1) Echange des ratifications à Washington, le 4 juin 1908.

India, and the President of the United States of America, desiring in pursuance of the principles set forth in Articles 15-19 of the Convention for the pacific settlement of international disputes, signed at The Hague July 29, 1899, to enter into negotiations for the conclusion of an Arbitration Convention, have named as their Plenipotentiaries, to wit :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, The Right Honourable James Bryce, O. M., and

The President of the United States of America, Elihu Root, Secretary of State of the United States,

Who, after having communicated to one another their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles :

ARTICLE I.

Differences which may arise of a legal nature or relating to the interpretation of treaties existing between the two Contracting Parties and which it may not have been possible to settle by diplomacy, shall be referred to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention of the 29th of July, 1899, provided, nevertheless, that they do not affect the vital interests, the independence, or the honour of the two Contracting States, and do not concern the interests of third Parties.

ART. 2.

In each individual case the High Contracting Parties, before appealing to the Permanent Court of Arbitration, shall conclude a special Agreement defining clearly the matter in dispute, the scope of the powers of the Arbitrators, and the periods to be fixed for the formation of the Arbitral Tribunal and the several stages of the procedure. It is understood that such special agreements on the part of the United States will be made by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof ; His Majesty's Government reserving the right before concluding a special agreement in any matter affecting the interests of a self-governing Dominion of the British Empire to obtain the concurrence therein of the Government of that Dominion.

Such Agreements shall be binding only when confirmed by the two Governments by an Exchange of Notes.

ART. 3.

The present Convention shall be ratified by His Britannic Majesty, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof. The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the Convention shall take effect on the date of the exchange of its ratifications.

ART. 4.

The present Convention is concluded for a period of five years, dating from the day of the exchange of its ratifications.

Done in duplicate at the City of Washington, this fourth day of April, in the year 1908.

(Signed) JAMES BRYCE.
(Signed) ELIHU ROOT.

Annex.

Washington, April 4, 1908.

SIR,

I have the honour to inform you that I have been instructed by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to place on record, on behalf of His Majesty's Government, with reference to the General Arbitration Treaty just signed by you and myself, that the final sentence of Article 2 has been inserted in order to reserve to both Governments the freedom of action secured to the United States' Government under their Constitution until any Agreement which may have been arrived at shall have been notified to be finally binding and operative by an exchange of notes. It is understood that this Treaty will not apply to existing pecuniary claims nor to the negotiation and conclusion of the special Treaty recently recommended by the International Waterways Commission or any other such Treaty for the settlement of questions connected with boundary waters.

I shall be obliged if you will inform me of the concurrence of the United States' Government in the terms of this note.

I have, etc.

(Signed) JAMES BRYCE.

The Honourable Elihu Root,

Secretary of State.

*Department of State, Washington,
April 4, 1908.*

EXCELLENCY,

In signing with you to-day a General Arbitration Treaty which has been negotiated between our respective Governments, I have the honour to acknowledge and take due cognizance of your note of this day's date, whereby you inform me that you are instructed by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to place on record, on

behalf of His Majesty's Government, with reference to said Treaty, that the final sentence of Article 2 has been inserted in order to reserve to both Governments the freedom of action secured to the United States' Government under their Constitution until any Agreement which may have been arrived at shall have been notified to be finally binding and operative by an exchange of notes. The Government of the United States, in turn, declares that its understanding of the final sentence of Article 2 aforesaid is that which you set forth on behalf of His Majesty's Government.

I also take note of and concur in the understanding expressed in your note that the Treaty we have just signed will not apply to existing pecuniary claims nor to the negotiation and conclusion of the Special Treaty recently recommended by the International Waterways Commission or any other such Treaty for the settlement of questions connected with boundary waters.

I have, etc.

(Signed) ELIHU ROOT.

His Excellency the Right

Honourable J. Bryce, O.M.

etc. etc. etc.

**Arrangement d'arbitrage concernant l'exécution
de la Convention du 20 octobre 1818.**

(Signé à Washington, le 27 janvier 1909.)

ARTICLE I.

Whereas by Article 1 of the Convention signed at London on the 20th day of October, 1818, between Great Britain and the United States, it was agreed as follows : —

Whereas differences have arisen respecting the liberty claimed by the United States for the inhabitants thereof, to take, dry and cure Fish on certain coasts, bays, harbours and creeks of His Britannic Majesty's dominions in America, it is agreed between the High Contracting Parties, that the inhabitants of the said United States shall have for ever, in common with the subjects of His Britannic Majesty, the liberty to take fish of every kind on that part of the southern coast of Newfoundland which extends from Cape Ray to the Rameau Islands, on the western and northern coast of Newfoundland, from the said Cap Ray to the Quirpon Islands on the shores of the Magdalen Islands, and also on the coasts, bays, harbours, and creeks from Mount Joly on the southern coast of Labrador, to and through the Straits of Belleisle and thence northwardly indefinitely along the coast, without prejudice, however, to any of the exclusive rights of the Hudson Bay Company; and that

the American fishermen shall also have liberty for ever, to dry and cure fish in any of the unsettled bays, harbours, and creeks of the southern part of the coast of Newfoundland hereabove described, and of the coast of Labrador; but so soon as the same, or any portion thereof, shall be settled, it shall not be lawful for the said fishermen to dry or cure fish at such portion so settled, without previous agreement for such purpose with the inhabitants, proprietors, or possessors of the ground. And the United States hereby renounce for ever, any liberty heretofore enjoyed or claimed by the inhabitants thereof, to take, dry, or cure fish on, or within 3 marine miles of any of the coasts, bays, creeks or harbours of His Britannic Majesty's dominions in America not included within the above-mentioned limits; provided, however, that the American fishermen shall be admitted to enter such bays or harbours for the purpose of shelter and of repairing damages therein, of purchasing wood, and of obtaining water, and for no other purpose whatever. But they shall be under such restrictions as may be necessary to prevent their taking, drying or curing fish therein, or in any other manner whatever abusing the privileges hereby reserved to them.

And, whereas, differences have arisen as to the scope and meaning of the said Article, and of the liberties therein referred to, and otherwise in respect of the rights and liberties which the inhabitants of the, United States have or claim to have in the waters or on the shores therein referred to :

It is agreed that the following questions shall be submitted for decision to a Tribunal of Arbitration constituted as hereinafter provided :—

Question 1. — To what extent are the following contentions or either of them justified ?

It is contended on the part of Great Britain that the exercise of the liberty to take fish referred to in the said Article, which the inhabitants of the United States have for ever in common with the subjects of His Britannic Majesty, is subject, without the consent of the United States, to reasonable regulation by Great Britain, Canada, or Newfoundland in the form of municipal Laws, Ordinances, or Rules, as, for example, to regulations in respect of (1) the hours, days, or seasons when fish may be taken on the Treaty Coasts; (2) the method, means, and implements to be used in the taking of fish or in the carrying on of fishing operations on such coasts; (3) any other matters of a similar character relating to fishing; such regulations being reasonable, as being, for instance—

(a.) Appropriate or necessary for the protection and preservation of such fisheries and the exercise of the rights of British subjects therein and of the liberty which by the said Article 1 the inhabitants of the United States have therein in common with British subjects;

(b.) Desirable on grounds of public order and morals;

(c.) Equitable and fair as between local fishermen and the inhabitants of the United States exercising the said Treaty liberty and not so

framed as to give unfairly an advantage to the former over the latter class.

It is contended on the part of the United States that the exercise of such liberty is not subject to limitations or restraints by Great Britain, Canada, or Newfoundland in the form of municipal Laws, Ordinances, or Regulations in respect of (1) the hours, days, or seasons when the inhabitants of the United States may take fish on the Treaty coasts, or (2) the method, means, and implements used by them in taking fish or in carrying on fishing operations on such coasts, or (3) any other limitations or restraints of similar character—

(a) Unless they are appropriate and necessary for the protection and preservation of the common rights in such fisheries and the exercise thereof; and

(b) Unless they are reasonable in themselves and fair as between local fishermen and fishermen coming from the United States, and not so framed as to give an advantage to the former over the latter class ;
a7 d

(c) Unless their appropriateness, necessity, reasonableness, and fairness be determined by the United States and Great Britain by common accord and the United States concurs in their enforcement.

Question 2. Have the inhabitants of the United States, while exercising the liberties referred to in said Article, a right to employ as members of the fishing crews of their vessels persons not inhabitants of the United States ?

Question 3. Can the exercise by the inhabitants of the United States of the liberties referred to in the said Article be subjected, without the consent of the United States, to the requirements of entry or report at custom-houses or the payment of light or harbour or other dues, or to any other similar requirement or condition or exaction ?

Question 4. Under the provision of the said Article that the American fishermen shall be admitted to enter certain bays or harbours for shelter, repairs, wood, or water, and for no other purpose whatever, but that they shall be under such restrictions as may be necessary to prevent their taking, drying, or curing fish therein or in any other manner whatever abusing the privileges thereby reserved to them, is it permissible to impose restrictions making the exercise of such privileges conditional upon the payment of light or harbour or other dues, or entering or reporting at custom-houses or any similar conditions ?

Question 5. From where must be measured the « 3 marine miles of any of the coasts, bays, creeks, or harbours » referred to in the said Article ?

Question 6. Have the inhabitants of the United States the liberty under the said Article or otherwise to take fish in the bays, harbours, and creeks on that part of the southern coast of Newfoundland which extends from Cape Ray to Rameau Islands, or on the western and

northern coasts of Newfoundland from Cape Ray to Quirpon Islands, or on the Magdalen Islands ?

Question 7. — Are the inhabitants of the United States whose vessels resort to the Treaty Coasts for the purpose of exercising the liberties referred to in Article 1 of the Treaty of 1818 entitled to have for those vessels, when duly authorized by the United States in that behalf, the commercial privileges on the Treaty Coasts accorded by Agreement or otherwise to United States' trading vessels generally ?

ART. 2.

Either party may call the attention of the Tribunal to any legislative or executive act of the other Party, specified within three months of the exchange of notes enforcing this Agreement, and which is claimed to be inconsistent with the true interpretation of the Treaty of 1818 ; and may call upon the Tribunal to express in its Award its opinion upon such acts, and to point out in what respects, if any, they are inconsistent with the principles laid down in the Award in reply to the preceding questions ; and each party agrees to conform to such opinion.

ART. 3.

If any question arises in the arbitration regarding the reasonableness of any regulation or otherwise which requires an examination of the practical effect of any provisions in relation to the conditions surrounding the exercise of the liberty of fishery enjoyed by the inhabitants of the United States, or which requires expert information about the fisheries themselves, the Tribunal may, in that case, refer such question to a Commission of three expert specialists in such matters ; one to be designated by each of the parties hereto, and the third, who shall not be a national of either party, to be designated by the Tribunal. This Commission shall examine into and report their conclusions on any question or questions so referred to it by the Tribunal and such report shall be considered by the Tribunal and shall, if incorporated by them in the Award, be accepted as a part thereof.

Pending the report of the Commission upon the question or questions so referred and without awaiting such report, the Tribunal may make a separate Award upon all or any other questions before it, and such separate Award, if made, shall become immediately effective, provided that the report aforesaid shall not be incorporated in the Award until it has been considered by the Tribunal. The expenses of such Commission shall be borne in equal moieties by the parties hereto.

ART. 4.

The Tribunal shall recommend for the consideration of the High Contracting Parties rules and a method of procedure under which all questions which may arise in the future regarding the exercise of the liberties above referred to may be determined in accordance with the principles laid down in the Award. If the High Contracting Parties

shall not adopt the rules and method of procedure so recommended, or if they shall not, subsequently to the delivery of the Award, agree upon such rules and methods, then any differences which may arise in the future between the High Contracting Parties relating to the interpretation of the Treaty of 1818 or to the effect and application of the Award of the Tribunal shall be referred informally to the Permanent Court at The Hague for decision by the summary procedure provided in Chapter IV of The Hague Convention of the 18th October, 1907.

ART. 5.

The Tribunal of Arbitration provided for herein shall be chosen from the general list of members of the Permanent Court at The Hague, in accordance with the provisions of Article 45 of the Convention for the Settlement of International Disputes, concluded at the Second Peace Conference at The Hague on the 18th October, 1907. The provisions of said Convention, so far as applicable and not inconsistent herewith, and excepting Articles 53 and 54, shall govern the proceedings under the submission herein provided for.

The time allowed for the direct agreement of His Britannic Majesty and the President of the United States on the composition of such Tribunal shall be three months.

ART. 6.

The pleadings shall be communicated in the order and within the time following :—

As soon as may be, and within a period not exceeding seven months from the date of the exchange of notes making this Agreement binding, the printed Case of each of the parties hereto, accompanied by printed copies of the documents, the official correspondence, and all other evidence on which each party relies, shall be delivered in duplicate (with such additional copies as may be agreed upon) to the Agent of the other party. It shall be sufficient for this purpose if such Case is delivered at the British Embassy at Washington or at the American Embassy at London, as the case may be, for transmission to the Agent for its Government.

Within fifteen days thereafter such printed Case and accompanying evidence of each of the parties shall be delivered in duplicate to each member of the Tribunal, and such delivery may be made by depositing within the stated period the necessary number of copies with the International Bureau at The Hague for transmission to the Arbitrators.

After the delivery on both sides of such printed Case, either party may, in like manner, and within four months after the expiration of the period above fixed for the delivery to the Agents of the Case, deliver to the Agent of the other party (with such additional copies as may be agreed upon), a printed Counter-Case accompanied by printed copies of additional documents, correspondence, and other evidence in reply to the Case, documents, correspondence, and other evidence

so presented by the other party, and within fifteen days thereafter such party shall, in like manner as above provided, deliver in duplicate such Counter-Case and accompanying evidence to each of the Arbitrators.

The foregoing provisions shall not prevent the Tribunal from permitting either party to rely at the hearing upon documentary or other evidence which is shown to have become open to its investigation or examination or available for use too late to be submitted within the period hereinabove fixed for the delivery of copies of evidence, but in case any such evidence is to be presented, printed copies of it, as soon as possible after it is secured, must be delivered, in like manner as provided for the delivery of copies of other evidence, to each of the Arbitrators and to the Agent of the other party. The admission of any such additional evidence, however, shall be subject to such conditions as the Tribunal may impose, and the other party shall have a reasonable opportunity to offer additional evidence in rebuttal.

The Tribunal shall take into consideration all evidence which is offered by either party.

ART. 7.

If in the Case or Counter-Case (exclusive of the accompanying evidence) either party shall have specified or referred to any documents, correspondence, or other evidence in its own exclusive possession without annexing a copy, such party shall be bound, if the other party shall demand it within thirty days after the delivery of the Case or Counter-Case respectively, to furnish to the party applying for it a copy thereof; and either party may, within the like time, demand that the other shall furnish certified copies or produce for inspection the originals of any documentary evidence adduced by the party upon whom the demand is made. It shall be the duty of the party upon whom any such demand is made to comply with it as soon as may be, and within a period not exceeding fifteen days after the demand has been received. The production for inspection or the furnishing to the other party of official governmental publications, publishing, as authentic, copies of the documentary evidence referred to, shall be a sufficient compliance with such demand, if such governmental publications shall have been published prior to the 1st day of January, 1908. If the demand is not complied with, the reasons for the failure to comply must be stated to the Tribunal.

ART. 8.

The Tribunal shall meet within six months after the expiration of the period above fixed for the delivery to the Agents of the Case, and upon the assembling of the Tribunal at its first session each party, through its Agent or counsel, shall deliver in duplicate to each of the Arbitrators and to the Agent and counsel of the other party (with such additional copies as may be agreed upon) a printed Argument showing the points and referring to the evidence upon which it relies.

The time fixed by this Agreement for the delivery of the Case, Counter-Case, or Argument, and for the meeting of the Tribunal, may be extended by mutual consent of the parties.

ART. 9.

The decision of the Tribunal shall, if possible, be made within two months from the close of the Arguments on both sides, unless on the request of the Tribunal the parties shall agree to extend the period.

It shall be made in writing, and dated and signed by each member of the Tribunal, and shall be accompanied by a statement of reasons.

A member who may dissent from the decision may record his dissent when signing.

The language to be used throughout the proceedings shall be English.

ART. 10.

Each party reserves to itself the right to demand a revision of the Award. Such demand shall contain a statement of the grounds on which it is made and shall be made within five days of the promulgation of the Award, and shall be heard by the Tribunal within ten days thereafter. The party making the demand shall serve a copy of the same on the opposite party, and both parties shall be heard in argument by the Tribunal on said demand. The demand can only be made on the discovery of some new fact or circumstance calculated to exercise a decisive influence upon the Award and which was unknown to the Tribunal and to the party demanding the revision at the time the discussion was closed, or upon the ground that the said Award does not fully and sufficiently, within the meaning of this Agreement, determine any question or questions submitted. If the Tribunal shall allow the demand for a revision, it shall afford such opportunity for further hearings and arguments as it shall deem necessary.

ART. 11.

The present Agreement shall be deemed to be binding only when confirmed by the two Governments by an exchange of notes.

In witness whereof this Agreement has been signed and sealed by His Britannic Majesty's Ambassador at Washington, the Right Honourable James Brice, O.M., on behalf of Great Britain, and by the Secretary of State of the United States, Elihu Root, on behalf of the United States.

Done at Washington on the 27th day of January, 1909.

(L.S.)	JAMES BRICE.
(L.S.)	ELIHU ROOT.

Mr. Bryce to Mr. Bacon.

Washington, February 6, 1909.

SIR,

I have the honour to inform you, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that I am now in a position to complete the formalities incident to the conclusion of the special Agreement for submission to arbitration of questions concerning the fisheries on the North Atlantic Coast. I accordingly transmit herewith the signed copy of the Agreement in my possession, which, when signed on the 27th ultimo, was for the time to be held in suspense, and I have to request you to be so good as to acknowledge its receipt in a note forwarding to me the copy now in your possession, and to take note of the fact that formal delivery of the document has now been duly effected by our action on behalf of our respective Governments.

As you will recall, the General Arbitration Convention of 1908 provided that an Agreement such as this should take final effect upon an exchange of notes *ad hoc*, and only that proceeding now remains. Before the time for it arrives, it will be necessary that we should come to a definite understanding as to the composition of the Tribunal, and I hope that you will agree with me in desiring that this should soon take place, in order that the exchange of notes may be promptly effected and steps taken to set the machinery of arbitration in motion.

I have great pleasure in taking this opportunity of acknowledging for myself, and on behalf of those who aided me in the negotiations preceding this Agreement, the friendly and courteous expressions used by your predecessor in office, Mr Root, in regard to these negotiations in his note of the 26th ultimo. A negotiation for the purpose of putting into effect a policy so large in its scope and so beneficent in its aim as that recorded by Mr. Root and yourself in the General Arbitration Convention of last year, and carried out in this its first application to the removal of an ancient dispute which has often troubled the relations of our two countries, could not but correspond in its methods to the spirit of equity and conciliation which, as I gladly recognize, has inspired its authors and has constantly animated the President of the United States in the attitude of his Administration towards Great Britain.

I have, etc.

(Signed) JAMES BRYCE.

Mr. Bacon to Mr. Bryce.

Department of State, Washington, February 6, 1909.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of this day's date, by which you inform me, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that you are now in a position to complete the formalities incident to the conclusion of the special Agreement for submission to arbitration of questions concerning the fisheries on the North Atlantic Coast. You accordingly transmit the signed copy of the Agreement in your possession, which, as you state, when signed on the 27th ultimo, was for the time to be held in suspense.

Acknowledging the receipt thereof, I have the honour in turn to transmit herewith the signed copy of the Agreement which was retained in my possession, and to make of record the fact that formal delivery of the document has been duly effected by our action in behalf of our respective Governments.

I shall be glad to take up with you at any time the matter of the composition of the Tribunal, and I entirely agree with you that this should be done promptly, in order that the exchange of notes provided for in the General Arbitration Convention of 1908 may be effected and steps taken to set the machinery of arbitration in motion.

I would be remiss and do injustice to my feelings were I to close this note without the expression of my high appreciation of your courteous recognition of the friendly spirit towards Great Britain which animated the President and the members of his Administration who had the pleasure to have a part in these negotiations, and who, I beg your Excellency to believe, share in the acknowledgment of the courtesy, consideration, and fairness displayed by you and your assistants in the negotiation which Mr. Root was moved to express in his note of the 26th ultimo.

I have, etc.

(Signed) ROBERT BACON.

Mr. Bryce to Mr. Bacon.

British Embassy, Washington, March 4, 1909.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note informing me that the Senate of the United States has approved the Special

Agreement for the reference to arbitration of the questions relating to the fisheries on the North Atlantic Coast and of the terms of the Resolution in which that approval is given.

It is now my duty to inform you that the Government of His Britannic Majesty confirms the Special Agreement aforesaid, and in doing so confirms also the understanding arrived at by us that Question 5 of the series of questions submitted for arbitration — namely, from where must be measured the “ 3 marine miles of any of the coasts, bays, creeks, or harbours ” referred to in the said Article — is submitted in its present form with the agreed understanding that no question as to the Bay of Fundy, considered as a whole, apart from its bays or creeks, or as to innocent passage through the Gut of Canso, is included in this question as one to be raised in the present arbitration, it being the intention of the Parties that their respective views or contentions on either subject shall be in no wise prejudiced by anything in the present arbitration.

This understanding is that which was embodied in notes exchanged between your predecessor and myself on the 27th January, and is that expressed in the above-mentioned Resolution of the Senate of the United States.

I have, etc.

JAMES BRYCE.

Mr. Bacon to Mr. Bryce.

Department of State, Washington, March 4, 1909.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of the 4th instant, in which you confirm the understanding in the matter of the Special Agreement submitting to arbitration the differences between the Governments of the United States and Great Britain concerning the North Atlantic fisheries, as expressed in the Resolution of the Senate of the 16th February, 1909, and as previously agreed upon by the interchange of notes with my predecessor of the 27th January, 1909.

I therefore have the honour to inform you that this Government considers the Special Agreement as in full force and effect from and after the 4th day of March, 1909.

I have, etc.

ROBERT BACON.

GRANDE-BRETAGNE — ETATS-UNIS

Délimitation des eaux frontières et relations de voisinage.

(Convention signée le 11 janvier 1909.)

Treaty relating to Boundary Waters and Questions arising along the Boundary between Canada and the United States, signed at Washington, January 11, 1909.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the United States of America, being equally desirous to prevent disputes regarding the use of boundary waters and to settle all questions which are now pending between the United States and the Dominion of Canada involving the rights, obligations, or interests of either in relation to the other or to the inhabitants of the other, along their common frontier, and to make provision for the adjustment and settlement of all such questions as may hereafter arise, have resolved to conclude a Treaty in furtherance of these ends, and for that purpose have appointed as their respective Plenipotentiaries :

His Britannic Majesty, the Right Honourable James Bryce, O. M., his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington ; and

The President of the United States of America, Elihu Root, Secretary of State of the United States ;

Who, after having communicated to one another their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :—

Preliminary Article.

For the purposes of this Treaty boundary waters are defined as the waters from main shore to main shore of the lakes and rivers and connecting waterways, or the portions thereof, along which the international boundary between the United States and the Dominion of Canada passes, including all bays, arms, and inlets thereof, but not including tributary waters which in their natural channels would flow into such lakes, rivers, and waterways, or waters flowing from such lakes, rivers, and waterways, or the waters of rivers flowing across the boundary.

ART. I.

The High Contracting Parties agree that the navigation of all navigable boundary waters shall for ever continue free and open for the purposes of commerce to the inhabitants and to the ships, vessels, and boats of both countries equally, subject, however, to any Laws and

Regulations of either country, within its own territory, not inconsistent with such privilege of free navigation, and applying equally and without discrimination to the inhabitants, ships, vessels, and boats of both countries.

It is further agreed that so long as this Treaty shall remain in force this same right of navigation shall extend to the waters of Lake Michigan, and to all canals connecting boundary waters and now existing or which may hereafter be constructed on either side of the line. Either of the High Contracting Parties may adopt Rules and Regulations governing the use of such canals within its own territory, and may charge tolls for the use thereof; but all such Rules and Regulations and all tolls charged shall apply alike to the subjects or citizens of the High Contracting Parties and the ships, vessels, and boats of both of the High Contracting Parties, and they shall be placed on terms of equality in the use thereof.

ART. 2.

Each of the High Contracting Parties reserves to itself, or to the several State Governments on the one side and the Dominion or Provincial Governments on the other, as the case may be, subject to any Treaty provisions now existing with respect thereto, the exclusive jurisdiction and control over the use and diversion, whether temporary or permanent, of all waters on its own side of the line which in their natural channels would flow across the boundary or into boundary waters; but it is agreed that any interference with or diversion from their natural channel of such waters on either side of the boundary resulting in any injury on the other side of the boundary shall give rise to the same rights and entitle the injured parties to the same legal remedies as if such injury took place in the country where such diversion or interference occurs; but this provision shall not apply to cases already existing or to cases expressly covered by special agreement between the parties hereto.

It is understood, however, that neither of the High Contracting Parties intends by the foregoing provision to surrender any right which it may have to object to any interference with or diversions of waters on the other side of the boundary the effect of which would be productive of material injury to the navigation interests on its own side of the boundary.

ART. 3.

It is agreed that, in addition to the uses, obstructions, and diversions heretofore permitted or hereafter provided for by special agreement between the Parties hereto, no further or other uses or obstructions or diversions, whether temporary or permanent, of boundary waters on either side of the line, affecting the natural level or flow of boundary waters on the other side of the line, shall be made except by authority of the United States or the Dominion of Canada within their respective jurisdictions and with the approval, as hereinafter provided, of a Joint

Commission, to be known as the International Joint Commission.

The foregoing provisions are not intended to limit or interfere with the existing rights of the Government of the United States on the one side and the Government of the Dominion of Canada on the other, to undertake and carry on governmental works in boundary waters for the deepening of channels, the construction of breakwaters, the improvement of harbours, and other governmental works for the benefit of commerce and navigation, provided that such works are wholly on its own side of the line and do not materially affect the level or flow of the boundary waters on the other, nor are such provisions intended to interfere with the ordinary use of such waters for domestic and sanitary purposes.

ART. 4.

The High Contracting Parties agree that, except in cases provided for by special agreement between them, they will not permit the construction or maintenance on their respective sides of the boundary of any remedial or protective works or any dams or other obstructions in waters flowing from boundary waters or in waters at a lower level than the boundary in rivers flowing across the boundary, the effect of which is to raise the natural level of waters on the other side of the boundary unless the construction or maintenance thereof is approved by the aforesaid International Joint Commission.

It is further agreed that the waters herein defined as boundary waters and waters flowing across the boundary shall not be polluted on either side to the injury of health or property on the other.

ART. 5.

The High Contracting Parties agree that it is expedient to limit the diversion of waters from the Niagara River so that the level of Lake Erie and the flow of the stream shall not be appreciably affected. It is the desire of both Parties to accomplish this object with the least possible injury to investments which have already been made in the construction of power plants on the United States' side of the river under grants of authority from the State of New York, and on the Canadian side of the river under licences authorized by the Dominion of Canada and the Province of Ontario.

So long as this Treaty shall remain in force, no diversion of the waters of the Niagara River above the Falls from the natural course and stream thereof shall be permitted except for the purposes and to the extent hereinafter provided.

The United States may authorize and permit the diversion within the State of New York of the waters of the said river above the Falls of Niagara, for power purposes, not exceeding in the aggregate a daily diversion at the rate of 20,000 cubic feet of water per second.

The United Kingdom, by the Dominion of Canada or the Province of Ontario, may authorize and permit the diversion within the Pro-

vince of Ontario of the waters of said river above the Falls of Niagara for power purposes, not exceeding in the aggregate a daily diversion at the rate of 36,000 cubic feet of water per second.

The prohibitions of this Article shall not apply to the diversion of water for sanitary or domestic purposes, or for the service of canals for the purposes of navigation.

ART. 6.

The High Contracting Parties agree that the St. Mary and Milk Rivers and their tributaries (in the State of Montana and the Provinces of Alberta and Saskatchewan) are to be treated as one stream for the purposes of irrigation and power, and the waters thereof shall be apportioned equally between the two countries, but in making such equal apportionment more than half may be taken from one river and less than half from the other by either country so as to afford a more beneficial use to each. It is further agreed that in the division of such waters during the irrigation season, between the 1st of April and 31st of October inclusive, annually, the United States is entitled to a prior appropriation of 500 cubic feet per second of the waters of the Milk River, or so much of such amount as constitutes three-fourths of its natural flow, and that Canada is entitled to a prior appropriation of 500 cubic feet per second of the flow of St. Mary River, or so much of such amount as constitutes three-fourths of its natural flow.

The channel of the Milk River in Canada may be used ad the convenience of the United States for the conveyance, while passing through Canadian territory, of waters diverted from the St. Mary River. The provisions of Article 2 of this Treaty shall apply to any injury resulting to property in Canada from the conveyance of such waters through the Milk River.

The measurement and apportionment of the water to be used by each country shall from time to time be made jointly by the properly-constituted reclamation officers of the United States and the properly-constituted irrigation officers of His Majesty under the direction of the International Joint Commission.

ART. 7.

The High Contracting Parties agree to establish and maintain an International Joint Commission of the United States and Canada composed of six Commissioners, three on the part of the United States appointed by the President thereof, and three on the part of the United Kingdom appointed by His Majesty on the recommendation of the Governor in Council of the Dominion of Canada.

ART. 8.

This International Joint Commission shall have jurisdiction over and shall pass upon all cases involving the use or obstruction or diversion of the waters with respect to which under Articles 3 and 4 of this

Treaty the approval of this Commission is required, and in passing upon such cases the Commission shall be governed by the following rules or principles which are adopted by the High Contracting Parties for this purpose:—

The High Contracting Parties shall have, each on its own side of the boundary, equal and similar rights in the use of the waters hereinbefore defined as boundary waters.

The following order of precedence shall be observed among the various uses enumerated hereinafter for these waters, and no use shall be permitted which tends materially to conflict with or restrain any other use which is given preference over it in this order of precedence:—

1. Uses for domestic and sanitary purposes ;
2. Uses for navigation, including the service of canals for the purposes of navigation ;
3. Uses for power and for irrigation purposes.

The foregoing provisions shall not apply to or disturb any existing uses of boundary waters on either side of the boundary.

The requirement for an equal division may in the discretion of the Commission be suspended in cases of temporary diversions along boundary waters at points where such equal division cannot be made advantageously on account of local conditions, and where such diversion does not diminish elsewhere the amount available for use on the other side.

The Commission in its discretion may make its approval in any case conditional upon the construction of remedial or protective works to compensate so far as possible for the particular use or diversion proposed, and in such cases may require that suitable and adequate provision, approved by the Commission, be made for the protection and indemnity against injury of any interests on either side of the boundary.

In cases involving the elevation of the natural level of waters on either side of the line as a result of the construction or maintenance on the other side of remedial or protective works or dams or other obstructions in boundary waters or in waters flowing therefrom or in waters below the boundary in rivers flowing across the boundary, the Commission shall require, as a condition of its approval thereof, that suitable and adequate provision, approved by it, be made for the protection and indemnity of all interests on the other side of the line which may be injured thereby.

The majority of the Commissioners shall have power to render a decision. In case the Commission is evenly divided upon any question or matter presented to it for decision, separate reports shall be made by the Commissioners on each side to their own Government. The High Contracting Parties shall thereupon endeavour to agree upon an adjustment of the question or matter of difference, and if an agreement is reached between them, it shall be reduced to writing in the form

of a Protocol, and shall be communicated to the Commissioners, who shall take such further proceedings as may be necessary to carry out such agreement.

ART. 9.

The High Contracting Parties further agree that any other questions or matters of difference arising between them involving the rights, obligations, or interests of either in relation to the other or to the inhabitants of the other, along the common frontier between the United States and the Dominion of Canada, shall be referred from time to time to the International Joint Commission for examination and report, whenever either the Government of the United States or the Government of the Dominion of Canada shall request that such questions or matters of difference be so referred.

The International Joint Commission is authorized in each case so referred to examine into and report upon the facts and circumstances of the particular questions and matters referred, together with such conclusions and recommendations as may be appropriate, subject, however, to any restrictions or exceptions which may be imposed with respect thereto by the terms of the reference.

Such reports of the Commission shall not be regarded as decisions of the questions or matters so submitted either on the facts or the law, and shall in no way have the character of an arbitral award.

The Commission shall make a joint report to both Governments in all cases in which all or a majority of the Commissioners agree, and in case of disagreement the minority may make a joint report to both Governments, or separate reports to their respective Governments.

In case the Commission is evenly divided upon any question or matter referred to it for report, separate reports shall be made by the Commissioners on each side to their own Government.

ART. 10.

Any questions or matters of difference arising between the High Contracting Parties involving the rights, obligations, or interests of the United States or of the Dominion of Canada, either in relation to each other or to their respective inhabitants, may be referred for decision to the International Joint Commission by the consent of the two Parties, it being understood that on the part of the United States any such action will be by and with the advice and consent of the Senate, and on the part of His Majesty's Government with the consent of the Governor-General in Council. In each case so referred, the said Commission is authorized to examine into and report upon the facts and circumstances of the particular questions and matters referred, together with such conclusions and recommendations as may be appropriate, subject, however, to any restrictions or exceptions which may be imposed with respect thereto by the terms of the reference.

A majority of the said Commission shall have power to render a decision or finding upon any of the questions or matters so referred.

If the said Commission is equally divided, or otherwise unable to render a decision or finding as to any questions or matters so referred, it shall be the duty of the Commissioners to make a joint report to both Governments, or separate reports to their respective Governments, showing the different conclusions arrived at with regard to the matters or questions so referred, which questions or matters shall thereupon be referred for decision by the High Contracting Parties to an Umpire chosen in accordance with the procedure prescribed in the fourth, fifth, and sixth paragraphs of Article 45 of The Hague Convention for the pacific settlement of international disputes, dated the 18th October, 1907. Such Umpire shall have power to render a final decision with respect to those matters and questions so referred on which the Commission failed to agree.

ART. 11.

A duplicate original of all decisions rendered and joint reports made by the Commission shall be transmitted to and filed with the Secretary of State of the United States and the Governor-General of the Dominion of Canada, and to them shall be addressed all communications of the Commission.

ART. 12

The International Joint Commission shall meet and organize at Washington promptly after the members thereof are appointed, and when organized the Commission may fix such times and places for its meetings as may be necessary, subject at all times to special call or direction by the two Governments. Each Commissioner, upon the first joint meeting of the Commission after his appointment, shall, before proceeding with the work of the Commission, make and subscribe a solemn declaration in writing that he will faithfully and impartially perform the duties imposed upon him under this Treaty, and such declaration shall be entered on the records of the proceedings of the Commission.

The United States' and Canadian sections of the Commission may each appoint a Secretary, and these shall act as joint Secretaries of the Commission at its joint sessions, and the Commission may employ engineers and clerical assistants from time to time as it may deem advisable. The salaries and personal expenses of the Commission and of the Secretaries shall be paid by their respective Governments, and all reasonable and necessary joint expenses of the Commission incurred by it shall be paid in equal moieties by the High Contracting Parties.

The Commission shall have power to administer oaths to witnesses and to take evidence on oath whenever deemed necessary in any proceeding, or inquiry, or matter within its jurisdiction under this Treaty, and all parties interested therein shall be given convenient

opportunity to be heard, and the High Contracting Parties agree to adopt such legislation as may be appropriate and necessary to give the Commission the powers above mentioned on each side of the boundary, and to provide for the issue of subpoenas and for compelling the attendance of witnesses in proceedings before the Commission. The Commission may adopt such rules of procedure as shall be in accordance with justice and equity, and may make such examination in person and through agents or employés as may be deemed advisable.

ART. 13.

In all cases where special agreements between the High Contracting Parties hereto are referred to in the foregoing Articles, such agreements are understood and intended to include not only direct agreements between the High Contracting Parties, but also any mutual arrangement between the United States and the Dominion of Canada expressed by concurrent or reciprocal legislation on the part of Congress and the Parliament of the Dominion.

ART. 14.

The present Treaty shall be ratified by His Britannic Majesty and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof. The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the Treaty shall take effect on the date of the exchange of its ratifications. It shall remain in force for five years, dating from the day of exchange of ratifications, and thereafter until terminated by twelve months' written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty in duplicate and have hereunto affixed their seals.

Done at Washington, the 11th day of January, in the year of our Lord one thousand nine hundred and nine.

(L.S.)	JAMES BRYCE.
(L.S.)	ELIHU ROOT.

Le présent traité a été approuvé par le sénat des Etats-Unis le 3 Mars, par les résolutions suivantes :

Resolved. — That the Senate advise and consent to the ratification of the Treaty between the United States and Great Britain, providing for the settlement of international differences between the United States and Canada, signed on the 11th day of January, 1909.

Resolved further (as a part of this ratification). — That the United States approves this Treaty with the understanding that nothing in this Treaty shall be construed as affecting, or changing, any existing territorial, or riparian rights in the water, or rights of the owners of lands under water, on either side of the international boundary at the rapids

of the St. Mary's River at Sault Ste. Marie, in the use of the waters flowing over such lands, subject to the requirements of navigation in boundary waters and of navigation canals, and without prejudice to the existing right of the United States and Canada, each to use the waters of the St. Mary's River, within its own territory ; and further, that nothing in this Treaty shall be construed to interfere with the drainage of wet, swamp, and overflowed lands into streams flowing into boundary waters, and that this interpretation will be mentioned in the ratification of this Treaty as conveying the true meaning of the Treaty, and will, in effect, form part of the Treaty.

GRANDE-BRETAGNE — ÉTATS-UNIS

Convention concernant la protection des poissons comestibles dans les eaux limitrophes.

(Signée à Washington le 11 avril 1908. Echange des ratifications, 4 juin 1908.)

His Majesty Edward the Seventh, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas King, and Emperor of India, and the United States of America, equally recognizing the desirability of uniform and effective measures for the protection, preservation, and propagation of the food fishes in the waters contiguous to the United States and the Dominion of Canada, have resolved to conclude a Convention for these purposes, and have named as their Plenipotentiaries :

His Britannic Majesty, the Right Honourable James Bryce, O. M. His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington ; and

The President of the United States of America, Elihu Root, Secretary of State of the United States ;

Who, having exchanged their full powers, found in due form, have agreed to and signed the following articles :

ARTICLE I.

The times, seasons, and methods of fishing in the waters contiguous to the United States and Canada as specified in Article 4 of this Convention, and the nets, engines, gear, apparatus, and appliances which may be used therein, shall be fixed and determined by uniform and common international regulations, restrictions, and provisions ; and to that end the High Contracting Parties agree to appoint, within three months after this Convention is proclaimed, a Commission to be known as the International Fisheries Commission, consisting of one person named by each Government.

ART. 2.

It shall be the duty of this International Fisheries Commission, within six months after being named, to prepare a system of uniform and common International Regulations for the protection and preservation of the food fishes in each of the waters prescribed in Article 4 of this Convention, which Regulations shall embrace close seasons, limitations as to the character, size, and manner of use of nets, engines, gear, apparatus, and other appliances; a uniform system of registry by each Government in waters where required for the more convenient regulation of commercial fishing by its own citizens or subjects within its own territorial waters or any part of such waters; an arrangement for concurrent measures for the propagation of fish; and such other provisions and measures as the Commission shall deem necessary.

ART. 3.

The two Governments engage to put into operation and to enforce by legislation and executive action, with as little delay as possible, the Regulations, restrictions, and provisions with appropriate penalties for all breaches thereof; and the date when they shall be put into operation shall be fixed by the concurrent proclamations of the President of the United States and the Governor-General of the Dominion of Canada in Council.

And it is further agreed that jurisdiction shall be exercised by either Government, as well over citizens or subjects of either party apprehended for violation of the Regulations in any of its own waters to which said Regulations apply, as over its own citizens or subjects found within its own jurisdiction who shall have violated said Regulations within the waters of the other party.

ART. 4.

It is agreed that the waters within which the aforementioned Regulations are to be applied shall be as follows: (1) The territorial waters of Passamaquoddy Bay; (2) the St. John and St. Croix Rivers; (3) Lake Memphremagog; (4) Lake Champlain; (5) the St. Lawrence River, where the said River constitutes the International Boundary; (6) Lake Ontario; (7) the Niagara River; (8) Lake Erie; (9) the waters connecting Lake Erie and Lake Huron, including Lake St. Clair; (10) Lake Huron, excluding Georgian Bay but including North Channel; (11) St. Mary's River and Lake Superior; (12) Rainy River and Rainy Lake; (13) Lake of the Woods; (14) the Strait of San Juan de Fuca, those parts of Washington Sound, the Gulf of Georgia and Puget Sound lying between the parallels of 48° 10' and 49° 20'; (15) and such other contiguous waters as may be recommended by the International Fisheries Commission and approved by the two Governments. It is agreed on the part of Great Britain that the Canadian Government

will protect by adequate regulations the food fishes frequenting the Fraser River.

The two Governments engage to have prepared as soon as practicable charts of the waters described in this Article, with the International Boundary Line indicated thereon ; and to establish such additional boundary monuments, buoys, and marks as may be recommended by the Commission.

ART. 5.

The International Fisheries Commission shall continue in existence so long as this Convention shall be in force, and each Government shall have the power to fill, and shall fill from time to time, any vacancy which may occur in its representation on the Commission. Each Government shall pay its own Commissioner, and any joint expenses shall be paid by the two Governments in equal moieties.

ART. 6.

The Regulations, restrictions, and provisions provided for in this Convention shall remain in force for a period of four years from the date of their executive promulgation, and thereafter until one year from the date when either the Government of Great Britain or of the United States shall give notice to the other of its desire for their revision ; and immediately upon such notice being given the Commission shall proceed to make a revision thereof, which Revised Regulations, if adopted and promulgated by the President of the United States and the Governor-General of Canada in Council, shall remain in force for another period of four years and thereafter until one year from the date when a further notice of revision is given as above provided in this Article. It shall, however, be in the power of the two Governments, by joint or concurrent action upon the recommendation of the Commission, to make modifications at any time in the Regulations.

ART. 7.

The present Convention shall be duly ratified by His Britannic Majesty and by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and the ratifications shall be exchanged in Washington as soon as practicable.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate, and have thereunto affixed their seals.

Done at Washington the 11th day of April, in the year of our Lord one thousand nine hundred and eight.

(L.S.)	JAMES BRYCE.
(L.S.)	ELIHU ROOT

SUISSE — ÉTATS-UNIS

Proclamation du Président des Etats-Unis relative au régime douanier applicable aux marchandises originaires de Suisse.

« Vu que le Gouvernement helvétique a décrété le retrait, à dater du 1^{er} janvier 1906, de tous les droits différentiels perçus à l'entrée en Suisse sur les produits du sol et de l'industrie des États-Unis et leur a garanti le bénéfice des droits conventionnels du Tarif fédéral, et vu que, selon la manière de voir du Président des États-Unis, une pareille mesure nécessite l'adoption de concessions réciproques et équivalentes en faveur des produits helvétiques lors de leur importation sur le territoire de l'Union,

« Le Président des États-Unis, usant du droit à lui conféré par la Section III de la Loi douanière des États-Unis, du 24 juillet 1897,

« Déclare suspendre, aussi longtemps que le Gouvernement fédéral maintiendra les concessions ci-dessus spécifiées, l'application et la perception des droits imposés par la Section I de la loi précitée sur les produits, énumérés ci-dessous, du sol et de l'industrie de la Suisse.

« Il déclare qu'à dater de la promulgation du présent décret, ces produits auront à supporter, au lieu des droits de la Section I, les droits inscrits dans la Section III de la loi, et dont les fonctionnaires des douanes des États-Unis auront à prendre bonne note, savoir :

Tartres bruts et lies de vin brutes : 5 p. 100 ad valorem.

Brandies et autres spiritueux obtenus par la distillation des grains et autres matières, par gallon de preuve : 1 doll. 75.

Vins non mousseux et vermouts, en fûts, par gallon : 35 cents.

Les mêmes, en bouteilles ou cruches, par caisse d'une douzaine de bouteilles ou cruches ne contenant, chacune, pas plus d'un quart et plus d'une pinte, par caisse : 1 doll. 25.

NOTE. — Toute quantité en plus, trouvée dans les bouteilles ou cruchons, sera soumise à un droit de 4 cents par pinte ou fraction de pinte; mais aucun droit séparé ou additionnel ne sera appliqué aux bouteilles ou cruches.

Peintures à l'huile, aquarelles, pastels, dessins à la plume et œuvres de statuaire : 15 p. 100 ad valorem.

« Washington, 1^{er} janvier 1906.

« ROOSEVELT.

« E. ROOT. »

DEUXIÈME PARTIE

CONFÉRENCES DIPLOMATIQUES, CORRESPONDANCES DÉPÊCHES, NOTES

ALLEMAGNE — ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE — AUTRICHE-
HONGRIE — ESPAGNE — FRANCE — GRANDE-BRETAGNE
— ITALIE — JAPON — PAYS-BAS ET RUSSIE.

Conférence navale de Londres.

(4 décembre 1908-26 février 1909.)

Protocole de clôture et déclaration relative au droit de la guerre maritime.

Signés à Londres le 26 février 1909.

I. — PROTOCOLE DE CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE NAVALE DE LONDRES.

La Conférence navale de Londres, convoquée par le gouvernement de Sa Majesté britannique, s'est réunie le 4 décembre 1908, au ministère des affaires étrangères, à l'effet de déterminer les principes généralement reconnus du droit international dans le sens de l'article 7 de la convention signée à la Haye, le 18 octobre 1907, pour l'établissement d'une Cour internationale des prises. — Les puissances, dont l'énumération suit, ont pris part à cette Conférence, pour laquelle elles avaient désigné les délégués nommés ci-après : — *L'Allemagne* : M. Kriege, Conseiller actuel intime de légation, et jurisconsulte au Département des affaires étrangères, membre de la Cour permanente d'arbitrage, délégué plénipotentiaire ; M. le capitaine de vaisseau Starke, attaché naval à l'ambassade impériale à Paris, premier délégué naval ; M. Göppert, Conseiller de légation et Conseiller adjoint au Département des affaires étrangères, délégué juridique ; M. le capitaine de corvette de Bülow, deuxième délégué naval. — *Les Etats-Unis d'Amérique* : M. le contre-amiral Charles H. Stockton, délégué plénipotentiaire ; M. Georges Grafton Wilson, professeur à l'Université de Brown, et conférencier en droit international à l'Ecole navale de guerre et à l'Université de Harvard, délégué plénipotentiaire. — *L'Autriche Hongrie* : Son Excellence M. Constantin Théodore Dumba, Conseiller intime de Sa Majesté impériale et royale apostolique, envoyé extraordinaire et ministre plé-

nipotentiaire, délégué plénipotentiaire ; M. le contre-amiral Baron Léopold de Jedina Palombini, délégué naval ; M. le Baron Alexandre Hold de Ferneck, attaché au ministère de la Maison impériale et royale et des affaires étrangères, professeur agrégé à l'Université de Vienne, délégué adjoint. — *L'Espagne* : M. Gabriel Maura y Gamazo, Comte de la Mortera, député au Parlement, délégué plénipotentiaire ; M. le capitaine de vaisseau R. Estrada, délégué naval. — *La France* : M. Louis Renault, ministre plénipotentiaire, professeur à la Faculté de droit de Paris, jurisconsulte du ministère des affaires étrangères, membre de l'Institut de France, membre de la Cour permanente d'arbitrage, délégué plénipotentiaire ; M. le contre-amiral Le Bris, délégué technique ; M. H. Fromageot, avocat à la Cour d'appel de Paris, délégué technique ; M. le Comte de Manneville, secrétaire d'ambassade de première classe, délégué. — *La Grande-Bretagne* : M. le Comte de Desart, K. C. B., procureur général du Roi, délégué plénipotentiaire ; M. le contre-amiral sir Charle L. Otley, K. C. M. G., M. V. O., R. N., délégué ; M. le contre-amiral Edmond J. W. Slade, M. V. O., R. N., délégué ; M. Eyre Growse, C. B., délégué ; M. Cecil Hurst, C. B., délégué. — *L'Italie* : M. Guido Fusinato, Conseiller d'Etat, député au Parlement, ancien ministre de l'instruction publique, membre de la Cour permanente d'arbitrage, délégué plénipotentiaire ; M. le Comte Giovanni Lovatelli, capitaine de vaisseau, délégué naval ; M. Arturo Ricci-Busatti, Conseiller de légation, chef du bureau du contentieux au ministère des affaires étrangères, délégué adjoint. — *Le Japon* : M. le vice-amiral Baron Toshiatsu Sakamoto, chef du Département de l'éducation navale, délégué plénipotentiaire ; M. Enjiro Yamaza, Conseiller à l'ambassade impériale à Londres, délégué plénipotentiaire ; M. le capitaine de vaisseau Sojiro Lochinal, attaché naval à l'ambassade impériale à Londres, délégué naval ; M. Tadao Yamakawa, Conseiller au ministère impérial de la marine, délégué technique ; M. Sakutaro Tachi, professeur à l'Université impériale de Tôkiô, délégué technique ; M. Michikazu Matsuda, deuxième secrétaire à la légation impériale à Bruxelles, délégué technique. — *Les Pays-Bas* : M. le vice-amiral Jonkheer J. A. Roëll, aide de camp de Sa Majesté la Reine en service extraordinaire, ancien ministre de la marine, délégué plénipotentiaire ; M. le Jonkheer L. H. Ruysenaers, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, ancien secrétaire général à la Cour permanente d'arbitrage, délégué plénipotentiaire ; M. H. G. Surie, lieutenant de vaisseau de première classe, délégué naval. — *La Russie* : M. le Baron Taube, docteur en droit, Conseiller au ministère impérial des affaires étrangères, professeur de droit international à l'Université de Saint-Pétersbourg, délégué plénipotentiaire ; M. le capitaine de vaisseau Behr, attaché naval à Londres, délégué naval ; M. le colonel de l'Amirauté Ovtchinnikow, professeur de droit international à l'Académie de la marine, délégué naval ; M. le Baron Nolde, fonctionnaire de sixième classe pour missions spéciales près le ministre des affaires étrangères, professeur de droit international à l'Institut Polytechnique de Saint-Pétersbourg, délégué technique ; M. Linden, chef de section au

ministère impérial du commerce et de l'industrie, délégué technique.

Dans une série de réunions, tenues du 4 décembre 1908 au 26 février 1909, la Conférence a arrêté, pour être soumise à la signature des plénipotentiaires, la *Déclaration relative au droit de la guerre maritime*, dont le texte est annexé au présent Protocole.

En outre, le vœu suivant a été adopté par les délégués des puissances qui ont signé ou qui ont exprimé l'intention de signer la convention de la Haye en date du 18 octobre 1907 pour l'établissement d'une Cour internationale des prises : « Les délégués des puissances représentées à la Conférence navale et qui ont signé ou qui ont exprimé l'intention de signer la convention de la Haye en date du 18 octobre 1907 pour l'établissement d'une Cour internationale des prises, considérant les difficultés d'ordre constitutionnel qui, pour certains États, s'opposent à la ratification, sous sa forme actuelle, de cette convention, sont d'accord pour signaler à leurs gouvernements respectifs l'avantage que présenterait la conclusion d'un arrangement en vertu duquel lesdits États auraient, lors du dépôt de leurs ratifications, la faculté d'y joindre une réserve portant que le droit de recourir à la Cour internationale des prises, à propos des décisions de leurs tribunaux nationaux, se présentera comme une action directe en indemnité, pourvu toutefois que l'effet de cette réserve ne soit pas de nature à porter atteinte aux droits garantis par ladite convention, soit aux particuliers, soit à leurs gouvernements, et que les termes de la réserve forment l'objet d'une entente ultérieure entre les puissances signataires de la même convention ».

En foi de quoi, les plénipotentiaires et les délégués remplaçant les plénipotentiaires qui ont déjà dû quitter Londres ont signé le présent Protocole.

Fait à Londres, le vingt-six février mil neuf cent neuf, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du gouvernement britannique et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux puissances représentées à la Conférence navale.

II. — DÉCLARATION RELATIVE AU DROIT DE LA GUERRE MARITIME (1).

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ; le Président des Etats-Unis d'Amérique ; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie ; Sa Majesté le Roi d'Espagne ; le Président de la République française ; Sa Majesté le Roi du

(1) *Rapport général présenté à la Conférence navale de Londres, au nom du Comité de rédaction, par M. Louis Renault, délégué plénipotentiaire de la France.*

Le 28 février 1908, le gouvernement britannique envoyait une circulaire à diverses puissances pour les inviter à se réunir dans une Conférence dont l'objet serait d'arriver à un accord à l'effet de déterminer les principes généralement reconnus du droit international dans le sens de l'article 7, § 2, de la convention signée à la Haye, le 18 octobre 1907, pour l'établissement d'une Cour internationale des prises. Cet accord semblait nécessaire au gouvernement britannique à raison de certaines diver-

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au-delà des Mers, Empereur des Indes ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Sa Majesté l'Empereur du Japon ; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ; — Considérant l'invitation par laquelle le gouvernement britannique a proposé à diverses puissances de se réunir en Conférence afin de déterminer en

gences qui s'étaient manifestées à la deuxième Conférence de la Paix, quand il s'était agi de régler diverses matières importantes du droit maritime international en temps de guerre. L'existence de ces divergences pouvait, semblait-il, rendre difficile l'acceptation de la Cour internationale des prises, le pouvoir de cette Cour se trouvant d'autant plus étendu que les règles à appliquer par elle étaient plus incertaines.

Le gouvernement britannique suggérait que les questions suivantes pourraient constituer le programme de la Conférence projetée, et invitait les puissances à faire connaître leurs vues à leur égard dans des Mémoires préparatoires :

« a. Contrebande (y compris les circonstances dans lesquelles les différents articles peuvent être considérés comme étant de contrebande, les pénalités auxquelles expose leur transport, leur exemption de visite d'un navire convoyé, ainsi que les règles relatives aux dommages-intérêts à accorder lorsque, des navires ayant été saisis, il est reconnu en fait qu'ils transportaient de la marchandise innocente).

« b. Blocus (y compris les questions relatives au lieu où la saisie peut être effectuée, ainsi que la notification qui est nécessaire avant qu'un navire puisse être saisi).

« c. La doctrine du voyage continu au double point de vue de la contrebande et du blocus.

« d. La légalité de la destruction des navires neutres avant leur condamnation par une Cour des prises.

« e. Les règles concernant les navires ou les personnes neutres rendant des services contraires à la neutralité (« assistance hostile »).

« f. La légalité de la transformation d'un navire de commerce en bâtiment de guerre en haute mer.

« g. Les règles relatives au transfert des navires de commerce d'un pavillon belligérant sous un pavillon neutre au cours ou en prévision des hostilités.

« h. La question de savoir si la nationalité ou le domicile des propriétaires devrait être adopté comme l'élément dominant pour décider si la propriété est propriété ennemie ».

Les invitations furent acceptées, et la Conférence se réunit le 4 décembre dernier. Le gouvernement britannique avait bien voulu faciliter ses délibérations en présentant un recueil qui a été promptement connu parmi nous sous le nom de *livre rouge* et qui, après une courte introduction, contient un « Exposé des vues exprimées par les puissances dans leurs Mémoires et des observations destinées à servir de base aux délibérations de la Conférence ». Ce sont ces « bases de discussion » qui ont servi de point de départ pour l'examen des principales matières du droit des gens maritime actuel. La Conférence n'a pu qu'exprimer sa reconnaissance pour ce précieux travail préparatoire, qui lui a été d'un grand secours. Il a permis de constater tout d'abord que les divergences entre les pratiques et les doctrines des différents pays n'étaient peut-être pas aussi profondes qu'on le croyait généralement, que les idées essentielles étaient souvent les mêmes partout, que seulement les modes d'application variaient suivant les traditions ou les préjugés, les intérêts permanents ou accidentels. Il était donc possible de dégager un fonds commun que l'on pourrait s'entendre à mettre en valeur d'une façon uniforme. C'est à cela qu'ont tendu les efforts des diverses délégations qui ont rivalisé de zèle dans la recherche des bases d'entente. Ces efforts ont été laborieux, comme en témoignent les discussions prolongées de la Conférence, de la Commission, des Comités d'examen, ainsi que les propositions multiples qui ont été présentées. Marins, diplomates et juristes ont cordialement collaboré à une œuvre qu'il s'agit de caractériser plutôt que d'apprécier définitivement en elle-même, notre impartialité pouvant être naturellement suspectée.

commun ce que comportent les règles généralement reconnues du droit international au sens de l'article 7 de la convention du 18 octobre 1907, relative à l'établissement d'une Cour internationale des prises ; — Reconnaisant tous les avantages que, dans le cas malheureux d'une guerre maritime, la détermination desdites règles présente, soit pour le commerce pacifique, soit pour les belligérants et pour leurs relations politiques avec les gouvernements neutres ; — Considérant que les principes généraux du droit international sont souvent, dans leur

L'ensemble des règles contenues dans la *déclaration* qui est sortie des délibérations de la Conférence navale, et qui doit être intitulée *Déclaration relative au droit de la guerre maritime*, répond bien au désir qu'exprimait le gouvernement britannique dans son invitation de février 1908. Les questions du programme sont toutes résolues sauf deux sur lesquelles des explications seront données plus loin. Les solutions ont été dégagées des diverses manières de voir ou des diverses pratiques et correspondent à ce que l'on peut appeler la *media sententia*. Elles ne concordent pas toujours absolument avec les vues propres à chaque pays, mais elles ne blessent les idées essentielles d'aucun. Il ne faut pas les examiner séparément, mais dans leur ensemble, autrement on court le risque de commettre les plus graves méprises. Si, en effet, on considère une ou plusieurs règles isolées au point de vue soit des belligérants, soit des neutres, on peut trouver que les intérêts dont on se préoccupe spécialement ont été méconnus par l'adoption de ces règles, mais ces règles ont leur contre-partie. Il y a là une œuvre de transaction, de concessions mutuelles. Cette œuvre, dans son ensemble, est-elle bonne ?

Nous avons le ferme espoir que ceux qui l'étudieront sérieusement répondront affirmativement. La déclaration substitue l'uniformité et la fixité à la diversité et à l'obscurité dont les relations internationales ont trop longtemps souffert. La Conférence a essayé de concilier d'une manière équitable et pratique les droits des belligérants et ceux du commerce neutre ; elle est composée de puissances placées dans des conditions très différentes aux points de vue politique, économique, géographique. Il y a donc lieu de supposer que les règles sur lesquelles ces puissances se sont accordées tiennent un compte suffisant des divers intérêts engagés et peuvent, dès lors, être, sans inconvénient, acceptées par toutes les autres.

Le préambule de la déclaration résume les idées générales qui viennent d'être exposées :

« Considérant l'invitation par laquelle le gouvernement britannique a proposé à diverses puissances de se réunir en Conférence afin de déterminer en commun ce que comportent les règles généralement reconnues du droit international au sens de l'article 7 de la convention du 18 octobre 1907, relative à l'établissement d'une Cour internationale des prises ;

« Reconnaisant tous les avantages que, dans le cas malheureux d'une guerre maritime, la détermination desdites règles présente, soit pour le commerce pacifique, soit pour les belligérants et pour leurs relations politiques avec les gouvernements neutres ;

« Considérant que les principes généraux du droit international sont souvent, dans leur application pratique, l'objet de méthodes divergentes ;

« Animés du désir d'assurer dorénavant une plus grande uniformité à cet égard ;

« Espérant qu'une œuvre d'un intérêt commun aussi important rencontrera l'approbation générale ».

Quelle est la portée d'application des règles ainsi posées ? Elles devront être observées dans les rapports entre les parties signataires, puisque les parties les reconnaissent comme des principes du droit international reconnu et, de plus, s'obligent expressément à s'en procurer réciproquement le bénéfice. Pour les puissances signataires qui sont ou seront parties à la convention établissant la Cour internationale des prises, il y aura, de plus, une occasion de voir appliquer ces règles aux différends qui les concernent, que la Cour les regarde comme des règles généralement

application pratique, l'objet de méthodes divergentes ; — Animés du désir d'assurer dorénavant une plus grande uniformité à cet égard ; — Espérant qu'une œuvre d'un intérêt commun aussi important rencontrera l'approbation générale ; — Ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse : M. Kriege, Conseiller actuel intime de légation et jurisconsulte au Département des affaires étrangères, membre de la Cour permanente d'arbitrage. — Le Président des Etats-Unis d'Amérique : M. Charles H. Stockton, contre-amiral en retraite ; M. George Grafton Wilson, professeur à l'Université de Brown et conférencier en droit international à l'Ecole navale de guerre et à l'Université de Harvard. — Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie : Son Excellence M. Constantin Théodore Dumba, Conseiller intime de Sa Majesté impériale et royale apostolique, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire. — Sa Majesté le Roi d'Es-

reconnues ou tienne compte de l'engagement pris de s'y conformer. Il est, d'ailleurs, à espérer que ces règles ne tarderont pas à être acceptées par la plupart des Etats, qui reconnaîtront l'avantage que présente le remplacement d'usages plus ou moins définis, prêtant à controverse, par des dispositions précises.

Il a été dit plus haut que deux points du programme de la Conférence n'avaient pas reçu de solution.

1. Le programme porte à la lettre *f* : *la légalité de la transformation d'un navire de commerce en bâtiment de guerre en haute mer*. Les vues opposées, qui s'étaient manifestées à ce sujet dans la Conférence de la Haye en 1907, ont été reproduites à la présente Conférence. Ce que l'on peut conclure des mentions des Mémoires comme de la discussion, c'est qu'il n'y a pas sur ce point de règle généralement acceptée, et il ne semble pas y avoir non plus de précédents que l'on puisse invoquer. Les deux opinions contraires ont été soutenues avec une grande ardeur, ce qui n'a pas empêché qu'un vif désir d'entente ait été exprimé de tous les côtés ; on s'entendait du moins sur ce point qu'il y aurait grand intérêt à faire cesser l'incertitude. De sérieux efforts ont été tentés pour donner satisfaction aux intérêts défendus de part et d'autre ; ils ont malheureusement échoué. Une question qui se rattache à la précédente, et sur laquelle il a pu paraître à un moment possible d'arrêter une résolution, est celle de la *retransformation*. D'après une proposition, « les navires de commerce transformés en bâtiments de guerre ne pourront être retransformés en navires de commerce pendant toute la durée de la guerre ». La règle était absolue et ne distinguait pas suivant le lieu où pourrait s'opérer la retransformation ; elle était inspirée par la pensée que cette transformation aurait toujours des inconvénients, produirait des surprises et prêterait à de véritables fraudes. L'unanimité n'ayant pu être obtenue pour cette proposition, il s'en produisit une qui était subsidiaire : « la transformation en pleine mer d'un bâtiment de guerre en navire marchand est interdite pendant la guerre ». On avait en vue la situation d'un bâtiment de guerre (ordinairement un navire de commerce récemment transformé) dépouillant son caractère pour pouvoir librement se ravitailler ou se réparer dans un port neutre, sans subir les restrictions imposées aux bâtiments de guerre. La position de l'Etat neutre entre les deux belligérants ne sera-t-elle pas délicate et ne s'exposera-t-il pas à des reproches, qu'il traite en navire de commerce ou en bâtiment de guerre le bâtiment récemment transformé ? L'accord se serait peut-être fait sur cette proposition, mais il a semblé qu'il était bien difficile de s'attacher à ce côté secondaire d'une question qu'on ne pouvait songer à régler dans son ensemble. C'est la raison déterminante du rejet de toute proposition.

La question de la transformation en pleine mer et celle de la retransformation sont donc restées entières.

pagne ; M. Gabriel Maura y Gamazo, Comte de la Mortera, député au Parlement. — Le Président de la République française : M. Louis Renault, professeur à la Faculté de Droit de Paris, ministre plénipotentiaire honoraire, jurisconsulte du ministère des affaires étrangères, membre de l'Institut de France, membre de la Cour permanente d'arbitrage. — Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au-delà des Mers, Empereur des Indes : M. le Comte de Desart, K. C. B., procureur général du Roi. — Sa Majesté le Roi d'Italie : M. Guido Fusinato, Conseiller d'Etat, député au Parlement, ancien ministre de l'instruction publique, membre de la Cour permanente d'arbitrage. — Sa Majesté l'Empereur du Japon : M. le Baron Toshiatsu Sakamoto, vice-amiral, chef du Département de l'éducation navale ; M. Enjiro Yamaza, Conseiller de l'ambassade impériale à Londres. — Sa Majesté la Reine des Pays-Bas : Son Excellence M. le Jonkheer J. A. Roëll, aide de camp de Sa Majesté la Reine en service extraordinaire, vice-amiral en retraite, ancien ministre de la marine ; M. le Jonkheer L. H. Ruysseenaers, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, ancien secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage. — Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies : M. le Baron Taube, docteur en droit, Conseiller au ministère impérial des affaires étrangères, professeur de droit international à l'Université de Saint-Petersbourg ; — Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de faire la présente déclaration :

DISPOSITION PRÉLIMINAIRE.

Les puissances signataires sont d'accord pour constater que les règles contenues dans les chapitres suivants répondent, en substance, aux principes généralement reconnus du droit international.

2. La lettre *b* du programme britannique porte : *la question de savoir si la nationalité ou le domicile des propriétaires devrait être adopté comme élément dominant pour décider si la propriété est propriété ennemie*. Cette question a été l'objet d'une étude approfondie dans un Comité spécial, qui a constaté l'incertitude actuelle de la pratique ; il a été proposé d'y mettre un terme par les dispositions suivantes :

« Le caractère neutre ou ennemi des marchandises trouvées à bord d'un navire ennemi est déterminé par la nationalité neutre ou ennemie de leur propriétaire et, en cas d'absence de nationalité ou de double nationalité neutre et ennemie de leur propriétaire, par le domicile de celui-ci en pays neutre ou ennemi.

« Toutefois, les marchandises appartenant à une société anonyme ou par actions sont considérées comme neutres ou ennemies selon que la société a son siège social en pays neutre ou ennemi ».

L'unanimité n'ayant pu être obtenue, ces dispositions n'ont eu aucun effet.

Nous arrivons à l'exposé de la déclaration elle-même, dont nous allons essayer, en résumant les Rapports approuvés déjà par la Conférence, de présenter un commentaire précis, dégagé de toute controverse, qui, devenu commentaire officiel par l'approbation de la Conférence, soit de nature à guider les autorités diverses, administratives, militaires, judiciaires, qui pourront avoir à l'appliquer.

DISPOSITION PRÉLIMINAIRE. — Cette disposition domine toutes les règles qui suivent. L'esprit en a été indiqué dans les considérations générales placées en tête de

CHAPITRE PREMIER. — *Du blocus en temps de guerre.*

ARTICLE 1^{er}. — Le blocus doit être limité aux ports et aux côtes de l'ennemi ou occupés par lui.

ART. 2. — Conformément à la déclaration de Paris de 1856, le blocus, pour être obligatoire, doit être effectif, c'est-à-dire maintenu par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral ennemi.

ART. 3. — La question de savoir si le blocus est effectif est une question de fait.

ce Rapport. La Conférence a eu surtout en vue de constater, de préciser, de compléter au besoin, ce qui pouvait être considéré comme un droit coutumier.

CHAPITRE PREMIER. — *Du blocus en temps de guerre.* — Le blocus est envisagé ici uniquement comme opération de guerre, et l'on n'a entendu en rien toucher à ce qu'on appelle le *blocus pacifique*.

Article 1^{er}. — Le blocus, opération de guerre, ne peut être dirigé par un belligérant que contre son adversaire. C'est la règle très simple qui est posée tout d'abord. Elle n'a toute sa portée que si on la rapproche de l'article 18.

Art. 2. — La première condition pour qu'un blocus soit obligatoire est qu'il soit effectif. Il y a longtemps que tout le monde est d'accord à ce sujet. Quant à la définition du blocus effectif, nous avons pensé que nous n'avions qu'à nous approprier celle qui se trouve dans la déclaration de Paris du 16 avril 1856, qui lie conventionnellement un grand nombre d'Etats et qui est acceptée de fait par les autres.

Art. 3. — On comprend que souvent des difficultés s'élèvent sur le point de savoir si un blocus est ou non effectif; il y a en jeu des intérêts opposés. Le belligérant bloquant veut limiter son effort, et les neutres désirent que leur commerce soit le moins gêné possible. Des protestations diplomatiques ont été parfois formulées à ce sujet. L'appréciation peut être délicate, parce qu'il n'y a pas de règle absolue à poser sur le nombre et la situation des navires de blocus. Tout dépend des circonstances de fait, des conditions géographiques. Suivant les cas, un navire suffira pour bloquer un port aussi efficacement que possible, alors qu'une flotte pourra être insuffisante pour empêcher réellement l'accès d'un ou de plusieurs ports déclarés bloqués. C'est donc essentiellement une *question de fait*, à trancher dans chaque espèce, et non d'après une formule arrêtée à l'avance. Qui la tranchera? L'autorité judiciaire. Ce sera d'abord le tribunal national appelé à statuer sur la validité de la prise, et auquel le navire capturé pour violation de blocus pourra demander de déclarer la nullité de la prise parce que le blocus, n'ayant pas été effectif, n'était pas obligatoire. Ce recours a toujours existé; il pouvait ne pas donner une satisfaction suffisante aux puissances intéressées, parce qu'elles pouvaient estimer que le tribunal national était assez naturellement porté à considérer comme effectif le blocus déclaré tel par son gouvernement. Mais, quand la convention sur la Cour internationale des prises entrera en vigueur, il y aura une juridiction absolument impartiale à laquelle les neutres pourront s'adresser et qui décidera si, dans tel cas, le blocus était effectif ou non. La possibilité de ce recours, outre qu'elle permettra de réparer certaines injustices, aura vraisemblablement un effet préventif, en ce qu'un gouvernement se préoccupera d'établir ses blocus de telle façon que l'effet ne puisse pas en être annulé par des décisions qui lui causeraient un grand préjudice. L'article 3 a donc toute sa portée, si on l'entend en ce sens que la question prévue doit être tranchée judiciairement. C'est pour écarter toute équivoque que l'explication précédente est insérée dans le Rapport à la demande de la Commission.

ART. 4. — Le blocus n'est pas considéré comme levé si, par suite du mauvais temps, les forces bloquantes se sont momentanément éloignées.

ART. 5. — Le blocus doit être impartialement appliqué aux divers pavillons.

ART. 6. — Le commandant de la force bloquante peut accorder à des navires de guerre la permission d'entrer dans le port bloqué et d'en sortir ultérieurement.

ART. 7. — Un navire neutre, en cas de détresse constatée par une autorité des forces bloquantes, peut pénétrer dans la localité bloquée et en sortir ultérieurement à la condition de n'y avoir laissé ni pris aucun chargement.

Art. 4. — Il ne suffit pas que le blocus soit établi, il faut qu'il soit maintenu. S'il vient à être levé, il pourra être repris, mais alors il exigera les mêmes formalités que s'il était établi pour la première fois. Traditionnellement, on ne considère pas le blocus comme levé lorsque c'est par suite du mauvais temps que les forces bloquantes se sont momentanément éloignées. C'est ce que dit l'article 4. Il doit être tenu pour limitatif en ce sens que le mauvais temps est le seul cas de force majeure qui puisse être allégué. Si les forces bloquantes s'éloignaient pour toute autre cause, le blocus serait considéré comme levé, et, au cas où il viendrait à être repris, les articles 12 *in fine* et 13 seraient applicables.

Art. 5. — Le blocus, opération de guerre légitime, doit être respecté par les neutres en tant qu'il reste vraiment une opération de guerre ayant pour but d'interrompre toutes les relations commerciales du port bloqué. Ce ne peut être un moyen pour un belligérant de favoriser certains pavillons en les laissant passer. C'est ce qu'indique l'article 5.

Art. 6. — L'interdiction qui s'applique à tous les navires de commerce s'applique-t-elle aussi aux navires de guerre? Il n'y a pas de réponse absolue à faire. Le commandant des forces de blocus peut estimer qu'il a avantage à intercepter toute communication de la place bloquée et refuser l'accès aux navires de guerre neutres ; rien ne lui est imposé. S'il accorde l'entrée, c'est affaire de courtoisie. Si on a consacré une règle pour dire simplement cela, c'est pour qu'on ne puisse pas prétendre que le blocus a cessé d'être effectif par suite de la permission accordée à tels et tels navires de guerre neutres.

Le commandant du blocus doit agir impartialement, comme il est dit dans l'article 5. Toutefois, par cela seul qu'il a laissé entrer un navire de guerre, il ne peut être obligé de laisser passer tous les navires de guerre neutres qui se présenteront. C'est une question d'appréciation. La présence d'un navire de guerre neutre dans un port bloqué peut ne pas avoir les mêmes conséquences à toutes les phases du blocus, et le commandant doit être laissé maître de juger s'il peut être courtois sans rien sacrifier de ses intérêts militaires.

ART. 7. — La détresse peut expliquer l'entrée d'un navire neutre dans la localité bloquée. C'est, par exemple, un navire qui manque de vivres ou d'eau, qui a besoin d'une réparation immédiate. Sa détresse une fois constatée par une autorité de la force bloquante, il peut franchir la ligne de blocus ; ce n'est pas une faveur qu'il ait à solliciter de l'humanité ou de la courtoisie de l'autorité bloquante. Celle-ci peut constater l'état de détresse, mais, l'état une fois vérifié, la conséquence suit d'elle-même. Le navire qui aura ainsi pénétré dans le port bloqué ne sera pas obligé d'y rester tout le temps que durera le blocus ; il pourra en sortir quand il sera en état de le faire, quand il se sera procuré les vivres ou l'eau qui lui sont nécessaires, quand il aura été réparé. Mais la permission qui lui a été accordée n'a pu servir de prétexte à des opérations commerciales ; c'est pour cela qu'on exige qu'il n'ait laissé ou pris aucun chargement.

ART. 8. — Le blocus, pour être obligatoire, doit être déclaré conformément à l'article 9 et notifié conformément aux articles 11 et 16.

ART. 9. — La déclaration de blocus est faite, soit par la puissance bloquante, soit par les autorités navales agissant en son nom. — Elle précise : — 1° La date du commencement du blocus : — 2° Les limites géographiques du littoral bloqué ; — 3° Le délai de sortie à accorder aux navires neutres.

ART. 10. — Si la puissance bloquante ou les autorités navales agissant en son nom ne se conforment pas aux mentions, qu'en exécution de l'article 9, 1° et 2°, elles ont dû inscrire dans la déclaration de blocus, cette déclaration est nulle, et une nouvelle déclaration est nécessaire pour que le blocus produise ses effets.

Il va sans dire que l'escadre de blocus qui voudrait absolument empêcher de passer pourrait le faire, si elle mettait à la disposition du navire en détresse les secours dont il a besoin.

ART. 8. — Indépendamment de la condition d'effectivité formulée par la déclaration de Paris, un blocus, pour être obligatoire, doit être *déclaré* et *notifié*. L'article 8 se borne à poser le principe qui est appliqué par les articles suivants.

Il suffit, pour éviter toute équivoque, d'indiquer nettement le sens des deux expressions qui vont être fréquemment employées. La *déclaration de blocus* est l'acte de l'autorité compétente (gouvernement ou chef d'escadre) constatant qu'un blocus est établi ou va l'être dans des conditions qui doivent être précisées (article 9). La *notification* est le fait de porter à la connaissance des puissances neutres ou de certaines autorités la déclaration de blocus (article 11).

Le plus souvent, ces deux choses — la déclaration et la notification — auront lieu préalablement à l'application des règles du blocus, c'est-à-dire à l'interdiction réelle du passage. Toutefois, comme on le verra plus loin, il est parfois possible que le passage soit interdit à raison du fait même du blocus qui est porté à la connaissance d'un navire approchant d'un port bloqué, au moyen d'une *notification* qui est *spéciale*, tandis que la notification qui vient d'être définie, et dont il est parlé à l'article 11, a un caractère général.

ART. 9. — La déclaration de blocus émane le plus souvent du gouvernement belligérant lui-même. Le gouvernement peut avoir laissé au commandant de ses forces navales la faculté de déclarer lui-même un blocus selon les circonstances. Cette latitude aura peut-être lieu de s'appliquer moins souvent qu'autrefois à raison de la facilité et de la rapidité des communications. Cela importe peu : il y a là une question d'ordre intérieur.

La déclaration de blocus doit préciser certains points que les neutres ont intérêt à connaître pour se rendre compte de l'étendue de leurs obligations. Il faut que l'on sache exactement quand commence l'interdiction de communiquer avec la localité bloquée. Il importe, pour l'obligation du bloquant comme pour l'obligation des neutres, qu'il n'y ait pas d'incertitude sur les points réellement bloqués. Enfin, depuis longtemps, s'est établi l'usage de laisser sortir les navires neutres qui sont dans le port bloqué. On confirme ici cet usage en ce sens que le bloquant *doit accorder* un délai de sortie ; on ne fixe pas la durée de ce délai, parce que cette durée est évidemment subordonnée aux circonstances très variables. Il a été seulement entendu qu'il y aurait un délai *raisonnable*.

ART. 10. — Cet article a pour but d'assurer l'observation de l'article 9. La déclaration de blocus contient des mentions qui ne correspondent pas à la réalité des faits ; elle indique que le blocus a commencé ou commencera tel jour, et, en fait, il n'a commencé que plusieurs jours après. Les limites géographiques sont inexactement tracées ; elles sont plus étendues que celles dans lesquelles opèrent les forces de blocus. Quelle sera la sanction ? La nullité de la déclaration de blocus, ce qui fait que cette

ART. 11. — La déclaration de blocus est notifiée : — 1° Aux puissances neutres, par la puissance bloquante, au moyen d'une communication adressée aux gouvernements eux-mêmes ou à leurs représentants accrédités auprès d'elle ; — 2° Aux autorités locales, par le commandant de la force bloquante. Ces autorités, de leur côté, en informeront, aussitôt que possible, les consuls étrangers qui exercent leurs fonctions dans le port ou sur le littoral bloqués.

ART. 12. — Les règles relatives à la déclaration et à la notification de blocus sont applicables dans le cas où le blocus serait étendu ou viendrait à être repris après avoir été levé.

ART. 13. — La levée volontaire du blocus, ainsi que toute restriction qui y serait apportée, doit être notifiée dans la forme prescrite par l'article 11.

déclaration ne produira aucun effet. Si, donc, en pareil cas, un navire neutre est saisi pour violation de blocus, il pourra opposer la nullité de la saisie en se fondant sur la nullité de la déclaration de blocus ; si son moyen est repoussé par le tribunal national, il pourra se pourvoir devant la Cour internationale.

Il faut remarquer la portée de la disposition pour qu'il n'y ait pas de surprise. La déclaration porte que le blocus commence le 1^{er} février : en fait, il n'a commencé que le 8. Il va sans dire que la déclaration n'a produit aucun effet du 1^{er} au 8, puisqu'à ce moment-là il n'y avait pas de blocus du tout ; la déclaration constate un fait, mais n'en tient pas lieu. La règle va plus loin : la déclaration ne produira pas même effet à partir du 8 ; elle est nulle définitivement, et il faut en faire une autre.

Il n'est pas parlé ici du cas où l'article 9 aurait été méconnu, en ce qu'aucun délai de sortie n'aurait été accordé aux navires neutres se trouvant dans le port bloqué. La sanction ne saurait être la même. Il n'y a pas de raison d'annuler la déclaration en ce qui touche les bâtiments neutres voulant pénétrer dans le port bloqué. Il faut une sanction spéciale, qui est indiquée dans l'article 16, alinéa 2.

Art. 11. — La déclaration de blocus ne vaut que si elle est notifiée. On ne peut exiger l'observation d'une règle que de ceux qui ont été en mesure de la connaître.

Il y a deux notifications à faire :

1. La première est adressée aux puissances neutres par la puissance belligérante, qui la communique aux gouvernements eux-mêmes ou à leurs représentants accrédités auprès d'elle. La communication aux gouvernements se fera le plus souvent au moyen des agents diplomatiques : il pourrait arriver qu'un belligérant ne fût pas en rapports diplomatiques avec un pays neutre : il s'adressera directement au gouvernement de ce pays, ordinairement par la voie télégraphique. C'est aux gouvernements neutres avisés de la déclaration de blocus à prendre les mesures nécessaires pour en faire parvenir la nouvelle sur les divers points de leur territoire, spécialement dans leurs ports.

2. La seconde notification est faite par le commandant de la force bloquante aux autorités locales. Celles-ci doivent informer, aussitôt que possible, les consuls étrangers qui résident dans la place ou sur le littoral bloqués. Ces autorités engageraient leur responsabilité en ne s'acquittant pas de cette obligation. Les neutres pourraient éprouver un préjudice du fait de n'avoir pas été prévenus du blocus en temps utile.

Art. 12. — Un blocus est étendu au delà de ses limites primitives ; c'est, pour la partie nouvelle, un blocus nouveau et, par suite, les règles de la déclaration et de la notification doivent s'y appliquer. Il en est de même dans le cas où, après avoir été levé, un blocus est repris ; il n'y a pas à tenir compte du fait qu'un blocus a déjà existé pour la même localité.

Art. 13. — S'il est indispensable de connaître l'établissement d'un blocus, il sera utile que le public fût renseigné sur la levée du blocus, puisqu'elle fait cesser l'entrave

ART. 14. — La saisissabilité d'un navire neutre pour violation de blocus est subordonnée à la connaissance réelle ou présumée du blocus.

ART. 15. — La connaissance du blocus est, sauf preuve contraire, présumée, lorsque le navire a quitté un port neutre postérieurement à la notification, en temps utile, du blocus à la puissance dont relève ce port.

ART. 16. — Si le navire qui approche du port bloqué n'a pas connu ou ne peut être présumé avoir connu l'existence du blocus, la notification doit être faite au navire même par un officier de l'un des bâtiments de la force bloquante. Cette notification doit être portée sur le livre de bord avec indication de la date et de l'heure, ainsi que de la position géographique du navire à ce moment. — Le navire neutre qui sort du port bloqué, alors que, par la négligence du commandant de la force bloquante, aucune déclaration de blocus n'a été notifiée aux autorités locales ou qu'un délai n'a pas été indiqué dans la déclaration notifiée, doit être laissé libre de passer.

apportée aux relations des neutres avec le port bloqué. Aussi a-t-on jugé à propos de demander à la puissance qui lève un blocus de le faire savoir dans la forme où elle a notifié l'établissement du blocus (article 11). Seulement, il y a lieu de remarquer que la sanction ne saurait être la même dans les deux cas. Pour la notification de la déclaration de blocus, il y a une sanction directe, adéquate : le blocus non notifié n'est pas obligatoire. Pour la levée, il ne saurait y avoir rien d'analogue. Le public profitera, en fait, de cette levée, quand même on ne la lui aurait pas fait connaître officiellement. La puissance bloquante qui n'aurait pas notifié la levée s'exposerait à des réclamations diplomatiques motivées par l'inaccomplissement d'un devoir international. Cet inaccomplissement aura des conséquences plus ou moins graves suivant les circonstances. Parfois la levée du blocus aura été, de fait, immédiatement connue, et la notification officielle n'ajouterait rien à cette publicité effective.

Il va sans dire qu'il ne s'agit que de la levée *volontaire* du blocus ; si le bloquant a été chassé par l'arrivée de forces ennemies, il ne peut être tenu de faire connaître sa défaite, que son adversaire se chargera d'annoncer sans retard. Au lieu de lever un blocus, un belligérant peut se contenter de le restreindre ; il ne bloque plus qu'un port au lieu de deux. Pour le port qui cesse d'être compris dans le blocus, c'est comme s'il y avait levée volontaire ; en conséquence, la même règle s'applique.

ART. 14. — Pour qu'un navire soit saisissable pour violation de blocus, la première condition est qu'il ait eu connaissance du blocus, parce qu'il n'est pas juste de punir quelqu'un pour inobservation d'une règle qu'il aurait ignorée. Toutefois, il est des circonstances où, même en l'absence d'une connaissance réelle prouvée, on peut présumer cette connaissance, sauf à réserver à l'intéressé la faculté de démentir la présomption (article 15).

ART. 15. — Un navire a quitté un port neutre postérieurement à la notification du blocus faite à la puissance dont relève le port. Cette notification avait-elle été faite en temps utile, c'est-à-dire de manière à parvenir dans le port même où elle a dû être divulguée par les autorités du port ? C'est une question de fait à examiner. Si elle est résolue affirmativement, il est naturel de supposer que le navire avait eu, lors de son départ, connaissance du blocus. Cette présomption n'est pourtant pas absolue et la preuve contraire est réservée. Ce sera au navire inculpé à la fournir, en justifiant de l'existence de circonstances qui expliquent son ignorance.

ART. 16. — On suppose un navire approchant du port bloqué sans qu'on puisse dire qu'il connaît ou qu'il est présumé connaître l'existence du blocus ; il n'a été touché par aucune notification dans le sens de l'article 11. Dans ce cas, une notification spéciale est nécessaire pour faire connaître régulièrement le fait du blocus au

ART. 17. — La saisie des navires neutres pour violation de blocus ne peut être effectuée que dans le rayon d'action des bâtiments de guerre chargés d'assurer l'effectivité du blocus.

navire. Cette notification est faite au navire même par un officier de l'un des bâtiments de la force bloquante et portée sur le livre de bord ; elle peut être faite aux navires d'une flotte convoyée par un vaisseau de guerre neutre, grâce à l'intermédiaire du commandant du convoi qui en donne reçu et qui prend les mesures nécessaires pour l'inscription de la notification sur le livre de bord de chaque navire. Elle mentionne les circonstances de temps et de lieu dans lesquelles elle est faite, ainsi que les lieux bloqués. Le navire est empêché de passer, ce qui fait que le blocus est *obligatoire* pour lui, bien que n'ayant pas été *préalablement* notifié ; c'est pour cela que cet adjectif a été omis dans l'article 8. Il n'est pas admissible qu'un navire de commerce ait la prétention de ne pas tenir compte d'un blocus réel et de forcer le blocus, par cette seule raison qu'il n'en avait pas personnellement connaissance. Seulement, s'il peut être empêché de passer, il ne peut être saisi que lorsqu'il essaie de forcer le blocus après avoir reçu la notification. Comme on le voit, cette notification spéciale joue un rôle très restreint, et ne doit pas être confondue avec la notification spéciale exigée d'une manière absolue dans la pratique de certaines marines.

Ce qui vient d'être dit se réfère au navire venant du large. Il faut aussi s'occuper du navire sortant du port bloqué. Si une notification régulière du blocus a été faite aux autorités locales (article 11-2°), la situation est simple : le navire connaît, ou est présumé connaître le blocus, et s'expose donc à la saisie dans le cas où il n'a pas observé le délai donné par le bloquant. Mais il peut arriver qu'aucune déclaration de blocus n'ait été notifiée aux autorités locales ou que cette déclaration ait été muette au sujet du délai de sortie, malgré la prescription de l'article 9-3°. La sanction de la faute du bloquant est que le navire doit être laissé libre de passer. C'est une sanction énergique qui correspond exactement à la nature de la ~~faute~~ *faute* commise, et sera le meilleur moyen d'empêcher de la commettre.

Il va sans dire que cette disposition ne concerne que les navires auxquels le délai de sortie-avait dû profiter — c'est-à-dire les navires neutres qui étaient dans le port au moment de l'établissement du blocus ; elle est absolument étrangère aux navires qui seraient dans le port après avoir forcé le blocus.

Le commandant de l'escadre de blocus est toujours à même de réparer son omission ou son erreur, de faire une notification du blocus aux autorités locales ou de compléter celle qu'il aurait déjà faite.

Comme on le voit par ces explications, on suppose le cas le plus ordinaire, celui où l'absence de notification implique une négligence du commandant des forces de blocus. La situation se trouve évidemment tout à fait changée, si le commandant a fait tout ce qui dépendait de lui pour faire la notification et s'il en a été empêché par le mauvais vouloir des autorités locales qui ont intercepté toute communication avec le dehors. Dans ce cas, il ne peut être forcé de laisser passer les navires qui veulent sortir et qui, en l'absence de la notification exigée et de la connaissance présumée du blocus, sont dans une situation analogue à celle qui est prévue par l'article 16, alinéa 1^{er}.

Art. 17. — L'autre condition de la saisissabilité du navire est que celui-ci se trouve dans le rayon d'action des bâtiments de guerre chargés d'assurer l'effectivité du blocus : il ne suffit pas qu'il soit en route pour le port bloqué.

Quant à ce qui constitue le *rayon d'action*, il a été fourni une explication qui a été universellement acceptée, et qui est reproduite ici comme le meilleur commentaire de la règle de l'article 17 :

« Lorsqu'un gouvernement décide d'entreprendre une opération de blocus ~~contre~~ une partie quelconque de côte ennemie, il désigne un certain nombre de navires de guerre qui devront participer au blocus, et il en confie le commandement à un officier qui aura pour mission d'assurer par leur moyen l'effectivité du blocus. Le commandant de la force navale ainsi constituée répartit les navires mis à sa disposition suivant la configuration de la côte et la situation géographique des points bloqués, et

ART. 18. — Les forces bloquantes ne doivent pas barrer l'accès aux ports et aux côtes neutres.

ART. 19. — La violation du blocus est insuffisamment caractérisée pour autoriser la saisie du navire, lorsque celui-ci est actuellement

donne à chacun d'eux des instructions sur le rôle qu'il aura à remplir, et en particulier sur la zone confiée à sa surveillance. C'est l'ensemble de ces zones de surveillance, organisées de telle manière que le blocus soit effectif, qui forme le rayon d'action de la force navale bloquante.

« Le rayon d'action ainsi compris est étroitement lié à l'effectivité du blocus et aussi au nombre des bâtiments qui y sont affectés.

« Il peut se présenter des cas où un seul navire suffira pour maintenir un blocus effectif — par exemple, à l'entrée d'un port ou à l'embouchure d'un fleuve dont l'estuaire est peu étendu — à la condition que les circonstances permettent au bloqueur de se tenir suffisamment rapproché de l'entrée. Dans ce cas, le rayon d'action est lui-même rapproché de la côte. Mais, si les circonstances le forcent, au contraire, à se tenir éloigné, il pourra se faire que le navire soit insuffisant pour assurer l'effectivité, et il deviendra alors nécessaire de lui adjoindre d'autres navires pour la maintenir. De ce fait, le rayon d'action devient plus étendu et plus éloigné de la côte. Il pourra donc varier suivant les circonstances et suivant le nombre des navires bloqueurs, mais sera toujours limité par la condition que l'effectivité soit assurée.

« Il ne semble pas possible d'assigner au rayon d'action des limites en chiffres fixes et invariables, pas plus qu'il n'est possible de fixer à l'avance et invariablement le nombre des bâtiments nécessaires pour assurer l'effectivité de tout blocus. Ces éléments doivent être déterminés, suivant les circonstances, pour chaque cas particulier de blocus ; peut-être pourrait-on le faire au moment de la déclaration.

« Il est évident qu'un blocus ne sera pas établi de la même façon pour une côte sans défense et pour une côte possédant tous les moyens modernes de défense. Il ne saurait être question dans ce dernier cas d'appliquer une règle telle que celle qui exigeait autrefois des vaisseaux arrêtés et suffisamment proches des points bloqués ; la situation serait trop dangereuse pour les navires de la force bloquante qui, par ailleurs, possèdent aujourd'hui des moyens plus puissants leur permettant de surveiller d'une façon effective une zone beaucoup plus étendue que jadis.

« Le rayon d'action d'une force navale bloquante pourra s'étendre assez loin, mais, comme il dépend du nombre des bâtiments concourant à l'effectivité du blocus, et comme il reste toujours limité par la condition d'effectivité, il n'atteindra jamais des mers éloignées sur lesquelles naviguent des navires de commerce, peut-être destinés aux ports bloqués, mais dont la destination est subordonnée aux modifications que les circonstances sont susceptibles d'apporter au blocus au cours du voyage. En résumé, l'idée de rayon d'action liée à celle d'effectivité telle que nous avons essayé de la définir, c'est-à-dire comprenant la zone d'opérations des forces bloquantes, permet au belligérant d'exercer d'une manière efficace le droit de blocus qui lui est reconnu, et, d'un autre côté, elle évite aux neutres d'être exposés à grande distance aux inconvénients du blocus, tout en leur laissant courir les dangers auxquels ils s'exposent sciemment en s'approchant des points dont l'accès est interdit par le belligérant ».

ART. 18. — Cette règle a été jugée nécessaire pour mieux sauvegarder les intérêts commerciaux des pays neutres ; elle complète l'article 1^{er}, d'après lequel un blocus doit être limité aux ports et côtes de l'ennemi, ce qui implique que, puisque c'est une opération de guerre, il ne saurait être dirigé contre un port neutre, malgré l'intérêt que pourrait y avoir un belligérant à raison du rôle de ce port neutre pour le ravitaillement de son adversaire.

ART. 19. — C'est la destination réelle du navire qui doit être envisagée, quand il s'agit de violation de blocus, et non la destination ultérieure de la cargaison. Cette destination prouvée ou présumée ne peut donc suffire à autoriser la saisie, pour violation de blocus, d'un navire actuellement destiné à un port non bloqué. Mais le croiseur pourrait toujours établir que cette destination à un port non bloqué est apparente et qu'en réalité la destination immédiate du navire est bien le port bloqué.

dirigé vers un port non bloqué, quelle que soit la destination ultérieure du navire ou de son chargement.

ART. 20. — Le navire qui, en violation du blocus, est sorti du port bloqué ou a tenté d'y entrer, reste saisissable tant qu'il est poursuivi par un bâtiment de la force bloquante. Si la chasse en est abandonnée ou si le blocus est levé, la saisie n'en peut plus être pratiquée.

ART. 21. — Le navire reconnu coupable de violation de blocus est confisqué. Le chargement est également confisqué, à moins qu'il soit prouvé qu'au moment où la marchandise a été embarquée le chargeur n'a ni connu ni pu connaître l'intention de violer le blocus.

CHAPITRE II. — *De la contrebande de guerre.*

ART. 22. — Sont de plein droit considérés comme contrebande de guerre les objets et matériaux suivants, compris sous le nom de con-

Art. 20. — Un navire est sorti du port bloqué ou a tenté d'y entrer. Sera-t-il indéfiniment saisissable ? L'affirmative absolue serait excessive. Ce navire doit rester saisissable tant qu'il est poursuivi par un bâtiment de la force bloquante ; il ne suffirait pas qu'il fût rencontré par un croiseur de l'ennemi bloquant qui ne ferait pas partie de l'escadre de blocus. La question de savoir si la chasse est ou non abandonnée est une question de fait : il ne suffit pas que le navire se soit réfugié dans un port neutre. Le navire qui le poursuit peut attendre sa sortie, de telle sorte que la chasse est forcément suspendue, mais non abandonnée. La saisie n'est plus possible quand le blocus a été levé.

Art. 21. — Le navire est confisqué dans tous les cas. Le chargement est aussi confisqué en principe, mais on laisse à l'intéressé la possibilité d'exciper de sa bonne foi, c'est-à-dire de prouver que, lors de l'embarquement de la marchandise, le chargeur ne connaissait pas et ne pouvait connaître l'intention de violer le blocus.

CHAPITRE II. — *De la contrebande de guerre.* — Ce chapitre est l'un des plus importants, sinon le plus important de la déclaration. Il traite d'une matière qui a parfois provoqué de graves conflits entre les belligérants et les neutres. Aussi a-t-on souvent réclamé d'une manière pressante un règlement qui établirait d'une manière précise les droits et devoirs de chacun. Le commerce pacifique pourra être reconnaissant de la précision qui, pour la première fois, est apportée à ce sujet, qui l'intéresse au plus haut point.

La notion de contrebande de guerre comporte deux éléments : il s'agit d'objets d'une certaine espèce et d'une certaine destination. Des canons, par exemple, sont transportés sur un navire neutre. Sont-ils de la contrebande ? Cela dépend : non, s'ils sont destinés à un gouvernement neutre ; oui, s'ils sont destinés à un gouvernement ennemi. Le commerce de certains objets n'est nullement interdit d'une manière générale pendant la guerre ; c'est le commerce de ces objets avec l'ennemi qui est illicite et contre lequel le belligérant, au détriment duquel il se fait, peut se protéger par les mesures qu'admet le droit des gens.

Les articles 22 et 24 énumèrent les objets et matériaux qui sont susceptibles de constituer de la contrebande de guerre et qui en constituent effectivement, quand ils ont une certaine destination, qui est déterminée par les articles 30 et 33. La distinction traditionnelle de la contrebande *absolue* et de la contrebande *conditionnelle* est maintenue ; à la première se réfèrent les articles 22 et 30, à la seconde les articles 24 et 33.

Art. 22. — Cette liste est celle qui avait été arrêtée à la deuxième Conférence de la Paix par le Comité chargé d'étudier spécialement la question de la contrebande.

trebande absolue, savoir : — 1° Les armes de toute nature, y compris les armes de chasse, et les pièces détachées caractérisées. — 2° Les projectiles, gargousses et cartouches de toute nature, et les pièces détachées caractérisées. — 3° Les poudres et les explosifs spécialement affectés à la guerre. — 4° Les affûts, caissons, avant-trains, fourgons, forges de campagne, et les pièces détachées caractérisées. — 5° Les effets d'habillement et d'équipement militaires caractérisés. — 6° Les harnachements militaires caractérisés de toute nature. — 7° Les animaux de selle, de trait et de bât, utilisables pour la guerre. — 8° Le matériel de campement et les pièces détachées caractérisées. — 9° Les plaques de blindage. — 10° Les bâtiments et embarcations de guerre et les pièces détachées spécialement caractérisées comme ne pouvant être utilisées que sur un navire de guerre. — 11° Les instruments et appareils exclusivement faits pour la fabrication des munitions de guerre, pour la fabrication et la réparation des armes et du matériel militaire terrestre ou naval.

ART. 23. — Les objets et matériaux qui sont exclusivement employés à la guerre peuvent être ajoutés à la liste de contrebande absolue au moyen d'une déclaration notifiée. — La notification est adressée aux gouvernements des autres puissances ou à leurs représentants accrédités auprès de la puissance qui fait la déclaration. La notification faite après l'ouverture des hostilités n'est adressée qu'aux puissances neutres.

Elle était le résultat de concessions mutuelles, et il n'a pas paru sage de rouvrir les discussions à ce sujet, soit pour retrancher, soit pour ajouter des articles.

Les mots *sont de plein droit* veulent dire que la disposition produit son effet, par le fait même de la guerre, et qu'aucune déclaration des belligérants n'est nécessaire. Le commerce est averti dès le temps de paix.

Art 23. — Certaines découvertes ou inventions pourraient rendre insuffisante la liste de l'article 22. Une addition pourra y être faite à condition qu'il s'agisse d'objets et matériaux *qui sont exclusivement employés à la guerre*. Cette addition doit être notifiée aux autres puissances, qui prendront les mesures nécessaires pour la faire connaître à leurs nationaux. Théoriquement, la notification peut se faire en temps de paix ou en temps de guerre. Sans doute, le premier cas se présentera rarement, parce qu'un Etat faisant une pareille notification pourrait être soupçonné de songer à une guerre ; cela aurait néanmoins l'avantage de renseigner le commerce à l'avance. Il n'y avait pas de raison d'en exclure la possibilité.

On a trouvé excessive la faculté accordée à une puissance de faire une addition à la liste en vertu de sa simple déclaration. Il est à remarquer que cette faculté ne présente pas les dangers qu'on lui suppose. D'abord, bien entendu, la déclaration ne produit d'effet que pour celui qui la fait, en ce sens que l'article ajouté ne sera de la contrebande que pour lui, en tant que belligérant ; les autres États pourront d'ailleurs faire une déclaration analogue. L'addition ne peut concerner que des objets *exclusivement employés à la guerre* ; actuellement il serait difficile d'indiquer de tels objets ne rentrant pas dans la liste. L'avenir est réservé. Si une puissance avait la prétention d'ajouter à la liste de contrebande absolue des articles non exclusivement employés à la guerre, elle pourrait s'attirer des réclamations diplomatiques, puisqu'elle méconnaîtrait une règle acceptée. De plus, il y aurait un recours éventuel devant la Cour internationale des prises. On peut supposer que la Cour estime que l'objet mentionné dans la déclaration de contrebande absolue y figure à tort, parce qu'il n'est pas exclusivement employé à la guerre, mais qu'il aurait pu rentrer dans une déclaration de contrebande conditionnelle. La confiscation pourra se justifier si la saisie a été faite dans

ART. 24. — Sont de plein droit considérés comme contrebande de guerre les objets et matériaux susceptibles de servir aux usages de la guerre comme à des usages pacifiques, et compris sous le nom de contrebande conditionnelle, savoir : — 1° Les vivres. — 2° Les fourrages et les graines propres à la nourriture des animaux. — 3° Les vêtements et les tissus d'habillement, les chaussures, propres à des usages militaires. — 4° L'or et l'argent monnayés et en lingots, les papiers représentatifs de la monnaie. — 5° Les véhicules de toute nature pouvant servir à la guerre, ainsi que les pièces détachées. — 6° Les navires, bateaux et embarcations de tout genre, les docks flottants, parties de bassins, ainsi que les pièces détachées. — 7° Le matériel fixe ou roulant des chemins de fer, le matériel des télégraphes, radiotélégraphes et téléphones. — 8° Les aérostats et les appareils d'aviation, les pièces détachées caractérisées ainsi que les accessoires, objets et matériaux caractérisés comme devant servir à l'aérostation ou à l'aviation. — 9° Les combustibles, les matières lubrifiantes. — 10° Les poudres et les explosifs qui ne sont pas spécialement affectés à la guerre. — 11° Les fils de fer barbelés, ainsi que les instruments servant à les fixer ou à les couper. — 12° Les fers à cheval et le matériel de maréchalerie. — 13° Les objets de harnachement et de sellerie. — 14° Les jumelles, les télescopes, les chronomètres et les divers instruments nautiques.

ART. 25. — Des objets et matériaux susceptibles de servir aux usages de la guerre comme à des usages pacifiques et autres que ceux visés aux articles 22 et 24, peuvent être ajoutés à la liste de contrebande conditionnelle au moyen d'une déclaration qui sera notifiée de la manière prévue à l'article 23, deuxième alinéa.

ART. 26. — Si une puissance renonce, en ce qui la concerne, à con-

les conditions prévues pour cette espèce de contrebande (articles 33 à 55), qui diffèrent de celles qu'on applique à la contrebande absolue (article 30).

Il avait été suggéré que, dans l'intérêt du commerce neutre, un délai devrait s'écouler entre la notification et son application. Mais cela aurait été très préjudiciable au belligérant qui veut précisément se protéger, puisque, pendant le délai, le commerce des articles jugés par lui dangereux aurait été libre, et que l'effet de sa mesure aurait été manqué. Il a été tenu compte, sous une autre forme, des considérations d'équité qui avaient été invoquées (V. article 43).

ART. 24. — Sur l'expression *sont de plein droit*, il faut faire la même observation qu'à propos de l'article 22. Les objets énumérés ne constituent de la contrebande conditionnelle que s'ils ont la destination prévue par l'article 33.

Les *vivres* comprennent les produits nécessaires ou utiles à l'alimentation de l'homme, solides ou liquides.

Les *papiers représentatifs de la monnaie* ne comprennent que le papier-monnaie, les billets de banque ayant ou non cours légal. Les lettres de change et les chèques n'y rentrent pas.

Les machines et chaudières rentrent dans l'énumération du 6°.

Le matériel des chemins de fer comprend le matériel fixe, comme les rails, les traverses, les plaques tournantes, les pièces destinées à la construction des ponts, et le matériel roulant, comme les locomotives, les wagons.

ART. 25. — Cette disposition correspond, pour la contrebande conditionnelle, à la disposition de l'article 23 pour la contrebande absolue.

ART. 26. — Un belligérant peut vouloir ne pas user du droit de considérer comme

sidérer comme contrebande de guerre des objets et matériaux qui rentrent dans une des catégories énumérées aux articles 22 et 24, elle fera connaître son intention par une déclaration notifiée de la manière prévue à l'article 23, deuxième alinéa.

ART. 27. — Les objets et matériaux qui ne sont pas susceptibles de servir aux usages de la guerre, ne peuvent pas être déclarés contrebande de guerre.

ART. 28. — Ne peuvent pas être déclarés contrebande de guerre les articles suivants, savoir : — 1° Le coton brut, les laines, soies, jutes, lins, chanvres bruts, et les autres matières premières des industries textiles ainsi que leurs filés. — 2° Les noix et graines oléagineuses, le coprah. — 3° Les caoutchoucs, résines, gommes et laques, le houblon. — 4° Les peaux brutes, les cornes, os et ivoires. — 5° Les engrais naturels et artificiels, y compris les nitrates et phosphates pouvant servir à l'agriculture. — 6° Les minerais. — 7° Les terres, les argiles, la chaux, la craie, les pierres y compris les marbres, les briques, ardoises et tuiles. — 8° Les porcelaines et verreries. — 9° Le papier et les matières préparées pour sa fabrication. — 10° Les savons, couleurs, y compris les matières exclusivement destinées à les produire, et les vernis. — 11° L'hypochlorite de chaux, les cendres de soude, la soude caustique, le sulfate de soude en pains, l'ammoniaque, le sulfate d'ammoniaque et le sulfate de cuivre. — 12° Les machines, servant à l'agriculture, aux

contrebande de guerre les articles rentrant dans les listes ci-dessus. Il peut lui convenir ou de faire rentrer dans la contrebande conditionnelle un article compris dans la contrebande absolue ou de déclarer libre, en ce qui concerne, le commerce de tel article rentrant dans l'une ou dans l'autre catégorie. Il est à désirer qu'il fasse connaître son intention à ce sujet, et il est probable qu'il le fera pour avoir le mérite de la mesure. S'il ne le fait pas, et s'il se contente de donner des instructions à ses croiseurs, les navires visités seront agréablement surpris si le visiteur ne leur reproche pas de transporter ce qu'eux-mêmes considéraient comme de contrebande. Rien n'empêche une puissance de faire une pareille déclaration en temps de paix. Voir ce qui est dit à propos de l'article 23.

Art. 27. — L'existence d'une liste dite *libre* (article 28) rend utile cette affirmation que les objets qui ne sont pas susceptibles de servir aux usages de la guerre en peuvent être déclarés contrebande de guerre. On aurait pu croire que les objets ne rentrant pas dans cette liste peuvent être déclarés au moins de contrebande conditionnelle.

Art. 28. — C'est pour diminuer les inconvénients de la guerre pour le commerce qu'il a été jugé utile de dresser cette *liste dite libre*, ce qui ne veut pas dire, comme il a été expliqué plus haut, que tous les objets restés en dehors pourraient être déclarés contrebande de guerre.

Les *minerais* sont les produits des mines servant à obtenir des métaux (*metallic ores*).

On avait demandé de faire rentrer dans le 10° les *produits tinctoriaux* ; cela a paru trop général ; il y a des matières d'où on tire les couleurs, comme le charbon, mais qui servent aussi à d'autres usages. Les produits qui ne sont utilisés que pour obtenir des couleurs bénéficient de l'exemption.

Les « articles de Paris » dont tout le monde comprend la signification rentrent dans le 15°.

Dans le 16°, il s'agit des soies de certains animaux comme les porcs et les sangliers.

Les tapis et les nattes rentrent dans les objets d'ameublement et d'ornement (17°).

mines, aux industries textiles et à l'imprimerie. — 13° Les pierres précieuses, les pierres fines, les perles, le nacre et les coraux. — 14° Les horloges, pendules et montres autres que les chronomètres. — 15° Les articles de mode et les objets de fantaisie. — 16° Les plumes de tout genre, les crins et soies. — 17° Les objets d'ameublement ou d'ornement, les meubles et accessoires de bureau.

ART. 29. — Ne peuvent non plus être considérés comme contrebande de guerre : — 1° Les objets et matériaux servant exclusivement à soigner les malades et les blessés. Toutefois, ils peuvent, en cas de nécessité militaire importante, être réquisitionnés, moyennant une indemnité, lorsqu'ils ont la destination prévue à l'article 30. — 2° Les objets et matériaux destinés à l'usage du navire où ils sont trouvés, ainsi qu'à l'usage de l'équipage et des passagers de ce navire pendant la traversée.

ART. 30. — Les articles de contrebande absolue sont saisissables, s'il est établi qu'ils sont destinés au territoire de l'ennemi ou à un territoire

Art. 29. — Si les objets énumérés dans l'article 29 ne sont pas non plus considérés comme contrebande de guerre, c'est pour des motifs autres que ceux qui ont fait admettre la liste de l'article 28.

Des raisons d'humanité ont fait écarter les objets et matériaux servant exclusivement à soigner les malades et les blessés, ce qui comprend naturellement les drogues et les divers médicaments. Il ne s'agit pas des bateaux hospitaliers, pour lesquels une immunité spéciale est assurée par la convention de la Haye du 18 octobre 1907, mais de navires de commerce ordinaires dont le chargement comprendrait des objets de la nature indiquée. Le croiseur a toutefois le droit, en cas de nécessité importante, de réquisitionner ces objets pour les besoins de son équipage ou de sa flotte ; cette réquisition ne peut être faite que moyennant indemnité. Mais il faut remarquer que ce droit de réquisition ne peut s'exercer dans tous les cas. Les objets dont il s'agit doivent avoir la destination prévue à l'article 30, c'est-à-dire la destination ennemie. Autrement le droit commun reprend son empire : un belligérant ne saurait avoir le droit de réquisition à l'égard des navires neutres en pleine mer.

On ne peut non plus considérer comme contrebande les objets et matériaux destinés à l'usage du navire et qui pourraient, en eux-mêmes et par leur nature, constituer de la contrebande de guerre, par exemple les armes destinées à défendre le navire contre le pirate ou à faire des signaux. Il en est de même de ce qui est destiné à l'usage de l'équipage et des passagers pendant la traversée ; l'équipage comprend ici tout le personnel du navire en général.

De la destination de la contrebande. — Comme il a été dit, le deuxième élément de la notion de contrebande est la *destination*. De grandes difficultés se sont produites à ce sujet et se symbolisent dans la *théorie du voyage continu*, souvent combattue ou invoquée sans que l'on se rende bien compte de son exacte signification. Il faut envisager simplement les situations en elles-mêmes et voir comment elles doivent être réglées de manière à ne pas tracasser inutilement les neutres et à ne pas sacrifier les droits légitimes des belligérants.

Pour amener un rapprochement entre des théories et des pratiques contraires, on a séparé, à ce point de vue, la contrebande absolue de la contrebande conditionnelle.

A la contrebande absolue se rapportent les articles 30 à 32 ; à la contrebande conditionnelle, les articles 33 à 36.

ART. 30. — Les objets compris dans la liste de l'article 22 constituent de la contrebande absolue, quand ils sont destinés à un territoire de l'ennemi ou à un territoire occupé par lui, ou à ses forces armées de terre ou de mer. Ces objets sont saisissables, du moment qu'une pareille destination finale peut être établie par le capteur. Ce n'est donc pas la destination du navire qui est décisive, c'est la destination de la marchandise. Celle-ci a beau être à bord d'un navire qui doit la débarquer dans un port neutre,

occupé par lui ou à ses forces armées. Peu importe que le transport de ces objets se fasse directement ou exige, soit un transbordement, soit un trajet par terre.

ART. 31. — La destination prévue à l'article 30 est définitivement prouvée dans les cas suivants : — 1° Lorsque la marchandise est documentée pour être débarquée dans un port de l'ennemi ou pour être livrée à ses forces armées. — 2° Lorsque le navire ne doit aborder qu'à des ports ennemis, ou lorsqu'il doit toucher à un port de l'ennemi ou rejoindre ses forces armées, avant d'arriver au port neutre pour lequel la marchandise est documentée.

ART. 32. — Les papiers de bord font preuve complète de l'itinéraire du navire transportant de la contrebande absolue, à moins que le navire soit rencontré ayant manifestement dévié de la route qu'il devrait suivre d'après ses papiers de bord et sans pouvoir justifier d'une cause suffisante de cette déviation.

ART. 33. — Les articles de contrebande conditionnelle sont saisis-

du moment que le capteur est à même d'établir que cette marchandise doit, de là, être transportée en pays ennemi par voie maritime ou terrestre, cela suffit pour justifier la saisie et ensuite la confiscation de la cargaison. C'est le principe même du voyage continu qui est ainsi consacré pour la contrebande absolue, par l'article 30. On regarde comme ne faisant qu'un tout le trajet suivi par la marchandise.

ART. 31. — Comme il a été dit, c'est au capteur qu'incombe l'obligation de prouver que la marchandise de contrebande a bien la destination prévue par l'article 30. Dans certains cas prévus par l'article 31, cette destination est *définitivement* prouvée, c'est-à-dire que la preuve contraire n'est pas admise.

Premier cas. — La marchandise est *documentée* pour être débarquée dans un port ennemi, c'est-à-dire que, d'après les papiers de bord qui se réfèrent à cette marchandise, elle doit bien y être débarquée. Il y a alors un véritable aveu, de la part des intéressés eux-mêmes, de la destination ennemie.

Deuxième cas. — Le navire ne doit aborder qu'à des ports ennemis ou bien il doit toucher à un port ennemi avant d'arriver au port neutre pour lequel la marchandise est documentée. Ainsi cette marchandise doit bien, d'après les papiers qui la concernent, être débarquée dans un port neutre, mais le navire qui la porte doit, avant d'arriver à ce port, toucher à un port ennemi. Elle sera saisissable et on ne réserve pas la possibilité de prouver que la destination neutre est réelle et conforme aux intentions des intéressés. La circonstance que, avant de parvenir à cette destination, le navire touchera à un port ennemi, ferait naître un trop grand risque pour le belligérant dont le croiseur visite le navire. Sans supposer même une fraude préméditée, il pourrait y avoir, pour le capitaine du navire de commerce, une forte tentation de débarquer la contrebande dont il trouverait un prix avantageux, et, pour l'autorité locale, la tentation de réquisitionner cette marchandise.

Le cas où le navire, avant d'arriver au port neutre, doit rejoindre les forces armées de l'ennemi, est identique.

Pour simplifier, la disposition ne parle que d'un *port ennemi* ; il va de soi qu'il faut lui assimiler le *port occupé par l'ennemi*, comme cela résulte de la règle générale de l'article 30.

ART. 32. — Les papiers de bord font donc preuve complète de l'itinéraire du navire à moins que ce navire soit rencontré dans des circonstances qui montrent que l'on ne peut se fier à leurs allégations. Voir, d'ailleurs, les explications données à propos de l'article 35.

ART. 33. — Les règles qui concernent la contrebande conditionnelle diffèrent de celles qui ont été posées pour la contrebande absolue, à un double point de vue :

sables, s'il est établi qu'ils sont destinés à l'usage des forces armées ou des administrations de l'Etat ennemi, à moins, dans ce dernier cas, que les circonstances établissent qu'en fait ces articles ne peuvent être utilisés pour la guerre en cours; cette dernière réserve ne s'applique pas aux envois visés par l'article 24-4°.

ART. 34. — Il y a présomption de la destination prévue à l'article 33, si l'envoi est adressé aux autorités ennemies ou à un commerçant établi en pays ennemi, et lorsqu'il est notoire que ce commerçant fournit à l'ennemi des objets et matériaux de cette nature. Il en est

1° il ne s'agit pas d'une destination à l'ennemi en général, mais d'une destination à l'usage de ses forces armées ou de ses administrations; 2° la doctrine du voyage continu est écartée. A la première idée correspondent les articles 33 et 34; à la seconde correspond l'article 35.

Les objets compris dans la liste de la contrebande conditionnelle peuvent servir à des usages pacifiques, comme à des emplois hostiles. Si, d'après les circonstances, l'emploi pacifique est certain, la saisie ne se justifie pas; il en est autrement si l'emploi hostile doit se supposer, ce qui arrive, par exemple, s'il s'agit de vivres destinés à une armée ou à une flotte de l'ennemi, de charbon destiné à une flotte ennemie. En cas pareil, il n'y a évidemment pas de doute. Mais que faut-il décider, quand c'est à l'usage des administrations civiles de l'Etat ennemi que les objets sont destinés? C'est de l'argent qui est envoyé à une administration civile et qui doit être employé au paiement du salaire de ses agents, des rails de chemins de fer qui sont expédiés à une administration des travaux publics. Il y aura, dans ces cas, *destination ennemie* rendant la marchandise saisissable d'abord et confiscable ensuite. Cela s'explique pour des raisons à la fois juridiques et pratiques. L'Etat est un, quoique les fonctions nécessaires à son action soient confiées à diverses administrations. Si une administration civile peut recevoir librement des vivres ou de l'argent, cela ne profite pas à elle seule, mais à l'Etat tout entier, y compris l'administration militaire, puisque les ressources générales de l'Etat augmentent ainsi. Il y a plus: ce que reçoit une administration civile peut être jugé plus nécessaire à l'administration militaire et attribué directement à celle-ci. L'argent ou les vivres réellement destinés à une administration civile peuvent se trouver ainsi directement employés aux besoins de l'armée. Cette possibilité, qui existe toujours, explique pourquoi la destination aux administrations de l'Etat ennemi est assimilée à la destination aux forces armées.

Il s'agit des *administrations de l'Etat*, qui sont des dépendances du pouvoir central, et non de toutes les administrations qui peuvent exister dans l'Etat ennemi; les administrations locales, municipales, par exemple, n'y rentrent pas, et ce qui serait destiné à leur usage ne constituerait pas de la contrebande.

La guerre peut se poursuivre dans des circonstances telles que la destination à l'usage d'une administration civile ne puisse être suspectée et ne puisse, par conséquent, donner à la marchandise le caractère de contrebande. Par exemple, une guerre existe en Europe et les colonies des pays belligérants ne sont pas, en fait, atteintes par la guerre. Les vivres ou autres objets de la liste de contrebande conditionnelle, qui seraient destinés à l'usage d'une administration civile coloniale, ne seraient pas réputés contrebande de guerre, parce que les considérations invoquées plus haut ne s'appliquent pas dans l'espèce, il ne peut y avoir emprunt pour les besoins de la guerre des ressources de l'administration civile. Exception est faite pour l'or et l'argent ou les papiers représentatifs de la monnaie, parce qu'une somme d'argent peut facilement se transmettre d'un bout du monde à l'autre.

ART. 34. — Ordinairement, les articles de contrebande ne seront pas expressément adressés aux autorités militaires ou aux administrations de l'Etat ennemi. On dissimulera plus ou moins la destination véritable; c'est au capteur à l'établir pour justifier la saisie. Mais, on a cru raisonnable d'établir des présomptions, soit à raison de la qualité du destinataire, soit à raison du caractère de la place à laquelle sont destinés les objets. C'est une autorité ennemie ou un commerçant établi en pays ennemi, qui

de même si l'envoi est à destination d'une place fortifiée ennemie, ou d'une autre place servant de base aux forces armées ennemies ; toutefois, cette présomption ne s'applique pas au navire de commerce lui-même faisant route vers une de ces places et dont on entend établir le caractère de contrebande. — A défaut des présomptions ci-dessus, la destination est présumée innocente. — Les présomptions établies dans le présent article admettent la preuve contraire.

ART. 35. — Les articles de contrebande conditionnelle ne sont saisissables que sur le navire qui fait route vers le territoire de l'ennemi ou vers un territoire occupé par lui ou vers ses forces armées et qui ne doit pas les décharger dans un port intermédiaire neutre. — Les papiers de bord font preuve complète de l'itinéraire du navire ainsi que du lieu de déchargement des marchandises, à moins que ce navire soit rencontré ayant manifestement dévié de la route qu'il devrait suivre d'après ses papiers de bord, et sans pouvoir justifier d'une cause suffisante de cette déviation.

est le fournisseur notoire du gouvernement ennemi pour les articles dont il s'agit. C'est une place fortifiée ennemie ou une place servant de base aux forces armées ennemies, que ce soit une base d'opérations ou une base de ravitaillement.

Cette présomption générale ne saurait s'appliquer au navire de commerce lui-même qui se dirigerait vers une place fortifiée et qui peut bien, par lui-même, constituer de la contrebande relative, mais à la condition que sa destination, à l'usage des forces armées ou des administrations de l'Etat ennemi, soit directement prouvée.

A défaut des présomptions précédentes, la destination est présumée innocente. C'est le droit commun, d'après lequel le capteur doit prouver le caractère illicite de la marchandise qu'il prétend saisir.

Enfin, toutes les présomptions ainsi établies dans l'intérêt du capteur ou contre lui admettent la preuve contraire. Les tribunaux nationaux d'abord, la Cour internationale, ensuite, apprécieront.

Art. 35. — Comme il a été dit plus haut, la doctrine du voyage continu a été écartée pour la contrebande conditionnelle. Celle-ci n'est donc saisissable que si elle doit être débarquée dans un port ennemi. Du moment que la marchandise est documentée pour être débarquée dans un port neutre, elle ne peut constituer de la contrebande, et il n'y a pas à rechercher si, de ce port neutre, elle doit être expédiée à l'ennemi par mer ou par terre. C'est la différence essentielle avec la contrebande absolue.

Les papiers de bord font preuve complète de l'itinéraire du navire et du lieu de déchargement de la cargaison ; il en serait autrement si le navire était rencontré ayant manifestement dévié de la route qu'il devrait suivre d'après ses papiers et sans pouvoir justifier d'une cause suffisante de cette déviation.

Cette règle, sur la preuve fournie par les papiers de bord, a pour but d'écarter des prétentions élevées à la légère par un croiseur, et amenant des saisies injustifiées. Elle ne doit pas être entendue d'une manière trop absolue qui faciliterait toutes les fraudes. Ainsi, elle n'est pas maintenue quand le navire est rencontré en mer ayant manifestement dévié de la route qu'il aurait dû suivre et sans pouvoir justifier de cette déviation. Les papiers de bord sont alors contredits par la réalité des faits et perdent toute force probante ; le croiseur se décidera librement, suivant les cas. De même, la visite du navire peut permettre de constater des faits qui prouvent, d'une manière irréfutable, que la destination du navire ou le lieu de déchargement de la marchandise sont faussement indiqués dans les papiers de bord. Le croiseur apprécie alors librement les circonstances et saisit ou non le navire suivant cette appréciation. En résumé, les papiers de bord font preuve, à moins que la fausseté de leurs indications ne soit démontrée par les faits. Cette restriction de la force probante des papiers de bord a

ART. 36. — Par dérogation à l'article 35, si le territoire de l'ennemi n'a pas de frontière maritime, les articles de contrebande conditionnelle sont saisissables, lorsqu'il est établi qu'ils ont la destination prévue à l'article 33.

ART. 37. — Le navire transportant des articles, qui sont saisissables comme contrebande absolue ou conditionnelle, peut être saisi, en haute mer ou dans les eaux des belligérants, pendant tout le cours de son voyage, même s'il a l'intention de toucher à un port d'escale avant d'atteindre la destination ennemie.

ART. 38. — Une saisie ne peut être pratiquée en raison d'un transport de contrebande antérieurement effectué et actuellement achevé.

ART. 39. — Les articles de contrebande sont sujets à confiscation.

ART. 40. — La confiscation du navire transportant de la contrebande est permise, si cette contrebande forme, soit par sa valeur, soit par son poids, soit par son volume, soit par son fret, plus de la moitié de la cargaison.

paru aller de soi et ne pas avoir besoin d'être expressément mentionnée. On n'a pas voulu avoir l'air de diminuer la force de la règle générale, qui est une garantie pour le commerce neutre.

De ce qu'une indication est reconnue fausse, il ne résulte pas que la force probante des papiers de bord soit infirmée dans son ensemble. Les indications pour lesquelles aucune allégation de fausseté ne peut être vérifiée conservent leur valeur.

ART. 36. — Le cas prévu est assurément rare, mais, cependant, il s'est présenté dans des guerres récentes. Pour la contrebande absolue, il n'y a pas de difficulté, puisque la destination à l'ennemi peut toujours être prouvée, quel que soit l'itinéraire à suivre par la marchandise (article 30). Il en est autrement pour la contrebande conditionnelle, et une dérogation doit être apportée à la règle générale de l'article 35, alinéa 1^{er}, de manière à permettre au capteur d'établir que la marchandise suspecte a bien la destination spéciale prévue à l'article 33, sans qu'on puisse objecter le fait du déchargement dans un port neutre.

ART. 37. — Le navire peut être saisi pour cause de contrebande pendant tout le cours de son voyage, pourvu qu'il soit dans des eaux où un acte de guerre est licite. Le fait qu'il aurait l'intention de toucher à un port d'escale avant d'atteindre la destination ennemie n'empêche pas la saisie, du moment que, dans l'espèce, la destination ennemie est établie conformément aux règles établies par les articles 30 à 32 pour la contrebande absolue, pour les articles 33 à 35 pour la contrebande conditionnelle et sous la réserve de l'exception de l'article 36.

ART. 38. — Un navire est saisissable quand il transporte de la contrebande, mais non pour en avoir transporté.

ART. 39. — Cela ne présente aucune difficulté.

ART. 40. — Tout le monde admettait bien que, dans certains cas, la confiscation de la contrebande ne suffit pas et que la confiscation doit atteindre le navire lui-même, mais les opinions différaient sur la détermination de ces cas. On s'est arrêté à une certaine proportion à établir entre la contrebande et l'ensemble de la cargaison. Mais la question se subdivise : 1^o Quelle sera cette proportion ? La solution adoptée tient le milieu entre les solutions proposées, qui allaient du quart aux trois quarts ; 2^o Comment sera calculée cette proportion ? La contrebande devra-t-elle former plus de la moitié de la cargaison en volume, en poids, en valeur, en fret ? L'adoption d'un critérium déterminé prête à des objections théoriques et facilite aussi des pratiques destinées à éviter la confiscation du navire malgré l'importance de la cargaison. Si on prend le volume ou le poids, le capitaine prendra des marchandises licites assez volu-

ART. 41. — Si le navire transportant de la contrebande est relâché, les frais occasionnés au capteur par la procédure devant la juridiction nationale des prises ainsi que par la conservation du navire et de sa cargaison pendant l'instruction sont à la charge du navire.

ART. 42. — Les marchandises qui appartiennent au propriétaire de la contrebande et qui se trouvent à bord du même navire sont sujettes à confiscation.

ART. 43. — Si un navire est rencontré en mer naviguant dans l'ignorance des hostilités ou de la déclaration de contrebande applicable à son chargement, les articles de contrebande ne peuvent être confisqués que moyennant indemnité ; le navire et le surplus de la cargaison sont exempts de la confiscation et des frais prévus par l'article 41. Il en est de même si le capitaine, après avoir eu connaissance de l'ouverture des hostilités ou de la déclaration de contrebande, n'a pu encore décharger les articles de contrebande. — Le navire est réputé connaître l'état de guerre ou la déclaration de contrebande, lorsqu'il a quitté un port neutre, après que la notification de l'ouverture des hostilités ou de la déclaration de contrebande a été faite en temps utile à la puissance dont relève ce port. L'état de guerre est, en outre, réputé connu par le navire lorsqu'il a quitté un port ennemi après l'ouverture des hostilités.

mineuses ou pesantes pour que le volume ou le poids de la contrebande soit inférieur. Une observation analogue peut être faite en ce qui concerne la valeur ou le fret. La conséquence est qu'il suffit, pour justifier la confiscation, que la contrebande forme plus de la moitié de la cargaison à l'un quelconque des points de vue indiqués. Cela peut paraître sévère ; mais, d'une part, en procédant autrement, on faciliterait des calculs frauduleux, et, d'autre part, il est permis de dire que la confiscation du navire est justifiée, lorsque le transport de la contrebande était une partie notable de son trafic, ce qui est vrai pour chacun des cas prévus.

ART. 41. — Il n'est pas juste que, d'une part, le transport de contrebande au-delà d'une certaine proportion entraîne la confiscation du navire, tandis que, au-dessous de cette proportion, il n'y a que la confiscation de la contrebande, ce qui souvent n'est pas une perte pour le capitaine, le fret de cette contrebande ayant été payé à l'avance. N'y a-t-il pas là un encouragement à la contrebande, et ne conviendrait-il pas de faire subir une certaine peine pour le transport inférieur à la proportion requise pour la confiscation ? On avait proposé une espèce d'amende qui aurait pu être en rapport avec la valeur des articles de contrebande. Des objections d'ordre divers ont été formulées contre cette proposition, bien que le principe d'une perte pécuniaire infligée à raison du transport de la contrebande eût paru justifié. On est arrivé au même but d'une autre façon en disposant que les frais occasionnés au capteur par la procédure devant la juridiction nationale des prises, comme par la conservation du navire et de sa cargaison pendant l'instruction, sont à la charge du navire ; les frais de conservation du navire comprennent, le cas échéant, les frais d'entretien du personnel du navire capturé. Il convient d'ajouter que le dommage causé au navire par sa conduite et son séjour dans un port de prise est de nature à produire l'effet préventif le plus sérieux en ce qui concerne le transport de la contrebande.

ART. 42. — Le propriétaire de la contrebande est puni d'abord par la confiscation de sa propriété illicite ; il l'est ensuite par la confiscation des marchandises, même licites, qu'il peut avoir sur le même navire.

ART. 43. — La disposition a pour but de ménager les neutres qui, en fait, transporteraient de la contrebande, mais auxquels on ne pourrait rien reprocher, ce qui peut se présenter dans deux cas. Le premier est celui où ils ne connaissent pas l'ou-

ART. 44. — Le navire arrêté pour cause de contrebande et non susceptible de confiscation à raison de la proportion de la contrebande peut être autorisé, suivant les circonstances, à continuer sa route, si le capitaine est prêt à livrer la contrebande au bâtiment belligérant. — La remise de la contrebande est mentionnée par le capteur sur le livre de bord du navire arrêté, et le capitaine de ce navire doit remettre au capteur copie certifiée conforme de tous papiers utiles. — Le capteur a la faculté de détruire la contrebande qui lui est ainsi livrée.

CHAPITRE III. — *De l'assistance hostile.*

ART. 45. — Un navire neutre est confisqué et, d'une manière générale, passible du traitement que subirait un navire neutre sujet à con-

verture des hostilités ; le second est celui où, tout en connaissant cette ouverture, ils ignorent la déclaration de contrebande qu'a faite un belligérant conformément aux articles 23 et 25, et qui est précisément applicable à tout ou partie du chargement. Il serait injuste de saisir le navire et de confisquer la contrebande ; d'autre part, le croiseur ne peut être obligé de laisser aller à l'ennemi des produits propres à la guerre et dont celui-ci peut avoir grand besoin. Les intérêts en présence sont conciliés en ce sens qu'alors la confiscation ne peut avoir lieu que moyennant indemnité (voir, dans un ordre d'idées analogue, la convention du 18 octobre 1907, sur le régime des navires de commerce ennemis au début des hostilités).

ART. 44. — Un navire neutre est arrêté pour cause de contrebande. Il n'est pas susceptible de confiscation, parce que la contrebande n'atteint pas la proportion prévue par l'article 40. Il peut néanmoins être conduit dans un port de prise pour qu'il y ait un jugement relatif à la contrebande. Ce droit du capteur paraît excessif dans certains cas, si on compare le peu d'importance que peut avoir la contrebande (une caisse de fusils ou de revolvers, par exemple) et le grave préjudice qu'entraînent pour le navire ce détournement de sa route et sa retenue pendant le temps de l'instruction. Aussi s'est-on demandé s'il n'était pas possible de reconnaître au navire neutre le droit de continuer sa route moyennant la remise des objets de contrebande au capteur, qui, de son côté, n'aurait pu les refuser que pour des motifs suffisants, par exemple, le mauvais état de la mer, qui rend le transbordement impossible ou difficile, des soupçons fondés au sujet de la quantité véritable de contrebande que porte le navire de commerce, la difficulté de loger les objets à bord du navire de guerre, etc. Cette proposition n'a pas réuni les suffrages suffisants. On a prétendu qu'il était impossible d'imposer une pareille obligation au croiseur pour lequel cette remise présenterait presque toujours des inconvénients. Si, par hasard, il n'y en a pas, le croiseur ne la refusera pas, parce qu'il aura lui-même avantage à ne pas être détourné de sa route par la nécessité de conduire le navire dans un port. Le système de l'obligation étant ainsi écarté, on a décidé de réglementer la remise facultative qui, espère-t-on, sera pratiquée toutes les fois que ce sera possible, au grand avantage des deux parties. Les formalités prévues sont très simples et n'exigent pas d'explication.

Un jugement du tribunal des prises devra intervenir au sujet de la marchandise ainsi remise. C'est pour cela que le capteur doit se munir des papiers nécessaires. On pourrait concevoir qu'il y eût doute sur le caractère de certains objets que le croiseur prétend être de contrebande ; le capitaine du navire de commerce conteste, mais il préfère les livrer pour avoir la faculté de continuer sa route. Il n'y a là qu'une saisie devant être confirmée par la juridiction des prises.

La contrebande livrée par le navire de commerce peut embarrasser le croiseur qui doit être laissé libre de la détruire au moment même de la remise ou postérieurement.

CHAPITRE III. — *De l'assistance hostile.* — D'une manière générale, on peut dire que le navire de commerce qui manque à la neutralité, soit en transportant de la contrebande de guerre, soit en violant un blocus, fournit une assistance à l'ennemi, et

fiscation pour contrebande de guerre : — 1° Lorsqu'il voyage spécialement en vue du transport de passagers individuels incorporés dans la force armée de l'ennemi, ou en vue de la transmission de nouvelles dans l'intérêt de l'ennemi. — 2° Lorsqu'à la connaissance soit du propriétaire, soit de celui qui a affrété le navire en totalité, soit du capitaine, il transporte un détachement militaire de l'ennemi ou une ou plusieurs personnes qui, pendant le voyage prêtent une assistance directe aux opérations de l'ennemi. — Dans les cas visés aux numéros précédents, les marchandises appartenant au propriétaire du navire

c'est à ce titre que le belligérant au préjudice duquel il agit peut lui faire subir certaines pertes. Mais il y a des cas où cette assistance hostile est particulièrement caractérisée et qu'on a jugé nécessaire de prévoir spécialement. On en a fait deux catégories d'après la gravité du fait reproché au navire neutre.

Dans les cas qui rentrent dans la première catégorie (article 45), le navire est confisqué, et on lui applique le traitement du navire sujet à confiscation pour transport de contrebande. Cela signifie que le navire ne perd pas sa qualité de neutre et a droit aux garanties admises pour les navires neutres ; par exemple, il ne pourrait être détruit par le capteur que dans les conditions établies pour les navires neutres (articles 48 et suivants) ; la règle le *pavillon couvre la marchandise* s'applique en ce qui concerne la marchandise qui se trouve à bord.

Dans les cas plus graves qui appartiennent à la seconde catégorie (article 46), le navire est encore confisqué ; de plus, il n'est pas traité seulement comme un navire confiscable comme porteur de contrebande, mais comme un navire de commerce ennemi, ce qui entraîne certaines conséquences. Le règlement sur la destruction des prises neutres ne s'applique pas au navire, et, celui-ci devenant navire ennemi, ce n'est plus la seconde, mais c'est la troisième règle de la déclaration de Paris qui est applicable. La marchandise qui sera à bord sera présumée ennemie ; les neutres auront le droit de réclamer leur propriété en justifiant de leur neutralité (article 59). Il ne faut cependant pas exagérer jusqu'à penser que le caractère neutre originaire du navire est complètement effacé, de telle sorte qu'il doive être traité comme s'il avait toujours été ennemi. Le navire peut soutenir que la prétention élevée contre lui n'est pas fondée, que l'acte qui lui est reproché n'a pas le caractère d'une assistance hostile. Il a donc le droit de recourir à la juridiction internationale en vertu des dispositions qui protègent les propriétés neutres.

ART. 45. — Le premier cas suppose des passagers voyageant *individuellement* ; le cas d'un *détachement militaire* est visé ci-après. Il s'agit d'individus *incorporés* dans la force armée de terre ou de mer de l'ennemi. Il y a eu quelque hésitation sur le sens de l'*incorporation* qui est prévue. Comprend-elle seulement les individus qui, appelés à servir en vertu de la loi de leur pays, ont effectivement rejoint le corps dont ils doivent faire partie ? Ou comprend-elle même ces individus dès qu'ils sont appelés et avant qu'ils aient rejoint leur corps ? La question a une grande importance pratique. Que l'on suppose des individus originaires d'un pays de l'Europe continentale et établis en Amérique ; ces individus sont tenus à des obligations militaires envers leur pays d'origine ; ils doivent, par exemple, faire partie de la réserve de l'armée active de ce pays. Leur patrie étant en guerre, ils s'embarquent pour aller faire leur service. Seront-ils considérés comme *incorporés* pour l'application de la disposition dont nous nous occupons ? Si on s'attachait à la législation intérieure de certains pays, l'affirmative pourrait être soutenue. Mais, indépendamment des raisons purement juridiques, l'opinion contraire a paru plus conforme aux nécessités pratiques et, dans un esprit de conciliation, elle a été acceptée par tous. Il serait difficile, ou peut-être même impossible, de distinguer, sans des mesures vexatoires que les gouvernements neutres n'accepteraient pas, entre les passagers d'un navire, ceux qui sont tenus d'un service militaire et qui voyagent pour y satisfaire.

La transmission de nouvelles dans l'intérêt de l'ennemi est assimilée au transport de passagers incorporés dans sa force armée. On parle du navire qui voyage *spéciale-*

sont également sujettes à confiscation. — Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas si, lorsque le navire est rencontré en mer, il ignore les hostilités ou si le capitaine, après avoir appris l'ouverture des hostilités, n'a pu encore débarquer les personnes transportées. Le navire est réputé connaître l'état de guerre, lorsqu'il a quitté un port ennemi après l'ouverture des hostilités ou un port neutre postérieurement à la notification en temps utile de l'ouverture des hostilités à la puissance dont relève ce port.

ART. 46. — Un navire neutre est confisqué et, d'une manière générale, passible du traitement qu'il subirait s'il était un navire de com-

ment pour indiquer qu'il ne s'agit pas du service normal du navire. Il s'est détourné de sa route; il a relâché dans un port où il ne s'arrête pas ordinairement, pour effectuer le transport en question. Il n'est pas nécessaire qu'il soit *exclusivement* affecté au service de l'ennemi; ce dernier cas rentrerait dans la seconde catégorie, article 56, 4°.

Dans les deux hypothèses dont il vient d'être parlé, il s'agit d'une opération isolée faite par le navire; il a été chargé d'effectuer tel transport ou de transmettre telles nouvelles; il n'est pas attaché d'une manière continue au service de l'ennemi. Il en résulte qu'il peut bien être saisi pendant le voyage où il se livre à l'opération qui lui est confiée; ce voyage terminé, tout est fini en ce sens qu'il ne pourrait être saisi pour avoir fait l'opération prévue; c'est analogue à ce qui est admis en matière de contrebande (article 38).

Le deuxième cas se subdivise également :

Transport d'un détachement militaire de l'ennemi ou transport d'une ou de plusieurs personnes qui, pendant le voyage, prêtent une assistance directe aux opérations de l'ennemi, par exemple en faisant des signaux. S'il s'agit de militaires ou de marins en uniforme, il n'y a pas de difficulté; le navire est évidemment confiscable. S'il s'agit de militaires ou de marins en costume civil pouvant être pris pour des passagers ordinaires, on exige la connaissance du capitaine ou du propriétaire, celui qui a affrété le navire en totalité étant assimilé au propriétaire. La règle est la même pour l'hypothèse des personnes prêtant une assistance directe à l'ennemi pendant le voyage.

Dans ces cas, si le navire est confisqué à raison de son assistance hostile, l'on doit confisquer également les marchandises appartenant au propriétaire du navire.

Ces dispositions supposent que l'état de guerre était connu du navire qui se livre aux opérations prévues; cette connaissance motive et justifie la confiscation. La situation est tout autre lorsque le navire ignore l'ouverture des hostilités, de telle sorte qu'il s'est chargé de l'opération en temps normal. Il a pu apprendre en mer l'ouverture des hostilités, mais sans pouvoir débarquer les personnes transportées. La confiscation serait alors injuste, et la règle équitable qui a été adoptée est d'accord avec les dispositions déjà acceptées dans d'autres matières. Si le navire a quitté un port ennemi après l'ouverture des hostilités, ou un port neutre après que l'ouverture des hostilités avait été notifiée à la puissance d'où relève ce port, la connaissance de l'état de guerre sera présumée.

Il n'est question ici que d'empêcher la confiscation du navire. Les personnes trouvées à bord et qui font partie des forces armées de l'ennemi pourront être prises par le croiseur comme prisonniers de guerre.

ART. 46. — Les cas prévus ici sont plus graves que ceux de l'article 45, ce qui justifie le traitement plus sévère infligé au navire, ainsi qu'il a été expliqué plus haut.

Premier cas. — Le navire prend une part directe aux hostilités. Cela peut se présenter sous diverses formes. Il va sans dire que, s'il y a lutte armée, le navire est exposé à tous les risques d'une pareille lutte. On suppose qu'il est tombé au pouvoir de l'ennemi qu'il combattait, et qui est autorisé à le traiter comme un navire de commerce ennemi.

Deuxième cas. — Le navire est sous les ordres ou sous le contrôle d'un agent placé

merce ennemi : — 1° Lorsqu'il prend une part directe aux hostilités. — 2° Lorsqu'il se trouve sous les ordres ou sous le contrôle d'un agent placé à bord par le gouvernement ennemi. — 3° Lorsqu'il est affecté en totalité par le gouvernement ennemi. — 4° Lorsqu'il est actuellement et exclusivement affecté, soit au transport de troupes ennemies, soit à la transmission de nouvelles dans l'intérêt de l'ennemi. — Dans les cas visés par le présent article, les marchandises appartenant au propriétaire du navire sont également sujettes à confiscation.

ART. 47. — Tout individu incorporé dans la force armée de l'ennemi, et qui sera trouvé à bord d'un navire de commerce neutre, pourra être fait prisonnier de guerre, quand même il n'y aurait pas lieu de saisir ce navire.

à bord par le gouvernement ennemi. Cette présence caractérise le lien qui existe entre l'ennemi et le navire. Dans d'autres circonstances, le navire peut bien avoir un lien avec l'ennemi ; mais, pour être sujet à la confiscation, il faudrait alors qu'il rentrât dans le troisième cas.

Troisième cas. — Le navire est affrété en totalité par le gouvernement ennemi. Il est donc complètement à la disposition de ce gouvernement, qui peut s'en servir pour des buts divers se rattachant plus ou moins directement à la guerre, notamment pour effectuer des transports ; c'est la situation de navires charbonniers qui accompagnent une flotte belligérante. Souvent il y aura une charte-partie entre le gouvernement belligérant et le propriétaire ou le capitaine du navire ; mais il n'y a là qu'une question de preuve. Le fait de l'affrètement en totalité suffit, de quelque façon qu'il soit établi.

Quatrième cas. — Le navire est actuellement et exclusivement affecté, soit au transport de troupes ennemies, soit à la transmission de nouvelles dans l'intérêt de l'ennemi. A la différence des cas visés dans l'article 45, il s'agit ici d'un service permanent auquel est affecté le navire. Aussi faut-il décider que, tant que l'affectation dure, le navire est saisissable, encore qu'au moment où un croiseur ennemi visite le navire celui-ci ne transporte pas de troupes ou ne serve pas à la transmission de nouvelles.

Comme pour les cas de l'article 45, et par les mêmes raisons, les marchandises appartenant au propriétaire du navire, et qui pourraient se trouver à bord, sont également sujettes à confiscation.

On avait proposé de considérer comme navire de commerce ennemi le navire neutre faisant actuellement, et avec l'autorisation du gouvernement ennemi, un trajet auquel il n'a été autorisé qu'après l'ouverture des hostilités ou dans les deux mois qui l'ont précédée. Cela se serait appliqué notamment aux navires de commerce neutres qui seraient admis par un belligérant à une navigation réservée en temps de paix à la marine nationale de ce belligérant, par exemple au cabotage. Plusieurs délégations ont repoussé formellement cette proposition, de sorte que la question ainsi soulevée est restée entière.

ART. 47. — Des individus incorporés dans les forces armées de terre ou de mer d'un belligérant peuvent se trouver à bord d'un navire de commerce neutre visité. Si le navire est sujet à confiscation, le croiseur le saisira et le conduira dans un de ses ports avec les personnes qui se trouvent à bord. Evidemment les militaires ou marins de l'Etat ennemi ne seront pas laissés libres, mais seront considérés comme prisonniers de guerre. Il peut arriver que l'on ne soit pas dans le cas de saisir le navire — par exemple, parce que le capitaine ne connaissait pas la qualité d'un individu qui s'était présenté comme un simple passager. Faut-il alors laisser libre le ou les militaires qui sont sur le navire ? Cela n'a pas paru admissible. Le croiseur belligérant ne peut être contraint de laisser libres des ennemis qui sont matériellement en son pouvoir et qui sont plus dangereux que tels et tels articles de contrebande ; naturellement il doit agir avec une grande discrétion, et c'est sous sa responsabilité qu'il exige la

CHAPITRE IV. — *De la destruction des prises neutres.*

ART. 48. — Un navire neutre saisi ne peut être détruit par le capteur, mais il doit être conduit dans tel port qu'il appartiendra pour y être statué ce que de droit sur la validité de la capture.

ART. 49. — Par exception, un navire neutre, saisi par un bâtiment belligérant et qui serait sujet à confiscation, peut être détruit, si l'observation de l'article 48 peut compromettre la sécurité du bâtiment de guerre ou le succès des opérations dans lesquelles celui-ci est actuellement engagé.

remise de ces individus, mais son droit existe ; aussi a-t-il été jugé nécessaire de s'expliquer sur ce point.

CHAPITRE IV. — *De la destruction des prises neutres.* — La destruction des prises neutres était à l'ordre du jour de la deuxième Conférence de la Paix et n'a pu y être réglée. Elle se retrouve à l'ordre du jour de la présente Conférence et, cette fois, un accord a été possible. Il y a lieu de s'applaudir d'un pareil résultat qui témoigne d'un sincère désir d'entente de la part de tous. On a constaté ici, une fois de plus, que des formules tranchantes et opposées ne répondent pas toujours à la réalité et que, si on veut descendre dans le détail et arriver aux applications précises, on aura souvent à peu près la même manière de faire, quoiqu'on ait paru se réclamer d'opinions tout à fait contraires. Pour s'accorder, il faut d'abord se bien comprendre, ce qui n'est pas toujours le cas. Ainsi, on a constaté que ceux qui proclamaient le droit de détruire les prises neutres, ne prétendaient pas user de ce droit capricieusement et à tout propos, mais seulement d'une manière exceptionnelle, et qu'à l'inverse ceux qui affirmaient le principe de l'interdiction de la destruction admettaient que ce principe devait céder dans des cas exceptionnels. Il s'agissait donc de s'entendre sur ces cas exceptionnels auxquels, dans les deux opinions, devait se borner le droit de destruction. Ce n'était pas tout : il fallait aussi une garantie contre les abus dans l'exercice de ce droit ; l'arbitraire dans l'appréciation des cas exceptionnels devait être diminué au moyen d'une responsabilité effective imposée au capteur. C'est ici qu'est intervenu, dans le règlement de l'affaire, un élément nouveau, grâce auquel l'accord a pu se faire. L'intervention possible de la justice fera réfléchir le capteur en même temps qu'elle assurera une réparation dans le cas d'une destruction sans motif.

Tel est l'esprit général des dispositions de ce chapitre.

ART. 48. — Le principe général est très simple. Un navire neutre ne peut être détruit par le capteur ; cela peut être admis par tout le monde, quelle que soit la manière dont on envisage l'effet de la saisie. Le navire doit être conduit dans un port pour y être statué sur la validité de la prise. Il sera ou non amariné suivant les cas.

ART. 49. — La première condition pour que le navire saisi puisse être détruit est qu'il soit susceptible de confiscation d'après les circonstances. Si le capteur ne peut pas même songer à obtenir la confiscation du navire, comment pourrait-il avoir la prétention de le détruire ?

La seconde est que l'observation du principe général soit de nature à compromettre la sécurité du bâtiment de guerre ou le succès des opérations dans lesquelles il est actuellement engagé. C'est la formule à laquelle on s'est arrêté après quelques tâtonnements. Il a été entendu que *compromettre la sécurité* était synonyme de mettre en danger le navire, et pourrait être traduit en anglais par *involve danger*. C'est naturellement au moment où a lieu la destruction qu'il faut se placer pour voir si les conditions sont ou non remplies. Le danger qui n'existait pas au moment même de la saisie peut s'être manifesté quelque temps après.

ART. 50. — Avant la destruction, les personnes qui se trouvent à bord devront être mises en sûreté, et tous les papiers de bord et autres pièces, que les intéressés estimeront utiles pour le jugement sur la validité de la capture, devront être transbordés sur le bâtiment de guerre.

ART. 51. — Le capteur qui a détruit un navire neutre doit, préalablement à tout jugement sur la validité de la capture, justifier en fait n'avoir agi qu'en présence d'une nécessité exceptionnelle, comme elle est prévue à l'article 49. Faute par lui de ce faire, il est tenu à indemnité vis-à-vis des intéressés, sans qu'il y ait à rechercher si la capture était valable ou non.

ART. 52. — Si la capture d'un navire neutre, dont la destruction a été justifiée, est ensuite déclarée nulle, le capteur doit indemniser les intéressés en remplacement de la restitution à laquelle ils auraient droit.

ART. 53. — Si des marchandises neutres qui n'étaient pas susceptibles de confiscation ont été détruites avec le navire, le propriétaire de ces marchandises a droit à une indemnité.

ART. 54. — Le capteur a la faculté d'exiger la remise ou de procéder à la destruction des marchandises confiscables trouvées à bord d'un navire

ART. 50. — La disposition prévoit des précautions à prendre dans l'intérêt des personnes et dans celui de l'administration de la justice.

ART. 51. — Ce texte donne une garantie contre la destruction arbitraire des prises par l'établissement d'une responsabilité effective du capteur qui a opéré la destruction. Ce capteur doit, en effet, avant tout jugement sur la validité de la prise, justifier en fait qu'il était bien dans un des cas exceptionnels qui sont prévus. La justification sera faite contradictoirement avec le neutre qui, s'il n'est pas content de la décision du tribunal national des prises, pourra se pourvoir devant la juridiction internationale. Cette justification est donc une condition préalable à remplir par le capteur. S'il ne le fait pas, il doit indemniser les intéressés au navire et au chargement, sans qu'il y ait à rechercher si la prise était valable ou nulle. Il y a donc là une sanction sérieuse de l'obligation de ne détruire la prise que dans des cas déterminés, c'est une peine pécuniaire qui frappe le capteur. Si, au contraire, la justification est faite, le procès de prise se suit comme à l'ordinaire ; lorsque la prise est déclarée valable, aucune indemnité n'est due ; quand elle est déclarée nulle, les intéressés ont droit à être indemnisés. Le recours devant la Cour internationale ne peut être formé que quand la décision du tribunal des prises est intervenue sur le fond et non pas aussitôt après que la question préalable a été jugée.

ART. 53. — Le navire détruit contenait des marchandises neutres non susceptibles de confiscation ; le propriétaire de ces marchandises a, en tout cas, droit à une indemnité, c'est-à-dire sans qu'il y ait à distinguer suivant que la destruction était ou non justifiée. C'est équitable et c'est une garantie de plus contre une destruction arbitraire.

ART. 54. — Un croiseur rencontre un navire de commerce neutre portant de la contrebande dans une proportion inférieure à celle qui est prévue par l'article 40. Il peut amariner le navire et le conduire dans un port pour y être jugé. Il peut, conformément à ce qui est réglé par l'article 44, accepter la remise de la contrebande qui lui est offerte par le navire arrêté. Mais qu'arrivera-t-il si aucune de ces solutions n'intervient ? Le navire arrêté n'offre pas de remettre la contrebande et le croiseur n'est pas en situation de conduire le navire dans un de ses ports. Le croiseur est-il obligé de laisser aller un navire neutre avec la contrebande qu'il porte ? Cela a paru excessif, au

qui lui-même n'est pas sujet à confiscation, lorsque les circonstances sont telles que, d'après l'article 49, elles justifieraient la destruction d'un navire passible de confiscation. Il mentionne les objets livrés ou détruits sur le livre de bord du navire arrêté et se fait remettre par le capitaine copie certifiée conforme de tous papiers utiles. Lorsque la remise ou la destruction a été effectuée et que les formalités ont été remplies, le capitaine doit être autorisé à continuer sa route. — Les dispositions des articles 51 et 52 concernant la responsabilité du capteur qui a détruit un navire neutre sont applicables.

CHAPITRE V. — *Du transfert de pavillon.*

ART. 55. — Le transfert sous pavillon neutre d'un navire ennemi, effectué avant l'ouverture des hostilités, est valable à moins qu'il soit établi que ce transfert a été effectué en vue d'éluder les conséquences qu'entraîne le caractère de navire ennemi. Il y a néanmoins présomp-

moins dans certaines circonstances exceptionnelles. Ce sont celles-là mêmes qui justifieraient la destruction du navire, s'il était susceptible de confiscation. En pareil cas, le croiseur pourra exiger la remise ou procéder à la destruction des marchandises confiscables. Les raisons qui ont fait admettre la destruction du navire pourront justifier la destruction des marchandises de contrebande, d'autant plus que les considérations d'humanité qui peuvent être invoquées en cas de destruction du navire sont écartées ici. Contre une exigence arbitraire du croiseur, il y a les mêmes garanties qui ont permis de reconnaître la faculté de détruire le navire. Le croiseur doit préalablement justifier qu'il se trouvait bien dans les circonstances exceptionnelles prévues ; sinon, il est condamné à la valeur des marchandises livrées ou détruites, sans qu'il y ait à rechercher si elles constituaient ou non de la contrebande de guerre.

La disposition prescrit des formalités qui sont nécessaires pour constater le fait même et pour mettre la juridiction des prises à même de statuer.

Naturellement, une fois que la remise a été effectuée ou que la destruction a été opérée et que les formalités ont été remplies, le navire arrêté doit être laissé libre de continuer sa route.

CHAPITRE V. — *Du transfert de pavillon.* — Un navire de commerce ennemi est sujet à capture, tandis qu'un navire de commerce neutre est respecté. On comprend, dès lors, qu'un croiseur belligérant, rencontrant un navire de commerce qui se réclame d'une nationalité neutre, ait à rechercher si cette nationalité a été légitimement acquise ou si elle n'a pas eu pour but de soustraire le navire aux risques auxquels il aurait été exposé s'il avait gardé son ancienne nationalité. La question se présente naturellement quand le transfert est de date relativement récente, au moment où a lieu la visite, que ce transfert soit, du reste, antérieur ou postérieur à l'ouverture des hostilités. Elle est résolue différemment suivant qu'on se place plutôt au point de vue de l'intérêt du commerce ou plutôt au point de vue de l'intérêt des belligérants. Il est heureux que l'on se soit entendu sur un règlement qui concilie les deux intérêts dans la mesure du possible et qui renseigne les belligérants et le commerce neutre.

ART. 55. — La règle générale, posée par l'alinéa 1^{er}, est que le transfert sous pavillon neutre d'un navire ennemi est valable, en supposant, bien entendu, que les conditions juridiques ordinaires de validité ont été remplies. C'est au capteur, s'il veut faire annuler ce transfert, à établir que le transfert a eu pour but d'éluder les conséquences de la guerre que l'on prévoyait. Il y a un cas considéré comme suspect, celui dans lequel l'acte de transfert ne se trouve pas à bord, alors que le navire a changé de nationalité moins de soixante jours avant l'ouverture des hostilités. La présomption de validité établie au profit du navire par l'alinéa 1^{er} est renversée au profit du capteur. Il

tion de nullité si l'acte de transfert ne se trouve pas à bord, alors que le navire a perdu la nationalité belligérante moins de soixante jours avant l'ouverture des hostilités; la preuve contraire est admise. — Il y a présomption absolue de validité d'un transfert effectué plus de trente jours avant l'ouverture des hostilités, s'il est absolu, complet, conforme à la législation des pays intéressés, et s'il a cet effet que le contrôle du navire et le bénéfice de son emploi ne restent pas entre les mêmes mains qu'avant le transfert. Toutefois, si le navire a perdu la nationalité belligérante moins de soixante jours avant l'ouverture des hostilités et si l'acte de transfert ne se trouve pas à bord, la saisie du navire ne pourra donner lieu à des dommages et intérêts.

ART. 56. — Le transfert sous pavillon neutre d'un navire ennemi, effectué après l'ouverture des hostilités, est nul, à moins qu'il soit établi que ce transfert n'a pas été effectué en vue d'éluder les conséquences qu'entraîne le caractère de navire ennemi. — Toutefois, il y a présomption absolue de nullité : — 1° Si le transfert a été effectué pendant que le navire est en voyage ou dans un port bloqué. — 2° S'il y a faculté de réméré ou de retour. — 3° Si les conditions, auxquelles est

y a présomption de nullité du transfert, mais la preuve contraire est admise. Il peut être prouvé, pour l'écarter, que le transfert n'a pas été opéré en vue d'éluder les conséquences de la guerre; il va sans dire que les conditions juridiques ordinaires de validité doivent avoir été remplies.

On a voulu donner au commerce cette garantie que le droit de faire considérer un transfert comme nul pour ce motif qu'il aurait eu pour but d'éluder les conséquences de la guerre ne s'étendrait pas trop loin et ne comprendrait pas une période trop étendue. En conséquence, si le transfert a été effectué plus de trente jours avant l'ouverture des hostilités, il ne peut être attaqué pour cette seule cause, et il est considéré comme absolument valable, s'il a été fait dans des conditions qui en démontrent le caractère sérieux et définitif et qui sont les suivantes : le transfert doit être absolu, complet et conforme à la législation des pays intéressés, et il a pour effet de mettre le contrôle et les bénéfices du navire entre d'autres mains. Ces conditions établies, le capteur n'est pas admis à prétendre que le vendeur prévoyait la guerre dans laquelle son pays allait être engagé et voulait, par la vente, se soustraire aux risques qu'elle lui aurait fait courir pour les navires dont il opérait le transfert. Si, même dans cette hypothèse, le navire est rencontré par un croiseur et qu'il n'ait pas l'acte de transfert à bord, il pourra être saisi lorsque le changement de nationalité a eu lieu moins de soixante jours avant l'ouverture des hostilités; cette circonstance le rend suspect. Mais si, devant la juridiction des prises, il fait les justifications prévues par l'alinéa 2, il doit être relâché; seulement il ne pourra obtenir des dommages et intérêts, attendu qu'il y avait eu motif suffisant pour saisir le navire.

ART. 56. — Pour le *transfert postérieur à l'ouverture des hostilités*, la règle est plus simple; le transfert n'est valable que s'il est établi qu'il n'a pas eu pour but d'éluder les conséquences qu'entraîne le caractère de navire ennemi. C'est la solution inverse de celle qui est admise pour le transfert antérieur à l'ouverture des hostilités; présomption de validité dans ce dernier, présomption de nullité dans celui dont il s'agit maintenant, sauf la possibilité de faire la preuve contraire. Il pourrait être établi, par exemple, que le transfert est la suite d'une transmission héréditaire.

L'article 56 indique des cas dans lesquels la présomption de nullité est absolue pour des motifs qui se comprennent aisément : dans le premier, le lien entre le transfert et le risque de guerre couru par le navire apparaît clairement; dans le second, l'acquéreur se présente comme un prête-nom devant être considéré comme propriétaire du navire pendant une période dangereuse, après laquelle le vendeur reprendra son

soumis le droit de pavillon d'après la législation du pavillon arboré, n'ont pas été observées.

CHAPITRE VI. — *Du caractère ennemi.*

ART. 57. — Sous réserve des dispositions relatives au transfert de pavillon, le caractère neutre ou ennemi du navire est déterminé par le

navire ; enfin, le troisième cas aurait pu à la rigueur être sous-entendu, le navire qui se réclame d'une nationalité neutre devant naturellement justifier qu'il a droit à cette nationalité.

On avait d'abord prévu le cas où le navire est, après le transfert, maintenu dans le service auquel il était affecté auparavant. Il y a là une circonstance suspecte au plus haut point, le transfert paraît fictif, puisque rien n'est changé dans le service du navire. Cela s'applique, par exemple, au cas d'une même ligne de navigation desservie par le navire après et avant le transfert. On a objecté que, parfois, la présomption absolue serait trop rigoureuse, que certains navires, comme les navires pétroliers, ne pouvaient, à raison de leur construction, être affectés qu'à un service déterminé. Pour tenir compte de cette observation, le mot *trajet* avait été ajouté, de sorte qu'il aurait fallu que le navire eût été maintenu *dans les mêmes service et trajet* ; il semblait que l'on donnait, de cette façon, une satisfaction suffisante à la réclamation. Néanmoins, sur une insistance en vue de la suppression du cas dans l'énumération, cette suppression a été admise. Il en résulte que le transfert rentre alors dans l'application de la règle générale ; il est bien présumé nul, mais la preuve contraire est admise.

CHAPITRE VI. — *Du caractère ennemi.* — La règle inscrite dans la déclaration de Paris, « le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre », répond trop au progrès des mœurs, a trop pénétré l'opinion publique pour qu'en présence d'une application si générale, on n'y voie pas un principe de droit commun, qu'il n'est plus même question de discuter. Aussi le caractère neutre ou ennemi des navires de commerce n'a-t-il pas seulement pour conséquence de décider de la validité de leur capture, mais encore du sort des marchandises, autres que la contrebande, qui sont trouvées à leur bord. Une remarque générale analogue peut être faite au sujet du caractère neutre ou ennemi de la marchandise. Personne ne songe à contester aujourd'hui le principe d'après lequel « la marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi ». Ce n'est donc que dans le cas où elle est trouvée à bord d'un navire ennemi que se pose la question de savoir si une marchandise est neutre ou ennemie.

La détermination du caractère neutre ou ennemi apparaît ainsi comme le développement des deux principes consacrés en 1856, ou mieux comme le moyen d'en assurer la juste application pratique.

L'utilité de dégager, à cet égard, des pratiques des différents pays des règles claires et simples n'a, pour ainsi dire, pas besoin d'être démontrée. Pour le commerce, l'incertitude des risques de capture, si elle n'est pas une cause d'arrêt total, est tout au moins la pire des entraves. Le commerçant doit savoir les risques qu'il court en chargeant sur tel ou tel navire ; l'assureur, s'il ignore la gravité de ces risques, est obligé d'exiger des primes de guerre souvent exorbitantes ou insuffisantes.

Les règles qui forment ce chapitre ne sont malheureusement pas complètes, quelques points importants ont dû être laissés de côté, comme on l'a déjà vu par ce qui a été dit dans les explications préliminaires et comme cela sera précisé plus loin.

ART. 57. — Le principe est donc que *le caractère neutre ou ennemi du navire est déterminé par le pavillon qu'il a le droit de porter*. C'est une règle simple qui paraît bien répondre à la situation spéciale des navires, si on les compare aux autres biens meubles et notamment aux marchandises. A plus d'un point de vue, ils ont une sorte d'individualité ; notamment ils ont une nationalité, un *caractère national*. Cette nationalité est manifestée par le droit de pavillon ; elle place les navires sous la protection

pavillon qu'il a le droit de porter. — Le cas où le navire neutre se livre à une navigation réservée en temps de paix reste hors de cause et n'est nullement visé par cette règle.

ART. 58. — Le caractère neutre ou ennemi des marchandises trouvées à bord d'un navire ennemi est déterminé par le caractère neutre ou ennemi de leur propriétaire.

ART. 59. — Si le caractère neutre de la marchandise trouvée à bord d'un navire ennemi n'est pas établi, la marchandise est présumée ennemie.

et le contrôle de l'Etat dont ils relèvent ; elle les soumet à la souveraineté et aux lois de cet Etat et, le cas échéant, à ses réquisitions. C'est là le critérium le plus sûr que le navire est bien un des éléments de la force maritime marchande d'un pays et, par conséquent, le meilleur critérium pour déterminer s'il est neutre ou ennemi. Aussi convient-il de s'y attacher exclusivement et d'écarter ce qui se rattache à la personnalité du propriétaire.

Le texte dit : le pavillon que le navire a le droit de porter ; cela s'entend naturellement du pavillon que le navire est, s'il ne l'a fait, en droit d'arborer, conformément aux lois qui régissent le port de ce pavillon.

L'article 57 réserve les dispositions relatives au transfert de pavillon pour lesquelles il suffit de renvoyer aux articles 55 et 56 ; il pourra se faire qu'un navire ait bien le droit de porter un pavillon neutre, au point de vue de la législation du pays dont il se réclame, mais soit considéré comme ennemi par un belligérant, parce que le transfert à la suite duquel il a porté le pavillon neutre tombe sous le coup de l'article 55 ou de l'article 56.

Enfin, la question de savoir si un navire perd son caractère neutre, lorsqu'il effectue une navigation que l'ennemi réservait avant la guerre aux seuls navires nationaux a été soulevée. Une entente n'a pu avoir lieu, comme cela a été expliqué plus haut, à propos du chapitre sur *l'assistance hostile*, et la question est restée absolument entière, comme l'alinéa 2 de l'article 57 prend soin de le dire.

ART. 58. — A la différence des navires, les marchandises n'ont pas une individualité propre ; on fait dépendre leur caractère neutre ou ennemi de la personnalité de leur propriétaire. C'est ce qui a prévalu après un examen approfondi de diverses opinions tendant à s'attacher à l'origine des marchandises, à la personne du porteur de risques, du réclamateur ou de l'expéditeur. Le critérium adopté par l'article 58 paraît, d'ailleurs, conforme aux termes de la déclaration de Paris comme à ceux de la convention de la Haye du 18 octobre 1907, sur l'établissement d'une Cour internationale des prises, où il est parlé des *propriétés neutres ou ennemies* (articles 1, 3, 4 et 8).

Mais il ne faut pas se dissimuler que l'article 58 ne résout qu'une partie du problème, la plus simple ; c'est le caractère neutre ou ennemi du propriétaire qui détermine le caractère des marchandises, mais à quoi s'attachera-t-on pour déterminer le caractère neutre ou ennemi du propriétaire ? On ne le dit pas, parce qu'il est impossible d'arriver à une entente sur ce point. Les opinions ont été partagées entre le *domicile* et la *nationalité* ; il est inutile de reproduire ici les arguments invoqués dans les deux sens. On avait pensé à une sorte de transaction ainsi formulée :

« Le caractère neutre ou ennemi des marchandises trouvées à bord d'un navire ennemi est déterminé par la nationalité neutre ou ennemie de leur propriétaire et, en cas d'absence de nationalité ou en cas de double nationalité neutre et ennemie de leur propriétaire, par le domicile de celui-ci en pays neutre ou ennemi.

« Toutefois, les marchandises appartenant à une Société anonyme ou par actions sont considérées comme neutres ou ennemies selon que la Société a son siège social en pays neutre ou ennemi ».

L'unanimité n'a pu être obtenue.

ART. 59. — L'article 59 formule la règle traditionnelle d'après laquelle la marchandise trouvée à bord d'un navire ennemi est présumée ennemie sauf la preuve con-

ART. 60. — Le caractère ennemi de la marchandise chargée à bord d'un navire subsiste jusqu'à l'arrivée à destination, nonobstant un transfert intervenu pendant le cours de l'expédition, après l'ouverture des hostilités. — Toutefois, si, antérieurement à la capture, un précédent propriétaire neutre exerce, en cas de faillite du propriétaire ennemi actuel, un droit de revendication légale sur la marchandise, celle-ci reprend le caractère neutre.

CHAPITRE VII. — *Du convoi.*

ART. 61. — Les navires neutres sous convoi de leur pavillon sont exempts de visite. Le commandant du convoi donne par écrit, à la demande du commandant d'un bâtiment de guerre belligérant, sur le caractère des navires et sur leur chargement, toutes informations que la visite servirait à obtenir.

traire ; ce n'est qu'une présomption simple laissant au revendiquant le droit, mais la charge de prouver ses droits.

ART. 60. — Cette disposition envisage le cas où une marchandise, étant propriété ennemie au moment de son départ, a été l'objet d'une vente ou d'un transfert pendant le cours du voyage. La facilité qu'il y aurait à garantir, au moyen d'une vente, la marchandise ennemie contre l'exercice du droit de capture, sauf à s'en faire rétrocéder la propriété à l'arrivée, a toujours conduit à ne pas tenir compte de ces transferts ; le caractère ennemi subsiste.

Au point de vue du moment à partir duquel une marchandise doit être considérée comme devant prendre et conserver le caractère ennemi de son propriétaire, le texte est inspiré du même esprit d'équité qui a présidé à la convention de la Haye sur le régime des bâtiments de commerce au début des hostilités et du même désir de garantir les opérations entreprises dans la confiance du temps de paix. C'est seulement lorsque le transfert a lieu après l'ouverture des hostilités qu'il est, jusqu'à l'arrivée, inopérant au point de vue de la perte du caractère ennemi. Ce qu'on considère ici, c'est la date du transfert, et non la date du départ du navire. Car, bien que le navire parti avant la guerre, et resté peut-être dans l'ignorance de l'ouverture des hostilités, jouisse de ce chef d'une certaine exemption, la marchandise peut cependant avoir le caractère ennemi ; le propriétaire ennemi de cette marchandise est à même de connaître la guerre, et c'est précisément pour cela qu'il cherchera à échapper à ses conséquences.

On a cru, toutefois, devoir ajouter sinon une restriction, du moins un complément jugé nécessaire. Dans un grand nombre de pays, le vendeur non payé a, en cas de faillite de l'acheteur, un droit de revendication légale (*stoppage in transitu*) sur les marchandises déjà devenues la propriété de l'acheteur, mais non encore parvenues jusqu'à lui. En pareil cas la vente est résolue, et, par l'effet de sa revendication, le vendeur reprend sa marchandise, sans être réputé avoir jamais cessé d'être propriétaire. Il y a là pour le commerce neutre, en cas de faillite non simulée, une garantie trop précieuse pour être sacrifiée, et le deuxième alinéa de l'article 60 a pour but de la sauvegarder.

CHAPITRE VII. — *Du convoi.* — La pratique du convoi a, dans le passé, soulevé parfois de grosses difficultés et même des conflits. Aussi peut-on constater avec satisfaction l'accord intervenu pour la régler.

ART. 61. — Le principe posé est simple : un navire neutre convoyé par un navire de sa nation est exempt de visite. Le motif en est que le croiseur belligérant doit trouver dans les affirmations du commandant du convoi la garantie que lui procurerait l'exercice même du droit de visite ; il ne peut, en effet, révoquer en doute ces

ART. 62. — Si le commandant du bâtiment de guerre belligérant a lieu de soupçonner que la religion du commandant du convoi a été surprise, il lui communique ses soupçons. C'est au commandant du convoi seul qu'il appartient en ce cas de procéder à une vérification. Il doit constater le résultat de cette vérification par un procès-verbal dont une copie est remise à l'officier du bâtiment de guerre. Si des faits ainsi constatés justifient, dans l'opinion du commandant du convoi, la saisie d'un ou de plusieurs navires, la protection du convoi doit leur être retirée.

affirmations, données par l'agent officiel d'un gouvernement neutre, sans manquer à la courtoisie internationale. Si les gouvernements neutres laissent les belligérants visiter les navires portant leur pavillon, c'est qu'ils ne veulent pas prendre la charge de la surveillance de ces navires, et qu'alors ils permettent aux belligérants de se protéger eux-mêmes. La situation change quand un gouvernement neutre entend prendre cette charge ; le droit de visite n'a plus la même raison d'être.

Mais il résulte de l'explication de la règle donnée pour le convoi que le gouvernement neutre s'engage à donner aux belligérants toute garantie que les navires convoyés ne profitent pas de la protection qui leur est assurée pour agir contrairement à la neutralité — par exemple, pour transporter de la contrebande de guerre, pour fournir à un belligérant une assistance hostile, pour tenter de violer un blocus. Il faudra donc une surveillance sérieuse exercée au départ sur les navires devant être convoyés, et cette surveillance devra se poursuivre au cours du voyage. Le gouvernement devra procéder avec vigilance pour empêcher tout abus du convoi, et il donnera en ce sens des instructions précises à l'officier chargé de commander un convoi.

Un croiseur belligérant rencontre un convoi : il s'adresse au commandant de ce convoi, qui doit, sur sa demande, lui donner par écrit toutes les informations utiles sur les navires qui sont sous sa protection. On exige une déclaration écrite, parce qu'elle empêche les équivoques et les malentendus, qu'elle engage plus la responsabilité du commandant. Cette déclaration a pour but de rendre la visite inutile par le fait même qu'elle procure au croiseur les renseignements que la visite elle-même lui aurait fournis.

Art. 62. — Le plus souvent le croiseur s'en tiendra à la déclaration que lui aura donnée le commandant du convoi, mais il peut avoir de sérieuses raisons de croire que la religion de ce commandant a été surprise, qu'un navire convoyé dont les papiers paraissent en règle, et ne présentent rien de suspect, transporte, en fait, de la contrebande adroitement dissimulée. Le croiseur peut communiquer ses soupçons au commandant du convoi. Une vérification peut être jugée nécessaire. Elle est faite par le commandant du convoi ; c'est lui seul qui exerce l'autorité sur les navires placés sous sa protection. Il a paru toutefois que l'on éviterait souvent bien des difficultés, s'il était permis au belligérant d'assister à cette vérification ; autrement il lui serait toujours possible de suspecter, sinon la bonne foi, du moins la vigilance ou la perspicacité du visiteur. Mais on n'a pas cru devoir imposer au commandant du convoi l'obligation de laisser l'officier du croiseur assister à la vérification. Il agira comme il le jugera bon ; s'il accepte l'assistance d'un officier du croiseur, ce sera un acte de courtoisie ou de bonne politique. Il devra, dans tous les cas, dresser un procès-verbal de la vérification et en donner une copie à l'officier du croiseur.

Des divergences peuvent s'élever entre les deux officiers, spécialement à propos de la contrebande conditionnelle. Le caractère du port auquel sont destinés des blés peut être contesté ; est-ce un port de commerce ordinaire ? est-ce un port qui sert de base de ravitaillement pour les forces armées ? La situation de fait produite par le convoi doit être, en ce cas, maintenue. Il pourra seulement y avoir une protestation de la part de l'officier du croiseur, et la difficulté sera réglée par la voie diplomatique.

La situation est tout autre si un navire convoyé est trouvé porteur de contrebande

CHAPITRE VIII. — *De la résistance à la visite.*

ART. 63. — La résistance opposée par la force à l'exercice légitime du droit d'arrêt, de visite et de saisie, entraîne, dans tous les cas, la confiscation du navire. Le chargement est passible du même traitement que subirait le chargement d'un navire ennemi ; les marchandises apparte-

sans qu'une contestation puisse s'élever. Le navire n'a plus droit à la protection, parce que la condition à laquelle cette protection était subordonnée n'a pas été remplie. Il a trompé son propre gouvernement d'abord et essayé de tromper un belligérant. Il doit alors être traité comme un navire de commerce neutre qui, dans les circonstances ordinaires, rencontre un croiseur belligérant et est visité par lui. Il ne peut se plaindre d'être ainsi traité rigoureusement, parce qu'il y a dans son cas une aggravation de la faute commise par un transporteur de contrebande.

CHAPITRE VIII. — *De la résistance à la visite.* — Le sujet traité dans ce chapitre n'est pas mentionné dans le programme soumis en février. 1908 par le gouvernement britannique ; il se rattache étroitement à plusieurs des questions de ce programme, aussi s'est-il naturellement présenté à l'esprit au cours des discussions, et il a paru nécessaire de poser une règle sur laquelle on s'est facilement accordé.

Un croiseur belligérant rencontre un navire de commerce et le somme de s'arrêter pour qu'il soit procédé à la visite. Le navire sommé ne s'arrête pas et essaie de se soustraire à la visite par la fuite. Le croiseur peut employer la force pour l'arrêter, et le navire de commerce, s'il est avarié ou coulé, n'a pas le droit de se plaindre, puisqu'il a contrevenu à une obligation imposée par le droit des gens. S'il est arrêté et s'il est établi que c'est seulement pour éviter les ennuis de la visite qu'il avait recouru à la fuite, qu'il n'avait d'ailleurs commis aucun acte contraire à la neutralité, il ne sera pas puni pour sa tentative. S'il est constaté, au contraire, que le navire a de la contrebande à bord ou qu'il a, d'une façon quelconque, violé ses devoirs de neutre, il subira les conséquences de son infraction à la neutralité, mais il ne subira non plus aucune peine pour avoir tenté la fuite. Certains pensaient, au contraire, que le navire devrait être puni pour une tentative de fuite caractérisée comme pour une résistance violente. La possibilité de la confiscation engagerait, disait-on, le croiseur à ménager, dans la mesure du possible, le navire en fuite. Mais cette idée n'a pas prévalu.

Art. 63. — La situation est différente s'il y a résistance violente à l'action légitime du croiseur. Le navire commet un acte d'hostilité et doit, dès lors, être traité en ennemi ; il sera donc soumis à confiscation, quand même la visite ne révélerait aucun fait contraire à la neutralité, et cela semble ne pouvoir soulever aucune difficulté.

Que faut-il décider du chargement ? La formule qui a semblé la meilleure est celle d'après laquelle ce chargement sera traité comme celui qui serait à bord d'un navire ennemi. Cette assimilation entraîne les conséquences suivantes : le navire neutre qui a résisté devenant navire ennemi, la marchandise se trouvant à bord est présumée ennemie. Les neutres intéressés pourront réclamer leur propriété, conformément à la 3^e règle de la déclaration de Paris, mais la marchandise ennemie sera confisquée parce que la règle *le pavillon couvre la marchandise* ne peut plus être invoquée, le navire saisi sur lequel elle se trouve étant considéré comme ennemi. On remarquera que le droit de réclamer la marchandise est reconnu à tous les neutres, même à ceux qui ont la nationalité du navire saisi ; il paraîtrait excessif de les faire souffrir de l'acte du capitaine. Il y a toutefois une exception à l'égard des marchandises appartenant au propriétaire du navire. Il semble naturel qu'il supporte les conséquences des actes de son agent. Sa propriété à bord du navire sera donc traitée en marchandise ennemie. A plus forte raison, en est-il de même de la marchandise appartenant au capitaine.

nant au capitaine ou au propriétaire du navire sont considérées comme marchandises ennemies.

CHAPITRE IX. — *Des dommages et intérêts.*

ART. 64. — Si la saisie du navire ou des marchandises n'est pas validée par la juridiction des prises ou si, sans qu'il y ait eu de mise en

CHAPITRE IX. — *Des dommages et intérêts.* — Ce chapitre a une portée très générale, puisque la disposition qu'il contient trouve son application dans les cas nombreux où un croiseur peut saisir un navire ou des marchandises.

ART. 64. — Un croiseur a saisi un navire neutre, par exemple, pour transport de contrebande ou violation de blocus. Le tribunal des prises relâche le navire en annulant la saisie. Cela ne suffit évidemment pas à dédommager les intéressés de la perte éprouvée par suite de la saisie, et cette perte a pu être considérable, puisque le navire a été, pendant un temps souvent très long, empêché de se livrer à son trafic ordinaire. Peuvent-ils demander à être indemnisés de ce préjudice ? Rationnellement il faut admettre l'affirmative, si ce préjudice est immérité, c'est-à-dire si la saisie n'a pas été amenée par leur faute. Il peut arriver, en effet, que la saisie ait été motivée, parce que le capitaine du navire visité n'a pas produit des justifications qui devaient se trouver normalement à sa disposition et qui ont été fournies plus tard. Dans ce cas, il serait injuste que des dommages et intérêts fussent accordés. A l'inverse, s'il y a eu vraiment faute du croiseur, s'il a saisi dans un cas où il n'y avait pas de motifs suffisants de le faire, il est juste que des dommages et intérêts soient alloués.

Il peut arriver aussi qu'un navire saisi et conduit dans un port ait été relaxé par voie administrative sans intervention d'un tribunal de prises. En pareil cas, la pratique varie : dans certains pays, la juridiction des prises n'intervient que dans le cas d'une capture et ne pourrait statuer sur une demande de dommages-intérêts fondée sur ce que la saisie aurait été injustifiée ; dans d'autres, la juridiction des prises serait compétente pour une demande de ce genre. Il y a là une inégalité peu équitable et il convient d'établir une règle qui produise le même effet dans tous les pays. Il est raisonnable que toute saisie pratiquée sans motifs suffisants donne droit à des dommages-intérêts au profit des intéressés, sans qu'il y ait à distinguer suivant que la saisie a été ou non suivie d'une décision du tribunal des prises, et d'autant plus que c'est quand la saisie aura été le moins justifiée, que le navire pourra être relaxé par voie administrative. On a donc employé une formule générale pouvant comprendre tous les cas de saisie.

Il convient de remarquer que la question de savoir si les tribunaux nationaux de prises sont compétents pour statuer sur les dommages-intérêts n'est pas visée dans le texte. En tant qu'il y a un procès sur les propriétés saisies, aucun doute n'est possible. Dans la procédure engagée sur la validité de la capture, les intéressés auront l'occasion de faire valoir leur droit à une indemnité, et, si la décision du tribunal national ne leur donne pas satisfaction, ils pourront se pourvoir devant la Cour internationale des prises. Si, au contraire, l'action du belligérant s'est bornée à une saisie, la législation du belligérant capteur décide si des tribunaux sont compétents pour connaître d'une demande en indemnité et, en cas d'affirmative, quels tribunaux sont compétents dans l'espèce ; la Cour Internationale n'a, dans ce cas, aucune compétence d'après la convention de la Haye. Au point de vue international, la voie diplomatique est la seule ouverte pour faire valoir la réclamation, qu'il s'agisse de se plaindre d'une décision effectivement rendue ou de suppléer à l'absence de juridiction.

On a posé la question de savoir s'il y avait lieu de distinguer les dommages directs et les dommages indirects subis par le navire ou la marchandise. Il a semblé qu'il valait mieux laisser la juridiction des prises libre d'apprécier le dédommagement dû, qui variera suivant les circonstances et dont le montant ne peut être déterminé à l'avance par des règles trop minutieuses.

jugement, la saisie n'est pas maintenue, les intéressés ont droit à des dommages et intérêts, à moins qu'il y ait eu des motifs suffisants de saisir le navire ou les marchandises.

DISPOSITIONS FINALES.

ART. 65. — Les dispositions de la présente déclaration forment un ensemble indivisible.

ART. 66. — Les puissances signataires s'engagent à s'assurer, dans le

Il n'a été parlé que du navire pour simplifier ; mais ce qui a été dit s'applique naturellement à la cargaison saisie, puis relâchée. Ainsi la marchandise innocente, se trouvant à bord du navire saisi, subit tous les inconvénients de la saisie du navire. S'il y a eu des motifs suffisants de saisir le navire, que cette saisie soit maintenue ou non, les propriétaires de la cargaison n'ont aucun droit à des dommages et intérêts.

Il peut être utile d'indiquer certains cas dans lesquels la saisie du navire serait justifiée, quelle que pût être la décision du tribunal des prises. C'est notamment celui de jet, de suppression ou de destruction volontaire de tout ou partie des papiers de bord, provenant du fait du capitaine, de quelqu'un de l'équipage ou des passagers. Il y a là quelque chose qui justifie tous les soupçons et qui explique que le navire soit saisi, sauf au capitaine à rendre compte de sa conduite devant le tribunal des prises. Même si ce tribunal acceptait les explications données et ne trouvait pas de causes suffisantes de confiscation, les intéressés ne pourraient songer à réclamer des dommages-intérêts.

Un cas analogue serait celui où l'on trouverait à bord des papiers doubles, faux ou falsifiés, alors que cette irrégularité se rattache à des circonstances de nature à influencer sur la saisie du navire.

Il a semblé suffisant que ces cas où la saisie s'expliquerait raisonnablement fussent mentionnés dans le Rapport sans faire l'objet d'une disposition expresse, et cela parce que l'indication de deux cas particuliers aurait pu faire croire que c'étaient les seuls dans lesquels la saisie se justifierait.

Tels sont les principes de droit international que la Conférence navale s'est efforcée de reconnaître comme propres à régir pratiquement les rapports des peuples dans d'importantes matières pour lesquelles des règles précises faisaient jusqu'à présent défaut. Elle a continué ainsi l'œuvre de codification commencée par la déclaration de Paris de 1856. Elle a travaillé dans le même esprit que la deuxième Conférence de la Paix et, profitant des travaux faits à la Haye, elle a pu résoudre un certain nombre de problèmes que, faute de temps, cette Conférence avait dû laisser sans solution. Souhaitons que l'on puisse dire que ceux qui ont élaboré la déclaration de Londres de 1909 n'ont pas été trop indignes de leurs prédécesseurs de 1856 et de 1907.

DISPOSITIONS FINALES. — Ces dispositions ont trait à diverses questions qui touchent à l'effet de la déclaration, à sa ratification, à sa mise en vigueur, à sa dénonciation, à l'adhésion des puissances non représentées.

ART. 65. — Cet article est très important et conforme à ce qui avait été admis pour la déclaration de Paris.

Les règles contenues dans la présente déclaration touchent à des points très importants et très différents. Elles n'ont pas toutes été acceptées avec le même empressement par toutes les délégations ; des concessions ont été faites sur un point en vue de concessions obtenues sur un autre. L'ensemble a été, tout balancé, reconnu satisfaisant. Une attente légitime serait trompée si une puissance pouvait faire des réserves à propos d'une règle à laquelle une autre puissance attache une importance particulière.

ART. 66. — D'après l'engagement qui résulte de cet article, la déclaration s'applique

cas d'une guerre où les belligérants seraient tous parties à la présente déclaration, l'observation réciproque des règles contenues dans cette déclaration. Elles donneront, en conséquence, à leurs autorités et à leurs forces armées les instructions nécessaires et prendront les mesures qu'il conviendra pour en garantir l'application par leurs tribunaux, spécialement par leurs tribunaux de prises.

ART. 67. — La présente déclaration sera ratifiée aussitôt que possible. — Les ratifications seront déposées à Londres. — Le premier dépôt de ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des puissances qui y prennent part, et par le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique au Département des affaires étrangères. — Les dépôts ultérieurs de ratifications se feront au moyen d'une notification écrite adressée au gouvernement britannique et accompagnée de l'instrument de ratification. — Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification qui les accompagnent, sera immédiatement, par les soins du gouvernement britannique et par la voie diplomatique, remise aux puissances signataires. Dans les cas visés par l'alinéa précédent, ledit gouvernement leur fera connaître en même temps la date à laquelle il a reçu la notification.

ART. 68. — La présente déclaration produira effet, pour les puissances qui auront participé au premier dépôt de ratifications, soixante jours après la date du procès-verbal de ce dépôt et, pour les puissances qui ratifieront ultérieurement, soixante jours après que la notification de leur ratification aura été reçue par le gouvernement britannique.

ART. 69. — S'il arrivait qu'une des puissances signataires voulût dénoncer la présente déclaration, elle ne pourra le faire que pour la fin d'une période de douze ans commençant à courir soixante jours après le premier dépôt de ratifications et, ensuite, pour la fin de périodes successives de six ans, dont la première commencera à l'expiration de la période de douze ans. — La dénonciation devra être, au moins un an à l'avance, notifiée par écrit au gouvernement britannique, qui en

dans les rapports entre les puissances signataires, quand les belligérants sont également parties à la déclaration.

Ce sera à chaque puissance à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'observation de la déclaration. Ces mesures pourront varier suivant les pays, exiger ou non l'intervention du pouvoir législatif. C'est une affaire d'ordre intérieur.

Il faut remarquer que les puissances neutres peuvent être aussi dans le cas de donner des instructions à leurs autorités, spécialement aux commandants des convois, comme on l'a vu plus haut.

ART. 67. — Cette disposition toute de protocole n'a pas besoin d'explication. On a emprunté la formule admise à la Haye par la deuxième Conférence de la Paix.

ART. 69. — Il résulte implicitement de l'article 69 que la déclaration a une durée indéfinie. Les périodes après lesquelles la dénonciation peut se faire ont été fixées par analogie de ce qui est admis dans la convention pour l'établissement d'une Cour internationale des prises.

donnera connaissance à toutes les autres puissances. Elle ne produira ses effets qu'à l'égard de la puissance qui l'aura notifiée.

ART. 70. — Les puissances représentées à la Conférence navale de Londres, attachant un prix particulier à la reconnaissance générale des règles adoptées par elles, expriment l'espoir que les puissances qui n'y étaient pas représentées adhéreront à la présente déclaration. Elles prient le gouvernement britannique de vouloir bien les inviter à le faire. — La puissance qui désire adhérer notifie par écrit son intention au gouvernement britannique, en lui transmettant l'acte d'adhésion, qui sera déposé dans les archives dudit gouvernement. — Ce gouvernement transmettra immédiatement à toutes les autres puissances copie certifiée conforme de la notification, ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification. L'adhésion produira effet soixante jours après cette date. — La situation des puissances adhérentes sera, en tout ce qui concerne cette déclaration, assimilée à la situation des puissances signataires.

ART. 71. — La présente déclaration, qui portera la date du 26 février 1909, pourra être signée à Londres jusqu'au 30 juin 1909 par les plénipotentiaires des puissances représentées à la Conférence navale.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont revêtu la présente déclaration de leurs signatures et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, le vingt-six février mil neuf cent neuf, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du gouvernement britannique et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux puissances représentées à la Conférence navale.

Art. 70. — La déclaration de Paris contenait déjà une invitation adressée aux puissances non représentées, à l'effet d'adhérer à la déclaration. L'invitation officielle, au lieu d'être faite individuellement par chacune des puissances représentées à la Conférence, sera plus aisément faite par la Grande-Bretagne agissant au nom de toutes.

Les formes de l'adhésion sont très simples. L'assimilation des puissances adhérentes aux puissances signataires entraîne naturellement pour les premières l'observation de l'article 65; on ne peut adhérer à une partie de la déclaration, mais seulement à l'ensemble.

Art. 71. — Comme à la Haye, on a tenu compte des convenances de certaines puissances dont les représentants peuvent ne pas être en situation de signer dès à présent la déclaration et qui cependant veulent être considérées comme des puissances signataires, non comme des puissances adhérentes.

Il va sans dire que les *plénipotentiaires des puissances* dont il est parlé à l'article 71 ne sont pas nécessairement ceux qui avaient été délégués comme tels à la Conférence navale.

AFFAIRES DU MAROC

Texte de la réponse de Moulay-Hafid à la note que lui a remise le doyen du corps diplomatique à Tanger pour lui annoncer que les puissances l'avaient reconnu sultan.

A notre intelligent et distingué ami le ministre plénipotentiaire du haut gouvernement de Portugal et doyen de l'honorable corps diplomatique à Tanger, le comte Martens de Ferras.

Nous vous exprimons les plus grandes louanges, désirant dans notre amitié, que vous soyez heureux et en bonne santé.

Notre Majesté chérifienne a reçu ce que vous avez écrit à notre serviteur et représentant, le taleb El Guebbas et dont le contenu est que les représentants ont accueilli avec satisfaction notre réponse chérifienne en date du 4 du Kaada, et qu'en elle ils ont vu la preuve de ce que les explications qu'ils avaient formulées par leur note en date du 18 novembre, dans l'intérêt des relations d'amitié et de confiance avec l'autorité souveraine de l'empire chérifien répondaient à la pensée de notre Majesté chérifienne et que, partant, les puissances signataires de l'Acte d'Algésiras ont décidé de reconnaître notre souveraineté légitime élevée par Dieu sur le Maroc, et qu'ils vous ont chargé de notifier cette reconnaissance à notre serviteur et représentant, en date du 4 février (correspondant au 11 du mois courant).

Nous avons pris bonne note de ce qui précède.

Quant à votre notification disant que les représentants ont accueilli avec satisfaction notre réponse, elle est une preuve de leurs bons offices et procédés, de leur sollicitude pour le bien, et le résultat en est la conservation des relations amicales et des liens de sympathie.

Quant à ce que vous dites, de ce que les représentants ont vu la preuve que les explications dont il s'agit sont conformes aux intentions de votre Majesté souveraine, c'est bien, en effet, le cas et cela est en harmonie avec notre sollicitude pour une amitié ferme et pour la garantie des relations conformes aux nouveaux intérêts et pour la conservation des liens d'amitié qui existent entre nos nobles prédécesseurs et les hauts gouvernements.

Le fait que vous ayez été chargé de nous notifier ce qui concerne la décision des représentants de reconnaître votre souveraineté légitime nous a causé un plaisir parfait et nous en avons déduit les meilleurs augures et y avons vu la preuve de leurs bonnes intentions et de leur désir de conserver des relations traditionnelles.

Votre empressement nous a paru conforme à nos intentions chérifiennes de maintenir les meilleures relations et de remplir les devoirs d'où découlent la tranquillité et la confiance. Nous désirons que ces liens se maintiennent toujours et que les raisons de progrès soient considérées avec respect.

Puissiez-vous travailler toujours pour le bien des deux parties et demeurer en paix, en santé et en allégresse.

16 hodja 1326 (soit 9 janvier 1909).

AFFAIRES DE TURQUIE

Mouvement Jeune-Turc.

(Suite) (1)

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES.

(Traduction).

Le 3 Juillet, 1908.

Aux Autorités de la ville d'Ochrida,

Pour combattre les injustices et les iniquités dont souffre notre patrie depuis des années, je suis parti aujourd'hui avec 200 patriotes décidés. Le but que nous poursuivons est sacré. Nous forcerons le Gouvernement de rentrer dans la voie de l'équité, et nous travaillerons au salut de la nation Ottomane, en exigeant du Gouvernement l'application franche de la Constitution de 1292.

De cette manière les sentiments d'obéissance et de fidélité envers notre auguste Souverain seront restaurés dans les cœurs Ottomans. Tout le peuple Ottoman poursuit actuellement ce but, qui est la seule condition de son salut.

En partant, j'ai transmis à qui de droit les desiderata de la nation, afin qu'on les porte à la connaissance de Sa Majesté Impériale le Sultan. Je viens donc par la présente vous prier de vouloir bien saisir aussi vos supérieurs de ce qui précède et de me faire tenir la réponse qu'y sera faite. Je vous engage aussi, M. le Maire, à ne point vous départir de l'équité et de la justice dans les affaires dont la gestion vous est dévolue et à ne faire aucune distinction de races, ni de religion entre les divers éléments qui constituent le peuple Ottoman.

L'Etre Suprême, dont personne au monde n'a vainement imploré la toute-puissance, nous accorde plein et entier succès !

Au nom des 200 patriotes :

L'Adjudant-Major,

(Signé) NIAZI.

(1) Voir *Archives Diplomatiques*, 1908, t. 107, p. 251 et suiv.

(Traduction).

Le 4 Juillet, 1908.

Aux Autorités d'Ochrida,

Le devoir de nourrir et d'entretenir les adeptes du Comité d'Union et de Progrès Ottoman, qui travaille dans le but sacré de reconquérir la liberté et le bonheur de la nation en forçant le Gouvernement à appliquer la Constitution, incombe naturellement au peuple.

Par conséquent, je prendrai aux villages qui se trouveront sur mon passage, et cela conformément aux règles de la guerre, les objets nécessaires à l'entretien de mes hommes.

Je vous prie, en conséquence, d'accepter mes reçus comme espèces et d'en porter le montant comme sortie dans les registres.

Je vous préviens que je ferai subir les pires tortures à ceux qui s'aviseront de refuser ces quittances ou d'en punir les porteurs.

Au nom des 200 patriotes :

L'Adjudant-Major,

(Signé) NIAZI.

(Traduction).

Le 4 Juillet, 1908.

Honorables Citoyens,

L'argent que vous payez au Gouvernement n'a servi jusqu'à ce jour qu'à enrichir quelques individus ou a été gaspillé dans d'inavouables débauches. Par contre, vous n'avez aucune garantie de sécurité pour votre vie, votre honneur, et vos biens.

Aujourd'hui, chargé par vous-mêmes de l'honorable tâche de reconquérir et de sauvegarder vos droits, il est juste que vous me payez pour l'entretien de mes hommes ce que vous payiez au Gouvernement.

Vous présenterez aux encaisseurs, lorsqu'ils viendront percevoir les impôts, le reçu, qui mentionne, avec leurs prix, les objets que vous m'aurez donnés. Dans le cas où l'encaisseur refuserait d'accepter le présent reçu comme espèces, je vous prie de me communiquer immédiatement son nom et le nom de celui qui lui aurait donné un pareil ordre.

Au nom des 200 patriotes :

L'Adjudant-Major,

(Signé) NIAZI.

Memorandum du Comité Ottoman Union et Progrès.

MONSIEUR,

Il y a environ un mois que le Comité Ottoman d'Union et de Progrès avait eu l'honneur de communiquer aux Ministères des Affaires

Etrangères ainsi qu'à certaines personnalités politiques des Grandes Puissances un Mémoire dont voici le résumé : —

« Le motif unique des souffrances endurées par les populations Macédoniennes n'est que l'effet de l'administration néfaste du Gouvernement Ottoman actuel, effets produisant les mêmes ravages dans la situation générale de l'Empire. Il n'y a pas une question Macédonienne. Le Comité d'Union et de Progrès est convaincu que par la suppression du régime despotique actuel, régnant partout dans l'Empire, on arrivera aussi à enrayer le mal Macédonien. C'est pour atteindre ce but qu'une grande partie de la nation Ottomane s'est unie sous ce titre et travaille dans cette direction, ayant pris en vue tous les sacrifices. L'Europe, qui se plaît à imaginer un mal Macédonien, doit abandonner son intervention, qui n'a pu et ne peut produire aucun effet salutaire. »

Voilà ce que nous avons dit il y a un mois, et depuis lors, poursuivant le but que nous nous sommes assignés, nous sommes entrés dans la voie des faits. Nous l'avons prouvé aux yeux de tout le monde par des coups répétés, agiles et justes, frappant à mort l'injustice.

Le Comité entre donc dans sa phase d'exécution, et c'est pourquoi il voit la nécessité de publier la présente Proclamation, expliquant comme suit son but et ses moyens d'action :—

1. Tout le monde sait qu'un groupe d'individus, dont les noms sont enregistrés par le Comité, sacrifiant les intérêts de la nation à leurs intérêts personnels, ont creusé un abîme entre elle et son Souverain. Ces individus, par des insinuations systématiques et continues, lui ont toujours présenté le peuple comme un ennemi de sa personne.

C'est ainsi que l'administration du pays a été l'objet de leur tyrannie. Leur despotisme a augmenté de jour en jour et le pays, après avoir enduré trente-deux ans de privations et de souffrances, est tombé dans une grande faiblesse, dans une profonde misère.

Nous sommes convaincus que si la nation, unie d'un commun accord, ne s'efforce pas de déraciner du pays, avec toute l'urgence possible, le régime despotique, une fin navrante et irréparable est imminente.

2. Un Comité ayant le titre de « Comité Ottoman d'Union et de Progrès » s'est donc formé sur des bases solides et inébranlables pour délivrer notre chère patrie du grand mal qui la ronge. Il a uni sous son drapeau, dans l'espace de quelques années, sans distinction de race ni de religion, l'élite de la nation : des personnes honnêtes et intelligentes, des fervents patriotes, une grande partie des Musulmans, des Israélites, des Valaques, des Arméniens, des Albanais, des Bulgares, des Grecs, des Serbes, et des Arabes, enfin et surtout toute l'armée !

3. Le but essentiel du Comité est, comme il est dit au N° 1, de démolir le régime gouvernemental actuel, de le remplacer par le régime constitutionnel, accordé en vertu de la Loi Organique de 1293, basé sur la liberté, l'égalité, et la justice pour tous les citoyens vivant

sous la nationalité Ottomane, et de rendre ainsi à la nation les droits de l'homme qui lui ont été frustrés.

4. Le Comité d'Union et de Progrès, prenant en considération l'égalité des citoyens portant le nom d'Osmanni, respecte d'une force égale la vie et les biens de chacun d'eux et les garantit uniformément avec le même esprit d'égalité, quelle que soit leur religion, quelle que soit leur langue.

5. Le Comité Ottoman d'Union et de Progrès, connaissant les noms et le nombre des personnes auxquelles profite la continuation du régime actuel et sachant qu'ils entravent la réussite de son but sacré, aura recours, en cas de nécessité, et dans la plus large mesure, à tous les moyens énergiques pour surmonter leurs difficultés.

Nous tenons à insister sur ce point : tous les actes du Comité n'auront en vue que la suppression des agents despotes et tyrans du régime actuel.

Nous vous prions par conséquent de prendre ce point en sérieuse considération.

6. Le Comité Ottoman d'Union et de Progrès, sûr que le Gouvernement Hamidien usera, comme d'ordinaire, de tous les subterfuges pour fomenter dans l'esprit des Gouvernements étrangers que le but du Comité consiste à soulever les races les unes contre les autres et surtout à exciter le fanatisme Musulman contre les races Chrétiennes, tient, des à présent, à protester énergiquement contre ces insinuations indignes et mensongères.

Il proclame hautement qu'il n'a en vue qu'un but unique : délivrer la nation du despotisme du régime actuel et de remplacer celui-ci par un régime constitutionnel.

7. Le Comité Ottoman d'Union et de Progrès n'a pas confiné son œuvre aux vilayets de Roumélie, comme certaines personnes se plaisent à le croire. Son action s'est propagée dans toutes les parties de l'Empire, où il a concentré des forces considérables, suffisantes pour le succès de son œuvre. Il le prouvera incessamment par les mêmes actes de justice que ceux de Roumélie.

Le Comité ne lâchera pas ses armes avant de voir son œuvre couronnée de succès.

Conclusion.

Vu que notre désir le plus ardent n'est autre que celui de faire cesser à jamais les souffrances sous lesquelles gémit toute une nation, de ne plus laisser couler le sang innocent d'un peuple navré et meurtri par la tyrannie du régime actuel, de préparer le règne d'une ère de félicité et de bonheur pour tous les sujets Ottomans ; que c'est dans ce but que toute une nation s'est unie, sous serment, pour arracher la liberté au prix de son sang ; nous sommes rassurés que l'Europe ne procédera pas à une intervention inutile et inopportune, sous prétexte que la tranquillité publique fait défaut.

Nous sommes également rassurés que l'opinion publique Européenne sera avec nous, avec les libres Osmanlis, qui ont pris l'initiative d'un mouvement libérateur de la nation qu'elle appréciera, qu'elle encouragera, qu'elle aidera notre œuvre.

Oui, nous en sommes rassurés, car l'histoire générale de l'Europe est là, avec ses pages les plus brillantes, où sont chantés leur amour pour la liberté, leur amour pour l'égalité, leur amour pour la justice, et où sont flétris la tyrannie et le despotisme.

Proclamation au Peuple Ottoman.

(Traduction).

Le Gouvernement, dont le plus grand devoir consiste dans la garde des droits sacrés du peuple et de la sécurité intérieure et extérieure, dans la garantie de la tranquillité, du bonheur, et de la prospérité de la patrie, au lieu de remplir son devoir, a, au contraire, depuis plus de trente ans, travaillé et désiré son malheur, sa décadence, et sa ruine. Sans prendre en considération la renommée, acquise parmi les peuples, de courage, de bravoure et de générosité dont s'est glorifié le peuple Ottoman pendant des siècles, et abusant de sa fidélité aveugle, le Gouvernement actuel, afin de contenter quelques impertinents qui ne pensent qu'à multiplier leurs millions et à assurer leurs passions bestiales, n'a reculé devant aucun moyen tyrannique et antihumain pour sucer le sang du peuple et le traiter avec la plus grande injure à la face du monde entier. Est-ce possible de nier que tout en faisant vendre à chaque membre de la nation même ses meubles pour lui retirer par force des millions ; en laissant des milliers de familles dans le deuil et la misère à cause de tant de sang versé durant cette direction funeste des affaires ; des parties sacrées de la patrie ont été perdues une à une ; le peuple a été privé de sa liberté par toutes sortes de moyens ; chaque jour il a été conduit vers la plus grande misère et ignorance. Le pays — l'un de ceux contenant d'énormes richesses naturelles — a été mis dans un tel état qu'il est presque impossible de réparer ; tous les membres de la nation, vivant comme des frères depuis des siècles, ont été poussés à l'hostilité les uns contre les autres pour se verser leur sang ; en outre, augmentant de vigueur, le Gouvernement a montré le plus grand désir pour la ruine totale de la flotte nationale et de la gloire maritime, pour agrandir la plaie de la patrie par des injures de plus en plus fortes ; pour réduire l'armée, qui a une passion naturelle de bravoure, à la faiblesse et à la misère, en appelant des bandits et des lâches à diriger les affaires.

Compatriotes ! ne sentez-vous pas votre cœur battre pour ces vérités amères ? Ne pensez-vous pas au sort de vos familles avec un tel Gouvernement tyrannique, qui intimide l'avenir de la patrie comme un cauchemar de malheur, qui vous prive des bienfaits de la liberté et de

la science ? Ne souffrez-vous pas à la vue de la funeste misère et décadence de la patrie au sein de tendresse de laquelle vous avez pris naissance et qu'elle aspire à la tranquillité et au bonheur ? Ne vous froissez-vous pas à l'idée qu'on passe sa vie dans un tel milieu où on fait souffrir votre conscience en vous défendant de prononcer le nom même de la patrie dont vous êtes les enfants ? Ne savez-vous pas que l'homme qui endure toutes sortes d'injures, qui laisse prendre ses droits les plus sacrés, n'a aucune différence avec les bêtes ?

Oh ! peuples et cultivateurs ! jusqu'à quand allez-vous remplir d'argent, gagné par votre sueur et économisé avec difficulté sur votre nourriture, les poches de ces gens de Constantinople afin qu'ils continuent de vivre dans le déshonneur et la débauche ; à dépenser des millions pour la construction des kiosques, appartements, et autres ? Jusqu'à quand allez-vous souffrir que de tels gens servent d'intermédiaires entre le peuple et son Roi, pour donner tous les emplois gouvernementaux — depuis le simple muduriel jusqu'à la fonction de Grand Vizirat — à des hommes incapables, inconscients, et déshonorables ; pour remplacer dans nos Tribunaux la justice et le droit par l'injustice et le don d'argent ; pour remplir nos plus grandes écoles, afin d'enseigner la vérité et la science, par des espions ; pour faire publier dans nos journaux des nouvelles falsifiées, qui frappent aux yeux de tout le monde ; pour empêcher le peuple de jouir des bienfaits de la civilisation comme les autres nations ; pour laisser nos soldats dans la misère et la nudité ? C'est assez attendre ; ceux qui considèrent l'amour de la patrie comme le plus grand devoir de l'homme et qui sont prêts à lui sacrifier leur vie se sont unis sous le nom de « Société de Progrès et d'Unité Ottomane » pour cesser tout obstacle qui empêche la liberté et le bonheur de la nation, sans distinction de race ni de religion, pourvu qu'ils veuillent le bien de l'État. On a la intention de faire tout pour obtenir une Assemblée Nationale, au lieu d'un Gouvernement absolu et tyrannique, afin de redonner au peuple ses droits et sa prospérité.

Nous faisons remarquer à tous nos compatriotes et honnêtes gens qui ne connaissent pas bien le corps de la Société et qui n'ont pas l'énergie nécessaire pour s'associer à nous, qu'ils peuvent au moins ne pas s'écarter du chemin d'honneur envers cette grande idée dont la réalisation n'est pas loin, parce que la nation ne s'écartera jamais de l'idée de justice pour punir les traîtres et les lâches. Nous faisons de même remarquer au Gouvernement ingrat et tyrannique qu'il ne prenne pas des moyens utopistes pour sa conservation, car la nation s'est décidée à faire tout et travailler avec toute sa force pour la cause de la liberté. L'opposition de la Société et de la nation sera si forte qu'elle pourra, avec beaucoup de pertes, rappeler le Gouvernement à l'esprit. Le bon Dieu est l'ennemi des tyrans et l'aide de ceux qui cherchent la justice.

Vive la Patrie !

Vive la Nation !

Vive la Liberté !

Dépêche adressée au Sultan.

(Traduction).

Il est généralement convenu et décidé que pour améliorer la gloire nationale en dissipant l'affaiblissement et la misère que le pays continue de supporter, il n'y a aucun autre moyen que celui de la convocation d'un Conseil National à Constantinople, avec déclaration, de nouveau, d'une délibération constitutionnelle en conrormité du contenu de la loi ratifiée par permis Impérial du Sultan en date du 7 Mouharem, 1293 (premier mois de l'année lunaire), et laquelle tient du précepte sublime du Prophète.

Nous attendons impatiemment la prompte admission de notre présente sollicitation, qui constitue une preuve manifeste de fidélité à la souveraineté Impériale ainsi qu'à Sa Majesté le Sultan et qui est proche à une bonne intention.

Déclaration du Grand Vizir.

(Traduction).

Le Parlement qui a été accordé par Sa Majesté Impériale Ottomane le Sultan, dont la continuation à l'éternité a été consacrée par plusieurs Iradés successifs et dont la constitution est écrite dans l'annuaire de l'Empire Ottoman, n'avait pas été convoqué, provisoirement, d'après les circonstances et pour la conservation de l'État. Or, maintenant, le Parlement étant ouvert par la décision du Conseil des Ministres, sanctionnée par Iradé Impérial, on a envoyé l'ordre à tous les vilayets et sandjiaks particuliers de l'Empire ainsi qu'aux trois vilayets Rouméliotes tels que Salonique, Cossova, et Monastir, pour procéder à l'élection des membres suivant les dispositions de la loi, et que l'état de choses existantes prenne fin.

Le Grand Vizir,
(Signé) SAÏD.

Le 10 (23) juillet 1908.

Hatti-Humayun du 3 août 1908.

(Traduction).

Mon illustre Vizir, Saïd Pacha, — Tout le monde sait qu'à l'époque où notre Empire avait toute sa puissance, la confiance régnait parmi les diverses classes des sujets. Divers événements survenus plus tard empêchèrent de donner toute la garantie aux droits du peuple pour qu'il puisse les exercer librement. C'est alors que mon illustre père, Sultan Abdul Medjik Khan, promulgua le Hatti de Gulhané, garantis-

sant à nouveau la confiance et le droit individuel et établissant sur des bases sérieuses le régime administratif. Il publia, en outre, en 1272, un Firman de réformes qui réorganisait les services administratifs d'après les exigences de la civilisation et raffermissait en même temps les liens qui doivent unir comme enfants du même pays les sujets de diverses religions.

Dans l'intervalle qui s'écoula entre l'époque de l'établissement du Tanzimat et celle du commencement de notre règne, le progrès de l'éducation générale faisait ressentir la nécessité de l'établissement du régime constitutionnel. C'est alors que nous proclamâmes, de notre propre initiative, la Constitution. Mais diverses tendances hostiles qui se manifestèrent prévalurent contre l'idée des intérêts généraux. Des avertissements pour suspendre la Constitution se multiplièrent et finalement la suspension fut décidée par le Gouvernement, à la tête duquel se trouvait Savfet Pacha, comme Grand Vizir. Depuis lors, les circonstances et les tendances de l'opinion montrèrent que le pays était apte à posséder un Gouvernement Constitutionnel. C'est ainsi que nous avons promulgué l'Iradé remettant en vigueur toutes les dispositions de l'Acte de la Constitution ordonnant la convocation, chaque année, de la Chambre des Députés, Iradé qui fut communiqué partout par notre Sublime Porte. J'ai affirmé hier, en recevant les félicitations des Ambassadeurs et des fonctionnaires politiques des Puissances que jamais désormais aucune atteinte ne sera portée à la Constitution, qui sera intégralement appliquée. Car les intérêts du pays ne peuvent prendre leur essor que quand les lois prennent une forme régulière et acquièrent toute leur force. Appréciant donc la nécessité de l'harmonie qui doit exister entre les progrès des intérêts réels de l'autorité et ceux des intérêts généraux, je proclame par mon présent Hatt, portant ma signature, le caractère définitif de mon Iradé prescrivant la mise en vigueur de la Constitution et la convocation, chaque année, de la Chambre des Députés. J'ajoute aussi ceci : les droits des divers sujets de l'Empire devront être entièrement sauvegardés. Entre un individu et un autre, entre une classe et une autre classe, les droits sont les mêmes ; tous devront jouir en parfaite égalité de la justice. Cela est prescrit par les lois naturelles et par les lois établies. Depuis quelque temps, cependant, nous voyons que, contrairement au but que nous poursuivons, la force des lois est affaiblie.

Les devoirs des administrations publiques et des divers services qui en dépendent sont définis par des lois spéciales ; cependant, ces devoirs ne sont pas bien remplis, ce qui peut avoir des conséquences fâcheuses. Il faut donc pour garantir le présent et l'avenir renforcer les prescriptions régissant les droits du public et les devoirs du Gouvernement et combler les lacunes qui se présentent sous ces deux rapports.

1. Tout sujet, à n'importe quelle race et quelle religion qu'il appartienne, doit jouir de sa liberté individuelle et avoir l'égalité dans les droits et dans les charges.

2. En dehors des cas prévus par la loi, personne ne peut être inter-

rogé, arrêté, emprisonné, ou puni par d'autres moyens que ceux prescrits par la loi.

3. Aucun Tribunal ni aucune Commission ayant un caractère extraordinaire ne peuvent être formés. Personne ne peut être cité ailleurs qu'au Tribunal auquel la loi a donné la compétence.

4. Le domicile individuel est inviolable. Il n'est donc pas permis en dehors des moyens prévus par la loi d'entrer dans une maison, ni de la placer sous surveillance.

5. Les agents de police et les autres employés de l'État ne peuvent, sous n'importe quel nom ou quelle qualité, exercer des poursuites en dehors des cas prévus par la loi.

6. Tous mes sujets peuvent pour commerce ou pour faire des voyages se rendre librement dans tous les pays, tenir des réunions, et venir en contact avec tous ceux qu'ils désirent.

7. Les imprimés ne seront pas soumis, avant l'impression, au visa du Gouvernement. Les lettres privées et les revues ne peuvent être arrêtées aux bureaux de poste. Les délits de presse sont de la compétence des Tribunaux ordinaires.

8. L'enseignement est libre.

9. Sauf le service militaire, personne ne peut être nommé à un emploi contre sa volonté. Les fonctionnaires publics ne sont pas tenus d'obéir à leurs chefs hiérarchiques si leurs ordres sont contraires à la loi. Ils sont libres toujours de résigner leurs postes. Ils sont responsables de leurs charges.

10. Sauf le Chéikh-ul-Islam, les Ministres de la Guerre et de la Marine, tous les autres Ministres du Cabinet sont choisis par le Grand Vizir et confirmés par moi.

Le Grand Vizir choisit également, sur avis conforme : (a) Les Ambassadeurs et Ministres accrédités auprès des Cours étrangères, du Ministre des Affaires Etrangères ; (b) les Gouverneurs-Généraux, du Ministre de l'Intérieur ; (c) des membres du Conseil d'État, du Président de cette Assemblée.

Les fonctionnaires des Ministères et des vilayets sont nommés et révoqués, décorés, promus, ou autrement récompensés par les chefs de leurs Départements respectifs, après avis conforme du Grand Vizirat.

11. Aucun fonctionnaire administratif ne peut s'adresser, soit verbalement ou par écrit, ailleurs qu'à son chef hiérarchique. Il reçoit des ordres de celui-ci, à l'exclusion de tout autre administrateur ou fonctionnaire, qui ne peuvent lui donner ni verbalement ni par écrit des ordres, ni correspondre avec lui.

12. Il entre dans les attributions du Grand Vizir de corriger les fautes commises dans le choix ou la mutation des employés, prendre des mesures lorsque, pour cause de mauvaise conduite ou d'incapacité, leur révocation devient nécessaire.

13. Le Budget des revenus et des dépenses ordinaires et extraor-

dinaires de l'Empire sera publié au commencement de chaque année financière, sans faute et sans avoir été dénaturé, avec les Budgets particuliers de chaque département et de chaque vilayet.

14. Des projets de loi seront préparés pour être présentés à la Chambre, qui se réunira prochainement, projets portant des modifications conformes aux exigences actuelles des lois sur l'organisation et l'attribution des départements et vilayets.

15. L'armée étant le plus puissant facteur de la puissance de l'Empire, et par conséquent désirant voir perfectionner son organisation ainsi que son armement, j'ai donné dans ce but des ordres particuliers au Ministère de la Guerre.

Je veux que vous formiez le nouveau Cabinet en en soumettant la liste à ma confirmation, procéder d'accord avec vos collègues à l'exécution des mesures énoncées ci-haut et à la bonne gestion des affaires de l'Etat.

Que Dieu vous seconde dans vos efforts.

(Signature Impériale).

Le 4 Redjeh, 1326.

Le Programme du Cabinet.

Les journaux Turcs publient le programme du Cabinet. Voici ce document :

Le Ministère, appréciant la haute valeur de la sollicitude Impériale pour la remise en vigueur de la Loi Constitutionnelle, est résolu de gouverner conformément au texte de cette Loi, qui est conforme à la loi divine et à la raison, en sauvegardant entièrement les droits du Souverain, les droits du Conseil des Ministres et ceux du Parlement, et les droits politiques et généraux de la population.

Pour mettre cette résolution à exécution il n'y a pas possibilité d'attendre la modification par la Chambre des Députés du système d'administration et de certaines Lois de l'ancien régime. Pour les bases et les quelques Lois et Règlements fortement établis par l'ancien régime, et qui ne peuvent être appliqués actuellement, il est naturel de les mettre, jusqu'à ce qu'ils soient réformés régulièrement, en concordance avec le texte et l'esprit de la Constitution. Tous les Ordres, Proclamations, et instructions qui peuvent exister et qui n'ont pas pris une forme de loi et qui ne sont pas en concordance avec le texte et l'esprit de la Loi Constitutionnelle doivent être considérés comme nuls et non avenus.

En attendant de faire les réformes qui seront soumises à l'approbation de la Chambre des Députés, le Cabinet dirigera les affaires gouvernementales, en les dépouillant des idées de l'ancien régime.

Améliorer et réformer les Lois existantes ; élaborer beaucoup de Lois et de Règlements dont la nécessité se fait sentir, exigeant du

temps, quelques questions à cause de leur urgence devront naturellement dès maintenant attirer l'attention. Et principalement la question financière, l'âme de l'Etat, qui depuis quelque temps a revêtu un caractère grave, ne peut être, même en l'état actuel des choses, maintenue dans sa forme du jour.

D'une part, on travaillera à la préparation du Budget de l'année prochaine, à l'étude des réformes nécessaires pour les taxes et les impôts ; et, avec cela, il a été trouvé nécessaire de s'occuper, sans perdre du temps, de la réforme des finances, de diminuer au nombre voulu les fonctionnaires des Départements de l'Etat qui, actuellement, par leur grand nombre, empêchent le travail ; diminuer les appointements qui ne sont pas en rapport avec les fonctions ; pourvoir de postes les employés ou fonctionnaires mis en disponibilité, dans l'avenir, au fur et à mesure des vacances, et pour ne pas les laisser actuellement sans ressources et être cause de la misère de milliers de familles, leur allouer temporairement une pension.

Petits emprunts pour faire face aux besoins du Trésor ; faire le plus d'économies possibles et compatibles ; soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés, les mesures provisoires qui sont en délibération de même que les questions fondamentales.

Comme pour les départements civils, il est naturel que la même attention soit portée pour les économies à faire, dans toutes les branches, des départements militaires. Mais l'Empire Ottoman étant une Grande Puissance, il ne sera pas oublié que pour maintenir sa position gouvernementale et son prestige et l'augmenter il ne le peut qu'avec son armée et sa marine bien organisées. Et tout ce que notre patriotisme inspirera pour les mesures à arrêter, sera porté à la connaissance des Députés de la nation.

Il n'y a pas à nier que les économies pourront jusqu'à un certain point alléger les charges du Trésor. Mais, en principe, pour la bonne marche des affaires gouvernementales et pour donner la prospérité aux sections négligées par le Gouvernement jusqu'ici, il faudra encore des dépenses. Et si l'on prend en considération l'étendue du territoire Ottoman et le chiffre de sa population, et si l'on compare ses éléments avec ceux des autres Puissances civilisées, l'insuffisance des revenus actuels sera trouvée très claire. En conséquence, d'une part, sans recourir à de nouveaux impôts, il a été trouvé nécessaire de réorganiser l'assiette des impôts et leur perception ; et en renouvelant les Traités de Commerce et, d'autre part, en travaillant à la prospérité du pays, de faire profiter le Trésor par l'augmentation progressive des revenus.

Jusqu'à présent le manque de méthode de gouvernement pour les travaux publics, l'existence de certaines causes essentielles et subséquentes empêchant le progrès du commerce et de l'industrie, formaient une barrière au progrès. Grâce à Dieu, l'esprit de progrès a pénétré dans le pays Ottoman, et en se basant sur l'égalité devant la loi et les devoirs de toutes les classes de la population et pour que les bienfaits de l'union soient profitables au Gouvernement et à la nation, différents projets

seront élaborés pour être présentés à la Chambre des Députés. Ces projets concernent le commerce terrestre et le commerce maritime, l'industrie, les travaux publics, l'agriculture dans toutes ses branches.

Un des éléments qui constitue la richesse du pays est le droit de propriété. Ce droit est soumis actuellement à différents systèmes contradictoires ; le crédit sur les immeubles est presque inexistant, ce qui étant très nuisible, les réformes nécessaires seront étudiées et le nécessaire sera fait pour donner aux propriétaires la possession légale de leurs biens immeubles et en donnant aussi à ces derniers leur valeur légale.

La richesse et la science ont besoin l'une de l'autre. Et il n'y a pas lieu d'insister que, pour rendre le pays aussi heureux et prospère qu'il le mérite, il faut y faire progresser la science.

La question d'instruction et d'éducation qui était jusqu'à présent envisagée d'une manière peu en rapport avec la dignité et la réputation du peuple Ottoman, sera réformée par le nouveau Cabinet sur les bases établies par la Constitution.

La Loi Constitutionnelle, qui accorde le droit d'égalité aux Ottomans, est en vigueur pour tous et les charges aussi. Principalement elle étend le service militaire à toutes les classes de la population. En conséquence, l'admission aux écoles militaires des non-Musulmans étant nécessaire, les Lois et les Règlements voulus sont en élaboration sur cette base.

Comme tous les Ministères, celui de la Justice ayant besoin d'une réorganisation, les projets de loi refondant les lois existantes sont en préparation pour être soumis à l'approbation de la Chambre des Députés ; et sans toucher au principe fondamental de l'indépendance des Tribunaux, la formation de ces Tribunaux est à l'étude sur une base qui leur permet de rendre la justice équitablement et à la satisfaction générale.

L'octroi au pays et à la nation de la remise en vigueur, par Sa Majesté Impériale le Sultan, de la Loi Constitutionnelle est un événement honorable pour le Gouvernement Impérial, qui s'est attiré l'approbation des peuples amis et des pays étrangers. Garder cet honneur pourra se faire en consolidant l'ordre et la tranquillité à l'intérieur, en rendant la vie heureuse aux indigènes et aux étrangers et en rendant générale la confiance que la protection de la loi fait le bonheur de tous. Ces questions d'ordre et de tranquillité étant de la plus grande importance, elles ne seront jamais perdues de vue.

Le Gouvernement Impérial est en bonnes relations avec tous les pays environnants. Il ne nourrit point de desseins cachés envers aucun d'eux. Sa politique extérieure n'ayant pour but que le maintien intégral de ses droits de souveraineté et des Traités, de même que la sauvegarde du prestige de la nation, les relations étrangères seront basées sur ces principes et le Gouvernement entretiendra de bonnes relations avec tous les Gouvernements étrangers.

Quelques sujets des pays étrangers jouissent en Turquie de privilèges et de droits en dehors du droit général international, en vertu de Conventions et de Traités anciens (Capitulations). Le Gouvernement travaillera à amener la suppression de ces privilèges avec le consentement des Puissances intéressées.

Le Gouvernement fera tous ses efforts pour que toutes les branches de l'Administration inspirent une entière confiance à tous et pour faire admettre aux étrangers aussi l'inutilité de leurs privilèges.

Le Cabinet, qui a pris le gouvernement avec ces idées, est résolu à gouverner dans les limites de la Loi Constitutionnelle, et de faire administrer les vilayets avec ces mêmes idées. Les conseils de Sa Majesté Impériale le Sultan étant tous dans ce sens, le Gouvernement, se rendant bien compte de toute la difficulté de sa tâche dans le présent et dans l'avenir, se met au travail en implorant l'assistance divine.

M. Iswolsky au Comte de Benckendorff.

Saint-Petersbourg, le 25 juillet 1908.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Depuis le commencement de la crise Macédonienne les Puissances, conscientes des droits et des devoirs découlant pour elles des Traités existants, s'étaient appliquées à obtenir du Sultan l'introduction de réformes dans les Vilayets de Salonique, de Monastir, et de Kossovo ; reconnaissant que la Russie et l'Autriche-Hongrie étaient plus directement intéressées dans les affaires Balcaniques, elles avaient consenti à abandonner aux Cabinets de Saint-Petersbourg et de Vienne le soin de déterminer les mesures les plus impérieusement nécessaires pour le bien-être des populations Macédoniennes, et c'est ainsi que prit naissance le projet connu sous le nom de programme de Muerzsteg, accepté non seulement par les Cabinets Européens, mais aussi par Sa Majesté le Sultan.

Les Puissances ne manquèrent pas d'accorder tout leur appui à l'exécution du programme susmentionné, et leurs efforts combinés avec ceux de la Russie et de l'Autriche-Hongrie ne sont pas restés sans résultats.

Des organes nouveaux — tels que l'Inspecteur-Général, le Général Réorganisateur de la Gendarmerie et ses Adjoints, les Agents Civils, la Commission Financière — furent créés ; des lois et des règlements concernant le fonctionnement de ces organes furent mis en vigueur ; malheureusement l'amélioration qui devait en résulter pour la population locale fut considérablement entravée et retardée par diverses circonstances ; le régime judiciaire dont la réorganisation était prévue par le quatrième point du programme de Muerzsteg restait essentiel-

lement défectueux ; le fonctionnement de l'Administration, et en particulier de l'Administration Financière, laissait beaucoup à désirer ; enfin la lutte entre les différentes nationalités locales prenait un caractère de plus en plus aigu et se compliquait par la formation de bandes armées contre lesquelles les forces Turques n'avaient ni la puissance, ni peut-être la ferme volonté de lutter efficacement.

Un projet de réorganisation judiciaire élaboré en commun par la Russie et l'Autriche-Hongrie n'ayant pas reçu l'approbation unanime des Ambassadeurs à Constantinople, et l'œuvre réformatrice et pacificatrice des Puissances semblant devoir subir un arrêt gros de dangers pour l'avenir, le Cabinet de Londres jugea le moment venu de proposer aux autres Gouvernements un plan de réformes générales impliquant la création d'un poste de Gouverneur-Général de la Macédoine et l'organisation de cette contrée sur des bases nouvelles. En annonçant son plan à la Chambre des Communes Sir E. Grey déclara en même temps qu'il n'avait nullement l'intention de se détacher du concert des Puissances et qu'il ne poursuivrait sa réalisation que par les moyens employés jusqu'ici, c'est-à-dire, en s'appliquant à acquérir l'adhésion des autres Cabinets et à obtenir d'un commun accord avec ceux-ci le consentement du Sultan. Or, il était à craindre que le projet Anglais pourrait difficilement obtenir l'assentiment de toutes les Puissances, et qu'il se heurterait à la résistance la plus opiniâtre de la part de la Turquie, qui paraissait disposée à y voir une atteinte à son intégrité et à ses droits souverains.

Dans ces circonstances le Cabinet Impérial, soucieux avant tout de faire œuvre pratique et d'apporter un prompt remède aux maux de la population Macédonienne, crut devoir employer tous ses efforts à trouver un terrain d'entente et à ramener les propositions Anglaises à des dimensions qui les rendraient plus acceptables tant à certaines Puissances qu'au Sultan lui-même.

Les négociations qui s'en suivirent entre les Cabinets de Saint-Pétersbourg et de Londres aboutirent à la rédaction de deux projets (1) ; l'un, formulé par le Gouvernement Anglais, avait pour objet la formation d'un corps mobile de troupes placé à la disposition de l'Inspecteur-Général et destiné à poursuivre les bandes ; l'autre, dressé par nos soins, contenait un programme de réformes complémentaires à introduire dans les Vilayets de Salonique, de Monastir, et de Kossovo.

Votre Excellence trouvera ci-joint le second de ces projets sous forme d'aide-mémoire daté du 2 Juillet courant (2).

Cet aide-mémoire ayant obtenu l'adhésion complète du Cabinet de Londres, nous étions sur le point de le proposer à la discussion et à l'acceptation des autres Cabinets, lorsque survinrent les derniers événements en Macédoine et à Constantinople.

(1) Voir Annexe I, p. 234 (230).

(2) Voir Annexe II, p. 236 (232).

La situation qui résulte de ces événements est tout à fait nouvelle, et réclame de notre part, ainsi que de la part des autres Puissances intéressées, la plus sérieuse attention.

En poursuivant l'activité réformatrice exposée plus haut, ni la Russie, ni les autres Puissances n'ont jamais été inspirées par un sentiment d'hostilité contre la Turquie, ou par le dessein d'enfreindre les droits souverains du Sultan ; mais l'expérience ayant démontré que dans l'état actuel de désorganisation de l'Administration Ottomane, et tant que le régime Turc demeurerait basé sur l'infériorité des populations non Musulmanes de la Turquie, aucune amélioration sensible n'était à attendre de l'effort spontané de la Sublime Porte, les Puissances devaient forcément rechercher la solution du problème dans un plus grand degré de décentralisation et dans l'établissement d'un contrôle efficace ; de plus, si d'un côté la constitution générale de l'Empire Turc, en tant qu'État souverain et indépendant, restait en dehors de l'action des Puissances, celles-ci possédaient, en vertu de stipulations internationales, le droit incontestable de veiller à une meilleure administration dans celles des provinces de la Turquie d'Europe pour lesquelles une organisation particulière n'avait pas été prévue par le Traité de Berlin. C'est dans ces limites que devait se réaliser l'action des Puissances, et le Cabinet Impérial n'a jamais songé pour sa part à les dépasser. Actuellement nous nous trouvons en présence d'un acte spontané du Sultan octroyant à la Turquie une charte, en tête de laquelle sont inscrits les généreux principes d'égalité devant les lois pour tous ses sujets d'organisation régulière des pouvoirs publics et de bonne et intégrale administration.

Il est évident qu'une application complète et sincère de ces principes tendrait à assurer le sort des populations Macédoniennes dans le sens des vues dont s'inspiraient les Puissances en poursuivant le développement ultérieur de leur action réformatrice. C'est ce que le Cabinet Impérial n'hésite pas pour sa part à reconnaître ; il est donc tout prêt à surseoir pour le moment à toute démarche qui pourrait être considérée par la Turquie comme étant empreinte de méfiance à l'égard de la volonté du Sultan et du Gouvernement Ottoman de réaliser la réforme générale qui vient d'être décrétée. Suivant en ceci l'exemple du Gouvernement Britannique, lequel, en présence de la cessation de l'activité des bandes, a renoncé pour le moment à présenter à l'acceptation de la Sublime Porte sa note relative à la formation de troupes mobiles, nous renonçons de notre côté provisoirement à présenter notre projet de réformes que nous ne transmettons actuellement aux Cabinets, pour ainsi dire, qu'à titre d'information, et pour ne servir qu'ultérieurement si les événements obligeaient les Puissances à revenir à leur méthode primitive.

Car il doit être bien entendu que le désistement de la Russie et, nous en sommes convaincus, des autres Puissances, ne peut être ni absolu, ni inconditionnel ; les droits acquis aux Puissances par les Traités, et les avantages assurés aux populations Macédoniennes en vertu de ce

qui a été convenu entre les Cabinets et la Sublime Porte sur la base de ces Traités, sont et demeurent évidemment intacts : la Russie suivra avec l'attention la plus sympathique les efforts de la Turquie d'assurer le fonctionnement du nouveau régime ; elle s'abstiendra pour sa part de toute ingérence pouvant compliquer cette tâche et exercera toute son influence afin de prévenir et d'empêcher toute action perturbatrice de la part des États Balcaniques. Mais, d'autre part, fidèle aux traditions de sa politique, elle ne considérera son rôle réformateur, ainsi que celui des autres Puissances, comme terminé que si l'œuvre entreprise par le Sultan aboutit à une réelle amélioration de l'état de choses en Macédoine, amélioration qui aurait pour premier effet de mettre fin parmi les pays Balcaniques à une inquiétude naturelle et essentiellement dangereuse pour la paix générale ; en un mot, la Russie ne saurait renoncer à la faculté d'apprécier si la réforme octroyée par le Sultan atteint le degré d'efficacité voulue, et s'il se trouve que la situation des provinces Européennes de la Turquie reste dans un état précaire, elle aura le devoir de signaler aux Puissances la nécessité de reprendre de la manière la plus résolue l'œuvre actuellement interrompue de leur activité réformatrice commune.

Dans le ferme espoir que les idées que je viens d'exposer rencontreront l'approbation de tous les Gouvernements, je me permets, pour me résumer, d'exprimer la conviction que dans la phase actuelle des événements Balcaniques les Cabinets devraient ajourner toute nouvelle démarche auprès de la Porte tendant à compléter l'œuvre des réformes, jusqu'à nouvelle décision prise d'un commun accord par les Puissances.

Veuillez, Monsieur l'Ambassadeur, en donnant lecture de la présente dépêche au Ministre des Affaires Étrangères, et en lui laissant copie tant de la pièce principale que de son annexe, le prier de vouloir bien nous faire connaître le sentiment du Cabinet de Londres sur les idées qui s'y trouvent formulées.

Veuillez, etc.

(L.-S.)

ANNEXES

Annexe I.

Sir Edward Grey à Mr. O'Beirne.

(Telegraphic.)

Foreign Office, June, 17, 1908.

Macedonia.

His Majesty's Government have drafted the following collective note to the Ottoman Government. They propose, if the Russian Government concur, to submit it to the other Powers interested.

« The Governments of . . . , animated by a sincere desire for the restoration of tranquillity in the Vilayets of Salonica, Kossovo, and Monastir, are persuaded that this object can only be attained by the adoption of drastic measures such as will serve effectually to put an end to the destructive activity of the rival bands, of which recent reports tend to show that a recrudescence is in progress.

« The application of administrative reforms, however desirable in themselves, must remain of little practical effect so long as the primary condition of good government, security of life and property, is conspicuously absent.

« To deal with this state of affairs the above-mentioned Governments have decided to indicate to the Sublime Porte the measures which, in the interests of His Majesty the Sultan, should be carried into immediate execution.

« A force of mobile troops should be formed at the earliest opportunity, and placed at the disposal of the Inspector-General. These troops should be commanded by a Turkish officer, selected by Hilmi Pasha in consultation with the General reorganizing the gendarmerie, and formally appointed by His Majesty the Sultan.

« The force should include an adequate number of mounted men for purposes of maintaining communications between the several units, and for the rapid pursuit of the bands where the nature of the ground admits of such a course.

« A scheme of co-operation between this force and the gendarmerie should be drawn up by the Inspector-General, the Reorganizing General, the officer in command of the mobile column, and the Adjoints.

« Joint operations should be initiated by Hilmi Pasha and the General in command of the gendarmerie.

« The European officers shall be informed of all operations, and shall be entitled to accompany the columns, and shall report to their General.

« These proposals will involve a small increase in the number of the foreign gendarmerie officers and men.

« As regards the gendarmerie itself, whilst it is not expedient that the foreign officers should be placed in executive command of actual operations in the field, it is essential that they should control their training, distribution, and action.

« The Governments of . . . are persuaded that the Sublime Porte is actuated by a similar desire for the restoration of tranquillity, a consummation which cannot fail to contribute to the economic prosperity of the provinces in question, and they rely upon the active co-operation of the Ottoman authorities in the application of these measures, which are so urgently called for by the requirements of the situation. »

Annexe II.

Aide-Mémoire.

(2 juillet 1908.)

Les considérations suivantes pourraient servir de base à un programme de réformes à introduire dans les Vilayets de Salonique, de Monastir, et de Kossovo.

En premier lieu il serait désirable d'introduire des améliorations dans l'organisation et dans les attributions actuelles de la force publique des trois vilayets.

Ces améliorations devraient porter tout d'abord sur la situation du Général Réorganisateur de la Gendarmerie. Le Général devrait avoir la faculté de participer aux délibérations de la Commission Financière touchant aux questions administratives. Placé dans cette situation il serait mieux à même de coordonner l'activité de la gendarmerie avec celle des autres organes administratifs locaux. De plus, les Puissances pourraient consentir à l'entrée des officiers supérieurs adjoints au Général Réorganisateur de la Gendarmerie dans les trois vilayets au service Ottoman, sans que rien soit changé dans le mode de leur nomination. Quant à la gendarmerie elle-même, on pourrait admettre que les cadres et effectifs de la gendarmerie fussent augmentés dans la mesure du possible. Ce soin incomberait à la Commission Financière qui se chargerait également, d'accord avec le Général Réorganisateur, d'élaborer un règlement pour la gendarmerie approprié aux nouvelles conditions de l'activité de cette dernière. Ces nouvelles conditions ne devraient pas toutefois consister dans l'emploi d'une gendarmerie beaucoup plus nombreuse et plus mobile en remplacement des troupes Turques pour la répression des bandes. En même temps il serait nécessaire que la Commission Financière fût chargée d'établir l'étendue des pouvoirs des officiers de la gendarmerie. A ce propos il est à remarquer que cette question a été discutée à la Conférence des Adjoints Militaires à Salonique en octobre 1907 en connexité avec celle de l'organisation de détachements de la gendarmerie appelés à coopérer avec l'armée dans la poursuite des bandes, mais les Adjoints Militaires ne se sont pas prononcés d'une façon suffisamment claire sur les limites des pouvoirs dont seraient investis les officiers de la gendarmerie. On pourrait, néanmoins, établir dès à présent, comme condition essentielle d'une réforme dans le sens indiqué, la nécessité qu'il y aurait de ne pas créer aux officiers étrangers une situation équivoque, ni de leur faire assumer la responsabilité de la répression des bandes, ni de mettre leur vie en danger, ce qui pourrait amener des complications générales.

Il serait ensuite nécessaire de prêter une attention toute particulière au vœu émis par la Commission des Adjoints Militaires à l'unanimité des voix dans sa première séance du mois d'octobre 1907, qui porte, entre

autres, que dans chaque village un certain nombre d'habitants, désignés par les autorités sur la proposition de la gendarmerie, soient armés de manière à constituer une sorte de garde communale, fonctionnant sous la surveillance des postes de gendarmerie ayant juridiction sur le village.

Cette institution serait celle dite des « gardes-champêtres », qui a déjà fait l'objet des « Instructions Supplémentaires au Sujet des Provinces de la Roumélie en 1903. » Le Gouvernement Ottoman lui-même l'a reconnue comme étant d'une grande utilité, et en a ordonné l'introduction dans le Mémoire remis par le Ministre Ottoman des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur de Russie à Constantinople le 10 (23) février, 1903.

En effet, si l'activité de la gendarmerie était développée dans le sens du vœu précité, tous les villages des trois vilayets obtiendraient un minimum de garantie matérielle pour la sécurité de leurs habitants contre les actes de pillage, d'incendie et de violence, de la part de bandes peu nombreuses.

Pour ce qui est des bandes plus considérables, leur apparition serait de suite signalée à la gendarmerie, leur circulation à travers le pays serait rendue moins facile, et l'action, soit de la gendarmerie elle-même, soit de la force militaire Ottomane requise, deviendrait plus prompte pour la suppression de ces bandes.

Il est à noter que ces gardes, afin que leur action soit efficace et ne devienne pas dangereuse, doivent être régulièrement et convenablement payés, sans que pour cela la situation financière actuelle des communes ou de l'administration centrale des trois vilayets soit aggravée.

Or, d'après les renseignements les plus récents, les gardes-champêtres sont installés actuellement au nombre de 6,840 hommes dans 5,627 villages des vilayets en question. Par conséquent le développement de cette institution porterait non pas autant sur le nombre et l'équipement des gardes-champêtres, que sur un meilleur emploi et une organisation plus pratique de cette partie de la force publique, et n'exigerait pas une augmentation immédiate et notable des ressources y affectées. De plus, il est certain que, aussitôt que l'insécurité qui sévit en ce moment dans les campagnes des trois vilayets aura diminué, la rentrée des impôts ne tardera pas à s'accroître et à fournir ainsi des moyens plus considérables pour l'introduction d'améliorations administratives.

Un relevé statistique récent, fourni par le Gouvernement Ottoman, tend à démontrer que dans l'espace des trois dernières années 391 gardes-champêtres chrétiens ont commis des crimes de différentes espèces, soit une moyenne de 130 cas par an. Comme le nombre total des gardes-champêtres existant actuellement est de 6,840, la proportion annuelle des criminels parmi eux atteindrait presque 2 pour cent. Bien que ce chiffre soit souvent dépassé dans les statistiques des criminalités dans

d'autres corps, il est sans doute excessif pour celui-ci qui devrait être un corps d'élite et dont le but est précisément la prévention de crimes.

Par conséquent, le meilleur moyen de parer à cette défectuosité de l'organisation actuelle des gardes-champêtres serait d'améliorer le système de leur choix.

C'est à la Commission Financière qu'incomberait le soin de l'étude détaillée de cette question, en suivant d'aussi près que possible le système élaboré par le Vali de Monastir, Halil Rifat Pacha, en 1887. Toutefois, vu les changements considérables qui ont eu lieu en Macédoine dans le cours des vingt et une dernières années, la Commission devrait emprunter au susdit système seulement les éléments qui seraient aujourd'hui pratiquement applicables, ayant surtout soin d'assurer un bon choix du personnel des gardes-champêtres.

L'affermissement de l'ordre et de la sécurité qui résulterait de l'application pratique des mesures ci-dessus exposées rendrait on ne peut plus opportune une amélioration de l'organisation actuelle de la Commission Financière, l'introduction de la réforme judiciaire, ainsi que la création pour l'exercice des fonctions dévolues actuellement à l'Inspecteur-Général des trois vilayets de conditions plus favorables que celles existant aujourd'hui.

La réforme projetée de l'administration de la justice et de la Commission Financière contribuerait puissamment à donner plus d'efficacité à l'action combinée de l'Inspecteur-Général et des autres organes de l'administration réformée locale.

Pour ce qui est de la Commission Financière, les Puissances pourraient accepter l'idée de l'admission éventuelle au service Ottoman des Agents Civils et des membres de la Commission Financière.

Cette mesure serait destinée à sauvegarder expressément le principe de la souveraineté du Sultan et faciliterait par là, sans doute, une meilleure et plus large organisation de la Commission Financière susmentionnée, ainsi que de l'administration de la justice dans les trois vilayets.

Pour arriver à ce résultat, il paraîtrait nécessaire d'adopter les mesures suivantes : les membres de la Commission Financière et les Agents Civils, en qualité de membres de cette Commission, étant admis au service du Gouvernement Ottoman, sans que rien soit changé dans le mode de leur nomination. cette Commission contrôlerait dorénavant l'activité des Tribunaux locaux, dans les conditions prévues par le projet de réforme judiciaire Russo-Autrichien, qui a fait récemment l'objet des délibérations des Ambassadeurs à Constantinople et qui serait dès lors accepté par la Porte dans tout son ensemble.

En même temps, le principe de l'égalité de droits pour les Représentants de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Russie au sein de la Commission Financière pourrait servir à mieux assurer l'institution d'un contrôle efficace de l'administration générale dans les trois vilayets.

En effet, ce principe a déjà trouvé une application pratique dans

l'organisation de la gendarmerie confiée à des instructeurs choisis par toutes les Puissances sus-indiquées.

Dans cet ordre d'idées il s'agirait d'obtenir de la Porte en faveur des Délégués de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie au sein de la Commission Financière la reconnaissance des mêmes droits dont jouissent les Agents Civils Russe et Austro-Hongrois.

Dès lors tous les membres de la Commission Financière pourraient exercer dans la même mesure un contrôle sur l'action des organes de la police locale, en obtenant des renseignements précis sur la marche des affaires par l'intermédiaire des officiers-instructeurs de leur nationalité, et notamment dans les districts où ces derniers résident. Cette mesure procurerait aux officiers de chaque nationalité la possibilité de présenter des rapports directs à l'instance nationale préposée.

De plus, la Commission Financière pourrait étudier avec approbation de la Sublime Porte la question si importante d'une meilleure coopération des troupes Ottomanes avec les autorités civiles pour la répression de désordres.

La Commission Financière élaborera aussi d'autres règlements qui seraient reconnus nécessaires pour le bon fonctionnement de l'administration locale, et, entre autres, comme cela a été dit plus haut, celui ayant trait à une meilleure organisation de l'institution des gardes-champêtres.

Le poste d'Inspecteur-Général ayant rang de Vizir, et dont les attributions sont définies dans les « Instructions concernant les Vilayets de la Turquie d'Europe » de 1902, ainsi que dans les « Instructions supplémentaires au sujet des Provinces de la Roumélie » de 1903, sera maintenu pour un terme à fixer entre les Puissances et la Porte, et qui ne sera pas moindre que celui convenu pour le prélèvement de la surtaxe douanière de 3 pour cent. Le titulaire de ce poste ne sera pas révoqué avant l'expiration du dit terme, sans que les Puissances soient préalablement consultées à ce sujet.

Il serait désirable de compléter les dispositions existantes concernant la situation et les pouvoirs de l'Inspecteur-Général. On pourrait notamment assurer à l'Inspecteur-Général une pension sur le budget des trois vilayets, avec garantie des Puissances ; cette question devrait faire l'objet d'un examen spécial de la part de la Commission Financière.

L'Inspecteur-Général a le droit, en vertu des règlements existants, de révoquer après s'être concerté avec les Valis, les fonctionnaires dont la destitution serait considérée nécessaire. De plus, la mission qui lui est confiée de faire appliquer les dispositions de la première partie des instructions concernant les vilayets de la Turquie d'Europe (Novembre 1902) lui confère des droits exécutifs très importants, entre autres, en matière de nomination des employés, et en ce qui concerne la faculté de leur donner des instructions, ainsi qu'il appert de l'Article 2 des « Instructions supplémentaires au sujet des Provinces de la Roumélie. »

D'autre part, l'Inspecteur-Général est Président de la Commission Financière, laquelle possède des droits importants d'administration et de contrôle par rapport aux services financiers, en vertu des Articles 11 et 12 du Règlement de 1905. L'Article 12 stipule que « tous les changements dans le personnel seront portés à la connaissance de la Commission, avec indication des raisons qui les auront motivés. » Du moment où les membres de la Commission Financière seront assimilés aux Agents Civils, leur activité comprendra toutes les branches de l'administration locale, et la Commission, à la tête de laquelle se trouvera comme par le passé l'Inspecteur-Général, jouira des droits précités, tels qu'ils sont définis par les Articles 11 et 12, dans toutes les sphères de son activité. Il incombera à la Commission Financière de veiller à ce que les employés dont la destitution serait reconnue nécessaire par l'Inspecteur-Général ne puissent pas continuer à occuper le poste dont ils se seront rendus indignes. Pour ce qui concerne les hauts dignitaires nommés par l'adé Impérial, ces fonctionnaires, suivant la disposition de l'Article 17 du Décret de 1902 pour l'introduction de réformes dans les provinces de Roumélie, ne sont pas exclus du nombre de ceux dont la révocation peut être décidée par l'Inspecteur-Général. C'est à ce dernier qu'incombe déjà « le devoir de demander à la Porte de pourvoir à leur remplacement. »

Le programme ci-dessus exposé tend donc à accorder à l'Inspecteur-Général et à la Commission qu'il préside la faculté d'exercer une action plus efficace sur le fonctionnement général de l'administration des trois vilayets, et, en particulier, d'avoir voix prépondérante dans le choix du personnel administratif.

On ne saurait enfin méconnaître l'importance capitale de la question de la bonne administration des finances des trois vilayets.

A ce sujet il est à remarquer que l'Article 6 du Règlement existant pour les services financiers des trois vilayets de Roumélie, publié par ordre du Sultan en décembre 1905, contient les stipulations suivantes :

« La Commission (Financière) s'assurera en premier lieu que le Budget contient les prévisions nécessaires pour les besoins de l'administration civile, y compris la gendarmerie et la police.

« Sur la demande de la Commission toute information concernant les recettes budgétaires ainsi que les dépenses de l'administration civile devront lui être fournies.

« Les Budgets ne pourront être modifiés en cours d'exercice. »

Afin d'assurer les ressources matérielles nécessaires pour l'administration générale des trois vilayets, il s'agirait de veiller strictement à ce que les dispositions susindiquées du Règlement soient effectivement exécutées, et à ce que la Commission Financière fasse réellement usage de son droit de retenir la partie des recettes des trois vilayets qui est nécessaire pour les besoins de l'administration civile, en tenant le reliquat à la disposition de la Porte pour des besoins militaires.

L'expérience budgétaire des trois vilayets n'a pas donné lieu jusqu'à

présent à des plaintes tant soit peu fondées contre l'attitude de la Porte relativement à la confirmation des états dressés par la Commission Financière d'accord avec l'Inspecteur-Général. Néanmoins, en vue de prévenir une tactique éventuelle d'obstruction à laquelle les autorités Ottomanes pourraient recourir dans cette occasion, il serait nécessaire d'assurer autant que possible l'application immédiate du Budget. En conséquence, si le Gouvernement Ottoman n'avertit pas à temps l'Inspecteur-Général de sa résolution concernant le Budget, la Commission Financière pourrait recourir au système des douzièmes provisoires sur le Budget de l'année en cours jusqu'à la réception de la réponse de la Porte.

Saint-Petersbourg, le 2 juillet 1908.

Aide-mémoire du gouvernement Austro-Hongrois en réponse à la note circulaire russe du 25 juillet 1908 (18 août 1908).

Le Gouvernement Impérial et Royal a pris connaissance avec le plus vif intérêt de la dépêche Circulaire du Cabinet de Saint-Petersbourg en date du 25 juillet dernier (ancien style). Il partage entièrement la conviction exprimée dans le résumé final et il est, tout comme le Gouvernement Impérial, d'avis que les Cabinets devraient ajourner toute démarche auprès de la Porte tendant à compléter l'œuvre des réformes jusqu'à nouvelle décision prise de commun accord par les Puissances.

En abondant dans le sens du Gouvernement Impérial, le Cabinet de Vienne saisit cette occasion pour préciser brièvement aussi de son côté le point de vue de la politique Austro-Hongroise vis-à-vis des événements qui viennent de se dérouler en Turquie et dont la Monarchie est la plus proche des témoins.

Lorsque — il y a bientôt cinq ans — le Cabinet de Vienne entra en collaboration avec l'Etat voisin pour doter les Vilayets de Salonique, Kossovo, et Monastir d'un système de réformes reconnues nécessaires, il le fit non seulement pour le bien des populations Macédoniennes, mais dans l'intérêt de l'Empire Ottoman même et mû par une idée éminemment pacifique et conservatrice.

Il s'agissait d'améliorer l'Administration Ottomane des trois vilayets.

Le mouvement politique qui vient de se faire en Turquie poursuit apparemment le même but ; sa méthode cependant est différente ; le mal est pris à sa racine et la réforme de l'Administration Turque commencée à Constantinople même pour être étendue à toutes les parties de l'Empire.

Nous ne pourrions que nous féliciter si ce nouveau système sanctionné par la décision de Sa Majesté le Sultan était appelé à réussir et s'il était possible d'arriver par cette voie à un état de choses également profitable à tous les ressortissants de l'Empire Ottoman sans différence

de religion ni de nationalité, ce qui était toujours dans les intentions de notre politique.

Dès le début de la crise actuelle le Cabinet de Vienne a été d'avis qu'une attitude réservée s'imposait aux Puissances et qu'il fallait éviter toute démarche intempestive qui risquerait d'aggraver la situation ; il n'a pas manqué de faire part de cette pensée au Cabinet de Saint-Petersbourg ainsi qu'aux autres Cabinets. La décision du Gouvernement Impérial Russe de surseoir à la présentation de son projet de réformes répond au même ordre d'idée, et c'est donc avec satisfaction que le Gouvernement Impérial et Royal s'empresse d'en prendre acte.

Le Cabinet de Vienne profite de cette occasion pour informer le Cabinet Impérial que les officiers de l'armée Austro-Hongroise détachés dans la gendarmerie Macédonienne, dont l'activité comme instructeurs et contrôleurs ne peut se faire valoir utilement dans les circonstances actuelles, ont été autorisés de partir en congé et de ne rejoindre leur poste que sur nouvel avis.

Note collective des Grandes Puissances (3 octobre 1908).

« Pour des motifs qui n'échapperont pas à la haute appréciation de la Sublime Porte, les Gouvernements de _____ auraient l'intention de mettre en congé *sine die* les officiers étrangers chargés de la réorganisation de la gendarmerie dans les trois Vilayets de _____ »

« L'activité de ces officiers comme instructeurs et contrôleurs ne saurait s'appliquer utilement dans les circonstances actuelles, mais comme ils sont liés au Gouvernement Impérial par un contrat, les Soussignés, au nom de leurs Gouvernements, prient le Ministère Impérial des Affaires Etrangères de vouloir bien leur faire connaître si l'exécution de la mesure ci-dessus énoncée rencontrerait des objections de la part du Gouvernement Impérial.

« Dans le cas où la Sublime Porte accepterait la proposition des Puissances il ne resterait qu'à régler d'un commun accord l'indemnité des officiers rappelés à la suite de leurs congés. »

Note Verbale du Gouvernement Ottoman.

Le Ministre des Affaires Etrangères a reçu la note collective que leurs Excellences MM. les Ambassadeurs de Russie, de France, d'Italie, d'Autriche-Hongrie et d'Angleterre ont bien voulu lui adresser le 3 octobre dernier, pour lui faire part de l'intention de leurs Gouvernements de mettre en congé *sine die* les officiers étrangers chargés de la réorganisation de la gendarmerie dans les trois Vilayets de Salonique, Cossovo, et Monastir.

En réponse, le Ministre des Affaires Etrangères a l'honneur de faire savoir à leurs Excellences MM. les Ambassadeurs que le Gouvernement Ottoman adhère à la proposition formulée dans cette note, et qu'il se réserve de régler d'un commun accord l'indemnité à attribuer aux officiers rappelés.

A cette occasion la Sublime Porte se fait un agréable devoir d'exprimer toute sa satisfaction, ainsi que ses remerciements, pour les services rendus par les susdits officiers dans l'accomplissement du mandat qui leur était confié, ainsi que pour l'activité dont ils ont fait toujours preuve.

Ministère des Affaires Etrangères, le 10 décembre 1908.

MAROC

Note remise le 5 janvier par le doyen du corps diplomatique à Tanger au Délégué du Sultan.

(Cf. ci-dessus, p. 218, réponse du Sultan.)

Les gouvernements signataires de l'acte d'Algésiras ont reçu la lettre datée du 4 de Ecada, 1.326, que Moulâï Hafid leur a envoyée par l'entremise du doyen du corps diplomatique à Tanger, en réponse à leur communiqué du 18 novembre.

Les gouvernements des pays représentés au Maroc ont accueilli avec satisfaction cette réponse dans laquelle ils ont vu la preuve que les explications qu'ils formulèrent dans leur note du 18 novembre dans l'intérêt même des relations d'amitié et de confiance qu'ils désirent maintenir avec l'autorité souveraine de l'empire chérifien répondent à la pensée de Moulâï Hafid.

Par conséquent, les puissances signataires de l'acte d'Algésiras ont décidé de reconnaître Sa Majesté Hafid comme sultan légitime du Maroc et ont chargé le doyen du corps diplomatique à Tanger de notifier cette reconnaissance au représentant de Sa Majesté dans cette ville.

ESPAGNE — ÉTATS-UNIS

Echange de notes concernant l'interprétation de l'accord du 1^{er} août 1906, entre l'Espagne et les Etats-Unis, relatif à la concession réciproque de tarifs.

Le Chargé d'affaires des Etats-Unis au Ministre d'Etat.

20 décembre 1906.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement des Etats-Unis, accédant au désir du Gouvernement de Sa Majesté d'éclair-

rer certains points obscurs dans le texte de l'Accord conclu entre l'Espagne et les Etats-Unis le 1^{er} août dernier, et de rendre effectif le dessein des deux Pays de s'accorder réciproquement le traitement de la Nation la plus favorisée, m'a autorisé à stipuler que le véritable sens et effet du second paragraphe de l'Accord sera celui-ci :

« Les produits naturels et manufacturés des Etats-Unis suivront à leur entrée en Espagne le régime de la seconde colonne (tarif minimum) du Tarif. Il est entendu que toute réduction de droits accordée par l'Espagne en vertu d'une loi ou d'accords commerciaux actuellement en vigueur ou qui seront conclus à l'avenir avec des Tiers sera immédiatement appliquée aux Etats-Unis, sauf l'unique exception des avantages spécialement concédés au Portugal.

« Il est convenu également que l'expression « Etats-Unis » employée dans ledit Accord comprend les territoires et possessions des Etats-Unis où sont appliquées les lois du tarif général relatives aux importations dans les Etats faisant partie de l'Union.

« La présente interprétation sera celle acceptée pour l'Accord en vigueur et la règle des droits respectifs des deux Pays en vertu dudit Accord. »

Signé : Robert M. WINTHROP.

Le Ministre d'Etat au Chargé d'affaires des Etats-Unis.

Madrid, 20 décembre 1906.

En réponse à la note de cette date par laquelle Votre Excellence dûment autorisée à éclairer, selon le désir du Gouvernement de Sa Majesté, certains points obscurs du texte de l'Accord conclu entre les Etats-Unis et l'Espagne le 1^{er} août dernier et à rendre effectif le dessein des deux pays de s'accorder réciproquement le traitement de la Nation la plus favorisée, expose le sens véritable à donner au paragraphe 2 dudit Accord, j'ai l'honneur de vous informer, au nom du Gouvernement de Sa Majesté, que, conformément à la note de Votre Excellence, le sens véritable dudit paragraphe sera celui-ci :

« Les produits naturels et manufacturés des Etats-Unis suivront à leur entrée en Espagne le régime de la seconde colonne (tarif minimum) du Tarif. Il est entendu que toute réduction de droits accordée par l'Espagne en vertu d'une loi ou d'accords commerciaux actuellement en vigueur ou qui seront conclus à l'avenir avec des Tiers sera immédiatement appliquée aux Etats-Unis, sauf l'unique exception des avantages spécialement concédés au Portugal.

« Il est convenu également que l'expression « Etats-Unis » employée dans ledit Accord comprend les territoires et possessions des Etats-Unis où sont appliquées les lois du Tarif général relatives aux importations dans les Etats faisant partie de l'Union.

« La présente interprétation sera celle acceptée pour l'accord en vigueur et la règle des droits respectifs des deux pays en vertu dudit accord. »

Signé : J. Pérez CABALLERO.

TROISIÈME PARTIE

SENTENCES ARBITRALES, LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

Sentence rendue par la Cour d'arbitrage de Cartago (Costa Rica) dans le différend entre les républiques de Honduras du Salvador et de Guatemala (1).

(19 décembre 1908.)

San José de Costa Rica, 20 décembre 1908.

Au ministre des affaires étrangères, Guatemala.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, conformément à l'article 24 de la Convention établissant une Cour de justice centre-américaine, le tribunal, sur la motion du juge-président, a résolu, dans sa séance tenue hier, à 9 heures du matin, d'adopter les règles suivantes pour le vote sur la sentence, dans le procès pendant entre les Républiques de Honduras, du Salvador et de Guatemala, sans préjudice à quoi que ce soit qui ait été établi comme mesure générale, dans des cas semblables, par les règles de la procédure.

1. Les votes seront recueillis conformément à un questionnaire arrêté par le président.

2. Le questionnaire devra se référer séparément à chacun des points de droits enfreints, conformément aux témoignages des parties intéressées, et pourra être modifié par consentement de la Cour, sur motion faite à cet effet par un juge, dans l'acte de sa présentation par le président.

3. Les votes porteront sur ce qui doit être partie décisive de la sentence et seront enregistrés sur un livre qui sera appelé *Registre des Votes*. Les minutes des débats constateront l'heure et la date du vote; elles seront signées par tous les juges et par le secrétaire, dans la même séance

(1) Cf. sur cet arrêt *Revue générale de Droit international public*, n° 1, p. 99.

et seront regardées comme la sentence du procès, pourvu que l'assentiment soit unanime ou réunisse la majorité; les parties intéressées recevront notification, avec la réserve établie à l'article suivant.

4. Le vote étant terminé, il faudra fixer un délai, ne dépassant pas le nombre de jours nécessaire pour compléter le délai légal pour rendre sentence, afin que la forme de la sentence votée, avec un rapport sur cette dernière et ses motifs, présentés par la personne à ce propre, et après approbation de ses contenus, soit insérée aux débats et sur un livre appelé *Répertoire de Sentences*, avec la date du vote, comme prescrit au précédent article, et soit dûment notifiée aux parties intéressées.

5. Des votes entièrement divergents, soit dans la substance, soit dans la forme, seront également insérés au *Répertoire des Sentences*, avec leurs motifs et raisons, si le juge en dissente, et seront de même présentés au secrétaire, en ce cas dans le délai visé par l'article 3, ainsi que pour le Salvador et le Guatemala, relativement à la responsabilité mise à leur charge, au sujet de la révolution qui eut lieu dans le premier des pays désignés plus haut, au mois de juillet de la présente année.

Le juge-président a soumis au vote, pour la sentence qui doit décider de la controverse, le questionnaire suivant :

Première question. — L'exception, quant à l'inadmissibilité de la réclamation, opposée par le représentant de la République de Guatemala, se fondant sur ce que ce pays avait entamé des négociations pour un règlement par les Chancelleries (Légations) respectives sans qu'il y ait été répondu, doit-elle être déclarée valable ?

Deuxième question. — L'exception opposée par la même partie, quant à l'insuffisance de l'accusation pour motiver un procès, vu qu'elle n'était pas accompagnée par les témoignages respectifs, quand elle fut d'abord présentée à l'examen et que la transmission (*traslado*) fut admise, doit-elle être déclarée valable ? et doit-il être déclaré que le Gouvernement de la République du Salvador n'a pas violé l'article 17 du traité général de paix et d'amitié conclu à Washington le 20 décembre 1907, en ne procédant pas à l'internement et au jugement des exilés du Honduras, qui menaçaient l'intégrité de leur patrie ?

Troisième question. — Est-il prouvé et sera-t-il déclaré que le Gouvernement de la République du Salvador a violé l'article 17 du traité général de paix et d'amitié conclu à Washington le 20 décembre 1907, en ne procédant pas à l'internement et au jugement des exilés du Honduras, qui menaçaient l'intégrité de leur patrie ?

Quatrième question. — Est-il prouvé et sera-t-il déclaré que le Gouvernement du Salvador a violé l'article 20 de la Convention supplémentaire audit traité en protégeant ou encourageant le mouvement révolutionnaire ?

Cinquième question. — Est-il prouvé et sera-t-il déclaré que le Gouvernement du Salvador a contribué par une coupable négligence à la réalisation dudit attentat politique ?

Sixième question. — L'accusation produite contre le Gouvernement du Salvador doit-elle, en conséquence, être admise, et ce dernier être, pour cette raison, condamné à payer les pertes et dommages réclamés ?

Septième question. — Est-il prouvé et sera-t-il ainsi déclaré que la République de Guatemala a violé l'article 17 du traité général de paix et d'amitié conclu à Washington le 20 décembre 1907, en ne procédant pas à l'internement et au jugement des exilés du Honduras, qui menaçaient la paix de leur patrie ?

Huitième question. — Est-il prouvé et sera-t-il ainsi déclaré que le Gouvernement de la République de Guatemala a violé l'article 2 de la Convention supplémentaire audit traité en protégeant et fomentant ledit mouvement révolutionnaire ?

Neuvième question. — Est-il prouvé et sera-t-il ainsi déclaré que le Gouvernement de Guatemala a contribué, par un coupable manque de diligence, audit attentat politique ?

Dixième question. — L'action intentée contre le Gouvernement de Guatemala doit-elle, en conséquence, être déclarée en ordre, et ce dernier sera-t-il, pour ce fait, condamné à indemniser les pertes et dommages réclamés ?

Onzième question. — La ou les parties perdantes seront-elles condamnées aux frais de l'action ?

Les votes ont été émis avec les résultats suivants :

Première question. — Les cinq juges ont répondu négativement.

Deuxième question. — Les juges ont répondu négativement.

Troisième question. — Les juges Gallegos, Bocanegra et Astua ont répondu négativement ; Ucles et Madriz, affirmativement.

Quatrième question. — Les juges Gallegos, Bocanegra, Madriz et Astua ont répondu négativement et Ucles affirmativement.

Cinquième question. — Les juges Bocanegra et Astua ont répondu négativement ; Ucles et Madriz, affirmativement ; et, ensuite, les juges Gallegos, Bocanegra et Astua ont répondu négativement et le juge Ucles, affirmativement.

Sixième question. — Les juges Gallegos, Bocanegra et Astua ont répondu négativement et Ucles et Madriz, affirmativement.

Septième question. — Les juges Gallegos, Bocanegra et Astua ont répondu négativement, et Ucles, affirmativement.

Huitième question. — Les juges Gallegos, Bocanegra, Madriz et Astua ont répondu négativement, et Ucles, affirmativement.

Neuvième question. — Les juges Gallegos, Bocanegra, Madriz et Astua ont répondu négativement et Ucles, affirmativement.

Dixième question. — Les juges Gallegos, Bocanegra, Madriz et Astua ont répondu négativement, et Ucles, affirmativement.

Onzième question. — Les juges Gallegos, Bocanegra, Madriz et Astua ont répondu négativement, et le juge Ucles a demandé qu'une sentence

de condamnation fût prononcée contre les Gouvernements des Républiques du Salvador et de Guatémala.

Du vote précédent, tel qu'il a été établi, résulte la sentence du procès repoussant, en tant que les deux Hautes Puissances accusées sont concernées, l'action portée contre elles, sans condamnation aux frais.

Signé par JOSÉ ASTUA AGUILAR, SALVADOR
GALLEGOS, ANCEL M. BOCANEGRA, ALBERTO
UCLES, JOSÉ MADRIZ, ERNESTO MARTIN,
secrétaire.

J'ai le plaisir de réitérer à Votre Excellence l'assurance de mon très profond respect.

Signé : ERNESTO MARTIN.

CHINE

Décrets concernant les Réformes constitutionnelles.

Traduction de l'*Echo de Chine* du 20^e jour de la 11^e lune
(25 décembre 1907.)

Nous avons reçu respectueusement de notre sainte mère l'impératrice douairière le décret suivant :

L'an dernier, nous avons publié les décrets impériaux destinés à la préparation de l'établissement des lois constitutionnelles ; nous voyions, à ce moment-là, que cette affaire a une très grande importance, pleine de nombreux articles et de règlements et qu'il faut la faire sans négligence ; nous savions également que, si dans cette Cour il y a de parfaits règlements et que le peuple sait bien tout ce qu'il doit faire, nous pourrions alors publier le décret ordonnant que les lois constitutionnelles soient mises en pratique dans un délai fixé.

En ce moment-ci, nous voyons que l'on est encore à la préparation des lois constitutionnelles, et qu'on ne peut encore les mettre en pratique. Si on lit les décrets récents relatifs aux lois constitutionnelles, on comprendra bien notre pensée.

De plus, établir tôt ou tard ces lois constitutionnelles dépend complètement de la sympathie du peuple ; c'est pourquoi, nous, vos souverains, et vous tous, nos sujets, nous devons tous être décidés à toujours les étudier afin de les mettre en pratique graduellement et jouir de communs intérêts.

Seulement la monarchie constitutionnelle de toutes les nations étrangères est attribuée et appartient au gouvernement suprême, et les diverses administrations de leur cour sont, quand même, approuvées et jugées par les avis des populations ; mais la Cour suprême a le droit de juger et réglementer uniquement tout ce que le peuple a jugé et approuvé.

Pour le peuple on peut en effet établir des associations, organiser des séances et des réunions et faire des discours pour montrer la marche des lois constitutionnelles, mais la Cour doit s'en occuper afin que tout le monde agisse d'après les lois et les règlements.

Nous croyons que, dans toutes les nations de ce monde, une personne qui viole une loi ne peut être considérée comme une personne faisant cas des lois constitutionnelles ; à combien plus forte raison pour la Chine qui, depuis la plus haute antiquité, conservait tous les rites et ne faisait cas des affaires et instructions extérieures, et adopte actuellement les divers règlements de toutes les nations étrangères, qui veut bien que son peuple marche conformément aux documents rituels et aux instructions civilisées de son empire ?

La Cour suprême, au sujet de la préparation des lois constitutionnelles, a grand désir et vive espérance ; cependant, parmi le peuple, les

marchands, les lettrés, et même les notables, il y en a en effet beaucoup qui savent bien remplir leur devoir et suivre les rites ; mais nous sommes sûre qu'il y en a aussi certainement quelques-uns, faciles à se mettre en colère et ignares qui, sous le prétexte de faire l'établissement des lois constitutionnelles, se concertent pour s'intéresser dans les affaires politiques, intérieures et étrangères, ce qui provoque beaucoup de fautes dans les bonnes choses. De mauvaises doctrines surgissent à l'occasion, et de nombreuses oppositions aux lois constitutionnelles se manifestent, ce qui est vraiment un grand empêchement à l'établissement de ces lois et à l'ordre du pays.

Ainsi, nous aurons la joie de voir que ces lois seront mises en pratique, et de faire fortifier notre empire, car, bien que les propositions du peuple doivent pénétrer jusqu'à la Cour suprême, celle-ci a le droit de modérer le peuple, afin qu'il ne soit pas irrité et colère contre la Cour et ses supérieurs.

De plus, les peuples des pays où sont établies les lois constitutionnelles, doivent tous participer à la conservation de l'ordre du pays et de ses vertus ; nous avons ce même projet en établissant des conseils dans la Cour et dans les provinces dont les membres seront élus d'après les règlements fixés qui indiqueront très clairement les droits de l'ouverture ou de la fermeture des associations et des diverses séances ou réunions.

Dans ces règlements, la Cour a permis qu'on parle des affaires politiques, mais elle ne veut pas autoriser tout le monde à y prendre la parole.

Actuellement, nous avons déjà fait établir à la Cour de Pékin le bureau de contrôle administratif et politique et le conseil d'Etat ; et dans les provinces, les conseils provinciaux : ce qui est tout à fait le fondement du Sénat et de la Chambre des députés. Désormais, ces trois assemblées auront le droit de s'occuper des besoins et des maux du peuple de toutes les provinces.

Si les conseillers des provinces émettent des avis vraiment bons et utiles à l'empire, ils pourront nous les faire présenter par l'intermédiaire des hauts mandarins du pays, ou des conseillers de la Cour de contrôle administratif et politique, ils ne pourront jamais nous les faire parvenir directement ; ils ne devront aussi faire témérairement des discours qui pourraient exciter le peuple à des mouvements pouvant nuire beaucoup à la paix de l'empire.

En plus de l'ordre au *Ming-tcheng-pou* (ministre de l'Intérieur) et au *Fa-pou* (ministre de la Justice) de se hâter de fixer les règlements pour les journaux indigènes et les imprimeries, nous commandons encore au bureau chargé des lois constitutionnelles et au ministère de l'Intérieur d'instituer ensemble les règlements relatifs aux assemblées ou associations officielles du pays d'après ceux des nations étrangères, qui s'accommoderont à la Chine, et de nous en faire part en toute hâte par rapport détaillé afin que nous puissions les publier et les mettre en pratique.

S'il y a, à l'avenir, des hommes qui s'adonnent à exciter les popula-

tions, à se soulever pour faire du mal à l'empire nous, les punirons d'après des lois très sévères et ne leur accorderons jamais le pardon.

Nous ordonnons, en outre, à tous les mandarins de dire à leurs sujets de se conformer attentivement à ce décret que nous faisons paraître aujourd'hui. Si quelqu'un ose agir à ce sujet avec négligence et laisse les habitants faire à leur gré au point qu'il y ait un grand préjudice pour l'empire, nous en rendrons responsables les mandarins de la localité et ceux-ci ne pourront jamais s'excuser de leur faute. Respect à ceci.

Ampliation reçue du Cabinet.

Edit impérial.

DU 20^e JOUR DE LA 11^e LUNE
(25 décembre).

Nous avons reçu avec vénération l'expression de l'admirable volonté de l'Impératrice douairière, miséricordieuse et bénie, assistée du premier principe, notre mère adoptive prévoyante et éclairée, ferme et parfaite, vénérable en sa longévité, sage et éminemment glorieuse.

Elle nous rappelle que, l'an dernier, nous avons déjà publié des édits pour préparer l'établissement de la constitution, que dans son ensemble cette affaire comporte naturellement de nombreuses complications et une importante réglementation sans lesquels elle ne pourrait être menée à bien.

Pour la réaliser, en effet, il faut, d'une part, que les lois en préparation soient achevées et, d'autre part, que les efforts du peuple pour les connaître et s'y conformer aient produit leur résultat. Lorsque ces conditions seront réalisées, nous pourrons dès lors promulguer la constitution et fixer la date de son entrée en vigueur. Ce moment marquera la fin de la période préparatoire ; puis, des édits rendront notre volonté plus évidente encore ; il conviendra aussi d'observer le degré de capacité du peuple pour déterminer le moment précis où la constitution recevra une réelle exécution.

Nous, prince et sujets, supérieurs et inférieurs, tous et chacun, devons donc nous appliquer de toutes nos forces à l'étude et compter ensuite sur nos efforts réciproques pour pouvoir atteindre la date où, les lois constitutionnelles étant enfin établies, nous jouirons ensemble de leurs bienfaits.

Or, dans tous les Etats où l'organisation politique est à forme de monarchie constitutionnelle, l'autorité gouvernementale suprême appartient à la Cour. Les affaires politiques du peuple sont l'objet de délibérations publiques, lesquelles sont sollicitées par le peuple (là plèbe) ; et, comme devant, c'est de la Cour elle-même qu'émane la puissance directrice.

Les assemblées du peuple sont le fondement de la société politique et tout y est discuté pour que personne ne soit sans statut légal.

Par suite, dans chacun de ces Etats, il n'y a pas de motifs pour attenter aux lois et se révolter contre la hiérarchie qui établit la constitution.

A plus forte raison, la Chine, qui, depuis si longtemps, attache la plus haute importance à ses rites, qui, abdiquant son amour-propre, étudie avec un zèle tout particulier les législations étrangères, doit-elle conserver, comme par le passé, les rites et les doctrines qui lui sont propres.

La Cour prépare la constitution et elle en espère les plus grands biens dans un temps donné, car, en ces dernières années, dans nos provinces, les notables, les commerçants, les lettrés et le peuple qui suivent leur devoir et qui comprennent les rites, sont certainement fort nombreux ; toutefois, parmi eux, il y en a également beaucoup qui, grossiers, brutaux et ignorants, n'entendent rien aux affaires politiques.

S'il arrive quelque événement d'ordre intérieur ou extérieur, ils parlent aussitôt entre eux de la constitution, et s'entraînent les uns les autres à médire de la préparation en cours ; ils font ainsi un vacarme assourdissant (1), ils propagent des hérésies et celles-ci se répandant peu à peu, à la longue, on peut gravement craindre que tous ces discours mensongers, qui s'élèvent tel le bourdonnement d'un essaim de guêpes, n'occasionnent des troubles et des confusions, ne portent les inférieurs à mépriser les supérieurs et ne substituent une agitation désordonnée au régime légal. Cela même est un obstacle à l'établissement des lois constitutionnelles, l'administration de la paix publique en est fort troublée et l'on peut craindre que le moment où la constitution pourra entrer en vigueur ne soit reculé à une date incertaine.

En effet, bien que les vœux du peuple doivent parvenir jusqu'à nous, ses sentiments ne doivent nullement se manifester dans le tumulte.

Les régnicoles des Etats constitutionnels doivent tous attacher le plus grand prix à l'ordre et à la paix publique. Si, chez eux, on institue des Parlements, c'est uniquement pour recueillir les délibérations sur les affaires générales, mais les élus et les électeurs ont des pouvoirs déterminés ; la convocation des assemblées et leur dissolution sont également fixées, il en est de même des objets sur lesquels on délibère, ceux-ci sont régis par des règlements qui les délimitent minutieusement. Il est évidemment certain que ce ne sont pas tous les hommes qui doivent discuter ; que ce ne sont pas toutes les affaires qui doivent être soumises à l'examen préalable des conseillers.

Actuellement, à la capitale, la direction des affaires politiques ; dans les provinces, les Conseils délibératifs ont déjà été institués par décret

(1) La traduction littérale, « ils font ainsi tous en chœur, à leur fantaisie, une belle musique ».

afin de constituer les bases du futur Parlement ; désormais, les affaires de chaque province devront être discutées en détail et soigneusement par ces Conseils. S'il y a quelques questions qui aient un réel intérêt qui doivent nous être présentées, on pourra solliciter sur ce sujet l'avis des grands fonctionnaires de la province qui en enverront à la Direction des affaires politiques un compte rendu succinct.

On devra faire en sorte de ne pas se passer de ces intermédiaires et ne pas communiquer sans tenir compte de la hiérarchie afin de ne pas troubler le fonctionnement de l'administration. On ne devra pas non plus tenir des discours susceptibles de provoquer de l'agitation et de nuire à la paix publique.

En outre des lois sur la presse qui ont déjà été décrétées, et pour lesquelles le ministère de la Justice et celui de l'Intérieur se sont empressés d'assurer les travaux de revision, nous ordonnons que l'office de l'examen préparatoire de la Constitution se concerte avec le ministère de l'Intérieur et que tous deux ensemble, après avoir considéré les règlements par lesquels, dans les sociétés officielles, on délimite les droits politiques, comparé à cet égard la Chine et l'étranger, ils fassent un projet de statuts pour fixer ces limites en ce qui concerne la Chine, qu'après avoir fait là-dessus une enquête, ils nous en avisent en toute hâte et qu'ils sollicitent de nous la mise à exécution de leurs décisions.

S'il se trouve des gens qui, aimant les mauvaises affaires, s'assemblent subrepticement pour exciter les passions populaires, fomentent des troubles et causer des calamités, c'est ce que les lois de l'Etat ne permettent pas de tolérer ; il convient donc de réprimer sévèrement les agissements de ces gens.

Nous ordonnons en outre que, tant à la capitale que dans les provinces, à chaque tribunal, les gouverneurs fassent une proclamation à leurs ressortissants pour que ceux-ci obéissent en tremblant au présent (édit) et que, par la suite, notre volonté soit réellement exécutée.

Si (les magistrats) se permettant de suivre leurs sentiments d'indulgence, occasionnent par là des calamités, les administrations qu'ils dirigent ne pourront pas se soustraire à leur responsabilité. Respect à ceci.

ITALIE

Décret du 25 janvier 1909 interdisant l'importation des vignes américaines provenant de France.

Article premier. — A partir du 1^{er} avril 1909 est interdite l'importation de vignes ou parties de vignes américaines provenant de France. Par exception toutefois, et sur autorisation spéciale du Ministre, l'importation de vignes américaines destinées aux pépinières de l'Etat dans un but d'étude sera permise.

Art. 2. — En conséquence, est abrogé le décret ministériel du 27 novembre 1899 qui réglementait l'importation en Italie des vignes américaines provenant de France.

(*Gazette officielle d'Italie*).

ESPAGNE

Abrogation de la loi autorisant l'entrée en franchise des vins français destinés à être mélangés avec des vins nationaux.

L'article 28 de la loi des finances pour l'année 1909 contient les dispositions suivantes :

Est abrogée la loi du 14 juillet 1894 qui autorise l'entrée en franchise des vins français destinés à des entrepôts spéciaux pour être mélangés avec des vins nationaux et ensuite réexportés.

Les entrepôts spéciaux existants opéreront les coupages et exportations des vins qu'ils auront reçus en franchise dans les détails établis par les règlements.

(*Gaceta de Madrid*).

BULGARIE

Suppression du monopole du sel ; établissement d'un impôt de consommation et d'un droit d'importation sur le sel.

La loi du 10-23 décembre 1908, publiée à l'*Officiel* de Bulgarie, rend libre le commerce du sel dans ce pays à partir du 1-14 janvier 1909. Le sel indigène ou étranger est soumis à un impôt de consommation de 7 fr. 50 par 100 kil. ; le sel étranger paiera de plus un droit d'entrée de 1 fr. 50 par 100 kilogr. Les anciens impôts d'octroi, statistique, etc, sont supprimés par la nouvelle loi.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Le discours du chancelier de Bulow au Reichstag.

(29 mars 1909.)

Au Reichstag, le 29 mars, le chancelier de Bülow a prononcé, à propos de la politique étrangère de l'Allemagne, un important discours dont nous publions une analyse très complète.

« Messieurs, avant de m'étendre plus longuement sur la crise orientale, je désire vous entretenir de certains points qui ont eu pour notre politique un intérêt particulier depuis le dernier discours prononcé devant vous. Je veux parler avant tout de la visite des souverains anglais.

Je n'hésite pas à qualifier cette visite qui s'est passée sans aucun incident discordant et d'une manière parfaitement harmonique comme un événement heureux sous tous les rapports. L'accueil cordial que le couple royal britannique a reçu tant de la part de la cour que de notre population entière et l'écho que ce séjour a éveillé en Angleterre et qu'on a retrouvé dans le discours du trône ainsi que dans la discussion à la Chambre des communes, a donné aux deux peuples la conscience du respect réciproque qu'ils se témoignent dans une rivalité pacifique.

On a vu par là que leurs rapports ne peuvent être aussi facilement rompus que certains l'envisageaient, car sans compter les sentiments idéaux le travail matériel des deux peuples est lié par une solidarité réciproque. »

Le chancelier passe ensuite à la convention marocaine. Il expose au Reichstag les grandes lignes de la politique allemande, et dépeint les préjudices résultant, pour les intérêts allemands et les intérêts français au Maroc, de contrastes et de frottements entre les deux pays. La convention a été conclue pour prévenir ces préjudices. Elle a pour but de rendre possible une collaboration amicale des deux puissances. Elle a été approuvée dans l'un et dans l'autre pays.

Il me paraît que je vous éclairerai de la façon la plus courte en vous donnant lecture des extraits suivants d'une dépêche que j'ai envoyée le 25 février à notre ministre à Tanger. « Les froissements de ces années dernières entre l'Allemagne et la France à l'occasion du Maroc ont eu

leur répercussion fâcheuse sur les autres relations mutuelles des deux pays et aussi sur leurs rapports avec les autres nations et sur la situation politique générale. Comme l'importance pratique des points de vue contraires, soutenus par les deux parties, n'est pas en proportion avec les dommages causés par la manière de les soutenir, on a, des deux côtés, senti depuis quelque temps le besoin de faire disparaître cette divergence de vues.

« A part ces considérations d'une nature politique générale, les deux gouvernements sont en outre arrivés à la conviction que l'état de choses existant jusqu'ici était un obstacle au développement prospère des intérêts locaux des deux peuples au Maroc même, et aussi à l'ouverture de ce pays et à l'assainissement de sa situation, qui sont d'un intérêt spécial pour l'Allemagne comme pour la France. »

C'est de ces considérations de nature générale et de nature politique locale qu'est sortie la convention du 9 février, qui a pour but de modifier la situation ayant existé jusqu'ici.

La convention concernant le Maroc assure à la France, qui est spécialement intéressée au maintien de la tranquillité et de l'ordre dans ce pays, une influence politique non injustifiée, sans lui donner la possibilité de s'appropriier le Maroc, sous une forme quelconque.

D'autre côté, la convention assure à l'Allemagne la liberté des entreprises commerciales et industrielles dans un Maroc indépendant et répondant à son étendue actuelle, ainsi que la possibilité de prendre part aux entreprises commerciales et industrielles des Français et de tirer profit de leurs acquisitions.

La convention a pour but de remplacer l'antagonisme par le travail en commun, en vue d'ouvrir le Maroc conformément au désir des deux gouvernements.

Elle a déjà eu dans l'atmosphère calme des derniers temps quelques résultats d'un caractère pratique, et des instructions précises ont été données pour assurer l'observation rigoureuse et loyale de l'arrangement et établir la coopération pacifique des représentants des deux gouvernements au Maroc. Je suis heureux de constater que l'opposition faite à la convention dans les deux pays a été insignifiante et n'a pu l'emporter sur l'approbation presque générale qui s'est manifestée.

On a pu entendre chez nous certaines personnes parler de l'inconséquence de la politique allemande. On peut, en se plaçant au point de vue historique, leur montrer que si la méthode n'a pas toujours été la même, l'objectif n'a jamais varié.

Le temps et les circonstances changent perpétuellement. Aussi, me semble-t-il qu'en politique la méthode importe moins que le résultat pratique. Le reproche d'inconséquence qu'on nous adresse se fonde, ce me semble, sur une conception erronée du but que poursuit la politique allemande au Maroc.

Nous faut-il admettre que dans un pays où nous ne possédons aucun intérêt politique et où nous n'avons jamais aspiré à en posséder, nous

devions susciter à la France, qui, elle, possède des intérêts naturels très considérables, de constantes difficultés ?

Il existe, il est vrai, une fraction de l'opinion qui trouverait bon que contre un pays qui fut jadis notre ennemi acharné nous nous posions en adversaires toujours et partout, ouvertement et en secret, et particulièrement aux endroits où sa susceptibilité est particulièrement éveillée, comme au Maroc; ceci, pour ce seul motif qu'un temps peut venir où nous aurions de nouveau à croiser le fer avec lui.

Je pourrais appeler cette théorie la théorie de la politique tortueuse qui travaille derrière et de biais et cherche à tenir ouvertes les blessures des autres. J'ai déjà dit ici une fois à ce sujet qu'il n'est pas digne d'une grande nation et qu'il n'est pas non plus de son intérêt de vouloir vivre des discussions des autres.

La conscience d'une communauté de civilisation s'est affirmée de telle sorte, au siècle dernier, parmi les nations civilisées, que la politique de malveillance à l'égard d'autrui engendre la défiance chez tous et fait tort en dernier lieu à sa propre patrie.

Je tiens pour complètement erroné le fait d'en appeler ici au prince de Bismarck. Vous savez, messieurs, que le prince de Bismarck considérait comme utile que la France cherchât à employer ses forces dans le domaine colonial. A son époque, le Tonkin était pour la France une blessure saignante et douloureuse.

Lorsqu'un jour les archives s'ouvriraient, on reconnaîtra alors comment le grand homme fit tout son possible pour retenir le gouvernement chinois sur la pente d'entreprises belliqueuses : c'était là le contraire d'une politique prenant plaisir aux malheurs d'autrui.

L'empire d'Allemagne est assez grand et assez fort pour poursuivre une politique claire, ouverte, droite ; et c'est comme un résultat de cette politique que je considère aussi la convention au sujet du Maroc.

M. de Bülow a abordé ensuite la question d'Orient et a expliqué la ligne de conduite de l'Allemagne. Le chancelier traite de légende l'allégation de ceux qui prétendent qu'il aurait, au début, hésité sur la situation que devait prendre l'Allemagne à l'égard de l'annexion de la Bosnie ; il communique à ce sujet d'assez longs extraits de documents et donne lecture des instructions envoyées à l'ambassadeur d'Allemagne un jour avant la proclamation de l'annexion, instructions dans lesquelles il indique comme conduite sûre la fidélité à l'alliance, dont on ne saurait se départir.

Le jour suivant, des instructions données à Londres à notre représentant auprès du gouvernement anglais affirmaient d'un côté notre sympathie sincère pour le mouvement jeune-turc, d'un autre côté, notre résolution de ne pas délaisser notre alliée.

Le 13 octobre, nous communiquons à Londres que l'Allemagne ne pourrait, pas plus que l'Autriche-Hongrie, accepter la discussion de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine devant la conférence. Le même

jour, nous faisons savoir à Vienne que l'empereur d'Allemagne, animé d'une amitié inébranlable pour l'empereur François-Joseph, approuvait la politique allemande de remplir les devoirs de l'alliance, et que l'Autriche-Hongrie, même au milieu de graves complications, pouvait compter sur le concours de l'Allemagne.

Il est injuste de reprocher au gouvernement allemand d'avoir épousé la cause de l'Autriche-Hongrie avec un zèle superflu et de s'être exposé inutilement au danger, dans l'intérêt des autres.

Ce reproche ne saurait s'appuyer sur la doctrine de Bismarck. Celui-ci a en effet déclaré, en 1888, qu'un Etat comme l'Autriche-Hongrie, si on le laissait dans l'embarras, ne manquerait pas de devenir hostile et de se joindre aux ennemis de son alliée fidèle.

Soutenir l'Autriche est conforme aux intérêts de l'Allemagne. Si nous n'avions pas soutenu l'Autriche, nous nous serions bientôt trouvés face à face nous-mêmes avec le même groupement de puissances auquel l'Autriche aurait été obligée de céder.

Si l'Allemagne avait essayé de soutenir l'Autriche d'une façon moins franche, elle eût encouragé les adversaires de l'Autriche à infliger à celle-ci une défaite diplomatique dont une conséquence eût été d'affaiblir la position de l'Allemagne en Europe.

L'influence exercée par les deux alliées agissant de concert s'en fût trouvée réduite.

L'union étroite avec l'Autriche constitue un gage précieux de la paix. La publication du traité d'alliance a déjà eu un effet pacificateur. Aujourd'hui, la constatation que l'alliance n'a rien perdu de sa force ne peut qu'agir dans le même sens.

Les Allemands embrassent toujours volontiers la cause de la justice, et c'est même une particularité du caractère allemand que de tenir de préférence pour juste la cause qui est la plus faible. Cette fois, tout scrupule est inutile. Dans son conflit avec la Serbie, l'Autriche a le droit de son côté.

L'annexion est la phase dernière d'une œuvre de civilisation poursuivie depuis trente ans avec l'assentiment des puissances.

La façon dont la Bosnie-Herzégovine a été administrée par l'Autriche constitue une œuvre admirable de civilisation.

Le droit a reçu formellement satisfaction à la suite des pourparlers avec la Turquie, et les deux parties ont lieu de se réjouir d'une entente inspirée d'une profonde sagesse politique.

On ne peut se passer de la reconnaissance formelle des autres puissances signataires, mais l'assentiment de la Serbie n'est pas nécessaire. Dès le début, l'Autriche-Hongrie, à bon droit, a repoussé sous toutes les formes cette conception. Les Serbes n'ont aucune raison de droit pour eux ; leurs armements sont un jeu dangereux. Lors même que la paix européenne ne serait pas mise en péril à l'occasion de la Serbie, il ne s'ensuit aucunement que l'Autriche-Hongrie ou la Turquie devrait céder aux aspirations de la Serbie. Ceux qui contribuent d'une ma-

nière quelconque à encourager les aspirations serbes encourent une grande responsabilité.

Le besoin de paix que ressent l'Europe est assez fort pour empêcher une conflagration générale. Les directeurs de la politique russe, en particulier le tsar Nicolas, se sont assuré par l'attitude qu'ils ont récemment prise la gratitude de tous les amis de la paix. L'Allemagne n'a pas eu, dès le commencement, d'objections de principe contre la conférence, si toutes les puissances y prennent part et s'entendent à l'avance sur les points litigieux, c'est-à-dire par conséquent si le programme de la conférence est strictement fixé et limité. »

Répondant au reproche que l'Allemagne ne s'est pas bornée à une action purement médiatrice, le chancelier s'exprime ainsi :

« L'Allemagne a fait des efforts dans ce sens, en tant que s'offrait une base de médiation, entre Vienne et Constantinople et entre Vienne et Saint-Petersbourg ; ses propres intérêts et sa fidélité à l'Autriche-Hongrie ont limité les possibilités de sa médiation. L'histoire de l'Allemagne nous donne un avertissement de prudence quand il s'agit de médiation. La pensée directrice de Bismarck au congrès de Berlin avait été de préserver l'Europe d'une guerre. Bismarck y réussit, mais l'Allemagne s'attira par là la colère et la défiance des parties en conflit ; on nous lança à la tête les débris des vieux espoirs déçus, et l'Allemagne, qui avait maintenu la paix, se trouva elle-même, peu après le congrès, en danger d'avoir une guerre. L'Allemagne demeure fidèle à l'Autriche, et ce faisant, protège aussi ses propres intérêts et assure le plus efficacement la paix. »

Le chancelier a abordé ensuite le problème d'une entente anglo-allemande au sujet des constructions navales. On sait que le prince de Bülow attache une importance particulière aux déclarations qui suivent. Il n'improvise pas, il lit un texte préparé d'avance.

Comme je l'ai fait déclarer le 23 mars, dans la séance de la commission du budget, des échanges de vues n'ayant aucun caractère officiel ont eu lieu entre des personnalités autorisées d'Allemagne et d'Angleterre, au sujet d'une entente anglo-allemande portant sur l'ampleur des programmes de constructions navales, et sur les dépenses résultant de ces constructions. Mais jamais il n'a été fait par l'Angleterre de proposition sur laquelle on pût baser des négociations officielles.

Les gouvernements allemands conrédérés ne songent aucunement à rivaliser avec les forces maritimes de l'Angleterre en construisant une flotte allemande. Nos armements navals sont uniquement destinés à protéger nos côtes et notre commerce. Notre programme de constructions a été rendu public. Il ne renferme aucune disposition secrète ; nous ne dissimulons absolument rien, et nous n'avons pas l'intention d'activer nos constructions de façon à devancer les délais que prévoit la loi navale.

Tous les bruits contraires à cette affirmation sont faux. C'est au plus tôt à l'automne de 1912 que nous aurons, prêts à être utilisés, et con-

formément aux prévisions de la loi navale, treize grands navires nouveaux, dont trois croiseurs cuirassés.

En ce qui concerne l'attitude des gouvernements confédérés envers l'idée de désarmement, le chancelier renvoie au discours qu'il a prononcé le 30 avril 1907, avant la réunion de la seconde conférence de la Haye, et à celui du 10 décembre 1908.

« Depuis lors, dit-il, il n'a été trouvé aucune formule qui tînt compte des divergences considérables entre les intérêts des divers peuples et offrit une base de négociations favorable. Tant que fera défaut toute base de ce genre ayant un caractère pratique, le gouvernement allemand devra maintenir son point de vue, à savoir que toutes négociations portant sur la limitation des constructions navales — peu importe qu'elles se poursuivent entre deux puissances ou davantage — ne permettent d'espérer aucun résultat pratique.

Le point de vue des gouvernements confédérés est dicté par des mobiles pacifiques et humanitaires ; il est en parfaite harmonie avec l'orientation pacifique imprimée pendant des siècles à la politique allemande dans son ensemble. Si donc nous continuons à rester sur la réserve, il n'y a rien là dont une puissance doive être surprise ou qu'elle puisse considérer comme peu amical, d'autant plus qu'en cela nous nous bornons à user du droit tout naturel de ne pas admettre de discussion avec des étrangers au sujet de question d'ordre intérieur.

Le gouvernement impérial continuera à considérer comme son devoir de favoriser les tendances à l'amitié entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne et à s'employer à établir des relations réciproques qui ne laissent aucune place aux soupçons. »

Après avoir lu cette partie de son discours, M. de Bülow a remercié les représentants des « partis bourgeois », qui ont accordé au chancelier leur appui dans les questions de politique extérieure. Cette approbation des partis bourgeois est précieuse pour la direction de la politique des gouvernements confédérés, surtout dans des périodes aussi graves.

L'attitude de l'Allemagne en Perse ne s'est pas modifiée ; l'Allemagne n'a en Perse que des intérêts économiques basés sur le traité de commerce conclu avec le gouvernement persan, et ils seront les mieux défendus par le maintien de l'indépendance et de l'intégrité persanes ainsi que de la liberté du commerce.

L'accord anglo-russe ne touche à aucun de ces points ; il s'engage au contraire à respecter l'intégrité et l'indépendance de la Perse ainsi que le principe de la porte ouverte, et, en outre, nous avons reçu ces derniers temps encore de Londres et de Saint-Petersbourg des déclarations spontanées qui le confirment. Nous n'avons donc pas de raison pour nous opposer à cet accord, et il est conforme à notre politique générale à l'égard de la Perse de ne pas nous y mêler des questions intérieures. Si la Russie et l'Angleterre interviennent dans ces questions, nous reconnaissons que ces deux puissances ont, pour des raisons territo-

riales, un intérêt particulier au maintien de l'ordre et de la tranquillité en Perse. Nous n'avons donc aucun motif de nous départir de la réserve que nous avons observée jusqu'à présent. »

Revenant sur la politique allemande au Maroc, le prince de Bülow répond à certaines critiques qu'il ne voit pas d'intérêt à rouvrir d'anciennes disputes.

Si nous voulons entretenir de bonnes relations avec la France, et c'est ce que nous désirons tous ici, il faut avant tout observer les ménagements dont les deux peuples doivent user après de longues et difficiles explications diplomatiques. Je veux toutefois reparler encore une fois du voyage de l'empereur à Tanger, que j'ai conseillé et que, je le répète, je couvre de toute ma responsabilité. Je n'ai rien à retirer de ce que j'ai dit à ce propos en 1906, mais je proteste contre le reproche d'inconséquence. Rien n'est éternel en politique ; le but, c'est-à-dire le bien, la grandeur et la puissance de la patrie, subsiste ; mais les moyens changent selon l'opportunité. Un membre distingué de ce Parlement, et qui me voulait du bien, feu M. Louis Bamberger, me disait un jour : « Je crois bien que le secret de la politique étrangère consiste en réalité dans une certaine inconséquence audacieuse. » La politique extérieure ne peut se régler sur un programme fixé d'avance dans tous les détails, mais elle est au contraire l'art de compter avec des facteurs donnés dans l'ordre mouvant des choses.

Quant au télégramme au président Krüger, le chancelier déclare que c'est bien un acte du gouvernement, arrêté à la suite d'une décision des milieux officiels, et non pas d'une manifestation personnelle due à l'initiative de l'empereur. En soutenant cette dernière version, on méconnaît la vérité historique et on fait tort à l'empereur.

Le prince de Bülow a terminé cette deuxième partie de son exposé en prenant à partie le député socialiste Ledebour, « qui fait regretter son collègue Bebel », et aux vagues considérations duquel il ne saurait répondre par crainte d'être incapable de rester dans les bornes de la politesse.

Avec des fantaisies, des marottes dépourvues, dit-il, de tout sens historique, avec la violence révolutionnaire d'un utopiste, on ne peut pas faire une politique extérieure pratique et nationale.

M. Ledebour qui avait approuvé la politique autrichienne de l'Allemagne, n'a su que répondre dédaigneusement que le blâme ou l'éloge du chancelier ne pouvait pas atteindre un véritable socialiste.

L'amiral Tirpitz, secrétaire d'Etat pour la marine impériale, a complété les déclarations du prince de Bülow par des explications techniques.

L'opinion exprimée au Parlement anglais que l'Allemagne a accéléré la construction de ses navires n'est pas exacte. Les chantiers de l'industrie privée construisent nos vaisseaux de guerre en trente-six mois ; les chantiers impériaux en quarante mois environ. En outre, les vais-

seaux sont soumis à des épreuves et à des essais qui durent plusieurs mois. Il est inexact également que pour accélérer nos constructions navales, nous avons mis en chantier des vaisseaux avant la date prévue par le programme naval. Voici ce qu'il en est : deux vaisseaux dont la construction était prévue pour 1909 ont été commandés l'automne dernier, sous réserve de l'approbation du Reichstag, à des chantiers privés, à un prix assez avantageux, pour éviter que par suite de la commande de quatre vaisseaux au début de 1909, il ne se forme parmi les compagnies de construction un trust qui amenât une élévation du prix de revient des vaisseaux. Si nous avons tenu secrets les motifs de notre manière d'agir, c'est que nous ne voulions pas que les compagnies connussent les raisons qui nous guidaient. D'ailleurs nous ne leur avons donné que la promesse des constructions ; nous ne nous sommes pas liés par un contrat ; le contrat ne sera signé qu'après l'acceptation du budget par le Reichstag. Le délai de livraison des navires court à partir du 1^{er} avril 1909 ; il comporte trente-six mois ; et pas un pfennig de la somme destinée à la construction des vaisseaux n'est disponible avant le 1^{er} avril. La mise aux enchères des deux autres vaisseaux n'aura lieu qu'à la fin de l'été prochain et la commande n'en sera faite que quelques mois après.

Je répète que le chancelier a déjà dit : Nous aurons en automne 1912 dix navires du type *Dreadnought* et trois du type *Invincible*, en tout treize grands vaisseaux modernes, et non pas dix-sept comme on l'a prétendu.

GRANDE-BRETAGNE

Le discours du Trône anglais.

Le discours du trône lu le 16 février à l'ouverture du Parlement anglais débute ainsi :

MILORDS ET MESSIEURS,

J'ai été très ému et très satisfait de la chaleur de l'accueil qui nous a été fait, à la reine et à moi-même, au cours de notre récente visite à l'empereur d'Allemagne et à l'impératrice, par toutes les classes de la société.

Nous avons eu le plus grand plaisir à revoir Leurs Majestés, et je crois fermement que l'expression de cordiale bienvenue dont nous avons été l'objet de leur part tendra à fortifier les sentiments d'amitié entre les deux pays, sentiments qui sont indispensables à leur vie mutuelle commune et au maintien de la paix.

Mes rapports avec les puissances étrangères continuent à être amicaux.

Des progrès satisfaisants ont été faits dans la négociation des questions extérieures : avec les Etats-Unis d'Amérique, un traité a été conclu pour régler l'usage des voies fluviales adjacentes à la frontière internationale entre le Canada et les Etats-Unis.

Cette question étant une des plus importantes au point de vue du Canada, l'avis du gouvernement du Dominion a été étudié dans ses moindres détails.

Mon ambassadeur à Washington a également négocié, avec la coopération des ministres du Canada et de Terre-Neuve, un arrangement concernant la juridiction arbitrale des pêcheries de l'Amérique du Nord.

J'espère que cet arrangement sera le moyen de régler d'une façon définitive et amicale une question qui a été longuement discutée entre notre pays et les Etats-Unis.

Des traités d'arbitrage ont été conclus par mon gouvernement avec ceux de France, d'Italie et d'Espagne.

Des traités qui étaient arrivés à expiration ont été renouvelés pour une période de cinq ans et nous vous proposons de faire d'autres traités dans le même esprit.

La situation en Perse continue à causer de l'anxiété.

Mon gouvernement n'a pas le désir de se départir du principe de la non-intervention dans les affaires intérieures de ce pays. En même temps il pense que l'état de choses existant en Perse exige l'établissement du régime représentatif sous une forme pratique, afin d'assurer la réalisation des réformes indispensables dans le domaine économique, financier et administratif, et d'amener la pacification du pays. Les troubles actuels mettant en danger de nombreux intérêts commerciaux et économiques que la Grande-Bretagne et la Russie ont en Perse, les deux gouvernements se livrent en ce moment à un échange de vues sur ce sujet.

Je suis heureux de penser que les chances d'une solution des difficultés qui ont surgi dans les Balkans se sont améliorées. J'espère fermement que l'on arrivera à un arrangement qui sera satisfaisant pour tous les Etats intéressés.

La nouvelle du désastreux tremblement de terre qui s'est produit récemment en Sicile et en Calabre a éveillé les plus vifs sentiments de compassion pour les populations affligées par cette catastrophe. Les officiers et les hommes de ma flotte ont prêté leur assistance, et les approvisionnements navals et militaires de la Méditerranée ont été utilisés pour venir en aide aux victimes.

Je me réjouis que mon peuple ait montré à l'occasion de cette terrible calamité sa sympathie pour la nation italienne amie.

Une conférence internationale siégeant en ce moment à Londres parviendra, je l'espère fermement, à élaborer un arrangement touchant certaines questions de loi maritime. Les décisions que prendra cette conférence vous seront présentées afin que vous ayez le moyen de les

examiner lorsqu'on demandera votre assentiment à telles mesures législatives qui pourront être nécessaires pour mettre mon gouvernement à même de ratifier la convention sur la cour internationale des prises.

La manière dont ont été accueillies les mesures prises par mon gouvernement pour améliorer l'administration de l'Inde m'a apporté une profonde satisfaction. Un bill vous sera immédiatement présenté, portant sur des sujets qui exigent votre sanction, et je désire vivement que les mesures qui doivent être prises pour donner leur effet à la politique qu'annonçait mon message de novembre dernier aux princes et au peuple de l'Inde puissent protéger impartialement les intérêts de toutes classes et communautés de mes domaines indiens et développer leur prospérité.

L'œuvre accomplie par la « Convention pour une plus étroite union », qui a terminé ses séances à Capetown dans le cours du mois actuel en élaborant le plan d'une Constitution sud-africaine aux colonies constituantes, marque l'achèvement de la première étape dans la consolidation de cette part importante de mon empire.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES,

On vous présentera en temps utile les prévisions du budget des dépenses pour l'année.

En raison de diverses causes, parmi lesquelles figure le nouveau fonds constitué l'année dernière pour les retraites de vieillesse et une augmentation devenue nécessaire dans le budget de la marine, les dépenses de cette année excéderont considérablement celles de l'année fiscale précédente. Dans ces circonstances, les crédits nécessaires pour les services de l'Etat dans l'année qui va suivre demanderont un examen très approfondi, de sorte qu'un temps plus court qu'à l'ordinaire vous sera, je le crains, dévolu pour l'examen d'autres mesures législatives.

MYLORDS ET MESSIEURS,

Les bills traitant de la question agraire en Irlande et des plans de régularisation et de construction de maisons dans les villes, bills auxquels vous avez consacré une partie de votre temps et de vos travaux dans la dernière session, vous seront de nouveau soumis.

Un bill vous sera présenté pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans le pays de Galles.

Je suis maintenant en possession du rapport de la commission que j'instituai, il y a plus de trois ans, pour faire une enquête sur l'application de la loi d'assistance, et sur les mesures à prendre pour soulager la misère provenant du chômage involontaire.

Les recommandations de la commission font en ce moment l'objet de l'examen le plus sérieux de la part de mon gouvernement.

On vous proposera une loi visant à une meilleure organisation du marché du travail grâce à un système de Bourses du travail coordonnées, d'autres projets en vue de remédier au chômage pouvant plus tard être ajoutés à cette loi.

Un projet de loi vous sera présenté en vue de constituer des chambres industrielles dans certaines branches où prédominent les inconvénients de l'exploitation des ouvriers. Vous serez saisis d'un projet tendant à modifier la loi concernant les élections parlementaires et l'inscription électorale à Londres.

Des propositions se rattachant aux dispositions financières de l'année vous seront présentées en vue de modifier l'ancienne loi relative aux retraites pour la vieillesse sur certains points où l'on a constaté dans la pratique des inégalités de traitement.

Un projet de loi interdisant le débarquement et la vente dans le Royaume-Uni du poisson pris dans des régions prohibées de la mer avoisinant l'Ecosse vous sera aussi soumis. Vous serez en outre saisis de projets tendant à modifier la loi concernant l'ivresse, les approvisionnements de lait et les heures de travail dans les boutiques.

Je demande humblement au Dieu tout-puissant de bénir vos travaux sur ces questions et sur toutes les autres.

FRANCE

La Politique française au Maroc.

La Chambre a repris lundi 18 janvier la discussion des interpellations sur le Maroc.

M. STÉPHEN PICHON, *Ministre des Affaires Étrangères*. — Messieurs, je vous demande la permission de faire descendre le débat des hauteurs où MM. Jaurès et Cochin l'ont successivement porté, dans certaines parties importantes de leurs très éloquents discours, pour le concentrer sur ce qui est son objet propre : la discussion de la question marocaine. Car il ne faut pas oublier que nous discutons aujourd'hui une demande de crédits concernant les opérations militaires au Maroc, et des interpellations sur la politique marocaine du Gouvernement.

Aussi bien, je suis de l'avis de M. Cochin, lorsqu'il dit que le moment n'est pas venu de conclure, ni même de tenter les ententes internationales universelles dont a parlé M. Jaurès. Je sais qu'il entend leur donner la forme d'une proposition d'arbitrage international total dont le Gouvernement de la République saisirait tous les gouvernements.

Messieurs, je suis un partisan très décidé de l'arbitrage. J'ai eu à

m'en expliquer au moment où la Chambre s'est prononcée sur les instructions données aux plénipotentiaires du Gouvernement de la République, lorsqu'ils se rendaient à la conférence de la Haye.

J'ai applaudi à l'arbitrage dans l'affaire de Hull ; j'ai été heureux de négocier celui de Casablanca, qui a été pour les deux nations qui y ont pris part, une victoire du bon sens et de l'équité.

Mais je ne puis me dissimuler qu'il serait imprudent de notre part d'entrer dans la voie que M. Jaurès nous indique. Nous risquerions d'embrouiller beaucoup une situation déjà compliquée, et d'aller au-devant de tous les risques que M. Jaurès veut éviter.

A la conférence de la Haye, pendant quatre mois on a discuté des projets d'arbitrage. La commission qui s'en occupait était présidée par un homme au caractère et à la compétence duquel nous sommes unanimes à rendre justice, le premier plénipotentiaire français, M. Léon Bourgeois ; tous les plénipotentiaires français faisant partie de la commission, tous ont préconisé le projet d'arbitrage obligatoire, étant donné d'ailleurs qu'il serait réduit aux questions qui n'engageraient ni la dignité, ni l'honneur national ; et malgré tous leurs efforts, Messieurs, au bout de quatre mois, ils ne sont arrivés à faire adopter que par une partie des Etats et non par l'unanimité, l'arbitrage obligatoire. Parmi les Etats qui se sont abstenus, figurent précisément ceux auxquels M. Jaurès nous demande aujourd'hui de nous adresser pour introduire l'idée de l'arbitrage obligatoire dans la législation internationale. Alors que tous les délégués français, ceux de la Grande-Bretagne et ceux de la Russie adoptaient l'arbitrage obligatoire, parmi les Etats de l'Europe qui n'en ont pas voulu, figurent l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie. Il nous serait singulièrement difficile, en prenant texte de ces délibérations, de nous adresser à des puissances qui, par la voix très autorisée et très éloquente de leurs plénipotentiaires, ont repoussé les propositions pourtant restreintes dont la conférence était saisie, il nous serait très difficile de nous adresser à ces gouvernements pour leur demander d'étendre encore un projet qu'ils ont repoussé alors qu'il était beaucoup plus réduit. Tenons-nous en donc à des réalités. C'est avec les réalités qu'on fait et qu'on discute la politique étrangère. N'essayons pas d'aborder des espérances qui sont plus ou moins des rêves ou des chimères ; prenons les choses telles qu'elles sont, et tâchons d'en tirer le meilleur parti possible. Voyons quelle a été la politique du Gouvernement. Je vais serrer d'aussi près que possible les arguments qui ont été apportés à la tribune et je me propose de démontrer — j'espère y réussir — que le Gouvernement a fait tout ce qu'il devait, tout ce qu'il pouvait et qu'il l'a fait d'accord avec le Parlement.

Messieurs, dans cette question marocaine, le Gouvernement — le débat qui se poursuit le fait apparaître une fois de plus — se trouve en présence de deux sortes d'adversaires : ceux qui, comme M. Delafosse, comme M. Denys Cochin, lui reprochent avec l'ardeur que vous connaissez, de n'aboutir qu'à des résultats insuffisants, si l'on considère l'importance de l'effort et des sacrifices qu'il a demandés à

la Chambre et ceux — dont M. Jaurès est l'infatigable et le plus éloquent interprète — qui l'accusent de poursuivre une politique d'intervention militaire qui conduirait à des aventures au Maroc et serait dangereuse au point de vue international.

J'ai déjà répondu plusieurs fois à ces deux sortes d'arguments, je les réfuterai encore aujourd'hui, mais tout d'abord je tiens à bien constater, parce que c'est la vérité, et au risque de me répéter, que jamais nous n'avons trompé la Chambre. Nous lui avons toujours fait connaître nos intentions.

Nos intentions n'ont jamais varié et elles ont toujours été approuvées. Nous avons toujours dit — je vous demande cette justice — que nous ne cherchions au Maroc, ni protectorat, ni conquête, que nous entendions y respecter les conventions internationales qui portent notre signature, que nous entendions aussi en tirer tout le bénéfice qui en découle, que nous voulions assurer la mise en pratique régulière de nos accords spéciaux avec le Makhzen. Nous avons toujours déclaré que nous resterions neutres dans les luttes intérieures qui déchiraient l'empire et nous sommes constamment restés fidèles à cet engagement. Si on en doutait, et qu'on fût tenté de chercher à faire la démonstration contraire, il n'y aurait qu'à se reporter à toutes les pièces du Livre jaune que j'invoque comme un témoignage irrécusable.

Je sais bien que mon ami M. Hubert a très agréablement raillé le Livre jaune et la façon de le confectionner ; il a parlé de la différence qui existe entre la langue écrite et la langue parlée, entre l'image virtuelle et l'image réelle de la politique.

Ces paroles qui sont, je vous assure, profondément injustes, sont également imprudentes. Je demande, non pas pour moi qui suis exposé comme ministre à toutes les critiques de l'opposition et même à celles de mes amis, je demande, pour le ministre des affaires étrangères de France, qu'on n'habitue pas les chancelleries à douter de sa parole. Je demande qu'on n'habitue pas l'Europe à penser que le Gouvernement a deux politiques : une qu'il affirme dans les explications qu'il donne aux Chambres et une autre qu'il pratique ou fait pratiquer par ses agents. Ce serait dangereux, imprudent et inexact.

Nous n'avons et nous n'autorisons, de la part de nos agents, qu'une politique, celle que nous expliquons devant les Chambres et au sujet de laquelle nous envoyons des instructions conformes à nos déclarations. Je puis vous donner l'assurance que c'est la seule politique pratiquée par nos agents. Je défie qu'on trouve la trace d'une indication contraire dans aucune des pages et dans aucune des phrases des documents diplomatiques que nous avons fournis aux Chambres ou que pourrions leur fournir...

Certainement, il y a des documents que nous ne montrons pas. La diplomatie ne se fait pas encore sur la place publique.

Elle comporte encore un certain degré de confidences ; il y a cer-

taines choses que le ministre des affaires étrangères doit connaître avant de prendre les résolutions dont il est responsable devant le Parlement ; on ne peut raisonnablement lui demander de porter à la connaissance de tout le monde et de discuter publiquement, à la tribune, des pièces qui sont et doivent rester confidentielles.

Quant à la politique de non-intervention, disais-je, nous avons toujours refusé, comme la Chambre et comme le Sénat, de l'envisager comme possible. Nous l'avons repoussée, parce que nous la considérons comme devant être fatale à la fois pour notre dignité, pour nos intérêts et pour nos droits. Nous ne pouvons moins faire — et nous l'avons toujours dit — que de nous montrer capables de remplir, fût-ce au prix de lourds sacrifices, le mandat que nous avons sollicité concurremment avec l'Espagne, à Algésiras ; nous ne pouvions laisser à d'autres le prétexte ou l'occasion d'intervenir à notre place dans un empire qui confine à nos possessions ; nous ne pouvions négliger de faire respecter la vie de nos compatriotes et le prestige de notre drapeau ; nous ne pouvions sacrifier au mauvais vouloir que nous rencontrions, aux hostilités qui nous étaient manifestées, l'exécution de tous nos accords avec le gouvernement marocain.

Ce sont ces préoccupations qui ont toujours dicté notre conduite. Elles ont été la règle invariable de nos actes et elles ont toujours obtenu l'assentiment du Parlement.

M. Cochin demandait tout à l'heure quels en ont été les résultats ; je vais le lui dire.

Veuillez vous rappeler, Messieurs, quelle était la situation du Maroc au moment où nos troupes de terre y sont arrivées et où notre division navale est apparue en laissant des stationnaires devant les ports.

Des Européens venaient d'être massacrés à Casablanca ; ils étaient menacés dans toutes les villes du littoral ; le désordre et l'insécurité étaient partout ; on représentait universellement l'organisation de la police comme impossible ; on craignait des interventions européennes ; l'autorité locale était impuissante à les conjurer.

Il y a dix-huit mois de cela ; que s'est-il passé depuis ? Grâce à nous, l'ordre n'a été troublé nulle part ; la sécurité de toutes les colonies a été garantie ; les transactions commerciales se sont librement développées...

... Nous avons organisé la police, qui aujourd'hui fonctionne partout ; nous avons réglé par des ententes économiques des rivalités d'intérêts dont M. Cochin parlait tout à l'heure et qui existaient entre nous et d'autres pays ; nous avons commencé la mise en pratique de nos accords sur la frontière où la situation de l'Algérie n'a jamais été mieux assurée qu'aujourd'hui ; nous avons garanti nos droits de telle sorte qu'ils n'ont rien à craindre aujourd'hui d'aucune concurrence et d'aucune contestation.

Nous avons dit que notre action se bornerait à la répression de

l'insurrection de la Chaouïa, à la pacification de cette région ; que nous ne nous laisserions pas entraîner dans l'intérieur ; nous avons tenu parole. Nous sommes restés dans les limites prévues et annoncées de notre action. Et lorsque la guerre civile marocaine s'est terminée par la victoire de Moulay Hafid, nous nous sommes trouvés — comme je l'avais indiqué dans une discussion antérieure qui ne date pas d'hier, car elle remonte à un an à peu près jour pour jour — nous nous sommes trouvés assez forts pour faire prévaloir auprès du nouveau sultan, sans aucune arrière-pensée et sans aucune espèce de ressentiment contre sa personne, bien qu'il nous ait combattus, les principes et les dispositions que, d'accord avec l'Espagne et l'Europe, nous avons considérés comme les conditions nécessaires de son avènement régulier au trône.

Je vous demande la permission de les indiquer pour que le débat soit précis.

Nous avons donc indiqué, d'accord avec l'Europe, quels étaient les principes et les dispositions que nous considérons comme nécessaires pour consacrer l'avènement de Moulay Hafid. Les voici :

Adhésion générale à l'acte d'Algésiras, aux mesures et règlements qui en ont été la suite, aux arrangements, obligations de tous genres résultant d'engagements avec le corps diplomatique et de contrats particuliers.

Responsabilité des dettes contractées par Abd el Aziz sous réserve d'une vérification ultérieure des dettes à l'égard des particuliers.

Aucune atteinte portée au mandat de police conféré à la France et à l'Espagne.

Confirmation des attributions de la commission internationale chargée de régler à Casablanca les indemnités dues par le gouvernement marocain.

Obligation pour le sultan de faire le nécessaire afin d'apporter la sécurité à ses sujets et aux colonies étrangères dans toutes les régions de l'empire, nécessité de prendre des mesures en harmonie avec l'acte d'Algésiras pour garantir la liberté et la sûreté des communications.

Affirmation par Moulay Hafid au regard de son peuple de sa volonté de maintenir avec tous les pays et leurs nationaux des relations conformes au droit des gens.

Droit reconnu à toutes les puissances de poursuivre avec le sultan le règlement des questions qui touchent en particulier chacune d'elles.

En vertu de ce droit, la France et l'Espagne poursuivront directement avec le Makhzen le remboursement des dépenses qu'elles ont faites pour assurer la tranquillité dans certaines régions du Maroc au moyen d'expéditions militaires indispensables. Elles traiteront dans les mêmes conditions la question des indemnités dues pour le meurtre de leurs nationaux.

Ces conditions ne sont pas l'œuvre de la France ; elles ont été

stipulées par toutes les puissances signataires de l'acte d'Algésiras. Dira-t-on qu'elles sont trop dures ? Mais toutes les puissances les ont acceptées. Dira-t-on que nous essayons d'entreprendre sur le pouvoir du sultan, d'y porter les atteintes dont a parlé M. Jaurès ? Mais le reproche s'adresserait à tout le monde, et en réalité il ne doit s'adresser à personne, car les conditions ont été jugées, avec raison, acceptables pour tous.

Je le demande, l'ensemble des résultats que je viens d'indiquer est-il insignifiant ? Faut-il regretter l'effort que nous avons fait pour les atteindre ? Faut-il le considérer comme excessif ou comme disproportionné ? Croit-on que si nous avions laissé l'anarchie marocaine se développer au risque de tous les périls qu'elle pouvait engendrer sur place et de toutes les complications internationales qu'elle pouvait créer, nous serions dans la situation que nous occupons aujourd'hui ? que penserait-on de nous, que penserait-on de la France si nous n'avions pris en mains, avec toute la fermeté et toute la résolution que nous y avons apportées, la défense et la sauvegarde de tous nos droits ? Quelle serait notre position au Maroc, quelle serait notre position en Europe, quels seraient en Afrique notre présent et notre avenir, auxquels vous avouerez bien que nous ne devons cesser de songer ? Quelle responsabilité n'aurions-nous pas encourue vis-à-vis de nous-mêmes, vis-à-vis de vous et vis-à-vis de notre pays ?

Nous nous sommes gardés à la fois, messieurs, d'une politique téméraire et d'une politique d'abandon, et nous avons conscience d'avoir rempli notre devoir vis-à-vis du Parlement, jaloux lui-même de ne rien sacrifier des intérêts et des droits de la France.

M. Jaurès a dit : « Je vous ai quelquefois critiqué... » — c'est vrai, la Chambre le reconnaîtra — «... mais je me suis bien gardé de faire des prophéties. » C'est une erreur ; vous avez fait des prophéties.

À l'occasion de cette discussion, je me suis reporté aux débats antérieurs, et j'ai eu le plaisir de relire vos discours après avoir eu celui de les entendre. Je ne m'en plains pas ; mais enfin, voici le résumé de vos prédictions :

« Nous devons être invinciblement entraînés à rétablir l'ordre dans toute l'étendue du territoire marocain ; nous irions à Fez, nous nous enfoncerions dans le sud de l'empire, nous ne pourrions pas nous retirer, nous serions pourtant obligés de le faire sous la menace de l'étranger, que dis-je ? Un jour même vous nous avez dit ici que cette menace nous avait déjà été adressée.

« Nous compromettons l'entente anglaise ; nous nous brouillerions avec l'Espagne, nous ruinerions notre influence au Maroc, nous envoyions nos soldats au désastre, nous nous condamnions à une situation impossible ; nous infligions à notre pays la plus grande des humiliations, nous compromettons la paix de l'Europe. Un jour même, dans un article de la *Dépêche de Toulouse*, vous annonciez que la Chambre était frappée de stupeur et qu'elle commençait à s'en rendre compte.

Je demande expressément quelles sont celles de ces prophéties qui se sont accomplies. Où sont les malheurs que nous avons déchainés sur notre patrie ? Où en est la révolte de l'opinion publique, qu'on nous avait annoncée ? On est allé comme on en avait le droit, dans des meetings, dans des réunions, dans la presse, essayer de soulever contre nous le suffrage universel ; dans quelle mesure y a-t-on réussi. Quelles sont les élections qui ont été faites contre le Gouvernement sur la question marocaine ? Où en est la stupeur de la Chambre. Je le demande à nos contradicteurs.

Quelle est en réalité la situation ? Moulay Hafid est reconnu par les puissances dans les conditions que j'ai précédemment indiquées. Nous nous trouvons en présence d'une autorité chérifienne indiscutée et d'un sultan en possession complète de son pouvoir. Il a fait demander à notre ministre de se rendre auprès de lui pour traiter d'une façon amicale et conciliante les questions qui nous intéressent. Notre ministre a regagné Tanger et va partir incessamment, aujourd'hui ou demain, pour Fez. M. Jaurès m'a demandé tout à l'heure ce qu'il allait y faire. Je vais le lui dire.

D'abord il ne fera rien qui puisse affaiblir le pouvoir et l'autorité du nouveau sultan. C'est, au contraire, notre intérêt, celui du Maroc et celui de tout le monde, que ce pouvoir et cette autorité s'affermissent. L'Europe tout entière, et la France au premier chef, a intérêt à éviter, sur le territoire chérifien, les causes de trouble, de désordres et d'insécurité. Et à cette occasion, je vous demande de ne pas jeter d'avance la suspicion sur la mission de notre ministre, de ne pas dire qu'il est chargé de réclamer tant de choses qu'il est certain de ne pas les obtenir. C'est une très mauvaise façon de préparer la voie aux négociations qui vont se poursuivre et les craintes que vous formulez à ce sujet seraient d'autant plus inopportunes qu'elles se trouveraient en contradiction avec les assurances que nous avons déjà reçues et que nous considérons comme satisfaisantes.

Qu'est-ce que M. Regnault va faire à Fez ? Je vais vous le dire exactement, d'après le texte même des instructions qui lui ont été remises.

Notre ministre est chargé d'aller s'entretenir avec le nouveau sultan, suivant la formule du sultan lui-même, « des questions qui intéressent à la fois la France et le Maroc, afin d'établir l'entente entre les deux pays ». Il ne doit rien faire, au cours de sa mission, qui puisse être interprété comme étant en contradiction avec le texte et l'esprit des conventions internationales qui portent notre signature ou des accords particuliers que nous avons conclus avec le makhzen. Il doit s'abstenir de tout acte qui pourrait être considéré comme ne rentrant pas dans le cadre des déclarations réitérées qui ont été faites au Parlement par le Gouvernement de la République sur notre résolution de respecter l'indépendance de l'empire chérifien et de ne pas viser à l'établissement d'un protectorat français sur cet empire.

Il ne doit rien entreprendre contre l'égalité commerciale et écono-

mique que revendiquent avec raison toutes les puissances. Mais il a pour mission de préserver, sans atteinte pour aucune d'elles, les intérêts spéciaux qui résultent de notre situation géographique et politique par rapport à l'empire marocain.

L'acte d'Algésiras reste la règle générale et la garantie de notre politique. Nos rapports avec le makhzen doivent continuer à s'en inspirer. Cet acte nous reconnaît à certains égards une situation privilégiée et des prérogatives particulières. M. Regnault doit s'attacher à nous les faire maintenir.

Il doit travailler également à nous faire maintenir les droits que nous possédons en vertu d'accords ou d'arrangements directs entre le makhzen et nous.

Il doit s'efforcer de déterminer la mise en application totale et rapide des mesures arrêtées en principe à Algésiras et dont certaines sont encore en suspens.

Quant à nos accords spéciaux relatifs à la frontière, leur fonctionnement dépend de l'entente entre les deux hauts commissaires désignés à cet effet par le gouvernement français et le gouvernement marocain.

M. Regnault doit faire expressément confirmer les pouvoirs qui avaient été donnés par Abd el Aziz — et qui ont, d'ailleurs, été renouvelés par Moulay Hafid — au haut commissaire marocain et il doit lui faire adresser des instructions conformes.

Je m'expliquerai tout à l'heure sur nos accords, car je vois qu'on se méprend complètement sur leur portée et sur leur véritable signification.

M. Regnault doit, enfin, s'occuper de deux grosses questions sur lesquelles l'entente est nécessaire entre nous et le makhzen : celle du règlement de l'indemnité qui nous est due et qui comporte le remboursement des frais de nos opérations militaires, et celle de l'évacuation de la Chaouïa.

Sur la première question, nous nous montrerons aussi conciliants que possible. M. Jaurès, cependant, m'a paru vouloir pousser la conciliation un peu loin. Si je l'ai bien compris, il a demandé que nous renoncions à l'indemnité que nous avons à récupérer. J'avoue que telles ne sont pas les instructions données à notre plénipotentiaire, et je ne sais comment une décision de ce genre serait accueillie par M. le Ministre des finances et par la majorité du Parlement.

Nous avons toujours déclaré, lorsque nous nous sommes expliqués sur notre politique au Maroc, que nous entendions bien nous faire rembourser les frais de notre occupation militaire.

Nous nous montrerons, je l'ai dit, aussi conciliants que possible. Nous n'avons aucune intention de surcharger le Maroc du poids de dépenses qu'il ne pourrait pas supporter et de compliquer la tâche du nouveau sultan. Il appartiendra à notre ministre, après les pourparlers qu'il engage, de nous saisir du projet qui aura paru le plus pratique et je me

plais à croire que Moulay Hafid nous tiendra compte de la modération et de la bienveillance avec lesquelles nous traiterons cette question.

En ce qui regarde l'évacuation, nous tiendrons les promesses que nous avons toujours faites et, à cet égard, comme à tous les autres, nous exécuterons le programme que nous nous sommes tracé.

C'est de Moulay Hafid aujourd'hui que cette exécution dépend. Si, comme j'en suis sûr, nous nous entendons avec lui, s'il prend la responsabilité de l'ordre et la tranquillité dans la Chaouïa, les mesures destinées à assurer l'évacuation sont dès à présent arrêtées ; en voici le principe :

En nous en allant, nous ne pouvons nous exposer à être ramenés par un retour des tribus naguère hostiles ou par de nouvelles attaques contre nous aux points que nous aurons abandonnés. Nous avons donc à prendre toutes les précautions nécessaires pour que les résolutions que nous aurons prises puissent être maintenues.

Nous commencerions par évacuer tous les postes que nous occupons à la périphérie de la Chaouïa ; nous replierions nos troupes à Ber-Rechid, en conservant autour de ce poste les gardes nécessaires, qui pourraient être constituées par les goums marocains déjà formés.

Nous rapatrierions une part de l'effectif de Ber-Rechid égale au contingent ramené de la périphérie.

Nous ferions ainsi dans les meilleures conditions l'épreuve de l'évacuation, que nous achèverions ensuite par étapes et aussi rapidement que possible.

Des instructions en conséquence ont été envoyées au général d'Amade, qui prend dès maintenant toutes les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution, aussitôt que les circonstances nous permettront de l'ordonner.

En fait, nous avons déjà retiré, depuis six mois, la moitié de nos navires et la moitié de nos troupes d'occupation.

Vous reconnaîtrez là, messieurs, je pense, l'esprit des instructions précédentes, dont j'avais donné lecture à la Chambre dans la séance du 19 juin dernier. Sur ce point comme sur tous les autres, nous demeurons fidèles à la pensée directrice de notre action. Mais la situation s'étant modifiée dans un sens devenu plus favorable, nous avons moins de précautions à prendre pour mettre un terme à notre occupation. C'est ainsi que nous pouvons renoncer à la formation de goums sous commandement français et que, le jour où l'évacuation pourra s'accomplir, il appartiendra à l'autorité makhzénienne de reprendre dans la Chaouïa tous ses pouvoirs et d'y exercer tous ses droits.

J'arrive maintenant à la question de la frontière, à celle qui concerne le général Lyautey. M. Jaurès, dans la séance de vendredi dernier, — et il a rapporté aujourd'hui la même déclaration, la même affirmation ou la même inquiétude — M. Jaurès nous avait attribué ce qu'il appelait un plan de conquête de tout le Maroc oriental.

Messieurs, je vous en prie, examinons de près les instructions du

général Lyautey et vous verrez qu'il n'y a rien, absolument rien, qui réponde à la conception qu'en a M. Jaurès.

Dans la séance du 19 juin dernier, j'ai donné lecture de ces instructions ; elles s'inspiraient des principes de nos accords de 1901 et de 1902 et elles résumaient ces principes. Je les rappelle d'après le texte même des instructions que j'ai lues :

« Reconnaissance de l'autorité makhzénienne à l'ouest de l'Algérie ; intégrité de l'empire chérifien ; obligation pour la France de prêter son appui au sultan, le cas échéant, pour l'aider à consolider son pouvoir sur les tribus qui relèvent de lui ; établissement d'un état de sécurité, de rapports normaux et d'échanges commerciaux entre les deux gouvernements ; organisation, par une entente entre eux, d'une police suffisante pour protéger les marchés et les routes, ouverture de nouveaux marchés.

« Enfin la France, à laquelle il appartient d'établir son autorité et la paix dans les régions sahariennes, a le droit de donner son concours au makhzen pour l'instruction des troupes destinées à assurer l'ordre dans toute la région. »

Et j'ajoutais :

« Il n'entre point dans nos intentions d'assumer les charges de toute nature qu'entraînerait la pacification de la région frontière par des troupes françaises ; c'est par la police franco-marocaine qu'elle doit être assurée. La pacification et la sécurité de la région frontière, qui nous intéressent à un si haut degré, devront résulter en fin de compte du rétablissement et du renforcement de l'autorité indigène agissant de concert avec nous. »

Le général Lyautey devait entrer en rapports avec le haut commissaire chérifien. C'est ce qu'il a fait ; c'est dans ces conditions qu'il a entrepris sa mission, et il n'a cessé de la poursuivre conformément aux instructions qu'il avait reçues. Qu'a-t-il fait ? Quels ont été les résultats ?

Dans la région d'Oudjda, la tâche a été tout naturellement facilitée par les instructions qui avaient été envoyées aux caïds, à la suite de la mission remplie par M. Regnault à Rabbat, et qui a fait l'objet d'un rapport de notre ministre au Maroc, publié dans le dernier exemplaire du Livre jaune.

Une collaboration plus étroite s'est établie entre les autorités marocaines et nous ; l'organisation des marchés, prévue par les protocoles, a été poussée avec toute l'activité que comportait la situation. Nous avons installé les marchés d'Oudjda et de Cherâa ; nous en avons créé un à Berguent qui peut être considéré comme la partie française du marché mixte de Raz-el-Ain. Les commissaires français et marocains se sont entendus pour fortifier et compléter le réseau de surveillance destiné à assurer la perception des droits de douane sur la frontière. La commission mixte chargée d'étudier ces questions et de les régler sur place fonctionne depuis plusieurs mois.

Il reste à créer un certain nombre de marchés, notamment ceux de El-Aïoun, Sidi-Mellouk et de Debdou, mais cela ne peut se faire que progressivement, par un accord avec l'autorité marocaine, et non par force et par surprise, comme paraît le croire M. Jaurès.

Au nord, nous avons organisé la police dans toute la région des Beni-Snassen et d'Oudjda. Au centre, nous avons réussi à nous entendre — les Algériens savent que c'était une question fort importante — avec les Beni-Guil, qui maintenant vivent en bonne intelligence avec nous.

Au sud, nous avons pacifié toute la région qui s'étend entre Colomb-Béchar et Bou-Denib ; nous n'avons plus eu à subir d'attaques parties du Tafilalet.

J'ajoute que nous avons inspiré confiance aux populations parce que nous leur avons apporté la tranquillité et le bien-être, et que jamais nous ne les avons provoquées. Aucune offensive, aucune menace ne sont parties de nous, et lorsqu'il est arrivé que, malgré nous, nous avons eu à repousser certaines attaques, par la suite notre action a toujours été pacificatrice. Elle s'est inspirée des principes de générosité que M. Jaurès développait à la tribune lorsqu'il était partisan de la pénétration pacifique au Maroc.

Vous pouvez lire à cet égard les informations rapportées en France ou à l'étranger par tous les voyageurs qui sont allés récemment au Maroc ; elles font grand honneur à notre pays. Dans un des derniers numéros de *Paris-Journal*, M. Vautier, qui a toujours été partisan de Moulay-Hafid, raconte ce qu'il a vu sur place. Il constate, comme tous ceux qui ont fait le même voyage, les effets heureux pour tout le monde de notre récente intervention.

Ce sont là des résultats sérieux qui s'ajoutent aux autres. Ils l'auraient été davantage, ils auraient été surtout plus rapides si nos forces militaires ne s'étaient pas heurtées aux harka soulevées contre nous ; si les tribus avec lesquelles nous vivons aujourd'hui dans un esprit de concorde et avec lesquelles nous avons organisé des transactions commerciales, ne nous avaient obligés à les combattre pour repousser leurs assauts.

C'est ce qui est arrivé notamment à Bou-Denib, au mois de septembre dernier et vous vous rappelez la brillante et décisive victoire qui a été remportée à cette époque par le colonel Allix. Les pièces publiées au Livre jaune indiquent la tranquillité, la patience avec lesquelles nos officiers et nos soldats ont attendu l'attaque de l'ennemi, le laissant s'approcher jusqu'à la portée de nos postes, subissant son feu à 400 mètres de distance, assistant à tous les efforts qu'il faisait pour nous cerner et ne prenant finalement l'offensive que pour repousser et mettre en déroute des assaillants infiniment supérieurs en nombre, qui se précipitaient sur nos redoutes avec une bravoure poussée jusqu'à l'héroïsme. La victoire remportée ce jour-là par le colonel Allix est une page militaire qu'il faudra retenir dans l'histoire de nos luttes d'Afrique.

M. Jaurès a dit à ce propos que les troubles de la frontière étaient dus pour une part à l'agitation du Maroc central.

Je suis convaincu que la tranquillité générale va profiter à la tranquillité de notre frontière. Aussi soyez sûrs que nous n'avons aucune intention de la troubler ; nous entendons, au contraire, faire tout ce qui dépendra de nous pour aider le makhzen à la garantir.

Pour consolider les résultats déjà obtenus et pour en acquérir d'autres — c'est là que j'arrive au rapport du général Lyautey — il faut prendre un certain nombre de mesures. Il faut organiser une police suffisante pour protéger les marchés, les routes commerciales, pour ouvrir de nouveaux marchés ; il faut créer des ressources financières indispensables. C'est ce que je prévoyais dans les instructions données au général : « Vous aurez, disais-je, à rechercher dans cet esprit les mesures que nous aurons à proposer au gouvernement chérifien. Vous vous préoccuperez de cette question et des ressources financières à trouver pour la résoudre. »

C'est, en effet, de cette question que le général se préoccupe. C'est le thème qu'il traite notamment dans son rapport ; ce sont ses propositions que le gouvernement aura à étudier, à sérier, avant d'établir un programme. Et le Parlement, comme je l'ai dit dans une interpellation au cours de la dernière séance, le Parlement aura forcément à en connaître, puisque cela se traduira par des demandes de crédits lorsqu'il s'agira d'organiser une police franco-marocaine. Ces questions d'ailleurs ne pourront être réglées — et c'est de nature à vous tranquilliser, je suppose — que par un accord que M. Regnault va chercher à faire entre le gouvernement chérifien et le gouvernement français. C'est précisément de ces principes, que le général Lyautey s'inspire puisqu'il propose la transformation en police franco-marocaine du régime d'occupation provisoire que la fatalité des circonstances nous a obligés à organiser.

Aujourd'hui, messieurs, que la paix est rétablie, fort heureusement, de quoi s'agit-il ? Il s'agit de rentrer dans une organisation normale et régulière que nous avons toujours voulue et à laquelle nous tenons d'autant plus qu'elle est à la fois conforme à nos vues et à nos intérêts.

Nous allons donc négocier à Fez d'une façon amicale et conciliante pour le règlement de toutes les questions qui ont déterminé provisoirement notre intervention militaire. Nous allons nous entendre avec le sultan sur tous les faits qui intéressent à la fois le Maroc et la France, et dont beaucoup, je me hâte de l'ajouter, ne souffrent aucune difficulté. Nous allons procéder à la liquidation amiable de nos contestations passées avec les autorités dont Moulay-Hafid est devenu le chef indiscuté. Nous allons enfin assurer d'une façon régulière l'exercice, l'application de nos accords sur la frontière.

Telle est, sous ses deux aspects distincts, l'un qui touche à nos relations et à nos conventions internationales, l'autre qui ne concerne que le Maroc et nous, la politique du gouvernement au Maroc. C'est une

politique de respect des droits de l'Europe et des conventions qui lient les puissances entre elles depuis la conclusion de l'acte d'Algésiras ; dominée par le souci nécessaire de nos intérêts africains et méditerranéens, elle ne vise à aucun avantage économique qui serait en opposition avec le principe d'équivalence reconnu à tous les autres pays. C'est une politique d'entente et d'amitié avec le gouvernement marocain, auquel nous ne demandons et n'avons jamais demandé autre chose que de se montrer assez fort pour prévenir le retour des faits qui ont rendu indispensable notre intervention militaire.

A cet égard, nous entendons lui faciliter la tâche : la mission de notre ministre à Fez en sera la preuve. C'est une politique résolue à tirer de nos accords avec le makhzen, pour le bien du Maroc et de l'Algérie, toutes les conséquences qui en découlent, sans jamais sortir du texte ni de l'esprit de ces contrats. C'est une politique de continuité dans les vues, qui entend ne pas se laisser entraîner au-delà de son but, parce que, quoi qu'on en dise, ce serait l'inconnu et les aventures, mais qui entend ne pas rester en deçà, parce que ce serait l'abdication.

Cette politique est pacifique au Maroc, comme elle l'est partout, et si, à ce point de vue, tout le monde ne lui rendait pas justice en France, j'ai le droit de dire qu'en Europe on est unanime à reconnaître l'efficacité du concours que nous apportons à l'œuvre de pacification.

Cette œuvre n'est pas toujours commode ; elle n'est pas sans se heurter à des complications parfois dangereuses, mais elle n'est pas au-dessus de la volonté des peuples et des aspirations universelles de l'opinion publique, desquelles, je le reconnais comme M. Jaurès, aujourd'hui plus que jamais doivent tenir compte tous les gouvernements.

Aussi ai-je la plus grande confiance dans le maintien de la paix de l'Europe.

Il est l'objet de nos préoccupations continuelles, et chacun des actes diplomatiques nous est dicté par la pensée d'y concourir.

Aucun gouvernement, j'en ai la certitude, n'est animé de sentiments contraires. J'en reçois le témoignage dans toutes mes conversations et dans toutes les communications qui me sont adressées. Toutes les grandes puissances travaillent à rendre possibles les résolutions qui feront disparaître les antagonismes, et personne, messieurs, soyez-en sûrs, n'y travaille avec plus de foi que nous.

M. Jaurès, dans un mouvement dont je le remercie, a bien voulu, sous ce rapport, rendre hommage au caractère pacifique de la politique du gouvernement ; oui, nous avons travaillé à la paix avec toutes les grandes puissances, sans négliger de nous en entretenir avec aucune d'elles ; mais afin que nul équivoque ne subsiste sur un passage du précédent discours de M. Jaurès — qu'il a, d'ailleurs, un peu corrigé dans la séance d'aujourd'hui — je dois, je me dois à moi-même et je dois à la vérité, de rendre un hommage particulier aux efforts de nos amis et de notre alliée, aux efforts de l'Angleterre, dont les desseins pacifiques sont indiscutables, et où, dans la pratique quotidienne de notre cordiale

entente, nous n'avons jamais rencontré que le désir et la volonté d'éviter des complications, et aussi aux efforts de la Russie, avec laquelle nous n'avons cessé de nous entendre et de concerter notre action.

Et maintenant, en ce qui concerne particulièrement le Maroc, j'ai la conviction que nous devons et que nous pouvons concilier les intérêts de toutes les puissances sans exception avec la situation particulière que nous tenons du voisinage de l'Algérie. J'ai la conviction, la conviction profonde, qu'il y a place pour tout le monde dans le développement économique, industriel et commercial d'un peuple qu'il faut habituer à s'éveiller sans défiance à la civilisation européenne, en lui démontrant par des actes que nous n'entreprenons rien contre son indépendance, ses coutumes et ses traditions.

C'est à la continuation de cette politique que le gouvernement convie la Chambre, à laquelle il demande avec confiance de lui maintenir l'appui qu'elle ne lui a jamais refusé.

A la suite de ce discours, M. Jaurès dépose un ordre du jour réclamant l'évacuation du Maroc et le règlement de toutes les questions litigieuses par l'arbitrage.

Par 463 voix contre 86, la priorité est refusée à cet ordre du jour.

La Chambre adopte ensuite par 380 voix contre 98, l'ordre du jour de M. Lucien Hubert, ainsi conçu :

« La Chambre, confiante dans le gouvernement pour poursuivre au Maroc la politique de collaboration et de civilisation que lui dictent ses traditions, ses intérêts, ses accords et ses actes, passe à l'ordre du jour. »

Les crédits supplémentaires, pour les opérations militaires au Maroc, formant un total de 25.118.530 francs, sont ensuite adoptés par 459 voix contre 67.

AFFAIRES D'ORIENT

AUTRICHE-HONGRIE.

L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine.

L'empereur François-Joseph a annoncé aux puissances l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par une circulaire remise par l'intermédiaire de ses représentants diplomatiques. Voici le texte de la dépêche du baron d'Æhrenthal au comte Khevenhüller que celui-ci a remise au ministre des affaires étrangères, M. Pichon :

Vienne, 3 octobre 1908.

« Pour assurer le développement pacifique des territoires situés au sud de la frontière de la monarchie, le traité de Berlin confia à l'Autriche-Hongrie l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine avec en plus le droit de garnison dans le sandjak de Novi-Bazar, en réservant aux gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Turquie de s'entendre à ce sujet. Cette entente fut amenée par la convention de Constantinople signée le 21 avril 1879, qui prévoyait la présence simultanée de garnisons austro-hongroises et ottomanes dans certaines localités du sandjak.

« Le but visé par cette coopération amicale de troupes austro-hongroises et ottomanes a été pleinement atteint. Nous avons réussi à maintenir l'ordre et à assurer la paix de l'Europe, qu'une conflagration dans ces parages aurait pu facilement mettre en danger.

« Depuis, la situation a subi un changement radical. La Turquie, alors affaiblie par les suites d'une guerre sanglante, et impuissante à assurer à elle seule l'ordre et la tranquillité dans le sandjak, s'est recueillie pendant les trente années qui suivirent la signature de la convention de Constantinople.

« Le mouvement politique surtout qui s'y manifeste à l'heure qu'il est, sous les auspices de S. M. le Sultan, laisse entrevoir une affirmation de l'idée de l'Etat ottoman, et par là, une consolidation des bases de l'empire même.

« Dans ces circonstances, le cabinet de Vienne se plaît à espérer que le gouvernement ottoman réussira, sans autre appui, à maintenir l'ordre dans le sandjak et à remplir seul dans ces contrées la tâche qui y incombait, jusqu'à présent, à la coopération des deux gouvernements.

« Aussi le gouvernement impérial et royal n'a-t-il pas hésité à informer la Sublime Porte qu'il renonçait à faire valoir à l'avenir les droits que la convention de Constantinople lui a conférés par rapport au sandjak de Novi-Bazar.

« Quant aux troupes impériales et royales, le gouvernement ottoman a été également informé qu'elles ont reçu l'ordre d'évacuer les localités où elles tiennent garnison.

« Par ce fait de haute importance, le cabinet de Vienne n'entend pas seulement donner au gouvernement impérial ottoman une preuve éclatante de sa confiance et de ses sentiments sincèrement amicaux, il oppose par là, en même temps, le démenti le plus formel aux bruits qui lui prêtaient des ambitions égoïstes et des convoitises territoriales.

« En portant à la connaissance du gouvernement impérial ottoman son intention de ne plus faire appel aux dispositions de la convention de Constantinople, en tant qu'elles se rapportent au

« sandjak de Novi-Bazar, le cabinet de Vienne crut nécessaire de préciser en même temps sa manière de voir quant aux autres questions spécifiées dans cette même convention.

« La mission que le traité de Berlin lui a confiée en Bosnie et en Herzégovine, l'Autriche-Hongrie l'a remplie pour le bien de ces populations et dans l'intérêt même de l'empire ottoman.

« En effet, seule la situation créée en Bosnie et en Herzégovine par le traité de Berlin et maintenue à l'état de stabilité par l'Autriche-Hongrie, a permis à la Turquie de concentrer ses forces pour la sauvegarde de l'intégrité territoriale de l'empire.

« La Bosnie et l'Herzégovine sont arrivées aujourd'hui — grâce au travail assidu de l'administration austro-hongroise — à un haut degré de culture matérielle et intellectuelle; le moment paraît donc venu de couronner l'œuvre entreprise en octroyant à ces provinces les bienfaits d'un régime autonome et constitutionnel ardemment désiré par la population entière. Le gouvernement impérial et royal doit cependant, pour réaliser ces intentions généreuses, régler d'une façon précise la situation de ces deux provinces et pourvoir à une garantie efficace contre les dangers qui pourraient menacer la stabilité du régime établi en 1878. Le cabinet de Vienne se voit donc dans l'impérieuse nécessité de s'affranchir des réserves contenues dans la convention de Constantinople et de reprendre quant à la Bosnie et à l'Herzégovine son entière liberté d'action.

« Le gouvernement austro-hongrois a eu soin d'informer la Sublime-Porte, par l'intermédiaire de l'ambassade impériale et royale à Constantinople, du point de vue ci-dessus exposé; il a en même temps exprimé l'espoir que les relations entre les deux pays, délivrées de l'incertitude de la situation en Bosnie-Herzégovine et dans le sandjak, ne feront que gagner en présence de l'état de choses bien défini et normal que nous voulons établir.

« Veuillez, monsieur l'ambassadeur, porter ce qui précède à la connaissance du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, et laissez sur demande copie de la présente dépêche entre les mains de Monsieur le Ministre des affaires étrangères.

« Recevez, etc. »

Le 7 octobre le *Journal Officiel* de Vienne et celui de Budapest ont publié les cinq documents suivants :

1° La proclamation de l'empereur à la population de la Bosnie et de l'Herzégovine dans laquelle il annonce qu'il étend sur ces provinces les droits de souveraineté de la maison de Habsbourg;

2° La lettre de l'empereur aux chefs d'Etat des puissances signataires du traité de Berlin;

3° Un rescrit de l'empereur au baron d'Aehrenthal;

4° Un rescrit de l'empereur au président du conseil autrichien, baron de Beck;

5° Un rescrit de l'empereur au président du conseil hongrois, Dr Wekerlé.

1° LA PROCLAMATION DE FRANÇOIS-JOSEPH

L'empereur d'Autriche adresse aux populations de Bosnie et d'Herzégovine la proclamation suivante :

« Nous, François-Joseph I^{er}, empereur d'Autriche, roi de Bohême et roi apostolique de Hongrie, aux habitants de la Bosnie et de l'Herzégovine :

« Lorsque, il y a une génération, nos troupes passèrent les frontières de vos pays, vous receviez l'assurance qu'elles venaient non pas en ennemis mais bien comme amis, dans la ferme volonté de porter remède aux maux dont votre patrie était si durement atteinte depuis des années.

« Cette promesse, donnée à un moment grave, a été loyalement tenue. Notre gouvernement a cherché constamment à conduire le pays dans une légalité tranquille et au moyen d'une activité ininterrompue vers un plus heureux avenir.

« A notre grande joie nous constatons que la semence éparpillée dans les sillons d'un sol troublé a richement fleuri. Vous-mêmes vous devez trouver avantageux que l'ordre et la sécurité aient remplacé la violence et l'oppression, que le commerce et la circulation prennent des proportions toujours plus importantes, que l'influence moralisatrice d'une instruction améliorée se soit exercée, et que sous la protection d'une administration en ordre, chacun puisse bénéficier des fruits de son travail.

« Nous avons tous pour devoir sérieux de marcher sans cesse de l'avant dans cette voie.

« Ayant devant nos yeux ce but, nous estimons que le moment est venu pour donner aux habitants des deux pays une nouvelle preuve de notre confiance en leur maturité politique.

« Afin de faire parvenir la Bosnie et l'Herzégovine à un niveau plus élevé de la vie politique, nous avons décidé d'accorder aux deux pays des institutions constitutionnelles, en tenant compte des conditions actuelles et des intérêts généraux, de façon à créer une base légale par la représentation de leurs souhaits et de leurs besoins.

« Vous aurez désormais une voix lorsque des décisions seront prises relativement aux affaires de votre patrie qui possédera d'ailleurs toujours, comme par le passé, une administration indépendante.

« Mais la condition préliminaire et indispensable à l'établissement de cette constitution provinciale consiste en la création préalable d'une situation juridique précise et dépourvue de toute ambiguïté pour les deux pays.

« Pour ce motif, et dans le souvenir des liens qui existaient jadis entre nos glorieux ancêtres sur le trône hongrois et ces pays, nous portons sur la Bosnie et l'Herzégovine les droits de notre suzeraineté, et c'est

notre volonté que l'ordre de la succession de notre maison soit établi également pour ces pays.

« Les habitants des deux pays partagent donc tous les avantages que peut offrir une confirmation durable des rapports actuels. Le nouveau régime constituera une garantie que la civilisation et le bien-être seront solidement établis chez vous.

« Habitants de la Bosnie et de l'Herzégovine, parmi les soins dont est entouré notre trône, le soin de veiller au maintien de vos intérêts matériels et à la satisfaction de vos besoins spirituels ne sera pas dans l'avenir, soyez-en sûrs, la dernière de nos préoccupations.

« La haute idée des droits d'égalité pour tous devant la loi ; une part dans les mesures législatives et dans l'administration des affaires provinciales ; une protection égale pour toutes les religions et pour les idiosyncrasies de langue et de race : de tous ces droits vous bénéficierez en pleine mesure. La liberté de l'individu et le bien-être de la collectivité seront les buts que poursuivra le gouvernement dans les deux pays.

« Vous vous montrerez assurément dignes de la confiance que l'on a en vous en faisant preuve d'affection et de fidélité pour nous et pour notre maison. C'est ainsi que nous espérons que la noble harmonie entre prince et peuple, le gage le plus cher de tout progrès politique, nous accompagnera toujours sur notre chemin commun ».

2° LE RESCRIPT AU MINISTRE DES FINANCES

Le baron Burian de Rajecz, ministre commun des finances, chargé de l'administration des provinces occupées, a reçu de son côté une lettre autographe dans laquelle le souverain charge son ministre de publier la proclamation à la Bosnie-Herzégovine. Elle exprime la ferme volonté de l'empereur d'accorder aux habitants les droits civiques, de leur assurer la liberté des personnes et des croyances, le respect des coutumes, de sauvegarder la liberté de la presse, le secret des lettres, le droit de pétition, le droit d'association. Tout cela était en partie assuré déjà par les lois existantes.

« J'ordonne, dit la lettre, que les besoins de la population pour sa coopération dans l'administration des affaires du pays soient satisfaits par une représentation provinciale sous une forme qui ménage les conditions confessionnelles. Le corps représentatif à créer, basé sur la représentation des intérêts, doit être l'image aussi fidèle que possible des conditions nationales, confessionnelles et politiques du pays ; par conséquent les habitants supérieurs par leur éducation et leur fortune des villes et des communes rurales doivent être représentés dans des curies spéciales ; les électeurs doivent voter dans chaque curie, répartis suivant leur confession, pour sauvegarder non seulement la bonne harmonie des confessions contre les mésintelligences, mais aussi pour assurer à chaque confession le nombre de représentants lui revenant proportionnellement.

« Les attributions de la Diète de la Bosnie et de l'Herzégovine, sans préjudice des représentations des districts à créer, comprendront les affaires législatives, le contrôle concernant l'administration et la justice dans la Bosnie et l'Herzégovine.

« Pour donner à la population du pays nouvellement incorporée en témoignage de mes sérieux efforts pour sauvegarder ses droits et pour régler d'une manière satisfaisante les affaires du pays, je vous ordonne de me soumettre en toute hâte les projets à élaborer dans le sens de ces principes, pour que la nouvelle constitution du pays puisse entrer en vigueur le plus tôt possible. »

3° LE RESCRIT IMPÉRIAL AU BARON D'ÄHRENTHAL

François-Joseph a adressé à son ministre des affaires étrangères une lettre autographe dans laquelle il dit :

« Pénétré de la conviction inébranlable que les buts élevés civilisateurs et politiques en raison desquels la monarchie austro-hongroise accepta l'occupation et l'administration de la Bosnie et l'Herzégovine, et en outre que les succès de l'administration, obtenus grâce à de lourds sacrifices, ne peuvent être assurés à la longue que par l'établissement d'institutions constitutionnelles répondant à leurs besoins, dont la condition indispensable est la création d'une situation claire et non équivoque des deux pays, j'étends les droits de ma souveraineté sur la Bosnie et l'Herzégovine, et je mets en même temps en vigueur l'ordre de succession de ma maison pour ces pays.

« Pour manifester les intentions pacifiques qui m'ont déterminé à prendre cette décision indispensable, j'ordonne en même temps que les troupes de mon armée évacuent le sandjak de Novi-Bazar. »

4° et 5° LES RESCRITS AUX PREMIERS MINISTRES D'AUTRICHE ET DE HONGRIE

Dans la lettre adressée au baron de Beck, premier ministre autrichien, l'empereur lui fait part de sa décision et lui donne l'ordre de soumettre au Reichsrath les projets de loi relatifs à l'annexion.

Dans la lettre adressée au docteur Wekerlé, premier ministre hongrois, il est question du serment fait lors du couronnement de François-Joseph comme roi de Hongrie. Par ce serment le roi a reconnu les droits de la Hongrie sur les territoires ayant appartenu à la couronne de saint Etienne et promis de les rendre à la couronne de Hongrie dès que cela serait possible.

Le marquis de Pallavicini, ambassadeur d'Autriche à Constantinople, a remis le 6 octobre à la Porte la note suivante :

« Lorsque l'Autriche-Hongrie conclut la Convention du 21 avril 1879, avec la Porte, Convention destinée à régler l'exécution de l'article 25 du

traité de Berlin, en ce qui concerne le Sandjak de Novi-Bazar, elle se rendait compte de l'étroite solidarité d'intérêts qui se manifestait particulièrement dans les dispositions de la convention qui prévoyaient la présence de garnisons austro-hongroises et ottomanes dans certaines localités.

« Le but visé par cette coopération amicale des troupes austro-hongroises et ottomanes a été atteint. Nous avons réussi à maintenir l'ordre et à assurer la paix de l'Europe qu'une conflagration dans ces parages aurait compromise au moment où la Turquie était affaiblie par la guerre.

« Depuis, la situation s'est radicalement modifiée. Les trente années qui ont suivi la signature de la Convention ont donné à la Turquie le temps de se recueillir. Le mouvement politique surtout qui s'y manifeste en ce moment laisse entrevoir une affirmation de l'Etat ottoman, et par là, une consolidation des bases de son empire.

« L'Autriche-Hongrie a donné il y a peu de temps, à la Turquie, la preuve de ses intentions bienveillantes et pacifiques en déclarant qu'elle était disposée à insérer dans la convention concernant le raccordement d'Uvac-Mitrowitz une clause portant que la monarchie n'userait plus désormais de son droit de placer des troupes sur d'autres points du Sandjak, sans accord préalable avec la Porte.

« Aujourd'hui où l'inauguration d'une nouvelle ère politique à Constantinople paraît être d'un excellent augure pour l'avenir de la Turquie, l'Autriche-Hongrie espère que la Porte réussira seule à maintenir l'ordre dans la Sandjak et à remplir ainsi dans ces contrées la tâche qui incombait jusqu'à maintenant à la coopération des deux gouvernements.

« L'Autriche-Hongrie n'hésite pas à déclarer qu'elle renonce à faire valoir à l'avenir les droits que la convention lui confère relativement au Sandjak.

« Quant aux troupes austro-hongroises, elles ont reçu l'ordre d'évacuer les localités où elles se tiennent en garnison. Par ce fait d'une haute importance, l'Autriche-Hongrie n'entend pas seulement donner à la Porte une preuve éclatante de sa confiance et de ses sentiments sincèrement amicaux. Elle oppose par là, en même temps que le démenti le plus formel aux bruits qui lui prêtent des ambitions égoïstes et des convoitises territoriales.

« S'il est entendu que l'Autriche-Hongrie n'a plus l'intention de faire appel aux dispositions du traité de Constantinople relatives au Sandjak, il lui incombe, d'autre part, de voir préciser son point de vue concernant les autres questions spécifiées dans cette convention.

« L'Autriche-Hongrie a rempli la mission que le traité de Berlin lui a confiée en Bosnie et en Herzégovine pour le bien de ces populations, dans l'intérêt même de la Turquie. En effet, seule, la situation créée en Bosnie-Herzégovine par le traité de Berlin, et solidement maintenue par l'Autriche-Hongrie, a permis à la Turquie de concentrer ses forces pour sauvegarder l'intégrité territoriale de son empire.

« La Bosnie et l'Herzégovine sont arrivées aujourd'hui, grâce au travail assidu de l'administration autrichienne, à un haut degré de culture matérielle et intellectuelle. Le moment paraît donc venu de couronner l'œuvre entreprise, en octroyant à ces provinces les bienfaits du régime autonome et constitutionnel désiré par la population.

« L'Autriche-Hongrie doit cependant, pour réaliser ses intentions généreuses, régler de façon précise la situation de ces deux provinces, et pourvoir à leur garantie efficace, contre les dangers qui pourraient menacer la stabilité du régime établi en 1878.

« L'Autriche-Hongrie se voit donc dans l'impérieuse nécessité de s'affranchir des réserves contenues dans la convention de Constantinople, et de reprendre, quant à la Bosnie et à l'Herzégovine, son ancienne liberté d'action.

« Elle croit que les relations entre les deux pays délivrés de l'incertitude qui pèse sur la situation en Bosnie, en Herzégovine et dans le Sandjak, s'amélioreront beaucoup, avec l'état de choses définitif et normal que nous voulons établir. »

A Vienne, le *Fremdenblatt* a publié le 9 octobre la note officielle suivante :

« Le règlement de la situation juridique des pays occupés est un acte historique, et l'on peut dire, pour le caractériser, qu'il a été causé par des raisons de civilisation, que le moment où il se produit a été indiqué par une nécessité politique, qu'on réalise, en l'accomplissant, les véritables intentions du traité de Berlin, et que l'on poursuit ainsi un but éminemment pacifique.

« Par le traité de Berlin, l'Europe a conféré à l'Autriche-Hongrie un mandat pour rétablir l'ordre en Bosnie et en Herzégovine et pour assurer, en l'y maintenant d'une façon durable, la paix européenne, à l'endroit où elle était le plus en danger.

« Nous avons rempli cette tâche, et nous avons procuré à ces pays le pain et la civilisation. L'occupation est basée sur des droits conférés par le Congrès de Berlin avec l'assentiment formel des premiers plénipotentiaires de l'Angleterre et de la Russie; d'un autre côté, la situation juridique de ces provinces relativement aux relations existant au point de vue du droit entre l'Autriche-Hongrie et la Turquie est réglée par la convention particulière du 21 avril 1879, et il ne s'agit actuellement que d'une modification de cette convention.

« Cette convention entre les deux puissances contenait deux clauses principales. L'une établissait, vis-à-vis de l'exercice réel des droits de souveraineté par l'Autriche-Hongrie, le maintien d'une souveraineté purement nominale de la Turquie. L'autre concernait les arrangements de détails relatifs aux garnisons que les deux puissances devaient entretenir dans le sandjak de Novi-Bazar.

« Ces dernières dispositions ont été prises en raison de l'état de faiblesse dans lequel se trouvait alors la Turquie, et le rappel des troupes

du sandjak de Novi-Bazar implique par conséquent la reconnaissance du fait que la Turquie s'est vue consolidée par la modification apportée à l'état de choses.

« Nous donnons ainsi une preuve incontestable non seulement du désintéressement qui inspire au point de vue territorial toute notre politique en Orient, mais aussi du désir que nous avons de fournir à la Turquie un gage visible de nos sentiments amicaux et de notre entière confiance dans la solidité des nouvelles bases de sa situation comme Etat. »

« Nous avons pu pendant trente ans respecter la souveraineté du Sultan dans les pays occupés, qui constitue le second point principal de la convention particulière, d'abord parce qu'elle constituait une forme de souveraineté qui ne nous empêchait pas d'administrer avec ordre et unité les pays occupés et ensuite parce que le respect de cette souveraineté n'impliquait aucun danger pour la stabilité de la situation dans les pays occupés, où le traité de Berlin nous avait imposé l'obligation de maintenir l'ordre. Certaines agitations qui ont produit de l'inquiétude dans la population ont toutefois fait appréhender que ce danger ne se fit sentir, et il a été nécessaire de le prévenir par une mesure appropriée.

« Cette mesure consiste dans la régularisation définitive d'une situation qui n'était pas régularisée jusqu'à présent et qui faisait craindre de continuelles complications.

« Nous avons pour devoir de maintenir l'ordre établi en Bosnie et en Herzégovine par une mesure prise dans ce sens et pour la protection des principes fondamentaux du traité de Berlin. »

Le *Fremdenblatt* fait ensuite ressortir que le régime constitutionnel est accordé à la population.

« Cette réforme, ajoute-t-il, ne pouvait avoir lieu sans danger de complication qu'après la régularisation de la situation juridique.

Au sujet des relations avec la Turquie, le journal autrichien s'exprime de la manière suivante :

« Nous espérons que les rapports des deux puissances qui étaient jusqu'à présent compliqués par une situation manquant de netteté, seront à l'avenir plus amicaux et empreints d'une plus grande confiance réciproque. Par la solution de la question de souveraineté et par l'établissement d'institutions constitutionnelles, nous assurons à ces pays le calme à l'extérieur et à l'intérieur et nous créons ainsi à la frontière de la nouvelle Turquie une muraille solide qui protégera le territoire de cet Etat et l'avenir de la nation turque. »

La proclamation impériale à la population a été faite le 7 octobre dans tout le pays par les autorités et les crieurs publics. Elle a été portée à la connaissance des troupes par les chefs de corps. Il n'y a pas eu de fêtes officielles spéciales. La population des villes et des campagnes a accueilli la nouvelle avec calme.

Le conseil municipal de Serajevo a tenu une séance solennelle à l'issue de laquelle il a envoyé une dépêche de félicitations à l'empereur. Se gouverneur a reçu ensuite le conseil, qui l'a remercié à l'occasion de l'annexion et l'a assuré de sa loyauté.

A Budapest, l'empereur a reçu, le 8 octobre, à midi, les membres des Délégations.

Répondant aux discours d'hommage des deux présidents des Délégations, l'empereur, après avoir remercié les délégués de leurs assurances de fidèle dévouement, poursuit :

« La réunion des Délégations a lieu cette fois simultanément avec un événement qui signifie la garantie des possessions actuelles de la monarchie. Le lien unissant la Bosnie-Herzégovine avec elle depuis trente ans étant devenu indissoluble, les efforts infatigables et couronnés de succès de mon gouvernement ont fait mûrir dans ces pays un progrès et une culture si bienfaisants que la population peut être appelée maintenant à coopérer utilement aux affaires du pays et que la création d'institutions constitutionnelles conformes à ses besoins peut être abordée.

« Cela n'est cependant possible que si une position juridique, claire et sans équivoque, conforme à la situation réelle, est créée pour ces deux pays. Seulement, ainsi, l'on pourra garantir là-bas, avec l'état de choses actuel, la stabilité reconnue comme étant d'un intérêt européen.

« Par le retrait de mes troupes du sandjak de Novibazar, je donne en même temps une preuve incontestable que notre politique n'aspire en aucune façon à des acquisitions territoriales, en plus de ses possessions actuelles. Il est à espérer que cette renonciation en faveur de la Turquie sera appréciée à Constantinople d'une manière amicale et que l'empire ottoman profitera de nos relations futures pour son développement ultérieur.

« Après le bouleversement radical qui vient de s'y produire et est accompagné de nos meilleurs souhaits pour sa consolidation et son affermissement, ainsi que pour la pacification durable des territoires qui, ces dernières années, étaient éprouvés par des troubles fréquents, les puissances, animées toutes d'intentions pacifiques, s'efforcent dans une entente réciproque, d'adoucir et d'écarter les difficultés dont la situation générale européenne n'est pas encore débarrassée.

« Grâce à nos alliances avec l'Allemagne et l'Italie et à nos rapports amicaux avec les autres puissances, l'Autriche peut coopérer éminemment au maintien de la paix. Cette tâche, répondant à la situation de la monarchie en Europe et à ses traditions, elle ne peut l'accomplir efficacement que si elle est puissante et armée.

« L'empereur finit en exprimant sa confiance que les délégués examineront dans cet esprit les exigences du gouvernement, notamment celles concernant le développement de l'armée, et leur souhaite la bienvenue. »

La commission des affaires étrangères de la délégation autrichienne s'est réunie à Budapest, le 8 octobre. Le baron d'Érenthal, ministre des affaires étrangères, a pris la parole pour faire l'exposé suivant.

Le ministre a rappelé d'abord le mouvement qui a éclaté, cet été, en Turquie, en vue du rétablissement de la Constitution, mouvement qui a eu pour conséquence l'arrêt provisoire des efforts faits par les puissances pour réaliser des réformes dans l'empire ottoman. Un accord complet des puissances à cet égard a pu être bientôt constaté sur les deux points suivants :

1^o Que tous les autres projets de réformes doivent provisoirement être mis de côté, et 2^o qu'il y aurait lieu d'adopter vis-à-vis du développement ultérieur des événements en Turquie une attitude d'expectative bienveillante.

En ce qui concerne la question des réformes, on pourrait parler d'un temps d'arrêt. Il est nécessaire d'observer comment le rétablissement de la Constitution s'effectuera d'une façon générale et quelle répercussion il aura sur la situation particulière qui règne dans les trois vilayets. Nous avons considéré comme opportun, en attendant d'être fixés sur ce point, de congédier les officiers de notre armée chargés de l'application des réformes, et nous avons informé la Turquie, en insistant sur les circonstances dans lesquelles elle intervenait, que cette décision était inspirée exclusivement par les mêmes motifs qui nous ont, d'une façon générale, inspiré une attitude sympathique vis-à-vis du nouvel état de choses. Cette attitude de notre part est fondée sur l'espérance précise que l'ère nouvelle qui s'est ouverte pour la Turquie rajeunira et fortifiera son régime politique.

L'Autriche-Hongrie, en sa qualité de puissance frontrière, et, par suite, la plus directement touchée dans ses intérêts, désire sincèrement, et pour des motifs égoïstes, qu'il en soit ainsi : une Turquie dotée d'une administration meilleure et où règnerait une situation plus stable que ce n'était le cas naguère encore, serait pour nous un voisin plus commode que la Turquie d'hier où une guerre civile, qui durait depuis des années, avait obligé les puissances à intervenir.

Si la tournure prise jusqu'ici par les événements avait justifié une modification dans cette appréciation pleine de confiance, il nous faudrait constater du moins que les éléments dirigeants de la nouvelle politique turque ont fait preuve d'une modération et d'une prudence qu'on ne saurait méconnaître. Cela sera d'autant plus à l'avantage de l'empire ainsi régénéré que la nouvelle Turquie en a appelé à la bienveillance et à l'appui fraternel des autres puissances.

Pour notre part, cet appui lui sera acquis dans une mesure d'autant plus large qu'elle aura observé une attitude plus amicale à notre endroit et reconnu le bien-fondé de nos intérêts.

Nous sommes d'accord, non seulement avec nos alliés, l'Allemagne et l'Italie, mais aussi avec les autres puissances, à commencer par la Russie, avec laquelle nous nous sommes tenus, depuis 1877, en con-

tact étroit et permanent, en ce qui concerne les affaires des Balkans. Telle est encore la situation aujourd'hui. L'émotion qui avait un instant agité l'opinion publique russe, à la suite de l'annonce de notre démarche à Constantinople, relativement au raccordement du chemin de fer de Bosnie au réseau turc, s'est maintenant calmée. On croyait, bien à tort, que l'Autriche-Hongrie avait voulu faire-échec à la Russie.

On a prétendu que nous nous efforcions, dans la partie ouest de la péninsule balkanique, d'obtenir certains monopoles d'ordre économique ou d'ordre politique, ceux-ci visant les communications, et que nous réclamions du sultan des garanties à ce sujet.

Cela ne nous est jamais venu à l'idée.

Il est vrai qu'étant les plus proches voisins de cette partie de l'empire turc, nous chercherons, naturellement, à nous créer sur ces territoires une place convenable. Quant à nous défendre de la concurrence naturelle à l'aide de monopoles, ce serait là une politique à courte vue.

Nous avons donc déclaré que c'est avec sympathie que nous considérerons l'établissement de toute nouvelle ligne de chemin de fer dans ces régions, car toute nouvelle ligne signifie un nouveau pas dans la voie de la pacification et du développement de ces importantes provinces de l'empire ottoman.

Nous sommes d'avis que la question de nouvelles lignes et de nouveaux raccordements aux chemins de fer des pays voisins est une affaire qui concerne exclusivement la Turquie et son voisin. Le tracé de la ligne du sandjak est terminé et doit être soumis à une nouvelle révision touchant la partie financière.

Nous comptons que le nouveau régime établi à Constantinople nous prêterait aussi son concours en ce qui concerne ces travaux. Nous voulons y apporter, de notre côté, tout notre soin, et nous sommes persuadés que l'achèvement de cette ligne, qui touche également aux intérêts de la Turquie et de l'Autriche-Hongrie, ne peut être qu'une question de temps.

Nous comptons, de pareille façon, sur un accord amical avec le Monténégro, en ce qui concerne la construction d'une ligne de raccordement allant de la Dalmatie, à travers le littoral monténégrin, dans la direction du territoire turc.

Le traité de Berlin a reconnu à l'Autriche-Hongrie, vis-à-vis de la Turquie, deux sortes d'intérêts spéciaux.

D'abord il lui a donné mandat d'administrer la Bosnie-Herzégovine pour une période illimitée, puis le droit d'entretenir une garnison dans le sandjak de Novi-Bazar, le droit d'user de certaines prérogatives administratives et d'occuper les routes militaires ou commerciales.

Un travail ininterrompu pendant trente ans a donné le droit à notre administration de déclarer qu'elle a été à la hauteur de sa mission. Dans un pays plein de dangers et d'agitation, elle a su maintenir l'ordre et le calme, relever le niveau intellectuel et économique de la population.

Nous nous sommes décidés à déclarer à Constantinople que les circonstances envisagées par la convention de 1879, relativement au sandjak de Novi-Bazar, ne se réalisaient plus dans toute leur intégrité, et nous nous sommes vus obligés de dénoncer ladite convention.

Ce faisant, nous avons déclaré qu'en vue du nouveau régime établi en Turquie nous jugions bon de retirer nos garnisons et d'abandonner tous nos autres droits dans le sandjak, car nous étions convaincus que l'empire ottoman régénéré était désormais en état d'assurer par ses propres moyens l'ordre et la tranquillité dans le sandjak.

En même temps, toutefois, nous avons déclaré que l'urgence qu'il y avait à prendre des mesures en vue de l'établissement d'une Constitution en Bosnie nous mettait dans la nécessité de prendre en main l'affranchissement de la Bosnie-Herzégovine de tout lien de vasselage ; de renoncer définitivement aux droits qui découlent pour nous, en ce qui touche le sandjak, de l'article 45 du traité de Berlin ; de recueillir les résultats de notre œuvre administrative, de faire participer les populations à l'administration et d'étudier les moyens de doter les deux provinces d'organes appropriés ; de donner à la Bosnie-Herzégovine une Landtag qui établira le budget et contrôlera l'administration du pays.

Étant donnée la situation politique des deux provinces et les difficultés qui pouvaient survenir au dehors, entreprendre une pareille rénovation était une tâche qui pouvait sembler grosse de conséquences.

Avant de rejeter tous nos doutes au sujet de notre complète souveraineté sur les pays occupés, nous avons cherché une compensation. D'autre part, nous n'avons pas un instant abandonné la base du traité de Berlin ni le but essentiel de l'article 25 qui, somme toute, était de rétablir une situation stable en Bosnie-Herzégovine : ceci, avec l'aide d'une puissance suffisamment forte pour écarter tout obstacle. Tels furent les motifs qui décidèrent, à Berlin, lord Beaconsfield et lord Salisbury à proposer que l'on confiât ce mandat à l'Autriche-Hongrie. Or ce mandat ne stipule aucun terme relatif à l'occupation des provinces par l'Autriche-Hongrie.

De même, étant donné ce régime, il n'était pas possible d'entreprendre quelque chose de durable.

L'occupation était simplement un moyen. La chose principale était l'administration du pays par la puissance occupante. Nous avons fait preuve, certainement, d'une sage modération en ne nous décidant à toucher à l'œuvre du congrès de Berlin que trente ans après et seulement sous la pression d'événements graves.

Maintenant, il est devenu indispensable d'éclaircir la situation et de poursuivre une œuvre de civilisation et de progrès, avec le concours de la population.

Il était également de toute urgence d'éclaircir notre situation vis-à-vis de la Turquie, tant en ce qui concerne les pays occupés que le sandjak lui-même, *Clara pacta, boni amici !*

Les garnisons austro-hongroises dans le sandjak ont également rempli

leur mission et, pendant trente ans, nous avons aidé la Turquie à conserver son intégralité territoriale dans ces régions.

Toutefois, comme, ainsi que je l'ai déjà dit, nous sommes maintenant décidés à laisser désormais ce soin à la seule Turquie, la question se pose : Quelle peut maintenant être l'utilité de nos garnisons sur la Lim ? — Tout au plus de donner un nouvel aliment à la légende de notre marche en avant vers la mer Egée.

Si les troupes austro-hongroises évacuent le sandjak, cela contribuera à rendre bien clair ce fait : combien peu égoïste est la politique que nous poursuivons en Orient ?

Cela démontrera également aux Etats balkaniques que l'Autriche-Hongrie ne s'efforce nullement de s'agrandir à leurs dépens.

L'évacuation du sandjak par nos troupes projettera enfin une clarté désirable sur les rapports de l'Autriche-Hongrie et des autres puissances.

L'Autriche-Hongrie s'est vu confier une mission dans un pays où les antagonismes religieux et nationaux créaient une atmosphère chargée d'orage. Ce n'était pas là un mandat facile ni agréable. Nous avons cependant été à la hauteur de notre tâche, car nous n'avons procédé qu'avec la plus extrême discrétion. Malgré cela, l'Autriche-Hongrie, à cause de la situation qui lui était ainsi faite, s'est vue l'objet de bien des jalousies et de bien des méfiances auxquelles nous ne voulons plus nous exposer.

Le 7 octobre, la Serbie envoya aux puissances signataires du traité de Berlin la protestation suivante :

« Le gouvernement de Sa Majesté le roi de Serbie, invoquant d'une part, les droits incontestables du peuple serbe qui sont le principe même de l'existence de la Serbie, et d'autre part les termes clairs et précis de l'article 25 du traité de Berlin, proteste de toute son énergie contre la réunion de la Bosnie et de l'Herzégovine aux pays de la monarchie des Habsbourg, proclamée aujourd'hui par le manifeste de Sa Majesté l'empereur et roi d'Autriche-Hongrie.

« Le gouvernement royal est persuadé que le traité de Berlin — d'autant plus que, n'ayant pas eu part à sa création, nous avons été obligés de le subir en tant qu'il affectait notre sort — doit faire loi non seulement quand il impose des devoirs et obligations, entraîne des préjudices et exige des sacrifices de la Serbie et de la race serbe, mais aussi, et à plus forte raison, quand il offre une protection à nos droits, au moins dans les étroites limites où les dispositions du traité leur donnent une reconnaissance expresse. Le gouvernement royal constate que, quoique sous l'influence des tendances et des exigences de certaines puissances les droits serbes aient obtenu, au Congrès de Berlin, une satisfaction incomparablement inférieure aux sacrifices supportés durant la guerre par les deux Etats serbes (la Serbie et le Montenegro) et bien que néanmoins la Serbie ait accompli jusqu'au bout, et plus scrupuleusement qu'aucun autre Etat, toutes les obligations lui incom-

bant par le traité de Berlin, aucun changement survenu pendant les trente dernières années dans l'état de choses établi par le règlement international pour la péninsule balkanique n'a été fait au profit de la nation serbe, tandis qu'au profit des autres se sont produites de nombreuses et graves atteintes et modifications.

« Cette persuasion, ainsi que la constatation de ces faits, inspirent au gouvernement serbe l'espoir que les puissances signataires du traité de Berlin répondront à l'appel qu'il leur adresse pour réclamer justice et protection contre cette nouvelle et flagrante violation qui s'accomplit unilatéralement, en vertu du droit du plus fort, poursuivant la satisfaction de ses seuls intérêts, sans égard aux atteintes profondes portées ainsi aux sentiments, aux intérêts et aux droits du peuple serbe. La Serbie ne saurait, dans le cas présent, obtenir pleine satisfaction autrement que par le rétablissement complet de la situation faite à la Bosnie et à l'Herzégovine par le traité de Berlin. Si cette solution est considérée comme absolument impossible, le gouvernement royal, faisant appel aux sentiments d'équité des puissances signataires du traité de Berlin, demande pour la Serbie une compensation correspondante, afin de maintenir les garanties indispensables à son existence d'Etat indépendant, et de rétablir, pour la nation serbe en général, les conditions d'existence, dans la mesure tout au moins où elles étaient assurées par le traité de Berlin. »

Le 8 octobre, la Turquie adressait aux mêmes puissances une Note contenant ces passages :

« L'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine, dans sa forme actuelle, est, en vérité, basée sur l'article 25 du traité de Berlin et sur la convention de Constantinople de 1879, qui est le développement du document précédent... Aucune infraction à de tels actes ne peut avoir lieu sans l'agrément unanime de la Turquie, la puissance souveraine de ces provinces, et des autres puissances contractantes.

« C'est pourquoi le gouvernement ottoman se voit dans la nécessité de réserver toutes les revendications en sa faveur que lui donnent les traités internationaux et de protester contre la violation de ces actes par le gouvernement austro-hongrois. »

Enfin, le Montenegro proclama, de son côté, aboli l'article 29 du traité de Berlin, qui limitait sa souveraineté.

En Grande-Bretagne, le 7 octobre, sir Edward Grey et M. Asquith déclaraient :

« Nous ne pouvons reconnaître le droit à aucune puissance de modifier un traité international sans le consentement des autres contractants, avait déclaré sir Edward Grey. Nous-mêmes, nous ne pouvons pas reconnaître le résultat d'un tel acte jusqu'à ce que les autres puissances aient été consultées, y compris spécialement dans ce cas la Turquie, qui est parmi les autres puissances la plus particulièrement intéressée, et cela parce que s'il devient coutume qu'une seule puissance puisse à

sa volonté modifier ainsi les termes des traités, la confiance publique se trouvera ébranlée.

« Il vaut la peine, avait encore précisé M. Asquith, de rappeler que, dans un protocole de janvier 1871, rattaché au traité de Londres cette année-là, et où figure l'Autriche-Hongrie, il est dit expressément qu'aucune puissance ne pourra rompre ses engagements par rapport au traité, ou en modifier les stipulations, à moins d'un accord amical et avec l'assentiment des autres parties contractantes... Dans ces conditions, le devoir du gouvernement de Sa Majesté est simple : c'est de montrer clairement aux parties responsables de chaque brèche faite dans le traité (de Berlin) *que nous ne pouvons pas reconnaître ce qui a été fait comme ayant la moindre validité internationale avant le jour où le consentement des puissances aura sanctionné le mouvement.* »

Telle était la situation lorsque, le 24 décembre 1908, la *Rossya* publia la dépêche-circulaire envoyée par le ministre des affaires étrangères aux représentants de la Russie près des puissances signataires du traité de Berlin.

Ce document se rattache à la dépêche reçue le 7 octobre par le comte Berchtold, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, et communiquée par lui au cabinet russe, dépêche qui contenait les décisions prises au sujet du sandjak de Novi-Bazar et de la Bosnie-Herzégovine.

La dépêche-circulaire, parlant de la proclamation du prince Ferdinand comme roi de Bulgarie, dit que, dans les deux cas, l'Europe s'est trouvée en présence d'un acte unilatéral qui modifiait en fait la situation créée par le traité de Berlin.

Les puissances européennes ayant participé à la conférence de Londres, en 1871, avaient cependant reconnu solennellement comme des fondements essentiels du droit international qu'aucune puissance ne peut s'affranchir des obligations que lui a imposées un traité, ni modifier les dispositions de ce traité qu'avec l'assentiment des puissances signataires. La Russie a observé ce principe même en ce qui concerne le traité de Berlin, bien que ce traité ait posé des conditions particulièrement pénibles pour la Russie et pour les Etats balkaniques.

Malgré cela, la Russie n'a jamais cherché à enfreindre les stipulations du traité de Berlin. Il est évident que tout manquement à ce principe est de nature à ébranler fortement les bases de l'équilibre politique et à compromettre la paix universelle.

Effectivement, la conduite de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie a provoqué immédiatement une aggravation de la situation dans les Balkans et les alarmes de l'Europe.

La Turquie, comme puissance immédiatement lésée, n'a pas tardé à protester formellement contre cette double violation du traité de Berlin.

Cette protestation parut d'autant plus digne d'attirer l'attention des puissances que la Turquie, par son souci de réformes à l'intérieur,

méritait des égards particuliers et un appui moral. Aussi, le représentant de la Russie à Constantinople fut-il chargé de déclarer à la Porte que le gouvernement impérial était convaincu que le traité de Berlin ne pouvait être modifié sans l'assentiment des puissances signataires.

En même temps, l'idée émise par la Turquie de convoquer une conférence donna lieu à un échange de vues confidentiel entre les cabinets, qui furent obligés de reconnaître que les récents événements avaient essentiellement modifié la situation dans la péninsule des Balkans et que la conférence devrait aussi s'occuper des autres questions qui appellent également d'une façon impérieuse l'attention des puissances, par exemple de la revision de celles des prescriptions du traité de Berlin qui ont perdu de leur importance primitive et des moyens à trouver pour donner satisfaction aux légitimes intérêts de la Turquie dans la péninsule des Balkans.

Un projet de programme pour la conférence, élaboré il y a déjà plus de deux mois, fut l'objet de pourparlers compliqués et d'ailleurs seulement partiels avec les divers cabinets. Toutefois, une entente définitive n'a pu être atteinte.

Ce cas est absolument analogue à celui qui fournit à l'Europe l'occasion de proclamer ce principe de droit international qui sert de base au point de vue russe : Lorsque, en 1871, la Russie cessa de reconnaître comme obligatoires certaines dispositions du traité de Paris, les puissances posèrent cette condition qu'à la conférence convoquée à cette occasion, toutes les questions soulevées devraient être examinées et discutées.

Sans aucune idée préconçue et en toute liberté d'esprit, nous reconnaissons, dit la dépêche-circulaire, qu'en ce qui concerne une entente directe entre l'Autriche-Hongrie et la Turquie, un tel accord favoriserait, il est vrai, la solution de la question, mais qu'il ne saurait en rien préjuger la sanction des puissances, ni retrancher quoi que ce soit à l'ampleur, et à la liberté de la discussion. Enfin, le cabinet de Saint-Petersbourg a jugé que la conférence ne pourrait absolument pas se borner à supprimer purement et simplement l'article 25 du traité de Berlin.

A cet égard, poursuit la dépêche-circulaire, nous avons des raisons de nous référer encore une fois au précédent de la conférence de Londres, où, non seulement les articles 11, 13 et 14 du traité de Paris furent supprimés, mais où fut en outre conclu un traité spécial qui apportait des modifications à l'acte international susmentionné.

La principale difficulté a été jusqu'ici la divergence des vues de l'Autriche et de la Russie concernant la compétence de la conférence. Le cabinet de Vienne a, il est vrai, consenti à admettre dans le programme de la conférence la question de la Bosnie et du sandjak de Novi-Bazar. Il a déclaré toutefois que ces questions ne pouvaient plus être discutées pendant qu'il négociait avec la Turquie en vue d'une entente directe. Le cabinet de Vienne persiste à soutenir que la confé-

rence devra se borner à prendre acte de cette entente, et à supprimer l'article 25 du traité de Berlin.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg, de son côté, n'a pas jugé possible de s'associer à cette manière de voir. On n'a pas pu oublier, en effet, que l'Autriche-Hongrie a obtenu le droit d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine, ainsi que celui de tenir garnison dans le district de Novi-Bazar, non pas par un accord partiel avec la Turquie, mais en vertu du traité de Berlin.

Il est évident, par suite, que le droit reconnu à l'Autriche-Hongrie ne peut être soumis à une modification quelconque sans l'assentiment de toutes les puissances signataires.

Par conséquent, la future conférence doit, à notre avis, si les puissances désirent arriver à une entente sur la question bosniaque, non seulement supprimer l'article 25, mais encore le remplacer par une clause précisant avec exactitude la nouvelle situation créée en Bosnie-Herzégovine.

Heureusement, la possibilité s'offre maintenant de faire disparaître la divergence de vues existant entre la Russie et l'Autriche-Hongrie par un moyen acceptable pour les deux parties. Dans le communiqué qu'il a fait remettre au cabinet russe, le cabinet austro-hongrois ne persiste plus à demander que la question de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine soit soustraite à toute discussion des puissances.

Il propose un nouveau *modus procedendi* d'après lequel la discussion des questions soumises à la conférence serait précédée de pourparlers entre les divers cabinets. Cette manière de voir comporte des difficultés importantes, surtout parce que cette procédure est compliquée et qu'elle sera forcément longue. Nous ne pouvons toutefois nier, d'autre part, qu'elle serait de nature à écarter le danger de divergences trop prononcées à la conférence.

En outre, ce *modus procedendi* sauvegarde suffisamment, semble-t-il, le principe fondamental que la Russie a soutenu dès le début, à savoir que toutes les questions du programme, y compris le point n° 2 « Bosnie et Herzégovine », qui ont un caractère européen général, ne peuvent être résolues définitivement qu'avec l'assentiment de toutes les puissances signataires et, par suite, doivent être soumises à la libre discussion des cabinets.

Le gouvernement russe est animé du désir de manifester ses dispositions conciliantes et est disposé à ne s'opposer en rien au *modus procedendi* indiqué. Le cabinet russe a répondu au cabinet de Vienne en lui proposant de communiquer son projet aux autres puissances. Si celles-ci se déclarent disposées à approuver cette procédure, le cabinet de Saint-Pétersbourg ne manquera pas, pendant que se poursuivront les pourparlers préliminaires, de faire connaître sa manière de voir sur les points du programme de la conférence qui ont une importance particulière pour la Russie.

Le cabinet de Vienne a fait publier la note suivante :

Les négociations entre les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg sur le programme de la conférence balkanique ont abouti récemment à une fin préalable en ce sens que M. Isvolsky a adhéré au point de vue de l'Autriche-Hongrie que la réunion de la conférence devrait être précédée par des négociations entre les puissances pour préciser d'un accord commun les travaux de la conférence.

M. Isvolsky fit connaître, comme on le sait, il y a quelques jours, le point de vue du gouvernement russe sur la question de la conférence par la note-circulaire adressée aux puissances signataires du traité de Berlin ; aussi, le gouvernement autrichien crut-il devoir préciser vis-à-vis des puissances signataires l'état des négociations, ce qui eut lieu par un *pro-memoria* adressé le 23 décembre aux puissances en disant : « Aussitôt après avoir reçu le programme de la conférence de M. Isvolsky, le gouvernement austro-hongrois contribua autant qu'il dépendait de lui à la réalisation de l'idée de conférence, qui n'émane pas de lui, en précisant sa manière de voir quant à tous les points du programme à lui communiqués. »

Le gouvernement austro-hongrois continue à observer une attitude sympathique à l'égard de la réunion de la conférence. Les réserves formulées par lui ne sont dictées que par son intention de rendre le travail de la conférence aussi efficace que possible. C'est aussi dans cet ordre d'idées que le gouvernement viennois poursuit les négociations avec la Turquie, et il ne manquera pas d'informer les puissances dès que ces négociations auront donné le résultat désiré.

Ce *pro-memoria* contient, en outre, le programme de la conférence de M. Isvolsky, la réponse du cabinet viennois à la communication de ce programme du 14 novembre, le *pro-memoria* du cabinet russe du 9/22 novembre, le *pro-memoria* du cabinet viennois du 6 décembre et le *pro-memoria* russe du 4/17 décembre.

Dans la note du 14 novembre, le gouvernement autrichien, après avoir déclaré que la conférence ne saurait utilement se réunir que lorsqu'un accord préalable aura été établi entre les puissances signataires, précisa son point de vue sur différents points comme suit :

Le gouvernement est prêt à reconnaître le nouvel état de choses proclamé en Bulgarie, en supposant que la conférence ne sanctionne l'indépendance de cet Etat que lorsque les questions financières, y compris celle des chemins de fer orientaux, auront été réglées. Quant à la Bosnie-Herzégovine et au sandjak de Novi-Bazar, le gouvernement consent à ce que ces deux points puissent figurer parmi les points du programme, mais, bien entendu, l'extension de la souveraineté de François-Joseph sur la Bosnie-Herzégovine, de même que l'évacuation du sandjak, ne pourra plus faire l'objet de discussion. Le gouvernement espère arriver à ce sujet à une entente avec la Turquie.

En constatant cette entente, la conférence procéderait à l'abrogation de l'article 25 du traité de Berlin. Quant aux stipulations de l'article 29,

limitant les droits souverains du Monténégro, le gouvernement ne s'oppose pas à l'objection que cette affaire soit discutée en conférence, mais il maintient les réserves formulées toujours à ce sujet.

En ce qui concerne les avantages à procurer à la Serbie et au Monténégro, pour écarter une interprétation erronée éventuelle, la note propose en substance la version suivante :

« A propos des avantages économiques à procurer à la Serbie et au Monténégro concernant les capitulations et les bureaux de postes étrangers en Turquie, le cabinet austro-hongrois est prêt à ce concerter avec les puissances sur les modifications pouvant y être apportées. »

Dans le *pro-memoria* du 9/22 novembre, le cabinet russe partage entièrement l'opinion du cabinet viennois à l'égard de la nécessité de négociations préalables entre les puissances avant la réunion de la conférence.

Un pareil accord préalable devrait porter naturellement sur le contenu du programme de la conférence, et celle-ci devra avoir la faculté de discuter en toute liberté ces diverses questions.

Quant à l'entente à laquelle le cabinet viennois désire arriver avec la Turquie, le gouvernement russe pense qu'elle contribuerait certainement à la solution des questions, mais une pareille entente ne saurait préjuger de la solution définitive ni empêcher la libre discussion entre les puissances, car, après les principes reconnus par la conférence de Londres, aucune puissance ne peut se délier des engagements des traités.

Enfin, le gouvernement russe estime que la conférence ne pourrait pas à se borner à la simple abrogation de l'article 25 du traité de Berlin, mais qu'elle devrait le remplacer par une nouvelle stipulation.

Dans le *pro-memoria* du 8 décembre, le cabinet viennois constate la concordance des cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg au sujet de l'opportunité de négociations préalables et conclut que le cabinet russe est aussi anxieux que le gouvernement viennois de préserver la conférence du danger qui pourrait résulter de dissensions au sein même de la conférence. Ce but envisagé par les deux cabinets représente un intérêt européen et ne serait atteint, selon l'avis du cabinet viennois, que de manière très imparfaite si l'accord préalable entre les puissances se bornait à l'énumération des points du programme de la conférence. L'échange de vues entre les cabinets devrait porter aussi sur le fond des points du programme, du moins les plus importants, ce qui aboutirait, il faut l'espérer, à certaines formules qui traceraient à la discussion une limite précise.

Ainsi, par exemple, le gouvernement russe sera certainement disposé à limiter la discussion sur la Bosnie-Herzégovine de façon à ne pas remettre en question le fait de l'annexion. L'attitude du cabinet russe paraît au cabinet viennois d'autant moins douteuse que l'éventualité de l'annexion était prévue dans divers traités antérieurs conclus entre les deux empires. Ce mode de procédure contribuerait beaucoup à faciliter

les travaux de la conférence et écarterait les difficultés qui surgiront si on laisse à la discussion des divers points une liberté pleine et entière. Le cabinet viennois espère que le gouvernement russe s'inspirera du même désir de conciliation et d'entente.

Dans le *pro-memoria* du 4/17 décembre, le gouvernement russe fait ressortir que la proposition autrichienne de porter les échanges de vues entre les puissances aussi sur le fond des points du programme, afin d'aboutir aux dernières formules qui traceraient des limites précises à la discussion de la conférence, offre, sans doute à cause de sa lenteur, de réels inconvénients, mais que le gouvernement russe, désireux de faire preuve, de son côté, d'esprit de conciliation, est prêt à l'accepter si les autres puissances sont disposées à y adhérer.

Le 22 janvier 1907, Sir Edward Grey prononçait un discours dans lequel il commentait en ces termes la question d'Orient :

« Je tiens à profiter de cette occasion pour exprimer les sentiments de soulagement et de satisfaction que j'éprouve en apprenant qu'un accord est intervenu, du moins en principe, entre l'Autriche et la Turquie relativement à l'une des principales questions en litige en Orient.

« On n'est pas encore en droit de déclarer que le ciel est clair, car d'autres nuages obscurcissent toujours l'horizon. Cependant, là où les nuages paraissent particulièrement menaçants, le ciel bleu apparaît à l'heure actuelle d'une façon rassurante.

« D'autres difficultés restent encore à aplanir, mais j'espère que cet esprit de conciliation exemplaire qu'ont manifesté l'Autriche et la Turquie facilitera le règlement des questions encore en litige. De toutes façons, l'accord entre l'Autriche et la Turquie tend à faciliter sensiblement l'entente future entre les puissances signataires du traité de Berlin lorsque celles-ci viendront à s'entretenir des changements de ces temps derniers.

« Après en avoir dit autant, je devrais peut-être en dire un peu plus long, car, après tout, je voudrais voir non seulement la guerre évitée entre n'importe lesquelles des puissances, grandes ou petites, qu'intéresse spécialement la situation en Orient, mais encore je voudrais voir s'accroître les sentiments de confiance entre les puissances elles-mêmes, à la suite des pourparlers et des épreuves diplomatiques auxquels ont donné lieu ces difficultés en Orient. A ce point de vue, malgré de nombreuses inquiétudes, les résultats ont eu jusqu'ici leur côté favorable.

« Nos pourparlers avec la France et avec la Russie ont encouragé l'esprit de confiance, l'amour de l'amitié et de la paix, tant dans ces questions d'Orient qu'antérieurement déjà. Il en est de même d'ailleurs des pourparlers ayant trait actuellement aux questions intéressant plus directement et spécialement la France, la Russie et l'Angleterre, questions à propos desquelles nous nous sommes entendus directement.

« Le fait, d'ailleurs, que l'on savait que l'Allemagne et l'Italie, alliées de l'Autriche, travaillaient sincèrement à assurer le maintien de la paix,

a fait disparaître tout danger de froissement avec ces pays en ce qui concerne ces questions, et j'espère que la visite prochaine que le roi doit rendre à l'empereur Guillaume aura pour résultat de renforcer à Berlin les sentiments de confiance dans nos intentions et dans notre bonne volonté.

« Sans doute, notre sympathie pour la Turquie, aussi bien que la marche des événements, a fait que nous nous sommes trouvés dans une attitude peu sympathique pour celle que l'Autriche adopta l'automne dernier, mais j'espère que, une fois réglées les questions en litige en Orient, ce manque de sympathie disparaîtra. C'est là notre désir. »

Pendant ce temps les pourparlers continuaient entre les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Turquie ; ces pourparlers ont abouti à un projet de convention de 9 articles, dont nous avons donné le texte ci-dessus, à la page 54 (50).

En présence de l'entente austro-turque, le cabinet Velimorovitch se retira pour faire place à un ministère de concentration nationale, sous la présidence de M. Novakovitch.

M. Novakovitch fit la déclaration suivante à la Skouptchina :

« MESSIEURS,

« J'ai l'honneur de me présenter devant le Parlement à la tête du cabinet qui n'a pas été composé suivant l'exemple des cabinets que nous eussions nommés en temps normal, comme le prouve le fait, qu'à côté d'une majorité parlementaire existante, le nouveau cabinet a été formé des membres de tous partis politiques de notre pays.

« La formation d'un tel cabinet a été exigée par les circonstances qui veulent de nous des preuves d'une complète unanimité dans la politique intérieure, afin que le gouvernement de Serbie puisse disposer de toutes les forces nécessaires à la défense contre le danger venant du dehors.

« Le droit naturel que la Serbie a eu jusqu'à nos jours pour base de son existence et de son développement, droit qui du reste nous était reconnu aussi par tous les traités internationaux qui se rapportaient à elle, semble en ce moment vouloir être contesté par un seul Etat.

« Le Parlement serbe a déjà formulé le programme politique de la Serbie qui a été approuvé par tout notre pays. Les aspirations que contient ce programme et le droit qui en fait le fond sont déjà exposés devant l'Europe, qui seule sera chargée à bref délai d'en examiner la légitimité aussi bien quant à la Serbie que pour le Monténégro.

« Nouveau gouvernement royal de la Serbie constitué par oukase du 11 février, nous nous présentons devant vous. Ce cabinet est le meilleur témoignage qui puisse prouver jusqu'à quel point le peuple de Serbie reconnaît le fait que sa question nationale est bien sa question vitale, qui, par conséquent, ne pourrait être résolue sans lui ; il prouve par un autre fait désormais incontestable que le peuple serbe

sacrifiera jusqu'au dernier de ses fils, avant de voir s'éteindre en lui la solidarité du sentiment national, primordial et fondamental de son âme.

« La question de notre politique extérieure étant ainsi mise au premier plan devant le Parlement serbe, le gouvernement royal a assumé la tâche d'intervenir entre le peuple serbe et les grandes puissances, afin de leur faire comprendre la situation dans laquelle la Serbie est placée par les derniers changements dans le problème balkanique.

« Tous les débats se rapportant aux questions de la politique intérieure doivent céder la place aux affaires de notre politique extérieure.

« Le gouvernement est fermement décidé à sauvegarder la constitution et les lois du pays, à garantir aux citoyens la pleine égalité devant la loi de Serbie, mais le gouvernement a besoin de faire, de son côté, appel au patriotisme de tous les Serbes, pour lui faciliter la tâche qu'il assume ; ils feront cela en respectant à leur tour les lois et les institutions qui sont la base de notre société serbe et la fierté de notre pays ; c'est pour le moment l'unique façon de servir sa patrie et de lui assurer le meilleur avenir.

« Jouissant de l'entière confiance de la couronne, nous sommes convaincus, Messieurs les députés, que nous trouverons aussi en vous notre soutien et un patriotique concours. Inspirons-nous donc du sentiment de notre droit et de la conscience des traditions sacrées de nos ancêtres, en nous engageant tous jusqu'aux derniers pour la défense d'un glorieux héritage et des intérêts vitaux de notre adorée patrie ! »

A Vienne, une campagne s'organisa contre la Serbie, et la situation s'aggrava à ce point que l'on put redouter l'explosion d'une guerre. En présence de cette situation, la France, l'Angleterre et la Russie proposèrent une intervention des puissances signataires du traité de Berlin auprès des cabinets de Vienne et de Belgrade. L'Allemagne, toutefois refusa d'intercéder à Vienne et proposa, au lieu de l'intervention simultanée auprès des deux gouvernements, une démarche unique à Belgrade. M. Isvolski entretemps fit remettre à la Serbie, par un agent diplomatique de Belgrade, le 2 mars, la « représentation amicale » suivante :

« Nous constatons avec satisfaction que le gouvernement royal insiste sur sa décision de ne pas abandonner son attitude pacifique, qu'il évite tout ce qui peut amener un conflit armé entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie et qu'il ne prendra à la frontière aucune mesure militaire.

« Nous sommes persuadés que les intérêts vitaux de la Serbie, à laquelle nous témoignâmes toujours les sympathies les plus sincères, dictent impérativement à la Serbie cette direction de son attitude qui seule répond aux besoins généraux actuels. Nous pûmes en outre nous persuader que les puissances ne sont pas disposées à prêter leur appui à l'idée de compensations territoriales en faveur de la Serbie ; le gou-

vernement serbe doit en tirer la conclusion que tous ses efforts pour déterminer les puissances à appuyer ses prétentions dans ce sens resteront sans résultat et qu'il ne peut se conserver les sympathies des puissances que s'il renonce à insister sur des exigences qui pourraient amener un conflit armé avec l'Autriche-Hongrie. Nous avons à cœur de préserver le gouvernement royal de toute attitude qui pourrait l'exposer à un tel danger ; nous espérons que la Serbie, comme elle le déclara déjà, restera fidèle à ses promesses de suivre les conseils des grandes puissances. Nous estimons en même temps que le gouvernement serbe, dans les conditions existantes, devrait déclarer ouvertement aux grandes puissances qu'il n'insiste pas sur les exigences territoriales et qu'il laisse tout ce qui se rattache aux questions pendantes à la décision des puissances. Alors les puissances pourront employer tous leurs efforts en faveur des intérêts serbes. »

Le cabinet de Vienne expédia à Belgrade le comte Forgach, ministre plénipotentiaire d'Autriche en Serbie, qui remit à M. Milovanovitch, ministre serbe des Affaires étrangères, la communication verbale suivante, en date du 9 mars 1909 : « L'Autriche-Hongrie ne peut, dans « la situation actuelle, proposer aux Parlements autrichiens et hongrois « une prolongation du traité de commerce austro-serbe, qui expire à « la fin du mois. Si le gouvernement serbe déclare qu'il renonce à « toutes prétentions politiques et territoriales au sujet de la Bosnie- « Herzégovine, le gouvernement austro-hongrois est prêt à négocier « avec bienveillance un nouveau régime économique. » M. Milovanovitch répondant à M. Isvolski, fit part, le 10 mars, à toutes les chancelleries européennes, de la note suivante :

« Répondant aux conseils amicaux du gouvernement impérial russe, le gouvernement royal serbe a l'honneur de vous transmettre la déclaration suivante avec prière de la faire connaître au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

« Partant de l'opinion que la situation juridique de la Serbie vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie, après la proclamation de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine est restée normale, la Serbie n'a ni l'intention de provoquer la guerre avec la monarchie voisine, ni le désir de changer ses relations juridiques avec elle, en continuant, sur la base de la réciprocité, à remplir ses devoirs de voisinage et à entretenir avec elle, comme par le passé, des relations-provenant d'intérêts matériels réciproques dans un esprit de droiture auquel la Serbie s'est toujours conformée ; que la question de la Bosnie et de l'Herzégovine étant une question européenne et qu'il appartient aux puissances signataires du traité de Berlin de porter une décision non seulement concernant l'annexion, mais aussi concernant la nouvelle rédaction de l'article 25 du traité de Berlin, la Serbie ayant confiance dans la sagesse et la justice des puissances, remet sa cause sans réserve aux puissances comme au tribunal compétent et ne demande en conséquence, à cette occasion, de l'Autriche-Hongrie, aucune compensation, ni territoriale, ni politique, ni économique. »

Le 14 mars, M. Milovanovitch, ministre des Affaires étrangères, adressa au ministre de Serbie à Vienne, la note ci-dessous :

« Je vous prie de vouloir bien transmettre au gouvernement impérial et royal la réponse suivante à la communication que m'a faite, le 6 mars, la légation d'Autriche-Hongrie à Belgrade, d'ordre de son gouvernement.

« Dans la dépêche-circulaire serbe du 10 mars, qui a été remise au gouvernement austro-hongrois aussi bien qu'aux gouvernements de toutes les autres puissances signataires du traité de Berlin, le gouvernement serbe a exposé son point de vue dans la question de Bosnie-Herzégovine. Il a précisé, d'autre part, que la Serbie partait du point de vue suivant : les relations de droit international entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie n'ont subi aucune modification ; en conséquence, la Serbie désire continuer à remplir toutes les obligations de bon voisinage et à entretenir avec la monarchie voisine des relations inspirées par les intérêts matériels des deux pays, à charge de réciprocité.

« Par suite, le gouvernement royal de Serbie est d'avis que la meilleure façon de satisfaire aux intérêts matériels des deux Etats, et la mesure qui répondrait le mieux à la situation créée par le traité conclu l'année dernière — traité qui a déjà force de loi en Serbie — serait que le gouvernement austro-hongrois voulût bien soumettre ce traité de commerce à l'approbation des Parlements de Vienne et de Budapest.

« Bien que le délai pour sa ratification soit expiré, l'adoption de ce traité par les deux Parlements serait le plus sûr moyen d'éviter une interruption dans les relations économiques contractuelles des deux pays.

« D'autre part, son rejet, ou bien fournirait un point de départ précis pour de nouvelles négociations éventuelles, ou bien permettrait de se convaincre, d'après les dispositions dont les deux Parlements feraient preuve et les tendances agrariennes qui s'y manifesteraient, qu'il faut absolument renoncer à l'idée d'un traité austro-serbe relatif à des tarifs douaniers.

« Au cas où l'Autriche-Hongrie ne pourrait, soit à cause du peu de temps, soit par suite de la situation parlementaire, obtenir que la discussion du traité déjà conclu fût terminée pour le 31 mars dans les deux Parlements, le gouvernement serbe est disposé à adhérer à toute proposition tendant à proroger jusqu'au 31 décembre la validité de ce traité, qui conserverait son caractère provisoire. »

Le cabinet de Vienne exigea un engagement formel et précis de la Serbie concernant la Bosnie-Herzégovine, faute de quoi un ultimatum serait adressé à Belgrade. L'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Vienne, sir Fairfax Cartwright, proposa au baron d'Æhrenthal une formule de réponse qui serait adressée à l'Autriche par la Serbie, d'accord avec les puissances. M. d'Æhrenthal proposa à son tour une autre formule que le cabinet de Londres estima inacceptable. Sur ces entrefaites, le 25 mars, la Russie, sur l'instigation de l'Allemagne, reconnaît sans

réserve l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Voici la note communiquée à ce sujet, le 26 mars, par l'agence télégraphique de Saint-Petersbourg :

« A l'occasion des négociations qui ont lieu à Vienne sur la formule de la déclaration serbe, on avait émis l'idée que le cabinet de Vienne pourrait adresser une note aux puissances où, rappelant la communication des protocoles austro-turcs, il demanderait leur adhésion à l'abrogation de l'article 25 du traité de Berlin. Les puissances devraient pouvoir formuler cette adhésion dans des notes de réponse. Afin de faire tout ce qui dépendait de lui pour atténuer l'extrême tension dont on craint de voir naître un conflit belliqueux entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie et le Monténégro, et afin de permettre aux puissances de se mettre plus facilement d'accord avec le cabinet de Vienne sur la formule de la déclaration serbe, le cabinet de Pétersbourg a déclaré approuver cette procédure. »

Le 27 mars, un communiqué officieux de Vienne apprenait que l'entente s'était enfin établie entre sir Fairfax Cartwright et M. d'Æhrenthal pour l'établissement de la formule.

Devant l'accord réalisé des puissances, la Serbie se soumit et accepta l'annexion.

BOSNIE-HERTZÉGOVINE

Commerce et situation économique en 1907-1908.

Sarajevo, 1^{er} février 1909.

Le rapport d'usage de ce poste n'ayant pu paraître depuis plusieurs années et les circonstances présentes appelant l'attention sur la Bosnie et l'Herzégovine, il m'a semblé intéressant de donner ici une vue d'ensemble sur la situation économique de ces provinces en utilisant les publications considérables que le gouvernement local a fait paraître ces trois dernières années.

Population. — La population, qui était de 1.336.091 habitants d'après le recensement de 1885 et de 1.591.036 après celui de 1895, peut être évaluée aujourd'hui à 1.800.000 en tenant compte de l'excédent des naissances sur les décès et du mouvement des émigrations et immigrations. Ces statistiques ne sont pas d'une exactitude rigoureuse. Le dénombrement de 1895 donne seulement 739.902 personnes du sexe féminin contre 828.190 du sexe masculin (militaires non compris); différence invraisemblable, dont la cause est la répugnance des indigènes chrétiens ou musulmans, à déclarer les femmes et les filles qui vivent ou naissent dans leurs maisons. La densité de la population est beaucoup plus grande dans les districts du nord : Bihac, Banjaluka,

Dolnja-Tuzla (44 au kilomètre carré) que dans ceux du sud : Mostar, Travnik, Sarajevo (28 au kilomètre carré).

Langue. — Les indigènes parlent tous la langue serbo-croate que l'on appelle serbe lorsqu'elle est écrite en caractères cyrilliques et croate lorsqu'elle est écrite en caractères latins. Mais dans la pratique ceux qui voudraient entrer en relations d'affaires avec ce pays peuvent se contenter de l'allemand, qui est compris des négociants importants, des fonctionnaires et en général des classes instruites.

AGRICULTURE.

L'agriculture, qui est de beaucoup la ressource principale de la Bosnie et de l'Herzégovine, occupe 88 % de la population. Le sol est en général peu fertile, sauf la région de plaines d'alluvion et de collines qui avoisine la Save et s'étend surtout dans le nord-est. Le centre et le sud sont couverts de montagnes assez élevées (jusqu'à 2.300 mètres), l'ouest est constitué par une bande de karst, chaos de pierres, de roches fendues et de gouffres, le long des Alpes Dinariques. La surface des terres cultivées ne dépasse pas 12.155 kilomètres carrés, dont 650 en vignes et jardins, soit 23,8 % de la superficie totale (51.027 kilomètres carrés). Elle était de 10.746 kilomètres carrés en 1886. Le progrès de ce côté est donc faible. Il n'est pas plus sensible si l'on envisage la production.

Voici le tableau des récoltes depuis 20 ans en tonnes :

	1887-91	1892-96	1897-01	1902-06	1906	1907
Céréales	412.460	509.550	471.135	428.000	341.847	344.687
Légumineuses . .	10.366	14.267	12.895	10.750	9.490	11.159
Pommes de terre .	35.459	51.967	65.692	60.940	63.353	80.165
Légumes	106.589	161.669	138.011	116.000	92.360	85.956
Prunes	100.038	114.943	108.181	118.400	137.003	43.362
Raisins	5.426	6.455	3.947	5.450	4.085	8.399
Autres fruits . .	34.392	37.625	37.237	35.800	16.235	16.321
Tabac	2.691	3.716	3.403	3.405	4.571	2.901
Plantes industrielles	3.520	3.222	2.331	2.000	1.120	4.631

Ce tableau montre que la production agricole est restée à peu près stationnaire dans son ensemble. Comparées avec les pays voisins, la Bosnie et l'Herzégovine font pauvre figure. Elles ont donné dans la période 1899-1903 une moyenne de 245 kilog. de céréales par habitant tandis que la Serbie en a donné 378, la Croatie-Slavonie 414, la Bulgarie 596, la Hongrie 616.

Céréales. — La culture de beaucoup la plus importante est celle du maïs, qui constitue le fond de la nourriture des habitants. Le pays produit à peu près autant de cette céréale que de toutes les autres réunies. Les années 1907 et 1906 ont été mauvaises. Il n'a été récolté

que 167.819 tonnes en 1907, et 162.208 en 1906 contre 228.492 en 1905, la moyenne générale des vingt années 1887-1906 ayant été de 216.650. La production a de la peine à suffire à la consommation. De 1904 à 1907, il a été importé un supplément de 25.600 tonnes. En 1908, la sécheresse prolongée avait fait craindre une disette de maïs, mais au contraire la statistique que l'administration veut bien me communiquer pendant que j'écris ce rapport accuse une récolte assez abondante : 224.050 tonnes.

L'orge, le froment et l'avoine sont les céréales les plus cultivées après le maïs. La première a fourni 51.831 tonnes en 1907, 52.010 en 1908, et une moyenne de 73.500 entre 1887 et 1906. Servant à l'alimentation des chevaux, elle est consommée sur place entièrement. Le froment et l'avoine, au contraire, donnent un excédent régulier d'exportation, ayant atteint en 1904-07 une moyenne annuelle de 11.460 tonnes pour l'un et de 15.880 pour l'autre. Il a été récolté 56.632 tonnes de blé en 1907, 82.250 en 1908, contre 54.608 en 1906 et 78.017 en 1905. La production de cette céréale, en voie de progrès, dépasse celle de l'orge depuis 1902 : elle a été en moyenne de 81.200 tonnes dans la période 1902-1906 et seulement de 66.400 dans la période 1887-1901. L'avoine a donné 37.619 tonnes en 1907, 39.959 en 1906 et 42.450 en 1905. Mais les moyennes indiquent un développement constant de sa production :

1887-1891.	.	36.198 tonnes
1892-1896.	.	40.517 —
1897-1901.	.	50.443 —
1902-1906.	.	52.720 —

La récolte de 1908 a remonté à 51.850.

Quant aux autres céréales cultivées dans le pays : millet, méteil, seigle, épeautre, sarrasin, leur production est trop faible pour mériter une mention spéciale.

Prises dans leur ensemble, les céréales récoltées ne satisfont pas à la consommation. Dans les mauvaises années on est obligé d'acheter un supplément de maïs, et, toujours, une grande quantité de farine ; car l'industrie meunière est restée très primitive et insuffisante.

		Export. moyenne	Import. moyenne
1898-1902	Grains. . .	34.809 tonnes	38.081 tonnes
—	Farine. . .	1.129 —	27.467 —
1903-07	Grains. . .	64.299 —	35.446 —
—	Farine. . .	896 —	49.685 —

Si l'on calcule approximativement la quantité de grains qu'il a fallu pour fabriquer la farine, on trouve que l'excédent annuel moyen des importations équivaut à 40.000 tonnes environ, soit au dixième de la production.

Une société par actions vient de se fonder (1908) à Sarajevo pour la construction et l'exploitation de moulins à vapeur. Elle a surtout pour but de fournir aux approvisionnements militaires.

Le principal marché pour les céréales est Dolnja Tuzla, puis Sarajevo, Banjaluka et Mostar. Les prix sur le marché de Sarajevo en décembre 1908 sont de 25 fr. 20 les cent kilog. pour le blé, soit 3 fr. de plus qu'à Paris, de 19 fr. 95 pour l'orge, de 18 fr. 90 pour le maïs et l'avoine. La farine première qualité coûte 39 fr. 90, soit 30 % de plus qu'en 1906 et trois fois plus qu'en 1878.

Légumineuses. — On remarquera la très faible production du pays en légumineuses, pois, fèves, haricots, lentilles, vesce. Au contraire la culture des pommes de terre s'est très notablement développée. La récolte en a doublé depuis vingt ans, quadruplé depuis trente ans. Mais la qualité est restée mauvaise.

Légumes. — La catégorie des légumes et plantes potagères comprend surtout les cucurbitacées, dont la culture est en voie de décroissance et qui pourtant continuent à constituer, ici comme en Turquie, un des aliments favoris des indigènes. On peut dire qu'elles représentent l'Orient en face des pommes de terre qui représentent l'Occident. 63.000 tonnes de courges en 1907 contre 108.000 en 1905, 2.858 tonnes de melons et pastèques contre 4.330, 1.117 de concombres contre 1.534. Ensuite viennent les choux avec 9.253 tonnes (13.272 en 1905), les oignons et les aulx avec 4.661 tonnes (5.000 en 1906, 4.600 en 1905).

Fruits, prunes. — La culture des fruits a une certaine importance dans ce pays comme en Serbie, mais à un degré beaucoup moindre. Celle de la prune tient la première place et, seule, intéresse l'exportation. Elle a pour centre la région appelée *Posavina*, située au bord de la Save et s'étendant vers le sud un peu au-delà de la ligne Zvornik, Dolnja-Tuzla, Doboj, Tesanj. Les récoltes de 1905 et de 1907 ont compté parmi les plus mauvaises, celle de 1906 a été bonne et celle de 1908 exceptionnellement abondante (environ 250.000 tonnes). La prune de Bosnie est très petite; séchée elle donne généralement plus de cent fruits au demi-kilog., rarement 80. On l'exporte soit séchée, soit en marmelade, et l'on en fabrique dans le pays une eau-de-vie appréciée des indigènes, appelée *slivovica* (*chlivovitsa*). Le séchage s'opère d'une manière assez primitive au moyen d'étuves faites en clayonnages maçonnés de terre glaise. Ces étuves coûtent de 150 à 200 fr. l'une; elles usent beaucoup de combustible, mais travaillent très vite, achevant le séchage en 16 ou 18 heures. Il y a 20 ans. le gouvernement introduisit à titre d'essai quelques étuves du système Cazenille, qui ont l'avantage de consommer moins de bois, et surtout de moins dessécher la prune, de lui laisser plus de suc, de poids et de volume. Ces appareils n'eurent aucun succès parce qu'ils coûtent beaucoup trop cher, qu'ils exigent une surveillance très sévère et trop délicate, qu'ils font la besogne trop lentement (30 heures).

Vigne. — La vigne couvrait en 1907 6.521 hectares presque uniquement en Hertségovine, car le climat trop froid de la Bosnie ne convient pas à cette culture. La surface des vignobles n'était que de 5.000 hectares en 1886, elle a augmenté jusqu'en 1905 et diminuée depuis. La récolte de 1907, qui a été excellente, a donné 50.000 hectolitres de vin contre une moyenne de 32.000 depuis 25 ans. Il s'agit donc d'une quantité insignifiante ; ajoutez que la qualité n'est pas bonne, à l'exception peut-être de la sorte dite *zilavka*, et les prix très élevés (0 fr. 60 à 2 fr. le litre à Sarajevo).

Les autres fruits comprennent en premier lieu les pommes et les poires dont la récolte a été très inférieure à la normale en 1907 (6.300 et 4.500 tonnes), puis les cerises (2.335 tonnes), les noix (1.445), les figes d'Hertségovine (919), le tout très médiocre.

Tabac. — Il est inutile de parler des diverses plantes industrielles (chanvre, lin, colza), sauf du tabac, cultivé en assez grande quantité en Hertségovine et un peu en Bosnie (Foca, Srebrenica). L'année 1907 a été mauvaise et n'a donné que 29.014 quintaux, payés par le gouvernement aux cultivateurs la somme de 2.872.000 fr., contre 45.707 quintaux en 1906, achetés 4.595.000 fr. La moyenne annuelle est d'environ 33.000 quintaux. L'Etat a le monopole de la fabrication et de la vente. Il a installé quatre fabriques à Sarajevo, Mostar, Travnik et Banjaluka, où l'on prépare surtout des cigarettes. Le tabac de Bosnie-Hertségovine est en général peu apprécié, naturellement âcre, et mélangé, à la fabrication, d'une grosse proportion de salpêtre pour faciliter la combustion. Toutefois il existe une bonne qualité réservée à l'exportation.

Elevage. — A première vue la Bosnie et l'Hertségovine paraissent plus propres à l'élevage qu'à l'agriculture. De vastes espaces sont occupés par des pâturages (7.870 kilomètres carrés, soit 15,4 %) et par des prairies (3.991 kilomètres carrés, soit 7,8 %). Mais ce sont en général des herbages maigres, de qualité inférieure ; seuls, ceux de la Posavina, une partie de ceux de l'Hertségovine et des environs de Livno et de Jaice sont assez bons. La production totale du foin a été de 478.000 tonnes en 1907, de 459.000 en 1906. Depuis longtemps on n'avait pas vu d'années aussi mauvaises. 1908 a été pire : 324.180 tonnes. Les moyennes depuis 1887 sont les suivantes :

1887-1891. . .	490.636 tonnes
1892-1896. . .	662.173 —
1897-1901. . .	713.202 —
1902-1906. . .	586.420 —

Il faut ajouter une petite quantité de trèfle dont la culture date du début de l'occupation austro-hongroise : 412 tonnes en 1887-91, 2.480 en 1902-06, 2.150 en 1907. La betterave fourragère donne aussi quelques centaines de tonnes ; elle a manqué en 1907.

C'est extrêmement peu pour alimenter le nombreux bétail que le

pays, je ne dirai pas nourrit, mais laisse vivre. En 1879 et en 1895 les statistiques suivantes ont été dressées :

	1879	1895
Chevaux, ânes et mulets .	161.168	239.626
Bœufs, vaches et buffles. .	762.077	1.417.341
Moutons	839.988	3.230.720
Chèvres.	522.123	1.447.049
Porcs	430.354	662.242

Mais la statistique de 1879 n'offre aucune garantie et doit être récusée. Celle de 1895 est elle-même douteuse ; les marchands de bestiaux ne la croient pas exacte, et ceux-là n'en seront pas énoncés qui savent pourquoi et combien les statistiques de ce genre, même en France, prêtent à l'incertitude. Les moutons et les chèvres sont seuls soumis à une taxe à partir de la seconde année. En 1907, l'administration des finances a recensé 1.976.694 moutons et 1.010.244 chèvres, les uns et les autres de plus d'un an.

Au reste, c'est moins le nombre des animaux que leur valeur individuelle qu'il faut considérer. Or, je n'ai vu nulle part un bétail aussi misérable que celui de ce pays. Bœufs et vaches sont extrêmement chétifs et maigres, pesant de 80 à 200 kilog. Le paysan n'en prend aucun soin, les abrite mal, ne les alimente pour ainsi dire pas durant l'hiver qui est très long et rude. Le bétail a d'ailleurs à sa disposition dix fois moins de fourrage par tête qu'en France. Une vache laitière donne deux ou trois litres de lait par jour. En Hertségovine, où l'herbe est meilleure, l'hiver plus bref et plus doux, les animaux sont plus petits encore qu'en Bosnie, mais un peu plus gras. Les pâturages relativement plus riches de la Posavina nourrissent une espèce beaucoup plus grosse, apparentée à celle de Croatie-Slavonie. Un bœuf y atteint de 300 à 400 kilog. En dehors de cette région, le bétail, s'il augmente en nombre, semble depuis trente ans décliner au point de vue de la qualité. Autrefois la Bosnie-Hertségovine entretenait un commerce actif de bestiaux avec les pays voisins où les animaux sont d'une valeur très supérieure : Serbie, Sandjak de Novi-bazar, Albanie. Il y avait notamment un marché important à Sjenica. Les échanges qui s'y pratiquaient contribuaient à relever un peu la race bosniaque. Aujourd'hui ce commerce est supprimé ; celui avec la Hongrie qui s'y est substitué ne profite à ce point de vue qu'au nord du pays.

Le principal marché aux bestiaux est Dolnja Tuzla, puis Sarajevo. Les prix en fin décembre 1908 étaient à Sarajevo pour le bœuf sur pied de 59 fr. les cent kilog., soit 90 fr. un bœuf moyen. La vache se vendait 91 fr. et le veau 105 fr. les 100 kilog. de viande nette.

A Sarajevo la meilleure viande coûte par kilog. 1 fr. 30—1 fr. 88 le bœuf, 2 fr. 10 le veau, mais c'est encore de la viande de qualité très inférieure, et les prix ne sauraient s'en comparer à ceux de France parce

que la manière de découper fait qu'on tire beaucoup moins de profit d'un poids donné. On fabrique pour les habitants des villes un peu de mauvais beurre, qui se vend de 2 fr. 95 à 3 fr. 35 le kilog.

Les moutons, quoique le pays convienne mieux à leur élevage, sont très médiocres. Afin de célébrer dignement la fête de Kourban Baïram les musulmans sont obligés d'introduire en contrebande des milliers de moutons de Serbie. Un mouton indigène du poids moyen de 18 kilog. se vend environ un franc le kilog. de viande nette.

En ce qui concerne les chèvres, le gouvernement aurait bien voulu en réduire le nombre parce qu'elles sont une plaie pour les forêts ; il les a à cet effet frappées d'une taxe de 40 à 50 hellers par tête. Mais la statistique montre qu'elles n'ont pas cessé de multiplier. Au reste, elles constituent une ressource indispensable pour la très pauvre Hertségovine.

A Bjelina, Brcka, Zvornik, où il y a encore quelques bois de chênes, on élève d'assez bons porcs. Mais en général, les porcs de Bosnie sont loin de valoir ceux de Serbie. Leur poids moyen est de 55-60 kilog., leur prix de 1 fr. le kilog. sur pied, 1 fr.65 au détail, jusqu'à 1.85.

Les chevaux, très petits, maigres, hérissés, sont robustes, résistants, de pied très sûr, et rendent de grands services dans ce pays de montagnes. Ils se vendent couramment de 160 à 210 fr.

En résumé, la Bosnie-Hertségovine est au point de vue de l'agriculture et de l'élevage un pays peu favorisé de la nature et dont il n'y a pas lieu d'attendre jamais beaucoup. Ce n'est pas à dire que l'état de choses présent ne puisse être largement amélioré. L'administration austro-hongroise s'est appliquée à introduire les amendements possibles et nécessaires. Elle a entrepris une série de travaux en vue de régulariser les eaux, de drainer et d'irriguer les terres, notamment les polje ou plaines marécageuses de la région du Karst. Les plus importants ont été le drainage et l'irrigation des polje de Gacko, de Ljubuski, de Livanjsko, qui ont amendé 2.000, 2.145 et 1.035 hectares, l'endiguement de la Save près de Bjelina, de la Save et du Vrbas près de Gradiska et le drainage des terres voisines. Le coût total de ces travaux et de quelques autres a été de 5.086.000 fr. Mais il reste encore fort à faire.

D'autre part, on s'est préoccupé de perfectionner les méthodes de culture et d'élevage toutes primitives que suit encore le paysan de Bosnie et d'Hertségovine. A cet effet ont été fondées diverses stations agricoles, à la fois fermes modèles et écoles, à savoir : à Modric pour l'agriculture, à Gacko et Livno pour l'élevage, à Ilidze pour l'un et l'autre, à Dervent pour les fruits, à Mostar et Lastva pour le vin, à Gorazda, Konjica, Hrgovi, Gackopolje pour les légumes. Ces établissements ont en 1907 dépensé 320.000 fr. et donné 176.000 fr. de recettes. L'administration, en prêtant des pommes de terre aux paysans, a répandu la culture de ce tubercule. Elle a également introduit la culture de la betterave à sucre depuis 1888. En 1907, la betterave était cultivée sur 1.110 hectares qui ont rapporté brut 102.165 quintaux, soit seulement 92 quintaux et 148 fr. à l'hectare, ce qui constitue un rendement tout à fait

mauvais. En 1903, l'hectare avait fourni par exception jusqu'à 206 quintaux, alors qu'en France il en rend de 300 à 600. En réalité la terre de Bosnie n'est pas assez riche pour convenir à la betterave et la production de cette plante paraît en voie de diminution. La moyenne de 1901-05 avait été de 1.410 hectares et 254.000 quintaux.

Pour ce qui regarde l'élevage on s'est préoccupé surtout de régénérer les races indigènes par des croisements avec des races supérieures.

Plusieurs centaines de mille francs ont été dépensés depuis 1895 pour acheter des chevaux de Syrie. Un dépôt d'étalons a été installé à Sarajevo, un haras à Gorazda. Le budget de 1909 pour ces deux établissements se monte à 280.000 fr. On prête les étalons aux indigènes et l'on donne une prime de 10 à 50 couronnes pour tout poulain présenté en bon état, 500 pour un cheval de 3 ans. 3.000 fr. de primes ont été payés en 1907. Les courses ont coûté 41.500 fr. Les résultats obtenus sont dans l'ensemble insignifiants. Dans les débuts de l'occupation en 1884, on avait introduit des étalons de Hongrie dont il est sorti une race bâtarde, mal conformée, sans feu ni fond.

Les expériences relatives à l'espèce bovine ont causé aussi de nombreux déboires. L'administration a fait venir un grand nombre de taureaux et de vaches de la steppe hongroise, de Pinzgau-Moelltal, de Wipptal (Styrie), destinés les premiers à la Posavina, les deuxièmes au reste de la Bosnie, les derniers à l'Hertségovine. Les premiers seuls étaient à peu près adaptés à leur nouvel habitat. Les autres dépérirent vite aux mains des indigènes. Mal soignées, mal nourries, les vaches délicates des riches vallées alpestres ne produisaient plus au bout de huit jours que 5 litres de lait au lieu de 20. Les taureaux, trop gros, étaient mal supportés des petites vaches bosniaques. Enfin, les uns et les autres contractèrent la tuberculose et disparurent bientôt pour la plupart. Cependant le gouvernement ne s'est pas découragé. Dans dix districts sur 53 un fonds pour l'acquisition des taureaux reproducteurs fut créé au moyen de deux ou trois centimes additionnels à la dîme. Quelques primes sont distribuées pour les veaux de croisement (7.300 fr. en 1907). A Bougojno un syndicat privé de 302 membres s'est constitué pour acheter et entretenir des taureaux de Moelltal. En 1907 on comptait dans tout le pays 948 taureaux de Moelltal, 232 de Wipptal, 113 de Hongrie. Il y a de plus quelques centaines de vaches des mêmes races qui fournissent de lait les villes principales. En général les éleveurs bosniaques apprécient peu ces bêtes d'importation qui sont trop peu résistantes, réclament trop de soins, et surtout consomment trop de fourrage dans un pays qui en produit si peu.

Pour améliorer l'espèce ovine on a introduit des individus des races de Boukhara et de Horodenka ; on en a distribué jusqu'à présent environ 5.000. On a fait venir aussi plusieurs milliers de moutons de Serbie que l'on croyait plus faciles à acclimater. Mais la plupart ont succombé à une entérite causée par une certaine herbe fréquente dans les pâturages bosniaques.

A Vlassis, près de Travnik, où il y a de bons herbages, il s'est formé

un syndicat privé de propriétaires, qui possède 20.000 brebis et fabrique des fromages estimés dont un millier de quintaux s'expédient chaque année à Trieste.

Pour finir, je signalerai l'importation de porcs du Berkshire et de quelques chèvres d'Angora.

En somme, sans méconnaître l'utilité que peuvent avoir à la longue toutes ces tentatives de croisement, je dois constater que le bétail de Bosnie-Hertzégovine reste toujours très inférieur à ce qu'il est dans les pays voisins. Il faudrait d'abord que le paysan apprit à tirer le meilleur parti possible des animaux qu'il possède, à les soigner et à les alimenter convenablement. Pour cela il serait nécessaire d'accroître la production de fourrage par l'assainissement et l'irrigation des prairies naturelles, l'extension des prairies artificielles, l'alternance régulière des cultures fourragères avec les céréales, ce qui du même coup modifierait heureusement les déplorables méthodes agricoles qui sont en usage ici depuis les temps les plus anciens. L'indigène épuise le sol en mettant plusieurs années de suite des céréales sur le même champ ; il ne fume pas la terre, il ignore les engrais chimiques, il continue à se servir d'une charrue préhistorique quoique l'administration lui offre à crédit les charrues les plus modernes. Le gouvernement, dans sa bonne volonté, se heurte à la routine et à l'inertie de la population, défauts inséparables de l'ignorance presque absolue et des conditions sociales où elle est maintenue. Sur une superficie de 51.000 kilomètres carrés, la Bosnie-Hertzégovine ne possède encore que 366 écoles élémentaires réparties en 281 localités sur un total de 5.388, dont 2.060 sont desservies au moins nominativement. Dans les 3.326 autres les enfants n'ont aucune possibilité de s'instruire, et en fait les écoles ne sont fréquentées que par 14 % de la jeunesse. La vieille organisation sociale ne s'oppose pas moins au progrès que ce manque d'instruction primaire. On sait que la majeure partie du sol appartient à de grands propriétaires presque tous musulmans, que les domaines sont divisés en fermes dont chacune est cultivée par une famille de tenanciers perpétuels, pour les 5/6 chrétiens, appelés kmètes. Le chef de la famille, dont les membres sont solidaires, doit exploiter la ferme selon l'usage établi, sans changer l'affectation des terrains, et payer au propriétaire un tiers ou un quart de la récolte en nature. Tant qu'il remplit ses obligations il ne peut être congédié, sinon ses droits tombent d'eux-mêmes. Il est pratiquement attaché au sol, car il ne lui est permis de s'en aller qu'en renonçant à sa terre. A sa mort, le nouveau chef de famille lui succède sans formalité dans ses droits et ses devoirs. S'il ne reste qu'une veuve ou un enfant en bas-âge, le propriétaire est fondé à confier la ferme à une autre famille. Dans un tel régime le propriétaire, tirant de son bien un bénéfice large et sûr, ne s'occupe de rien. Le kmète, lié par l'usage, peut difficilement faire des améliorations et il n'y a guère intérêt parce qu'elles augmenteraient les frais et le loyer plutôt que son profit. Plus encore, l'état de dépendance permanente et la misère profonde où il se trouve lui ôtent toute initiative et tout espoir, le confinent dans une demi-inconscience. Il a, il est vrai, la ressource d'acheter sa ferme.

La Banque privilégiée de Bosnie-Herzégovine l'y aide en lui avançant sur hypothèque la moitié de l'argent nécessaire. Ce concours trop restreint n'a pas beaucoup accéléré le mouvement d'affranchissement. Sur 101.625 kmètes, chefs de famille, 23.477 seulement étaient libérés à la fin de 1907, et sur ce nombre 19.000 à peine l'étaient entièrement, les autres n'ayant pu racheter qu'une part de leur métairie héréditaire. Ces opérations ont coûté 18.356.000 fr., dont au moins les deux tiers payés par les kmètes sans l'assistance de la Banque, et ont porté sur environ 170.000 hectares. C'est en Herzégovine que la libération des kmètes a marché le plus vite; elle n'est même pas loin d'y être achevée parce que les paysans de cette province émigrent beaucoup et rapportent de l'argent pour acheter des terres libres.

Forêts. — Les forêts couvrent la moitié de la superficie de la Bosnie-Herzégovine, soit 25.727 kilomètres carrés, dont les hautes futaies occupent 59 %, soit 15.200. Il y a 19 % de broussailles sans valeur. Au temps de la domination ottomane, les forêts étaient théoriquement domaine public (mirié); en fait, la population en avait le libre usage. L'administration austro-hongroise, à partir de 1884, en a constitué une petite partie en propriété privée et a réservé à l'Etat 90 % des hautes futaies, 62 % des taillis, 48 % des broussailles, en y supprimant la plupart des servitudes qui existaient au profit des habitants. Les différentes essences sont réparties comme il suit sur les forêts de l'Etat :

	Haute futaie	Taillis
Pin, sapin	3.651 kilog.	» kilog.
Hêtre	5.447 —	» —
Chêne	1.016 —	1.333 —
Les 3 catégories mélangées.	3.554 —	2.176 —

L'Etat a affermé une grande partie de ces forêts à des sociétés industrielles ou à des particuliers. L'exploitation s'est faite hâtivement, sans ménager l'avenir. C'est ainsi que les chênaies, qui paraissaient être la richesse la plus sûre du pays, sont aujourd'hui à peu près épuisées. Pour faciliter l'exploitation, un certain nombre de chemins de fer forestiers, mesurant au total 518 kilomètres, ont été construits, en général par les Compagnies concessionnaires. Il y a dans le pays 110 scieries, dont il sera question plus loin. L'administration évalue à environ 300 millions de mètres cubes la quantité de bois existant dans les forêts de l'Etat, à savoir 120 millions pour les conifères, dont 60 millions seulement sont utilisables, et 180 millions pour les autres arbres. Il aurait été coupé depuis dix ans un total de 35.562.000 mètres cubes. Le budget des forêts pour 1909 comporte une recette de 3.968.000 fr. contre une dépense de 2.464.000 francs.

MINES ET INDUSTRIE.

L'administration austro-hongroise a beaucoup travaillé depuis trente ans pour introduire et développer la grande industrie en Bosnie-Herzégovine.

Salines. — Elle a pris directement en mains l'exploitation des salines et de la plupart des mines. Avant 1878, on recueillait en tout une centaine de tonnes de sel. Aujourd'hui, les deux salines de Siminhan et de Kreka, près de Dolnja Tulza, exploitées l'une depuis 1884, l'autre depuis 1892, fournissent 1.924.000 hectolitres d'eau salée et 21.148 tonnes de sel de cuisine (1907). Ce sel, d'un pouvoir salant assez faible, coûte à Sarajevo 0 fr. 28 le kilo au détail, 0 fr. 20 en gros. Le monopole en rapporte à l'Etat plus de 2 millions de francs ; il figure sur le budget de 1909 pour 1.557.000 fr. aux dépenses et 3.706.000 aux recettes.

Charbon. — Toutes les mines de charbon sont également récentes et exploitées par l'Etat. Les principales sont celles de Kreka, près de Dolnja-Tuzla, qui date de 1885, de Zenica et de Kakanj-Doboj, près de Zenica (1900). La couche de charbon atteint 16-18 mètres de profondeur à Kreka, 7 à Zenica. Il existe encore une mine de quelque importance à Banjaluka et une à Breza, entre Zenica et Sarajevo, ouverte seulement en 1907 et qui, en 9 mois, a donné 21.630 tonnes. Il est inutile d'énumérer cinq autres petits gisements insignifiants (3.400 tonnes). La production totale en 1907 a été de 621.179 tonnes, contre 394.516 en 1900. Le nombre des ouvriers est de 2.129, le salaire journalier d'un hercheur est en moyenne de 2 fr. 15, celui d'un piqueur, de 3 fr. 45. Tous les charbons extraits sont des lignites dont voici l'analyse :

	Kreka	Zenica	K. Doboj	Banjaluka	Breza
Carbone	47.64	54.47	62.36	50.07	57.55
Hydrogène	3.53	4.13	4.52	3.18	3.71
Oxygène	18.15	18.87	13.32	16.47	15.89
Eau	22.45	13.31	7.40	17.60	16.70
Cendre	7.90	9.29	10.70	9.60	5.20
Soufre combustible	0.38	2.64	1.67	2.98	0.95
— incombustible	0.56	»	0.44	1.40	0.51
Calories	4.023	4.848	5.922	4.276	5.051

On voit par ce tableau que les meilleurs charbons sont ceux de Kakanj-Doboj et les plus mauvais ceux de Kreka, qui sont justement les plus abondants (303.252 tonnes). D'après le nombre des calories, les meilleurs eux-mêmes appartiennent à la catégorie inférieure des lignites. Ils se vendent cependant 15 fr. 75 la tonne à Sarajevo. La valeur totale de la production est estimée à 3.167.690 fr. En ajoutant à ces mines la briqueterie (3 millions et demi de briques) et l'usine

d'électricité de Dolnja-Tuzla, le budget de 1909 ne prévoit qu'un bénéfice de 340.00 fr. (recettes, 3.175.000 fr., dépenses, 2.835.000).

Fer, mines et fonderies. — Les mines de fer de Vares sont connues depuis l'antiquité. On y a constaté l'existence de 20 millions de tonnes d'hématite. C'est seulement en 1890 que le gouvernement y a installé le premier haut-fourneau ; puis en 1895, pour construire un second haut-fourneau et une grande fonderie, il créa une société par actions avec laquelle il partage la direction et les bénéfices de l'entreprise. La production qui était en 1900 de 133.454 tonnes de minerai, 38.960 de fer brut, 1.621 de fonte, a atteint en 1907, respectivement 150.684, 48.923 et 5.072 tonnes valant 5.485.000 fr. Pour l'Etat, l'excédent des recettes (3 millions 092.000 fr.) sur les dépenses ne dépasse pas 170.000 fr. Le nombre total des ouvriers est de 935 et le salaire journalier moyen, de 2 fr. 78.

Une partie du minerai de Vares est employée par l'usine métallurgique privée de Zenica, qui a fabriqué en 1905 30.030 tonnes de lingots Martin, 18.720 de fer en barre, 3,068 de rails, 1.411 de fils de fer et n'a produit en 1907 que 24.233 tonnes en tout, valant 5.027.000 fr.

Autres mines. — En 1881, fut fondée, en vue de développer l'exploitation des mines, la société « Bosnia », dont une partie du capital et la direction appartiennent au gouvernement. Elle est loin de prospérer. Son bilan de 1905 s'était soldé par un bénéfice de 3.300 fr. Celui de 1907 ne m'est pas connu, mais le chiffre des ventes a passé de 283.500 fr. à 267.500. La seule mine de quelque valeur que possède la société est celle de manganèse à Vogosca-Cevljanovic, entre Vares et Sarajevo (7.000 tonnes : 228.000 fr.). Elle extrait en outre de faibles quantités de chrome à Dubostica, de mercure et de cuivre à Maskara (en diminution), de plomb et de zinc à Srebrenica, de cuivre à Sinjako.

A Bukovici, près de Fojnica, la « Oberungarische Bergund Hüttenwerksaktien-gesellschaft » de Budapest, exploite des pyrites contenant au maximum 15 grammes d'or par tonne. La production, qui avait été, en 1905, de 19.045 tonnes valant 400.000 fr., est descendue en 1907 à 7.229 tonnes, d'une valeur de 129.000 fr.

Dans les environs de Banjaluka, il y a des gisements importants de fer à Sanskimost, du cuivre et du fer à Slatina. Mais on n'en tire presque rien. En somme, le sel et le charbon mis à part, toutes les mines ont donné en 1907 pour 1 million 394.000 fr. de minerais contre 1.336.000 en 1905, le fer seul ayant présenté une augmentation considérable : 991.000 contre 643.000.

Eau minérale. — On peut ajouter, pour ne rien négliger des produits du sous-sol, la source d'eau minérale de Srebrenica (arsenicale ferrugineuse), qui a fourni 189.000 bouteilles en 1907 et 254.000 en 1906.

Travail des métaux. — Le travail des métaux a donné lieu à la fondation de trois établissements : une serrurerie, une ferblanterie, une fabrique de quincaillerie, clous, fils de fer, etc. Cette dernière, à Sarajevo (Racher et Babic), occupe 40 ouvriers et produit 800 tonnes par

an. Autrefois la Bosnie avait quelque réputation pour ses armes, ses incrustations sur métal, son orfèvrerie. Ces industries sont tombées ou en pleine décadence. L'administration a essayé de relever au moins l'art de l'incrustation et de la ciselure. Elle a créé à cet effet, en 1892, un grand atelier école à Sarajevo et deux petits à Foca et Livno. Le succès n'a pas répondu à l'espérance, l'art et l'originalité ne se décrétant pas par mesure administrative.

Industrie de la pierre, de la terre, etc. — 4 grandes carrières de pierre ayant plus de 20 ouvriers ; 2 de sable et gravier ; 19 grandes briqueteries (Sarajevo, Dervent, Gradacac) et une de l'Etat à Dolnja-Tuzla (124 ouvriers).

Industrie du bois. — C'est la principale du pays. Le tableau ci-dessous montre qu'elle occupe à elle seule presque autant d'ouvriers que toutes les autres réunies. Il y a 20 grosses exploitations forestières, 110 scieries à vapeur dont 3 de plus de 500 ouvriers et 21 occupant une moyenne de 170 travailleurs, payés 13 fr. par semaine.

Les maisons les plus importantes sont :

Société Otto Steinbeis à Doberlin et Drvar, 300.000 mètres cubes, 7.000 ouvriers.

Essler et Ortlieb à Zavidovic, 300.000 mètres cubes pin et sapin, 3.500 ouvriers.

Giuseppe Feltrinelli et Cie, à Kobiljdol, 80.000 mètres cubes.

Société Gregersen à Zavidovic, 70.000 mètres cubes.

Société Gustav Mechtersheimer à Visegrad, 55.000 mètres cubes.

L'ébénisterie compte trois grandes fabriques dont la principale est celle de MM. Buttazzoni et Venturini à Sarajevo et Mostar, employant 300 ouvriers. Dervent possède une fabrique de cannes où travaillent 99 ouvriers. Enfin, 9 maisons de plus de 20 ouvriers exécutent divers ouvrages de bois non précisés.

Cuir. — L'industrie des cuirs et de la sellerie, jadis si florissante, a perdu de son importance. Elle est restée une industrie de petits artisans qui ne fournit plus guère qu'aux besoins locaux. Le centre en est à Visoko. Une seule tannerie compte plus de 20 ouvriers. Exportation de cuirs en 1907 : 118 tonnes et 370.000 fr.

Textiles. — Il en est de même pour les textiles. On fabrique encore beaucoup de tissus, de tricotages, de tapis pour l'usage des indigènes soit dans de petits ateliers ou dans les maisons. A Sarajevo existe une fabrique considérable de passementerie et soutaches (31 ouvriers), qui exporte à l'étranger, notamment en Albanie. On trouve encore dans le pays des broderies, des tissus anciens qui sont intéressants ; mais ce qu'on fait aujourd'hui n'a plus guère de valeur. Le gouvernement a fondé à Sarajevo une fabrique de tapis (319 ouvriers) et une autre de tissage et de broderie (155 ouvriers). Ces établissements ne font pas de très bonnes affaires ; quelques étoffes cependant sont assez jolies ; quant aux tapis, lorsqu'on connaît ceux d'Orient on songe peu à en acheter

de pâles imitations. Ces entreprises jointes aux ateliers de ciselure et incrustations, cités plus haut, figurent au budget de 1909 pour 281.000 fr. de dépenses et 246.000 de recettes.

Vêtement. — Les vêtements se font également dans les familles ou dans de petits ateliers. La cordonnerie est comprise sous cette rubrique et comporte par exception une grande fabrique d'*opanques*, chaussures indigènes en cuir jaune tanné avec la vallonée.

Papier. — La société Otto Steinbeis, signalée ci-dessus, prépare la cellulose dans une grande usine de 792 ouvriers. Le papier est fourni à l'administration du pays par la fabrique Musil (von Mollenbruck) à Zenica (49 ouvriers).

Alimentation. — Cette industrie ne comprend que de petites entreprises à l'exception de 2 moulins, 1 boulangerie, 2 laiteries, 3 distilleries, 3 brasseries, 1 raffinerie de sucre et 1 fabrique de conserves de prunes à Brcka (Gebrüder Weiss de Munich, système français).

La grande distillerie de Dolnja Tuzla (M. Fischels Söhne) occupe 60 ouvriers et produit 13.000 hectolitres d'alcool de maïs, blé et orge, valant 2.200.000 fr., et en outre du rhum, du mastic, de l'acide carbonique liquide. Les autres distilleries ont fourni ensemble en 1907 11.000 hectolitres. L'impôt sur l'alcool a donné 1.266.000 fr. en 1907 contre 3.192.000 en 1906 ; il est prévu pour 2.362.500 en 1909. Les brasseries de Sarajevo (120 ouvriers), de Banjaluka (trappistes) et de Dolnja-Tuzla fabriquent annuellement au maximum 80.000, 20.000 et 8.000 hectolitres de bière valant 5.200.000. Impôt 500.000 fr.

La raffinerie de sucre d'Usora a beaucoup souffert de l'échec de la culture de la betterave dans le pays. Construite pour travailler 50.000 tonnes de betteraves, elle n'en trouve que 10.000 en Bosnie et en fait venir autant d'Autriche-Hongrie. Elle subsiste uniquement grâce à l'appui du gouvernement qui frappe d'une surtaxe le sucre venant du dehors. Aussi cette denrée se vend-elle ici 1 fr. le kilog. Société par actions au capital de 2.625.000 fr., 677 ouvriers, 2.367 tonnes de sucre en 1906-07.

Tabac. — La fabrication du tabac est un monopole de l'Etat. Les quatre manufactures de Sarajevo, Mostar, Banjaluka et Travnik emploient 1.458 ouvriers et ouvrières, produisent 120 millions de cigarettes et 82 millions de paquets ou boîtes de tabac (21.300 quintaux). Les recettes sont d'environ 15 millions de francs contre 7 de dépenses. Les chiffres prévus pour 1909 sont 15.960.000 et 7.476.000 fr.

Produits chimiques. — Une société par actions au capital de 4 millions 500.000 couronnes a été établie en 1894 à Lukavac, près de Dolnja-Tuzla, une fabrique de soude ammoniacale, qui tire des salines de Tuzla l'eau salée dont elle a besoin, soit 1.200.000 hectolitres par an, au moyen d'une conduite longue de 13 kilomètres. Elle emploie 594 ouvriers et produit 22.000 tonnes de soude ammoniacale, 6.000 de soude caustique, 2.000 de soude cristallisée, 300 de bicarbonate pur, 1.000 de

bichromate de soude et de potasse. C'est une entreprise florissante.

En 1897 s'est fondée à Jajce la « Bosnische Elektrizitäts-Aktiengesellschaft » au capital de 6.300.000 fr., actions et 3.760.000 obligations, où la maison Schuckert de Nürenberg est intéressée pour 30 %. Elle a pour but l'exploitation des forces hydrauliques, la constitution d'industries électro-chimiques, le commerce et le transport des produits industriels. Elle a installé à Jajce, pour utiliser la chute de la Pliva, une usine qui comprend 8 machines de 1.000 chevaux à courants alternatifs et 2 de 650 chevaux à courant continu, et elle exploite une fabrique électrothermique de carbure de calcium et une fabrique électrolytique de chlorure de calcium, de dérivés du chlore et de soude caustique. Le personnel total est de 550 ouvriers. On n'a point de renseignements sur le résultat de l'exploitation. Mais il ne semble pas très bon; le nombre des actions a été réduit au tiers.

A Bosna-Brod la société par actions « Danica » a fabriqué en 1907 6.982 tonnes de pétrole raffiné, 140 ouvriers.

Les autres industries chimiques importantes ont le bois pour base. Ce sont :

1° La fabrique d'allumettes de Dolac, 130 ouvriers.

2° L'usine de distillation du bois de Teslic; société par actions au capital de 1.890.000 fr., 650 ouvriers; produits : alcool de méthyl, acétate de chaux, térébenthine, goudron, charbon de bois; 120.000 mètres cubes de bois de hêtre employés, 30.000 de sapin.

3° 7 fabriques de charbon de bois dont 5 appartiennent à l'Etat (732 ouvriers).

Voici un tableau d'ensemble des diverses industries de Bosnie-Hertzigovine :

NATURE DES INDUSTRIES	NOMBRE des établissements		NOMBRE des employés		SALAIRES des employés		ouvriers
	—	patron seul avec ouvriers	—	—	—	—	
					Francs	Francs	Francs
Mines et salines.	»	23	109	2.787	246.400	1.630.000	
Fonderies	»	4	56	1.351	141.400	930.000	
Travail des métaux.	2.569	529	18	1.233	36.700	496.000	
Machines, outils, voitures.	760	71	2	139	3.060	28.000	
Ateliers de chemins de fer.	»	14	311	1.031	546.400	1.084.500	
Industrie de la pierre, terre, etc.	746	163	40	1.500	38.300	537.800	
Exploitation forestière	»	22	159	7.267	395.000	4.691.000	
Travail du Bois (scieries, etc.)	1.361	352	232	8.553	497.100	5.840.000	
Peaux et cuirs.	158	132	7	277	8.125	79.700	
Textiles	496	112	26	693	35.700	139.000	
Vêtement	3.153	1.353	17	2.767	16.400	639.000	
Papier	11	10	34	886	55.200	457.200	
Alimentation	3.518	883	125	2.703	193.900	844.000	
Tabac (fabrication et vente).	»	12	136	2.531	265.000	1.323.000	
Industries chimiques	217	85	138	2.861	390.600	1.964.000	
Bâtiment	6.443	173	87	1.674	107.600	957.000	
Imprimerie et arts graphiques.	22	24	23	242	56.000	239.600	
Electricité	»	10	8	113	26.500	89.500	
Divers	55	14	»	23	»	3.675	
TOTAL.	19.531	3.986	1.528	38.581	3.059.385	21.972.975	

Ce tableau est tiré du « Bericht über die Verwaltung von Bosnien und der Hercegovina » de 1908. Mais j'ai réuni les industries privées à celles de l'Etat et retranché les entreprises de commerce et de transport sans cependant avoir pu distinguer pour le tabac la fabrication de la vente. On voit que 83 % des 23.517 établissements ne comportent aucun ouvrier. Sur les 3.986 autres 2.785, soit 70 %, n'emploient qu'un ou deux ouvriers, 119 seulement occupent de 20 à 100 ouvriers et 77 plus de 100. Le salaire moyen ressort à 2.000 fr. par an pour l'employé, à 570 pour l'ouvrier, variant pour celui-ci de 4 fr. par semaine (textiles) à 20 fr. (ateliers des chemins de fer de l'Etat).

L'Etat possède et régit 58 établissements dont 37 de plus de cent ouvriers. Il entretient 598 employés, 8.874 ouvriers, distribue 1.123.500 fr. d'appointements, 5.822.000 fr. de salaires. Il faut ajouter qu'il a une très large part dans le capital et l'administration de la société « Bosnia » et de celle de Vares (1.228 ouvriers), que les autres grandes affaires ont été fondées, subsistent ou se développent grâce à son appui, à ses encouragements et à ses faveurs.

En résumé que, sur une population de 1.800.000 habitants, 64.000 personnes seulement soient employées dans l'industrie, patrons et ouvriers, cela fait bien voir combien l'activité du pays est faible à ce point de vue. Elle s'exerce encore surtout par le moyen de petits métiers comme en Orient. Quelques-uns de ces métiers étaient autrefois prospères et avaient acquis une certaine renommée : le travail des métaux et des cuirs, le tissage, la broderie. Ils tombent naturellement petit à petit au contact de la civilisation moderne. A côté la grande industrie s'élève et réunit déjà près de 32.000 ouvriers ou employés. Mais les conditions ne lui semblent pas très favorables. Sa production totale ne dépasse pas vraisemblablement 100 millions de francs. Les mines de fer de Vares, avoisinant les charbonnages de Zenica, présentent un certain intérêt, l'industrie électro-chimique, plusieurs gisements minéraux (fer de Sanskimost par exemple), ont sans doute des possibilités d'avenir ; mais en somme, ce sont l'extraction et les préparations les plus simples du bois qui constituent le fonds de l'activité industrielle.

Ayant achevé cette revue des diverses ressources de la Bosnie-Hertzégovine, nous concluons que c'est un pays essentiellement pauvre, aux salaires bas et à la vie chère. Il est par conséquent dans un état de déséquilibre économique, dont on doit espérer qu'il sortira quand le travail indigène plus libre, le capital étranger plus confiant, l'initiative privée plus largement développée pourront tirer un parti meilleur et plus complet de ce qui existe.

Budget du gouvernement. — Le budget des provinces paraît assez élevé si l'on considère leur pauvreté. Les prévisions pour 1909 se montent à 74.864.000 fr. pour les dépenses et 74.886.000 fr. pour les recettes. L'exercice 1906 s'est soldé par un excédent de 1.465.000 fr. (recettes 68.125.000 fr., dépenses 66.660.000 fr.). En 1881, le budget ne dépassait pas 14.242.000 fr. Depuis, il s'est accru d'une manière cons-

tante et rapide, ayant à peu près doublé en 1894, triplé en 1899, presque quadruplé en 1905, plus que quintuplé aujourd'hui. La majorité, soit 60 % des recettes, est constituée par les revenus des chemins de fer (13 millions 593.000 fr.), des mines (6.480.000), des monopoles du tabac (16.753.000) et du sel (3.706.000), des forêts (3 millions 968.000). Les impôts sur l'alcool, le sucre, la bière et le pétrole donnent 6.604.000 fr., le timbre 3.080.000. De l'ensemble des impôts directs on doit tirer à part la taxe sur les cabarets, qui a été fortement augmentée en 1907 et dont on attend 1.260.000 fr. en 1909 au lieu de 100.000 en 1882. Les autres sont prévus pour 12.671.000 fr., soit à peine 17 % du budget total. Le principal est la dîme, 10 % de la valeur estimée des récoltes, qui figure pour 8.872.000 fr. sur le budget de 1909, a rapporté 9.149.000 en 1907 et 5.845.000 en 1880. Le rendement moyen en a été de 8.800.000 fr. environ depuis 1890. Cet impôt variait chaque année selon la valeur de la récolte ; par une réforme introduite en 1905, généralisée aujourd'hui, il a été fixé sur la base de la moyenne des années 1896-1905. Les contributions directes comprennent encore l'impôt de 4 % du capital sur la propriété bâtie (693.000 fr.) et non bâtie (819.000), les taxes sur les profits industriels, les appointements et les loyers (1.120.000), sur la culture du tabac (257.000), sur les moutons, chèvres et porcs (903.000 fr.)

La Bosnie-Herzégovine couvre entièrement ses dépenses sauf celles du corps d'armée d'occupation et des Postes et Télégraphes, qui dépendent de l'administration militaire et sont, comme le corps d'armée, à la charge de la monarchie austro-hongroise. Le budget local fournit seulement pour les Postes une contribution de 199.000 fr. et paie les frais des quatre régiments et du bataillon de chasseurs bosniaques, soit 6.244.000 fr. Les chemins de fer absorbent 12.653.000 fr., les mines 5.941.000, les régies du tabac et du sel 7.476.000 et 1.557.000, les forêts 2 millions 464.000, soit 30.091.000 contre 44.700.000 de recettes. Les autres dépenses forment à peu près la moitié du total.

Les principales sont :

Administration centrale à Vienne et à Sarajevo	1.325.000 francs
Administration de l'intérieur	2.418.000 —
Instruction publique	4.288.000 —
Hygiène	1.890.000 —
Cultes.	637.000 —
Gendarmerie.	4.679.000 —
Agriculture	1.311.000 —
Administration des finances et perception des impôts	2.626.000 —
Justice et prisons	4.449.000 —
Ponts et chaussées	3.086.000 —
Service des emprunts	7.640.920 —

Ce dernier article comprend : 1° les intérêts des emprunts contractés

pour la construction des chemins de fer, à savoir : 25.200.000 fr. à 4 % en 1895, 23.100.000 à 4 1/2 en 1898, 81.900.000 à 4 1/2 en 1902 ;

2° les intérêts des avances faites par les Finances communes d'Autriche-Hongrie, soit 970.000 fr. ;

3° l'amortissement soit 681.000 fr.

En revanche les finances communes contribuent 1 million 119.000 fr. pour couvrir l'annuité de l'emprunt 1898.

VOIES DE COMMUNICATION. CHEMINS DE FER.

La Bosnie-Herzégovine est un pays aux communications difficiles et éloigné des grandes voies naturelles. On a construit à grand'peine à travers son chaos de montagnes quelques chemins de fer dont le développement total atteint aujourd'hui 1.620 kilomètres dont 1.025 pour les lignes de trafic général, 77 pour les lignes industrielles et 518 pour les lignes forestières, à savoir :

Lignes de trafic général.

Doberlin-Banjaluka	104.3
Brod de Slavonie-Sarajevo	267.7
Doboj-Dolnja-Tuzla-Simintan	66.7
Lasva-Bugojno	70.7
D. Vakuf-Jajce	33.7
Sarajevo-Gabela près Metković.	174.0
Gabela-frontière dalmate près Gravosa.	95.0
Hum-Trebinje.	16.7
Sarajevo-Uvac (frontière turque).	137.6
Megjegje-Vardiste (frontière serbe)	31.5
Embranchements divers.	27.4

Lignes industrielles.

Vogosca-Cevljanovic.	22 »
Podlugovi-Vares	24.7
Diverses	30.5

Lignes forestières.

Usora (près Doboj)-Pribinic	40.8
Zavidovic-Kusace (près frontière serbe).	118.7
Ilidze-Kobiljdol (près Sarajevo)	8.3
Ribnik-Drvar-front, dalmate vers Knin.	102 »
Diverses	247.8

Tous les chemins de fer de trafic ordinaire sont à voie unique et celui de Doberlin à Banjaluka est seul à voie normale, les autres présentant un écartement de rails de 76 centimètres seulement. On a eu à surmonter pour les construire de grosses difficultés à cause de la nature

accidentée du terrain, et l'on s'est attaché à faire vite et bon marché, se contentant de pourvoir aux besoins d'un commerce purement local. La ligne de Brod à Zenica, le long de la Bosna, était la plus facile à établir ; mais installée à la hâte pour des nécessités militaires au moment de l'occupation austro-hongroise, elle est à certains points de vue la plus défectueuse. Malgré les rectifications importantes dont elle a été l'objet, elle offre encore des courbes de 60 mètres de rayon, des rampes de 13.7 pour mille, et les rails n'y pèsent que 17.8 kilog. par mètre. De Zenica à Sarajevo les rampes ne dépassent pas 9.6, les rayons de courbes mesurent au moins 100 mètres et les rails pèsent 21.8. La ligne de Sarajevo à l'Adriatique passe par une série nombreuse de ponts, de tunnels, de tranchées ; elle franchit la ligne de partage des eaux entre la Bosna et la Narenta au col d'Ivan par 876 mètres d'altitude au moyen du système de crémaillère Abt, qui lui permet de gravir des rampes de 60 ‰. Sur le reste du trajet les rampes ne sont pas supérieures à 15 ; mais elles atteignent de nouveau jusqu'à 27.9 entre Gabela et Gravosa. Les courbes minima sont de 125 mètres de Sarajevo à Konjica, de 80 mètres de Konjica à Mostar, et de 100 mètres au-delà. Les rails pèsent 17.8 dans la partie médiane de la ligne, 21.8 dans les deux autres. Le chemin de fer de Lasva à Bugojno n'est pas moins accidenté et emploie aussi la crémaillère pour traverser le col de Komar (779 mètres) avec une rampe de 45 ‰. Les rampes ordinaires ne sont pas supérieures à 15 ‰, les courbes minima sont de 125 et les rails pèsent 21.8. De Doboï à Tuzla le poids des rails n'est que de 13.9, les rayons de courbe descendent jusqu'à 80 mètres et les rampes atteignent 11 ‰. Enfin la ligne de Sarajevo à la frontière turque, et à celle de Serbie, achevée en 1906, a été celle dont la construction a présenté le plus de difficultés. Elle passe, sans crémaillère, du bassin de la Bosna à celui de la Drina par 946 mètres d'altitude et compte en tout 99 tunnels d'une longueur totale de 14 kilomètres, 36 ponts et viaducs, 668 ponceaux, 75 kilomètres de remblais, 78 de tranchées, 145 de rampes dont 41 1/2 à 17 ou 18 pour mille, 704 courbes dont les plus étroites mesurent 175 mètres de rayon. Les rails pèsent 21.8.

Le matériel des chemins de fer comprend en tout 178 locomotives, dont 27 mixtes, c'est-à-dire pourvues de pignons fonctionnant à volonté, 296 voitures de voyageurs, 3.586 wagons de marchandises. Il a plus que doublé en dix ans et répond à peu près aux besoins ordinaires, mais il devient insuffisant quand il y a à opérer des transports militaires exceptionnels. Il est d'ailleurs bien conçu, à dimensions relativement très grandes, de manière à faire donner aux voies étroites le maximum de rendement possible.

Dans les conditions où ces chemins de fer ont été construits, on comprend qu'on n'y obtienne pas de grandes vitesses. Le train le plus rapide couvre la distance de Brod à Sarajevo en 9 heures, faisant en moyenne 30 kilomètres à l'heure. Les trajets de Sarajevo à Gravosa et à Uvac demandent respectivement douze heures et demie et 7 heures à raison de 23 et de 20 kilomètres à l'heure.

La construction des chemins de fer de Bosnie-Herzégovine, celui de Doberlin à Banjaluka excepté, a coûté dans l'ensemble 169.090.000 francs, savoir :

Brod-Sarajevo	25.030.000 fr.	=	93.000 fr. au kilom.
Sarajevo-Gravosa-Trebinje.	44.100.000	=	144.000 —
Lasva-Bugojno-Jajoe.	15.330.000	=	147.000 —
Doboj-Siminhan.	2.730.000	=	40.500 —
Sarajevo-Uvac-Vardiste	81.900.000	=	484.000 —

Les recettes des mêmes lignes ont atteint en 1907 12.376.000 fr. et les dépenses 12.050.000 fr. Le bénéfice a donc été de 326.000 fr. Il s'était monté à 592.000 en moyenne dans la période 1898-1907 et on le prévoit de 954.000 pour 1909. Seules, les lignes de Brod à Sarajevo, de Doboj à Siminhan, de Metkovic à Mostar donnent un excédent. Les autres sont en déficit d'environ 1.400.000 fr. Environ 55 % des recettes proviennent de la ligne Brod-Sarajevo, 23 % de la ligne Sarajevo-Metkovic et 6,5 % de la ligne Doboj-Siminhan. Le nombre total des voyageurs s'est élevé en 1907 à 2.317.000, ayant parcouru 41,3 kilomètres en moyenne ; les marchandises transportées ont été de 420.020.000 tonnes kilométriques brutes, et 190.203.000 nettes. Les voyageurs payent 8, 6, 4 et 2 hellers par kilomètre selon la classe. Les marchandises sont taxées comme suit en hellers (100 = 105 centimes) par 100 kilogram. et par kilomètre :

Marchandises encombrantes.	3 »
1 ^{re} classe.	2 »
2 ^{me} classe	1.8
Tarif réduit A.	1.6
— B.	1.4
— C.	0.7
Tarif spécial 1.	1.2
— 2.	0.7
— 3.	0.44

Dans la pratique, des tarifs beaucoup plus réduits sont appliqués à certaines marchandises, telles que le bois, le charbon, les minerais et, en général, à celles des entreprises favorisées par l'Etat.

En résumé, la Bosnie-Herzégovine est reliée au reste de l'Europe par trois voies ferrées. La plus ancienne, la seule qui ait la largeur normale, fut construite entre Doberlin et Banjaluka avant l'occupation austro-hongroise et avec l'intention de la prolonger ultérieurement jusqu'à Sarajevo et Salonique. Après l'occupation, ce projet fut abandonné sous l'influence de la Hongrie ; Sarajevo fut relié au réseau austro-hongrois par Brod et les services calculés de manière à faire passer la grande majorité du trafic par la ligne Vienne-Budapest-Brod au détriment de la ligne Vienne-Agram-Brod. La capitale de l'Autriche se trouve ainsi de 120 kilomètres plus éloignée de Sarajevo qu'elle ne l'eût été par Banjaluka, et Budapest sera encore rapproché de 50 kilo-

mètres environ par la construction déjà commencée du tronçon Samac (Chamats)-Doboj.

D'autre part, Sarajevo est relié par chemin de fer à deux petits ports de l'Adriatique : Gravosa-Raguse et Metkovic. Le premier, assez bon, est beaucoup trop éloigné, le second n'est accessible qu'à des bateaux de 700 tonnes au maximum ; aussi les lignes Metkovic-Gabela-Mostar et Gravosa-Gabela ne perçoivent-elles respectivement que 900.000 et 700.000 fr. de recettes environ, la première ne fournissant un excédent qu'à cause des faibles frais d'entretien qu'elle exige.

On a beaucoup parlé du nouveau chemin de fer de Sarajevo à la frontière turque qui doit être continué jusqu'à Mitrovica, où il rejoindra la ligne qui vient de Salonique. Le tracé de la section Uvac-Mitrovica, qui reste à faire, était achevé au début de l'automne 1908, mais les travaux de construction n'ont pu encore être commencés. Ce chemin de fer est bien loin d'avoir l'importance commerciale qu'on a paru un moment lui prêter. Il ne s'agit nullement d'une grande voie internationale destinée à bouleverser le trafic européen. La route la plus courte entre Salonique et l'Europe centrale est et restera celle d'Uskub, Nich, Belgrade. Elle a 300 kilomètres de moins que celle de Sarajevo-Mitrovica. Celle-ci serait abrégée de 120 kilomètres par la prolongation de la ligne de Banjaluka ; mais elle ne deviendrait d'un intérêt général — et seulement pour l'Europe occidentale — que si l'on construisait une voie directe d'Innsbrück à Agram. En outre, le chemin de fer actuel de Budapest à Sarajevo-Uvac n'est pas établi en vue d'un grand trafic. Il est à voie unique sur le territoire hongrois, à voie unique et étroite sur le territoire bosniaque et il en sera de même jusqu'à Mitrovica, en sorte que, de Vienne et Budapest à Salonique, les marchandises devront rompre charge deux fois. Il faut ajouter le grand nombre des rampes très fortes et des courbes à faible rayon qui, de Brod à Mitrovica, feront obstacle à toute exploitation intense sur plus de 600 kilomètres. Il est vrai que, de Zenica à Sarajevo et Uvac, la voie étroite a dû être posée sur une plate-forme large, de manière à pouvoir être transformée facilement en voie normale. En réalité, cette transformation ne serait point pratique : elle entraînerait des travaux équivalant à peu près à une reconstruction totale. En somme, cette ligne de Bosnie et de Mitrovica restera une ligne d'intérêt local, lente, impropre au grand trafic, traversant des pays pauvres et de médiocre avenir.

Ce qui importerait avant tout pour améliorer les conditions commerciales de la Bosnie-Herzégovine, ce serait de faire le chemin de fer de Banjaluka à Jajce, qui faciliterait les communications avec Agram et Vienne, et celui de Bugojno à Spalato qui, longtemps projeté, maintenant tracé et toujours empêché par la Hongrie, est indispensable pour donner à la Bosnie un débouché sérieux sur l'Adriatique et permettre au littoral dalmate de se développer en profitant de son hinterland. Enfin, le rattachement du réseau de Bosnie à celui de Serbie par Vardiste, Uzice, Kraljevo, Krusevac, serait très utile aux deux pays en favorisant entre eux des relations qui ne demanderaient naturellement

qu'à devenir nombreuses et offrirait à la Serbie le particulier avantage de lui ouvrir un chemin assez pratique vers la mer.

Routes. — En dehors des chemins de fer, la Bosnie-Hertségovine possède un certain nombre de routes carrossables dont la longueur totale est d'environ 4.340 kilomètres. Des services réguliers de diligences desservent la plupart des localités de quelque importance qui ne le sont point par le rail. Mais le plus grand nombre des villages ne sont accessibles que par des sentiers de montagne, où les marchandises sont transportées à dos de cheval.

Rivières. — Aucune des rivières de l'intérieur de la Bosnie et de l'Hertségovine n'est navigable. Des deux rivières-frontières, la Save et la Drina, la première sert à la navigation depuis un peu en amont de Bosna-Brod et un service régulier y est assuré par la Société de navigation à vapeur du Danube, la seconde est utilisée pour le flottage des bois à partir de Visegrad. On avait commencé des travaux pour essayer de la rendre propre à la navigation à vapeur au-dessous de Zvornik ; mais on y a renoncé à cause des dépenses excessives que cela aurait entraînées. Cependant, quelques bateaux plats circulent entre Zvornik et le confluent avec la Save.

Industrie des transports. — L'industrie des transports en Bosnie-Hertségovine comprend les deux administrations des chemins de fer de l'Etat (chemins de fer de B.-H. et chemin de fer militaire de Doberlin-Banjaluca), et 2.070 établissements privés, dont 80 seulement ont un personnel en dehors du patron. Les chemins de fer de l'Etat occupent 1.375 employés et 3.906 ouvriers, touchant respectivement 2.020.000 et 2.049.000 fr. ; les entreprises privées dépensent 49.500 et 755.000 fr. pour leurs 31 employés et 1.200 ouvriers. 6 d'entre elles comptent de 20 à 100 ouvriers, 1 plus de 100, et 1 plus de 500. Cette dernière est la « Handels und Transport Aktiengesellschaft » de Sarajevo.

COMMERCE.

Le commerce de Bosnie-Hertségovine est essentiellement un trafic de petits détaillants à la manière orientale. C'est ce qui ressort très nettement de la statistique publiée cette année par le gouvernement. Il existe en tout 18.412 établissements commerciaux y compris 5.409 hôtelleries ou auberges. Sur ce nombre, il en est 15.638 dont le patron forme à lui seul tout le personnel. Les 2.774 autres emploient 5.873 salariés auxquels ils paient 2.124.000 fr. par an. 13 maisons seulement occupent de 20 à 100 personnes, et 3 plus de 100. Ce sont pour la plupart des marchands de bois.

Banques. — Le capital est peu abondant et le crédit assez cher. L'es-compte et le crédit courant est de 6,5 % en moyenne. Les banques sont nombreuses, mais d'une faible importance à l'exception de la *Banque privilégiée du pays de Bosnie-Hertségovine* (Privilegierte Landesbank für Bosnien und Hercegovina) à Sarajevo, établissement de crédit fon-

cier et commercial, qui a le privilège de la vente du tabac, s'occupe de toutes affaires financières, de la vente en commission de toutes marchandises, telles que le bois, les prunes, le blé, la laine, et représente une société d'assurance contre l'incendie et sur la vie. Son capital-actions est de 10 millions de couronnes, son capital-obligations (titres hypothécaires et obligations communales) de 23.666.000; elle a pour 36.270.000 c. de dépôts en compte courant et son bilan est arrêté à 76.490.000 au 31 décembre 1908. Elle distribue un dividende de 9 %.

L'*Unionbank* de Vienne et la *Ungarische Handels-Aktiengesellschaft* de Budapest ont chacune une succursale à Sarajevo.

Dans tout le pays il y a quinze banques de commerce ou caisses d'épargne locales organisées en sociétés par actions. L'ensemble de leurs capitaux se monte seulement à 3.560.000 fr. Les principales sont : *Centralbank und Sparkassa* à Sarajevo (catholique, capital nominal 787.500 fr.); *Srpska banka* à Mostar (orthodoxe, capital 630.000 fr.); on compte en outre vingt-une caisses d'épargne ou agricoles constituées en sociétés à responsabilité limitée, dont la première société musulmane de crédit (*prva muslimanska kreditna zadruga*) à Tesanj, au capital de 525.000 fr. et deux banques privées à Sarajevo : J. et M. Salom, et J. Löschner.

Il existe deux grosses maisons d'expédition : « *Handelsund Transport-Aktiengesellschaft* » déjà citée et « *die Sarajevoer Kaufmannische Spedition-Gesellschaft* », toutes deux à Sarajevo.

COMMERCE EXTÉRIEUR.

Depuis 1880 la Bosnie-Herzégovine est soumise au même régime douanier et aux mêmes traités de commerce que l'Autriche-Hongrie. Elle n'a point de douanes propres; elle touche seulement des Finances communes une somme annuelle de 750.000 fr. pour sa part de recettes douanières. L'immense majorité de son commerce se fait avec l'Autriche et la Hongrie ou par leur intermédiaire. Cependant ses importations et ses exportations font l'objet d'une statistique spéciale publiée chaque année par le gouvernement local. Cette statistique est fondée sur les renseignements fournis par les chemins de fer et les diverses sociétés de transport, sur la comptabilité des bureaux douaniers des frontières serbe, turque et monténégrine, sur les bulletins des 28 stations chargées de contrôler le mouvement des marchandises sur les frontières de Dalmatie et de Croatie-Slavonie. Les colis postaux seuls échappent au dénombrement. La valeur attribuée aux différentes catégories de marchandises est fixée depuis 1903 par une commission mixte de fonctionnaires et de négociants d'après le prix au lieu d'entrée et de sortie.

En 1907 la Bosnie-Herzégovine a exporté 972.000 tonnes de marchandises et 236.000 animaux valant 117.705.000 fr. contre 1.051.500 tonnes et 293.000 animaux estimés 123.600.000 fr. en 1906. Elle a importé en 1907 288.200 tonnes et 18.730 animaux évalués 120.216.000 fr. au lieu de 285.000 et 18747 animaux estimés

114.644.000 fr. en 1906. Il y a donc eu diminution sur les exportations, augmentation sur les importations. En général les exportations sont en accroissement constant depuis dix ans : en 1898 elles étaient de 386.200 tonnes, en 1903 de 672.800 tonnes = 84.575.000 fr.

Moyenne 1898-1902. 530.460 tonnes »
 — 1903-1907. 902.800 — = 105.035.000 francs.

Les importations ont augmenté de valeur, non de poids, depuis 1903, mais elles avaient été sensiblement inférieures en poids comme en valeur dans les cinq années précédentes :

Moyenne 1898-1902. 199.200 tonnes »
 — 1903-1907. 278.400 — = 104.810.000 francs.

Ce n'est que depuis 1904 que la Bosnie-Herzégovine vend plus qu'elle n'achète, encore a-t-elle subi de nouveau un léger déficit en 1907 (2.500.000 fr.), et la période 1903-1907 se solde par un boni insignifiant de 1.352.000 fr.

Les articles fondamentaux du commerce de la Bosnie-Herzégovine sont : à l'exportation, le bois, très en hausse, les bestiaux, à peu près stationnaires, et secondairement le fer et les produits chimiques ; à l'importation les céréales, les fils, étoffes et vêtements, les métaux travaillés et les denrées coloniales.

EXPORTATION.

Voici la liste des principales marchandises exportées en 1906 et 1907 (commerce général) ;

DÉSIGNATIONS des marchandises	1906		1907	
	Tonnes	Mille francs	Tonnes	Mille francs
Animaux vivants :				
Race chevaline . . . têtes.	7.137	849	7.213	1.031
— bovine . . . —	104.663	16.449	77.228	12.556
— ovine . . . —	94.717	1.790	88.686	1.769
— caprine . . . —	53.611	788	53.885	852
— porcine . . . —	32.172	1.824	8.851	669
Volailles mortes et vivantes, tonnes.	558	644	613	666
Œufs	2.363	1.985	2.144	1.801
Viande fraîche, séchée et salée.	1.562	2.525	1.047	1.484
Peaux	1.228	4.707	1.122	3.593
Céréales et farine.	60.433	8.510	46.307	7.638
Prunes et marmelades de p. . .	30.347	8.745	12.915	5.470
Autres fruits	19.354	1.885	9.730	956
Légumes, végétaux divers. . .	4.778	482	8.021	927
Tabac	758	1.741	836	1.861
Alcool et spiritueux.	4.379	3.372	5.153	4.601
Boissons diverses.	3.390	705	3.944	911

DÉSIGNATIONS des marchandises	1906		1907	
	Tonnes	Mille francs	Tonnes	Mille francs
Bois et charbon de bois . . .	560.692	29.504	533.853	33.688
Articles de bois et vannerie. . .	953	830	1.257	1.095
Matières colorant. et tannantes. . .	2.077	220	2.897	536
Charbon de terre.	108.463	968	103.686	1.034
Huiles minérales.	9.806	1.955	10.302	2.236
Minerais	57.333	1.114	56.773	1.048
Fer brut et acier	51.908	7.268	57.916	7.974
Objets de fer et d'acier. . . .	11.764	4.076	6.712	2.325
Métaux divers bruts et tra- vaillés	289	1.335	288	1.329
Laines et lainages	349	964	299	838
Vêtements.	730	3.716	404	2.165
Papier	121	76	3.556	1.377
Produits chimiques.	46.466	9.079	49.722	10.086

Détail des articles exportés.

Animaux vivants. — Constituent la plus grosse exportation de la Bosnie-Herzégovine après le bois. C'est un commerce à peu près stationnaire depuis dix ans. Moyenne : 294.000 têtes de 1898 à 1902, 281.000 (= 17.568.000 fr.) de 1903 à 1907. L'année 1907 a été la plus faible, 1902 la plus forte. La diminution constatée en 1907 provient de la baisse des prix et du manque de fourrage. Environ 56 % du bétail exporté franchissent la frontière croate et 44 % la frontière dalmate. Les statistiques hongroises indiquent seulement 111.166 têtes de bétail importées de Bosnie en 1907, le reste est dirigé sur l'Autriche et principalement sur le port de Trieste.

Les trois quarts de ce commerce au point de vue de la valeur sont formés par les bœufs, vaches, taureaux et veaux. Aux pays où ils sont vendus ces animaux fournissent à bon marché la viande de deuxième qualité. Leur exportation a une légère tendance à s'accroître.

Moyenne de 1898-1902 : 50.000 bœuf, 26.000 vaches

— 1903-1907 : 53.600 — 34.000 —

Au contraire les ventes des autres espèces sont en voie de décroissance :

	1898-1902	1903-1907
Chevaux.	13.600	9.200
Moutons et brebis	111.200	100.500
Chèvres	56.400	52.400
Porcs	27.600	14.500

Les 3/4 des moutons et des chèvres sont exportés par la Dalmatie,

tandis que presque tous les chevaux et les porcs, plus des deux tiers des bœufs et des trois quarts des vaches prennent la voie croate.

Volailles. — L'exportation de cet article a doublé à peu près depuis dix ans, et il en est de même pour les œufs, qui sont petits, mais bons, et dont la France achète une certaine quantité.

Viande fraîche, séchée et salée. — Il s'agit surtout de la viande de porc. 17.300 porcs ont été tués et exportés en 1907, 32.277 en 1906 et 19.700 en moyenne dans la période 1903-07. On fabrique et on exporte aussi de la viande de bœuf séchée qu'on appelle « pasterma ». Le commerce des viandes en général varie beaucoup selon les années; mais il est en somme en voie d'accroissement: 960 tonnes en 1903-07 contre 800 en 1898-1902.

Fromage. — A la ferme modèle du gouvernement à Livno, chez les trappistes de Banjaluka, on imite très mal des fromages français, notamment le Roquefort. J'ai parlé plus haut des fromages de Vlasits. L'exportation qui s'est montée à 233.000 fr. en 1907 n'est pas en progrès (300.000 en 1903).

Peaux. — L'exportation en a diminué en 1907 par rapport à 1906, mais a passé de 900 tonnes dans la période 1898-1902 à 1.100 dans la période 1903-1907. La France achète ici quelques peaux de chèvres pour gants.

Si l'on additionne la valeur de tous les animaux et produits d'animaux exportés y compris ceux peu importants qui n'ont pas été mentionnés ici on obtient une somme de plus de 25 millions de francs pour 1907, de plus de 26 pour la moyenne 1903-07, soit le quart de l'exportation totale.

Céréales et farines. — 44.591 tonnes de céréales estimées 7.235.000 fr. et 1.653 tonnes de farine valant 382.000 fr. contre 59.299 tonnes de céréales et 1.090 de farine en 1906. J'ai déjà parlé de ce commerce qui varie beaucoup selon les années: 75.847 tonnes en 1904, 30.875 en 1902. Il a été donné une moyenne de 8.214.000 fr. de 1903 à 1907. Les céréales exportées sont le blé, l'avoine et le maïs. Voici les chiffres des quatre dernières années:

	Blé	Avoine	Maïs
1904. . . .	19.358	38.787	15.258 tonnes
1905. . . .	14.901	20.878	12.895 —
1906. . . .	11.130	16.517	31.008 —
1907. . . .	16.909	16.370	10.764 —

Le blé et l'avoine sont les seuls grains dont l'exportation excède l'importation; le maïs est généralement en déficit. Quant à la farine elle est essentiellement un article d'importation.

Les prix moyens de 1907 à l'exportation ont été de 18 fr. 25 le quintal pour le blé, 15 fr. 75 pour l'avoine, 13 fr. 65 pour le maïs.

Prunes. — C'est l'un des commerces les plus avantageux de la Bos-

nie. Depuis dix ans, il a porté en moyenne sur 25.000 tonnes par an, valant 7 millions de francs. L'année 1907 a été la plus mauvaise avec 12.433 tonnes de pruneaux et 483 de marmelade; l'année 1904 la meilleure avec 37.413 et 10.414 tonnes. Les ventes de 1908 sont évaluées à 30.000 tonnes de pruneaux et 6.500 de marmelade. Les prix qui avaient été extrêmement élevés en 1907, ayant varié de 17 fr. 50 à 31 fr. 50 les 50 kilog. selon les moments et les qualités, se sont abaissés vers le milieu d'octobre 1908, à la suite d'une récolte excellente, aux taux suivants :

Nombre de fruits au 1/2 kilog. .	85/90	95/100	115/120	125/130	Mercantile
Fr.	23.05	15.75	7.62	6.56	5.51

Les spéculations les firent remonter pendant le mois de novembre :

Nombre de fruits au 1/2 kil.	95/100	100/105	115/120	125/130	Mercantile
Fr.	16.50	15.75-16.50	9.71-10.50	8.40-9.45	7.35-8.40

Le marché s'est clôturé vers la fin de décembre ainsi :

Nombre de fruits au 1/2 kilog.	100/105	115/120	125/130	Mercantile
Fr.	15.22	9.71	8.66	7.51

Il est à remarquer qu'à cause de la sécheresse les prunes de la récolte 1908 ont été particulièrement petites. Il n'y a eu qu'une faible quantité de 95/100 et les plus grosses ont presque totalement manqué.

Le centre de ce commerce est la petite ville de Brcka (Brčhka) sur la Save ; il est pour la plus grande partie entre les mains de la Banque privilégiée de Bosnie-Herzégovine, qui se charge de mettre en rapports les producteurs avec les clients étrangers et garantit la qualité livrée. La majorité des achats sont faits par des maisons de Vienne ou de Budapest qui revendent au dehors ; cependant l'Allemagne et la France achètent directement une certaine quantité.

Tabac. — L'exportation du tabac a beaucoup diminué depuis cinq ans. Elle a été seulement de 643 tonnes en moyenne dans la période 1903-07 au lieu de 2.150 dans la période quinquennale antérieure. La régie hongroise et surtout la régie autrichienne ont beaucoup réduit leurs achats. Aux autres pays il a été vendu en 1907 628 tonnes de tabac brut et 3.502.000 cigarettes au lieu de 674 tonnes et 10.076.000 cigarettes en 1906. Il y a progrès de ce côté : 1.090.000 fr. en moyenne de 1903 à 1907 contre 770.000 de 1898 à 1902.

Alcool, spiritueux, boissons diverses. — L'exportation des spiritueux, c'est-à-dire surtout de l'eau-de-vie de prunes (slivovica), a considérablement augmenté depuis 1906. Elle était auparavant de 400 tonnes en moyenne, elle a été de 4.161 (= 3.277.000 fr.) en 1906 et 4.401 (= 4.159.000 fr.) en 1907. Les autres articles : alcool, bière (3.145 tonnes), vin d'Herzégovine (552 tonnes, = 260.000 fr.), eau minérale de Srebrenica se sont développés dans de moindres proportions.

Bois. — C'est de beaucoup le plus important article d'exportation : 55 % du total en poids, 29 % en valeur. L'accroissement a été constant et rapide. Moyenne de 1898-1902 : 246.000 tonnes ; de 1903-07 : 495.000 (= 27 millions de francs). Seulement 161.000 en 1898. L'article bois et charbons de bois se divise en six catégories :

	1907		1903-07	
	Tonnes	Mille francs	Tonnes	Mille francs
Bois scié	301.789	27.500	278.200	20.432
Bois de construction. . . .	96.575	2.799	93.100	2.918
Traverses de chemins de fer.	26.332	1.174	21.600	785
Douves.	14.999	1.362	36.300	2.319
Bois à brûler.	86.116	678	56.700	450
Charbon de bois.	8.041	422	9.654	513

Les douves sont en décadence depuis 1904. On en avait exporté 57.000 tonnes en 1899. Cela tient à ce que, faute de chênes, on n'en fait plus que de hêtre et de sapin. Elles sont fournies par les maisons Leopold Kern de Vienne, et Berger d'Agram.

Les prix de vente du bois scié franco-bord Metkovic sont les suivants fin 1908 :

12 m/m. I, II. fr.	52.50	—	III. fr.	50.40	—	IV. fr.	42 le m. c.
18 m/m. —	50.40	—	48.30	—	39.90	—	
24-58 m/m	48.30	—	46.20	—	37.80	—	
Poutres à arêtes vives. fr.	33.60.						
— — rondes. fr.	29.40.						

Ces prix comprennent le transport de la scierie à Metkovic, soit 4 ou 5 fr. par mètre cube selon la distance, et les frais de chargement et déchargement, soit 63 cent.

40 % du bois exporté vont en Italie méridionale, en Sicile et en Sardaigne, 20 % en Autriche Hongrie, 5,8 % en France, 3 % en Espagne, 2,8 % en Allemagne, 2,6 % en Angleterre, 14,5 % en Égypte, 3,5 % en Tunisie et Algérie, 2,8 % au Sénégal. Ce sont les moyennes des sept dernières années. Les achats de l'Allemagne et de l'Angleterre diminuent ; ceux de la France au contraire augmentent : ils ont passé de 15.217 mètres cubes en 1901 à 38.319 en 1907. L'Afrique du nord-ouest qui prend en général près de 40.000 mètres cubes n'en a pris que 30.209 en 1907. La France et ses colonies ont donc acheté à la Bosnie-Hertsegovine pour environ 3 1/2 millions de francs de bois, sans compter les douves.

Charbon de terre. — Exportation en hausse : 69.100 tonnes en 1898-1902 et 86.700 en 1903-1907. Il s'agit de lignite de qualité inférieure. On voit qu'il est compté environ 10 fr. la tonne alors qu'il en coûte 15 et 16 à Sarajevo.

Huiles minérales. — L'exportation augmente : 7.600 tonnes en

1898-1902 et 10.000 en 1903-1907. Dans cette dernière année il est sorti de Bosnie-Herzégovine 7.429 tonnes de pétrole raffiné (1.483.000 fr.), 1.015 de benzine, 1.673 d'huile à graisser (491.000 fr.), 186 de goudron.

Minerais. — Voir plus haut ce qui concerne les mines. Exportation de fer : 50.061 tonnes valant 736.000 fr., 1.027 de pyrite, 211 de chrome.

Fer brut et acier. — Très faible encore en 1898, l'exportation du fer et de l'acier a dépassé 30.000 tonnes en 1900 et 50.000 en 1905. On a vendu en 1907 32.605 tonnes de fer brut valant 2.810.000 fr. et 25.311 de fonte et acier valant 5.160.000 fr.

Métaux divers. — Plomb, zinc, cuivre, mercure dont il a été question antérieurement. On fabrique dans le pays des ustensiles de cuivre et des objets de métal incrusté. C'est un commerce stationnaire et même en baisse à ne considérer que le poids.

Laine et lainages. — La Bosnie-Herzégovine produit une assez grande quantité de laine et l'on en fait surtout dans les villages des étoffes, des tapis, des couvertures, mais cela sert presque uniquement à la consommation locale. La laine exportée est celle qui vient de Turquie et transite par la Bosnie.

Vêtements, linge, articles de mode. — Le total des ventes n'a guère varié depuis dix ans, sauf en 1907, où il a beaucoup diminué. Il est constitué moins par les quelques articles orientaux originaires du pays que par les marchandises européennes réexportées.

Papier. — Le chiffre relativement élevé indiqué sous cette rubrique pour 1907 doit être attribué à la nouvelle usine de cellulose Otto Steinbeis à Drvar.

Produits chimiques. — Soude, 25.403 tonnes, 3.734.000 francs ; soude caustiques, 8.098 tonnes, 2.491.000 fr. ; chlorure de calcium, 4.001 tonnes, 336.000 fr. ; carbure de calcium, 5.732 tonnes, 1.444.000 fr. ; vinaigre et esprit de bois, 4.186 tonnes, 966.000 fr.

Le commerce de ces produits et de quelques autres, qui est aujourd'hui l'un des plus importants et atteint presque le dixième de l'exportation totale, n'est pas loin d'avoir triplé depuis dix ans. L'exploitation du carbure de calcium n'a commencé qu'en 1903. Elle se développe mal : la quantité s'accroît peu et les prix ont baissé.

1903.	. . .	4.300 tonnes	1.800.000 francs
1904.	. . .	4.900 —	1.797.000 —
1905.	. . .	6.630 —	1.740.000 —
1906.	. . .	5.340 —	1.403.000 —
1907.	. . .	5.730 —	1.444.000 —

Au contraire les ventes de soude et de soude caustique ont doublé en cinq ans.

IMPORTATIONS.

Liste des principales marchandises.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	1907		1908	
	Tonnes	Mille francs	Tonnes	Mille francs
Animaux vivants :				
Chevaux. têtes.	3.514	461	3.323	471
Bœufs et vaches . . . —	11.715	1.790	10.326	1.634
Beurre, saindoux, etc. . . .	788	1.207	851	1.385
Céréales et farines.	82.923	16.638	88.806	19.797
Fruits	3.845	905	4.270	1.425
Légumes, végétaux divers. . .	16.041	1.017	13.500	1.296
Café	3.240	6.634	3.323	6.908
Sucre et mélasse.	9.595	2.406	10.674	3.016
Huile alimentaire	1.460	1.149	1.445	1.366
Comestibles, épicerie	1.907	2.730	2.081	3.182
Tabac	229	478	41	353
Alcool et spiritueux	3.859	3.054	2.994	2.934
Bière, vin, eaux minérales . .	11.037	3.020	10.800	2.957
Houille et coke.	31.414	851	31.259	945
Huiles minérales	20.480	1.997	22.873	2.261
Fer brut	5.436	388	6.638	617
Fonte et acier	1.818	1.300	2.468	1.814
Articles de fer et d'acier. . .	10.242	8.604	8.252	7.803
Métaux divers bruts et travaillés.	651	2.187	560	2.175
Machines	3.630	4.165	1.969	2.673
Véhicules	453	1.122	529	1.337
Instruments de musique, de physique, etc	233	795	313	1.184
Briques et tuiles.	19.690	1.024	20.483	1.134
Verrerie et porcelaine. . . .	3.442	1.483	3.245	1.670
Articles de bois, meubles. . .	1.198	906	1.010	763
Papier	1.771	1.115	2.139	1.460
Coton et fils de coton. . . .	1.530	4.015	1.265	3.651
Cotonnades	1.388	5.890	1.442	6.785
Articles de lin et jute. . . .	666	2.046	880	2.364
Laines et fils de laine. . . .	239	879	215	790
Lainages	181	1.148	233	1.638
Soies et soieries.	12.7	304	7.8	187
Cuir	1.069	4.636	1.281	4.840
Vêtements et modes	1.307	11.662	1.066	10.076
Produits chimiques.	4.256	1.507	4.797	1.612
Bougies et savons	1.213	842	1.296	978
Poudre, cartouches.	480	741	941	1.523
Littérature et arts.	79	434	75	408

Détail des articles importés.

Animaux vivants. — L'importation des animaux a passé d'une moyenne de 9.246 têtes en 1898-1902 à 20.300 en 1903-1907. En 1906 et 1907 il a été importé une quantité de chevaux inférieure à la moyenne qui est de 4.400 têtes. Pour les bœufs, vaches, veaux, taureaux, il en est entré 10.600 en moyenne de 1903 à 1907 au lieu de 3.700 les cinq années précédentes. Tous les animaux viennent de ou par la Croatie-Slavonie.

Beurre, saindoux. — Cet article comprend aussi la graisse d'oie et le lard. Il faudrait y ajouter la margarine qui est confondue dans la statistique officielle avec le suif, la stéarine et la vaseline (en tout 379.000 fr. en 1907). Ces mêmes articles sont d'ailleurs exportés en plus grande quantité (438.000 fr.).

Céréales et farine. — C'est l'article capital de l'importation : plus du sixième du total en valeur et du tiers en poids.

Moyennes : 1898-1902. 72.000 tonnes »
 — 1903-1907. 98.000 — = 18.000.000 francs.

L'année la plus forte a été 1903 avec 148.000 tonnes, valant 23.900.000 fr., la plus faible 1899 avec 42.300 tonnes. Le pays dont la production, comme je l'ai expliqué, ne suffit pas à la consommation, achète principalement du maïs en fait de grains :

28.628 tonnes en	1907 =	4.208.000 francs
10.880 —	1906	1.428.000 —
34.467 —	1905	5.610.000 —

Mais c'est surtout la farine qu'il fait venir du dehors :

1907. . . .	48.943 tonnes =	12.857.000 francs
1906. . . .	60.316 —	12.553.000 —
1905. . . .	47.550 —	10.420.000 —
1904. . . .	40.240 —	8.402.000 —
1903. . . .	51.276 —	10.248.000 —

Et en outre une assez grande quantité de riz.

1907. . . .	3.357 tonnes =	1.234.000 francs
1906. . . .	3.653 —	1.266.000 —
1903-07. . .	3.586 —	1.200.000 —
1898-02. . .	2.704 —	» —

Blé, 1.129 tonnes en 1907, avoine, 2.955, malt, 830.

En résumé, la Bosnie-Herzégovine paie 10.700.000 fr. chaque année pour satisfaire à ses besoins en grains et farine (12.250.000 en 1907).

Fruits. — La plus grande partie est constituée par les fruits du Midi : figes, oranges, citrons, dattes, etc.

Légumes et végétaux divers. — Légumes proprement dits : 548.000 fr. ;

en outre, paille et foin, betteraves à sucre, graines, houblon, pommes de terre, légumineuses. L'exportation de la paille, du foin et des graines en dépasse l'importation.

Café. — Le café vient de Trieste ; les achats ont sensiblement augmenté depuis 1906. La moyenne des 8 années antérieures avait été de 2.625 tonnes. La qualité en est très inférieure et le prix relativement élevé.

Sucre et mélasse. — En augmentation depuis 1902 : 50.700 quintaux en 1898-1902, 80.538 en 1903, 89.124 en 1904, 100.710 en 1905. La mélasse comporte pour 39.100 quintaux et 246.000 fr. Le sucre importé est hongrois.

Alcool et spiritueux. — La consommation se développe peu, mais les prix se sont élevés avec l'impôt. 1898-1902 : 2.600 tonnes ; 1904-1907 : 3.080. Prix en 1903 : alcool 37 fr. 80 les 100 kilogs ; spiritueux : 47 fr. 25. 1907 : alcool : 58 fr. 80.

Les spiritueux sont des fabrications de Hongrie, Croatie, Galicie, Autriche. Il ne vient de France qu'une quantité insignifiante de Cognac et de liqueurs. Le Cognac vient par l'intermédiaire de Vienne, de Trieste et de Budapest, et c'est le plus souvent dans ces villes qu'il est mis en bouteilles. Marques : Martell, Dupont, Renault.

Bière, vin, eaux minérales. — La bière progresse légèrement : 3.215 tonnes en 1898-1902, 4.114 en 1903-1907. Elle vient surtout de Bohême (Pilsen), une certaine quantité des autres parties de la Monarchie, très peu de Munich. Le vin est à peu près sans mouvement : 5.708 tonnes dans la première période, 6.080 = 2.030.000 fr. dans la seconde. L'année 1907 a été la plus faible. On importe surtout des vins de Dalmatie et de Croatie-Slavonie, un peu de Hongrie, d'Autriche et d'Italie, très peu d'Espagne, de Portugal, de Turquie et de France. Les vins français, surchargés de droits de douane et de frais d'intermédiaires (ils n'arrivent jamais directement), sont d'un prix inabordable. Une bouteille de Champagne de 6 fr. se vend ici 15 fr.

Denrées alimentaires, épicerie. — En hausse ; moyenne de 1898-1902 : 1.285 tonnes ; de 1903-07 : 1.910. Valeur en 1903 : 1.883.000 fr. Je range sous cette rubrique : 1° le chocolat, le cacao, le thé, les confiseries, les conserves, etc. ; en tout 937 tonnes valant 1.649.000 fr. ; 2° le fromage (230 tonnes = 504.000 fr.) ; 3° la viande fraîche ou salée et les saucisses (201 tonnes = 411.000 fr.) ; 4° les biscuits (391 tonnes = 246.000 fr.) ; 5° les harengs, sardines, anchois, caviar (207 tonnes = 217.000 fr.) ; 6° les épices (76 tonnes, = 153.000 fr.).

La plus grande partie provient d'Autriche-Hongrie, Trieste et Fiume fournissent les conserves et les denrées coloniales, Prague les jambons, la Hongrie les viandes fraîches et les fromages. L'Allemagne envoie de la charcuterie, des harengs et des anchois. Il se vend une petite quantité de marchandises italiennes (fromage de Gorgonzola, pâtes, conserves), anglaises (biscuits) et françaises (moutarde de Bordeaux, fromages de Roquefort et Camembert, sardines, conserves

finés). La moutarde de Bordeaux vient en général d'une maison française de Vienne (Tivoli); les fromages sont le plus souvent des imitations locales, les sardines et autres conserves sont extrêmement rares. Il n'y a guère ici de clientèle pour les comestibles délicats; d'ailleurs, les prix en sont majorés avec excès, même ceux des produits austro-hongrois: le jambon de bonne qualité se paye 5 fr. 25 le kilogramme.

L'huile à manger est principalement de l'huile de coton distillée à Trieste et à Fiume. La petite quantité d'huile d'olive qui se consomme ici est importée de Dalmatie presque entièrement. Le peu d'huile italienne ou française que l'on trouve sur la place n'a plus d'origine certaine, car elle a été manipulée et mélangée à Trieste. Cependant, il se vend deux ou trois bonbonnes de provenance directe.

Houille et coke. — Le coke compte pour 24.783 tonnes et 773.000 fr. L'importation en a quadruplé depuis dix ans.

Huiles minérales. — Surtout du pétrole brut destiné à la raffinerie de Bosna-Brod: 18.182 tonnes = 1.336.000 fr. Pétrole raffiné: 3.653 tonnes = 705.000 fr. L'importation de ces deux articles était insignifiante avant 1903.

Fer, fonte et acier. — Les achats de fer brut ont doublé dans la dernière période quinquennale par rapport à la précédente; ceux de fonte et d'acier ont légèrement diminué (2.220 tonnes au lieu de 2.670). Quant aux objets de fer et d'acier et à la quincaillerie, les importations moyennes en ont passé de 7.373 tonnes à 9.800. La statistique officielle en estime les prix d'une manière excessivement variable sans donner d'explication: 35 fr. le quintal en 1905, 94 fr. 50 en 1907. Presque tout est d'origine autrichienne. Un peu de coutellerie fine vient de Solingen.

Métaux communs bruts et ouvrages. — 559.000 fr. en 1903, 2.175.000 en 1907.

Machines. — Importation exceptionnellement élevée en 1906, d'ailleurs à peu près stationnaire depuis dix ans. L'Allemagne fournit les machines et moteurs électriques, l'Amérique les machines à coudre (285.000 fr.). Le reste vient d'Autriche, de même que les véhicules, sauf quelques automobiles allemandes. Il a été introduit pour 12.000 fr. d'automobiles en 1904, 100.000 en 1905, 315.000 en 1906 et 232.000 en 1907. Le pays se prête peu au développement de ce commerce. L'importation des wagons s'est montée à 426.000 fr. en 1907 et à 650.000 en moyenne de 1904 à 1907. Les instruments de musique, de physique, d'horlogerie, dont l'importation a doublé en cinq ans, sont exclusivement autrichiens. Mêmes observations pour la verrerie et la porcelaine. Verrerie seule, 1.318.000 fr. Il y a quelques articles de Saxe.

Coton et cotonnades. — 1.540 tonnes de 1898 à 1902, 2.400 de 1903 à 1907, valant 7.400.000 fr. Une faible quantité est fournie par l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie. Les cotons à repriser sont français. Les

fil et étoffes de *lin* sont stationnaires, la *laine* brute est en baisse continue, ayant passé de 471 tonnes en moyenne de 1899 à 1902, à 287 de 1903 à 1907. Il s'agit de la laine de Turquie, qui transite par la Bosnie pour gagner Trieste et l'Italie. Les fabrications de laine subissent des variations, mais ni recul ni progrès dans l'ensemble.

La *soie* grège vient d'Italie, les étoffes et rubans de soie de Lyon, mais indirectement par Vienne. Du reste, la consommation en est infinitésimale et décroît (360.000 fr. en 1903).

Vêtements, lingerie et modes. — C'est, après la farine, l'article le plus considérable à l'importation. La moyenne des cinq dernières années a été de 10.410.000 fr. Il ne s'est point produit d'augmentation sensible depuis dix ans. Presque tout est originaire d'Autriche-Hongrie. Quelques articles de modes, des formes de chapeaux de dames viennent de France.

Cuir. — Catégorie importante, qui tend à s'accroître. 760 tonnes de 1898 à 1902; 1.080 de 1903 à 1907. Dans cette dernière période, les prix se sont élevés de 315 à 378 fr. le quintal. Provenance : Autriche, Hambourg et Londres.

Produits chimiques. — Surtout des matières premières (980.000 fr.), dont l'importation a quadruplé en dix ans. Les couleurs (267.000 fr.), y compris très peu de vernis français, sont commandées à Dusseldorf; la pharmacie et la parfumerie sont autrichiennes (77.000 fr.).

Bougies et savons. — 392.000 fr. de bougies; 586.000 de savon. D'Autriche, savon de Crète, en partie.

Dans la liste ci-dessus, j'ai indiqué toutes les catégories de marchandises importées ayant quelque valeur; mais la statistique officielle donne une rubrique d'« articles non dénommés » qui ne représente pas moins de 5.714 tonnes et 10 millions de francs.

Les augmentations les plus fortes en valeur ont porté sur le coton et les cotonnades, les métaux et objets métalliques, les denrées alimentaires et coloniales.

Pour apprécier les chiffres qui concernent le commerce de la Bosnie-Herzégovine, il faut tenir compte de trois choses. Ils n'offrent naturellement pas la même certitude que s'ils étaient fondés sur des opérations douanières; ils comprennent les marchandises en transit et les réexportations; enfin, une quantité considérable des produits importés est destinée au corps d'armée d'occupation, qui n'est point payé par les provinces.

Destinations et provenances des marchandises.

La statistique officielle ne donne aucun renseignement à ce sujet. Elle indique seulement le total des marchandises passant par chaque frontière, ainsi qu'il suit pour 1907 :

	Export.	Import.
Croatie-Slavonie : marchandises . . .	662.607	241.043 tonnes
— bétail	105.114	18.358 têtes

	Export.	Import.
Dalmatie : marchandises	307.078	45.019 tonnes
— bétail	130.749	372 têtes
Autres frontières : marchandises	2.298	2.100 tonnes

La frontière croate est donc de beaucoup la plus importante : il y entre 84 % des marchandises, il en sort 68 %. Quant au bétail, c'est surtout le gros qui est dirigé de ce côté, en sorte que si le nombre de têtes est moindre à l'exportation, la valeur en est supérieure : 10.197.000 fr. au lieu de 6.677.000 fr. Depuis 1898 l'importation par la frontière dalmate a diminué de 3 %; mais l'exportation a passé de 13 à 31,6 % par suite de la construction du chemin de fer de Gabela à Gravosa et Zelenika.

Le commerce par les frontières de Serbie, de Turquie et du Montenegro est insignifiant. Depuis juillet 1906 l'entrée du bétail serbe est interdite. Il en était venu 5.465 têtes, dont 5.045 moutons, en 1905.

Les statistiques hongroises donnent les chiffres suivants pour le commerce de la Hongrie avec la Bosnie-Herzégovine.

1906	131.200 tonnes = 36.690.000 fr.	319.800 = 27.565.000 fr.
1902-06. . .	120.000 — = 34.500.000 —	232.000 = 21.000.000 —

Pour le bétail, la Hongrie ne vend que 510 têtes et n'en achète que 11.166. La part de ce pays est en moyenne de 35 % en valeur à l'importation, de 21 % à l'exportation. Il est devenu le plus gros acheteur de bois après l'Italie : 2.480.000 fr. en 1903, 4.926.000 en 1906, 6.640.000 en 1907.

Dans le reste du commerce de la Bosnie-Herzégovine la part des différents pays ne peut être précisée. Mais il n'est pas douteux que l'Autriche n'en absorbe l'immense majorité. L'étranger fait cependant d'importants achats de bois, prunes et tabac. L'Italie a pris 12,7 millions de francs de bois en 1907, 11,5 en 1906, l'Egypte 4,8 et 3,7, la France et ses colonies 3,9 et 3,8, l'Autriche 2,1 et 2,5, les autres pays environ 3. Il s'est vendu à l'étranger en 1907 pour 1.090.000 fr. de tabac, et une quantité notable de prunes est achetée indirectement par l'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre et la France.

Quant aux importations, l'Autriche et la Hongrie en ont le quasi monopole de fait. La Bosnie-Herzégovine achète à peu près tout ce dont elle a besoin à Vienne, à Trieste et à Budapest, y compris les denrées coloniales, le café du Brésil, le riz de la Cochinchine et du Japon. L'Allemagne est le seul pays étranger qui effectue ici des ventes un peu considérables, le plus souvent d'ailleurs par l'intermédiaire de maisons austro-hongroises.

BULGARIE

L'indépendance de la Bulgarie.

Le ministre des affaires étrangères télégraphiait au ministre de Bulgarie à Paris :

Aujourd'hui 22 septembre (vieux style), dans la vieille capitale de Tirnovo, par un manifeste au peuple de la Bulgarie du Nord et de la Bulgarie du Sud, l'indépendance du *tzarstvo* (royaume) bulgare a été proclamée. En vous informant de cette joyeuse nouvelle, je vous prie de faire connaître au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité que cet acte a été accompli par le désir unanime du peuple bulgare, qui veut par là éviter les obstacles qui empêchaient son développement régulier et les causes qui créaient avec l'empire voisin des rapports toujours prêts à troubler la paix et la tranquillité dans les Balkans. Le gouvernement de S. M. le tsar de Bulgarie espère que le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité approuvera cet acte du peuple, qui fait du royaume de Bulgarie un Etat égal en droit à tous les Etats indépendants.

Assurez le gouvernement de la République française que la Bulgarie fera tout ce qui sera permis par la dignité du royaume pour éviter que la paix dans les Balkans soit troublée. Mais si les circonstances l'exigent, la nation bulgare se lèvera comme un seul homme pour défendre cette cause sacrée.

Des télégrammes analogues ont été adressés à tous les représentants diplomatiques de la Bulgarie à l'étranger.

Voici le texte du manifeste à la nation bulgare, lu par le nouveau tsar, au moment de sa proclamation à Tirnovo :

Suivant les volontés de notre libérateur, dont jamais ne s'effacera le souvenir et de la grande nation russe à laquelle nous relions les liens de parenté, avec le concours de nos bons amis et voisins, sujets du roi de Roumanie, et à l'aide également des héros bulgares, le 18 février 1878 furent rompues les chaînes qui liaient depuis tant de siècles la Bulgarie, jadis grande et glorieuse puissance.

A partir de cette époque jusqu'à aujourd'hui, pendant trente ans, la nation bulgare, conservant le souvenir de ceux qui avaient travaillé pour la cause de sa liberté et s'inspirant de leur tradition, a travaillé elle-même sans cesse à assurer les progrès de son beau pays et sous mon régime et sous le régime de feu le prince Alexandre, en a fait un peuple qui peut prendre place sur un pied d'égalité dans la famille des peuples civilisés, tout en le douant des avantages du progrès intellectuel et économique.

Engagée dans cette voie, rien ne devrait arrêter les progrès de la

Bulgarie, rien ne devrait entraver son succès. Tel est le désir de la nation ; telle est sa volonté.

Que cette volonté soit remplie ! La nation bulgare et son chef ne peuvent avoir qu'un sentiment, qu'un désir.

Pratiquement indépendante, la nation était arrêtée dans son développement normal et pacifique par certaines illusions et des limitations formelles qui avaient pour résultat une froideur dans les relations de la Turquie et de la Bulgarie.

Moi et la nation désirions nous réjouir du développement politique de la Turquie.

La Turquie et la Bulgarie, libres et entièrement indépendantes l'une de l'autre, peuvent exister avec des conditions qui leur permettront de renforcer leurs relations amicales et de se consacrer au développement pacifique à l'intérieur.

Inspiré par le but sacré de satisfaire les exigences nationales et de me conformer au désir national, je proclame, avec la bénédiction du Tout-Puissant, la Bulgarie unie depuis le 6 septembre 1885, royaume indépendant.

Avec la nation, j'ai la ferme conviction que cet acte rencontrera l'approbation des grandes puissances.

M. Stanciof, ministre de Bulgarie à Paris, a remis à M. Pichon la note suivante :

Lors de la déclaration de l'indépendance, le gouvernement bulgare ne s'est pas fait faute d'insister de la façon la plus absolue et la plus sincère pour montrer que cette déclaration est sortie de l'initiative unanime de la nation tout entière, qu'elle a été motivée par des raisons d'Etat les plus impérieuses et que cet acte n'a jamais recélé la moindre arrière-pensée, ni les moindres dispositions inamicales envers l'ancien gouvernement suzerain.

Quant à une connexité entre la déclaration de l'indépendance et l'annexion par l'Autriche-Hongrie des deux provinces occupées, le gouvernement bulgare s'est toujours efforcé de dissiper tout malentendu à cet égard et a donné les assurances les plus positives que ces deux actes n'avaient rien de commun.

Le gouvernement de Sofia affirme qu'à aucune époque des événements récents il n'a eu recours à la mobilisation de l'armée ; toutes les nouvelles qui ont été répandues dans la presse à cet égard ne reposent sur aucun fait véritable et le gouvernement est prêt à faire la preuve qu'aucune disposition n'a été prise pour mettre l'armée sur le pied de guerre.

L'appel des réservistes qui a eu lieu à la même époque a été une mesure d'administration militaire, prévue et réglée antérieurement, et cet appel aurait eu lieu, avec les mouvements qui sont sa conséquence normale, alors même que les faits politiques ne se seraient point produits.

Il n'y a donc eu à aucun moment une manifestation de menace dans les actes du gouvernement bulgare, tendant à faire reconnaître l'indépendance par ses dispositions d'intimidation. Et non seulement la Bulgarie n'a pas mis ses forces militaires sur le pied de guerre, elle a même licencié ses troupes de réserve au moment même où la mobilisation de l'armée turque était un fait avéré et que la Sublime-Porte et les organes à sa dévotion donnaient à cette mesure un caractère d'hostilité contre la Bulgarie.

Quant aux intérêts matériels qui ont pu être lésés par l'acte national, le gouvernement bulgare a déclaré à maintes reprises qu'il reconnaît franchement et hautement le principe d'un dédommagement desdits intérêts et il a prouvé la sincérité de ses intentions à cet égard par l'ouverture des pourparlers *ad hoc* à Constantinople.

Néanmoins, il doit constater avec regret que la politique suivie par la Sublime-Porte envers la Bulgarie ne répond pas à ces dispositions.

Il est de toute évidence que le gouvernement ottoman cherche à l'aide de tergiversations et dans des lenteurs voulues à gagner du temps pour pousser ses préparatifs militaires.

Le boycottage systématique des marchandises et bateaux bulgares, et les pertes matérielles qui en résultent pour le commerce et l'agriculture de notre pays ne tarderont pas à y créer un courant qui s'opposera aux tendances pacifiques que le gouvernement bulgare a observées jusqu'ici.

De plus, le gouvernement bulgare a été des plus péniblement surpris par certains passages du discours du trône, prononcé à l'ouverture du Parlement ottoman, passages qui froissent la dignité du souverain du pays et qui ont rencontré la réprobation la plus unanime dans toutes les classes de la population.

Les faits précités, et la tendance trop manifeste qui les provoque de la part de la Turquie, ont chagriné tous les bons esprits en Bulgarie et ne sont pas sans inquiéter le gouvernement qui y voit la possibilité de complications prochaines.

Nous venons par conséquent attirer la bienveillante attention des grandes puissances sur la situation et les menaces qu'elle paraît comporter et nous les prions de faire les démarches qu'elles considèrent comme utiles.

Le gouvernement bulgare, fort de ses intentions et tendances pacifiques et conciliatrices, doit rejeter loin de lui toute responsabilité des conséquences imprévues et dangereuses qui peuvent résulter de la situation ainsi créée.

Au Sobranié bulgare, à l'occasion de la clôture des débats, au sujet de la réponse au message, le président du conseil a prononcé un discours disant :

L'enthousiasme qui remplit le cœur des Bulgares à la suite de la proclamation de l'indépendance a passé les frontières et a trouvé un écho

dans tout le monde civilisé. De telles sympathies sont précieuses dans les relations internationales, mais ce ne sont pas les seules qui dirigent la politique d'un peuple. En conséquence, il n'y a rien d'étonnant que la conduite de l'Europe officielle et de celle non officielle ne soit pas identique envers notre acte. Partant de ce point de vue, le gouvernement et la démocratie consciencieuse doivent viser à une politique bulgare nationale. Le peuple bulgare, faisant partie de la race slave, ne peut pas manquer de se réjouir des succès des slaves, et il ne peut que regretter leurs insuccès. Les intérêts slaves sont aussi ceux du peuple bulgare. Il est pour ses intérêts et non contre eux. Sa devise est : « Le gouvernement et le peuple. » Afin que cette devise puisse donner des résultats positifs et être l'étendard sous lequel tous se rangeront, on doit préciser que le Bulgare est avant tout Bulgare et ensuite Slave. Ceci est la clef de la politique du gouvernement, qui proteste énergiquement que le gouvernement de la Bulgarie soit un instrument des ennemis des Slaves. Entre l'annexion de la Bosnie et l'indépendance de la Bulgarie, il n'y a rien de commun. Aucune convention, aucune entente ne lie la Bulgarie à l'Autriche. Le sort des deux provinces slaves ne fut pas décidé à Tirnovo, mais à Berlin. C'est une insinuation de dire que la Bulgarie voulait faciliter l'annexion, attendu qu'elle fut faite avant l'indépendance. Ceci ressortira un jour par les livres rouges et bleus. Seuls les politiciens pédants et formalistes peuvent soutenir le contraire. Trois jours avant l'indépendance, l'agent diplomatique à Saint-Petersbourg communiquait que la Russie savait l'annexion prochaine. Donc, l'annexion précéda l'indépendance. Celle-ci n'est aucunement opposée aux compensations, mais elle accomplit le vœu du peuple bulgare.

En ce qui concerne le passage du message disant que la Bulgarie a compté sur les bonnes dispositions de la Russie, M. Malinoff dit :

Nous ne pouvons pas nous accommoder de la pensée que notre libératrice, qui dépensa un milliard pour notre liberté et perdit des centaines de mille de ses fils, suivra une politique devant aboutir à la perte de la Bulgarie. Nous savons qu'entre les forces russes et bulgares il existe des liens de race, de langue et de religion qui sont le gage d'une bonne politique. Il n'est pas dans les intérêts slaves de mettre des entraves au développement de la Bulgarie. Nous nous tournons vers la Russie comme un frère cadet vers son aîné, et nous lui disons : « Aidez-nous, car nous faisons de la politique dans l'intérêt des Slaves. » Je suis convaincu que nous nous entendrons si nous lui tendons la main.

Nous entretenons de bonnes relations avec tous les Etats et le fait que la Turquie n'a pas déclaré la guerre le jour de la déclaration de l'indépendance prouve que nous avons fait quelque chose pour gagner sa confiance. La Roumanie a bien accueilli notre indépendance. Bien que nous ne soyons pas de la même race, nous avons avec elle des liens historiques. En Serbie, bien que nous soyons de même race, nous n'avons entendu aucune bonne parole. Le brave peuple monténégrin, pour lequel nous nourrissons des sympathies sincères et réciproques, a

approuvé l'acte. Si la Serbie en avait fait autant, la race slave de la Serbie y aurait gagné.

En ce qui concerne les grandes puissances, la situation n'a pas changé, et si certaines accusations ont été portées contre nous, elles sont dues à des malentendus qui, une fois dissipés, modifieront et amélioreront les relations. L'accusation que la proclamation de l'indépendance avait pour but d'entraver les réformes de la Turquie étant dissipée, nous croyons que l'indépendance sera prochainement reconnue, après quoi la Bulgarie s'adonnera à son développement, et si, en Turquie, le régime constitutionnel réussit, nous pourrons jouir de tous les privilèges de son régime, et le moment viendra où nous nous tendrons la main, appuyés l'un sur l'autre.

Nous deviendrons les maîtres chez nous en travaillant chacun à son paisible développement. Le gouvernement aura cette tâche à poursuivre, mais si les événements prennent une tournure que nous n'admettons pas, il restera ferme à son poste comme précédemment. Il poursuivra son but et l'atteindra en comptant sur l'appui de la représentation nationale.

TURQUIE

Ouverture du Parlement Ottoman. — Discours du Sultan.

(17 décembre 1908.)

SÉNATEURS ET DÉPUTÉS,

A la suite des difficultés qui avaient été rencontrées dans l'application de la Constitution que nous mêmes en vigueur lors de notre avènement et sur les besoins indiqués alors par les hauts dignitaires de l'Etat, la Chambre des Députés fut alors provisoirement close, l'application de la Constitution suspendue pour permettre à la population d'arriver au degré d'avancement voulu par la propagation de l'instruction publique, et la convocation de la Chambre fut ajournée pour un temps voulu. Nous avons consacré nos efforts à créer des écoles dans toutes les parties de notre empire. Grâce à Dieu, ce but a été atteint, et grâce à la propagation de l'instruction publique, le degré de culture de toutes les classes de notre population s'est élevé. Par suite du désir manifesté et attendu que ce désir est de nature à assurer dans le présent et dans l'avenir le bien-être de notre pays, nous n'avons pas hésité, en dépit de ceux qui étaient d'avis contraire, à proclamer de nouveau la Constitution. Nous avons ordonné de nouvelles élections et convoqué de nouveau la Chambre des Députés.

A la suite du changement de régime administratif, nous avons confié la dignité grand-vizirienne à Kiamil pacha. Tandis que le conseil des ministres, sous la présidence de Kiamil pacha, s'occupait d'organiser le

nouveau régime constitutionnel, le prince de Bulgarie, vali de la Roumélie orientale, rejeta inopinément la suzeraineté de notre empire et proclama l'indépendance de la Bulgarie.

Au même moment, l'Autriche-Hongrie aussi procéda à l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, dont l'occupation provisoire lui avait été confiée par le traité de Berlin ; elle notifia sa décision à la Sublime-Porte et aux autres puissances.

Ces deux événements surprenants qui violent les traités et portent atteinte au droit m'ont causé un vif regret.

A la suite de ces violations de traités, nous avons confié au conseil des ministres le soin de faire le nécessaire pour défendre les droits de notre Etat. Nous désirons, dans cette tâche, l'assistance de la Chambre des Députés ; comme nos relations avec toutes les puissances sont bonnes et parfaites, nous espérons qu'avec l'assistance des grandes puissances amies, ces questions politiques seront résolues.

Notre vif désir est que les finances, qui sont une des affaires les plus importantes soient mises en ordre, que l'équilibre budgétaire soit réalisé, que le bien-être de notre empire soit augmenté, que la propriété soit garantie, que le nombre des écoles soit augmenté et que celles-ci soient organisées en vue de la propagation des lettres, des arts et de l'agriculture, que notre armée de terre et notre flotte soient augmentées et perfectionnées. Aussi espérons-nous que les députés consacreront leurs efforts à examiner les projets de loi élaborés à ce sujet par les différents départements de l'Etat, afin qu'ils préparent les lois susceptibles d'être soumises à l'approbation du Sénat.

En souhaitant le bonheur et la prospérité de notre pays, nous ouvrons aujourd'hui la Chambre des Députés ; nous souhaitons la prospérité de la nation. Notre désir de voir notre empire gouverné d'après la Constitution est absolu et invariable.

Plaise à Dieu que notre Chambre des Députés travaille pour le bien du pays et que notre empire jouisse de toute la prospérité ; que le Très-Haut nous accorde à tous le succès.

L'exposé politique du grand vizir Kiamil-pacha.

(13 janvier 1909.)

Le grand vizir Kiamil-pacha a présenté au Parlement ottoman l'exposé général de la politique du gouvernement. Voici le texte de cet exposé en ce qui concerne les relations étrangères.

LA SITUATION DIPLOMATIQUE DE LA TURQUIE.

« Le rétablissement du gouvernement constitutionnel et la manifestation dans une forme grandiose de l'existence politique basée sur la

force nationale ont été salués par toutes les puissances avec une sympathie respectueuse et sincère. Comme premier effet satisfaisant, la Russie et les autres puissances qui suivent les réformes macédoniennes renoncèrent à leurs projets concernant spécialement les trois vilayets, et elles ont attendu les réformes que le gouvernement constitutionnel ottoman fera lui-même, ainsi que l'a déclaré le discours du trône.

« Pendant que la Porte était occupée de l'organisation du nouveau régime constitutionnel, la Bulgarie a déclaré qu'elle proclamait son indépendance et immédiatement après l'Autriche aussi, retirant ses troupes du sandjak de Novi-Bazar, qui se trouvait sous son occupation, a déclaré avoir décidé d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine. Nous avons protesté contre ces deux empiètements, nous avons communiqué l'affaire aux autres grandes puissances et avons demandé la réunion d'une conférence pour prendre une décision.

« Au sujet de la Bulgarie, les grandes puissances, reconnaissant que ces empiètements étaient illégaux et contraires au traité de Berlin, ont donné des conseils aussi bien à la Bulgarie qu'à l'Autriche ; cependant, comme il a été reconnu que la question des droits était une question qui regardait la Turquie et que l'assistance qu'on attendait des autres puissances se bornerait à des démarches diplomatiques, et que si nous agissions seuls contre les deux Etats, cela n'assurerait pas la réalisation du but ; et d'autre part, les puissances, comparant les difficultés qui surgiraient si les puissances amies entreprenaient de rapporter le fait accompli, avec la situation et les intérêts de la Turquie, ont trouvé qu'il serait préférable de régler les droits par une compensation financière, et elles nous ont recommandé ce mode. Cependant l'Autriche, considérant que l'évacuation du sandjak était une compensation suffisante, n'abordait pas la discussion d'accorder d'autres indemnités, et nous avions décidé que jusqu'à ce qu'une entente équitable intervînt avec ladite puissance, nous maintiendrions notre protestation et reconnâtrions la Bosnie et l'Herzégovine comme se trouvant sous l'occupation et l'administration provisoires de l'Autriche, et qu'aux populations qui viendraient de ces vilayets dans la Turquie seraient appliquées, comme par le passé, les mêmes formalités que pour les sujets ottomans.

« Quant à la Bulgarie, l'armée bulgare, déjà avant la proclamation de la Constitution, avait été mise sur le pied de guerre. Comme nous ne l'avons vu qu'après, elle s'empressait aussi de faire de grands préparatifs de guerre par des envois de troupes et de transports de munitions.

« Pour assurer jusqu'à un certain point la défense, les vides dans les 2^e et 3^e corps, qui étaient à l'effectif de paix, furent complétés, et une division des rédifs du 3^e corps et quatre divisions des rédifs des vilayets avoisinant l'Anatolie furent appelées sous les armes pour faire des manœuvres ; une force pouvant suffire en cas d'attaque fut ainsi préparée et la mobilisation d'une force suffisante de l'Anatolie, en cas de besoin, fut projetée. Mais tenant compte de la tournure que la situation

du pays prendrait dans le désordre d'une guerre, si nous nous engageons dans une lutte après le changement politique et avant que le gouvernement constitutionnel fût sérieusement organisé et l'ordre rétabli, et comme les Bulgares, qui étaient partisans de la guerre, prétendaient que la Bulgarie devrait « acheter son indépendance non pas avec de l'argent, mais avec du sang » et faisaient des préparatifs extraordinaires, nous nous adressâmes aux puissances.

« Tandis que sur leurs conseils il était décidé d'établir le droit de la Bulgarie pacifiquement par des compensations, la Bulgarie, au lieu de déposer les armes, faisait des mouvements extraordinaires ; pareillement, nous avons jugé indispensable de faire les mêmes préparatifs ; mais, prenant en considération les proportions qu'aurait prises une guerre, si, pour une cause futile, une collision se produisait de façon naturelle entre les armées des deux côtés de la frontière et combien la paix générale serait compromise par la participation des autres pays balkaniques, nous avons demandé aux puissances de donner au gouvernement bulgare des conseils efficaces en vue d'un arrangement pacifique. Les puissances firent immédiatement des communications au gouvernement bulgare. L'armée bulgare, qui se trouvait sur le pied de guerre, fut libérée et nous licenciâmes aussi nos bataillons de rédifs appelés pour les manœuvres : de cette manière, la crainte d'une guerre fut limitée. »

LES POURPARLERS AVEC LA BULGARIE.

« Dans les pourparlers qui ont eu lieu avec M. Liaptchef, envoyé pour négocier la question des compensations à la perte du tribut de la Bulgarie et de la redevance de la Roumélie orientale, ainsi que celles relatives à la valeur du chemin de fer saisi par les Bulgares, ces compensations ont été calculées et capitalisées à une somme de près de vingt-huit millions de livres.

« M. Liaptchef, quoique cela fût stipulé par le traité de Berlin, a déclaré qu'il n'y avait pas d'obligation pour le paiement d'un tribut fixé d'un commun accord avec les puissances, non plus que pour la part contributive de la Dette publique. Quant à la redevance de la Roumélie orientale, il déclara, en faisant intervenir certains motifs, qu'il fallait réduire la somme originelle de 265.000 livres par an à 114.000, et il prétendait terminer l'affaire, y compris ce qui a trait à la valeur du chemin de fer et aux autres réclamations, avec une somme de près de 82 millions de francs. Vu cette grande différence entre les appréciations des deux parties, l'aplanissement de la question fut laissé à la conférence et les négociations furent suspendues. »

L'ANNEXION DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE.

« La population de la Bosnie et de l'Herzégovine manifesta son désir et demanda à profiter, comme la population des autres parties de la Turquie, des avantages du gouvernement constitutionnel. Dans ces conditions, le gouvernement de l'Autriche, au lieu de mettre fin à

l'occupation provisoire et de se retirer de la Bosnie et de l'Herzégovine, abandonna le sandjak entièrement, mais n'abandonna que le sandjak, et annonça qu'il avait décidé d'annexer les deux provinces à l'Autriche.

« Cette action, qui viole le droit et les traités, a causé à tous une pénible impression. La population locale commença à protester et les Serbes et les Monténégrins, considérant qu'une violation du *statu quo*, commise de cette manière, mettrait leurs droits en danger dans l'avenir, entrèrent en effervescence, commencèrent immédiatement des préparatifs de guerre et allèrent presque jusqu'à déclarer la guerre à l'Autriche. Par suite des effervescences qui se produisirent en Turquie, nous commençâmes à recevoir des dépêches de la population de certains vilayets déclarant qu'elle était prête à se rallier à l'armée impériale, afin de prendre part à la guerre pour défendre leurs droits, et estimant que la Turquie serait entraînée, bon gré mal gré, à participer à cette guerre, que la Serbie et le Monténégro voulaient entreprendre.

« Après un échange de correspondances avec ces deux gouvernements, nous avons délibéré sur ce qu'il fallait faire avec les envoyés des puissances.

« L'Angleterre et ses alliés ayant exprimé le désir d'établir une paix durable dans les Balkans et attendu que le programme de la conférence prévoyait l'attribution d'une compensation à la Serbie et au Monténégro sans porter préjudice à la Turquie, nous lui avons suggéré qu'il était nécessaire d'attendre la décision qui sera prise par la conférence, et après accord à cet égard avec eux.

« Les deux gouvernements de Serbie et de Monténégro abandonnèrent leur intention d'ouvrir la guerre contre l'Autriche. »

ENTENTE AUSTRO-BULGARE.

« Le fait que deux événements tels que la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie et la décision de l'Autriche d'annexer à ses Etats les provinces de la Bosnie et de l'Herzégovine se sont produits simultanément, indiquait une coïncidence politique, et il était probable qu'il existait une alliance secrète. Aussi le gouvernement ottoman, dans les mesures qu'il prit dans les deux questions, agit-il avec beaucoup de réserve et les démarches qu'il fit furent-elles couronnées de succès. »

NÉGOCIATIONS AVEC L'AUTRICHE.

« Toutefois, comme résultat des démarches de la Porte, des négociations furent engagées avec le gouvernement de l'Autriche, au sujet du mode d'entente relatif à la Bosnie et à l'Herzégovine, mais l'hésitation de l'Autriche à accepter la base posée par le gouvernement impérial pour assurer ses droits et aussi notre fermeté furent cause que les négociations se prolongèrent pendant quelques mois. Cela, aussi bien que le fait que la question de la Bulgarie a traîné jusqu'à maintenant, ne provient pas de négligences; cela provient de ce que nous attendons

des résultats utiles de l'attitude pacifique dont nous faisons preuve, eu égard aux circonstances, et de notre appui sur l'opinion publique équitable de l'Europe, que nous avons acquise.

« C'est grâce au succès produit par cette ligne de conduite que le gouvernement de l'Autriche, en dépit de sa décision définitive première, par suite de l'effet produit sur l'opinion publique et obéissant aux conseils des puissances amies, consentit à accepter, en la modifiant à demi, la base posée par le gouvernement impérial pour l'arrangement de la question.

« J'espère qu'avec l'indemnisation des droits du gouvernement, la garantie pour l'avenir et le respect des droits religieux et civils de la Bosnie et de l'Herzégovine, la question sera réglée prochainement.

« Il est aussi beaucoup à désirer que la question bulgare, dont les négociations n'ont pas été rompues, soit de même amenée à bonne fin. »

LA TURQUIE ET LES PUISSANCES.

« L'assistance et l'appui prêtés par les grandes puissances dans ces questions politiques méritent véritablement notre reconnaissance. Il est utile de dire que la fausse route suivie depuis quelque temps par la Porte fâcha l'Angleterre. L'ancienne politique de cette puissance à l'égard de la Turquie fut altérée et par suite de ce changement toutes sortes de difficultés ont surgi. Maintenant, grâce à la ligne de conduite suivie par le gouvernement impérial dans le nouveau régime, notre amitié avec l'Angleterre a été rétablie.

« Cette puissance, revenue à son ancienne politique, protège comme par le passé les intérêts de la Turquie et s'efforce d'obtenir des moyens de progrès pour notre patrie. Les autres puissances amies sont également satisfaites de notre administration constitutionnelle et ne refusent pas leur aide au gouvernement impérial. »

LA TURQUIE ET LA CRÈTE.

« Parmi les questions politiques qui ont surgi d'une manière inopinée figure celle concernant la Crète. Les chrétiens crétois, par une contrefaçon de la décision austro-hongroise, décidèrent entre eux l'annexion de la Crète à la Grèce, la proclamèrent dans l'île et en firent part aux puissances. Celles-ci refusèrent cette décision et la Grèce déclara n'être pour rien dans cette action des Crétois. •

« Après une correspondance avec l'Angleterre, la France, la Russie et l'Italie qui occupent militairement depuis quelque temps, à titre provisoire, l'île de Crète, et qui ont garanti alors par écrit la sauvegarde des droits de la Turquie sur l'île, nous rechercherons quelle décision il convient de prendre sur la forme de l'administration de l'île dans l'avenir et pour l'affirmation et la sauvegarde de nos droits. »

A la suite de cet exposé la Chambre des députés a voté un ordre du jour de confiance pour le gouvernement.

Le programme du nouveau ministère.

Le nouveau ministère ottoman s'est présenté, le 16 février, devant la Chambre des députés. Le grand-vizir Hilmi Pacha a donné lecture de son programme gouvernemental :

« Nous suivrons dans nos rapports avec les autres Etats voisins ou éloignés la ligne de conduite pacifique, mais ferme et digne, inaugurée par le régime constitutionnel. Nous nous efforcerons d'entretenir avec tous des relations amicales, de résoudre amiablement les questions pouvant encore faire momentanément l'objet d'un litige. Nous aurons pour devise le principe de fraternité internationale suivant : n'empiéter sur les droits de personne, mais ne pas souffrir qu'on méconnaisse les nôtres.

« Forts de notre bonne conscience, nous ne doutons pas qu'on rendra justice à la loyauté de nos intentions et que nous aboutirons, malgré toutes les difficultés présentes ou éventuelles, à écarter tous les dangers de conflit.

« Ceux qui existaient encore récemment sont en voie d'aplanissement définitif, et il ne tiendra pas à nous que tout ne soit prochainement réglé à la satisfaction de toutes les parties, d'accord avec les grandes puissances européennes, dont la sympathie nous fut et nous est toujours particulièrement précieuse.

« Nous pourrons mieux alors consacrer tous nos efforts à la réorganisation intérieure de notre grande et noble patrie, à laquelle il n'a manqué jusqu'ici que la liberté, l'égalité de tous ses citoyens, la justice pour tous, pour occuper une place d'honneur parmi les nations civilisées. »

Hilmi Pacha a fait ressortir l'importance capitale de l'idée unitaire pour le relèvement intérieur et l'influence extérieure du pays. « Nous lutterons de toutes nos forces, a-t-il déclaré, contre les tendances particularistes. » Il a donné à cette idée, qui paraît bien être l'idée directrice de sa politique, l'expression suivante :

« Là où ce sentiment de l'unité est dans le cœur de tous, il rend plus facile les relations avec les autres nations, aux calculs intéressés desquelles il n'est point offert de prise, parce qu'elles se sentent en présence d'un peuple qui, ayant conscience de ce qu'il vaut par son unité, sait ce qu'il veut pour sauvegarder son indépendance. »

ITALIE

L'ouverture de la Chambre et le discours du Trône.

La vingt-troisième législature italienne a été ouverte, le 24 mars. Le roi a prononcé le discours du trône suivant :

« MESSIEURS LES SÉNATEURS,

« MESSIEURS LES DÉPUTÉS,

« Dans la solennité de ce jour, pendant que ma parole s'adresse à vous pour formuler mes vœux au début des travaux de la législature qui s'ouvre, je sens encore plus intense ce chagrin qui reste profond dans mon âme.

« La rage destructrice de la nature, immense et terrible comme elle ne le fut jamais, a ouvert la plaie la plus cruelle dans le cœur de la patrie, atterrissant deux villes entre les plus nobles et belles dont l'Italie était fière et affligeant des régions entières de ruines et de deuils.

« Il a été cependant réconfortant de constater qu'en présence de l'horrible catastrophe se sont dressés des héroïsmes individuels et des vertus collectives. Pendant que l'armée de terre et de mer, avec la conscience de remplir son propre devoir et un haut esprit d'abnégation, s'adonnait à l'œuvre difficile et dangereuse de secours, une concorde émouvante et fraternelle serrait les Italiens de tous les rangs et de toutes les régions dans un même élan d'amour, de charité et de sacrifice ; en même temps, par un exemple lumineux de solidarité humaine, toutes les nations civilisées, participant à notre malheur, ont offert leur cœur et leurs bras ; leurs braves fils prodiguèrent aux survivants les soins les plus providentiels et nous réconfortèrent de leur sympathie amicale, ce qui montra que la douleur de l'Italie a apparu et a été vraiment la douleur du monde.

« Que le sentiment de reconnaissance que j'exprime à tout le monde aille confirmer notre décision que Messine et Reggio renaissent à l'avenir, dignes de leur passé glorieux.

« Cette résolution a été manifestée fermement par la législature qui vient d'être close, scellant ainsi noblement son œuvre.

« Maintenant, vous, Messieurs, qui recueillez son héritage sacré, vous voudrez certainement l'assumer de nouveau et la confirmer.

« Le développement tranquille et sûr de l'activité nationale est sauvegardé par les vertus de notre armée et de notre marine pour lesquelles le cœur de l'Italie vibre toujours de fierté et de reconnaissance.

« Le Parlement s'occupera avec empressement de l'augmentation de la puissance de l'armée et de la marine, et de les faire profiter des progrès techniques. Il faudra aussi les adapter aux conditions sociales

actuelles, afin qu'elles garantissent toujours mieux la défense de la patrie, ce qui constitue le premier et le plus sacré de tous les devoirs.

« Ainsi pourra se maintenir et s'accroître le tribut que l'Italie a apporté au maintien de la paix.

« L'Italie, jouissant des bienfaits inestimables de la paix, éprouve profondément le sentiment de la responsabilité qui incombe à tout peuple civilisé relativement à la conservation de la paix.

« L'Italie est restée constamment fidèle à son système d'alliances, qui a été le facteur essentiel de l'équilibre pacifique européen. Sincèrement cordiale dans ses amitiés avec les autres puissances, l'Italie peut bien affirmer avoir contribué à assurer la concorde internationale et reste fermement décidée dans cette résolution.

« En vertu même de l'esprit conciliant qui anime aujourd'hui tous les Etats, quelques-unes des questions délicates dans la péninsule balkanique ont été acheminées vers une solution pacifique ; et je veux exprimer mon espoir confiant, que l'accord désiré puisse être rapidement atteint aussi sur d'autres questions qui sont encore en suspens.

« MESSIEURS LES SÉNATEURS,

« MESSIEURS LES DÉPUTÉS,

« Il y a cinquante années, l'Italie, dans l'union magnifique du prince et du peuple, allait entreprendre l'œuvre héroïque de sa résurrection. Pendant ces cinquante années, à travers des périodes d'incertitude et de malheur, surmontant les méfiances timides et enrayant les impatiences audacieuses, le peuple italien a poursuivi d'une allure toujours plus ferme et plus sûre son élévation intellectuelle, économique et morale.

« Si cette grande transformation a pu s'accomplir, cela est dû surtout à une bienfaisante et efficace liberté et à un système d'éducation grâce auquel non seulement les individus, mais aussi les classes sociales et le peuple entier acquièrent en même temps que le sentiment de leur valeur et de leur dignité, la conscience de leur devoir et de leur responsabilité.

« Et si, comme je n'en doute pas, s'accroît également et se fortifie cet esprit de discipline qui seul peut donner de l'efficacité à un effort collectif, l'Italie ne pourra pas ne pas atteindre le but que lui indiquent sa gloire séculaire et sa jeunesse florissante. »

JAPON

L'exposé du baron Komura sur la politique extérieure du Japon.

Le 2 février, le baron Komura, ministre des Affaires étrangères, a fait, devant la Chambre des députés, un exposé général de la politique étrangère du Japon :

« Le baron Komura a déclaré d'abord que cette politique avait pour objet le maintien de la paix et le développement des ressources nationales.

« Parlant de la Grande-Bretagne, il a dit que des événements importants et ayant les conséquences les plus étendues pour les relations des deux pays avec d'autres puissances ayant heureusement contribué tous à la consolidation de la paix générale en Asie orientale, paix qui est un des principaux objets de l'accord anglo-japonais, l'alliance entre les deux pays n'a fait que croître en force et en solidité, et elle repose aujourd'hui sur des fondations durables.

« Les relations du Japon avec la Russie deviennent chaque jour de plus en plus intimes; et les deux nations observent scrupuleusement l'esprit et la lettre de leurs traités. La politique pacifique des deux gouvernements produit en ce moment des résultats de la plus haute importance, et il y a tout lieu de s'attendre à l'accroissement continu des sentiments d'amitié entre les deux nations.

« Nos relations avec la France et l'Allemagne sont également satisfaisantes.

« En ce qui concerne cette première puissance, les gouvernements français et japonais, animés d'une confiance réciproque, se conforment rigoureusement à l'arrangement conclu en 1907 et tout fait espérer un rapprochement étroit entre les deux peuples.

« Au sujet de la Chine, en ce qui touche l'administration intérieure de la Chine, nous suivons naturellement avec un vif intérêt et beaucoup de sympathie le progrès de ses réformes. Nous espérons sincèrement que les hommes d'Etat de Chine ne perdront jamais de vue la nécessité de maintenir l'équilibre général dans l'empire et qu'ils sauront coopérer dans un accord parfait à la conduite des affaires publiques, afin de préserver l'ordre et la tranquillité à l'intérieur et de faciliter l'œuvre importante des réformes.

« En ce qui concerne les Etats-Unis, l'amitié entre le Japon et les Etats-Unis existe par tradition et elle est absolument essentielle aux intérêts des deux Etats, non seulement pour sauvegarder ces sentiments de cordialité, mais pour les étendre et les renforcer par tous les moyens possibles.

« Malgré le parfait accord qui a toujours existé entre les deux pays, en ce qui touche leurs vues dans l'Extrême-Orient et sur le Pacifique, il semble qu'on ait eu dans certains milieux des doutes sur la sincérité de leurs intentions. Afin de faire disparaître toute cause de pareil malentendu, les deux gouvernements ont pensé qu'il était bon d'échanger des notes diplomatiques pour annoncer leur politique commune et ils sont convaincus que cette déclaration ne favorisera pas seulement le développement de l'amitié qui existe entre les deux nations mais qu'elle contribuera aussi, dans une large mesure, à sauvegarder la tranquillité générale en Orient.

« Sans vouloir mentionner plus particulièrement les autres puissances avec lesquelles nous sommes en rapports de non moindre cordialité, on reconnaîtra que le maintien de la paix, qui est un des principaux objets de notre politique étrangère, a été en fait assuré. On estime qu'en présence d'une telle situation, nous pouvons nous permettre de consacrer nos efforts au développement des ressources nationales.

« Il y a à ce propos quelques remarques explicatives à faire, en ce qui touche l'émigration.

« Le premier point important, quand on examine le problème de l'émigration, est que du fait de la nouvelle situation internationale où la dernière guerre a placé le Japon, et de l'expansion correspondante de notre sphère d'action politique, notre nation, au lieu de se répandre au hasard et de se disséminer dans des pays étrangers lointains, doit être concentrée dans la région d'Extrême-Orient, de manière à faire contribuer ses efforts réunis au développement de cette légitime activité.

« Le second point à retenir est que nous devons éviter soigneusement tout ce qui peut entraver le développement de notre commerce et de notre industrie extérieurs qui jouent de beaucoup le rôle le plus important dans nos entreprises économiques en fait de rapports avec l'étranger.

« Ces considérations ont conduit le gouvernement à suivre sa politique officielle à l'égard des émigrants au Canada et aux États-Unis. »

Budget. — Situation économique en 1908.

« En établissant le budget de 1908-1909, le gouvernement japonais traça les grandes lignes d'un plan destiné à assurer l'équilibre des recettes et des dépenses, non seulement pour l'année considérée, mais encore pour une série d'années à venir. Dans ce but, on procéda, d'une part, à une réduction des dépenses en ajournant, à un certain nombre d'années, 282.500.000 francs de dépenses militaires et 30 millions d'autres dépenses; d'autre part, on arriva à augmenter les ressources

permanentes par l'accroissement de quelques taxes et par l'élévation du prix du tabac qui est un monopole de l'État.

« Le budget de 1908-1909 est caractérisé par les chiffres généraux suivants : les recettes et les dépenses présentent, au total, la même somme : 1.539.875.000 francs.

« Les recettes ordinaires se montent à 1.188.750.000 francs ; les recettes extraordinaires à 351.125.000 francs. Les dépenses ordinaires s'élèvent à 1.067.275.000 francs et les dépenses extraordinaires à 472.600.000 francs. Aux recettes ordinaires figure une somme de 12.275.000 francs, montant auquel on évalue le produit de l'augmentation des taxes, pendant la première année ; on est fermement convaincu que, dans peu d'années, ce produit s'élèvera à 50 millions.

« Les recettes extraordinaires comprennent 180.550.000 francs, qui représentent les excédents reportés des années précédentes. Elles comprennent également 97.675.000 francs qui devaient être fournis par un emprunt destiné à des entreprises productives, telles que construction et amélioration de voies ferrées, de téléphones et d'usines sidérurgiques. Le budget de 1907-1908 avait également affecté à des dépenses de même nature une somme de 80.350.000 francs, qui devait, de même, être fournie par un emprunt.

« Le gouvernement, néanmoins, n'eut pas besoin de recourir à ces deux emprunts : on va voir, en effet, plus bas, qu'il put disposer d'un excédent considérable, dû à ce fait que les recettes furent supérieures aux évaluations budgétaires, en même temps que l'on constata qu'un certain nombre de chapitres pouvaient être retranchés, aux dépenses, comme ayant cessé d'être nécessaires.

« Les excédents de recettes, depuis 1906-1907 jusqu'au moment actuel, se sont élevés à un total de 856.525.000 francs, sur lesquels 164.950.000 francs proviennent des excédents de l'exercice 1906-1907 ; le fonds des dépenses de guerre extraordinaires a laissé un excédent de 372.950.000 francs ; les recettes provenant du remboursement des dépenses faites pour l'entretien des prisonniers de guerre ont fourni 118.625.000 francs ; enfin, l'excédent de l'exercice 1907-1908 a donné 200 millions de francs.

« Sur l'excédent total de 856.525.000 francs, on a procédé aux allocations suivantes :

« Versement aux recettes de l'exercice 1907-1908 d'une somme de 338.025.000 francs ; aux dépenses inattendues, non prévues au budget de 1907-1908, versement de 17.425.000 francs ; aux recettes de 1908-1909, versement de 180.550.000 francs ; aux recettes des budgets supplémentaires de 1907-1908 et de 1908-1909, versement de 37.500.000 francs.

« Le total de ces allocations s'élevant à 573.500.000 francs, laissait encore disponible un excédent de 283.025.000 francs, sur lesquels le Trésor japonais a l'intention de procéder aux affectations suivantes :

« Versement, aux recettes de 1909-1910, de 83 millions ; versement,

au fonds de consolidation de la dette nationale, de 67.500.000 francs, destinés à porter au total nécessaire de 242.500.000 francs les 175 millions argent comptant mis en réserve actuellement pour le rachat de la première série des Bons du Trésor.

« Une fois que l'on aura pourvu à ces affectations, se montant à un total de 150.500.000 francs, le Trésor aura encore à sa libre disposition la différence, soit un excédent net définitif de 132.525.000 francs. »

Commerce extérieur.

« D'après les statistiques commerciales de 1907, les Etats-Unis sont le pays avec lequel le Japon fait le plus d'affaires : le total des importations et des exportations dépasse 211 millions de yen (545.013.000 francs). Viennent ensuite, à peu près à égale distance, la Chine avec 371.952.000 francs, et l'Angleterre, sans ses colonies, avec 356.454.000 francs, puis l'Inde anglaise, 224.721.000 francs, et, plus bas, l'Allemagne, 149.814.000 francs, enfin, la France et la Corée, chacune avec 126.567.000 francs. Cet ordre d'importance entre les différents pays relativement à notre commerce est resté le même qu'en 1906.

« A propos de ces chiffres, un contraste est à noter ; c'est, d'une part, le développement du commerce avec les Etats-Unis, malgré la panique financière de l'automne dernier, et, d'autre part, la stagnation du commerce avec la Chine, à la suite de la dépréciation du métal argent.

« Ensuite, si nous prenons séparément les exportations et les importations, nous trouvons que les Etats-Unis sont notre meilleur client, puisqu'ils nous achètent pour 338.373.000 francs de marchandises. La Chine vient en second avec 219.555.000 francs, c'est-à-dire avec 82.656.000 francs de moins qu'en 1906. Suivent, la France 108.486.000 francs, la Corée 85.239.000 francs, Hongkong 61.992.000 francs, l'Angleterre 56.826.000 francs, la province de Kwantung 51.660.000 francs, l'Italie et l'Inde anglaise, chacune 33.579.000 francs, l'Allemagne 28.413.000 francs.

« Pour l'importation, l'Angleterre continue à tenir le premier rang parmi nos fournisseurs, avec la grosse somme de 299.628.000 francs. Après elle, viennent les Etats-Unis auxquels nous avons acheté pour 206.640.000 francs, l'Inde anglaise 191.142.000 francs, la Chine 152.397.000 francs, l'Allemagne 121.401.000 francs, les Indes hollandaises 56.826.000 francs, la Corée 41.328.000 francs, la Belgique 33.579.000 francs, la France 18.081.000 francs. »

Trente-trois ports sont actuellement au Japon en relations suivies avec l'extérieur, dont deux vraiment de toute première importance : Yokohama et Kobé, Yokohama qui tient toujours la tête pour l'exportation, tandis que c'est Kobé qui la conserve pour l'importation ; le commerce a atteint, dans le port de Yokohama, en 1907, la somme de 977.329.710 francs, en augmentation de plus de 73 millions sur celui

de 1906. L'exportation y a été de 531.788.040 francs et l'importation de 445.515.840 francs. Kobé a effectué à l'exportation pour 275.502.780 francs et à l'importation pour 577.119.690 francs, soit un total de 852.648.300 francs, en accroissement de 70.541.730 francs sur l'année précédente. Yokohama représente 40 o/o et Kobé 35,6 o/o du commerce extérieur du Japon tout entier, qui a été en 1907 à l'exportation de 1.115.625.212 francs et à l'importation de 1.275.725.752 francs, soit un ensemble de 2.391.350.964 francs. Les exportations ont été en 1907 en progrès de plus de 22 millions de francs sur celles de 1906 et les importations ont, de leur côté, dépassé celles de 1906 de plus de 195 millions de francs. Au sujet de cet accroissement, l'Annuaire dit : « Les principales causes de ce progrès sont : l'importation croissante de matières premières pour l'industrie, de matériaux pour les constructions navales et de machines de tous genres, résultant de l'ardeur avec laquelle la nation tout entière, au lendemain d'une guerre victorieuse, s'est adonnée aux affaires et lancée dans les entreprises industrielles les plus variées ; l'augmentation, dans les entrées, de céréales, riz et blé, et autres denrées ; enfin une importation plus abondante d'articles de toute espèce, devenus courants par suite de la richesse croissante de la nation et des conditions de vie matérielle plus prospères depuis la fin de la guerre russo-japonaise. »

Ainsi que l'on a pu le remarquer, alors que la France achète suffisamment au Japon, elle ne lui vend presque rien et est distancée par sa petite voisine, la Belgique, en 1907, de 15 millions de francs sous ce rapport. Il est certes pénible d'avoir à faire cette constatation, comme il est également pénible de faire cette autre que le pavillon français ne figure dans le mouvement des ports japonais que pour moins de 400 mille tonnes avec 133 bateaux, lorsque sur un tonnage total de 20 millions de tonnes se répartissant sur 10.965 vapeurs, l'Angleterre, elle, figure, avec 2.269 bateaux, pour plus de 6.000.000 de tonnes, les Allemands, avec 673 vapeurs, pour plus de 1.840.000 tonnes, les États-Unis d'Amérique pour 1.600.000 tonnes avec 377 vapeurs seulement, et que les marines norvégienne et russe nous atteignent à peu près. Le pavillon japonais lui, d'année en année, prend un tel essor qu'on le voit en quinze ans passer de 401 vapeurs à 6.734 et de 337.763 tonnes à 8.770.491 dans le mouvement des ports de l'Empire du Soleil-Levant.

Banques et marché monétaire.

En 1906, les 2.236 établissements financiers portés aux tableaux de l'Annuaire avaient fait un ensemble d'affaires évalué à plus de 10 milliards de yen, produisant un profit net de 70 millions de yen, permettant de distribuer un taux moyen de dividende de 9,6 o/o. Les sept établissements de crédit fondés dans un but tout particulier et régis par une législation spéciale ont pu fixer, eux, leur taux de dividende en 1907 à : Banque du Japon, 12 o/o, Yokohama Specie Bank, 12 o/o,

Kangiô-Ginkô (Banque hypothécaire) 10 o/o, les 46 banques de l'agriculture et de l'industrie 8,2 o/o, Banque de Taï Wan (Formose) 10 o/o, Banque de défrichement et de colonisation de Hokkaido 9 o/o, Kôgiô-Ginkô (Banque industrielle) 7,5 o/o.

En 1907, la Monnaie japonaise a frappé pour 17.960.000 yen de pièces d'or, 17.242.970 yen de pièces d'argent; il n'y a pas eu par contre de frappe de pièces de nickel ou de cuivre. Les pièces d'or sont de 20, 10 et 5 yen, les pièces d'argent de 50, 20 et 10 sen, le yen en argent a été retiré de la circulation, mais la vieille pièce de 5 sen continue à être admise, les autres pièces émises sont celles de 5 sen en nickel, de 1 sen et de 5 rin en cuivre. Les anciennes pièces de 2 sen, 1 sen, 5 et 1 rin en cuivre, sont toujours acceptées et les anciennes pièces d'or valent le double de leur valeur nominale. Ajoutons que, par la loi n° 11 de 1897, le Japon est aujourd'hui pays à étalon d'or.

On estimait le montant des pièces de monnaie circulant au Japon en 1907 à 167 millions et demi de yen, dont 53 millions en or, 96 millions en argent, 9 millions en nickel, et également 9 millions en cuivre. Le montant des billets de banque dont les coupures sont 1, 5, 10, 20, 50, 100 et 200 yen était en 1907 de plus de 369 millions de yen, remboursables en or, de par l'adoption de l'étalon d'or en 1897.

Le Japon possède depuis 1879 le système des Clearing Houses, année où fut créée celle d'Osaka. Celles de Tokio, Kioto, Yokohama, Kôbé, Nagoya, jointes à celle d'Osaka et qui indiquent ainsi les grands centres des affaires du pays, ont eu en 1907 à liquider 7 millions et demi d'effets représentant 7 milliards et demi de yen, dont la moitié pour la Chambre de Tokio, celle d'Osaka venant ensuite.

Communications.

« Depuis que de par la loi de mars 1906, les chemins de fer sont rachetés par l'Etat, leur exploitation donne des résultats très satisfaisants. La longueur des lignes exploitées qui n'était que de 120 kilomètres à peine voici trente ans et de 7.750 kilomètres à la veille du rachat, est en 1907-1908 de 8.050 kilomètres. De 1904-1905 à 1906-1907, le nombre des voyageurs s'est élevé de 104 millions à 125 millions et le volume du trafic de 19 millions à 24 millions de tonnes de marchandises. Grâce au perfectionnement des moyens de transport et à l'amélioration générale de la situation économique, l'augmentation des profits réalisés a dépassé toutes les évaluations. Au moment où fut préparé le projet de rachat, on pensait que, durant les deux premières années, le profit net donné par les lignes rachetées ne suffirait pas à payer les intérêts de la dette contractée pour le rachat. Mais pendant l'exercice 1906-1907, ce profit, que l'on avait estimé à 40 millions de francs, fut de 43 millions, et l'on peut compter qu'en 1907-1908, il dépassera également l'évaluation de 80 millions de francs inscrite au budget pour toutes les lignes de l'Etat, il sera donc plus que suffisant pour le service de l'Emprunt. Quant à l'exercice 1908-1909, le revenu net des chemins

de fer de l'Etat est estimé à 95 millions et demi de francs, et dans ce total les lignes rachetées entrent pour 64 millions ; or, comme l'intérêt de l'Emprunt pour le rachat et des obligations des anciennes compagnies se monte à 62 millions, il restera en caisse, après son paiement, un surplus de 2 millions, même dans le cas peu probable où les profits nets ne dépasseraient pas l'évaluation budgétaire. »

En 1906-1907, on trouve au Japon 6.449 bureaux de poste, expédiant 1.240 millions de lettres et d'imprimés ; 6.448 bureaux de colis postaux manipulant 15 millions de colis ; 2.815 bureaux télégraphiques avec 34.000 kilomètres de lignes et 149.000 kilomètres de fils envoyant 24 millions et demi de télégrammes ; 411 bureaux téléphoniques avec 5.900 kilomètres de lignes et 220.000 kilomètres de fils répondant à près de 160 millions de demandes de communications. Ajoutons les lignes suivantes empruntées à l'Annuaire :

« Quant à la diminution de 13 millions que l'on observe, par rapport à l'exercice précédent, dans le nombre des lettres et imprimés expédiés en 1906-1907, elle n'est que temporaire et provient en grande partie de ce que le rapatriement des troupes a réduit presque à rien le service de la poste militaire en Mandchourie. »

Voici maintenant les principaux faits de l'exercice 1906-1907 relatifs au service des postes internationales : en avril 1907, inauguration du transport direct par l'Union postale des colis postaux à destination du Chili et du Pérou ; en septembre, ouverture du service des colis postaux étrangers, dans les bureaux de poste militaires de Mandchourie et du Sakhaline Japonais (Karafuto) ; en novembre, publication de la Convention passée avec l'Australie pour l'échange des colis postaux ; envoi de délégués au congrès international des postes tenu à Rome, avec mission de faire tous leurs efforts pour obtenir l'abaissement des tarifs postaux. En ce qui concerne les télégraphes : promulgation des règlements spéciaux pour les télégrammes de presse, et inauguration des services par câbles sous-marins entre Tôkyô et Ogasawara (îles Bonin, possession japonaise de l'Océanie). Sasebo et Tairen (Port-Arthur-Dalny), Tôkyô et Guam, dans l'archipel des Mariannes. »

A la fin de 1907, la navigation à vapeur est représentée au Japon par 1.574 bâtiments jaugeant 1.108.692 tonnes et se répartissant ainsi :

Bateaux en acier ou acier et fer 408 avec 739.640 tonnes ; en fer 161 avec 249.862 tonnes ; en fer et en bois 14 avec 5.743 tonnes ; en bois et acier 4 avec 1.166 tonnes ; en bois 987 avec 112.281 tonnes. Au point de vue de la vitesse, ils se distribuent ainsi : de 20 à 100 tonnes 715 bateaux avec 32.500 tonnes ; de 100 à 200 tonnes, 243 avec 36.981 tonnes ; de 200 à 300, 42 avec 10.668 tonnes ; de 300 à 500, 95 avec 36.956 tonnes ; de 500 à 1.000, 140 bâtiments avec 101.669 tonnes ; de 1.000 à 2.000, 131 avec 199.561 tonnes ; de 2.000 à 3.000, 114 avec 279.108 tonnes ; de 3.000 à 4.000, 49 avec 166.865 tonnes ; de 4.000 à 5.000, 18 avec 79.940 tonnes ; de 5.000 à 6.000, 6 avec 31.970 tonnes ; de 6.000 à 7.000, 20 avec 125.011 tonnes ; enfin au-

dessus de 7.000 tonnes, 1 jaugeant 7.463 tonnes. De plus grosses unités sont en ce moment en construction au Japon même.

La plus importante des sociétés japonaises de navigation est la Nippon-Yûsen Kwaisha, dont le service s'étend jusqu'en Europe et qui a Anvers comme point terminus dans notre partie du monde.

Tel est, dans ses grandes lignes, le huitième *Annuaire Financier et Economique* que le Ministère des Finances a consacré à l'exposé de la situation présente du pays. Il traite dans les deux dernières parties de Taï-Wan (Formose) et de Karafuto (Sakhaline Japonais), de la Corée et de la province chinoise du Kwangtung, placées toutes deux pour l'instant sous le protectorat japonais.

Parler de ces deux parties sans entrer en de certains détails nécessaires que le présent Bulletin ne permet point, serait rendre le coup d'œil peu compréhensible, aussi est-il préférable de les réserver pour une étude particulière qui viendra à son heure.

Un « Livre Blanc » constate que le commerce extérieur de l'année dernière a subi l'effet d'une dépression accentuée et telle qu'elle ne s'est jamais manifestée à un pareil degré, depuis l'ouverture des ports japonais aux transactions avec l'étranger. L'année a été désastreuse pour tous les négociants : des établissements de commerce étrangers ont fait faillite, et la plupart des maisons d'importation ont perdu de l'argent. Cette débâcle a été causée par une combinaison de circonstances défavorables au commerce tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le développement pris par le pays après la guerre avait rendu l'année 1907 exceptionnellement prospère sous le rapport du commerce ; mais, presque dès le début de 1908, la dépression se montra et augmenta graduellement. Pendant un an encore et peut-être pendant deux ans, les affaires ne seront pas rétablies suffisamment au Japon pour qu'une amélioration notable puisse être enregistrée.

Le projet de régence aux Pays-Bas.

(19 mars 1909.)

Le projet de loi concernant la régence et la tutelle a paru, en prévision de la naissance d'un infant royal :

« La régence sera confiée à la reine-mère, la reine Emma, le gouvernement voulant ainsi lui exprimer la gratitude de la nation pour l'habileté avec laquelle elle a conduit les affaires publiques jusqu'à la majorité de la reine Wilhelmine. A son défaut, le projet de loi stipule que le prince consort sera régent.

« Si le prince consort, étant régent, acceptait la souveraineté d'une puissance étrangère, il perdrait la régence de droit, et ce, dans un délai de trois mois, à moins qu'une loi ne le maintienne dans la

régence pendant ce délai. La tutelle de l'enfant sera confiée à son père, le prince consort ; il sera assisté comme tuteur par un Conseil de tutelle siégeant à La Haye et composé de quatre Néerlandais qui seront nommés ultérieurement, puis du vice-président et des membres du Conseil d'Etat, du président de la Cour des comptes et du procureur de la reine auprès de la Cour de cassation. Le projet de loi pour la tutelle est, d'ailleurs, le même que celui de 1888 concernant la reine Wilhelmine. Le prince consort se verrait enlever son droit de tutelle dans le cas où il aurait perdu sa nationalité ou s'établirait à l'étranger. »

Société de Géographie.

Séance du 19 février.

Présidence de M. Ed. PERRIER, membre de l'Institut.

Bureau. — Autour du président prennent place : M. le colonel Bourgeois, Grosclaude, Reginald Kann, explorateurs et publicistes ; le baron Hulot, le prince Roland Bonaparte, de l'Institut, et le Dr Vailant, membre de la mission Pelliot.

Conférence de M. Etienne Grosclaude : La formation de l'unité africaine.

La ligne du Cap au Caire. — La ligne du Cap au Caire s'avance aujourd'hui jusqu'à 600 kilomètres au delà du Zambèze, soit à 3.227 kilomètres du Cap. Elle va même être prolongée de 200 kilomètres, de Brocken-Hill, terminus actuel, jusqu'aux mines de cuivre de Star of the Congo, dans le Katanga. A la vérité, cette section se détourne du Tanganyika, lequel devait être ensuite relié par le rail au lac Victoria-Nyanza, selon la primitive conception de Cecil Rhodes, qui comprenait la ligne du Cap au Caire comme une voie mixte reliant par le fil d'acier le chapelet des grands lacs aux lignes sud-africaines et au Nil navigable. Et pour réaliser ce plan, il ne reste plus à construire qu'un millier de kilomètres. Ainsi sera établi l'organe central de connection des chemins de fer sud-africains dont chacun gagnera l'un des océans par le trajet le plus court.

Le rôle des chemins de fer dans l'Afrique du Sud. — C'est, certes, parce qu'ils ont su réaliser au plus vite un important réseau de voies ferrées que les Sud-Africains ont pu commencer, dans des conditions relativement favorables, la mise en valeur de ces territoires miniers assez éloignés du rivage : le rand transvaalien avec ses mines d'or et Kimberley. Le mérite de ces résultats en revient d'abord à Cecil Rhodes qui, dès 1884, amena la première locomotive jusqu'à Kimberley pour la lancer ensuite plus audacieusement jusqu'au cœur de la Rhodesia, puis au

président Krüger, dont l'esprit avisé réalisa la ligne de Lourenço-Marquès, afin d'assurer normalement le ravitaillement de la grande industrie aurifère. C'est, en effet, à ces deux « idéalistes » que l'Afrique du Sud doit sa grandeur. Et au moment où la convention nationale de Cape-Town vient de souder le bloc sud-africain, Anglais et Boers s'accordent pour le proclamer.

La découverte des mines du rand détermina le gouvernement du Cap à prolonger par Bloemfontein, d'accord avec l'Orange, sa ligne centrale jusqu'à Johannesburg, qu'elle atteignit en 1892. Aussitôt le Natal construisit à travers les montagnes la ligne de Durban, qui procurait au trafic transvaalien un chemin beaucoup plus court : 777 kilomètres contre 1.629 par le Cap. Mais le président Krüger, désireux d'affranchir ses communications de la dépendance des colonies anglaises, inaugura, l'année même de l'ouverture de la ligne du Natal, le chemin de fer boer-portugais de Johannesburg à Lourenço-Marquès, long de 607 kilomètres, battant ainsi de 170 kilomètres la ligne coûteuse du Natal.

Ainsi de Johannesburg on gagne Lourenço-Marquès en vingt heures, Durban en vingt-trois et Cape-Town en quarante-quatre.

Assurément, cette concurrence fut une des causes de la dernière guerre. Et après la paix de Vereeniging faillit éclater une nouvelle guerre intercoloniale de chemins de fer. Le conflit était d'autant plus aigu que, pour favoriser les lignes anglaises, il fallait dépouiller le Transvaal de 80 p. 100 de son revenu normal, produit par le trafic de Lourenço-Marquès, qui se fait sur 518 kilomètres en territoire transvaalien.

De l'avis même du gouvernement anglais, il était inadmissible de compenser par une telle perte l'erreur d'une colonie voisine moins bien douée. On chercha donc un compromis. Ce fut le pacte intercolonial des chemins de fer sud-africains qui marqua le second temps d'une évolution rationnelle dont la première étape fut l'union douanière de 1903. Et le terme de cette vaste opération politique devrait être l'unification que la convention nationale de Cape-Town vient de voter.

L'unification de l'Afrique du Sud et les intérêts opposés de ses colonies. — Dans l'Afrique du Sud, quatre grandes nationalités, aux intérêts différents, souvent même opposés, sont en présence. Le Transvaal, riche et prospère, a des excédents budgétaires considérables. L'Orange vitote paisiblement. Au Natal, la dette paralyse l'initiative d'un des plus admirables types du colon anglais. La colonie du Cap est littéralement écrasée sous le poids d'une dette de 52 millions de livres que ne contrebalance aucune perspective d'avenir prochain.

D'autre part, libres de tous liens matériels à l'égard de la mère patrie, deux races européennes, aux prises depuis plus d'un siècle, occupent ces territoires en présence des indigènes qui jouissent de droits électoraux complets au Cap, partiels au Natal, mais n'ont dans les colonies boers que le droit de vivre et de travailler.

Mais les dirigeants de ces races, sous la discrète intervention du haut

commissaire britannique, entendent et pratiquent la politique des réalités. Comprenant les graves inconvénients de la situation actuelle et la nécessité d'en sortir à bref délai, comme le démontraient lord Milner et lord Selborne, le général Botha, premier ministre ; le général Smuts, secrétaire d'Etat, et M. Hull, ministre des finances, pour le Transvaal, et du côté de l'Orange, l'ancien président Steijn, se sont mis à l'œuvre pour arriver à l'unification. Avec une hauteur de vues que soutient le génie clairvoyant d'Edouard VII, qui sut composer avec les Boers, et sous le bénéfice d'une soumission de principe, leur concéder à bref délai l'autonomie, vaincus et vainqueurs loyalement ont préféré aux haines de races et aux mesquines compétitions locales ou personnelles, les intérêts fondamentaux d'une large communauté sud-africaine, fortement constituée, avec tout l'organisme autonome d'une grande nation moderne, sous le couvert du pavillon britannique.

Et le but à atteindre fut précisé par le général Botha, dont l'honnêteté et le prestige triomphèrent des défiances des paysans boers dont il est le premier ministre occupé et respecté : « Deux points sont à considérer, disait l'homme d'Etat en novembre dernier ; de quelle façon l'Afrique du Sud peut-elle plus efficacement servir l'empire auquel elle est fière d'appartenir ? De quelle façon l'Afrique du Sud peut-elle tirer le parti le plus avantageux de sa situation dans cet empire ? » Et afin de résoudre ce double problème au mieux non des intérêts particuliers des Boers, mais des intérêts généraux des Afrikanders, le général Botha a fait accepter de tous les contractants le principe fondamental de la nouvelle Constitution : l'égalité des droits électoraux entre tous les hommes blancs, principe dont le parti anglais faisait une condition essentielle de son concours et auquel le bon esprit des Boers obtint que tous se ralliassent.

La Constitution du Sud-Afrique. — Les articles essentiels de la Constitution ainsi définie sont : la création d'un Etat qui prendra le nom de Sud-Afrique ; le pouvoir exécutif confié à un gouverneur général (d'origine anglaise), secondé par un conseil exécutif ; un Parlement composé d'une Chambre et d'un Sénat. La Chambre comprendra 121 membres (Cap, 51 ; Natal, 17 ; Orange, 17 ; Transvaal, 36). Le Sénat, 32 membres. Le siège du gouvernement exécutif sera à Prétoria, du législatif au Cap. Les langues anglaise et hollandaise sont reconnues officielles et ont les mêmes droits. Le gouvernement de l'union prend à sa charge les dettes des colonies existantes. La direction générale des chemins de fer est confiée à une commission spéciale. Il semble bien que ces articles seront adoptés sans opposition par le Parlement boer. D'ailleurs, les chefs actuels sont animés par l'esprit de progrès, comme le prouvent leurs essais de cultures du sol selon les méthodes scientifiques européennes, et ils sont portés à coopérer avec les grands financiers du rand, comme le prouve l'élaboration d'une nouvelle loi minière bien plus favorable aux exploitations que les précédentes.

La situation économique du Transvaal. — Ces considérations amènent l'orateur à parler des ressources minières du Transvaal. Sur ce point,

M. Grosclaude a fourni des chiffres intéressants. Le capital engagé dans les mines du Transvaal n'est pas éloigné de 2 milliards (exactement 1,875 millions de francs), répartis entre 198 entreprises dont 67 travaillent, 26 s'équipent et 104 sont inactives. Sur les 67 exploitations, 45 donnent un dividende annuel de 154 millions, dont 111 vont aux promoteurs et le reste aux actionnaires, mais il n'y a pas d'amortissement du capital. La production quotidienne de l'or vaut 2 millions de francs. Enfin on évalue à plus de 700 millions les capitaux français dans ces entreprises.

Puis le conférencier a terminé son exposé par d'intéressantes considérations sur la main-d'œuvre indigène et les moyens d'en tirer tout le parti désirable, ce qui est devenu facile depuis que la question de la main-d'œuvre chinoise a cessé de figurer sur les programmes électoraux.

ERRATUM

Page 5, Accord relatif au Maroc, LIRE 9 février 1909, au lieu de 8 février 1908.

TABLE GÉNÉRALE

CHRONOLOGIQUE ET ANALYTIQUE

des Matières contenues dans les quatre volumes de l'année 1909

(Tomes 109, 110, 111 et 112)

		Tomes	Pages
	1881		
DÉCEMBRE 30.	France, Suède et Norvège. — Traité de commerce et de navigation (Paris)	110	239 et 243 253 et 256
	1892		
JANVIER 13.	France, Suède et Norvège. — Convention pour la prorogation partielle des traités de commerce et de navigation conclus le 30 décembre 1881 (Paris)	110	237 et 251
	1893		
JUIN 19.	Egypte. — Décret khédivial modifiant celui du 3 janvier 1881 sur la composition et les fonctions du conseil sanitaire, maritime et quarantenaire	109	106
	Egypte. — Arrêté ministériel concernant le fonctionnement du service sanitaire, maritime et quarantenaire.	109	114
	1894		
DÉCEMBRE 25.	Egypte. — Décret khédivial sur le budget et les ressources du conseil quarantenaire	109	112
	1899		
FÉVRIER 4.	Chili, Danemark. — Traité de commerce et de navigation (Berlin)	110	135
	1900		
SEPTEMBRE 11.	Colombie, Costa-Rica. — Sentence arbitrale sur les limites des deux Etats, rendue par M. le Président de la République française (Paris)	110	281

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1901

		Tomes	Pages
JANVIER	26. — Espagne, Portugal. — Echange de notes concernant le service militaire réciproque (Lisbonne).	111	98

1903

DÉCEMBRE	3. — Convention sanitaire internationale de Paris	109	57
----------	--	-----	----

1904

MAI	31. — Espagne, Portugal. — Convention d'arbitrage (Lisbonne).	112	123
OCTOBRE	1 ^{er} . — Pays-Bas, Portugal. — Convention en vue de délimiter les frontières des possessions respectives des deux Etats dans l'île de Timor (La Haye).	112	128

1905

MAI	6. — Portugal, Suède. — Convention d'arbitrage (Lisbonne)	112	138
JUIN	7. — Convention internationale de Rome créant un Institut international d'agriculture	110	118
JUILLET	17. — Convention internationale de La Haye relative à la procédure civile	111	5
AOUT	5. — Allemagne, Luxembourg. — Circulaire concernant l'application de la convention internationale de La Haye du 17 juillet 1905 (Luxembourg).	111	15
NOVEMBRE	30. — Chili, Danemark. — Article additionnel au traité de commerce et de navigation du 4 février 1899 (Santiago)	110	135

1906

JANVIER	1 ^{er} . — Etats-Unis, Suisse. — Proclamation du Président des Etats-Unis concernant le régime douanier applicable aux marchandises originaires de Suisse (Washington)	109	176
JUILLET	14. — Egypte, Italie. — Convention de commerce et de navigation (Alexandrie), et Règlement douanier du 16 février 1909, y annexé (Le Caire).	110	185
	18. — Belgique, Pérou. — Convention consulaire (Lima).	109	127
SEPTEMBRE	19. — 2^e Convention additionnelle à la convention internationale de Berne du 14 octobre 1890, sur le transport des marchandises par chemins de fer (Berne)	110	137
	29. — Colonies anglaises de l'Afrique du Sud et Australie. — Convention douanière	111	118

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1906

	Tomes	Pages
OCTOBRE 16-NOVEMBRE 3. — Colonies anglaises de l'Afrique du Sud et Australie. — Actes de la Conférence de Bruxelles pour la révision du régime des spiritueux en Afrique.	112	153
NOVEMBRE 3. — Projet de convention internationale sur le régime des spiritueux en Afrique (révisant la convention de Bruxelles du 8 juin 1899) (Bruxelles)	112	236
DÉCEMBRE 20. — Espagne, Etats-Unis. — Echange de notes concernant l'accord du 1 ^{er} août 1906 sur les tarifs (Madrid)	109	243

1906-1907

Mexique. — Commerce général du Mexique en 1906 et 1907. Débouchés pour l'industrie française	112	388
---	-----	-----

1907

	Allemagne. — Mouvement économique de l'Est allemand et en particulier de Dantzig, en 1907	110	308
	Grèce. — Mouvement commercial et maritime du Pirée en 1907. — Commerce avec la France	112	327
	Grèce. — Situation économique de la Grèce en 1907. — Importation, exportation	112	373
	Chine. — Mouvement commercial et maritime de Hankéou en 1907	110	336
AVRIL 23. —	Allemagne, Autriche-Hongrie, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Turquie. — Protocole concernant les droits de douane en Turquie (Constantinople)	109	11
MAI 16. —	Etats-Unis, Pays-Bas. — Convention commerciale (Washington).	110	132
	18. — Arrangement international de Berne, concernant l'unité technique des voies ferrées et la fermeture des wagons devant passer en douane dans le trafic international.	110	166
	20. — Turquie. — Loi sur les analyses en douane. Loi sur l'emmagasinement du pétrole. Règlement des mines. Organisation du service des douanes	109	14
JUIN . —	Conférence internationale de Londres, sur la maladie du sommeil.	110	264
	18. — Allemagne, Monténégro. — Convention de commerce et de navigation (Cettigné).	110	131
JUILLET 9. —	Grande-Bretagne, Italie. — Arrangement concernant les produits pharmaceutiques (Rome).	111	115
	18. — France, Italie. — Convention complétant la convention du 16 juillet 1899 relative à l'exécution du service téléphonique italo-iraniens et portant création d'avis d'appel téléphonique (Rome).	112	21
SEPTEMBRE 25. —	Pays-Bas, Pérou. — Convention consulaire (Lima).	112	132

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1907

		Tomes	Pages
OCTOBRE	8. — Autriche, Hongrie. — Traités et conventions concernant les relations commerciales et douanières entre les deux pays (Budapest)	112	58
	16. — Italie, Mexique. — Convention générale d'arbitrage (Aja)	109	140
NOVEMBRE	2. — France, Grande-Bretagne, Norvège. — Déclaration relative au traité du 21 novembre 1855 sur l'intégrité des Royaumes-Unis de Suède et de Norvège (Christiania)	112	127
	20. — Bulgarie, Roumanie. — Traité de commerce et de navigation (Bucharest)	110	180
DÉCEMBRE	6. — Grande-Bretagne, Ethiopie. — Traité de délimitation (Addis-Ababa)	109	145
	9. — Convention internationale de Rome, concernant la création de l'Office international d'hygiène	109	120
	25. — Chine. — Décrets contenant les réformes constitutionnelles	109	249

1908

	Affaires de Turquie. — Mouvement Jeune-Turc	109	219
	Canada. — Taxe sur les voyageurs de commerce en 1908	112	285
JANVIER	10. — France, Ethiopie. — Traité d'amitié et de commerce (Addis-Ababa)	109	143
	23. — Etats-Unis, France. — Arrangement commercial (Washington)	112	117
	30. — Bolivie, Pérou. — Convention douanière (La Paz)	110	124
FÉVRIER	21. — France. — Arrêté relatif à l'organisation du contrôle des semences tourragères importées de l'étranger	112	296
	28. — Etats-Unis, Suisse. — Convention d'arbitrage (Washington)	112	123
MARS	1/14. — Autriche-Hongrie, Serbie. — Traité de commerce (Vienne)	111	21
	17. — France — Règlement concernant l'admission en France des cigarettes étrangères destinées à la vente du public	112	300
	20. — Vénézuéla. — Décisions douanières concernant le tabac	112	312
	23. — Etats-Unis, Italie. — Convention d'arbitrage (Washington)	112	121
AVRIL	4. — Etats-Unis, Grande-Bretagne. — Convention d'arbitrage	109	152
	8. — Vénézuéla. — Décret sur les allumettes et l'Amer de Siébert importés de l'étranger. — Ordonnance relative aux plaques bitumées et sablées pour toitures (taxes)	112	313

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1908

		Tomes	Pages
AVRIL	11. — Etats-Unis, Grande-Bretagne. — Convention concernant la protection des poissons comestibles dans les eaux limitrophes (Washington).	109	173
	14. — Allemagne, Salvador. — Traité de commerce (San Salvador)	112	5
	15. — Espagne, France. — Protocole modifiant la convention de 1904 relative aux chemins de fer transpyrénéens (Paris)	110	123
	20. — Chine, Grande-Bretagne, Thibet. — Convention concernant les règlements commerciaux (Calcutta)	109	147
	23. — France, Grande-Bretagne, Suède. — Déclaration relative au traité du 21 novembre 1855 sur l'intégrité des Royaumes-Unis de Suède et de Norvège (Stockholm)	112	127
	27. — Japon, Pays-Bas. — Convention consulaire (La Haye)	109	133
MAI	4. — Belgique, Italie. — Déclaration relative à l'admission réciproque des produits médicaux et pharmaceutiques (Rome)	110	222
	14. — Grèce, Monténégro. — Convention commerciale (Cettigné)	111	101
JUIN	11. — Règlement de service international et tableaux de tarifs, annexés à la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg. — Révision de Lisbonne	110	5
JUIN 14 et 30, AOUT 18 et SEPTEMBRE 30.	— Italie, Norvège. — Echange de notes concernant l'assistance aux marins délaissés (Berlin et Rome).	110	224
JUILLET	29. — Allemagne, Haïti. — Convention commerciale (Port au Prince)	111	18
AOUT 16/29.	— Belgique, Bulgarie. — Traité de commerce et de navigation (Sofia)	112	6
	17. — Espagne. — Ordre royal concernant les formalités relatives à l'importation de l'argent.	112	287
SEPTEMBRE 22.	— Bulgarie. — Proclamation de l'indépendance de la Bulgarie.	109	339
SEPTEMBRE-OCTOBRE.	— Session de l'Institut de droit international (Florence).	112	240
OCTOBRE	— Autriche-Hongrie. — L'annexion de la Bosnie et l'Herzégovine	109	278
	17. — France, Grande-Bretagne. — Convention modifiant l'article 2 de la convention d'extradition du 14 août 1876 (Paris)	111	112
NOVEMBRE	4. — Belgique, France, Grèce, Italie, Suisse. — Convention monétaire (Paris)	112	36
	5. — Espagne, Serbie. — Convention commerciale (Vienne)	111	109
	13-14. — Allemagne, France. — Echange de notes constatant l'adhésion de l'Allemagne à la convention de Berne du 9 septembre 1906 concernant la		

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1908

	Tomes	Pages
création d'une union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques et à la convention spéciale franco-allemande du 8 avril 1907 ; — accession comprenant celle des colonies françaises et allemandes (Berlin).	109	6
NOVEMBRE 17, DÉCEMBRE 26. — Italie, Suisse. — Arrangement relatif aux travaux militaires entrepris dans le tunnel du Simplon (Berne)	109	138
NOVEMBRE 24. — Allemagne, France. — Compromis d'arbitrage relatif aux questions soulevées par les événements qui se sont produits à Casablanca le 25 septembre 1908 (Berlin)	112	43
30. — Autriche, Hongrie. — Convention additionnelle au traité du 8 octobre 1907 concernant les relations commerciales réciproques (Vienne)	112	110
30. — Etats-Unis, Japon. — Arrangement concernant la politique en Extrême-Orient. — Echange de notes (Washington).	110	227
DÉCEMBRE 1 ^{er} . — Espagne, Roumanie. — Convention commerciale (Vienne)	111	106
2. — France, Suède. — Arrangement complémentaire concernant les relations commerciales et maritimes (Paris)	110	236
5. — Etats-Unis, Pérou. — Convention d'arbitrage (Washington).	112	136
10-23. — Bulgarie. — Loi supprimant le monopole du sel et établissant un impôt de consommation et un droit d'importation sur le sel	109	254
17. — Turquie. — Ouverture du Parlement ottoman. Discours du Sultan	109	343
19. — Guatemala, Honduras, Salvador. — Sentence arbitrale rendue par la cour d'arbitrage de Cartago (Costa Rica) (San José de Costa Rica)	109	245

1909

Affaires du Congo. — 3 ^e livre gris belge (1908-1909)	111	121
Affaires du Maroc. — Note remise par le doyen du Corps diplomatique à Tanger au Délégué du Sultan Moulay-Hafid, pour lui annoncer que les Puissances l'avaient reconnu comme Sultan (Tanger, 4 janvier 1909).	109	243
Texte de la réponse de Moulay-Hafid à la note précédente (Fez, 5 janvier 1909).	109	218
La politique française au Maroc. — Discours de M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, en réponse aux interpellations (18 janvier 1909).	109	265
Affaires d'Orient. — Le livre vert bulgare.	110	307
Affaires de Perse. — Livres bleu et blanc anglais (1908-1909).	111	128

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1909

		Tomes	Pages
	Affaires de Serbie. — Texte de la représentation russe du 2 mars 1909. — Note remise le 31 mai 1909 par M. Simitch, ministre de la Serbie à Vienne, au baron d'Erenthal	110	263
	Espagne. — Loi de finance de 1909, art. 28, abrogeant la loi autorisant l'entrée en franchise des vins français destinés à être mélangés avec des vins nationaux	109	254
	Turquie. — Projet d'organisation du Yémen.	112	312
	Transvaal. — Les mines d'or du Transvaal. — Le commerce sud-africain (1908-1909).	112	409
	France. — Rapport sur le budget du ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1909, par M. Paul Deschanel (Chambre des députés)	110	342
JANVIER	1er. (Date de la mise en vigueur). — France, Italie. — Règlement pour l'exécution de l'article 5 de l'Arrangement signé le 9 juin 1906, relatif à la réparation des dommages résultant des accidents du travail	110	283
	11. — Etats-Unis, Grande-Bretagne. — Délimitation des eaux frontières et relations de voisinage (Washington).	109	165
	13. — Turquie. — L'exposé politique du grand-vizir Kiamil-Pacha	109	344
	25. — Italie. — Décret interdisant l'importation des vignes américaines provenant de France	109	254
	27. — Etats-Unis, Grande-Bretagne. — Arrangement d'arbitrage concernant l'exécution de la convention du 20 octobre 1818 (Washington)	109	155
	27. — Etats-Unis, Grande-Bretagne. — Convention d'arbitrage concernant les pêcheries (Washington).	110	229
JANVIER 27, FÉVRIER	9. — Bulgarie, Grande-Bretagne. — Arrangement additionnel à la convention de commerce, de douane et de navigation du 9 décembre 1905 (Sofia).	111	105
JANVIER	30. — Allemagne, Grande-Bretagne. — Convention de délimitation (Berlin).	109	7
FÉVRIER	2. — Japon. — Exposé du baron Kamura sur la politique extérieure du Japon. — Budget et situation économique en 1908	109	357
	9. — Allemagne, France. — Accord sur le Maroc (Berlin).	109	5
	7. — France, Italie. — Convention douanière (Rome)	112	19
	16. — Grande-Bretagne. — Discours du Trône	109	262
	16. — Egypte, Italie. — Règlement douanier annexé à la convention de commerce et de navigation du 14 juillet 1906 (Le Caire).	110	204
	16. — Turquie. — Programme du nouveau ministère	109	349

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1909

		Tomes	Pages
FÉVRIER	19. — Afrique du Sud. — Séance de la Société de Géographie. Conférence de M. Etienne Grosse	109	360
	20. — Espagne, Etats-Unis. — Echange de notes au sujet des vins mousseux espagnols (Washington).	111	103
	20. — France, Norvège. — Déclaration relative aux relations commerciales et maritimes, et annexes (Paris).	110	249
	22. — Belgique, Luxembourg, Pays-Bas. — Convention télégraphique (Bruxelles).	110	115
FÉVRIER 22 et MARS	5. — Allemagne, Grande-Bretagne. — Echange de notes portant confirmation des protocoles de délimitation de territoires en Afrique (Berlin).	110	92
FÉVRIER	26. — Conférence navale de Londres. — Protocole de clôture et Déclaration relative au droit de la guerre maritime. Rapport de M. Louis Renault.	109	177
	26. — Autriche-Hongrie, Turquie. — Convention concernant la Bosnie et l'Herzégovine (Constantinople).	109	54
MARS	2. — France, Mexique. — Compromis remettant à l'arbitrage du Roi d'Italie le différend relatif à la souveraineté de l'île de Clipperton dans le Pacifique (Mexico).	110	308
	10. — Grande-Bretagne, Siam. — Traité de cession de territoires (Bangkok).	112	28
	11. — Espagne, Norvège. — Déclaration modifiant la convention additionnelle du 25 août 1903, relative au régime douanier des vins (Madrid).	111	102
	15. — Pays-Bas. — Projet de régence	109	359
	24. — Italie. — L'ouverture de la Chambre. Le discours du Trône	109	350
	29. — Allemagne. — Discours du Chancelier de Bulow au Reichstag	109	255
	30. — Italie, Suisse. — Convention d'extradition (Rome).	112	22
AVRIL	7. — France, Portugal. — Convention d'arbitrage (Paris).	110	117
	19. — Mexique. — Adhésion du Mexique à la Conférence internationale de Paris et à la convention de Rome (office international d'hygiène).	111	119
	20. — Colombie, Pérou. — Traité d'amitié et d'arbitrage (Lima).	112	116
MAI	Grande-Bretagne. — Débats parlementaires. La politique extérieure anglaise	110	305
	1 ^{er} . — Turquie. — Le nouveau règne en Turquie. Rescrit impérial	110	306
	15. — Allemagne, Autriche-Hongrie. — Entrevue des deux Empereurs. Toasts (Vienne).	110	303

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1909

		Tomes	Pages
MAI	22. — Allemagne, France. — Sentence du Tribunal d'arbitrage sur les incidents de Casablanca (La Haye)	112	46
	29. — Allemagne, France. — Procès-verbal de regrets mutuels sur les incidents de Casablanca (Berlin)	112	57
JUIN	8. — Belgique. — Loi sur l'acquisition et la perte de la nationalité	111	272
	9. — Zanzibar. — Décret concernant l'esclavage	112	313
	23. — France. — Décret reconnaissant comme d'utilité publique l'Office international d'hygiène publique (Arrangement de Rome du 9 décembre 1907)	112	294
	29. — Espagne, France. — Convention télégraphique (Paris)	111	113
JUILLET	Affaires de Crète. — Déclaration de M. Vénizélos, membre du gouvernement provisoire. — La note grecque. La note des Puissances à la Turquie. — Notes diplomatiques	112	315
	Grèce. — Mémoire présenté au gouvernement grec par les officiers.	111	250
	Turquie. — Nouveau règlement douanier.	112	306
	3. — France, Grande-Bretagne. — Convention concernant la compensation pour les accidents du travail (Paris)	112	23
	4. — Egypte. — Loi soumettant certains individus à la surveillance de la police	111	275
	10 et 21. — France. — Décrets concernant les tarifs télégraphiques internationaux	110	287
	12. — Corée, Japon. — Convention sur l'administration judiciaire et pénitentiaire en Corée (Séoul).	112	18
	13-26. — Affaires de Crète. — Note collective des quatre Puissances protectrices	111	289
	17. — Allemagne. — Ordonnance douanière sur les vins	112	271
	26. — Congo. — Rapport au Roi de Belgique.	111	290
	Danemark. — La défense du Danemark. Débats parlementaires	111	288
	Chine, Japon. — Le différend sino-japonais. Le chemin de fer Antoung-Moukden	111	291
AOÛT	1er. — France, Russie. — L'entrevue du Tzar et du Président de la République à Cherbourg	111	287
	4. — Allemagne, Luxembourg. — Echange de déclarations et circulaire du Ministre d'Etat, Président du Gouvernement du Luxembourg, du 5 août 1909 sur l'application de la convention de La Haye du 17 juillet 1905 en ce qui concerne les communications d'actes judiciaires et extrajudiciaires (Luxembourg).	111	15
	5. — Etats-Unis. — Tarif douanier (Loi)	111	139
	6. — Etats-Unis. — Instructions relatives à l'exécution de la loi douanière du 5 août 1909	112	287

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

1909

		Tomes	Pages
AOUT 6, 7, 8, 11.	Chine Japon. — Le chemin de fer d'Aoutoung à Moukden. Notes diplomatiques . . .	112	141
7.	Etats-Unis, Grande-Bretagne. — Dénonciation de la convention relative aux voyageurs de commerce (Londres) . . .	111	111
17/30.	Turquie. — Promulgation de la loi relative à l'interdiction de l'emploi des alcools dans la production des boissons spiritueuses et à la prohibition de la consommation des boissons spiritueuses falsifiées au vin et à la bière . . .	112	309
27.	Etats-Unis. — Instructions relatives à la marque des marchandises importées . . .	112	292
30.	Grande-Bretagne. — L'armée anglaise. . .	111	289
SEPTEMBRE	Grande-Bretagne, Australie. — L'organisation militaire en Australie . . .	111	289
	Etats-Unis, Nicaragua. — Règlement de l'affaire Emory . . .	112	315
4.	Chine, Japon. — Arrangement concernant les matières d'intérêt commun en Mandchourie (Pékin). . .	112	112
4.	Chine, Japon. — Arrangement concernant Chien-Tao (Pékin) . . .	112	114
22.	Bulgarie. — Lettres de créance des Ministres de Turquie et de France à Sofia . . .	112	325
22.	Affaires du Maroc. — Note de protestation chérifienne (Tanger) . . .	112	147
24.	France. — Décret relatif à la prohibition en France, en Algérie et dans les colonies, de l'importation des monnaies divisionnaires d'argent grecques . . .	112	42
	Conférence diplomatique de La Haye, sur l'unification du droit relatif à la lettre de change. Questionnaire . . .	112	265
SEPTEMBRE-OCTOBRE.	Conférence diplomatique de Bruxelles, relative au droit maritime international : 3 ^e session. . .	112	315
OCTOBRE	Affaires du Maroc. — Déclarations du gouvernement espagnol. Déclarations de M. Pichon. . .	112	321
	Allemagne, Autriche. — Anniversaire de l'alliance austro-allemande. . .	112	324
	Turquie. — Nouvelles lois. Conflit entre la Porte et les représentants étrangers. — Question du service militaire des orthodoxes en Turquie . .	112	421
11.	Conférence internationale de Paris, concernant la réglementation de la circulation des automobiles. — Protocole de clôture. Texte du projet de convention internationale . . .	112	149
11.	Grèce. — L'ouverture de la Chambre hellène. Discours du Président du Conseil . . .	112	326

1910

Russie. — Le budget pour 1910.	112	408
---	-----	-----

